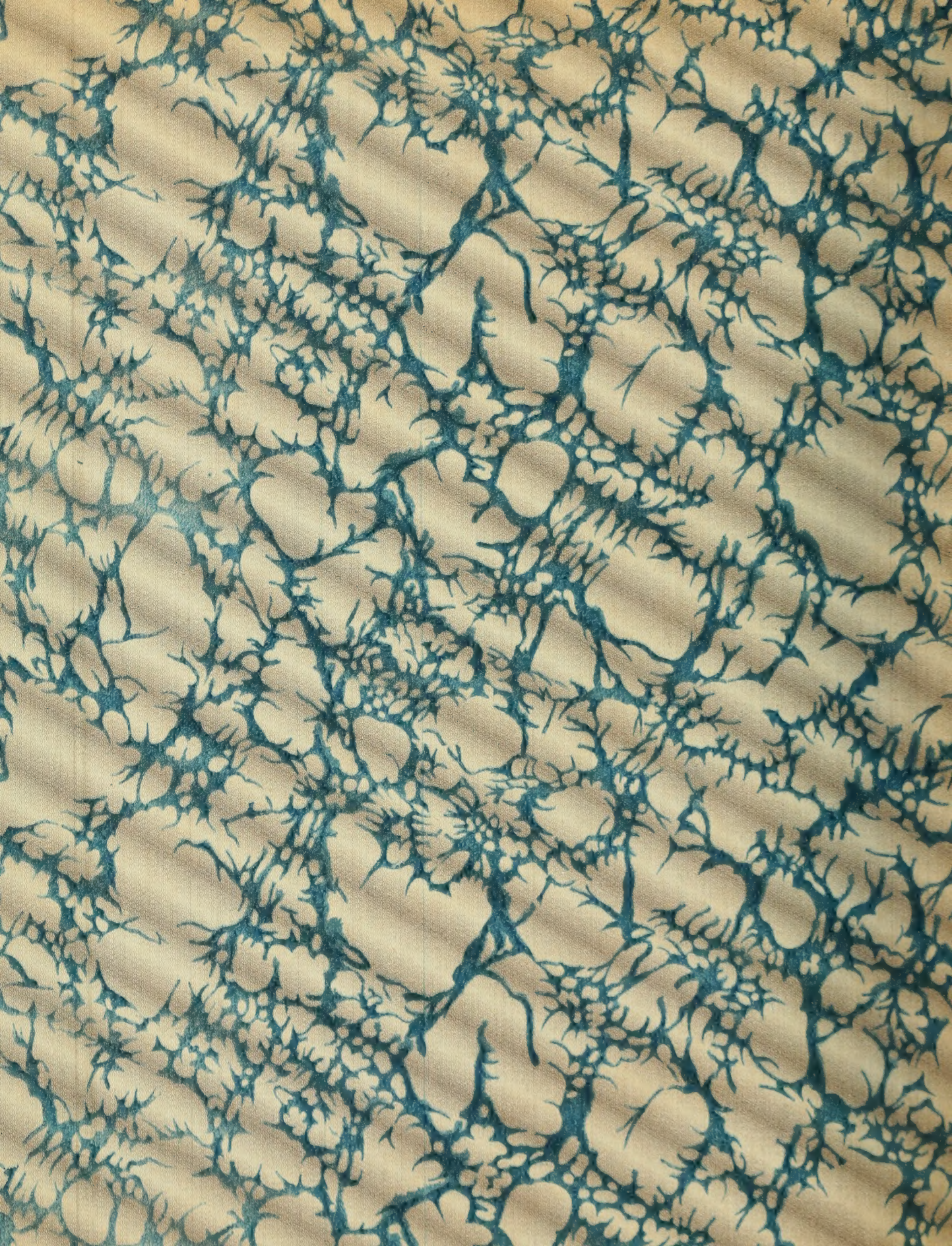




3 1761 07827868 6








Il a été tiré de cet ouvrage sur papier pur fil des papeteries Lafuma à Voiron :

200 exemplaires numérotés de 1 à 200 dans le format in-4° raisin, texte et hors-texte réimposés avec double état des planches en couleurs dont un avant la lettre sur papier de Rives; et dans chaque volume un frontispice en couleur dessiné spécialement pour ces exemplaires;

1000 exemplaires numérotés de 201 à 1200 dans le format in-4° carré, avec deux tirages des planches en couleurs dont un avant la lettre.



Digitized by the Internet Archive
in 2009

<http://www.archive.org/details/histoiredelanati08hano>

HISTOIRE
DE LA
NATION FRANÇAISE

GABRIEL HANOTAUX

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

HISTOIRE

DE LA

NATION FRANÇAISE

TOME VIII

HISTOIRE MILITAIRE ET NAVALE

DEUXIÈME VOLUME

DE LA CONSTITUANTE
AU DIRECTOIRE

PAR LE GÉNÉRAL
MANGIN

DU DIRECTOIRE
A LA GUERRE DE 1914

PAR LE MARÉCHAL
FRANCHET D'ESPEREY

LA GUERRE DE 1914-1918

PAR

GABRIEL HANOTAUX

de l'Académie française

ILLUSTRATIONS EN COULEURS DE MADAME CAMILLE HANOTAUX

ILLUSTRATIONS EN NOIR DE GABRIEL HANOTAUX FILS



PARIS

SOCIÉTÉ DE
L'HISTOIRE NATIONALE

LIBRAIRIE PLON

LES PETITS FILS DE PLON ET NOURRI

8, rue Cassinière — 6

2221433
-1

DC

38

H3

L.8

Copyright 1927 Librairie Plon.

Droits de reproduction et de traduction
réservés pour tous pays.



LE GÉNÉRAL MANGIN
Portrait d'après J.-F. BOUCHOR.
(Musée de l'Armée.)

HISTOIRE MILITAIRE ET NAVALE

DE LA

NATION FRANÇAISE

DE LA CONSTITUANTE AU DIRECTOIRE

PAR

LE GÉNÉRAL MANGIN



CHAPITRE PREMIER (1)

LES ARMÉES FRANÇAISES EN BELGIQUE (1792-1793)

Dumouriez. — Jemmapes. — Les débuts de la campagne de 1793. — Dumouriez et la Belgique. — Nerwinden. — La fin de Dumouriez.



U moment où commencent les guerres de la Révolution française, les Pays-Bas autrichiens, dont les dix provinces forment le territoire de la Belgique actuelle, sortent à peine d'une période révolutionnaire.

Au cours du dix-huitième siècle, la domination autrichienne s'y était montrée assez paternelle. Elle avait respecté les privilèges auxquels les Belges, dit un de leurs gouverneurs généraux, poussent l'attachement *jusqu'à la folie*.

(1) Le général Mangin avait accepté de collaborer à l'*Histoire de la Nation française* et de rédiger le volume consacré à l'Histoire militaire depuis la Révolution jusqu'à la fin de la guerre de 1914-1918. Il s'était mis au travail avec cette puissante activité cérébrale qui était sa nature même. Ses documents étaient réunis, ses lectures faites. Il avait commencé la rédaction lorsque la mort le frappa.

On sait ce que cette mort fut pour la France. Pour l'*Histoire de la Nation française* une telle perte parut, un moment, irréparable. Mangin n'avait laissé que cinq chapitres achevés. Sa rédaction allait seulement jusqu'au Directoire; elle s'arrêtait à l'apparition de Napoléon. Sans doute il avait voulu méditer encore avant d'aborder ce grand sujet.

Les morceaux rédigés nous ont été remis par Mme Mangin vers laquelle se porte l'hommage de nos respectueux remerciements. Nous les publions sans leur faire subir de changements, à peine quelques retouches et quelques allègements que j'eusse demandés à l'auteur lui-même.

Voilà donc ces pages dues à la main du grand homme de guerre et où brillent autant la belle intelligence du technicien que l'excellente qualité de l'écrivain. Les portraits de Dumouriez, de Carnot, de

L'ardeur réformatrice de Joseph II, qui, sous prétexte de progrès, bouleversait des traditions séculaires, lui aliéna les esprits et engendra une opposition qui aboutit, le 18 juin 1789, à une révolte à main armée. Après quelques tâtonnements inévitables, les volontaires belges battent les Impériaux à Turnhout et prennent Gand. Bruxelles se soulève : la Belgique a secoué le joug.

Les vainqueurs se divisèrent bientôt en aristocrates et en démocrates. Une malheureuse guerre civile en résulta, qui permit à l'Autriche de rétablir sa domination sur les Pays-Bas le 3 décembre 1790.

Ces événements coïncidaient avec les préludes de la Révolution française. Sans doute, les Belges s'insurgeaient pour défendre des institutions que les Français voulaient détruire, les considérant comme basées sur des privilèges et des abus ; le mouvement belge n'était-il pas une *contre-révolution* ? Pourtant, l'idée d'indépendance et le mot magique de liberté le rendaient sympathique à la masse populaire. Camille Desmoulins appelait son journal : *Révolutions de France et de Brabant* ; La Fayette, véritable maître du gouvernement, disait : « Il n'est aucun Français qui ne doive au peuple de Belgique des applaudissements et des vœux. » Il était déjà et il devait rester le patron de toutes les révolutions. Ses agents s'efforçaient, sans succès, de diriger celle de Belgique dans le sens des idées françaises : représentation électorale et monarchie constitutionnelle. Dumouriez, qu'il envoya à Bruxelles, tenta vainement d'organiser l'armée belge dont il proposa d'augmenter la force tout en diminuant les dépenses ; il en eût pris volontiers le commandement, mais il ne fut pas écouté et rentra à Paris en prédisant la victoire des Impériaux. La Fayette et le parti dirigeant s'étaient désintéressés d'événements où ils ne pouvaient jouer aucun rôle. Après la défaite, les vaincus s'étaient en grand nombre réfugiés sur le territoire français, où ils continuaient leur querelle entre Van der Nootistes aristocrates et Vonckistes démocrates. Ces derniers, unis aux Liégeois, préparèrent l'insurrection, formèrent une légion, rédigèrent même

Houchard, de Hoche, les batailles de Jemmapes, de Wattignies, de Fleurus sont des morceaux achevés. Saint-Just est mis à sa place et, au-dessus des hommes, la discipline militaire est élevée à sa vraie valeur dans la discipline nationale.

Cette large introduction formera comme un fronton aux lignes pures, en tête du deuxième volume de l'Histoire militaire que le maréchal Franchet d'Espèrey a bien voulu se charger de rédiger.

Le lecteur appréciera le large morceau d'histoire dû à la plume du vainqueur des Balkans. Son autorité y a dessiné de haut, et comme à tire d'aile, le grand siècle militaire qui, commencé par la campagne d'Italie, s'est achevé, avec le concours décisif de notre illustre collaborateur, par la victoire de 1918.

G. H.

une constitution pour la *République Belgique*, à laquelle devrait s'unir le pays de Liège, alors terre d'empire.

Malgré les liens qui unissaient les cours de Vienne et de Versailles, l'Autriche était considérée, en France, comme l'ennemie héréditaire, et son attitude provocante avait attisé l'antipathie dont elle était l'objet. La suppression des droits féodaux dans les provinces que les princes allemands possédaient en Alsace aurait dû se régler par une juste indemnité, mais la présence des émigrés en armes sur les frontières françaises n'était guère tolérable, et surtout il n'était pas admissible que le chancelier de l'Empire protestât contre le langage tenu par les journaux de Paris, *au nom des puissances étrangères réunies en concert pour la sécurité et l'honneur des couronnes*. Ce concert motiva une demande d'explication où le cabinet de Vienne confirma son intention d'intervenir dans les affaires intérieures de la France, et l'Autriche arma. Dumouriez, promu lieutenant-général et nommé ministre des Affaires étrangères, demanda des explications sur un ton impérieux ; l'Autriche maintint ses prétentions. L'archiduc François, qui succédait à son frère Léopold comme roi de Hongrie et de Bohême en attendant son élection à l'Empire, donna, le 3 avril 1792, au duc de Brunswick le commandement général des forces qu'il destinait à « sauver la France et l'Europe de l'anarchie ». Le 17, son chancelier Thugut annonça qu'il joindrait ses troupes à celles de la Prusse. Prenant les devants, le 20 avril 1792, l'Assemblée nationale déclarait la guerre au roi de Hongrie François II ; ce fut en vain que Dumouriez multiplia les avances à la Prusse pour obtenir sa neutralité : fidèle au récent traité qui la liait à l'Autriche, elle allait entrer en campagne à ses côtés.

La guerre qui commençait et qui devait durer vingt-trois ans trouva l'armée française dans des conditions déplorables. Les institutions militaires étaient en pleine transformation comme toutes les autres ; ce sont celles qui réclament le plus



VOLONTAIRE DE 1792 (D'après Raffet).

de suite dans les idées et où l'improvisation est la plus dangereuse. Or, au cours des premiers mois de l'année 1792, le ministère de la Guerre avait eu sept titulaires. L'encadrement de l'armée régulière était désorganisé par l'émigration qui, commencée en 1791, se poursuivait sans interruption malgré les décrets de l'Assemblée ; l'honneur, la fidélité et le dévouement au roi lui donnaient un certain caractère de sacrifice : elle cessa le jour où la patrie fut envahie, mais sur les 9 000 officiers des troupes de ligne, 6 000 avaient émigré.

Il manquait 50 000 hommes à l'armée active sur pied de paix ; elle ne pouvait envoyer à la frontière qu'un bataillon sur deux. Les 100 000 volontaires levés l'année précédente auraient dû former 169 bataillons, mais, en avril 1792, la moitié seulement de ces corps étaient organisés. En résumé, au lieu des 300 000 hommes escomptés à l'entrée en campagne, la France ne disposait, garnisons déduites, que de 82 000 combattants.

L'Assemblée ordonna en 1792 la levée de 45, puis de 42 bataillons avant l'organisation complète des 169 bataillons de 1791 ; ce nouveau recrutement va contrecarrer le premier en procurant des unités encore inférieures aux premières. Les bataillons de volontaires élisaient leurs officiers. Ceux de 1791 avaient choisi, en général, selon les recommandations de l'Assemblée, d'anciens officiers ou des chefs pris dans les cadres des milices provinciales qui fourniront une pépinière au commandement des armées ; ces hommes se sont vraiment engagés dans un élan d'enthousiasme patriotique ; ce sont les seuls volontaires : ils se formeront vite. Les autres, fournis par les municipalités, ne sont volontaires que de nom et resteront longtemps un poids mort pour les armées.

L'habillement et l'équipement étaient très insuffisants ; gaspillés dans des distributions aux gardes nationaux municipaux, les fusils manquaient et on fut obligé d'armer de piques les volontaires de la nouvelle levée. Les places de la frontière étaient à peu près démantelées. Un mot de La Fayette résume la correspondance des généraux et des ministres pendant les quatre premiers mois de la guerre : « Je ne puis concevoir comment on a pu déclarer la guerre, en n'étant prêt sur rien. »

Si l'état matériel de l'armée était déplorable, le moral était pire. Dans les régiments de ligne, les soldats se méfiaient de leurs officiers, qu'ils voyaient émigrer successivement, emportant à l'ennemi des renseignements sur l'état des troupes et les défenses du territoire ; entre l'ancienne armée et les volontaires existait une rivalité qui allait jusqu'aux rixes meurtrières et que les pouvoirs publics entretenaient soigneusement, craignant que la cour ne tentât un coup de force avec les régiments fidèles à la royauté. L'indiscipline était partout, mais principa-

lement dans les bataillons de volontaires qui se croyaient tout permis et s'attribuaient tous les pouvoirs dans les localités où ils passaient.

Dumouriez n'hésita pas à ordonner l'invasion des Pays-Bas. La Fayette l'y avait envoyé en mission en 1790. Il y avait des intelligences et ses agents avaient cherché à réunir tous les partis contre la domination autrichienne, de plus en plus impopulaire. Quatre colonnes devaient passer la frontière : celles du centre s'enfuirent, en proie à une honteuse panique, et l'une d'elles massacra son général, Théobald Dillon. Celle de gauche se replia rapidement ; celle de droite, commandée par La Fayette, s'avança vers Namur pour reculer bientôt sur Givet.

Le vieux maréchal de Rochambeau, qui avait commandé ces opérations, remit un peu d'ordre dans ses troupes débandées et quitta bientôt son commandement, écœuré. Le maréchal de Luckner, qui lui succéda, était un vieux soldat de la guerre de Sept ans. Il reçut l'ordre d'envahir de nouveau les Pays-Bas.

Le 17 juin, Menin, habilement enlevé par les volontaires belges, l'accueillit avec des transports de joie ; le lendemain, nouvelles ovations dans Courtrai. Mais Luckner jugeait ses forces insuffisantes ; il réclamait les 40 000 hommes promis par le Comité révolutionnaire des Belges et Liégeois, comme si cette armée pouvait sortir de terre. Son gouvernement lui donna carte blanche, et il recula.

C'est à ce moment que Dumouriez, quittant le ministère, prend le commandement du camp de Mauldre. Mal reçu par les états-majors, Dumouriez se plaint de sa position subalterne, mais se console en dressant ses troupes, qui en ont fort besoin ; la vie de camp hors des villes les préserve de l'indiscipline générale ; les manœuvres et les escarmouches les entraînent au combat. Mais voici que Luckner et La Fayette, qui commandent les armées françaises disposées en cordon de la mer du Nord à la Suisse, obtiennent du ministre d'échanger leurs missions : Luckner ira à Metz défendre la frontière de Montmédy à Besançon, La Fayette remplira



DUMOURIEZ (D'après une peinture du temps).

la même tâche de Montmédy à Dunkerque. Les états-majors et les troupes exécuteront avec leurs généraux un vaste chassé-croisé aujourd'hui incompréhensible, que seul rend possible l'allure traînante des opérations.

Sous prétexte de défendre la Flandre, inquiétée par de petites incursions autrichiennes, Dumouriez prend sur lui de rester au camp de Mauldre ; la journée du 10 Août amène La Fayette à essayer d'entraîner ses troupes sur Paris pour y rétablir la Constitution de 1791 ; mais il échoue dans cette tentative et il émigre.

Dumouriez le remplace au commandement de l'armée du Nord. Il annonce son intention d'envahir la Belgique, « pour porter la liberté dans les provinces qui frémissent sous le despotisme », et opérer « une diversion terrible contre la maison d'Autriche ». Le ministre Servan l'appelle en vain à Sedan pour prendre le commandement de l'armée laissé vacant par La Fayette ; il se refuse à la guerre défensive et laisse à Luckner et Kellermann le soin de protéger contre les Prussiens le territoire national. La capitulation de Longwy l'amène enfin à Sedan le 28 août, mais c'est pour réunir un conseil de guerre où tous ses généraux se rallient à son avis : « Il s'agit de changer la nature de la guerre et de la rendre offensive. »

Dumouriez jugeait avec raison que les troupes françaises étaient alors incapables d'une guerre méthodique, qu'il fallait les aguerrir par des opérations rapides, par des succès faciles au début, et que l'offensive était, comme presque toujours, le meilleur moyen de défense. Mais la diversion qu'il projetait en Belgique contre les Impériaux était de nul effet sur la marche de l'armée prussienne, commandée par le duc de Brunswick, en Lorraine, qui menace la Champagne et bientôt Paris. Il le sentit quand Brunswick investit Verdun pendant que Clerfayt, qui lui avait amené de Belgique des renforts autrichiens, menaçait Stenay ; et le 17 septembre il se jeta dans les défilés de l'Argonne. « Ce sont les Thermopyles de la France, dit-il, mais je serai plus heureux que Léonidas. »

Vingt jours après, la canonnade de Valmy faisait reculer l'armée prussienne devant la ferme contenance des troupes françaises ; Dumouriez la suivit au lieu de la poursuivre ; pour lui, la Prusse était un adversaire occasionnel qu'il fallait ménager et séparer de l'Autriche, seule ennemie irréconciliable. Laissant Kellermann et Valence pousser lentement l'ennemi hors de France, il se rendit à Paris pour « arranger avec le pouvoir exécutif tous ses moyens d'attaque du Brabant ».

Dumouriez était un officier de fortune ; né à Cambrai d'une famille parlementaire du Midi, il était fils d'un commissaire des guerres, quelque peu poète à ses heures ; cavalier volontaire à dix-huit ans, il sert dans un corps de partisans pendant la guerre de Sept ans ; sa bravoure éclatante le fit à vingt-quatre ans capi-

taine et chevalier de Saint-Louis ; il doit la vie à un exemplaire des *Provinciales* qui amortit sur sa poitrine une balle de carabine, et il est retraité à vingt-sept ans avec vingt-deux blessures. A Paris, il se lie avec Fabvier, l'agent principal de la politique occulte de Louis XV, le véritable théoricien de la diplomatie révolutionnaire, qui l'initie aux grandes affaires. En Corse, en Espagne, en Portugal, en Pologne, il promène une activité dévorante et une tête qui foisonne d'idées ; il est alternativement soldat, chef de bande, officier d'état-major, agent secret, chargé de missions officielles ; le comte de Broglie l'emploie dans la diplomatie occulte que Louis XV mène en dehors de ses ministres, le *secret du roi* ; les ministres s'en servent en même temps, si bien qu'il est arrêté à Hambourg pendant qu'il organise un corps de 7 000 hommes pour secourir la Suède contre la Russie, affaire si obscure que personne n'y voit goutte. Enfermé à la Bastille, puis au château de Caen, il y fait d'immenses lectures. L'avènement de Louis XVI le délivre et lui rend le grade de colonel. Promu maréchal de camp, il commence l'organisation de Cherbourg. Quand éclate la Révolution, il nage dans son élément, car sa carrière aventureuse lui a enlevé tout scrupule et lui a donné l'esprit d'intrigue : il sert tous les partis (et surtout il s'en sert) en même temps que la cour, si persuadée de sa fidélité que le roi le nomme lieutenant général et l'appelle à Paris pour aider de ses conseils le ministre des Affaires étrangères qu'il remplace bientôt. Le charme et l'étendue de son esprit, son caractère vif et enjoué, jusqu'à sa manière de passer de la politesse raffinée à la raideur militaire, tout en lui conquiert ses collègues et même le roi. En outre, il peut ne dormir que trois heures par jour et passe le reste du temps à son bureau, se soutenant par de rapides collations : cette prodigieuse faculté de travail complète sa supériorité ; il devient en peu de temps le véritable chef du gouvernement français. Mais si, dans tous les domaines, il montre des parties de véritable génie, son esprit en apparence si bien muni laisse voir d'importantes lacunes qui tiennent à sa formation et qui l'empêchent, malgré sa belle intelligence, de comprendre toute son époque.

Cependant, la profonde connaissance qu'il a de l'Europe lui assure les vues les plus perspicaces et sa prompte décision sait les réaliser dans une très large mesure. Il saisit le moment de déclarer la guerre devenue inévitable, quand la mort de Léopold II a laissé vacant, pour quelques semaines, le trône impérial et que son successeur n'est encore que roi de Bohême et de Hongrie ; il circonvient les princes allemands et l'Empire reste neutre. A la Sardaigne, il propose le Milanais en échange de la Savoie et de Nice et assure ainsi la tranquillité de la frontière sud-est de la France ; au sultan il annonce l'arrivée d'une escadre française qui délivrera

la Crimée du joug moscovite ; il jette les bases d'une alliance avec l'Angleterre à laquelle il assure des avantages commerciaux, la neutralité de la Belgique qui sera une république fédérative et libre, enfin un débouché dans les colonies espagnoles de l'Amérique du Sud, qui deviendront indépendantes. Désireux avant tout de compléter l'isolement de l'Autriche, il tente par tous les moyens de dissoudre l'alliance que cette puissance a conclue avec la France en 1791. La France a ri de la défaite de Rosbach et n'a que des sympathies pour la Prusse de Frédéric II, le roi philosophe ; ses publicistes et ses orateurs démontrent sans cesse l'opposition entre la Prusse et l'Autriche, nations rivales que lie un traité sans cesse qualifié de *monstrueux* et d'*inconcevable*. Tous ces raisonnements sont basés sur une situation réelle ; leur conclusion est très logique ; mais un fait nouveau et capital domine tout : la propagande révolutionnaire inquiète et menace toute l'Europe monarchique. Pour la *sécurité et l'honneur des couronnes* les souverains prennent les armes afin de rétablir en France l'*autorité légitime* ; il faut se soumettre ou se battre, et la France révolutionnaire se battra pendant un quart de siècle contre l'Europe monarchique. Pas plus que ses contemporains, Dumouriez ne paraît avoir prévu ni les proportions de la lutte, ni sa durée. Mais l'ancien agent de Broglie aurait peut-être pu deviner l'existence d'un nouveau *secret du roi*, d'une autre diplomatie secrète, cette correspondance de Louis XVI avec la cour de Vienne dont l'instinct populaire pressentait les dangers. Tout au moins, si Dumouriez n'a pas vu clair dans le jeu de la cour et s'il s'est illusionné sur les possibilités d'une entente avec la Prusse, a-t-il obtenu la neutralité provisoire de l'Empire et de la Sardaigne, de l'Espagne et surtout de l'Angleterre ; ainsi la coalition ne réunit ses forces que progressivement, à mesure que se constituaient celles des armées françaises. Aucun des personnages en vue ne pouvait rendre à son pays de pareils services à une époque si confuse.

Tout bien pesé, Dumouriez ne s'est pas rendu compte de la violence et de la profondeur du mouvement révolutionnaire ; homme d'ancien régime, il ne concevait



FANTASSIN
(D'après Charlet).

pas la France sans un roi, mais, désireux avant tout de jouer un grand rôle, il répétait sans hésitations les formules successives de tous les partis. Aussi, après ses trois mois de ministère, est-il considéré comme un traître par la cour et par la Gironde, par La Fayette et par les Jacobins. Il va prendre son commandement au camp de Mauldre, d'où il accable les nouveaux ministres et l'Assemblée de sa correspondance « afin de ne pas se laisser oublier », dit-il dans ses *Mémoires*. Il est toujours persuadé qu'on aura besoin de lui.

Quand La Fayette fait défection et abandonne le commandement de l'armée du Nord, Dumouriez est en effet le seul général en état de le remplacer. Pendant sa campagne de l'Argonne, il montre dès le début de l'énergie, du coup d'œil, une décision remarquable. Son entrain communicatif, sa belle humeur, son imperturbable sang-froid au milieu des plus grands dangers, sa confiance en soi lui attirent l'amour de ses soldats, qu'il visite souvent ; il sait leur parler. Il répare l'effet des fâcheuses paniques, inévitables parmi des troupes de nouvelle formation, sans discipline et sans instruction. Sans doute, son génie vif et mobile présente des lacunes : il défend les cinq défilés de l'Argonne sans garder de réserve centrale, il dégarnit la Croix-aux-Bois pour renforcer Grandpré qu'il croit menacé, et l'ennemi passe précisément par la Croix-aux-Bois ; Dumouriez ne peut reprendre et perd cette position. Mais ses manœuvres sont rapides, alertes, et il calcule juste en comptant sur la *lenteur allemande*. Sa position à Sainte-Menehould découvre Paris mais menace les communications de l'ennemi tout en gardant les siennes : elle est d'une hardiesse qui a surpris Napoléon, et Dumouriez maintient sa décision malgré le ministre, malgré les alarmes de Châlons, malgré les observations de ses lieutenants. Il agit en pleine connaissance de cause et il écrit au ministre : « Si j'avais affaire à Frédéric, je serais déjà derrière la Marne. » Ce trait de génie a sauvé la France.

Le voici à Paris, devenu l'idole du jour. Tous les partis cherchent à l'accaparer et il se prête à tous, Girondins et Montagnards. Il dîne chez Roland, qu'il a expulsé du ministère et qui y est revenu ; il embrasse Robespierre au club des Jacobins ;



OFFICIER D'INFANTERIE
(D'après Charlet).

il se lie avec Danton. Toutefois, il sent déjà, sous les fleurs dont on le couvre, la méfiance que Marat seul ose exprimer tout haut. C'est lui qui trace le plan de la prochaine campagne qui amènera les armées aux frontières naturelles de la France, sur les Alpes et sur le Rhin, mais il entend qu'elles s'y arrêtent. Pas de conquêtes : toute annexion devra être sanctionnée par le vœu des populations. Dans les Pays-Bas autrichiens, c'est une république *belgique* qu'il veut établir.

Il envahit les Pays-Bas en quatre colonnes : à droite Valence qui, avec 20 000 hommes, n'a pas empêché Clerfayt de retourner en Belgique, s'avancera de Givet sur Namur ; d'Harville marchera de Maubeuge sur Mons avec 10 000 hommes ; au centre, Dumouriez avec l'armée de l'Argonne, forte de 40 000 hommes, et qu'il appelle déjà la *Grande Armée*, s'avancera de Valenciennes sur Mons puis sur Bruxelles. A l'aile gauche, La Bourdonnaye, qui dispose de 20 000 hommes, débouchera de Lille sur Tournai, Gand et Anvers.

Dans ses *Mémoires*, Dumouriez explique après coup cette dispersion par le désir d'amener son ennemi à disperser lui-même ses forces : mais il n'était nul besoin de consacrer tant de corps séparés à un tel but. Le duc de Saxe-Teschen, qui commande les troupes impériales, avait cru codifier en les perfectionnant les enseignements de la guerre de Sept ans et il appliquait le système de la *guerre en cordon*, qui démontre, en tous temps, le danger de l'extrême prudence : en voulant être fort partout on ne l'est nulle part, et en voulant tout garder, on ne garde rien. Le général autrichien a dispersé ses forces de la mer à la Meuse ; il aurait pu réunir une trentaine de mille hommes, il n'en a que 13 200 établis devant Mons, dans une position garnie de fortes redoutes, devant laquelle les soldats de Biron ont pris la fuite le 29 avril.

Mais, en sept mois de campagne, les troupes françaises ont fait de grands progrès. Sans doute, elles sont encore bien jeunes et se sont peu battues. Elles ont eu des paniques et elles auront encore de fâcheuses défaillances. Toutefois, la guerre a engendré parmi elles le besoin instinctif de la discipline et la confiance dans les chefs. Souvent, les volontaires font d'eux-mêmes justice des pillards, des indisciplinés, des lâches. Les anciens régiments repoussent la prérogative d'élire leurs gradés et jugent que c'est le commandement qui doit les nommer. Plusieurs corps réclament un règlement plus sévère. L'invasion étrangère a réveillé le sens national et fait cesser les désertions ; le serment solennel prêté à la Constitution après le 10 Août produit un grand effet et personne ne demande plus : « Pour qui nous battons-nous ? » D'autre part, les bataillons de volontaires de 1791 sont entremêlés avec les anciens régiments ; à chacun de ces derniers sont généralement adjoints

deux bataillons de volontaires, autant que possible toujours les mêmes, en sorte que la loi qui prescrira l'amalgame ne fera que consacrer une pratique constante. Entre l'habit blanc de la vieille armée et l'habit bleu des nouvelles troupes, il n'y a plus d'hostilité et seulement une généreuse émulation. Certains bataillons de volontaires sont excellents et leur conduite sur le champ de bataille excite l'admiration de l'ennemi. Mais il n'en est pas de même encore pour les bataillons de 1792. Quant à la cavalerie, elle a repris toute sa valeur, et l'artillerie a réparé les pertes de l'émigration : c'est la première de l'Europe.



DUMOURIEZ S'EMPRE DES REDOUTES DE CUESMES (JEMMAPES)

Dumouriez franchit la frontière le 28 octobre, et les deux armées se tâtent jusqu'au 4 novembre. A cette date, l'armée française a pu se déployer dans la plaine, en face des redoutes que le duc de Saxe-Teschen a fait élever sur les collines qui s'étendent en avant de Jemmapes et de Cuesmes. Le 6, à sept heures du matin, la canonnade s'engage sur toute la ligne et les deux armées, face à face, vont engager la bataille de front sans la manœuvre qui était d'usage au dix-huitième siècle.

Dumouriez a prescrit trois attaques qui feront trois combats distincts. A gauche Ferrand puis Thouvenot, chef d'état-major de Dumouriez qui le remplace, en raison de ses hésitations, enlève d'abord Quarignon, avancée de Jemmapes, puis plus péniblement Jemmapes. Au centre le duc de Chartres, le futur roi des Français, enlève le bois Flénu. Un retour offensif l'en classe et ses trois colonnes

de bataillon piétinent et se pelotonnent, prêts à se débander. Dumouriez et ses officiers d'état-major, son valet de chambre Baptiste, se jettent au milieu des troupes pour les ramener au combat. Le brave Kilmaine, avec deux régiments de cavalerie, comble le trou creusé dans la ligne par le recul d'une brigade d'infanterie. Le jeune duc de Chartres, avec les fuyards en désordre, forme un bataillon qu'il appelle le bataillon de Mons, fait battre la charge, rallie toute la ligne. Le colonel du 5^e de ligne, ci-devant Navarre, se dresse sur ses étriers, l'épée haute, et crie : « *En avant, Navarre sans peur!* » et le régiment répète ce cri de guerre. Près de lui le 17^e, ci-devant Auvergne, le régiment du chevalier d'Assas, répond par le sien : « *Toujours Auvergne sans tache!* » Le bois Flénu est enlevé, les pentes des collines gravies, les redoutes abordées à la baïonnette ; la lutte s'y livre corps à corps avec des grenadiers hongrois. Mais la gauche française fait son apparition derrière les redoutes et les Impériaux battent en retraite sur Mons. Le combat de droite, au cours duquel Bournonville et Dampierre enlèvent les redoutes de Cuesmes, n'est gagné qu'après les mêmes péripéties que celui de gauche et celui du centre.

La victoire de Jemmapes a gardé dans l'histoire une grande partie de l'éclat dont l'ont parée les contemporains. Valmy n'était qu'une canonnade, un combat de postes, tandis que deux armées venaient de s'aborder en bataille rangée ; l'enthousiasme et l'élan révolutionnaire avaient triomphé ; toutes les unités avaient donné jusqu'au corps à corps, et de nombreux épisodes répétés de bouche en bouche prenaient un caractère épique. Après avoir placé ses troupes face à l'ennemi, Dumouriez s'était prodigué et avait gagné les trois combats successivement par sa valeur personnelle, en combattant plutôt en soldat qu'en général. Mais c'était le seul moyen de tirer parti de troupes ardentes, que leur jeunesse rendait pourtant capables de défaillance, et de les ramener au combat. Il avait 100 canons contre 50, mais ce n'était pas par le nombre des pièces que l'artillerie française s'était signalée, c'est par la hardiesse de ses mises en batterie presque sur la ligne de feu, qui avaient soutenu le moral de l'infanterie et causé de lourdes pertes dans les redoutes autrichiennes en les détruisant.

L'état de son armée interdisait à Dumouriez de poursuivre activement les Impériaux. Le 12, il bouscula leur arrière-garde à Anderlech ; le 14 il entra à Bruxelles en libérateur, au son des cloches, au bruit du canon, les déserteurs wallons des régiments autrichiens faisant la haie sur son passage. Louvain et Tirlemont ouvrent leurs portes. Clerfayt, qui a remplacé Saxe-Teschen, abandonne Liège le 28 novembre, après le combat de Waroux. A Liège, pays d'Empire, l'enthousiasme déborde ; au milieu de *l'ivresse de ce brave peuple*, Dumouriez se croit en France.

Les autres colonnes de l'armée française s'avancent presque sans combat et conquièrent le reste de la Belgique. Anvers tint quatre jours et sa garnison resta prisonnière. Lebrun, le ministre des Affaires étrangères, était d'accord avec Dumouriez pour envahir la Hollande. Les prétextes et même les bonnes raisons ne manquaient pas à l'entreprise. Mais le Comité exécutif — le Conseil des ministres d'alors — redoutait un conflit avec l'Angleterre et cette opération n'eut lieu que deux mois plus tard, dans des conditions beaucoup plus difficiles.

Dumouriez aurait voulu pouvoir exécuter son plan et aller border le Rhin, comme l'en sollicitait le Comité, mais Kellermann s'était attardé sur la Moselle et Custine, au lieu de le joindre ou de descendre sur le Rhin pour donner la main à Dumouriez, avait poussé vers l'Est au delà de Francfort, d'où il venait d'être ramené sur Mayence après avoir été battu par les Prussiens. Dumouriez prit donc ses quartiers d'hiver sur les deux rives de la Meuse.

Toutes les armées françaises fondaient à vue d'œil. En effet, les volontaires de 1791 s'étaient engagés pour une campagne et ils avaient le droit de retourner dans leurs foyers à condition de prévenir leur capitaine deux mois à l'avance. C'est ce qu'ils n'avaient pas manqué de faire, le 1^{er} octobre 1792 ; aussi partirent-ils en décembre par grandes bandes, emportant leur fusil et leur habit le moins mauvais. En Belgique, les effectifs étaient tombés de 100 000 en octobre à 45 000 en décembre, et il en était de même dans toutes les armées. Puisqu'on campait en territoire étranger, la patrie n'était plus en danger et il était permis de rentrer chez soi.

En outre, les armées manquaient de tout : habillement, équipement, nourriture, solde, fourrages pour la cavalerie. Le ministre de la Guerre, Pache, avait entièrement désorganisé l'administration militaire. Il s'était montré en sous-ordre un commis travailleur, ponctuel, appliqué, modeste, très dévoué au ministre girondin Roland auquel il devait son élévation. Sa médiocrité se révéla bien vite, en même temps qu'une dissimulation profonde et une hostilité déclarée contre ses bienfaiteurs de la veille ; Robespierre lui-même en arrivait à suspecter son affectation de jacobinisme exalté qui lui permit de bouleverser, sous prétexte de les épurer, tous les services du ministère et d'y introduire un personnel complètement incompetent et souvent taré. Dumouriez devint l'objet de sa surveillance particulière. Pache lui interdit les achats sur place tout en cessant de ravitailler l'armée. Il suspendit les compagnies de transport et d'approvisionnement qui donnaient complète satisfaction, et fit même arrêter et diriger sur Paris leurs principaux agents. Dumouriez réclama vainement le droit d'approvisionner son armée ; la Convention lui donna tort, sur l'intervention du ministre des Finances Cambon, qui joua le

rôle le plus fâcheux dans toutes les affaires de Belgique. Les commissaires de la Convention, *affligés et indignés*, dit l'un d'eux, signalèrent toutefois l'état lamentable où l'administration de la Guerre laissait les troupes, et en particulier les blessés et les malades, couchés sur le carreau, avec un fagot pour traversin. Il s'agissait de garder de vastes approvisionnements pour qu'un *Directoire des achats*, qui devait fonctionner à partir du 1^{er} janvier 1793, pût les acquérir à prix modiques et les revendre très cher. La préparation de cette opération par l'entourage du ministre était le vrai motif de la pénurie de vivres et de numéraire où se débattait l'armée.

Dumouriez, en butte à la méfiance et à la jalousie, avait perdu beaucoup de son influence. Le ministre des Affaires étrangères, l'honnête Lebrun, lui écrivait le 28 novembre : *Plus vous acquérez de gloire, plus la rage de vos ennemis augmente*. Et dans le cabinet de Lebrun, un personnage important s'écriait, au milieu de conventionnels, en parlant de Dumouriez : *Vous ne pourrez l'arrêter qu'après l'avoir fait battre !* Pourtant jamais son action personnelle sur les pouvoirs publics n'avait été plus nécessaire, car le sort des populations belges se décidait.

La Convention n'avait pas voulu conquérir la Belgique, mais lui donner la liberté. Elle avait empêché ses commissaires d'y suivre l'armée, pour éviter même l'apparence d'une politique de conquête. Il semblait bien que Dumouriez allait pouvoir appliquer son idée de constituer au Nord-Est de la France une république indépendante qui choisirait elle-même ses institutions. Il espérait que les Belges leur donneraient pour base la souveraineté populaire et il les y poussait, mais sans brusquerie. Non seulement dans ses manifestes, mais dans ses instructions aux généraux, il exprime le souci *de ne pas influencer ce peuple dans les formes qu'il voudrait prendre pour maintenir la liberté*.

Dans tous les Pays-Bas des clubs s'organisent et les villes élisent des administrations provisoires en toute liberté, sans règles bien précises pour le nombre des électeurs et pour les attributions des élus. Dans le pays de Liège, où les idées sont le plus avancées, une convention de cent vingt membres est élue par les assemblées primaires, mais, dans l'ensemble, les élections étaient hostiles aux idées révolutionnaires et le peuple belge restait profondément attaché à ses anciennes constitutions auxquelles il attribuait sa longue prospérité.

Au point de vue économique, la question des assignats se posait, les Français demandant qu'ils reçussent cours forcé, comme en France. Dumouriez se refusait à la trancher et prescrivait aux soldats de payer en numéraire, mais ses subordonnés n'imitaient pas cette sage conduite. Malgré ses ordres, La Bourdonnaye décrétait à Tournai un emprunt forcé d'un million de livres et percevait des contri-

butions de guerre et des impôts dans tout son commandement. « Attribuer à la France, lui écrivait le général en chef indigné, les contributions publiques de la Belgique, c'est jeter la méfiance contre nos opérations et les entacher d'un vernis de bassesse et de vénalité ! C'est établir une tyrannie militaire sur les ruines du despotisme autrichien ! Nous entrons chez des alliés, chez un peuple nouveau que nous devons établir dans tous les droits de la souveraineté. Comment voulez-vous que ce pays se constitue, s'administre et s'arme si vous lui ôtez les revenus publics ? » Et il obtint le renvoi de La Bourdonnaye à l'arrière.

Mais, au sein de la Convention, un grand parti réclamait pour la France les limites naturelles de l'ancienne Gaule, but que la monarchie avait en vain poursuivi et que la Révolution se flattait d'atteindre. En outre, il fallait nourrir la guerre par la guerre ; Cambon proposait de convertir en biens nationaux toutes les propriétés ecclésiastiques et d'imposer aux dix provinces les assignats dont le crédit aurait été considérablement augmenté par cette confiscation.

En dépit des protestations des représentants de la Belgique, la Convention adopta, le 15 décembre, les conclusions de Cambon et décréta l'établissement du système populaire qui remplacerait en Belgique toutes les autorités établies, la mise sous séquestre de tous les biens appartenant au prince et aux corporations et communautés, l'envoi de commissaires de la Convention nommés par elle et de commissaires nationaux nommés par le Comité exécutif, la perception des impôts qui devaient épargner le menu peuple.

Le décret souleva dans toute la Belgique les protestations indignées et une grande agitation se manifesta dans tout le pays. Dumouriez, qui n'avait pas renoncé à faire de la Belgique une république fédérative, *barrière beaucoup plus solide que celle des places fortes et beaucoup moins dispendieuse*, écrivait à la Convention une lettre des plus énergiques. Il s'opposa au « *droit de violence et de tyrannie*. Devait-on prêcher la loi sacrée de la liberté et de l'égalité comme l'Alcoran, le sabre à la main ? » Il demandait qu'on tînt compte de l'état du pays. « *Les Belges n'ont pas l'avantage d'être comme nous éclairés depuis plusieurs années par de nombreux écrits. N'exigeons pas d'esprits flegmatiques d'arriver en un mois au but que nous cherchons à atteindre depuis quatre ans et que souvent notre vivacité nous a fait dépasser.* » En droit, la spoliation des biens belges est une injustice ; en fait, c'est une faute, et c'est l'armée qui pâtira du décret. Qu'on le laisse faire, et il fera passer les assignats et entretiendra son armée : on réglera ensuite à la paix, s'il y a lieu, avec le gouvernement belge. Avec une noble fierté et une étonnante prescience du mal que la politique « contradictoire » devait faire à la France, il s'écriait : « Je ne serai pas l'Attila, le

fléau de la Belgique, et je ne jouerai pas dans ce malheureux pays deux rôles contraires : celui de libérateur par mes proclamations et celui d'oppresseur par l'exécution du décret. Je ne veux pas être regardé comme un traître par une nation que je n'ai entretenue que de la loyauté française ! »

Mais les commissaires de la Convention le sommèrent de promulguer le décret, sous peine d'être suspendu de ses fonctions et traduit à la barre de l'Assemblée. Il céda et demanda un congé. Le ministre Pache, qui redoutait sa présence, ne le lui accorda que sur la menace de sa démission. Le 1^{er} janvier 1793 il arrivait à Paris pour plaider la cause de son armée et celle de la Belgique.

DUMOURIEZ ET LA CONVENTION

Pour arracher la Belgique et son armée aux fantaisies révolutionnaires, Dumouriez devait d'abord obtenir la destitution de Pache, le ministre de la Guerre inepte et malfaisant, et la suspension du décret du 15 décembre. A peine arrivé, il eut avec Cambon deux longs entretiens ; Cambon avouait l'injustice du décret, mais le jugeait nécessaire au rétablissement des finances ; on ruinerait sans doute la Belgique, mais sa seule ressource serait alors de se jeter dans les bras de la France. Dumouriez lui représentait qu'elle

se jetterait plutôt dans les bras de l'Autriche et que la confiscation brutale des biens allait tuer la *poule aux œufs d'or*. Au contraire, les Belges, devenus réellement libres, se donneraient une Constitution, lèveraient des troupes pour combattre avec les Français, souscriraient aux emprunts ; la guerre nourrirait la guerre et toutes les intentions du ministre se trouveraient réalisées. La réunion se ferait ensuite tout naturellement. Les deux personnages ne pouvaient s'entendre ; leur seconde conférence se termina au bout de six heures par une dispute et par cette affirmation de Dumouriez qu'il donnerait sa démission plutôt que de devenir l'Attila de la



CONVENTIONNEL AUX ARMÉES (D'après Adam).

Belgique. Le général n'eut pas plus de succès auprès des conventionnels des divers partis avec lesquels il s'entretint.

L'urgence de concentrer les pouvoirs et d'activer les solutions avait fait créer en janvier 1793, pour la durée de la guerre, un *Comité de défense générale* composé de vingt-quatre membres élus par les différents comités (Guerre, Affaires étrangères, Marine...) d'où naîtra le *Comité de Salut public*. Les premières séances du Comité de défense générale furent employées à l'examen des quatre mémoires de Dumouriez, rédigés dès son arrivée à Paris. Le premier de ces mémoires traitait de la situation de l'armée française en Belgique et exposait l'*influence terrible* que le décret du 15 décembre aurait sur les prochaines opérations. Le deuxième mémoire exposait les malversations du Comité des achats. Le troisième rappelait les démêlés de Dumouriez avec le ministre Pache et réclamait la fin de la désorganisation systématique. Comme conclusion, le général, dans son quatrième mémoire, rappelait les trois premiers, et réclamait le droit d'administrer lui-même son armée, sans quoi il remettrait son commandement.

Dumouriez n'obtint aucune atténuation au décret du 15 décembre. En revanche, c'est avec succès qu'il poursuivit la lutte contre le ministre de la Guerre. Les témoignages accablants contre Pache et son Comité des achats arrivaient de toutes les armées et même de tous les points du territoire, et nous savons pourquoi les volontaires de la première République ont fait campagne en haillons et « les pieds sans souliers ». Généraux et commissaires se demandent si c'est l'inéptie ou la malhonnêteté du pouvoir central qu'il faut accuser. Dumouriez en arrive à insulter son ministre en plein Conseil : « Monsieur Pache, lui dit-il, — je ne vous nomme pas citoyen, car vous avez perdu ce titre à mes yeux, — ou vous êtes un imbécile fieffé ou un grand coquin. Purgez le ministère, renvoyez tous les vauriens qui l'encombrent et décampez vous-même, si vous ne voulez pas qu'on vous traîne au calvaire comme le plus infâme des criminels ! »

Les Girondins ont fini de croire aux protestations de Pache et à ses *principes austères et inflexibles* et ouvrent les yeux sur les malversations de son entourage. De leur côté, les Jacobins confessent l'impuissance de leur protégé et, dans cette fâcheuse alternative, penchent pour l'*impéritie*. Il ne peut rester. Il sera toutefois récompensé de ses services politiques par sa nomination à la mairie de Paris. Il continuera dans chaque circonstance à y bénéficier du doute exprimé un peu brutalement par Dumouriez ; aujourd'hui toutefois l'hésitation ne paraît plus permise : il faut se rallier à l'opinion de Mme Roland pour qui Pache est un noir scélérat, d'une intelligence médiocre mais d'une hypocrisie consommée.

LES DÉBUTS DE LA CAMPAGNE DE 1793 Les événements rappelèrent Dumouriez à la tête de son armée avant la chute de Pache. Il avait dressé le plan de campagne pour l'année qui s'ouvrait, mais qu'est-ce qu'un plan dont aucune autorité n'assure l'exécution ?

L'ouverture de l'Escaut, la conquête de la Belgique, la menace contre la Hollande avaient profondément indisposé l'Angleterre. L'exécution de Louis XVI rendit la guerre inévitable : Dumouriez obtint la mission d'entrer en relations avec le stathouder de Hollande et l'ambassadeur d'Angleterre à la Haye, lord Auckland : si les circonstances étaient favorables, le général s'embarquerait à Calais et irait à Londres demander au gouvernement anglais une dernière et décisive explication. Comme ministre des Affaires étrangères, n'avait-il pas fait proposer à l'Angleterre l'alliance de la France ? Chauvelin et Talleyrand, surtout Maret avaient poussé assez loin les pourparlers ; malgré les efforts des Whigs amis de la Révolution, l'Angleterre ne pouvait rester neutre dans la lutte qui s'était engagée, mais on pouvait penser qu'un ancien ministre des Affaires étrangères de 1792 serait bien accueilli à Londres, et, à tout le moins, cette ambassade eût sans doute retardé l'ouverture des hostilités. Les premières ouvertures confirmèrent ce pronostic. Mais la Convention déclara la guerre à l'Angleterre le 2 février, et son envoyé l'apprit le 6 par les feuilles publiques, son gouvernement ayant oublié de l'en aviser. Il cessa immédiatement ses démarches et se prépara à envahir les Provinces-Unies.

L'armée de Hollande, qu'il forme aussitôt, se compose d'une quinzaine de mille hommes, nouveaux bataillons de volontaires, légion batave, légion belge, avec un seul régiment de l'ancienne armée et qui n'a jamais vu le feu. Ces jeunes troupes ne disposent que d'une artillerie insuffisante et d'un millier de cavaliers. Leur chef a conçu le plan hardi de marcher directement sur la Haye et Amsterdam, en masquant simplement les places fortes, au lieu de les attaquer successivement comme le prescrivent alors tous les principes de l'art militaire. Heureusement pour la France, aucun des généraux savants et méthodiques de la coalition n'était en état de comprendre cette opération très en avance sur l'époque.

D'ailleurs, ainsi qu'il arrive souvent, la fortune favorisa cette audace ; le corps qui devait masquer Bréda somma la place, qui se rendit avec 200 canons et 5 000 fusils, le 25 février ; l'artillerie capturée permit de bombarder Gertruydenberg, prise le 4 mars avec 150 canons et 2 500 fusils.

Dumouriez, établi à la pointe de Moerdick, comptait tenter dans la nuit du 9 au 10 mars le franchissement du bras de mer qui forme l'estuaire de la Meuse ; il avait réuni tous les moyens de passage et improvisé une flottille montée par 400 ou

500 volontaires bretons, normands, gascons, ayant navigué. Les réfugiés hollandais exilés après la révolution de 1787 lui avaient ménagé des accointances dans le pays : la population de la baronnie de Bréda, en majorité catholique, avait accueilli les Français comme des frères et les nourrissait gratuitement. Le général exigeait d'ailleurs de ses troupes une discipline parfaite ; une potence avait été érigée sur la place de Bréda à l'intention de tout pillard ; il avait enlevé de sa main les épaulettes à un lieutenant-colonel de volontaires qui s'était enivré à Gertruydenberg et l'avait remis simple soldat. Cette discipline était la meilleure des propagandes ; les arbres de la liberté s'élevaient de toutes parts, avec mairies, comités, assemblées primaires : la Hollande se *municipalisait* à l'instar de la France, et d'autant plus facilement qu'aucun commissaire civil n'était venu de Paris présider à cette opération. Personnifié par des soldats, l'idéal généreux qu'évoquait la Révolution française gardait tout son prestige, toute sa force d'expansion. Dumouriez se sentait sur le point d'atteindre le résultat qu'il avait adroitement préparé, car il écrivait à la veille du passage : « Dès que j'aurai mille hommes à terre de l'autre côté, la révolution sera faite en Hollande ; je n'ai plus qu'à voyager et presque pas à combattre. »

Mais que se passait-il sur sa droite et sur ses arrières ? Il a confié l'armée de Belgique, qu'il appelle toujours la *Grande Armée*, au général de Valence auquel il a laissé son excellent chef d'état-major, le fidèle Thouvenot. Elle s'est établie de la Meuse à la Roer ; la zone d'occupation est trop étendue parce que les commissaires ont trouvé glorieux de *municipaliser* Aix-la-Chapelle, l'ancienne capitale de Charlemagne, et les cantonnements sont trop dispersés. La discipline est médiocre ; sans doute les soldats sont enfin liés au service et ne peuvent impunément abandonner le drapeau, mais la cohésion des unités n'est pas réalisée. Les officiers de volontaires n'ont pas encore le sentiment du devoir militaire. C'est de leurs rangs que va sortir, que sort déjà la magnifique pléiade des généraux qui commanderont les armées françaises pendant plus de vingt ans. Mais ils l'ignorent et, pour l'instant, ils n'hésitent point à quitter leur troupe pour chercher quelque divertissement à la ville la plus prochaine.

La Convention a tout fait pour détruire la discipline en légiférant dans les détails d'un domaine essentiellement pratique où les méfaits de l'utopie sont immédiatement sensibles : les soldats ont reçu la faculté de se marier sans l'autorisation de leurs chefs ; aussi des colonnes de femmes suivent les armées, peuplent les casernes et dépeuplent les camps : « L'armée serait perdue, dit Carnot en cours d'inspection, si l'on ne chassait ce troupeau de filles qui énervent les troupes et détruisent, par les maladies qu'elles apportent, dix fois plus de monde que le feu des ennemis. »

Les soldats, comme toujours, ne montrent que la valeur correspondante à celle dont font preuve leurs officiers devant eux et il faudra une assez longue période de guerre pour restaurer les traditions militaires. En 1793, les soldats français sont capables de tous les héroïsmes, mais aussi de toutes les faiblesses : mal nourris, mal habillés, irrégulièrement payés, ils ne connaissent en réalité qu'un chef, Dumouriez, qu'ils appellent *leur père*.

L'armée de Belgique doit détacher vers le Nord Miranda, qui prendra Maestricht. Mais Maestricht se défend. Le prince de Hesse, qui commande la défense, dispose de nombreux émigrés français, et les officiers du corps royal d'artillerie commandent les batteries de la défense. Miranda, repoussé, prend la décision de laisser devant la place 10 000 hommes et de marcher vers Nimègue où il doit rencontrer Dumouriez. C'est à ce moment que se porte en avant l'armée autrichienne commandée par le prince de Cobourg. Elle compte à son effectif 40 000 hommes. Elle passe la Roer dans la nuit du 28 février au 1^{er} mars, à Duren et à Juliers, prend Aix-la-Chapelle, et force les Français à reculer sur la rive gauche de la Meuse. En quelques jours l'armée a abandonné la Meuse et la voici le 8 mars à Tirlemont et à Louvain. Cependant, Dumouriez, qui sent la Hollande ouverte devant lui, répugne à revenir en arrière. Le Comité exécutif lui donne l'ordre formel de prendre le commandement de l'armée de Belgique. Il obéit à regret, dit-il, mais une raison capitale l'arrache à ses nouvelles conquêtes : la Belgique est *en feu* derrière lui.

DUMOURIEZ ET LA BELGIQUE Dumouriez avait tenté de faire élire une *Convention belge* qui aurait permis aux dix provinces de se réunir en corps de nation, et, le 29 décembre 1792, les assemblées primaires de Bruxelles avaient désigné des électeurs qui devaient élire leurs députés : les partisans de l'ancienne constitution, ayant obtenu une majorité écrasante, l'assemblée des représentants provisoires de Bruxelles avait cassé les élections et les commissaires de la Convention avaient empêché les nouveaux élus de se réunir.

Cependant les clubs conduits par des agents et des soldats français, auxquels s'étaient joints quelques exaltés, réclamaient la *réunion* pure et simple avec la France. Celui de Bruxelles avait constitué une *légion de sans-culottes belges et liégeois* qui lui servait à terroriser la ville ; les représentants provisoires, qui avaient protesté contre le décret du 15 décembre, durent se rétracter. Dans la plupart des villes, des clubs où, d'ailleurs, les Belges n'étaient qu'une minorité parfois infime, députèrent à la Convention pour demander la formation de nouveaux départements français. Même

l'important pays de Liège, avec la cité de Liège, les 23 bonnes villes et les 586 communautés, votait de son plein gré l'annexion à la France.

Danton proposa à la Convention de décider en conséquence la réunion de tous les Pays-Bas. Il faut reconnaître les scrupules qui firent écarter cette motion : la Convention ne voulut pas de conquête ; l'annexion devait être le résultat d'un vœu populaire, sinon spontané comme à Liège, du moins consenti. Elle décida toutefois, le 31 janvier 1793, que le décret du 15 décembre serait immédiatement exécuté, sous la surveillance des commissaires, que les assemblées primaires seraient réunies et les populations consultées sur la forme de leur futur gouvernement.

L'anarchie paraissait à son comble en Belgique. Généraux, agents des Affaires étrangères et de la Guerre, commissaires de la Convention, investis d'un pouvoir illimité et sans contrôle, toutes ces personnalités agissaient simultanément et sans direction commune, parfois même en sens contraire. Mais quand arrivèrent trente com-



AUX AVANT-POSTES (1796) (D'après Raffet).

missaires nommés par le Comité exécutif, flanqués de nombreux commis et adjoints venus de France ou recrutés sur place, ce fut bien pire, car, à l'arbitraire et au mépris des anciennes coutumes et des sentiments les plus respectables, se joignirent le pillage le plus éhonté et une intolérable fantaisie dans la persécution qui la rendait particulièrement odieuse. Rien n'avait préparé les nouveaux commissaires, gens de lois ou journalistes, à la souveraineté absolue qu'ils allaient exercer ; la plupart perdirent la tête, pauvres esprits que déséquilibrait l'absence de tout contrôle. Ils exigeaient des honneurs spéciaux, passaient les troupes en revue, prescrivaient des mesures militaires saugrenues en temps de guerre ; ils confisquaient à tort et à travers les biens des Belges absents en même temps que ceux des émigrés français et des congrégations ; ils supprimaient ou aggravaient les impôts de toute nature. Les assemblées primaires prescrites par les décrets ne purent se réunir, car les citoyens convoqués refusaient de prêter serment à la liberté et à l'égalité et se réclamaient des anciens États. La réunion à la France fut votée sous la pression

des troupes françaises ; dans les villes, le peuple convoqué se réunissait dans une église entourée ou remplie de soldats ; après un discours du commissaire français applaudi par les clubistes, le vote était émis par acclamation ; un registre était ouvert pour les protestations, mais personne n'osait s'y inscrire.

La révolte couvait sous cette apparente soumission ; ni les commissaires de la Convention, ni les généraux ne s'y trompaient et ils annonçaient, qu'aux premiers revers, les *vêpres siciliennes* sonneraient dans toute la Belgique. Aussi réclamèrent-ils des renforts dès l'échec d'Aix-la-Chapelle. En même temps, par une incompréhensible aberration, les commissaires de la Convention poussaient à bout les populations en chargeant les agents du pouvoir exécutif de transporter à Lille l'argenterie des communautés soumises au séquestre, sous prétexte de la « mettre à l'abri des événements ». De telles instructions, données à un personnel que les contemporains déclaraient atteints du *prurit du pillage*, devaient amener les scènes les plus scandaleuses. Les églises paroissiales et les objets consacrés au culte, dont les instructions ne parlaient pas, ne furent pas plus respectés que les biens des couvents. Les tronc des aumônes, les vases sacrés des tabernacles, les reliquaires, les châsses et les tombes, tout fut ouvert, croché, profané. A Bruxelles, le sac de Sainte-Gudule par la « légion des sans-culottes » s'accompagna de processions dérisoires et resta légendaire. L'autorité française approuvait ou n'exprimait que de très faibles regrets. Aussi des troubles à main armée commencèrent dans tout le pays, particulièrement à Tournai, Soignies, Bruges, Gand, Renaix. Trois mille paysans entrèrent dans Grammont en arborant l'Aigle autrichienne et y abattirent l'arbre de la Liberté. Les cinquante volontaires de la garnison essayèrent de résister : ils furent faits prisonniers ; sept ou huit d'entre eux furent tués. Deux détachements français furent ensuite repoussés et perdirent leurs canons.

C'est à ce moment que Dumouriez revient de Hollande, furieux de voir la révolte belge s'ajouter à l'invasion autrichienne pour l'empêcher d'achever sa conquête. Il est décidé à délivrer les Belges de la tyrannie des commissaires de toute espèce, quoi qu'on en puisse dire à Paris. Or, le 10 mars, à son arrivée à Anvers, il trouve trois commissaires des plus violents dont le principal, Publicola Chaussard, se rendait aussi ridicule qu'odieux. Dumouriez expulsa ce dangereux énergumène et, après avoir mis l'ordre dans Anvers, s'élança à Bruxelles.

Il fait arrêter le commissaire Chapy qui tyrannisait la capitale du Brabant et le renvoie à Paris ; il casse la légion des sans-culottes ; il emprisonne leur chef. Alors il rassemble le Conseil des administrateurs provisoires. Il lui annonce qu'il vient

réparer les fautes et punir les crimes, il lui promet de « défendre les Brabançons contre l'injustice comme il les a défendus contre les baïonnettes ennemies », et lui demande de revenir de ses préventions contre les Français. Des larmes de reconnaissance coulent à ce discours qui se termine par une apostrophe à ses soldats : « Reprenons nos vertus, montrons que nous ne sommes ni des brigands, ni des profanateurs, et je vous promets de nouveaux succès. »

Trois proclamations achèvent de pacifier les esprits en Belgique. Elles flétrissent *l'avarice* et *l'indiscrétion sacrilège* des commissaires et prescrivent de restituer tous les objets du culte aux églises. Par contre, l'armée française ne pouvant être rendue responsable des crimes de quelques particuliers, tout rassemblement contre les troupes sera puni par la destruction du village ou de la ville qui le tenterait. Enfin les sociétés patriotiques ne doivent servir qu'aux œuvres d'instruction ou de bienfaisance ; elles seront dissoutes si elles s'immiscent dans les affaires publiques. En écoutant ce ferme langage, accompagné de quelques actes de vigueur, la Belgique respira et s'apaisa.

Si les Jacobins étaient exaspérés par les mesures du général, la plupart des commissaires les approuvaient. Dumouriez rejoignit les conventionnels à Louvain et il eut avec eux deux conférences. Il avait à expliquer son intrusion dans les affaires civiles et la restitution des vases sacrés ; il le fit en alléguant le salut public, qui est la suprême loi, et la responsabilité du chef qui a entre les mains le salut de la nation et l'honneur de l'armée. Il leur lut sa lettre du 12 mars à la Convention, véritable réquisitoire contre la conduite des Français en Belgique. Deux des commissaires le critiquaient vivement, les deux autres reconnaissaient qu'il avait raison dans le



DRAPEAU D'UNE DEMI-BRIGADE (1793)

fond. L'un d'eux lui dit : « Général, on vous accuse d'être César ; si j'en étais sûr, je deviendrais Brutus et je vous poignarderais. — Mon cher Camus, lui répondit-il, je ne suis pas César, vous n'êtes pas Brutus, et la menace de mourir de votre main est pour moi un brevet d'immortalité. »

NEEERWINDEN Après ses échecs sur la Roer, devant Aix-la-Chapelle et à Liège, l'armée se repliait en désordre ; l'indiscipline et le pillage y sévissaient ; la maladie, et surtout la désertion, ruinaient ses effectifs. Une nouvelle loi avait prescrit pour la formation du jury dans les cours martiales des formalités qui rendaient leur réunion à peu près impossible en campagne ; donc nulle répression pour les crimes ou les délits militaires. Le découragement atteignait les meilleurs. C'est en quelques heures que Dumouriez reprit en main son armée. La méthodique lenteur des généraux autrichiens lui permit de parcourir les cantonnements, de se montrer aux troupes, de parler au soldat comme il savait le faire. Il fut acclamé et ramena la confiance. En outre, sa présence rétablit l'unité de commandement, car, en son absence, Miranda et Valence ne s'entendaient guère. Il prend la décision judicieuse d'attaquer les Autrichiens de Cobourg avant l'intervention des armées coalisées qui sont à portée, les Prussiens, les Hollandais et les Anglais qui ont fait reculer l'armée dont Dumouriez vient de quitter le commandement, Beaulieu qui vient de Luxembourg, Hohenlohe-Kirchsberg qui vient de Trèves. A vrai dire il aurait pu attendre d'avoir rallié le corps d'Harville qui était à Namur et même l'armée de Hollande. Pour rétablir le moral de ses troupes, conserver la Belgique dont les habitants deviennent hostiles et imposer le silence à ses ennemis de la Convention, une action s'imposait, mais le groupement de ses forces aurait dû le précéder.

Les deux partis se tâtèrent quelques jours. Cobourg, qui avait pris Tirlemont le 15, en fut chassé le 16 et s'établit sur la rive droite de la petite Gète, sa droite fortement appuyée sur de gros villages. Dumouriez pense que l'ennemi a renforcé sa droite afin d'assurer ses communications avec Maestricht et Liège et que sa gauche sera plus facile à tourner. Il a donc comme une idée de manœuvre, mais il ne fait rien de ce qu'il faut pour la réaliser, car il étale ses 45 000 hommes devant ce front de 15 kilomètres. Il forme huit colonnes, cinq à droite sous Valence et le duc de Chartres, trois à gauche sous Miranda. En outre, son mouvement de débordement est calculé trop court ; la colonne d'extrême droite ne rencontre personne devant elle, et elle se rabat maladroitement sur la colonne voisine. La lutte est très chaude, surtout autour de Neerwinden, qui, pris et repris jusqu'à trois fois, reste à la nuit

entre les mains des Impériaux. Les deux partis se sont battus avec courage et les Français pensent reprendre la lutte le lendemain avec toutes chances de succès.

Mais, à gauche, après avoir échoué dans ses attaques, Miranda avait battu en retraite derrière Tirlemont, à huit kilomètres du champ de bataille, sans même prévenir son général en chef. Deux batailles s'étaient donc livrées sans aucun lien entre elles, quoique la distance de Neerwinden, centre de la bataille de droite, à Oramaël, centre de la bataille de gauche, ne fût que de cinq kilomètres : on a peine à concevoir que le besoin de transmettre les renseignements et les ordres n'ait pas amené l'organisation d'un état-major ou tout au moins d'un service d'estafettes. Vers la droite autrichienne, le départ de Miranda n'avait cependant évoqué aucune idée de poursuite ; on a repoussé l'attaque française, on a même gagné un peu de terrain et passé la rivière : ce succès suffit. Dans la journée du lendemain, 19 mars, Dumouriez essaya vainement de reporter sa gauche en avant en se mettant à sa tête sous un feu très vif : la troupe essuie courageusement de lourdes pertes, sans broncher, mais refuse de donner l'assaut, qui serait moins meurtrier. Un boulet tue sous lui le cheval du général, qui se replie sur Louvain.

Après un jour de repos, Cobourg vient l'attaquer sur cette nouvelle position. Dans la journée du 21, la plupart des anciens régiments et quelques bataillons de volontaires se battirent avec un courage tenace. Mais les autres avaient perdu confiance ; ni l'encadrement, ni les réflexes qui sont le résultat de l'instruction militaire ne pouvaient les soutenir ; la cohésion et la discipline manquaient encore dans les armées républicaines. Dumouriez sentit qu'il avait joué et perdu la dernière partie et jugea sa position très critique, *non pas tant par elle-même que par le côté moral*, disait-il. Le ministre de la Guerre, Beurnonville, lui donnait carte blanche pour nourrir et approvisionner son armée à quelle que condition que ce fût, et l'auto-



PORTE-ÉTENDARD DES HUSSARDS DE CHAMBORANT (1793)
(D'après C. Vernet).

risait à déployer les mesures les plus sévères pour arrêter les vols et les brigandages qui avaient aliéné l'esprit des habitants de la Belgique. Il était trop tard.

L'armée s'en allait à la débandade ; seule une arrière-garde, composée de toute la cavalerie et des vingt-cinq meilleurs bataillons, tenait encore les Autrichiens en respect par sa ferme attitude. Plus occupés à sauver le prestige de leur autorité qu'à seconder les troupes au combat, les commissaires de la Convention libéraient les pillards et envoyaient des otages en France. Aussi l'exaspération des Belges était-elle à son comble. Le 24 mars, dès le départ du dernier Français, le peuple brûlait l'arbre de la liberté et traînait le bonnet rouge dans la boue ; les Autrichiens, si détestés quelques mois auparavant, étaient accueillis avec des cris de joie.

Il faut pourtant reconnaître que Dumouriez avait commencé à rétablir la discipline dans son armée, car Bruxelles et les grandes villes avaient été évacuées sans le moindre acte de pillage.

Le 28, l'armée française était établie derrière l'Escaut, tendant par Anvers la main gauche aux troupes de Hollande qui tenaient encore Bréda et Gertuydenberg, et la droite appuyée à Maubeuge. Les Autrichiens jugeaient cette position excellente et eussent sans doute attendu pour l'attaquer les renforts des Prussiens, encore plus lents qu'eux à manœuvrer. Mais déjà Dumouriez avait entamé des pourparlers.

L A FIN DE DUMOURIEZ Les événements avaient agi profondément sur les sentiments du général. Il ne pensait pas que la Convention pût triompher de l'Europe unie tout entière contre elle. Il ne cachait pas son horreur pour le désordre qui se traduisait par l'incapacité politique et militaire, et son horreur, plus grande encore, pour le tribunal révolutionnaire. En conquérant la Hollande, il avait espéré y trouver de nouveaux lauriers, mais surtout de nouvelles ressources. Il pensait que les bataillons bataves s'incorporeraient très volontiers dans ses régiments de ligne, et qu'il reviendrait avec une armée renforcée pour délivrer la Belgique des commissaires qui l'infestaient. Leur réelle indépendance une fois assurée, les Belges donneraient d'importants contingents et toutes les forces réunies seraient en état de repousser les coalisés de l'autre côté du Rhin. Le prestige de la victoire et la force de ses armes le rendraient maître de Paris, au besoin par une action courte et violente, et il pourrait alors traiter de la paix et rétablir la royauté.

Car Dumouriez avait écarté comme impraticables l'idée d'établir à son profit



CHEF D'UNE DEMI-BRIGADE (D'après Charlet).

un pouvoir personnel comme l'avait fait Cromwell, et celle de prêter la main à un changement de dynastie. Il voulait relever le trône des Bourbons, mais repoussait le concours des émigrés, qu'il savait discrédités ; en Argonne il avait refusé d'entrer en relations avec leurs agents. Le règne de Louis XVII eût débuté par une longue régence, qui eût laissé à Dumouriez un grand rôle. Neerwinden et Louvain avaient anéanti ses projets ; par son attitude vis-à-vis de la Convention il avait brûlé ses vaisseaux. Il n'y a plus de sûreté pour lui en France : il le sait et il le dit. Alors il reprend son idée sous une forme mille fois plus coupable : il s'entendra avec l'ennemi, et, s'assurant d'une trêve avec lui, marchera sur Paris pour y détruire la Convention et y rétablir, avec la constitution de 1791, une monarchie constitutionnelle.

Son exubérance de langage et de plume hâtèrent les événements. A trois émissaires des Jacobins, venus lui proposer l'alliance de ce club à condition de l'aider à culbuter la Convention, il révèle tous ses projets. Puis il écrit au Comité de défense générale un réquisitoire d'une violence inouïe contre tous les actes du gouvernement. Cette lettre achève d'ouvrir tous les yeux sur ses projets : le ministre de la Guerre Beurnonville et quatre commissaires de la Convention iront le sommer de comparaître devant l'Assemblée.

Le général les fit arrêter et les livra aux Autrichiens le 1^{er} avril. Il était plein d'illusions sur les sentiments de son armée. Sa popularité restait grande parmi ses troupes, car il savait payer de sa personne à leur tête, et c'est avec une véritable indignation que les soldats apprirent qu'on avait tenté de l'arrêter, mais c'est parce qu'ils le croyaient victime d'une injuste disgrâce. La Convention incarnait la patrie ; c'était un être idéal qui avait remplacé le roi : « Père général, disaient-ils à Dumouriez, obtenez un décret de la Convention pour marcher sur Paris, et vous verrez comme nous nettoierons ces b..... de l'Assemblée en capilotade. » La Révolution était l'objet d'un culte, d'une croyance religieuse ; les soldats étaient fiers d'être de *libres républicains* devant *les satellites des despotes* ; le nouveau régime leur avait ouvert l'accès à tous les grades et aux pensions de retraite ; enfin la patrie était de nouveau envahie et tout cédait devant l'impérieux devoir de la défendre.

Aussi les pourparlers de leur général avec l'état-major autrichien avaient-ils inquiété les troupes. Les commissaires de la Convention lancèrent des manifestes qui remuèrent toute l'armée ; les volontaires, puis l'artillerie, reprirent d'abord le chemin du devoir ; les vieux régiments s'émurent encore au cri de : *Vive le roi!* mais ils refusèrent de marcher contre les volontaires. Sur ces entrefaites, Dumou-

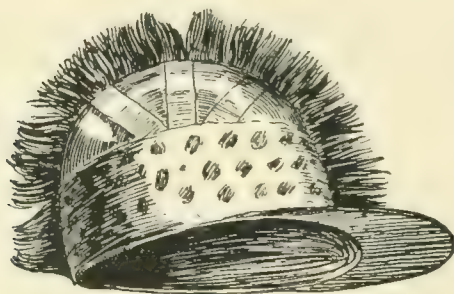
riez rencontre trois bataillons de volontaires de l'Yonne, qui avaient quitté leur camp pour aller se placer à la disposition des conventionnels ; il essaye de les rallier à lui, mais leur chef, Davout, le futur maréchal d'Empire, donne l'ordre de l'arrêter, et c'est en fuytif que Dumouriez gagne le camp autrichien. Il en revient, tenace. Mais il commet la faute de se présenter avec une escorte autrichienne. Cette fois, la trahison est manifeste à tous les yeux ; les quelques régiments qui lui restaient fidèles l'abandonnent et c'est seulement avec un millier d'hommes qu'il déserte pour toujours.

Dumouriez quitta la scène où il jouait un rôle de premier plan pour se retrouver conspirateur nomade comme au début de sa carrière, pensionné par l'Angleterre, par l'Autriche, faiseur de plans pour la coalition. Il reviendra mourir en France en 1823, à peu près complètement ignoré. Il n'a vécu qu'un an pour l'histoire, d'avril 1792 à avril 1793, mais pendant cette année il sauva la France à Valmy, et à Jemmapes il donna l'essor à l'expansion révolutionnaire. Dans la politique étrangère, il poursuivit avec constance l'idée juste de dissocier la coalition et d'isoler l'Autriche. Dans sa conduite de la guerre, il a compris que plus une armée est faible et plus les troupes sont médiocres, plus la nécessité de l'offensive s'impose à elles ; au combat, il a généralisé l'emploi des tirailleurs, très favorable à des troupes jeunes et ardentes ; il est vrai qu'il divise ses forces et qu'il attaque de front sans idée de manœuvre : il ne sait se débarrasser sur ce point des préjugés de son temps. Entre Frédéric II et Napoléon, il n'y a pas eu de plus grand général peut-être, mais tout en restant inférieur à l'un et à l'autre. Il laisse aux armées de la Révolution la tradition de l'offensive à outrance et un procédé tactique qui devait la rendre particulièrement redoutable.

C'est dans sa conduite vis-à-vis des populations belges qu'il montre la véritable supériorité de son esprit novateur. Le rôle des armées révolutionnaires en Belgique, en Rhénanie, en Savoie, en Suisse, puis dans la Haute-Italie, a été trop peu étudié ; ce sont elles qui, dans l'ensemble, ont amené à la France les populations tyrannisées constamment par les commissaires et les agents civils de toute espèce, sous la Convention comme sous le Directoire. Ce doit être un principe de gouvernement qu'il n'y a pas deux pouvoirs, l'un civil et l'autre militaire : la souveraineté du peuple, comme celle du monarque, s'exerce selon les circonstances par le personnel technique compétent, et des expériences sans cesse renouvelées sous toutes les latitudes montrent les graves inconvénients d'appeler prématurément le personnel civil. En tout cas, un chef militaire manquerait gravement à ses devoirs s'il se désintéressait de la conduite de ses troupes auprès des popu-

lations au milieu desquelles elles vivent et dont dépendent leur sécurité et leur ravitaillement.

A l'honneur de Dumouriez, il faut reproduire une note naïve de la première édition de ses *Mémoires* à Bruxelles : *Le nom de Dumouriez sera toujours cher et respectable aux Belges. C'est pour avoir voulu les sauver du décret du 15 décembre qu'il s'est perdu. Ils n'oublieront point sa générosité et son humanité.*





CHAPITRE II

LA DÉFENSE DES FRONTIÈRES

Le plan des Alliés. — Dampierre et Lamarche. — Condé. Valenciennes. — Bouchotte et Custine. — Le camp de César. — Houchard. — Campagne de Flandre. — Jourdan.



PENDANT que le prince de Cobourg traitait avec Dumouriez, l'Empereur ordonnait la reprise des hostilités : « Mon devoir de monarque, disait-il, exige que je tire tout l'avantage possible du désordre où est l'ennemi pour occuper les places qui forment du côté de la France la barrière contre les Pays-Bas. »

Dampierre, qui avait succédé à Dumouriez dans le commandement de l'armée du Nord, avait entamé une négociation dans le but d'échanger Beurnonville et les autres députés livrés aux Autrichiens par son prédécesseur ; malgré un accueil peu encourageant, il faisait traîner les pourparlers, et les commissaires de la Convention s'y mêlaient. L'état-major autrichien fut rappelé à l'ordre par l'Empereur et les commissaires blâmés par la Convention, qui ne leur trouva que plus tard des circonstances atténuantes ; le 13 avril, sur la proposition de Robespierre, la peine de mort avait été décrétée contre quiconque proposerait de négocier ou de traiter avec les puissances ennemies qui n'auraient pas reconnu préalablement l'indépendance et la souveraineté de la Nation française, l'indivisibilité de la Répu-

blique. A Paris, le Comité de Salut public, où prédominait Danton, essayait, à ce moment, de négocier avec les Anglais, sans se laisser rebuter par leur attitude ironique et hautaine ; mais la volonté très nette des Alliés de démembrer la France rendait vaine toute tentative de paix, et, peu après, fut nommé le second Comité où prédominait Robespierre et le parti de la guerre à outrance.

La conférence tenue par les coalisés à Anvers avait pour résultat de dévoiler leurs ambitions et leur volonté de n'entrer en tractation qu'après s'être mis en état d'imposer leur volonté par la force. Sentant leur pays menacé du sort de la Pologne, les Français s'exalteront jusqu'au courage du désespoir. Tous les mémoires de l'époque signalent le mouvement qui, animant dès lors les armées, « les soutint dans leurs revers et prépara leurs succès », dit Soult. Les émigrés mêmes frémirent de colère et Dumouriez exhala sa violente indignation dans une brochure que la police autrichienne fit saisir. La guerre se faisait de plus en plus nationale.

DAMPIERRE ET LAMARCHE Cobourg et son quartier-maître général, le colonel Mack, avaient la plus grande confiance dans les méthodes de la guerre alors en pratique ; ils n'en pouvaient concevoir d'autres et ils attribuaient l'échec de Brunswick à l'imprudente rapidité de sa marche. A leurs yeux, la nécessité de prendre une place forte d'importance s'imposait dès l'entrée en territoire ennemi et il leur paraissait impossible de s'avancer en laissant sur ses derrières les citadelles dont Vauban avait hérissé la frontière des Flandres. Il leur fallait donc attendre l'arrivée du parc d'artillerie et des renforts.

Il fut décidé que Valenciennes serait investi, en même temps que Condé, et que les Impériaux repousseraient les Français au delà de leurs camps de Famars et d'Anzin. Valenciennes devait tomber à la fin de juillet ; le Quesnoy et Dunkerque seraient ensuite attaqués et l'on pourrait alors, vers la fin de l'année, songer à entreprendre le siège de Lille, « le principal boulevard de la France et le chef-d'œuvre de Vauban », disait Mack ; mais cette opération nécessitait des moyens considérables qui ne pouvaient être réunis en ce moment.

L'unité de doctrine qui régnait dans les états-majors à la fin du dix-huitième siècle assurait à ce plan l'approbation du Conseil aulique et de l'état-major prussien. L'exécution amenait naturellement une dispersion des troupes tout le long de la frontière, sans tenir compte des effectifs en présence et de leur état : Cobourg raisonne comme s'il avait devant lui des forces égales aux siennes. Or il a plus de 100 000 hommes en bon état et Dampierre 35 000 dans le plus grand désordre.

Dampierre s'était montré brillant divisionnaire à Jemmapes et pendant toutes

les opérations. Mais il était frappé de la désorganisation de ses troupes, de leur indiscipline et de l'état lamentable de leur armement et de leur équipement ; il faiblissait sous le poids de sa responsabilité et souhaitait devant ses intimes de perdre un bras ou une jambe pour échapper honorablement à la situation. Il sollicitait des ordres ou, à tout le moins, des conseils, et s'adressait alternativement aux représentants, au ministre de la Guerre Bouchotte et à ses officiers généraux qu'il réunissait en conseil ; il demandait les instructions du Comité de Salut public et du Comité exécutif. Rien de net ne ressortait de toute cette correspondance et des conciliabules à l'armée. Et Dampierre hésitait toujours.

Cependant les Alliés renforcés s'ébranlaient et prenaient partout le contact, de la mer du Nord à la Sambre. Le blocus de Condé était commencé ; au nom du Comité et des conseils, Bouchotte pressait Dampierre d'agir. Il s'y décida, bien à contre-cœur. Le cours de l'Escaut et les inondations de Valenciennes et de Condé séparaient en deux l'armée autrichienne. Le 1^{er} mai, Dampierre attaqua vainement le gros sur la rive droite, pendant que la Marlière faisait une inutile diversion contre Clerfayt sur la rive gauche. Le 8 mai, sous la pression des représentants, il recommença une forte attaque sur la rive gauche, vers Raisme. A la fin d'une journée de combat acharné, il se jetait sur une forte redoute, quand il fut blessé à mort et tomba en criant : « Vive la Nation ! Vive la République ! »

Son successeur, Lamarche, fut rejeté jusqu'à Bouchain, après avoir dû évacuer le camp de Famars qui passait pour imprenable. Cet échec eut un grand retentissement dans l'armée, en France et même en Europe. La marche d'une division sur Ostende et Bruges, dans le but de menacer les communications de Cobourg et de faire lever le siège de Condé, commença heureusement par la prise de Furnes. Mais, après ce premier succès, les assaillants se débandèrent et pillèrent la ville, qui fut en proie à une soldatesque avinée qu'aucun chef ne pouvait arrêter. D'accord avec les officiers, les commissaires et les représentants qui accompagnaient cette division constatèrent alors la nécessité de réformer le code de justice militaire et Carnot concluait en leur nom : « Si tout soldat qui vole une épingle n'est pas fusillé sur-le-champ, vous ne ferez jamais rien. » Il ajoutait que l'opération projetée contre Ostende était inutile avec de telles troupes ; le succès était vraisemblable, mais aucune autorité ne pourrait les empêcher de s'enivrer et de mettre la ville à feu et à sang.

Après la perte du camp de Famars, Lamarche s'était établi dans le camp de César, dans une bonne position défensive. N'ayant accepté le commandement qu'à titre très provisoire, il demandait un successeur, déclarant ne pouvoir plus

diriger « une armée aussi nombreuse et dont l'arrondissement était aussi étendu ». Cette armée du Nord réclamait pour chef Custine le Germanique, dont les derniers revers en Rhénanie n'avaient pas effacé le prestige dû à ses premiers succès. Les représentants transmettaient ce vœu en l'appuyant et réclamaient un général qui, avant tout, fût capable de rétablir la discipline. Ils obtinrent gain de cause.



FANTASSIN COIFFÉ DU CASQUE
A CHENILLE (D'après C. Vernet).

CONDÉ ET VALENCIENNES En prenant son commandement, Custine, d'accord avec les représentants, demande que les armées de la Moselle et du Rhin fournissent d'importants renforts à l'armée du Nord qui pourrait alors passer à l'offensive. Mayence pourrait sûrement tenir jusqu'en août, disait-il, et d'ici là le grand succès qu'il était légitime d'escompter aurait dénoué la situation. Déjà le Comité exécutif et le Comité de Salut public avaient approuvé ce plan, quand Bouchotte objecta que Mayence ne pourrait tenir jusqu'au mois d'août, d'après les états d'approvisionnements envoyés par Custine lui-même. Bouchotte, soutenu par les généraux des armées du Rhin et de la Moselle et par les représentants près de ces armées, obtint du Comité l'abandon de Condé et de Valenciennes.

Custine dut se résigner à son inaction ; il fortifia son camp de César et rétablit l'ordre dans les troupes. Tout était à faire à cet égard ; plus de 8000 « passe-volants » figuraient sur la situation d'effectifs ; beaucoup d'hommes n'avaient pas de fusil, d'autres pas de baïonnette. Les officiers abandonnaient leur troupe, même au moment du combat, pour aller se distraire dans les villes ; les absences illégales étaient innombrables. Custine menaça de la peine de mort quiconque accorderait un congé absolu ou limité ; « serait fusillé sur-le-champ et sans autre forme de procès tout homme qui serait repris en fuyant ou autorisant la fuite d'un soldat ». La vie des camps loin des villes permit une instruction rapide et ramena la confiance. La discipline se rétablit sans une seule exécution et les soldats, à part quelques mauvaises têtes, reconnaissants à leur général de les avoir

rendus à eux-mêmes, sentirent qu'il avait sauvé l'armée d'une désorganisation complète.

Cependant, les sièges de Condé et de Valenciennes continuaient. Condé, investi dès le 9 avril, fit une honorable défense. Cobourg savait d'ailleurs que la ville était mal approvisionnée et ne voulait pas détruire les fortifications d'une place qu'il comptait utiliser. Le général Chancel, qui la commandait, sut tirer parti des inondations tendues autour de la place par les eaux de l'Escaut et de la Huisne, et il remua beaucoup de terre très utilement ; il maintint le moral de la garnison, qui comptait 4 000 hommes ; il ménagea ses vivres, mais la famine l'obligea néanmoins à capituler le 10 juillet. La garnison restait prisonnière de guerre.

Bloquée le 24 mai, après la chute du camp de Famars, Valenciennes était commandé par le vieux Ferrand, qui s'était toujours montré d'une grande bravoure, de Clostercamp à Jemmapes, mais manquait de décision et d'énergie. Parmi les 9 000 hommes de la garnison, les troupes de ligne avaient mauvais esprit et les bataillons de volontaires manquaient complètement d'instruction et de discipline ; il fallut les organiser et essayer de les instruire pendant les premières semaines. L'artillerie, bien que ne disposant que de 200 canonniers instruits, rendit les meilleurs services. La population de 30 000 habitants, qui comprenait de nombreux réfugiés, était dans des dispositions très mélangées ; d'une façon générale, la bourgeoisie était royaliste et une partie du peuple patriote. La municipalité était en majorité franchement hostile et désirait surtout la fin du siège. Les deux représentants restés dans la ville secondèrent utilement la défense en s'efforçant de relever le moral de la population, tout en s'abstenant d'intervenir dans les questions militaires.

Le duc d'York avait demandé le commandement du corps de siège qui de 24 000 fut porté à 30 000 hommes, couvert par un corps d'observation de même effectif. La place était sommée le 14 juin. Aussitôt, la première parallèle était ouverte



CHEF D'UNE DEMI-BRIGADE (D'après Charlet).

et le bombardement commençait avec une violence qui ne cessa d'augmenter et causa de très importants ravages dans la ville, où il n'existait pas d'abris à l'épreuve. A l'ouverture des deuxième et troisième parallèles, de nouvelles batteries se révélèrent, la prise de Condé ayant mis à la disposition de l'assaillant une centaine de canons supplémentaires. A la fin de juillet la situation de la place était critique. Des brèches s'ouvraient dans la muraille ; les trois attaques à la sape gagnaient du terrain et de vastes déblais indiquaient que l'assaillant progressait aussi à la mine : un déserteur confirma cette dernière avance. Enfin le 25 juillet, à neuf heures du soir, au lever de la lune, après une dernière sommation, l'artillerie de l'attaque ouvrit le feu avec toutes ses pièces ; après quelques instants d'un bombardement infernal, trois mines firent explosion sur les trois saillants du grand ouvrage à cornes qui couvrait la place dans la direction principale des attaques. L'explosion fut formidable ; dès le dernier débris retombé sur le sol, les Alliés de toutes races se précipitaient en avant, chacun hurlant dans sa langue, et s'entassaient dans le chemin couvert. Un petit groupe d'intrépides Français s'y défendait dans un bref corps à corps, mais il devait céder au nombre et regagner le corps de place. L'assaillant s'installait dans ce chemin selon le plan d'attaque, quand l'initiative de deux officiers révéla l'abandon de tous les ouvrages extérieurs : avec plus de hardiesse, les Alliés seraient entrés dans la place avec les fuyards. Les assaillants se contentèrent de s'installer dans l'ouvrage à cornes et sa demi-lune. Peut-être la situation aurait-elle pu être rétablie par l'action immédiate de troupes fraîches : Ferrand, sans essayer de disputer à l'ennemi ses conquêtes, fit réoccuper les autres ouvrages extérieurs. Mais le moral de la garnison était profondément atteint, les bataillons refusaient de se porter en avant et les canonniers, jusqu'alors très dévoués, abandonnaient le service de leurs pièces. Quant à la population qui avait essayé, à diverses reprises, de peser sur le commandement, elle s'armait contre la garnison et menaçait de mort les deux conventionnels qui ne cessaient de réclamer une défense énergique. La réunion du Conseil de défense fit constater que la plupart des officiers avaient perdu tout espoir. Ferrand ouvrit des pourparlers qui aboutirent à une capitulation accordant à la garnison les honneurs de la guerre et la libérant sans ses armes, sous l'engagement de ne pas servir contre les armées alliées.

L'invasion prussienne avait rétabli à Longwy et à Verdun le drapeau blanc et l'autorité du roi de France ; à Condé et à Valenciennes, au contraire, c'est la souveraineté de l'Europe qui s'établissait : Mézières, Givet, Maubeuge, le Quesnoy, Valenciennes, Condé, Douai, Lille, Saint-Omer, Gravelines, devaient, entre les mains de l'Autriche, former la barrière des Pays-Bas.

BOUCHOTTE ET CUSTINE Custine restaurait l'ordre et la discipline dans l'armée du Nord ; il était aimé de ses soldats ; c'était le général le plus en vue et un ex-aristocrate : beaucoup plus de raisons qu'il n'en fallait pour exciter la haine des Jacobins. Aussi les clubistes d'Alsace et des Flandres ne cessaient de le dénoncer aux journaux de Paris ; Hébert, dans *le Père Duchesne*, Marat dans *le Publiciste*, Leveaux dans le *Journal de la Montagne* le couvraient d'injures et accumulaient contre lui les calomnies les plus basses. A côté des représentants du peuple aux armées, qui correspondaient avec le Comité de Salut public et la Convention, les agents du Comité exécutif et du ministre de la Guerre devaient surveiller le matériel et le personnel ; ils étaient donc chargés de renseigner le ministre sur les officiers et ne tardèrent pas à tenir bureau de délation. Ils avaient aussi dans leurs attributions le moral de l'armée et, sous ce prétexte, ils distribuaient ces mêmes journaux qui cherchaient à semer dans les troupes le mépris et surtout la méfiance des chefs : il importait, disait-on officiellement, d'empêcher le soldat de *s'affectionner* à ses généraux.

Le ministre de la Guerre Bouchotte était jugé sévèrement par le premier Comité de Salut public, celui de Danton, qui le trouvait mou, ignorant et inepte. Bouchotte avait offert deux fois sa démission, mais on ne lui avait pas trouvé de successeur : Beauharnais et Alexandre avaient été successivement nommés par la Convention, mais le premier avait refusé, et la Convention ayant appris que le second avait été agent de change, annula le décret qui venait de le nommer. D'ailleurs le Club des Jacobins exigeait ce ministère pour l'un des siens. Bouchotte le conserva.

C'était un travailleur appliqué, de facultés moyennes, dont la tâche était rendue difficile par la désorganisation générale. Il essayait d'éperonner tous ses services, dont les lacunes excitaient l'indignation aux armées et dans la Convention, mais il n'avait ni l'autorité, ni le prestige nécessaires pour obtenir des efforts constants et réguliers de son personnel débordé. Il s'était mis dans la main de la Commune et du parti ultra-révolutionnaire ; le personnel appelé au ministère par Beurnonville avait été remplacé et les agents de Pache avaient repris leurs fonctions, avec des préoccupations uniquement politiques. Le secrétaire général Vincent était peu travailleur, bavard et fort exagéré, avoue-t-il lui-même ; mais Bouchotte s'était cru obligé de le prendre et de le garder à cause de sa situation aux Cordeliers, *avant-garde des Jacobins*. Or Vincent conviait les clubs des Cordeliers à massacrer les aristocrates à domicile, communiquait à Marat *toutes les pièces qui servirent à prouver la scélératesse des généraux conspirateurs*, attaquait les commandants d'armée à la tribune des Jacobins en les couvrant d'outrages. Audouin, gendre de Pache, et

les employés les plus importants étaient dignes de lui. Ce n'était certes pas avec de pareils collaborateurs que Bouchotte pouvait venir à bout de sa tâche écrasante, mais il les avait choisis.

Ses bureaux entamèrent la lutte contre Custine avant que le général eût pris le commandement de l'armée du Nord. Personnel, approvisionnement, équipement, remonte, tout était matière à discussion. Custine avait en général raison dans le fond, mais pas toujours dans la forme, et il prenait un ton de plus en plus dédaigneux et blessant. Circonstance aggravante : il communiquait sa correspondance au Comité exécutif et au Comité de Salut public, en se plaignant des entraves que le ministre apportait à l'exercice de son commandement ; parfois il refusait formellement de lui obéir.

Deux questions surtout les divisèrent : d'abord celle de la peine de mort dont Custine avait menacé les hommes qui s'absentaient de l'armée et les chefs qui les y aideraient ; ensuite la défense de Lille. Custine avait créé un corps de quinze mille hommes sous le commandement du général La Marlière avec le surcroît des garnisons de sûreté de certaines places ; ce corps mobile couvrait efficacement la frontière, se montrait très actif et s'aguerrissait. La liaison entre les places fortes était ainsi assurée, et il était convenu qu'au cas où l'une d'elles serait menacée, le détachement fourni par sa garnison la rejoindrait sur-le-champ. Mais Lille avait pour gouverneur le général Favart, plus ingénieur que militaire, dont la garnison subissait ainsi un prélèvement momentané de 4 000 hommes. Bouchotte, auquel échappaient les avantages de l'organisation nouvelle, avait rappelé que le gouverneur de Lille n'avait d'ordres à recevoir que du commandant de l'armée ; Custine ne perdit pas cette nouvelle occasion de lui montrer les lacunes de ses instructions. Le ministre fit trancher la question en sa faveur par le Comité exécutif et dénonça Custine au Comité de Salut public. Le commandant de l'armée prescrivit d'armer le camp de César et le camp de la Madeleine avec soixante-seize pièces qui se trouvaient à Lille. La lenteur des opérations enlevait tout danger à ce mouvement et les précautions prises permettaient le retour rapide de cette artillerie. Favart protesta, Custine maintint sa décision. De nouveau le ministre évoqua la querelle devant le Comité exécutif et le Comité, accusant Custine de « désarmer Lille ».

En même temps, le secrétaire général et les hauts fonctionnaires du ministère déblatéraient chaque soir à la tribune des Jacobins contre Custine ; les incidents se multipliaient. A Maubeuge, le commandant du camp retranché tançait vertement le commissaire qui distribuait des pamphlets contre le général ; des officiers saisirent deux autres agents dans l'exercice de ces fonctions et les amenèrent à Custine

qui, dédaigneusement, les envoya aux représentants, qui les envoyèrent à la citadelle de Cambrai. Mais ces fonctionnaires subalternes n'avaient fait que remplir leur devoir avec un zèle extrême que leurs chefs jugeaient méritoire, et il fallut les relâcher après quatre jours. L'armée entière, que les ennemis de Custine croyaient flatter en réclamant contre les menaces de « fusillades » et les façons autoritaires de son général, approuvait son chef et aurait pendu les commissaires du Comité exécutif si des officiers ne s'étaient interposés. Des généraux écrivaient à Bouchotte



UN ÉTAT-MAJOR SOUS LA RÉVOLUTION (D'après Raffet.)

qu'Hébert était visiblement payé par l'ennemi pour tout désorganiser ; l'un d'eux demandait qu'on ne lui imposât pas la double tâche de combattre les ennemis du dehors et du dedans ; les représentants demandaient à un des commissaires combien Pitt et Cobourg lui donnaient pour calomnier Custine ; des bataillons manifestaient en couvrant de boue ou en brûlant des exemplaires du *Père Duchesne* et du *Journal de la Montagne*. C'est alors que Bouchotte transmet au Comité de Salut public la correspondance de Custine et de La Marlière avec le gouverneur de Lille, qu'accompagnait un véritable acte d'accusation. Depuis l'avant-veille, le Comité de Danton avait vécu, tombé sous le soupçon de *modérantisme*. C'est le Comité de Robespierre qui, le 12 juillet, manda Custine à Paris pour conférer sur la situation des armées.

Custine remit son commandement à Kilmaine et arriva à Paris le 18 ; il se rendit au Comité. Il y trouva Bouchotte auquel il reprocha son hostilité contre lui et l'incroyable délabrement où il avait laissé son armée. Le ministre répondit en accusant le général d'une *ambition qui serait tot ou tard funeste à sa patrie*. Entre Dumouriez et Pache, la même situation s'était présentée quelques mois auparavant et Pache avait dû se retirer peu après. Mais les temps avaient changé. Bouchotte continua l'offensive ; il proposa d'enlever à Custine son commandement.

Le général fut l'objet d'une manifestation sympathique au cours d'une promenade dans Paris. Le soir même, le Comité de Sûreté générale lui défendit de sortir sans l'accompagnement d'un gendarme et le lendemain, 22 juillet, la Convention nationale, entraînée par le mouvement d'opinion suscité par la presse jacobine, décrétait son arrestation. La capitulation de Mayence, puis celle de Valenciennes, le firent décréter d'accusation et envoyer devant le tribunal révolutionnaire. Il put facilement se disculper ; la plupart des représentants et plusieurs agents du ministre témoignèrent de ses sentiments républicains et patriotes et de la crainte qu'il inspirait à l'ennemi, d'après le témoignage des espions. Vincent vint affirmer qu'il était rebelle et qu'il avait comploté de livrer Lille à l'ennemi. Le 28 août il montait sur l'échafaud, où son meilleur lieutenant, La Marlière, ne devait pas tarder à le suivre.

L E CAMP DE CÉSAR Le départ, puis l'arrestation de Custine avaient fait la plus mauvaise impression sur l'armée du Nord. Les commissaires de la Convention, à cheval et revêtus de leurs insignes, lurent une proclamation qui annonçait le procès du général, qui serait promptement jugé et reviendrait au camp s'il était reconnu innocent ; les soldats étaient tristes ; quelques-uns criaient : « Vive Custine ! Qui vous dit que nous aurons confiance dans un nouveau chef ? » D'autres, plus violents, criaient : « Vive Custine ! Sans Custine, pas d'armée ! » Les paroles des représentants et le prestige de la Convention calmaient peu à peu l'agitation, quand le ministre la renouvela en frappant à tort et à travers dans les états-majors. Sur la dénonciation de ses agents, Bouchotte suspendit de leurs fonctions à peu près tous les généraux et les officiers d'état-major. Le soldat sentait la désorganisation et en souffrait ; grave symptôme : le découragement engendrait la désertion.

Après la prise de Valenciennes, Cobourg prit la décision de forcer le camp de César. Les faces Nord et Est, couvertes par la Sensée et l'Escaut, étaient très fortes, mais le camp lui-même était trop étendu et facile à tourner. Cobourg décida donc d'inquiéter ces faces et d'attaquer la face Sud. La manœuvre des Alliés se

déroule si lentement que Kilmaine, qui n'est pas en mesure de leur résister, a le temps de se replier sur la Scarpe, entre Arras et Douai. Pour couvrir ce mouvement, Kilmaine se plaça très judicieusement sur le flanc des colonnes avec une forte division et sa cavalerie qui eut un brillant engagement vers Marqueron. Il commanda ensuite de sa personne l'arrière-garde dont la ferme attitude couvrait la retraite. Mais des cris de *sauve qui peut* provoquèrent une panique dans le gros des troupes, qui s'enfuit en désordre jusqu'au delà d'Arras. Il fallut douze heures pour rassembler les fuyards.

Avec des troupes manœuvrières, Kilmaine aurait pu profiter de la disparition et de la lenteur des coalisés ; il en examina la possibilité ; ce projet fut écarté comme trop hasardeux. En tout cas, il venait de sauver les dernières troupes qui pouvaient s'opposer à l'invasion. Mais il n'avait pas leur confiance. Il l'eût peut-être acquise ; on ne lui en laissa pas le temps. Élevé en France, il était né en Irlande ; or les Irlandais, très sympathiques en 1792, comme tous les étrangers, avaient cessé de l'être en 1793 et devaient le redevenir en 1795. En outre, l'*État militaire de la France* l'avait qualifié de baron en 1788. Il fut déclaré suspect, relevé de son commandement et même arrêté cinq mois plus tard.

HOUCHARD Kilmaine avait été nommé à titre provisoire ; c'est à titre définitif que le Conseil exécutif nomma au commandement de l'armée du Nord le général Diettmann, qui avait succédé à Custine au commandement de l'armée du Rhin. Mais Diettmann avait déclaré qu'il ne savait rien de ce que doit savoir un général en chef. Il refusa, malgré l'insistance des commissaires de la Convention. Les commissaires du pouvoir exécutif à l'armée du Nord demandaient un général avant tout « bien intentionné et sans-culotte » et ils n'entendaient prononcer que deux noms : Houchard et Ferrier. Le 1^{er} août, le Conseil exécutif nomma Houchard commandant des armées du Nord et des Ardennes ; Ferrier, à sa place, commandait l'armée de la Moselle.

Houchard était un magnifique soldat qui aurait pu, à la rigueur, commander un régiment de cavalerie, étant donnée la pénurie des cadres. Capitaine avant la Révolution, la figure toute balafmée depuis la guerre de Sept ans, il songeait à prendre sa retraite quand éclata la Révolution. Il s'en montra chaleureux partisan. Sa bravoure à toute épreuve se déploya dans la campagne de 1792 à l'armée du Rhin ; il arriva en quelques mois au commandement de l'armée de la Moselle. Il parlait et écrivait péniblement un français assez barbare, mais c'était un caractère droit et franc, incapable de dissimulation. Pourtant, au moment même où il allait

prendre le commandement de l'armée du Nord, les Jacobins de Strasbourg et de Sarrebourg le signalaient comme traître, et les commissaires du Pouvoir exécutif l'accusaient d'avoir transpercé de son épée un pauvre maraudeur qui volait un chou. Il dut se justifier et demanda à paraître devant un Conseil de guerre avec son calomniateur : « Il faut qu'une de nos deux têtes saute, et ce ne sera pas la mienne ! » En même temps il sollicitait son remplacement, ne pouvant plus servir la République comme commandant d'armée, ni même comme général.

Bouchotte le calma, le réconforta. Houchard avait bien besoin de ce réconfort, car il trouvait son armée replongée dans l'indiscipline et le découragement. Le commandement de Custine avait duré trop peu de temps pour avoir un effet durable et le changement des états-majors rendait la tâche de Houchard extrêmement difficile. Heureusement, les fautes de l'ennemi allaient la faciliter.

Dumouriez, qui se consolait de sa malheureuse situation en faisant des mots, avait dit à un Autrichien : « Il vous arrivera comme aux voleurs de grand chemin qui, après avoir pillé un coche, se brouillent et s'entr'égorgent lorsqu'il s'agit de partager le butin. » En effet, aussitôt après la prise de Valenciennes, les Anglais et même les Hollandais avaient voulu en partager l'artillerie, au risque de laisser la place à la merci d'un coup de main. Huit mille Prussiens quittèrent l'armée de Cobourg pour aller renforcer celle qui assiégeait Mayence ; le duc d'York, refusant de prendre part au siège de Cambrai, jugea que le moment était venu d'aller au contraire assiéger Dunkerque, dont la prise, disait-il, avait motivé l'entrée de l'Angleterre dans la coalition. Le prince anglais marcha sur Dunkerque le 10 août, avec 37 000 hommes, dont 15 000 Impériaux.

Cobourg se retourna vers le roi de Prusse et lui fit adopter un nouveau plan, basé toujours sur l'attaque des forteresses. Cobourg attaquerait Maubeuge et Philippeville, tandis que le roi de Prusse bombarderait Sarrelouis. Le duc d'York, isolé dans le Nord, abandonnerait Dunkerque.

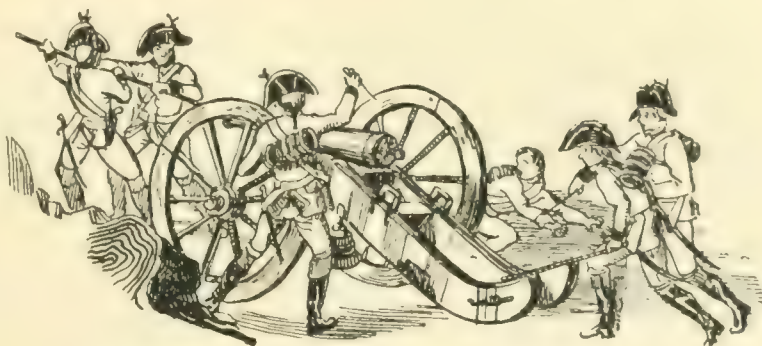
Les Hollandais désiraient un accroissement de territoire, et leur zèle se refroidissait. Ils prétendaient s'arrondir autour de Maëstricht et reprendre leur frontière de 1715. Mais Thugut jugeait ces propositions inconvenantes et déraisonnables ; une île lointaine, des indemnités à payer par la France, seraient des avantages suffisants. Le prince d'Orange laissait entendre qu'il regagnerait bientôt son pays.

Dans le camp français, le morcellement de l'armée coalisée apparut d'abord comme une feinte : on n'y pouvait croire à pareille faute. Carnot exposa le 13 août son idée fixe : l'invasion de la Flandre maritime et la marche sur Ostende. Hou-

chard l'adopta facilement, car il sentait la nécessité d'agir ; il crut préluder par un coup de maître en lançant Jourdan avec 10 000 hommes sur Menin, entre la Lys et la mer, puis sur Ostende.

L'opération se heurta à la marche du duc d'York sur cette dernière ville. D'abord le prince d'Orange, pour couvrir cette marche, attaqua Linselles et Blaton ; Jourdan lui reprit Linselles brillamment ; mais les Français s'y livrèrent au pillage et un retour de la garde anglaise les mit en déroute, les conducteurs qui traînaient les pièces d'artillerie coupant les traits de leurs chevaux, selon leur habitude, pour s'enfuir plus vite. York réoccupa le village. Les deux partis avaient perdu chacun 2 000 hommes inutilement et s'attribuaient tous deux la victoire.

Mais, dans les derniers jours d'août, au cours d'une série de petits combats, les Français perdirent des prisonniers et des canons, abandonnés trop facilement. Freytag, qui commandait le corps d'observation, somma la place de Dunkerque qui



ARTILLERIE AUTRICHIENNE (D'après Duplessis-Berteaux).

répondit dignement. Les Français eurent le temps de tendre les inondations entre cette ville, Furnes et Bergues ; et les deux colonnes formées par Houchard purent se réunir alors que celles du duc d'York se trouvaient séparées par la nature même du terrain et par les inondations. L'idée d'attaquer les deux armées successivement, en commençant par celle du duc d'York, est de Berthelmy, le jeune chef d'état-major d'Houchard, mais elle était dans l'air. Commissaires, représentants, généraux, recommandaient à l'envi de former une masse, de la manier rapidement et d'écraser ainsi successivement les différents corps de l'ennemi. *Attaque, attaque en masses*, c'est la formule de tous. Aussi Houchard aura-t-il encore plus de renforts que n'en demandait son prédécesseur ; il pourra dégarnir toutes les places fortes que défendront les gardes nationales ; vainement Bouchotte objectera-t-il que le Comité exécutif, que le Comité de Salut public ont décrété que la garnison de Lille sera au minimum de 4 000 hommes ; vainement le vieux Favart déclara-t-il que 1 600 volontaires ne peuvent défendre une ville de 80 000 âmes : on le traite de radoteur et on passe outre. Custine et Kilmaine ont demandé beaucoup de cavalerie pour

la plaine des Flandres ainsi que des attelages d'artillerie : leur successeur sera comblé ; l'armée du Nord reçoit au total 50 000 hommes de renfort. Trente mille hommes furent transportés en poste, mais cet essai, faute d'organisation, ne donna que des résultats médiocres.

Le corps principal doit marcher contre les Hollandais qui couvrent les arrières des Anglais vers Menin ; puis il marchera sur Furnes, puis sur Nieuport et Ostende, prenant ainsi à revers à la fois le duc d'York et Freytag : les Hollandais et les Anglais battus, on serait maître des Pays-Bas à la fin de septembre. En même temps un corps de 25 000 hommes attaquerait directement Freytag, qui couvrait le siège de Dunkerque et qui bloquait Bergues ; enfin un troisième corps de 20 000 hommes surveillerait Cobourg. Le corps du Nord, qui avait la mission d'attaquer Freytag, aurait dû être mieux lié au corps principal, et il y aurait eu avantage à réduire celui du Sud, qui restait devant Cobourg avec un rôle uniquement démonstratif.

Le 28 août, l'attaque contre les Hollandais se prononçait sur un très grand front, du bois de Cysoing à Roncq ; ce fut une série de combats assez décousus, sans grand effet, mais les Hollandais, frappés des forces qui se déployaient de toutes parts, reculèrent à la tombée de la nuit. Tourcoing, alors gros village entouré de bois, fut brillamment enlevé par les nationaux, après une défense opiniâtre. Malheureusement les assaillants se débandèrent aussitôt pour piller et s'enivrer. Comme les généraux voulaient les arrêter, ils les couchaient en joue en criant que les habitants de Tourcoing étaient des aristocrates qu'il fallait dépouiller immédiatement. Houchard dut ramener en arrière des troupes avinées, hors d'état de continuer la marche sur Menin. Deux pelotons de cavalerie, en se montrant au loin, transformèrent cette retraite en une affreuse déroute. Houchard et les représentants, en rendant compte au Comité de cette journée, rapportaient des traits de bravoure, des mots héroïques, mais ils réclamaient des lois pour punir les « malheureux excès » commis dans un village français : il aurait fallu pouvoir convoquer un conseil de guerre qui eût jugé et fait exécuter les pillards. La perte des canons, abandonnés avec une incroyable insouciance, était intolérable : on eût été contraint de casser le chef et les capitaines de tout bataillon qui n'aurait pas défendu ses pièces et de trouver une marque de déshonneur à imprimer au bataillon entier.

La prise de Dunkerque par les Anglais paraissait imminente, et cet événement, très important par lui-même, aurait été capital par sa répercussion politique.

Sur la nouvelle que le duc d'York avait reçu des renforts d'artillerie et pressait plus vivement la place, Houchard et son état-major renoncèrent au mouvement sur Menin comme trop excentrique et trop long ; les Anglais seraient attaqués direc-

tement, Freytag d'abord, York ensuite : c'était là une faute qui donnait à York le temps de lever le siège de Dunkerque et d'échapper à l'enveloppement dont la marche sur Furnes l'eût menacé.

L'heure de l'action approche et Houchard renforce ses détachements aux dépens du corps principal, qui se réduit à 42 000 hommes au lieu de se renforcer. En outre, il partage ce corps en six colonnes de 4 000 à 10 000 hommes, opérant sur un front de 40 kilomètres, de Bailleul à Bergues ; ces six colonnes vont converger sur Hondtschoote et de là sur Furnes : c'est le système de la dispersion.

Le mouvement commence le 6 septembre. La colonne de droite reste au cantonnement au lieu de marcher de Bailleul sur Ypres, sous prétexte qu'elle n'a pas reçu d'ordre écrit : la crainte des responsabilités sévit à outrance. Le débouché sur les deux ailes s'exécute dans de bonnes conditions, mais la lutte est très vive au centre. Jourdan, qui y commande, pousse son avant-garde qui progresse facilement jusqu'à Proven ; il va pouvoir marcher sur la gauche ennemie, vers Hondtschoote, quand Houchard lui prescrit d'attaquer Herzele avec son gros ; il enlève ce village, franchit l'Yser et pousse même jusqu'à Rexpoède, où les troupes fatiguées s'établissent à la tombée de la nuit. Le lendemain, les deux armées se remettent en ordre. Le 8, Walmoden, qui remplace Freytag blessé, offre la bataille à Houchard, sa droite au canal de Furnes à Bergues, son centre à Hondtschoote, sa gauche au village de Leysèle. Il n'a que 9 000 fantassins et 4 000 cavaliers. Houchard disperse la moitié de ses troupes pour des tâches accessoires. Il lui reste cependant 21 000 hommes. En marchant sur Furnes, Houchard eût tourné Walmoden, et l'eût séparé d'York, mais l'attaque de front était tellement dans les idées de l'époque que personne n'y songea.

Disposant ses forces en trois colonnes, Houchard dirige celle de droite sur Leysèle, celle du centre sous Jourdan sur Hondtschoote, celle de gauche le long du canal. C'est la droite qui donne le signal de l'assaut en faisant sonner la charge. Mais elle doit parcourir un itinéraire plus long que celui de la colonne du centre, et la marche n'a pas été réglée de façon à mener les trois forces en même temps à distance d'assaut. Arrivée la première avec Houchard, Jourdan et le représentant Delbrel, cette colonne est refoulée. Houchard songeait à la retraite ; le représentant Delbrel se joint à Jourdan pour le maintien des ordres d'attaque. Houchard accepte et se dirige vers la colonne de droite pour la mettre en action. Jourdan est blessé, les Hessois avancent toujours et la batterie qui, seule, soutient les nationaux est sur le point de battre en retraite... Heureusement la charge retentit à droite, répétée au centre et à gauche. La ligne tout entière se porte en avant, le

conventionnel en tête, aux cris de : *Vive la nation! Vive la République!* En même temps, Houchard revient au grand trot, sabre au clair, à la tête d'un magnifique régiment de cavalerie qui rétablit la situation.

Le terrain, coupé de fossés, de haies, rompt l'élan de l'assaut et permet au défenseur de se ressaisir. Les nationaux arrivent en tirailleurs en grandes bandes, de plus en plus nombreux, de plus en plus ardents ; un dernier effort des Hessois les fait plier : ils se ressaisissent presque aussitôt et reprennent la marche en avant ; le centre de la position était emporté vers midi.

L'attaque de droite avait été longtemps arrêtée par une redoute prise et reperdue deux fois ; deux généraux avaient été successivement mis hors de combat à sa tête ; c'est seulement en fin de journée qu'elle atteignit Hondtschoote. A gauche, la lutte avait été très chaude. Un bataillon de volontaires lâcha pied, mais la vaillance du 24^e de ligne et des gendarmes de Paris — qui avaient passé jusque-là pour le corps le plus indiscipliné de l'armée — emporta la position très bravement défendue. Les troupes françaises traversèrent le village et se rassemblèrent ensuite ; cette sage précaution évita le pillage. Un régiment de cavalerie appuyé par un bataillon poursuivit l'ennemi pendant une dizaine de kilomètres.

Houchard aurait pu faire davantage. En continuant vers Furnes il prenait York au trébuchet, car les troupes de Walmoden étaient au bout de leur effort. D'autre part, tous les témoignages contemporains représentent le corps de siège dans la plus grande inquiétude et dans un affreux désordre. York battit en retraite dans la nuit du 8 au 9 en abandonnant sa grosse artillerie. Dunkerque avait été vaillamment défendue, bien que trois chefs se soient successivement passé le commandement de la place. Le chef d'état-major, Hoche, qui avait eu la plus grande part à ce succès, fut nommé général de brigade. Les passages de la Moer étaient praticables pour des cavaliers qui auraient pu emporter des fantassins en croupe et tomber sur le flanc de l'ennemi. Houchard refuse d'autoriser ce mouvement, malgré les instances de tout son état-major et des représentants.

Carnot, qui faisait partie du Comité de Salut public depuis le 14 août, déconseillait à Houchard la marche sur la Flandre maritime : « Vous pourrez au contraire, lui disait-il, après avoir attiré leurs forces de ce côté, tourner brusquement sur votre droite pour attaquer Tournai et dégager le Quesnoy. » En conséquence, Houchard décida de prendre le camp de Cysoing et les Autrichiens de Beaulieu, et, enfin, d'arriver sur Cobourg avec 70 000 hommes.

Le 12 septembre, il attaquait Menin. Après un combat assez vif, la ville fut enlevée à la baïonnette, avec un élan superbe. Le prince héréditaire d'Orange

demanda vainement le secours de la division autrichienne. Aussi les Hollandais cédèrent partout. Orange rallia à Courtrai sa petite armée mise en pièces, puis se replia sur Gand. Sur 14 000 hommes il en avait perdu 3 000, dont 1 200 prisonniers, avec 40 canons. L'avance hollandaise était pour le moment annihilée.

Le pillage de Menin suivit cette belle victoire. Ni les généraux, ni les représentants ne purent l'empêcher, ni la condamnation d'un pillard à dix ans de fers : « Si la loi, manda un des représentants au Comité, eût permis de le fusiller, cet exemple eût arrêté la fureur du pillage. »

Cobourg, après la prise de Valenciennes et du camp de César, devait marcher sur Cambrai ; mais, abandonné par York, il jugea que cette place tiendrait six ou huit semaines et décida d'assiéger le Quesnoy. Il commença par débayer la forêt de Mormal, puis investit le Quesnoy ; Clerfayt commandait le corps de siège. Le parc d'ar-



INFANTERIE AUTRICHIENNE (D'après Duplessis-Berteaux).

tillerie était le même que pour le siège de Valenciennes et le bombardement causa de grands dégâts, mais la troisième parallèle était à peine amorcée quand, le 10 septembre, le chef de brigade Goullus qui commandait la place demandait à traiter. Le 13 septembre, la garnison de 4 000 hommes se rendait prisonnière de guerre. Goullus, blessé, était dans son lit depuis le 3 et le commandement était désorganisé ; le Quesnoy aurait pu tenir encore malgré la mauvaise volonté des habitants.

Cependant Houchard avait ordonné que de tous les camps et de toutes les places les détachements sortissent le 12, afin de dégager le Quesnoy. Les 14 000 hommes sortis de Maubeuge, sous Ihler, obtinrent quelques résultats au début, mais durent rentrer sans avoir accompli leur mission. Le gouverneur Declaye, qui était adjudant écrivain de place avant la Révolution, était devenu général de brigade sans avoir

combattu, par la grâce des commissaires du pouvoir exécutif ; il avait la confiance du club de Cambrai pour son *civisme brûlant* ; la place fut sommée de se rendre le 8 août et Declaye répondit « qu'il savait se battre et non se rendre », réplique qui le fit passer pour un Spartiate : les Impériaux disparurent trois jours après.

Le 12, Declaye sortait donc avec 2 500 hommes et renforçait sa troupe de 1 300 hommes pris à Bouchain. La vue de quelques escadrons autrichiens suffit à Declaye pour commander la retraite ; aussitôt, la cavalerie impériale chargea les républicains, dont les cavaliers s'enfuirent bride abattue, avec le général épouvanté qui arrive à Bouchain suivi de quelques cavaliers. L'infanterie montra plus de sang-froid, mais ses carrés furent enfoncés et les nationaux massacrés : il avait suffi de 2 000 cavaliers impériaux pour anéantir 5 000 Français : 2 000 étaient égorgés, 2 000 prisonniers, et le reste en fuite ; les vainqueurs prenaient 20 canons, 3 000 fusils, 3 drapeaux, et ne perdaient que 69 hommes. La lâcheté de Declaye était parfaitement établie par tous les témoignages concordants des garnisons de Cambrai et de Bouchain ; mais il avait à son actif de nombreuses dénonciations ; il fut arrêté et envoyé à Paris ; il garda son grade et présida aux mitrailleuses de Lyon, qui lui valurent d'être nommé général de division.

Cette déplorable échauffourée démunissait à la fois Bouchain et Cambrai, dont la garnison se réduisait à quelques fuyards qui démoralisaient la population : le représentant Delbrel disait que leur prise n'aurait coûté qu'une sommation à l'envahisseur. Après avoir renforcé ces deux places, Houchard aurait pu rassembler ses forces et reprendre l'offensive avec 60 000 à 80 000 hommes dont le succès de Hondtschoote et de Menin avaient exalté le moral. Les Anglais et les Hollandais étaient hors de cause, il fallait agir contre les Autrichiens. Houchard, au contraire, renonçant à utiliser son immense supériorité numérique, concentra 40 000 hommes derrière la Scarpe au camp de Gaverelle, couvrant Arras, et à portée d'agir vers Cambrai ou Bouchain. Cette reculade soulevait partout le mécontentement et l'irritation ; les représentants et les commissaires se rendaient compte des graves lacunes de l'organisation militaire et en tenaient pour responsable le commandement, au lieu de se frapper la poitrine. Car s'il était parfaitement vrai que les ordres étaient mal exécutés, n'est-ce pas parce qu'ils avaient sapé eux-mêmes l'autorité des généraux ? Si les chefs étaient insuffisants, n'est-ce pas parce qu'ils étaient choisis à cause de leurs manifestations de jacobinisme plutôt qu'en raison de leurs qualités militaires ? La désorganisation de l'armée du Nord ne venait-elle pas du départ de Custine, décapité sur leur dénonciation ?

Houchard, ses principaux officiers d'état-major et quatre généraux furent sus-

pendus et arrêtés. Leur procès fut conduit avec une mauvaise foi particulièrement odieuse ; la passion peut égarer les hommes, mais rien ne porte à penser que Houchard entretenait une correspondance suspecte avec les princes étrangers, comme l'avaient affirmé les représentants dans leurs rapports à la Convention : il s'agissait en réalité d'échanges de prisonniers, de protestations contre le massacre de blessés, de contestations au sujet de la capitulation de Mayence. Quelques-unes de ces lettres avaient été publiées par les journaux et les autres montrées aux représentants avant leur envoi. Barrère, toujours prompt à se prononcer, fit devant la Convention un récit imaginaire de la bataille de Hondtschoote ; Robespierre l'appuya et réédita au club des Jacobins ses attaques contre Houchard. Enfin, l'opinion fut travaillée comme pour le procès de Custine ; des villes de province, les clubs des Jacobins envoyaient des délégations à Paris pour réclamer le jugement du traître Houchard et l'épuration des états-majors.

Houchard fut transféré de la prison de l'Abbaye à la Conciergerie, où il rejoignit vingt-quatre généraux ! Il se défendit pied à pied devant le tribunal révolutionnaire, mais il était condamné d'avance. Le juge Dumas lui reprocha sa lâcheté. Alors il découvrit sa poitrine sillonnée de cicatrices : « Lisez ma réponse, » s'écria-t-il. On le fit taire. Il pleurait. Il n'entendit pas Fouquier-Tinville requérir contre lui la peine de mort « pour avoir pratiqué des manœuvres et intelligences avec les ennemis de la République, facilité leur entrée en France et favorisé les progrès de leurs armes. » Il monta sur l'échafaud en continuant à répéter le mot de Dumas : « Ce misérable ! Il m'a traité de lâche ! » Il est douteux que les accusateurs et les juges de Houchard aient cru à sa trahison. Aux armées, personne n'y ajouta foi. Son exécution causa une impression profonde, une inquiétude générale, qu'exprime bien ce mot d'un officier : « Jusqu'à cette époque, la faulx révolutionnaire n'avait massacré que des têtes titrées. Dès lors, chacun craint d'avoir son tour et nous avons souvent entendu répéter ce qu'aurait dit Houchard en allant à la mort : *Battez-vous donc pour ces bougres-là qui vous guillotinent !* »

JOURDAN Sur la proposition de Carnot, qui l'avait admiré à Hondtschoote, Jourdan prit le commandement de l'armée du Nord dès le départ de Houchard pour Paris. Mais déjà Cobourg passait la Sambre le 28 septembre, et rejetait dans Maubeuge les détachements de la garnison. Des tentatives de sortie échouaient les 6 et 7 octobre ; la garnison de 20 000 hommes, trop importante pour la place, était réduite au quart de ration dès le 8 ; elle était aux abois le 15.

Des renforts ont porté l'armée de Cobourg à 80 000 hommes, qu'il consacre

en presque totalité au siège de Maubeuge ; 30 000 hommes sous Clerfayt couvrent le siège, fortement retranchés, la droite à la Sambre, la gauche à la Solre, sur une ligne de collines et de bois, avec des redoutes couvertes par des abatis ; un corps est en retrait à gauche ; un autre, vers Beaumont, surveille Philippeville. La position de Cobourg paraît inexpugnable, et on se répète ce mot : « Les Français sont de fiers républicains ; mais s'ils me chassent d'ici, je me fais républicain moi-même. »

Jourdan a concentré 50 000 hommes entre l'Oise et la Grande Helpe ; des forces égales couvrent la frontière. Carnot l'a rejoint le 7 à Guise. Le 14, il prend le contact et place son quartier général à Avesnes. Carnot lui prescrit d'attaquer par les deux ailes, et, quand le combat sera suffisamment engagé, le centre se portera en avant et marchera sur Maubeuge en bousculant le centre ennemi. Il faut remarquer d'abord que la formule de l'attaque en masse, rappelée constamment, n'est pas suffisamment comprise : puisque Cobourg a rassemblé toute l'armée autrichienne devant Maubeuge et qu'il ne reste plus dans le Nord que les Anglais du duc d'York dont les intentions sont peu agressives, il suffirait d'y laisser en observation une vingtaine de mille hommes ; puis, le plan de Carnot prépare une attaque de front sans manœuvre, et le déclanchement successif des attaques les fait dépendre l'une de l'autre, en sorte que si l'une échoue, la journée est compromise par la difficulté de monter sur-le-champ une manœuvre non préparée. Quant à Cobourg, qui a près de 80 000 hommes sur le champ de bataille, il en laisse près de 50 000 devant Maubeuge et il va livrer bataille avec 30 000 hommes seulement contre 50 000, alors qu'en ne laissant devant la place qu'un petit corps d'observation il pourrait avoir la supériorité numérique. En outre, il s'est placé sur un front de 15 kilomètres, beaucoup trop étendu, et il n'a pas gardé de réserve.

La bataille s'engage le 15 octobre à neuf heures du matin, par une attaque des deux ailes françaises ; à gauche, après la prise de deux villages, l'une des colonnes est rejetée dans un ravin par la cavalerie autrichienne ; elle s'y reforme, mais ne peut en déboucher. La progression est assez bonne à droite. Aussi, à midi, les représentants prescrivent l'attaque du centre sur Dourlers, que Jourdan trouve prématurée. Le village de Dourlers est enlevé par la division Balland, mais en débouchant des ravins où s'étend cette localité, cette division est accueillie par un feu d'artillerie qui l'arrête, pendant qu'elle est chargée de flanc. Jourdan, par deux fois, se met à sa tête ; deux fois elle est repoussée, avec une perte de 1 500 hommes, seul résultat de la journée.

Carnot prend alors la décision d'attaquer la gauche ennemie après avoir ren-

forcé la droite française en prélevant des unités sur la gauche et sur le centre. Même il place des unités en échelon offensif sur la rive droite de la Solre, débordant la ligne ennemie, innovation d'autant plus hardie qu'en cas d'échec ou de contre-attaque ennemie sur sa gauche, il perdait sa ligne de communication avec Avesnes et qu'il devait improviser une nouvelle ligne de communication sur Hirson ou sur Rocroy. Le mouvement des troupes françaises eut lieu pendant la nuit et dans la matinée ; un épais brouillard cachait la mise en place ; une forte canonnade et quelques démonstrations fixaient vers sa droite l'attention de l'ennemi qui n'avait pas bougé et s'attendait à la reprise de l'action sur le même terrain. Cependant trois colonnes montaient à l'assaut de Wattignies. Par deux fois elles sont repoussées. Alors Jourdan et Carnot prennent la tête des troupes et enlèvent le village. Mais le débouché, guetté par l'ennemi, est arrêté par une charge de cavalerie et par l'entrée en ligne des réserves autrichiennes. Une brigade plie, dont le chef eut un instant de défaillance. De nouveau, le général commandant l'armée et les représentants se portent en tête des colonnes, rallient les jeunes soldats et les ramènent au combat. Des batteries ouvrent le feu sur la cavalerie ennemie, le centre autrichien lâche pied, et toute la ligne se replie vers le Nord.

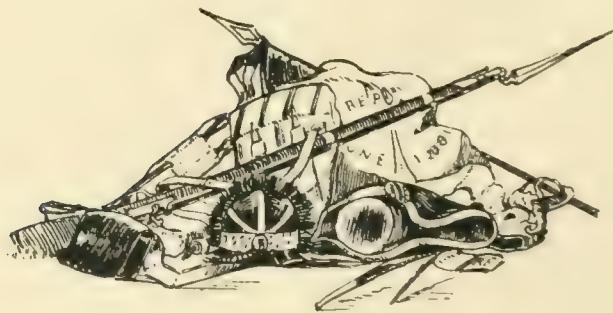
La gauche et le centre français avaient rempli leur mission et maintenu devant eux la ligne ennemie, par leurs feux et leurs démonstrations. Mais la droite avait été assaillie par les deux corps autrichiens, l'un venant de Beaumont par Coursolre, et l'autre de Ferrière. Sur ce terrain aussi il y eut quelque désordre et un fâcheux repli : mais les feux et la marche en avant du centre français rétablirent la situation. Craignant d'être coupés de leurs gros, les corps autrichiens battirent en retraite ; pendant la nuit, ils repassèrent la Sambre sans être inquiétés. Jourdan et Carnot entrèrent dans Maubeuge, dont la garnison n'avait pas bougé ; sans doute les privations l'avaient fort éprouvée et l'absence de toute nouvelle l'empêchait de se préparer à l'action à une date précise. Mais pendant la bataille de deux jours elle pouvait marcher au canon et inquiéter les derrières de l'ennemi ; en tout cas, après la bataille, la levée du siège aurait dû être gênée, et le départ de son matériel rendu très difficile. Le général Chancel, commandant en second la place, fut arrêté, condamné et décapité, mais on ignore quelle fut sa responsabilité dans cette inaction.

Cette journée coûtait 3 000 hommes aux Français et le double aux Impériaux ; une fois de plus le sort était conjuré et la victoire revenait aux drapeaux de la République. Sans doute, il y avait eu au cours de l'action des défaillances momentanées, mais elles avaient été réparées et l'attitude du général en chef et des représentants,

conduisant la charge des carmagnoles, le chapeau à la pointe de leur sabre, fut vite populaire et le reste encore.

Après la bataille, Cobourg se rassembla au nord de Maubeuge et appela à lui le duc d'York. Il avait la supériorité numérique et ses troupes gardaient tout leur moral. Jourdan ne pouvait songer à l'attaquer. Il prescrivit alors une série d'offensives partielles sur toute la frontière des Flandres et enleva tous les cantonnements ennemis depuis Arleux jusqu'à Bailleul. Mais le duc d'York, par une contre-offensive heureuse, reprit ses positions, et 4 000 hommes restés à Marchiennes furent enlevés. L'extrême gauche ne put déboucher de Nieuport ni la droite passer la Sambre : les troupes françaises dans le plus grand dénuement paraissaient incapables d'un effort. En novembre les deux partis prirent leurs quartiers d'hiver.

La Convention avait prescrit à Jourdan de rejeter l'ennemi hors du territoire national et de pénétrer en Belgique. Sa courte campagne causait la même déception que celle de Houchard : une victoire sans lendemain. Appelé à Paris, il y fut maintenu et remplacé dans le commandement de son armée par Ferrand, dix-septième titulaire du ministère depuis vingt mois.





CHAPITRE III

LA DÉFENSE DE LA FRONTIÈRE D'ALSACE

MARS 1793-FÉVRIER 1794

Les revers (mai-octobre 1793). — L'Alsace délivrée (novembre 1793-janvier 1794).



COUPÉ de Mayence et rejeté sur Landau à la fin de mars 1793, Custine avait essayé de réorganiser ses troupes et de les discipliner. « On ne peut espérer de succès qu'avec des troupes exercées, » répondit-il aux commissaires qui le pressaient de débloquer Mayence. Nommé au commandement de l'armée du Nord et de l'armée des Ardennes, le général « Moustache » voulut, avant de quitter celle du Rhin et de la Moselle, frapper un coup retentissant, d'où le 1^{er} juin l'échauffourée de Rulzheim ; mais sa tentative pour enlever un détachement autrichien échoua par la mollesse de ses subordonnés et se termina par la débandade de quelques bataillons non instruits.

Kilmaine, qui commandait à Sedan un corps de 8 500 hommes sous le nom d'armée des Ardennes, avait le projet de menacer les derrières des Impériaux qui bloquaient Valenciennes. Houchard, qui commandait l'armée de la Moselle, lui envoya 10 500 hommes sous Delaage pour marcher sur Arlon ; une première attaque menée mollement échoua ; mais 2 000 hommes partis de Montmédy obtinrent un beau succès le 9 juin. Après avoir repris Arlon, l'expédition battit en retraite.

La délivrance de Mayence assiégée par le roi de Prusse en personne avait été assignée comme but à l'armée du Rhin commandée par Beauharnais avec

60 000 hommes et à l'armée de la Moselle commandée par Houchard avec 40 000 hommes. Les troupes pleines d'enthousiasme marchent au cri de : « Mayence ou la mort. » Beauharnais aurait pu profiter de cet élan et de sa supériorité numérique, mais il aurait fallu de la rapidité et de la décision ; ancien député à la Constituante qu'il avait présidée, il était plus politique que militaire ; il perdit du temps, laissa se refroidir l'enthousiasme, et apprit la reddition de Mayence sans avoir rien fait. Houchard, nommé, comme nous l'avons dit, au commandement de l'armée du Nord, est remplacé par Schauenburg, après le refus de Ferrier.

Les deux armées françaises sont dispersées de la Sarre au Rhin, sur un front immense. Les Vosges les séparent ; des prélèvements pour l'armée du Nord les ont affaiblies et elles sont désorganisées par les départs des officiers nobles que les commissaires du pouvoir exécutif, envoyés par Bouchotte, poursuivent de leurs dénonciations. Mais elles sont sauvées par le conflit qui s'élève entre les Autrichiens et les Prussiens. L'empire d'Autriche, en effet, ne poursuit d'autre but que l'annexion de l'Alsace, enlevée à l'Empire par Louis XIV, et de la Lorraine qui avait été une possession des Habsbourg. Le roi de Prusse, qui était déjà son rival dans le partage de la Pologne, ne voyait aucune raison pour favoriser l'agrandissement de l'Autriche. L'ambition prussienne sauvait les armées de la République.

Wurmser, qui commandait l'armée autrichienne, était un gentilhomme alsacien passé au service de l'Autriche en 1762 ; ce vieux reître de soixante-neuf ans restait plein d'ardeur. Son armée est excellente ; le soldat autrichien est discipliné, sobre, brave ; les cadres inférieurs sont dévoués et assez instruits. Le 20 août, Wurmser attaquait l'armée du Rhin établie en avant de la forêt de Bienwald. La lutte dura cinq jours et, malgré une belle résistance qui les épuisa, les Français furent rejetés sur la Lauter ; mais les Autrichiens, manquant à leur droite de l'appui des Prussiens, s'arrêtèrent. Cet échec enlevait à Beauharnais, ci-devant noble, la confiance de ses troupes. Il offrait d'ailleurs sa démission depuis trois semaines : les représentants l'acceptèrent et il fut remplacé par Landremont qui avait des opinions révolutionnaires. Celui-ci essaya de prendre l'offensive de toutes parts. Les tentatives pour reprendre le Bienwald échouèrent ; les essais pour passer le Rhin eurent le même sort.

D'autre part, Wurmser reprend pour son compte le projet de séparer les deux armées françaises en attaquant à leur point de jonction ; une série de combats s'engage du 11 au 14 septembre, qui se terminent par la retraite des Autrichiens. Landremont à son tour attaque vainement la gauche autrichienne. Mais l'armée de la Moselle sous Moreau a attaqué Pirmasens dans des conditions déplorables, sans

reconnaissance préalable et en entassant ses trois colonnes sans pouvoir les déployer ; cette affaire bien commencée se terminait par un recul très sensible avec une perte de 2 000 hommes. La gauche de Landremont était découverte et il songeait à battre en retraite quand il fut destitué et remplacé par le chef d'escadrons Carlenc, nommé général de brigade, puis de division, et d'ailleurs parfaitement incapable.

Carlenc organise les lignes de Wissembourg, ensemble disparate de redoutes incomplètes, de batteries, de flèches, qui avaient le grand inconvénient d'être placées devant la forêt de Bienwald où l'ennemi pouvait faire tous ses préparatifs d'attaque.



PIÈCE EN BATTERIE

Les généraux n'avaient pu y pratiquer de voies d'accès pour manœuvrer l'artillerie : les représentants s'y étaient opposés parce qu'elles eussent pu servir à la retraite, qu'il était interdit de prévoir ; le 13 octobre ce fut une véritable déroute ; presque toute l'artillerie resta aux mains de l'ennemi. Comment remporter la victoire lorsque au début de l'action un général en est à prendre l'avis de son commissaire des guerres Martellière, et, sur son refus de répondre, le somme au nom de la loi de lui dire ce qu'il faut faire ? Un autre général envoie un courrier au club des Jacobins de Strasbourg pour lui demander sur quel point il doit battre en retraite.

L'armée du Rhin était exaspérée d'avoir évacué des lignes qu'elle considérait, à tort d'ailleurs, comme imprenables. Rendus, assez justement, responsables de la défaite, les représentants furent hués plusieurs fois. Ruamps, le principal d'entre eux, fut assailli et dut se réfugier dans la division de Férey : « Il s'hu-

manisa à un tel point, dit Saint-Cyr, qu'il finit par nous paraître un bon homme. »

La ruine de la discipline avait amené la débandade ; 6 000 hommes, criant à la trahison des généraux, avaient fui jusqu'à Strasbourg. Beaucoup avaient déserté. Plus d'appels, plus d'exercice et, pour certains, plus de combats. Aussi Wurmser occupait Wissembourg et Haguenau, y arborait des poteaux portant l'aigle autrichienne au lieu des fleurs de lis. Il s'avança jusque sous les murs de Strasbourg, tout surpris de l'accueil glacial de la population.

Brunswick vint complimenter « le vainqueur de la Lauter », mais il refusait d'attaquer Sarrelouis. « Il n'y a rien à espérer des Prussiens », disait Wurmser. Et, malgré Brunswick qui jugeait ses positions beaucoup trop avancées, il fixa ses cantonnements sur la Moder, couverts par des avant-postes placés sur la Zorn.

L'ALSACE DÉLIVRÉE Schauenburg, Delaunay, puis Hoche commandèrent successivement l'armée de la Moselle ; à l'armée du Rhin, Carlenc fut remplacé par Pichegru. D'origine plébéienne, Hoche et Pichegru venaient des cadres subalternes de l'ancienne armée ; tous deux ambitieux et avides de commandement, ils sont peu instruits et inexpérimentés ; tous deux professent des sentiments révolutionnaires, mais ils sont très différents par leurs facultés et par leur caractère, autant que par leur rôle dans les premières campagnes.

Hoche arrive de Dunkerque, où il a joué un rôle capital dans la défense, après s'être battu en Belgique en 1792 et 1793. Pichegru vient de l'arrière et n'a pas encore vu le feu ; élu lieutenant-colonel par un bataillon de volontaires qui passait à Besançon où il présidait un club, il a été en deux jours nommé général de brigade et général de division par Bouchotte, sur la seule recommandation d'un camarade bien placé ; c'est un caractère froid, renfermé, calculateur, qui, parce qu'il se taisait, passait pour un homme de guerre prudent et réfléchi. Hoche, tout en dehors, montrait l'assurance et l'ardeur de la jeunesse, avec une incomparable chaleur de cœur, car par deux fois il a été arrêté à cause de son attachement à son ancien général, Le Veneur ; il est sans cesse à l'avant-garde et y déploie cette bravoure gaie qui se communique si facilement au soldat français. Pichegru quitte rarement son quartier général qu'il place assez loin des premières lignes. Hoche a soif de l'action ; Pichegru se réserve. Tous deux ont pour but de débloquer Landau, vrai moyen de sauver l'Alsace ; mais ils restent indépendants l'un de l'autre et entendent agir séparément.

L'échec de Wissembourg n'eut pas seulement pour conséquence des changements dans le commandement des armées ; le Comité avait envoyé Saint-Just et Lebas à

l'armée du Rhin en mission extraordinaire à fin d'enquête, avec toute latitude de prendre les mesures exceptionnelles que commanderait le salut public. Ils virent du premier coup d'œil que les revers venaient du « défaut d'ordre et de discipline », ainsi que de la « mauvaise conduite des chefs ». Pour rétablir la discipline, ils employèrent tous les moyens que la Terreur mettait à leur disposition ; ils appliquèrent aux poltrons et aux pillards le même châtiment qu'aux partisans de l'ennemi : la peine de mort ; ils interdirent aux militaires de fréquenter les clubs et même d'entrer dans les villes ; s'ils s'y introduisaient subrepticement, ils étaient passés par les armes. Les officiers étaient traités encore plus sévèrement que les soldats. Des réquisitions sur la population civile procurèrent des manteaux et des chaussures aux combattants, des lits aux malades.

Saint-Just et Lebas n'avaient à la bouche que le mot de discipline et l'armée leur était reconnaissante de l'avoir sauvée de l'affreux désordre où elle était plongée. Saint-Just parlait un langage d'un laconisme sinistre et puissant, qui brûlait parfois d'un enthousiasme communicatif : « Méprisez l'ennemi que vous avez devant vous. Il ne vous a pas vaincus, il vous a trahis. De faux déserteurs vous ont tendus les bras ; vous les avez embrassés ; on n'embrasse pas les tyrans, on les tue. Soyez donc sur vos gardes. Aimez la discipline qui fait vaincre. Exercez-vous au manie-ment des armes, demeurez dans vos camps et préparez-vous à vaincre à votre tour. » Et à un parlementaire : « La République française ne reçoit de ses ennemis et ne leur envoie que du plomb. » Fatigués d'être continuellement flagornés, les soldats admiraient les nouveaux commissaires autant qu'ils méprisaient les anciens.

Hoche, qui a pris son commandement le 31 octobre, une semaine après l'arrivée de Saint-Just et Lebas à Strasbourg, trouve à l'armée de la Moselle la même désorganisation qui sévit à l'armée du Rhin ; il combat l'indiscipline avant même que les représentants soient accrédités auprès de son armée ; il a reçu quelques renforts et dispose de 40 000 hommes, qu'il réorganise sommairement, et il se met en marche pour débloquer Landau. Mais, au lieu d'agir en liaison avec Pichegru ou tout au moins de prendre des dispositions qui permettent une action commune, c'est la droite prussienne qu'il prend comme direction dans l'intention de la tourner. Le début de l'opération coïncide avec la retraite de Brunswick qui va prendre ses quartiers d'hiver, en sorte que les Français paraissent refouler les Impériaux.

Brunswick s'établit avec 20 000 hommes à Kaiserslautern, nœud des routes entre la Moselle et le Rhin, dans une position très forte. Hoche dispose d'environ 33 000 hommes. Le 28 novembre il tâte vainement l'aile droite ennemie ; le 29, il attaque son centre sans succès ; le 30, il échoue devant les deux ailes ; il manque de

munitions et il a perdu deux mille hommes : il donne le signal de la retraite, qui s'opère dans un ordre parfait. Il a usé ses forces en attaquant de front et succes-



HOCHÉ (D'après une étude attribuée à Gros).

sivement des positions retranchées ; il aurait pu utiliser sa supériorité numérique par une manœuvre sur l'aile gauche de Brunswick qui l'eût coupé de Landau ; heureusement pour lui, les Prussiens sont très dispersés et les trois journées de bataille les ont épuisés à tel point qu'ils ne peuvent poursuivre. Cette opération montre la valeur croissante des troupes, leur cohésion qui résiste à l'épreuve d'un échec réitéré. Elle est pour Hoche un enseignement capital dont il tire profit immédiatement.

Il a compris qu'il avait eu tort d'opérer isolément. Dès le 1^{er} décembre il écrit à Pichegru : « Pour réussir, nous

devons nous réunir », et il lui annonce qu'il va se rabattre sur la gauche de l'armée du Rhin devant les Impériaux.

Les Autrichiens sont harassés par l'armée du Rhin : ce sont des attaques de front continuelles, acharnées, de petits succès chèrement payés qui les épuisent ; Wurmser recule très lentement en refaisant un pas en avant pour deux en arrière, mais il recule, tout en pestant contre les enragés, *les fous furieux* qui perdent trois fois plus d'hommes que lui, et qui continuent à avancer. C'est à ce moment,

le 22 décembre, que Hoche débouche sur la droite autrichienne et enlève Nehrviller et Fröeschviller.

Les représentants en mission nomment alors Hoche général en chef des deux armées qui vont opérer côte à côte avec le même objectif. Saint-Just et Lebas auraient voulu réserver ce commandement à leur protégé, Pichegru, mais ils se sont laissé devancer. Malgré leur mauvaise humeur et celle de Pichegru, Hoche donne des ordres sur-le-champ, après avoir offert de se placer sous l'autorité de son rival. Hoche s'est débarrassé des généraux incapables et il a donné le commandement de ses colonnes à des officiers en qui il a confiance, des chefs de brigade ou de bataillon comme Championnet, Grenier, Jacopin et même au capitaine Soult. Il veille lui-même à l'approvisionnement en munitions. Il attaque de front selon la formule de l'époque, mais il a massé ses forces en face du Geisberg, qui domine le champ de bataille, et il a préparé ainsi le mouvement qui lui a assuré la victoire. Il remonte le moral de tous, généraux et soldats, et parcourt les bivouacs où on l'acclame en criant : « Landau ou la mort », et dans la nuit, en attendant le lever du soleil, le généralissime de vingt-cinq ans écrit : « Les voilà revenus, ces transports que nous avons vus éclater autrefois en présence de l'ennemi. Le découragement et l'épouvante ont fui loin de nous ; je ne suis entouré que de braves gens qui marchent à l'ennemi sans rompre d'une semelle. Auprès des feux allumés sur toute la ligne, j'ai surpris dans tous les groupes la témérité et l'audace qui annoncent la victoire. Pas un murmure contre ce vent si froid qui souffle avec violence, pas un regret pour ces tentes qu'un des premiers j'ai fait supprimer... Oui, Landau sera libre avec des soldats si bien préparés, une autorité aujourd'hui sans entraves et l'appui des représentants ; je dois vaincre ou mourir : je suis à la veille du plus beau ou du dernier de mes jours. »

La bataille commença le 26 décembre par une canonnade d'une intensité qui parut formidable ; les divisions françaises s'ébranlèrent avec ensemble et Wurmser, forcé de combattre après avoir par deux fois voulu battre en retraite, fut amené après beaucoup d'évolutions à se concentrer sur le Geisberg comme Hoche l'avait prévu. Contre toute attente, un combat de cavalerie assez vif tourna contre les Impériaux et le vieux hussard faillit être pris.

Au chant de la *Marseillaise*, l'infanterie aborde alors en tirailleurs toute la première ligne autrichienne. A droite, les Impériaux sont acculés au fort Saint-Rémy et à Altenstadt ; au centre les carmagnoles bousculent la première ligne, puis la seconde ; quelques bataillons défendent le sommet jusqu'à dix heures du soir, mais les Autrichiens lâchent pied partout ailleurs, s'entassant au bord de la Lauter. Dona-

dieu, qui commandait la cavalerie, reçut l'ordre de charger, mais perdit son sang-froid et ses hésitations sauvèrent la foule des fuyards ; les Impériaux repassent le Rhin à Philippsbourg. Les Prussiens, pris à revers par Gouvion Saint-Cyr, que Hoche avait envoyé tourner leur gauche dès le 26 décembre, furent obligés de se replier sur Oppenheim : leur retraite s'opéra en bon ordre.

L'Alsace et Landau délivrés, Hoche s'empara de Germersheim, qui lui donnait la ligne de la Queich, et fit son entrée dans Spire. Sa querelle avec Pichegru s'envenimait, et Saint-Just s'efforçait de démontrer contre toute évidence que c'était son client qui avait gagné les batailles de Fröeschviller et du Geisberg. Enfin le Comité fit remplacer celui-ci par Michaud, qui s'était montré bon divisionnaire pendant la dernière campagne, et l'envoya remplacer Jourdan à l'armée du Nord. Mais l'armée du Rhin échappa à Hoche et redevint indépendante.

Michaud devait attaquer Mannheim, Fort-Louis et Kehl ; il se présenta devant Fort-Louis au moment où les Autrichiens en faisaient sauter les remparts après l'avoir évacué. Son armée, manquant de tout, était hors d'état de continuer les opérations ; il obtint l'autorisation de prendre ses cantonnements.

Hoche reçut l'ordre de marcher sur Trèves ; il fit en vain observer que son armée était incapable de mener une campagne d'hiver par des chemins impraticables aux voitures, qu'il manquait de vivres et que l'armée du Rhin, dont l'action simultanée était indispensable à sa marche, avait pris ses cantonnements. Carnot l'enjoignit de « poursuivre l'ennemi jusqu'à entière destruction ».

Hoche se mit en marche ; son gros attaquait Saint-Wendel et son avant-garde Birkenfeld, bien que la saison se fît plus rigoureuse. C'était trop demander aux troupes si récemment réorganisées, qui croyaient avoir bien gagné un repos devenu indispensable. L'indiscipline et la désertion renaissaient. Chefs et soldats étaient à la limite de leurs forces. Carnot comprit que l'expédition sur Trèves se présentait dans de mauvaises conditions et permit à l'armée de la Moselle de prendre ses cantonnements comme celle du Rhin.

Mais le ministre Bouchotte et le Comité de Salut public, où Saint-Just était revenu, étaient également montés contre Hoche. Bouchotte et Carnot ne lui pardonnaient pas d'avoir laissé échapper un succès certain sur Trèves, et de n'avoir pas tiré d'importantes ressources en pressurant le Palatinat. Au début de l'occupation, Hoche avait obéi aux instructions du Comité et commencé l'évacuation des objets précieux et des vivres ; mais les représentants chargés de ce soin ne disposaient que d'un personnel subalterne qui se livra à un pillage éhonté ; les *commissaires à grippe* devinrent de véritables brigands. Constatant la misère des popula-

tions, Hoche arrêta ces mesures odieuses qui donnaient prétexte à tous les abus et démoralisaient l'armée. Il craignit de *nationaliser la guerre* et s'écriait : « Doit-on arracher à la mère la farine destinée à nourrir l'enfant ? Le cœur humain se soulève du récit de ce qu'ont fait les commissaires. Le tableau des plus horribles combats n'est point aussi déchirant. »

Hoche n'était plus le vaincu de Kaiserslautern auquel on pouvait pardonner : il était le libérateur de l'Alsace. Saint-Just, venimeux et froidement rancunier, ne cessait d'entretenir le Comité de son caractère entier et impérieux qui n'admettait aucune autorité ; il l'opposait à Pichegru, d'une modestie toute républicaine et d'un civisme confirmé, à Pichegru qui allait comploter avec l'étranger la défaite de son armée moyennant un million et le château de Chambord, à Pichegru, général médiocre et qui, plus tard, devait trahir son pays.

Envoyé à l'armée d'Italie, Hoche fut arrêté à Nice et dirigé sur Paris sous bonne escorte. Le Comité avait « la preuve que ce général était un traître », disait la dépêche adressée aux représentants chargés de procéder à son arrestation. Conduit à la prison des Carmes le 11 avril, puis à la Conciergerie, Hoche ne fut sauvé que par le 9 Thermidor.





LAZARE CARNOT
Président du Directoire Exécutif, An IV
d'après B. H. L.



CHAPITRE IV

LA CONQUÊTE DES FRONTIÈRES NATIONALES (1794-1795)

La deuxième conquête de la Belgique (avril-juillet 1794). — Fleurus. — La Roer. Mayence.



EN arrêtant le plan de campagne pour 1794 au nom du Comité de Salut public, Carnot prescrit une attitude offensive sur tout le front, du Rhin à la mer, mais il réservait le rôle décisif à l'armée du Nord portée à 165 000 hommes sous Pichegru. L'armée des Ardennes avec 40 000 lui est subordonnée ; c'est l'aile droite de Pichegru. L'armée de la Moselle où Jourdan a remplacé Hoche est de 60 000 hommes ; lié à l'armée du Rhin avec Michaud, qui n'a que 37 000 hommes, ce groupement doit être plus menaçant qu'agressif.

Pichegru doit d'abord attaquer Ypres, où Carnot voit la clef des Flandres maritimes ; il pense qu'il est essentiel d'assurer avant tout la sécurité du flanc gauche. En même temps l'armée des Ardennes, renforcée par celle du Nord et par celle de la Moselle, agira entre Sambre et Meuse, puis sur Charleroi et Liège. De ces deux actions c'est la seconde qui va devenir la principale,

parce qu'elle pénètre au cœur de la Belgique et menace les communications de l'adversaire.

Pendant que Pichegru se prépare à attaquer par les deux ailes, en gardant la défensive sur son centre, Cobourg prend le premier l'offensive au centre avec 100 000 hommes et refuse les deux ailes ; il marche sur Cambrai, Landrecies et Avesnes, couvert à droite par Clerfayt et à gauche par Kaunitz ; il menace la haute vallée de l'Oise. Chapuis, sorti de Cambrai avec 28 000 hommes, est complètement battu et fait prisonnier le 28 avril ; Landrecies capitule le 30 avril. L'armée de Pichegru est coupée en deux ; un ennemi un peu actif serait en position de battre successivement ses deux tronçons. C'est au contraire Pichegru qui attaque Clerfayt et celui-ci, battu à Mouscron, perd Menin et bat en retraite. Abandonnant aussitôt la direction de l'Oise, Cobourg marche au secours de son lieutenant et disperse ses forces en six colonnes qui se font battre successivement les 17 et 18 mai : c'est la bataille de Tourcoing. Les détachements français ont opéré spontanément en l'absence de Pichegru qui s'était porté de sa personne à Cambrai. Quand le commandant d'armée revient, il ne sait pas profiter du succès et laisse quatre jours à l'ennemi pour se rallier ; le 23 mai, quand il attaque à Tournai, c'est une bataille sanglante et indécise qui se livre. Clerfayt essaye vainement de délivrer Ypres, vivement pressé par Pichegru ; malgré de rudes efforts, il est battu le 13 juin à Hooglède et Ypres capitule quatre jours après.

FLEURUS Sur la Sambre, les 30 000 hommes de Kaunitz, renforcés par les 20 000 hommes du prince d'Orange, avaient devant eux l'aile droite de l'armée du Nord et l'armée des Ardennes, au total 60 000 hommes. Par quatre fois dans le courant de mai les Français franchissent la rivière, et, par quatre fois, ils sont rejetés sur la rive droite avec des pertes assez importantes en hommes, en canons et en matériel. Les généraux voulaient attendre l'armée de Jourdan et une préparation complète, mais Saint-Just est là qui ordonne : « Il faut demain une victoire à la République ; choisissez entre un siège et une bataille. »

Mais voici Jourdan qui arrive sur la Sambre avec 45 000 hommes de l'armée de la Moselle. Carnot, en effet, a compris que là va se décider le sort de la campagne, peut-être celui de la guerre. Il indique le point décisif en y portant toutes ses troupes disponibles et le meilleur général dont il dispose, puisque Hoche est en prison. Jourdan forme alors l'armée de Sambre-et-Meuse, dont l'aile droite (deux divisions) est commandée par Marceau et l'aile gauche (deux divisions) par Kléber, tandis qu'il garde personnellement le commandement du centre (quatre divisions).

Le 12 juin l'armée passe la Sambre et s'établit en demi-cercle autour de Charleroi, les deux ailes appuyées à la rivière pendant qu'une division investit la place ;



FLEURUS

il occupe ainsi 24 kilomètres de front avec 70 000 hommes. Le prince d'Orange, qui a remplacé Kaunitz, marche sur Charleroi en quatre colonnes : son plan est d'inquiéter la gauche française et d'attaquer le centre et l'aile droite. Mais Jourdan a sans doute compris que sa ligne de défense est trop étendue et risque d'être percée.

Il se décide, lui aussi, à attaquer, ce qui est la meilleure manière de se défendre, et porte son centre en avant.

Le 16 juin, dans le brouillard du matin, les colonnes des deux armées se rencontrent et la bataille s'engage. A droite Marceau plie, débordé, tandis qu'à gauche, au contraire, Kléber progresse. Jourdan l'appelle au secours de son centre qui a été arrêté et qui se reporte en avant, reprenant le village de Fleurus.

Mais, au centre, deux colonnes autrichiennes reprennent Fleurus et conjuguent leurs efforts qu'appuie une forte artillerie ; les Français ne peuvent supporter cette pression, reculent et repassent la Sambre sous la protection de Marceau. Le prince d'Orange croit avoir battu l'armée française, et, sans essayer de la poursuivre, il se retire sur Nivelles et Beaulieu-sur-Namur.

Cependant Jourdan repasse la Sambre dès le 18 et la garnison de Charleroi capitule le 25, au moment même où se fait entendre le canon de Cobourg accouru en toute hâte. Jourdan lui offre alors la bataille dans de bien meilleures conditions ; la prise de Charleroi a dégagé ses arrières et augmenté ses disponibilités ; elle lui permet de garder deux divisions en réserve avec sa cavalerie, l'une sous Kléber, l'autre sous Hatry. Il dispose de 80 000 hommes qui se sont retranchés, en partie, devant les 100 000 de Cobourg.

Dès l'aube du 26 juin, Cobourg attaque sur toute la ligne ; la gauche française est refoulée par le prince d'Orange de l'autre côté du bois de Monceau d'où elle a peine à empêcher l'ennemi de déboucher : l'intervention de Kléber sauve le pont de Marchiennes. Au centre, les Autrichiens gagnent aussi du terrain ; la droite française, après de très vifs combats, est rompue ; le brave Lefebvre se rallie avec peine pour former un crochet défensif. A midi, nous avons reculé sur toute la ligne.

Jourdan n'a pas perdu courage. Il se prodigue de toutes parts et les soldats qui se battent pour la sixième fois sur le même champ de bataille, s'écrient : « Pas de retraite aujourd'hui ! » Kléber s'engage à fond contre le prince d'Orange, dégage Marchiennes complètement, et le pousse en manœuvrant sur la ligne de retraite : au cours de la journée, le prince apprend la capitulation de Charleroi et se replie. Jourdan rétablit la situation au centre. A l'aile droite, Marceau rallie les fuyards, les reforme et seconde les efforts de Lefebvre que le reste de la division Hatry a renforcé. Vers sept heures la situation est renversée et les Français ont progressé sur toute la ligne. Cobourg bat en retraite sans que l'armée française, épuisée par cette bataille acharnée, puisse le poursuivre.

Les deux partis ont perdu chacun 5 000 à 6 000 hommes, mais les Français ont

fait prisonniers 3 000 Autrichiens. Cobourg avait mérité sa défaite par la mauvaise disposition de ses troupes, qui attaquent partout avec la même densité, sans réserve nulle part ; la forme semi-circulaire de la ligne française qui l'enveloppe lui est particulièrement défavorable ; en choisissant son point d'attaque vers le centre après avoir masqué la gauche française, il aurait eu la plus grande chance de percer et de prendre à revers les défenses de la droite, mais les Autrichiens étaient absolument incorrigibles. Quant à Jourdan, s'il a négligé de rallier quelques détachements et occupé une ligne encore trop étendue, il faut reconnaître l'heureuse innovation qui lui a fait constituer des réserves importantes dont il s'est servi très à propos ; il leur doit la victoire.

Cette victoire ouvrait la Belgique aux armées françaises. Elle eut, en Europe, un immense retentissement ; c'était le couronnement d'une longue campagne, âprement disputée, où les soldats français s'étaient surpassés. Manquant de tout ils restaient disciplinés et, dans l'ardeur de la lutte la plus violente, ils restaient humains et généreux. Ils avaient déjà refusé d'exécuter le décret qui ordonnait de mettre à mort les prisonniers anglais, sous prétexte de punir les forfaits de Pitt envers la France. Les officiers avaient prescrit de les laisser s'échapper : comme un sergent en amenait quelques-uns à un officier, celui-ci lui demanda : « Pourquoi les as-tu pris ? — Parce que ce sont autant de coups de fusil de moins à recevoir, répondit le sergent. — Oui, mais les représentants vont nous obliger à les fusiller. — Ce ne sera pas nous qui les fusillerons ; envoyez-les aux représentants, et puis, si ce sont des barbares, qu'ils les tuent et les mangent... » Quant aux émigrés pris à Fleurus parmi les Autrichiens, on les fit s'échapper dans la nuit ; plusieurs revinrent ensuite s'engager sous un faux nom dans les troupes républicaines.

LA ROER La bataille de Fleurus, toute brillante qu'elle fût, n'était pas décisive. L'armée alliée était battue, elle n'était pas détruite, et, après s'être ralliée une ou deux marches en arrière, elle pouvait manœuvrer, réunie entre les deux armées françaises. De son côté, Pichegru aurait pu rassembler toutes ses forces et se porter sur la Meuse, menaçant les communications de Cobourg qui eût été obligé de lui livrer bataille dans des conditions bien dangereuses. Mais, à cette époque, personne ne pensait à ces résultats foudroyants qui terminent une campagne en quelques semaines, parfois en une seule bataille. On ne peut donc reprocher à Carnot d'avoir prescrit à Pichegru de marcher le long de la côte, afin de s'emparer de tous les ports de la West-Flandre où devait s'embarquer un corps expéditionnaire chargé de révolutionner la Hollande : Bruges, Ostende, Nieuport,

Gand, tombèrent en son pouvoir et il donna la main par Bruxelles à l'armée de Sambre-et-Meuse qui, de son côté, avait atteint Liège et tenait la ligne de la Meuse.

A peine réunies, les deux armées se séparèrent : au lieu de profiter de la belle saison et de la vitesse acquise pour repousser les Impériaux jusqu'au Rhin, le Comité ordonne de suspendre les opérations jusqu'à la reprise des quatre places de Landrecies, le Quesnoy, Valenciennes et Condé. La Convention avait décrété que les garnisons ennemies des places françaises qui ne se rendraient pas vingt-quatre heures après avoir reçu la première sommation seraient passées au fil de l'épée. Intimidé, le commandant de Valenciennes se rendit. Le commandant de Condé répondit « qu'une nation n'avait pas le droit de décréter le déshonneur d'une autre », et, quand il dut capituler, il fit connaître qu'il n'avait pas communiqué la sommation à la garnison et qu'il restait seul responsable de la résistance. Le décret barbare dut être éludé quand Landrecies et le Quesnoy succombèrent. Mais cette reprise des places avait arrêté les opérations actives jusqu'au milieu de septembre.

Les coalisés s'étaient séparés dès la défaite, chacun tirant du côté de ses intérêts : le prince d'Orange et le duc d'York vers la Hollande, tous les Impériaux vers la Meuse. L'armée de Sambre-et-Meuse poursuivit les Impériaux dont Clerfayt a pris le commandement à la place de Cobourg. Jourdan dispose de 116 000 hommes et Clerfayt de 82 000. Le 12 septembre Jourdan prend l'offensive ; le 18 son aile droite bouscule la gauche ennemie à Spirmont et, le 2 novembre, la bataille de la Roer ou d'Aldenhoven où, sous Jourdan, cent mille nationaux combattent pour la première fois en bataille rangée, oblige Clerfayt à repasser le Rhin ; Maëstricht tombe et l'armée de Sambre-et-Meuse prend ses quartiers d'hiver sur le Rhin, d'Andernach à Wesel.

Les armées du Rhin et de la Moselle, diminuées des 45 000 hommes conduits par Jourdan à l'armée de Sambre-et-Meuse, avaient comme instruction de ne pas se disséminer et de garder une *défense active*. Les coalisés, qui ont des forces prépondérantes, attaquent en mai et remportent quelques succès sur des troupes trop disséminées ; Michaud se replie sur la Queich et Moreau rétablit l'armée de la Moselle sur Pirmasens, Hornbach, Bliescastel. Après deux échecs successifs, une série d'attaques heureuses permet à l'armée de la Moselle d'entrer à Trèves le 8 août et à Coblenz le 23 octobre. Les coalisés auraient voulu reprendre Trèves pour faire leur jonction avec Clerfayt encore sur la Meuse ; mais la bataille de l'Ourthe arrête le mouvement commencé. Toutefois ils reprennent Kaiserslautern et toutes leurs anciennes positions. Le 2 octobre la victoire de la Roer dégage toute la rive gauche du Rhin : les deux armées françaises se fondent pour former l'armée

du Rhin-et-Moselle, qui prend ses quartiers d'hiver et bloque Luxembourg et Mayence.

Cependant l'armée du Nord avait repris l'offensive le 10 septembre, Bois-le-Duc et Nimègue avaient été pris après des combats d'arrière-garde et Pichegru avait attendu, pour passer le Wahal, que la glace l'eût rendu franchissable. A partir du 10 janvier, l'hiver a supprimé tous les obstacles : la Hollande est ouverte.

Le prince d'Orange renonce à la résistance et s'embarque pour l'Angleterre. Les troupes françaises prennent possession des Provinces-Unies et quelques escadrons de hussards s'emparent de la flotte hollandaise, immobilisée dans les glaces du Texel.

MAYENCE Au printemps de 1795, la principale armée autrichienne sous Clerfayt borde le Rhin de la Ruhr au Neckar avec 97 000 hommes ; la seconde, sous Wurmser, s'étend du Neckar à Bâle avec 87 000 hommes.

Jourdan commande l'armée de Sambre-et-Meuse devant Clerfayt et Pichegru celle du Rhin-et-Moselle devant Wurmser, toutes deux de 95 000 hommes. Les deux adversaires sont ainsi dispersés en cordon en face l'un de l'autre, sur un front immense sans réserves : le succès attend celui des deux qui saura grouper ses forces et attaquer le centre de la ligne.

Par une singulière erreur, le Comité subordonne à Pichegru le vainqueur de Fleurus et d'Aldenhoven, et, néanmoins, il adopte le plan de Jourdan qui est l'inverse du bon sens. L'armée de Sambre-et-Meuse passera le Rhin à Dusseldorf pour venir achever le blocus de Mayence sur la rive droite ; l'armée du Rhin-et-Moselle devait franchir le fleuve à Huningue : la reddition inattendue de Manheim aurait permis à Pichegru de se réunir à Jourdan, mais il se contente de diriger sur la rive droite deux petites divisions, qui sont repoussées sur la rive gauche. Et Pichegru reste inerte, malgré les objurgations du Comité.

Clerfayt, certain de l'inaction de Pichegru qui est entré en pourparlers avec le prince de Condé, marche sur Jourdan qui se replie assez maladroitement, mais prolonge son mouvement jusqu'à Dusseldorf au lieu de garder le contact avec le corps du siège de Mayence : il repasse le Rhin et il se trouve ainsi très éloigné de Pichegru. Clerfayt fait suivre Jourdan par le prince de Wurtemberg qui prend position sur la Sieg avec 10 000 hommes, puis franchit brusquement le Rhin et bouscule les 30 000 Français qui assiégeaient Mayence : cette belle manœuvre le place entre les deux armées françaises. Il attaque sur la Pfimm Pichegru qui reste trop dispersé et qui bat en retraite jusqu'à la ligne de la Queich abandonnant Manheim et même

Kaiserslautern. Clerfayt appelle à lui Wurmser qui vient prendre position devant Pichegru ; il se porte sur la Moselle contre Jourdan qui a pris position entre la Moselle et la Nahe : l'armée de Sambre-et-Meuse risque d'être tournée. Les premières manœuvres la mettent dans une situation fort dangereuse quand, le 21 décembre, Clerfayt accorde un armistice général ; le général autrichien jugeait sans doute avantageux de prendre ses quartiers d'hiver sur la rive gauche du Rhin, doutant peut-être de pouvoir s'y maintenir si les hostilités se prolongeaient en hiver.

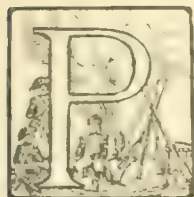




CHAPITRE V

LA CONVENTION ET LA GUERRE : CARNOT

Le Comité de Salut public. — Carnot. Son œuvre. Sa tactique. — Les généraux.



POUR tous les hommes de la Révolution française, la séparation des pouvoirs — l'exécutif, le législatif et le judiciaire — était un dogme que les constitutions de 1791 et de 1793 avaient sanctionné. Mais si Montesquieu gardait son ascendant sur les esprits, les circonstances — et surtout les revers des armées — amenèrent peu à peu, par à-coups successifs, une concentration de tous les pouvoirs, d'abord dans la Convention, puis dans le Comité de Salut public, et en dernier ressort dans un triumvirat que dominait souverainement Robespierre.

La Convention, qui ne devait se séparer qu'après avoir rédigé et fait approuver par le peuple la constitution de 1793, s'était prorogée et avait décrété que le gouvernement provisoire de la France serait *révolutionnaire* jusqu'à la paix. Les souvenirs de la République romaine évoquaient l'idée de la dictature, à laquelle on avait recouru dans toutes les époques de crise, jusqu'à quatre-vingt-huit fois en moins de cinq siècles. Rousseau avait écrit : « Dans le péril des États la volonté générale est que l'État ne périsse point » : alors « on nomme un chef suprême qui

fasse faire toutes les lois et suspende un moment l'autorité souveraine ». A cette époque les maximes philosophiques et les exemples historiques justifiaient tout.

Les douze membres du Comité s'étaient partagé l'expédition des affaires. D'abord les *triumvirs*, Robespierre, Couthon, Saint-Just, appelés aussi les *hommes de haute main*, qui dominèrent le Comité de Salut public en même temps que le Comité de Sûreté générale et la Convention par le Club des Jacobins, la Commune de Paris et le Tribunal révolutionnaire. Billaud-Varennes et Collot d'Herbois, les *hommes de sang*, les assistent et les éperonnent. Hérault de Séchelles reste leur complice jusqu'à ce qu'il devienne suspect et monte à l'échafaud avec Danton ; Prieur de la Marne est un des principaux émissaires dans les départements ; Barère, rapporteur à tout faire, enveloppe des mêmes fleurs panégyriques et réquisitoires : c'est *l'Anacréon de la guillotine*. Les *politiques* ont organisé la Terreur en suscitant la délation, les rivalités, les haines, le dogmatisme de la mort enveloppé de phraséologie humanitaire : la peur ne songe qu'à faire peur. Cependant l'État est en péril : c'est affaire aux *travailleurs* : Robert Lindet et Prieur de la Côte-d'Or veillent au ravitaillement des armées et de la nation, à l'armement des nouvelles levées ; Jean Bon Saint-André se consacre à la marine ; Carnot à la préparation et à la conduite de la guerre.

CARNOT Carnot a quarante ans. Officier du génie, il sort de l'excellente école de Mézières, où il a reçu les leçons de Bossut et de Monge. Il a publié de remarquables mémoires scientifiques et surtout un *Éloge de Vauban* qu'il a choisi pour maître. Il entre résolument dans le mouvement révolutionnaire, et c'est dans le parti avancé qu'il se range à l'Assemblée législative et à la Convention. Ses connaissances le désignent pour des missions aux armées et, en dernier lieu, il joue un rôle capital à Wattignies, dans le conseil d'abord où il soutient le moral de Jourdan qu'écrase le poids de ses responsabilités, puis sur le champ de bataille, où il arrache la victoire en chargeant à la tête des troupes. A son retour à Paris il entre au Comité de Salut public qui manquait d'hommes au courant des questions militaires : il est choisi en même temps que Prieur de la Côte-d'Or, officier du génie comme lui et son compatriote.

Robespierre subit ces deux hommes indispensables malgré ses préventions contre les officiers. Cambon l'a surpris dans le bureau militaire, penché sur les cartes et s'écriant avec dépit : « Je n'y comprendrai jamais rien ! » Et Prieur l'a entendu dire avec amertume à Carnot, qui venait de lui expliquer vainement les mouvements de l'armée du Rhin : « Tu es bien heureux... Que ne donnerais-je pas pour être militaire ! » A mesure que Robespierre entassait les crimes et Carnot les services, ils

s'exébraient l'un l'autre davantage : « Je m'étais mis, rapporte Carnot, en position de l'appeler tyran toutes les fois que je lui parlais. » Et Robespierre disait : « Si on le tolère au Comité, c'est qu'on a besoin de lui, mais, au premier revers de nos armées, sa tête tombera. » Il s'emporta jusqu'à dire à Carnot : « Je vous attends à la première défaite. »

Cette défaite, Prieur pensait avec quelque vraisemblance que Robespierre la souhaitait. C'est aux défaites qu'il avait dû chaque accroissement de sa puissance : le danger national autorisait le despotisme sanglant. A Barère, qui rédigeait les rapports militaires présentés à la Convention au nom du Comité de Salut public, Saint-Just reprochait, ainsi que Robespierre, « une emphase et une solennité fâcheuses, qui montent la tête des soldats... ». *Ne fais donc pas tant mousser la victoire*, lui criaient-ils.

Dès la fin de 1793, la patrie était sauvée : Hoche avait délivré l'Alsace et Jourdan les Flandres ; les Français tenaient la crête des Alpes et des Pyrénées ; Lyon et Toulon étaient repris et l'insurrection vendéenne écrasée au Mans et à Savenay. « Les victoires, dira Barère, s'acharnaient après Robespierre comme des furies ! » Et la Terreur faisait chaque jour des victimes plus nombreuses. En messidor, le soleil de Fleurus éclairait en même temps les gouvernants et les gouvernés. Puisqu'il fallait remplacer la crainte de l'ennemi par la peur de l'échafaud, de nouvelles fournées allaient s'abattre sur le Comité et parmi la Convention, quand les victimes désignées trouvèrent, dans l'instinct de conservation, la force de se délivrer, d'où le 9 Thermidor.

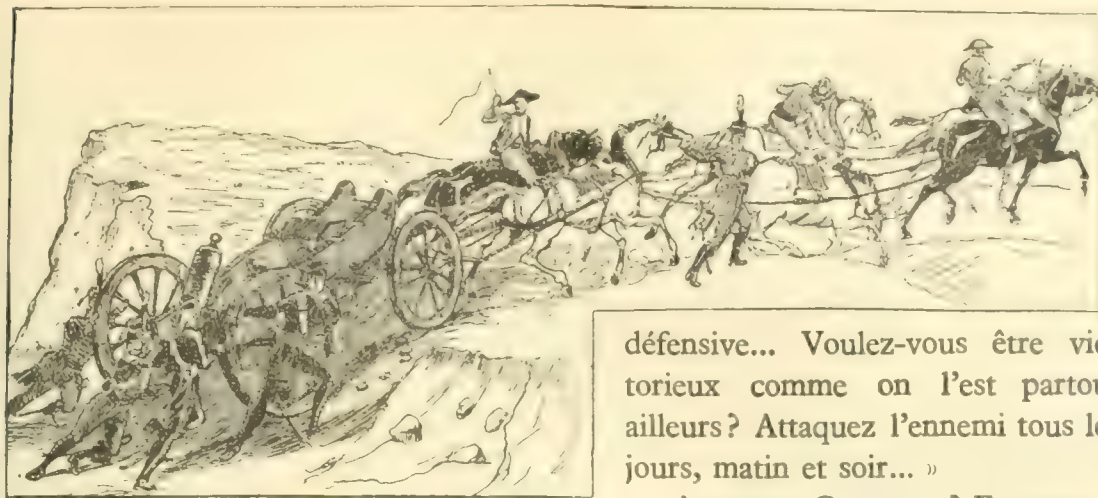
L'ŒUVRE DE CARNOT Bien secondé par les « travailleurs » du Comité, Carnot avait su réunir dans ses bureaux de la Guerre un personnel remarquable choisi en dehors de toute idée politique. Le marquis de Montalembert, auteur de la *Fortification perpendiculaire*, avait créé les établissements de Ruelle : il continua ses travaux relatifs à l'artillerie et aux fortifications. Lemichaud d'Arçon, Lacuée de Cessac, Clarke, Dupont, Caffarelli, l'amiral Grivel, Pille, Faipoult, Otto, Reinhard, Préville, Adet, Fain, et tant d'autres marquèrent plus tard, mais plutôt dans la haute administration que dans le commandement des armées : trois d'entre eux devinrent ministres de la Guerre, d'autres conseillers d'État, ambassadeurs, préfets. Bonaparte figura, en 1795, au bureau topographique. L'ancien corps royal du génie dominait, formé d'ingénieurs militaires dont l'école de Mézières avait assuré la haute culture scientifique et militaire, mais qui restaient des officiers sans troupes. C'est peut-être pour cette raison que les plans de campagne laissaient

aux places fortes le rôle très important que leur attribuait l'ancienne école. Mais aucune des puissances ennemies ne disposait d'un ensemble d'une telle valeur pour l'organisation des armées et la conduite de la guerre : dirigé par Carnot, cet état-major était certainement le premier de l'Europe.

La réquisition des 300 000 hommes n'avait pas donné les ressources attendues ; la levée en masse, réclamée par la nation dans les assemblées primaires, appelait sous les drapeaux tous les hommes de dix-huit à vingt-cinq ans le 23 août 1793. Carnot était du Comité depuis huit jours seulement. Les effectifs, qui étaient tombés à 228 000 hommes en février 93 par le départ ou la désertion des volontaires, s'étaient relevés à 400 000 en mai. Ils s'élevèrent à 533 000 dès la fin d'octobre, à 570 000 en décembre, à plus d'un million au milieu de 1794, dont 732 000 au rang de combat. L'armement de ces masses, telles qu'on n'en avait pas encore réunies dans aucune guerre, nécessita un effort de toute la nation. Des forges et des usines s'improvisèrent sur tout le territoire. Rien qu'à Paris, 258 ateliers s'élevèrent sur les places publiques — 120 sur l'esplanade des Invalides — qui produisaient plus de mille canons de fusils par jour, à raison de quatre par atelier. La fabrication de la poudre, dirigée par les plus grands savants de l'époque : Monge, Berthollet, Guyton de Morveau, Fourcrôy, nécessitait la production du salpêtre dont on manquait et qui s'improvisa de toutes parts. La fonte des canons, la remonte de la cavalerie et de l'artillerie soulevaient d'autres problèmes rapidement résolus.

L'infanterie fut organisée par demi-brigades en généralisant l'*amalgame* d'un bataillon de ligne avec deux bataillons de volontaires. Les troupes devenaient homogènes et prenaient les qualités solides de l'ancienne armée royale tout en gardant la fougue des nouvelles levées. La cavalerie se formait aussi par demi-brigades de quatre escadrons et absorbait tous les corps irréguliers dont le commandement et la discipline étaient bien difficiles à assurer. La division, composée de quatre demi-brigades d'infanterie, deux demi-brigades de cavalerie et six à huit pièces d'artillerie, forma une grande unité qui pouvait se suffire à elle-même, stationner et combattre isolément, permettre enfin toutes les combinaisons de la grande tactique.

L A TACTIQUE Dans les instructions qu'il rédige au nom du Comité pour les généraux et les représentants de la Convention aux armées, Carnot rappelle avant tout l'idée d'offensive qui domine toute sa correspondance : « Soyez attaquants, sans cesse attaquants, répète-t-il. L'état offensif est celui qui convient au caractère national... La défensive nous déshonore et nous tue. » Et encore : « On a juré, à ce qu'il paraît, à l'armée du Rhin, de rester toujours sur la



ARTILLERIE A CHEVAL
(D'après un dessin de Duplessis-Berteaux).

défensive... Voulez-vous être victorieux comme on l'est partout ailleurs? Attaquez l'ennemi tous les jours, matin et soir... »

Attaquer. Comment? En masse :
« Il faut abolir les petits paquets. »
C'est sa maxime favorite. Il mande à

l'armée du Rhin : « Il faut se morceler le moins possible... Attaque sans cesse, toujours avec des forces dominantes, en frappant à l'improviste, tantôt sur un point, tantôt sur un autre... L'art du général est de faire en sorte que partout où l'ennemi se présente, il trouve une force supérieure à la sienne. »

A l'armée de l'Ouest : « Ce n'est pas sans motif, comme tu le vois, citoyen général, qu'il nous répugnait d'approuver ton système de dissémination ; nous ne pouvons attribuer les nouveaux désastres de l'armée de l'Ouest qu'à ce malheureux système, qui fit tous nos maux dans le cours de la campagne dernière. »

A l'armée des Alpes : « Emploie pour cette expédition une telle supériorité de forces qu'il ne puisse y avoir aucun doute sur le succès. »

A l'armée des Ardennes : « Il est temps que tout s'ébranle pour marcher contre les satellites de la tyrannie. Rassemble tes forces et mets-les en mouvement. Réduis tes garnisons à ce qui est strictement et rigoureusement nécessaire pour leur garde ordinaire ; fais camper tout le reste en masse, afin de courir au premier qui sera attaqué, ou plutôt pour attaquer toi-même au premier signal. »

Il recommande sans cesse le secret des opérations, l'exercice et la discipline des troupes, la vigilance et la présence continuelle des généraux, l'activité de tous.

Ainsi Carnot veut la bataille, et la bataille décisive. Le 21 ventôse an II, il ordonne à Pichegru de la préparer. « Le Comité te recommande de tout préparer en silence pour cet événement qui doit décider du sort de la campagne. Le plus tôt qu'elle sera livrée sera le mieux, afin de prévenir le secours que les ennemis attendent

et le rassemblement de leurs forces. Le lieu de la bataille qu'il faut choisir est le pays entre la Lys et l'Escaut afin d'acculer tellement l'ennemi dans l'entonnoir que forment ces deux rivières que, s'il est mis en déroute, il n'ait aucun moyen d'échapper... L'intention du Comité est que tu ne laisses pas à l'ennemi le temps de respirer. Nous voulons finir cette année ; il nous faut une guerre des plus offensives, des plus vigoureuses ; c'est tout perdre que de ne pas avancer rapidement, que de ne pas écraser jusqu'au dernier nos ennemis d'ici trois mois. Je te le répète, au nom du Comité et de la patrie, il faut finir. » Et Carnot répète à Pichegru le 1^{er} brumaire an II, sur un ton encore plus impératif : « Le général en chef de l'armée du Nord et des Ardennes réunira toutes les forces qui sont à sa disposition pour frapper un coup décisif et chasser entièrement dans cette campagne l'ennemi du territoire de la République... Il cernera l'ennemi ; il l'enveloppera, l'enfermera dans la portion du territoire qu'il a envahie ; lui coupera ses communications avec son propre pays et le séparera de ses magasins qu'il brûlera s'il ne peut s'en emparer. »

Carnot a compris tous les avantages du système divisionnaire employé par le maréchal de Broglie dès 1760 ; les armées ont cessé de se mouvoir tout d'une pièce, elles sont articulées. Il traduit en instructions pressantes, en ordres énergiques, la réunion des forces pour l'action en masse indispensable à la victoire décisive, que préconisent les théoriciens français, Guibert surtout ; mais ces instructions, ces ordres prescrivent en même temps des mesures qui, dans l'application, contredisent les principes qu'ils énoncent et prescrivent la dissémination des forces et la divergence des efforts. Dans l'instruction du 21 ventôse, il prescrit qu'une partie de l'armée attaquera entre la Lys et l'Escaut, mais une autre partie s'avancera entre Sambre-et-Meuse, en même temps que 40 000 hommes garderont la trouée de Maubeuge à Bouchain, disséminés dans les places et les camps, plus 12 000 hommes à Maubeuge et d'autres garnisons sur la haute Sambre. L'ordre si ferme du 1^{er} brumaire prescrivant l'offensive la plus énergique se termine par la recommandation de côtoyer la frontière et de ne pas s'éloigner des places.

Carnot a montré à Wattignies son coup d'œil et sa décision sur le champ de bataille. Le contact permanent des événements et des troupes lui aurait sans doute donné la sensation de la réalité que ses trop rapides séjours aux armées n'ont pu lui procurer. Il n'a jamais pu adapter les moyens au but et combler l'abîme entre la conception et l'exécution. A cette époque, aucun général n'était en état de le comprendre, de le suppléer, de lui soumettre un plan conforme à ses directives générales qui eût réalisé ses projets par des procédés auxquels il ne pensait point.

LES GÉNÉRAUX Quant à l'insuffisance des généraux, elle s'explique par la façon dont ils étaient recrutés et traités : l'émigration des officiers nobles, la défection de La Fayette et la trahison de Dumouriez avaient mis à son comble la méfiance dont le commandement était l'objet, et qui ne fit que s'accroître alors qu'elle avait perdu toute raison d'être. La maladie du soupçon était soigneusement entretenue par le Comité de Robespierre. Sous Danton, les représentants aux armées avaient eu pour instructions d'entretenir de bonnes relations avec les généraux et de fraterniser avec les soldats ; leur tâche principale était l'approvisionnement des troupes. Avec Robespierre, leur principale raison d'être fut la surveillance des généraux : « Ne cessez pas, ne leur pardonnez rien, c'est presque toujours par leur trahison que l'armée est compromise et, dès qu'elle n'aura plus à sa tête que de francs républicains, elle pourra tomber sur les cohortes des tyrans. » Il est vrai que le Comité ordonnait aussi de toucher aux états-majors « sans secousse et sans danger pour les troupes », mais, puisque la victoire dépendait des changements dans le commandement, les représentants multipliaient suspensions, révocations, envois devant le tribunal révolutionnaire. Il arrivait que le ministre de la Guerre, Bouchotte, changeait le même jour les quatre commandants d'armée depuis les Flandres jusqu'à l'Alsace et tous les états-majors avec eux.

Bientôt, les représentants demandèrent à l'arrière des chefs qu'ils ne trouvaient plus à l'armée ; ils cherchaient, disaient-ils, « des Washington sous la tente » et n'en trouvaient point. Or, le Comité et le ministre étaient encore plus embarrassés qu'eux : tous les officiers de valeur se cachaient, refusant les commandements, et les incapables, nommés d'office sur leur réputation de civisme, réclamaient aussitôt des successeurs, effrayés qu'ils étaient par la responsabilité : c'était la grève des généraux.

La légende veut que la Révolution ait fait naître spontanément une pléiade de



KLÉBER (D'après un croquis de Dauterive).

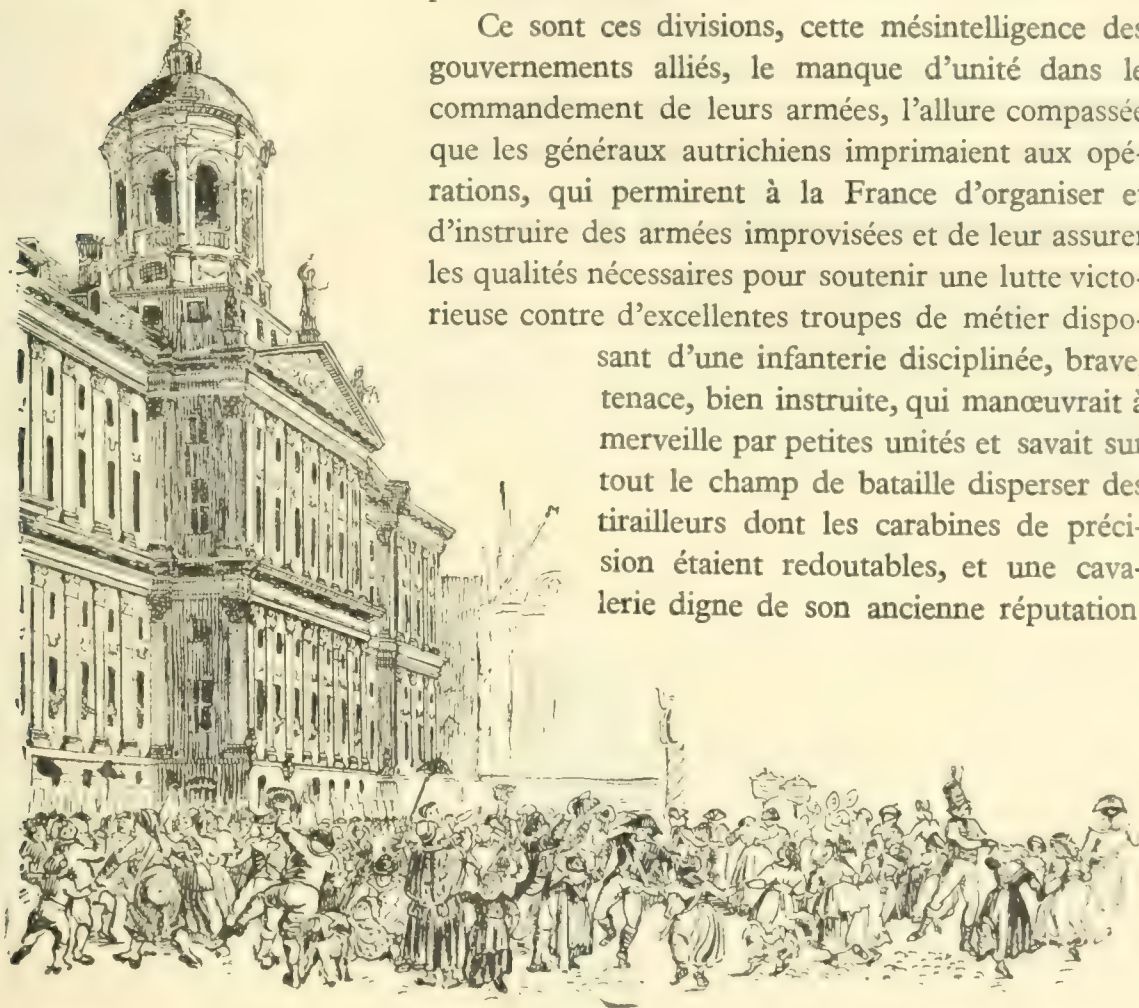
remarquables chefs de guerre ; c'est le contraire de la vérité. Il a fallu de longs tâtonnements pour les trouver ; la disgrâce et l'échafaud les atteignaient souvent et les menaçaient toujours. Le choix du haut commandement sera toujours difficile, mais on le complique singulièrement en y mêlant d'autres considérations que la valeur professionnelle. Quand il s'agit de démonstrations politiques, les médiocres distanceront toujours les plus capables et les Pichegru seront toujours prêts à donner au pouvoir des gages plus éclatants que les Hoche. Après le 18 Fructidor, Augereau, général de troisième ordre, instrument complaisant que Bonaparte a mis dans la main du Directoire pour ce qu'il appelle « une guerre de pots de chambre », recevra le commandement en chef des armées sur le Rhin, tandis que Kléber, caractère trop indépendant, sera disgracié. Pourtant l'indépendance du caractère indique d'ordinaire cette fermeté d'âme qui est la plus haute qualité du chef. Trop de complaisance et de souplesse, certaine soumission exagérée qui montrent un homme toujours prêt à céder, voilà où se révèle cette faiblesse d'où vient l'incapacité foncière de tout commandement et en particulier du commandement en chef.

En 1793 tous fuyaient le commandement, et, comme la maladie du soupçon s'était étendue à tout le corps d'officiers que la proscription des officiers nobles avait désorganisé, les régiments et même les bataillons manquaient de chefs. L'ancienneté tenait trop de place dans l'avancement et les vides journallement creusés étaient tels que le caporal tailleur passant sergent à l'ancienneté se trouvait promu chef de bataillon au bout de quelques mois, sans avoir appris à lire ni à conduire une troupe. L'élection donnait d'aussi mauvais résultats que l'ancienneté ; le choix des représentants, qui fut bientôt le seul mode d'avancement, aboutit à des résultats déplorables : « Personne ne commandait, dit un témoin, personne n'obéissait ; on dénonçait, on destituait, le désordre était extrême ; le courage individuel ne faisait pas défaut au moment de l'action, mais chacun allait à sa guise et l'ensemble manquait ; demander pourquoi on ne fit pas telle ou telle chose, c'est demander pourquoi le chaos est la confusion. »

Heureusement pour la France, la mésintelligence des gouvernements alliés ralentissait singulièrement l'action de leurs armées. La Pologne attirait avant tout l'attention de la Russie ; elle n'entra dans la guerre qu'en 1799, longtemps après le troisième et dernier partage. La Prusse et l'Autriche voulaient leur part des dépouilles faciles à cueillir, depuis que la France, assiégée de toutes parts, ne pouvait plus protéger son alliée naturelle et traditionnelle dans le Nord. La Russie et la Prusse s'entendaient pour rationner l'Autriche, qui se consolait en projetant l'annexion de la Bavière pour renforcer ses États germaniques, des Flandres et de

l'Artois pour donner une barrière de plus en plus large aux Pays-Bas autrichiens, de l'Alsace et de la Lorraine et peut-être aussi de la Franche-Comté, anciennes terres d'empire. L'Angleterre, de son côté, convoitait Dunkerque comme tête de pont sur le continent.

Ce sont ces divisions, cette mésintelligence des gouvernements alliés, le manque d'unité dans le commandement de leurs armées, l'allure compassée que les généraux autrichiens imprimaient aux opérations, qui permirent à la France d'organiser et d'instruire des armées improvisées et de leur assurer les qualités nécessaires pour soutenir une lutte victorieuse contre d'excellentes troupes de métier disposant d'une infanterie disciplinée, brave, tenace, bien instruite, qui manœuvrait à merveille par petites unités et savait sur tout le champ de bataille disperser des tirailleurs dont les carabines de précision étaient redoutables, et une cavalerie digne de son ancienne réputation.



FÊTE DE LA FÉDÉRATION. — ENTRÉE DES FRANÇAIS A AMSTERDAM
(D'après une gravure de l'époque).

Mais, déjà les temps étaient changés et le changement était favorable à la France : le commandement s'était peu à peu épuré ; les méthodes nouvelles, appliquées d'abord par Dumouriez, puis, au Comité de Salut public, par les Carnot et les Prieur de la Côte-d'Or, dans les états-majors par les officiers qu'ils avaient distingués, rompaient avec les principes surannés de la guerre de position

et de forteresse. Carnot avait laissé l'idée du débordement et de la manœuvre à large envergure avec le mot d'ordre de l'offensive toujours et partout. Hoche, Kléber, Marceau, Championnet se distinguaient déjà parmi leurs pairs. Le soldat, résigné aux plus grands sacrifices, tout en gardant son courage et son enthousiasme, acquérait du savoir-faire et de l'expérience. Les vieux tacticiens impériaux et prussiens s'étonnaient de l'audace de ces « fous furieux ». Que fallait-il pour que la victoire se rangeât du côté d'un peuple, attaqué de toutes parts par des ennemis divisés entre eux, mais qui savait que de sa victoire dépendait l'indépendance, sa propre indépendance, et le salut de la cause pour laquelle il combattait ?...

Le général MANGIN a été interrompu, en ce point précis de sa rédaction, par la mort. Il avait manifesté, à diverses reprises, l'intention de faire connaître tout ce qu'il devait aux travaux de l'excellent historien des guerres de la Révolution, Arthur CHUQUET. Celui-ci a disparu aussi. Je remplis un devoir en unissant, en ces trop courtes lignes, le souvenir du grand savant à celui du général son ami.

G. H.



HISTOIRE MILITAIRE ET NAVALE

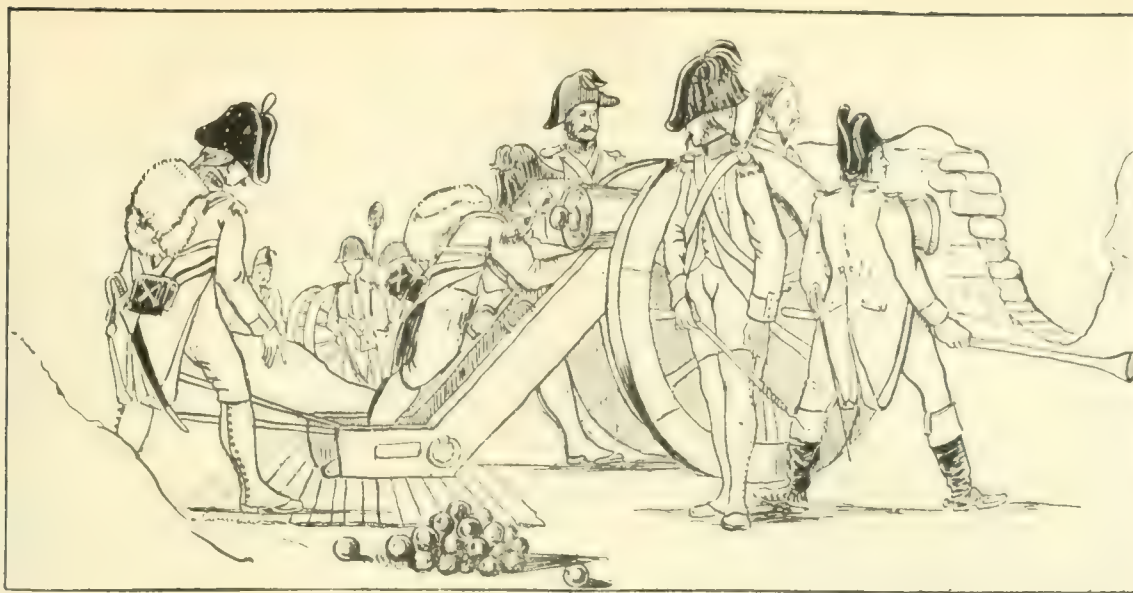
DE LA

NATION FRANÇAISE

DU DIRECTOIRE A 1914

PAR

LE MARÉCHAL FRANCHET D'ESPEREY



PREMIÈRE PARTIE

LES ARMÉES DU DIRECTOIRE

CHAPITRE PREMIER

BONAPARTE

Situation matérielle et morale des armées. — Bonaparte. Formation, débuts militaires. — Antécédents de l'armée d'Italie. — Premières victoires. — La campagne de 1796 en Allemagne. — Armée du Rhin et armée d'Italie. — Campagne de 1797. Leoben. — Hoche. — L'armée et la politique du Directoire. — La marine pendant la Révolution. — L'expédition d'Égypte.



L n'aurait sans doute pas suffi d'un changement de gouvernement pour modifier l'allure de la guerre, d'autant moins que Carnot restait dans le Directoire, comme il avait été au Comité de Salut public, l'inspirateur de notre politique militaire. Le génie d'un homme allait, dès les premiers mois de la campagne de 1796, apporter à nos méthodes de guerre une transformation décisive.

Avant d'aborder cette phase nouvelle de notre histoire militaire, il importe de voir en quelle situation la Convention avait laissé nos armées.

SITUATION MATÉRIELLE ET MORALE DES ARMÉES ⁽¹⁾ Les principes d'organisation restent ceux qui ont été posés en 1793, lors du grand danger de la patrie. Théoriquement il n'y a pas d'armée permanente, mais seulement une garde nationale en activité. En fait, cette garde nationale en activité a tous les caractères d'une armée permanente.

A la veille de sa séparation, la Convention a fixé à 531 523 le nombre de ces « gardes nationaux » à maintenir en activité « pendant le cours de la IV^e année républicaine ». Ce chiffre théorique ne sera en réalité jamais atteint. La loi du 23 août 1793, qui règle toujours les conditions du recrutement, met bien en réquisition permanente tous les Français, en appelant sous les armes les hommes de dix-huit à vingt-cinq ans non mariés ou veufs sans enfant, ce qui a pu donner, aux heures de l'effort le plus intense, 800 000 combattants environ. Mais les désertions et les congés ont réduit ce chiffre à 450 000.

Ces effectifs devaient permettre de constituer :

140 demi-brigades à 3 bataillons de 9 compagnies dont une de grenadiers et 8 de fusiliers (plus, par demi-brigade, une compagnie de canonniers servant 3 pièces de 4) ; 30 de ces demi-brigades seront des unités d'infanterie légère ; 10 des demi-brigades de ligne serviront en permanence aux colonies ;

8 régiments d'artillerie à pied et 8 d'artillerie à cheval ;

26 régiments de cavalerie, 21 de dragons, 13 de hussards, 25 de chasseurs.

L'encadrement de ces formations était largement assuré, les opérations d'amalgame et d'embrigadement devant amener la suppression d'un grand nombre d'unités.

L'état matériel et moral était malheureusement moins satisfaisant.

La piètre escorte qui, grelottant dans ses habits usés et troués, conduisait les Directeurs des Tuileries au Luxembourg le jour de l'installation du nouveau gouvernement, donnait aux Parisiens une idée assez exacte du dénuement de nos armées.

Le désordre administratif et financier avait produit hors de France des résultats plus pitoyables et plus néfastes encore qu'à l'intérieur. Les magasins étaient vides. Les commissaires des guerres et les employés des diverses régies à qui incombait le service des subsistances tripotaient à l'envi et menaient large vie, au grand scandale des combattants privés du nécessaire. Officiers et soldats ne touchant en numéraire qu'une infime partie de leur solde (8 livres par mois pour les officiers) ne pou-

(1) BOURDEAU, *les Armées du Rhin au début du Directoire*.

vaient rien se procurer. La correspondance des généraux pendant l'hiver de 1795 n'est qu'une longue litanie de plaintes et de récriminations. « Du pain ! du pain ! du pain ! » écrit un brigadier à son divisionnaire. Les soldats de Kléber, comme ceux de Scherer et de Kellermann, montent la garde dans la neige, « pieds nus et sans habit ». Depuis près d'un an, les chevaux sont au tiers de la ration. « L'officier, écrit encore Scherer à Aubert-Dubayet, premier ministre de la Guerre du Directoire, est tout nu et meurt de faim. » « On voit, raconte un autre, quand on paye le prêt aux soldats, des officiers leur demander un sol à prêter pour se faire faire la barbe. » Gouvion Saint-Cyr pourra écrire plus tard que, jamais, dans toutes les guerres de la Révolution et de l'Empire, sans en excepter la campagne de Russie, les privations de la troupe n'ont été plus pénibles et ne se sont prolongées aussi longtemps.

Comment la discipline ne souffrirait-elle pas d'un tel dénuement ? On a admiré, un an auparavant, les soldats de Pichegru qui, entrant dans Amsterdam en sabots et en pantalon de toile, attendaient patiemment pendant des heures qu'on eût préparé leur cantonnement. Mais les temps héroïques ne peuvent toujours durer. Les nécessités mêmes de la vie obligent aux expédients, et parfois aux pires. Pour se procurer du numéraire et des vivres, les généraux sont amenés, parfois, à prescrire et à diriger de véritables expéditions de piraterie. Impuissants à réprimer les abus des fournisseurs et de leurs commis, pourraient-ils exercer leur sévérité contre ceux qui souffrent de ces abus ? S'ils continuent à sévir contre le vol, peuvent-ils ne pas fermer les yeux sur la maraude ?... Toujours la misère engendre l'indiscipline. L'honnête Marceau s'en indigne : « L'esprit de pillage et d'insubordination est porté à son comble, » écrit-il ; mais il ne peut que se lamenter... et se résigner.

La psychologie du soldat de l'an IV et ce que cette psychologie a de contradic-



GARDE CONSULAIRE (D'après Raffet).

toire en apparence s'expliquent en partie par cette misère. Le soldat de l'an IV aspire à la paix, qui doit apporter un terme à son malheureux sort, et cependant il sent la guerre inévitable. Le soldat de l'an IV reste jacobin et révolutionnaire, car, à ses yeux, la Révolution n'est pas achevée, puisqu'il n'a jamais été aussi loin de l'âge d'or qui lui était promis. Par contre, il est opposé au gouvernement, même si celui-ci est d'essence jacobine et révolutionnaire, car il ne comprend rien aux nuances de la politique et il constate seulement qu'il est mal nourri, mal vêtu, mal payé ; il sait ou il croit savoir qu'à Paris on s'amuse ; il méprise profondément les gens de Paris, les députés, ces « avocats » qu'il rend responsables de sa misère et dont les représentants qu'il a vus venir aux armées sont incapables de porter remède à ses maux. Mais il est de plus en plus attaché à ses chefs, véritables compagnons d'infortune, qui, depuis quatre ans, supportent les mêmes épreuves et les mêmes privations.

On a vu ailleurs comment les mœurs politiques du Directoire, d'une part en appelant le soldat à intervenir dans la cité, d'autre part en faisant de la guerre, pour des raisons diplomatiques autant que financières, une des conditions de son existence, allaient aggraver ce paradoxe vivant, et transformer cette armée qui aspire à la paix en un instrument de conquête, cette armée républicaine en une armée « prétorienne ».

Devenue l'armature, ou, si l'on préfère, le rouage essentiel du gouvernement, l'armée se rapprochera d'une façon de plus en plus étroite du gouvernement. Qu'un de ses chefs s'impose par le prestige de son génie et de ses victoires, et il aura pour ainsi dire, par la force de l'armée, la France dans la main.

Le gros de nos forces a stationné pendant l'hiver, partie sur le Rhin, partie sur les Alpes et en Italie. La masse principale est sur le Rhin ; elle comprend l'armée du Rhin-et-Moselle, sous les ordres de Pichegru, et l'armée de Sambre-et-Meuse, sous les ordres de Jourdan, d'un effectif sensiblement égal (80 000 hommes). Sur le front d'Italie sont deux armées moins importantes, l'armée des Alpes sous Kellermann, qui compte environ 18 000 hommes, et l'armée d'Italie, forte d'environ 60 000 hommes, sous Scherer. Dans l'esprit de tous, c'est aux premières que, comme dans les campagnes précédentes, est réservé le rôle principal.

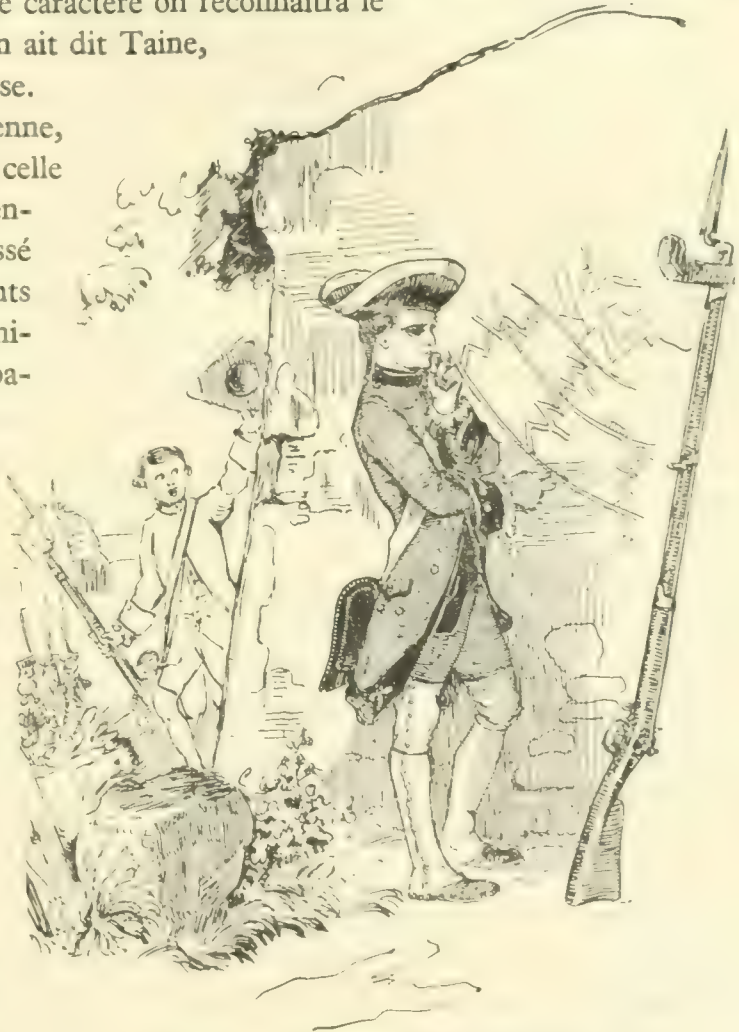
Mais le génie d'un homme a commencé à bouleverser les combinaisons des stratèges de cabinet. Au « vieux Scherer » (car on passe pour un vieux général à quarante-neuf ans !) a succédé comme chef de l'armée d'Italie le jeune général Bonaparte. C'est lui, désormais, qui va orienter toutes les combinaisons. Du premier coup il se place au premier rang.

BONAPARTE. FORMATION, DÉBUTS MILITAIRES (1) Né le 15 août 1769, le nouveau général en chef n'a que vingt-sept ans, l'âge des plus jeunes capitaines de la grande guerre.

Par ses origines, il ne nous appartient pas ; c'est à peine s'il est nôtre par sa naissance, et à maint trait de caractère on reconnaîtra le sang corse. Mais, quoi qu'en ait dit Taine, sa formation est bien française.

Si l'École militaire de Brienne, où il est entré à dix ans, et celle de Paris, où, reçu cadet gentilhomme en 1784, il n'a passé que dix mois, établissements d'instruction qui n'ont de militaire que la discipline, ne paraissent pas avoir exercé sur lui une sérieuse influence, les années que le lieutenant en second « Napolionne di Buonaparte » passe au régiment de la Fère-Artillerie, à Valence, puis à Auxonne, eurent une part plus importante dans la formation de son génie. Ce fut là qu'il lut et étudia nos philosophes, qu'il médita Montesquieu et s'enthousiasma pour Rousseau, qu'il connut ceux que Colin appelle les « tacticiens philosophes »

du dix-huitième siècle et, en particulier, ce Guibert dont la vogue atteignit presque celle des plus grands écrivains de ce siècle. Ce fut là aussi qu'il acquit ses premières notions d'art militaire, notamment à Auxonne sous la direction d'un



BONAPARTE A BRIENNE (D'après Charlet).

(1) COLIN, *Éducation militaire de Napoléon*. — CHUQUET, *La Jeunesse de Napoléon*. — Frédéric MASSON, *Napoléon inconnu*.

homme à qui il témoigna jusqu'à sa mort sa reconnaissance, le baron du Teil, commandant de l'École d'artillerie de cette ville, instructeur excellent et frère de l'auteur d'un remarquable petit ouvrage, *De l'usage de l'artillerie nouvelle*, dont Bonaparte allait bientôt utiliser et illustrer les théories.

Quand la Révolution éclate, nos philosophes ont fait de lui le pur « Romain » qu'on nous montrera ailleurs dans la création et dans l'usage du pouvoir impérial ; nos écrivains militaires, un Feuquières, un Bourcet, un Guibert, un Du Teil — et non pas, comme on l'a longtemps cru à tort, l'étude des campagnes encore mal connues de Frédéric II — lui ont fourni les principes stratégiques et tactiques sur lesquels va s'exercer sa méditation.

En septembre 1789, il part pour la Corse, où il a passé déjà dix-huit mois de congé en 1787 et 1788. Au milieu des passions politiques qui y bouillonnent, ce méditatif et ce silencieux se révèle homme d'action. Le disciple de Rousseau prend la tête du mouvement révolutionnaire, et, déjà féru d'unité, il demande et obtient l'assimilation complète de la Corse à la France. Il prend conscience de sa supériorité ; il a jugé les hommes ; il s'est rendu compte des facilités qu'offrent les circonstances ; il se refusera désormais à rester dans le rang.

Il ne fait plus qu'une courte apparition à son régiment en 1791. Nommé lieutenant-colonel du bataillon de volontaires d'Ajaccio, il s'emploie à lutter contre le parti qui livre la Corse aux Anglais. Proscrit avec sa famille en 1793, il rentre en France et y reçoit un vague emploi dans la défense des côtes de la Méditerranée.

De ce dur contact avec les réalités « il est sorti plus vigoureusement trempé, accoutumé aux résolutions rapides et énergiques, à la violence et à la ruse... Il a mesuré la fragilité des théories qui reposent sur les vertus et les passions... Il ne veut plus que des actes, décidés par des calculs positifs » (Colin).

Il attend maintenant l'inéluctable hasard qui doit le sortir de son obscurité. Cet accident, c'est la rencontre en septembre 1793, devant Toulon assiégé, alors qu'il conduit un modeste convoi de matériel, de son compatriote Saliceti, son compagnon de lutte en Corse, devenu membre de la Convention et représentant du peuple aux armées. On manque précisément d'un artilleur au corps de siège ; Saliceti lui donne cet emploi. Du premier coup d'œil, Bonaparte discerne la vanité des efforts antérieurs ; il montre le point à attaquer, cette pointe de l'Éguillette dont l'occupation menacera les communications de la flotte anglaise. La netteté et l'énergie de ses affirmations font de lui le véritable commandant de l'armée, puisque ce sont ses plans qu'on soumet au Comité de Salut public et qu'on exécute.

Toulon pris, en décembre 1793, Robespierre jeune, en mission à l'armée d'Italie,

le fait nommer général de brigade et commandant de l'artillerie de cette armée. Après Saliceti, c'est maintenant Augustin Robespierre qui, reconnaissant son « mérite transcendant », fait de lui son « faiseur de plans » au cours de la campagne du printemps de 1794, et c'est un mémoire de Bonaparte, la fameuse « Note sur la position politique de nos armées du Piémont et d'Espagne », qu'il soumet au Comité dans cette séance du 1^{er} thermidor qui, en excitant la jalousie de Carnot, sera l'une des causes immédiates du 9 Thermidor.

Arrêté comme complice de Robespierre, il est aussitôt remis en liberté : déjà, il est indispensable. De nouveau, il dirige en fait l'armée d'Italie, et Dumerbion n'hésite pas à écrire qu'il doit aux talents de son général d'artillerie « les savantes combinaisons » qui ont assuré le succès de l'expédition de Dego en septembre, cependant que le jeune général, loin de se féliciter de ce succès, mesure ce qu'il a d'incomplet et songe à ce qu'il ferait sur le même terrain, fort de cette expérience, s'il pouvait la recommencer...

La politique semble rendre vaines ces méditations : les bureaux de Paris, à qui il est toujours suspect, nomment le citoyen « Buona-parte » (c'est la forme nouvelle de son nom) à l'armée de l'Ouest. Un Bonaparte ne sait pas obéir : il refuse cet emploi, se fait mettre en congé, songe, dit-on, à prendre du service en Turquie, vient à Paris, erre dans les couloirs du Comité, y remet des mémoires sur l'Italie, se trouve on ne sait comment derrière le « général » Barras au 13 vendémiaire, et, vers le soir de ce jour, commande le feu des batteries qui dispersent les sections royalistes.

Ce médiocre épisode d'émeute parisienne, c'est pour lui la célébrité ! L'ex-ami des Robespierre, devenu une des créatures de Barras, est nommé commandant de l'armée de l'Intérieur. Déjà les hommes et les fonctions ne sont plus pour lui que des marchepieds. Quatre mois plus tard, il se fait nommer au commandement de l'armée d'Italie.

Tel est l'homme qui, « la face pâlie sous les cheveux éparpillés..., négligé de tenue et brusque de façons » (Madelin), « la bouche close » quand les questions et les reproches ne se précipitent pas en torrents, « l'œil voilé » quand il ne lance pas des éclairs, arrivait à Nice, le 27 mars 1796, rassemblait les généraux étonnés — des généraux qui s'appelaient Masséna, Augereau, Sérurier — et, dès les premiers mots, s'imposait à eux. « Il se coiffa de son chapeau de général, a raconté Masséna, et parut se grandir de deux pieds. »

Notre dix-huitième siècle lui a donné sa conception du monde, ses préjugés, son culte de la raison, ses principes militaires même ; notre Révolution lui a appris les hommes, l'a révélé à lui-même et lui fournit les circonstances favorables à son génie.

Il va s'identifier à cette France qu'il a adoptée. Pendant vingt ans, l'histoire militaire de la Nation française ne sera plus que l'histoire de ses ambitions, de ses entreprises, de ses victoires et de sa chute.

ANTÉCÉDENTS DE L'ARMÉE D'ITALIE En dépit de son âge et de l'ancienneté relative de ses subordonnés, le jeune Bonaparte n'est pas mal accueilli par ceux-ci. Les armées aiment à avoir des chefs qui les connaissent et qu'elles connaissent. Or, le général Bonaparte n'est pas un inconnu pour l'armée d'Italie, et surtout on sait qu'il connaît bien cette armée dont la gloire n'a pas toujours été à la hauteur de la valeur et du mérite.

Après la facile conquête de la Savoie par Montesquieu et du comté de Nice par d'Anselme en 1793, il avait fallu défendre ces deux provinces contre les Piémontais, bientôt renforcés par les Autrichiens.

Au lieu de combiner leur action pour une offensive dans la haute vallée du Pô, nos forces étaient restées divisées en deux fractions ayant chacune leur objectif particulier : l'armée des Alpes qui, sous Kellermann, Alexandre Dumas, le père du romancier, et Moulin, le futur directeur, s'était bornée à consolider ses positions par l'enlèvement du mont Cenis et du Petit-Saint-Bernard, — et l'armée d'Italie.

Celle-ci, sous les ordres de Biron, de Brunet et de Dumerbion, s'était d'abord obstinée, en 1793, à l'attaque des positions de l'Authion. En 1794 et 1795, sous l'influence de Bonaparte qui, comme commandant de l'artillerie, a acquis, après le siège de Toulon, la confiance des représentants, elle a d'abord fait tomber la défense de l'Authion en la manœuvrant à l'est par Saorgio, puis, à deux reprises, elle a essayé la manœuvre que Bonaparte va réussir si brillamment en 1796 : séparer les Autrichiens et les Piémontais pour les battre successivement. Ces opérations ont révélé un chef d'avant-garde de tout premier ordre, le Niçois Masséna, ardent, infatigable, tenace et astucieux, qui a eu la plus grande part dans le succès remporté à Saorgio, puis à Millesimo en septembre 1794 et à Loano en novembre 1795. Mais, mollement dirigées par des généraux en chef hésitants, Dumerbion et Scherer, gênées par l'action des représentants qui entrave celle du commandement, elles n'ont pas obtenu de résultat décisif.

Au moins ont-elles endurci les troupes, en les soumettant aux rigueurs d'un climat qui connaît les extrêmes, et les ont-elles familiarisées avec un terrain particulièrement difficile. Cette armée d'Italie, renforcée après la signature du traité de Bâle, par d'importantes fractions de l'armée des Pyrénées, qui, par des opérations

de même nature, s'est, elle aussi, aguerrie (1), est devenue, quoique fatiguée comme toutes les autres armées, un excellent instrument de guerre, parfaitement adapté à ce théâtre d'opérations et préparé au genre de guerre que Bonaparte va inaugurer.

PREMIÈRES VICTOIRES (1796-1797) (2) Depuis trois ans, soit comme commandant de l'artillerie et inspirateur officieux des représentants en mission auprès de cette armée, soit comme conseiller technique du Comité de



BATAILLE DE SAINT-GEORGES, PRÈS MANTOUE (29 FRUCTIDOR AN IV) (D'après Carle Vernet).

Salut public, Bonaparte n'a cessé d'être associé à sa direction. Les éléments sur lesquels il bâtera son plan lui sont donc depuis longtemps familiers : c'est, d'une part, la psychologie politique et les intérêts divergents de ses adversaires, les Impériaux et les Sardes ; ce sont, d'autre part, les propriétés du terrain, qui facilitent précisément le franchissement de la montagne en face du point de jonction de ces adversaires. Aussi ne perd-il pas son temps en discussions et en tergiversations, et

(1) Il est impossible d'entrer dans le détail des opérations menées dans les Pyrénées de 1793 à 1795 : mais il serait injuste de ne pas les mentionner, car la lutte y fut aussi acharnée et aussi héroïque que sur les autres frontières : l'armée des Pyrénées occidentales, sous le commandement de Moncey, avait conquis les provinces basques ; celle des Pyrénées orientales, où se succédèrent Dagobert, Dugommier, Pérignon et Scherer, après avoir chassé les Espagnols du Roussillon par la victoire du Boulou (1^{er} mai 1794), avait réussi également à passer en Espagne et à s'y emparer de Rosas et de Figuières. Pour apprécier ces résultats à leur valeur, il suffit de se rappeler que la guerre d'Espagne devait être, douze ans plus tard, la pierre d'achoppement de la Grande Armée.

(2) COLIN, *Études sur la campagne 1796-97*. — FOCH, *Des principes de la guerre*.

son entrée en scène a-t-elle cette allure éblouissante qui pour toujours frappera l'imagination : c'est le 2 mars que sa nomination a été signée ; c'est le 26 mars qu'il a rejoint son poste ; le 28 avril, il aura obtenu le résultat qu'il s'est fixé et assuré le succès de la campagne.

Après avoir, par les combats victorieux de Montenotte (12 avril) et de Dego (14 avril), refoulé les Autrichiens, il jette tout ce qui n'est pas strictement indispensable pour les contenir contre les Sardes, qui sont bousculés à Millesimo le 13 avril, complètement séparés de leurs alliés le 15, bousculés de nouveau à Ceva et à Mondovi (21 avril). Le 25, le roi de Sardaigne lui fait offrir des propositions de paix, et, le 28, quoique démuné de pouvoirs diplomatiques, Bonaparte conclut l'armistice de Cherasco qui met les Piémontais hors de cause. En quinze jours, comme il le disait à ses soldats dans une vibrante proclamation, l'armée d'Italie avait « remporté six victoires, pris vingt et un drapeaux, plusieurs places fortes, conquis la partie la plus riche du Piémont ».

Dès sa première campagne s'étaient affirmées les caractéristiques du génie de Bonaparte, génie qui est fait non d'illumination et de passion, comme on pourrait le croire à en juger par la soudaineté de ses coups, mais de méditation et de souplesse autant que d'audace : ce sont trois années de réflexion qui ont leur épilogue dans cette éblouissante campagne de quinze jours. Qu'on n'y voie pas non plus la simple et brutale application de principes heureux soudainement découverts : valeur de l'offensive, économie des forces, concentration des efforts sur un seul point, manœuvre par la ligne intérieure contre un adversaire divisé, menace de la ligne de communications de cet adversaire, tous ces principes sont bien appliqués ici, mais ils ne sont pas nouveaux : ils ont été posés déjà par nos écrivains militaires du dix-huitième siècle. Ce qui distingue le jeune général, c'est l'habileté avec laquelle il use de ces principes sans jamais en être le prisonnier ; c'est la souplesse avec laquelle il les plie aux circonstances sans s'obstiner lorsque celles-ci paraissent contraires. C'est certes aussi l'audace, mais une audace réfléchie, audace de joueur, si l'on veut, mais d'un joueur qui a tous les atouts en main et qui lit dans le jeu de son adversaire. Plus encore que les principes et l'audace, sa force, dès cette première campagne, c'est sa maîtrise dans la science du commandement : il sait où il doit être suivant la phase de l'action et le but qu'il se propose ; il sait ce qu'il peut exiger des chefs et des troupes ; il sait comment il doit le demander, et c'est pour cela qu'il se révèle le chef-né.

Les autres phases de la campagne, qui se prolongera toute une année, nous montreraient les mêmes qualités éminentes du chef, celles de ses lieutenants

et aussi la valeur de ses soldats, qu'aucune fatigue n'arrête, qu'aucun danger ne rebute.

Nous ne pouvons pas nous attarder à les suivre pas à pas. C'est le combat de Lodi (10 mai), qui rejette l'armée autrichienne sur Mantoue et qui donne à Bonaparte assez de prestige pour lui permettre de s'opposer par une menace de démission aux décisions du Directoire, lorsque celui-ci, qu'offusquent cette jeune gloire



JOUBERT A RIVOLI (D'après le tableau de Debay).

et cette indépendance d'esprit, décide de scinder l'armée d'Italie en deux armées dont l'une, avec Kellermann, occuperait la Lombardie tandis que Bonaparte irait conquérir les États du Centre et du Sud. C'est l'armée autrichienne en partie rejetée dans le Tyrol, en partie investie dans Mantoue (4 juin). Ce sont ces expéditions dans le centre de l'Italie, aussi fructueuses pour les finances du Directoire que pour l'armée : celle-ci peu à peu, sous un tel général, reprend goût à la guerre, maintenant que « la guerre nourrit la guerre ». Ce sont ces opérations dans la vallée du Mincio, de l'Adige et de la Brenta contre les armées que l'Autriche envoie tour à tour au secours de Mantoue, en août, en septembre, en novembre 1796

et en janvier 1797, sous Wurmser d'abord, puis sous Alvinczy, manœuvres faites surtout de marches rapides que couronnent ces combats glorieux : Lonato et Castiglione (3 et 5 août), Bassano (8 septembre), Arcole (15-17 novembre) qu'immortalisera le pinceau de David, Rivoli et la Favorite (14-16 janvier), apogée du génie du chef, de la souplesse manœuvrière et de l'endurance des troupes.

Bonaparte est maintenant indiscuté. Pour le soldat, il est depuis Lodi « le petit Caporal », et ce titre en dit long sur la nature des rapports qui, en ces temps héroïques, unissent les « frères d'armes » de tous grades. Peu importe qu'il leur impose de dures fatigues si la victoire est au bout de ces efforts, si l'on est récompensé, comme à Milan après Lodi, par les sourires et les baisers, si on reçoit enfin des chaussures et la solde, si l'on est fier de pouvoir dire, suivant l'expression même du général en chef : « J'étais de l'armée d'Italie ! » L'officier, si près du soldat, partage ses sentiments. Les généraux sont séduits et subjugués : ils se sentent commandés, parfois même brutalement, mais au moins savent-ils ce qu'ils ont à faire, et, plus ou moins confusément, sentent-ils que ce triomphateur les entraîne dans son sillage.

De l'armée, la confiance et l'enthousiasme ont gagné le pays : ces drapeaux qu'on apporte par brassées, ces œuvres d'art qu'on déballe, ces millions dont on annonce l'envoi répandent une légende qu'entretiennent dans les gazettes une savante réclame et l'écho d'éloquents proclamations. « Il semble au-dessus de l'homme, » lit-on dans un journal de Paris.

Les sentiments des gouvernants sont plus complexes : s'ils se réjouissent de voir un général devenir « le trésorier de la nation », cette joie n'est pas sans mélange, car ce général, qui dispose à la fois de leurs ressources et de la faveur du peuple, ne sera-t-il pas leur maître de demain ? Bon gré, mal gré, ils le suivent.

C'est donc à lui désormais et à l'armée d'Italie que sera réservé le rôle principal, et non plus aux armées du Rhin, qui n'ont pas su donner ce qu'on attendait d'elles.

L A CAMPAGNE DE 1796 EN ALLEMAGNE

Celles-ci n'avaient entamé leur offensive qu'en juin, après que les premiers succès de Bonaparte eurent obligé l'empereur à prélever sur ses armées d'Allemagne d'importants renforts qui, sous les ordres de Wurmser, gagnèrent l'Italie. Du fait de ces prélèvements, elles possédaient une supériorité numérique qui eût dû leur procurer le succès. Mais, fidèle à ses conceptions surannées, le Directoire s'était borné à leur fixer, avec un objectif commun, un théâtre d'opérations, sans régler la coordination de leurs efforts. Le résultat avait été la défaite successive des deux armées.

Sans faire leur jonction après avoir passé le Rhin, elles s'étaient mises à marcher sur Vienne, l'une par la vallée du Main, l'autre par celle du Neckar. L'archiduc Charles, qui dirigeait en fait les deux armées autrichiennes depuis le départ de Wurmser, s'était dérobé devant Moreau, successeur de Pichegru, après la trahison de celui-ci, avait longé la rive droite du Danube, puis était repassé sur la rive gauche dans la région de Ratisbonne où était parvenu Jourdan. Menaçant le flanc de Jourdan, il l'avait forcé à la retraite, l'avait repoussé jusque sur le Rhin, le battant à Amberg et à Wurtzbourg, et lui avait imposé un armistice. Marceau avait été tué à Altenkirchen dans un des derniers combats d'arrière-garde.

Découvert sur sa gauche, Moreau, en dépit d'ordres du Directoire qui ne correspondent pas à la situation, s'était mis en retraite vers la mi-septembre par la rive droite du Danube. Il repassait le Rhin à son tour après une retraite de plus d'un mois, célébrée en proportion des craintes qu'avait inspirées la position aventureuse de l'armée. En réalité, il s'y était montré indécis et timoré comme à son ordinaire, et il avait dû son salut autant aux erreurs de l'archiduc Charles qu'à sa propre habileté.

ARMÉE DU RHIN ET ARMÉE D'ITALIE Les réactions réciproques des diverses armées, réactions que le Directoire avait été incapable de prévoir et d'utiliser sont ici évidentes. Après coup on avait reconnu les liens étroits existant entre les opérations de l'armée d'Italie et celle des armées d'Allemagne.

C'est le succès de Lodi qui avait facilité l'entrée en campagne de Jourdan et de Moreau ; inversement le retard de cette entrée en campagne avait permis l'envoi en Italie de l'armée de Wurmser et placé Bonaparte dans une situation critique à la veille de Castiglione. De même les succès de l'archiduc Charles avaient, d'une part, attiré en Allemagne les renforts dont Bonaparte ressentait si vivement le besoin en octobre, et, d'autre part, permis la constitution de la première armée d'Alvinczy qui, de nouveau, à la veille d'Arcole, inquiétait tellement Bonaparte.



MARCEAU

(D'après une gravure du temps).

Par contre-coup la rivalité, les défiances réciproques entre les armées d'Allemagne et d'Italie s'étaient trouvées aggravées.

De recrutement assez différent, les premières ayant reçu un plus grand nombre d'hommes des départements du Nord et de l'Est, les autres du Centre et du Midi, elles ont gardé dans leurs caractères généraux des traits qui rappellent cette différence d'origine. Il semble que l'armée d'Italie soit plus ardente, plus vibrante, plus apte aux efforts intenses mais de courte durée, mieux préparée pour l'offensive ; tandis que les armées d'Allemagne apparaissent plus stoïques, plus résignées devant les privations, plus aptes aux longs et patients efforts : armées des longs sièges, des défensives tenaces, des retraites impassibles. Sans doute le ciel sous lequel elles combattent donne-t-il sa couleur aux images que nous nous faisons de ces armées. Sans doute aussi reflètent-elles le caractère de leurs chefs, — à moins que le sort n'ait précisément donné à ces armées les chefs qui leur convenaient ou encore que ces chefs n'aient dû leurs succès qu'à cet accord de leur tempérament avec celui de leurs troupes !

Ce qui est certain, c'est que les opinions politiques et les mœurs militaires y sont très différentes. On est plus républicain sur le Rhin, plus jacobin en Italie. Les distances entre les divers échelons sont plus marquées aux armées d'Allemagne, la familiarité plus grande et la discipline plus lâche à l'armée d'Italie. Lorsque la division Bernadotte rejoignit l'armée de Bonaparte, officiers et soldats de la division Masséna virent d'un très mauvais œil ces soldats de « l'armée des messieurs » dont l'attitude et la tenue contrastaient trop avec les leurs. Il y eut même entre eux des rixes graves.

Les armées d'Italie évolueront plus rapidement vers la soumission enthousiaste à un gouvernement personnel, tandis que les autres resteront plus longtemps attachées à l'idéologie républicaine. Ceci encore s'explique par le caractère des chefs, puisque les armées vivent sur elles-mêmes, sans contact avec le pays ; que l'attachement du soldat à son officier, des officiers à leurs généraux y est de jour en jour plus fort, et que nous voyons se former autour de chacun des généraux une véritable clientèle.

Ces divergences ne feront que s'accroître jusqu'au jour où Napoléon fondera toutes les forces de la France dans la Grande Armée.

L A CAMPAGNE DE 1797. LEOBEN

Cette opposition explique en partie certaines légendes longtemps répandues sur la campagne de 1797.

De nombreux historiens ont écrit que le projet du Directoire pour cette cam-

pagne avait été de pousser sur Vienne les armées de Sambre-et-Meuse, de Rhin-et-Moselle et d'Italie d'un pas égal, par la vallée du Main, par celle du Danube et par le Frioul. L'égoïsme de Bonaparte et son désir de remporter seul la victoire auraient fait échouer ce projet et, après un départ prématuré, l'auraient poussé à conclure un armistice précipité, prélude d'une paix incomplète. Légende injuste, née peut-être d'une sorte de jalousie des armées du Rhin.

En réalité, celles-ci ne devaient, d'après le plan du Directoire, franchir le Rhin que lorsque la marche en avant de Bonaparte aurait attiré sur lui le gros des forces autrichiennes.

C'est donc à son corps défendant que Bonaparte s'engagea dans les Alpes du Frioul et de Carinthie. Même, faute de pouvoir compter pour la protection de son flanc sur la marche des armées d'Allemagne, il dut se priver d'une partie de ses forces pour assurer cette couverture dans le Tyrol. Ainsi réduit, il lui fallut mettre en jeu toute son activité et toutes les ressources de son génie pour avoir raison du nouvel adversaire que l'empereur lui avait opposé, le jeune archiduc Charles tout fier de sa récente victoire contre Jourdan et Moreau. Arrivé à Klagenfurt, en plein cœur de l'Autriche, avec sa petite armée, menacé sur ses derrières par l'hostilité de Venise, Bonaparte appelle vainement l'aide des autres armées. Un moment il espère se tirer de sa position aventureuse en négociant ; mais ses adversaires paraissent vouloir faire traîner les négociations en longueur. C'est alors qu'il se résout à précipiter les événements : il reprend sa marche en avant, harcèle l'arrière-garde de l'archiduc, arrive à Leoben à vingt-cinq lieues de Vienne. Sûr alors de ne pouvoir être renforcé avant longtemps et trop heureux de se tirer d'affaire, il signe avec les plénipotentiaires que l'empereur, effrayé, lui envoie, les préliminaires du traité qui sera conclu quelques mois plus tard à Campo-Formio (18 avril).

Une fois de plus l'audace l'avait sauvé.

L'audace avait manqué sur le Rhin. Moreau se plaignait d'y manquer de tout. En réalité, Bonaparte n'était pas moins démuni. Mais, à la différence de celui-ci, au lieu de forcer les événements, Moreau les attendait à Paris. Quand il se décida à l'offensive, la victoire était acquise grâce aux efforts de l'armée rivale. Les succès remportés par l'armée de Sambre-et-Meuse à Neuwied (18 avril) et par l'armée de Rhin-et-Moselle à Diersheim (20 avril) ne pouvaient rien y ajouter.

Si le succès n'avait pas été plus complet, la faute en était non à l'ambition de Bonaparte mais à l'insuffisance du Directoire, incapable d'organiser l'unité de direction et même de rien diriger.

Pourtant le Directoire avait entrevu la nécessité de placer au moins sous un

même commandement les deux armées d'Allemagne, mais c'est du faible et indolent Moreau qu'il avait fait choix, jusqu'au jour où Hoche fut nommé au commandement de l'armée de Sambre-et-Meuse.

HOCHE Cette courte campagne d'avril 1797 est la dernière de Hoche. Elle est le dernier acte de cette destinée qui va s'éteindre le 14 septembre à Wetzlar, et, du même coup, entrer dans la légende.

Singulière figure, qui hante depuis un siècle les imaginations et qui émeut les rêves : comme il advient aux chefs-d'œuvre inachevés, chacun la complète à sa façon et l'admire autant pour ce qu'il y ajoute que pour ses traits réels.

L'inscription de la statue de Hoche à Versailles résume bien les causes de sa popularité :

« Soldat à 16 ans — Général en chef à 25 — Mort à 29 ans — Pacificateur de la Vendée — Wissembourg — Quiberon — le passage du Rhin — Neuwied — Altenkirchen — la route de Vienne et la côte d'Irlande — diront à la postérité la plus reculée — ses vertus guerrières, ses grands desseins — Mort trop tôt pour la France — S'il eût vécu, sa gloire toujours croissante — n'eût rien coûté — à la liberté de sa Patrie. »

Bien hardi qui ose préjuger de ce qu'aurait été l'histoire. Mais nous sentons Hoche d'autant plus près de nous que nous le faisons un peu nous-mêmes.

Il est bien de chez nous en effet, ce fils de pauvres gens qui s'instruit lui-même, qui travaille de ses mains pour se procurer des livres, qui s'engage aux gardes françaises, séduit par l'uniforme et poussé par l'amour de l'inconnu, qui s'emballe pour toute idée nouvelle, tour à tour fayettiste, maratiste, robespierrien, thermidorien, — ce républicain qui, par amitié, se pose en suspect, — ce chef militaire qu'émeut le sang versé, surtout quand ce sang est français.

Nous avons vu plus haut son action en Alsace en 1793. Nommé au commandement de l'armée des Côtes de Cherbourg et de Brest lorsque Thermidor l'eut délivré, il y trouve un pays à feu et à sang.

On a dit ailleurs comment les paysans vendéens, menacés dans leurs traditions religieuses, avaient, en mars 1793, répondu par l'insurrection à la levée des 300 000 hommes, et comment ils s'étaient donné des chefs. Après un semblant de guerre régulière, marquée d'abord par des succès, aussi longtemps qu'elle a eu affaire à des gardes nationaux commandés par des généraux de clubs, puis par des revers à partir d'octobre après l'arrivée de la garnison de Mayence, de Kléber, de Marceau, l'insurrection avait dégénéré en guerre de partisans d'une part, en guerre d'extermination d'autre part. Les Colonnes infernales avaient dévasté le pays.

Guerre sanglante et sans merci qui, loin d'obtenir la soumission, aggrave le conflit. Hoche apporte en Vendée l'esprit nouveau qui lui a ouvert sa prison : son habileté, sa bienveillance, ses promesses de tolérance obtiennent ce que la terreur visait en vain. Charette et Stofflet, derniers survivants de cette phalange de jeunes chefs dignes d'un meilleur sort, qui comptait des Lescure, des d'Elbée, des La Rochejaquelein, signent les « pacifications » de la Jaunaye et de Saint-Florent (février et mai 1795). Un débarquement d'émigrés rallume l'incendie ; Hoche les rejette à la mer ou les prend à Quiberon (juillet 1795), poursuit les derniers Vendéens et, après avoir pris et fait fusiller leurs chefs, pacifie pour la seconde fois la Vendée.

Aussitôt, avec l'ardeur de ceux dont les jours sont comptés, le voici qui se lance dans l'exécution du grand projet auquel il rêve depuis trois ans : porter à l'Angleterre un coup mortel en soulevant l'Irlande. Il entraîne l'adhésion du Directoire, se fait nommer général en chef de l'armée d'Irlande, organise à Brest cette armée qui doit fondre les meilleurs des vainqueurs et des vaincus des guerres de Vendée, déjoue les intrigues des conspirateurs anglo-



D'ELBÉE

royalistes qui cherchent à l'acheter, s'acharne contre les difficultés de tout ordre que lui suscite le désarroi de la Marine, réussit enfin à s'embarquer le 15 décembre 1796... Qu'il triomphe, et la gloire de ce beau soldat de cinq pieds sept pouces, au regard de flamme et à la démarche imposante, va éclipser celle du petit Corse, son cadet d'un an, qui triomphe à cette heure en Italie !... Mais la mer est anglaise : la tempête disperse la flotte. Tout est à recommencer.

Hoche s'y prépare quand le Directoire le nomme au commandement de l'armée

de Sambre-et-Meuse. Il y arrive juste à temps pour entraîner Moreau, mais trop tard pour que les armées d'Allemagne aient leur part de la victoire.

La politique le ressaisit : la grande politique qui l'incite à préparer une république rhénane, avant-garde et rempart de la France, et la petite politique, celle qui aboutira à Fructidor... Ce soldat est joué par les politiciens. De Paris où il s'est compromis sans profit, il revient mourir à son Quartier Général, d'une maladie où le dépit, le désir ardent de faire quelque chose pour sauver le pays de la boue où il se débat et l'incertitude sur la conduite à tenir ont sans doute la plus grande part.

Grand général?... Peut-être !... Grand politique?... Peut-être aussi !... *Ce peut-être*, on l'a dit, est le secret de sa gloire, ou plutôt de sa popularité. Mais il reste une réalité : bon Français, grand soldat (1).

L'ARMÉE ET LA POLITIQUE DU DIRECTOIRE

Rien de plus précaire que la paix péniblement élaborée à Mombello, à Udine, à Campo-Formio et à Rastadt au cours de l'année 1797. Aussi cette année de paix ne fut-elle pas encore pour l'armée une année de repos. Sans même parler des tentatives de débarquement en Angleterre et de l'expédition d'Égypte, la politique révolutionnaire du Directoire lui imposait de multiples et pénibles tâches.

A l'intérieur, où nous trouvons plus du quart des effectifs, il s'agit de garder les côtes contre les menaces de débarquement anglais, de fournir aux administrations départementales et communales les détachements destinés à faire rentrer les contributions ou à protéger les courriers, de rehausser la solennité des fêtes décadaires, de faire la chasse aux prêtres réfractaires, aux émigrés, aux contre-révolutionnaires, de maintenir l'ordre dans certaines localités ouvrières.

A l'extérieur, il s'agit d'aider à la propagande révolutionnaire en même temps que d'imposer ces contributions de guerre qui constituent les plus sûres ressources du Directoire. Tour à tour l'État romain et la Confédération helvétique sont transformés en républiques filles de la République française. Ces créations artificielles ne s'effectuent pas sans difficultés et sans l'intervention brutale des armées : à Rome, c'est l'œuvre de Berthier avec un détachement de l'armée d'Italie confié à Masséna ; en Suisse, c'est celle de Brune, puis de Schauenbourg avec un détachement de l'armée du Rhin, et un autre de l'armée d'Italie amené par ce même Masséna qui s'est rendu impossible en Italie par ses exactions et qui voit s'ouvrir ici un nouveau champ à de plus nobles exploits.

(1) SOREL, *l'Europe et la Révolution française, Bonaparte et Hoche en 1797*. — CHUQUET, *Quatre généraux de la Révolution*.

Tous ces mouvements étaient peu favorables au rétablissement de l'ordre dans l'armée : les désertions se multiplient, facilitées par les nombreuses mutations d'unités et justifiées dans l'esprit de beaucoup par la cessation des hostilités ; la discipline se relâche, surtout en Italie où le retard du paiement de la solde et la mauvaise qualité des denrées provoquent des séditions ; le désordre s'accroît dans l'administration ; les généraux profitent de la faiblesse du gouvernement directorial pour se payer, au détriment des pays occupés, de cinq années de fatigues et de privations. Le gouvernement ne donne-t-il pas lui-même l'exemple de ces mœurs ?...

L'esprit national et révolutionnaire s'affaiblit. Le Directoire est à la merci des généraux et il le sait. Il se laissera d'autant plus facilement tenter par le projet d'expédition lointaine que Bonaparte a mûri dans ses méditations d'Italie.

Celui-ci est en fait, depuis la conclusion de la paix, un homme avec lequel il faut compter. Comme il a été le faiseur de plans au Comité de Salut public, il se retrouve, mais avec quelle autorité, le conseiller diplomatique et militaire du Directoire.

L A MARINE PENDANT LA RÉVOLUTION La guerre est interrompue sur le continent, mais il reste toujours l'ennemie déclarée de la Révolution : l'Angleterre.

Vainement, depuis les premiers jours de la Révolution, nous avons essayé de répondre à ses coups. Notre marine, naguère encore rivale heureuse de la marine anglaise, eût dû



RÉVOLTE DE PAVIE (D'après Carlo Vernet).

pourtant pouvoir continuer la lutte : inférieure par le nombre, elle rachetait cette infériorité par sa vitesse et par le calibre de ses canons. Mais la Révolution lui avait porté un coup terrible ; peut-être aussi — quoique l'histoire soit encore mal renseignée sur l'action de l'Angleterre dans la Révolution française — faut-il y voir la main de notre ennemie d'alors, notamment en ce qui concerne les désordres qui, si rapidement, troublèrent nos ports de guerre.

Dès les premiers jours, en effet, les ouvriers des arsenaux et des ports refusent l'obéissance, exigent la suppression du travail à la tâche, s'érigent en juges du civisme et de l'aptitude de leurs chefs, bientôt débauchent marins et soldats. A Toulon, à Brest, des officiers sont emprisonnés ou massacrés par la populace. Peu à peu les autorités maritimes qui, comme toutes les autorités sociales, ne croient plus à leurs propres droits, découragées d'ailleurs par la faiblesse du gouvernement d'où ne leur viennent que de vaines paroles, s'abandonnent, et, de concession en concession, en sont réduites à disparaître elles-mêmes. En janvier 1792, plus de la moitié des officiers inscrits au port de Brest sont absents sans congé et, vraisemblablement, émigrés.

La Constituante, loin d'apporter remède à ces maux, les aggrave : au nom de l'égalité, elle supprime le corps de la Marine. « Le matelot du vaisseau de guerre, déclare Champagny, le futur ministre de Napoléon, n'a pas besoin d'une pratique différente de celle du bateau de commerce ! » En vertu de ce principe, on fond les deux marines : tout officier de la marine de commerce peut être nommé à un emploi correspondant de la marine de guerre. Le principe du service obligatoire des gens de mer est maintenu ; mais l'application en est confiée à des syndic élus par eux. Enfin tous les emplois administratifs, y compris ceux des arsenaux, sont confiés à des civils.

Ces réformes elles-mêmes ne paraîtront plus assez démocratiques à la Convention. Si on recule devant l'élection des officiers, du moins limite-t-on le choix du ministre aux candidats présentés par une réunion de tous les officiers de marine. Quant aux administrateurs des ports, on les remplace par des agents nationaux chargés de missions temporaires.

L'épuration des cadres est poursuivie brutalement. Le certificat de civisme remplace les preuves de navigation. L'incapacité des nouveaux chefs augmente l'indiscipline des équipages : ceux-ci font la loi et vont, en 1793, jusqu'à exiger la cessation d'une croisière et la rentrée de l'escadre à Brest. Dans les ports, on palabre et on manifeste ; non seulement on ne construit pas, mais les navires ne trouvent dans les arsenaux ni moyens de réparation ni approvisionnements. Qu'importe à des gens

qui se gargarisent de ces phrases : « Si la marine n'existait pas, le peuple n'aurait qu'à le vouloir, elle sortirait du néant ! »

Ces idéologues ont pu croire qu'ils avaient improvisé des armées ; ils allaient voir qu'on n'improvise ni une marine ni des vaisseaux. Le plus actif des représentants en mission, Jean Bon Saint-André, pourra bien, à force d'énergie brutale, rétablir un semblant de discipline et « galvaniser » les courages, il ne pourra ni construire des vaisseaux et réunir des approvisionnements, ni apprendre aux cadres nouveaux la science de la navigation en escadre et l'art de la manœuvre.

Heureusement, l'Angleterre, convaincue sans doute d'avoir fait tout le nécessaire pour que la marine française se détruisît elle-même, ne parut pas se soucier de rien risquer pour y travailler directement. Elle ne sut ou ne voulut pas profiter de l'insurrection vendéenne, et il fallut l'appel des insurgés de Toulon et de Corse pour que son action s'exerçât dans la Méditerranée. Elle y détruisit l'arsenal de Toulon et emmena la plus grande partie de nos vaisseaux, lorsque, grâce à Bonaparte, sa flotte dut abandonner ce port.

Quelques mois plus tard, l'amiral anglais Howe perdit encore l'occasion d'anéantir la flotte de Brest, que Villaret-Joyeuse avait conduite au-devant d'un convoi de ravitaillement. Au lieu de lui infliger un désastre, le 15 prairial, ce ne fut qu'une sévère défaite, due surtout à l'inexpérience de nos canonnières. Mais notre marine acheva elle-même de se détruire au cours de la *Croisière du grand hiver* de 1794-95, entreprise sans but défini, sur l'ordre des incompétences du Salut public : l'usure de nos bâtiments et la maladresse de nos équipages y multiplièrent les naufrages.

Trois ans après la déclaration de guerre à l'Angleterre, nous avions perdu 35 vaisseaux et 65 frégates. C'en est fait désormais de nos escadres.

Restait l'arme illusoire des faibles, la guerre de course. La Convention s'en saisit avec ardeur : des villes et des armateurs, ce fut à qui équipa le plus de corsaires, et certains de ceux-ci, tels que Surcouf, conquièrent dans cette lutte une gloire qui n'est pas éteinte. Gardons-nous de nous faire illusion sur les résultats d'une telle guerre : si les corsaires français enlevèrent, pendant les guerres de la Révolution, d'après certains calculs, 2 226 bâtiments, parmi lesquels il faut compter sans doute des barques de pêche, alors que nos pertes furent seulement de 375 unités, ces chiffres prouvent l'activité du commerce anglais autant et plus que celle de nos corsaires. Le résultat le plus certain de cette guerre de course fut d'exaspérer le sentiment individualiste et, par conséquent, l'indiscipline, et de priver la Marine de guerre d'activités dont elle avait pourtant le plus pressant besoin.

La paix de Bâle permit au Directoire des desseins plus hardis. Toujours audacieux dans ses conceptions, Carnot rêvait de débarquer en Angleterre 200 000 hommes. A défaut de ces 200 000 soldats, du moins avait-on le chef capable de tenter l'entreprise. Peu s'en fallut, nous l'avons dit, qu'en dépit des difficultés matérielles résultant de la désorganisation de la marine, malgré l'inertie et les préjugés des marins, Hoche réussît à jeter en Irlande 18 000 hommes.

On songea à reprendre l'affaire avec l'appui de la flotte espagnole ; mais celle-ci fut battue au cap Saint-Vincent, et, quelques mois plus tard, la flotte batave, sortie elle aussi pour obéir aux sollicitations du Directoire, eut le même sort à Camperdown. L'Angleterre et sa marine s'étaient ressaisies.

Telle était la situation à la veille du traité de Campo-Formio.

Le jour même de la signature, Bonaparte expédiait au Directoire une lettre insistant sur la nécessité de tourner immédiatement « toute notre activité du côté de la marine » et de détruire l'Angleterre. Quelques heures après la réception de cette lettre, il était nommé au commandement d'une nouvelle armée d'Angleterre.

Sans désespérer, toutes dispositions sont prises pour concentrer à Brest le maximum de bateaux, une armée, et une flottille composée de chaloupes à fond plat, naviguant à l'aviron, faciles à construire, peu coûteuses, capables de manœuvrer même sur les hauts fonds, ingénieuse invention, « poussière navale », mais grâce à laquelle certains esprits, peu avertis des difficultés de navigation, espèrent compenser l'infériorité de notre marine.

L'EXPÉDITION D'ÉGYPTE ⁽¹⁾ Mais ce n'est pas du côté de la Manche que Bonaparte a, en réalité, tourné ses vues ; c'est vers la Méditerranée que ce fils de la Corse a rêvé d'établir l'empire de la France. Au cours des négociations de 1797, il a fait occuper Corfou, Zante et Céphalonie, plus importantes à ses yeux que l'Italie elle-même. Dès cette époque aussi, il a montré, dans ses lettres au Directoire, l'intérêt que présentait l'occupation de Malte et de l'Égypte : « Comme colonie, l'Égypte remplacerait bientôt les produits des Antilles et, comme chemin, nous donnerait le commerce des Indes. » Aussi, lorsque, en février 1798, une rapide reconnaissance l'eut convaincu des difficultés de l'expédition d'Angleterre, revint-il tout naturellement à son projet ancien, qui, par Talleyrand, se rattachait à la tradition diplomatique de l'ancien régime.

Il se trouva qu'à cette date, diverses causes agissaient dans le même sens : désir

(1) DE LA JONQUIÈRE, *l'Expédition d'Égypte*.

de Bonaparte de s'éloigner momentanément d'un milieu où il craignait de s'enliser sans profit, désir des Directeurs de détourner au loin l'activité de l'armée, peut-être aussi désir intéressé de Talleyrand d'écarter de l'Angleterre une menace plus directe. Ainsi fut décidée l'expédition d'Égypte.

Elle avait pour programme lointain de chasser les Anglais de leurs possessions de l'Orient, d'assurer à la France la libre et exclusive possession de la mer Rouge, *d'améliorer par tous les moyens le sort des naturels de l'Égypte*. Une commission de savants, parmi lesquels le géomètre Monge, le naturaliste Saint-Hilaire, le minéralogiste Dolomieu, le chimiste Berthollet, devait l'accompagner.

Cette expédition n'est pas, on le voit, un simple épisode de la lutte contre l'Angleterre. C'est une « expédition coloniale ». Elle n'est pas née seulement de l'ambition d'un homme ou des combinaisons machiavéliques d'autres hommes. Elle tient à des intérêts nationaux.



HUSSARD CONTRE MAMELOUK (D'après Carle Vernet).

Louis XV ou Louis XVI eussent pu l'ordonner comme le Directoire ; si elle fut décidée en 1798, c'est parce que l'instrument de cette conquête existait, ainsi que le chef assez audacieux pour tenter l'aventure.

Le 19 mai, une escadre de 15 vaisseaux, de 13 frégates, de 27 bâtiments divers et un convoi de 280 bâtiments transportant au total 38 000 hommes quittaient Toulon, Marseille, Gênes et Civita-Vecchia.

N'était-ce pas folie qu'espérer naviguer quarante jours dans la Méditerranée en échappant à la flotte anglaise de Nelson ?... L'aventure réussit. En cours de route on s'arrête sous les murs de Malte, et ces murs formidables s'écroulent comme par enchantement, — un enchantement dès longtemps préparé par les intrigues menées à l'intérieur de la place. — Malgré ce temps d'arrêt, l'armée arrive et débarque

sans encombre. Elle prend Alexandrie d'assaut sans artillerie, comme au temps des croisades. Elle disperse les Mamelouks au pied des Pyramides. Le 24 juillet, Bonaparte entre au Caire. On estime que la conquête de l'Égypte est un fait accompli ; déjà Bonaparte songe à rentrer en France.

Mais c'est bientôt l'heure des difficultés et des désillusions. L'assassinat de plusieurs officiers et soldats prouve qu'on a tout à craindre d'un fanatisme à peine dissimulé. Les chefs des Mamelouks ne s'avouent pas vaincus. Ce qui est autrement grave, c'est que l'armée va se trouver bloquée par suite de la destruction presque totale de la flotte à Aboukir (1^{er} août).

Après le débarquement, cette flotte était restée mouillée en rade d'Aboukir. Lorsque Nelson, après une longue randonnée à travers la Méditerranée, l'eut enfin découverte, l'amiral Brueys, au lieu de gagner le large, prit le parti de subir le choc à l'ancre. C'était se résigner d'avance à subir la volonté adverse ; mais Brueys jugeait l'escadre incapable de combattre et de manœuvrer à la fois. Ainsi, ce qui causa la défaite, ce ne fut pas la maladresse ou les fautes d'un homme, ce furent les causes mêmes qui avaient produit les mésaventures des années précédentes, l'impossibilité d'improviser une marine, ou de la refaire avant un long temps quand elle est désorganisée.

Les forces opposées étaient sensiblement égales. Mais Nelson put concentrer tous ses moyens sur une partie de notre ligne pendant que l'autre assistait immobile à l'action. La bataille commença le 1^{er} août à six heures du soir ; à huit heures, Brueys était tué ; à dix heures, le vaisseau amiral sautait.

Au matin du 2 août, après une nuit de combat, deux de nos frégates et deux de nos vaisseaux étaient coulés ou brûlés, neuf autres vaisseaux étaient tombés au pouvoir des Anglais ; deux vaisseaux et deux frégates seulement purent s'échapper.

Le courage, l'héroïsme d'une partie de nos équipages avaient fait payer très cher aux Anglais leur victoire, mais sans compenser ces graves causes de faiblesse qu'étaient l'insuffisance d'effectifs, le défaut d'homogénéité et les lacunes de préparation d'une escadre constituée à la hâte et, en grande partie, au moyen d'équipages de commerce insouciants, jaloux des cadres de la marine militaire, impatientes de toute discipline.

L'escadre de la Méditerranée était anéantie, l'armée d'Orient séparée de la France pour une période indéfinie.

Il fallait donc maintenant que celle-ci se mît en mesure de vivre sur le pays. Bonaparte n'avait pas attendu la catastrophe pour s'y préparer. Il apporta à cette tâche son activité infatigable et ce singulier mélange d'imagination et de sens réa-



COMBAT DES PYRAMIDES (D'après Carle Vernet).

liste qui caractérise son génie. Il faut lire dans le bel ouvrage du capitaine de la Jonquière la série des arrêtés qu'il prend ou qu'il inspire, non seulement pour assurer la sécurité de l'armée, ses approvisionnements, sa solde, mais pour organiser le pays, administrer les provinces et les villes, percevoir les impôts, créer le service postal, régler la frappe des monnaies, et, d'autre part, pour se ménager les sympathies de la population musulmane en se posant en protecteur de sa liberté opprimée par les Mamelouks, de ses mœurs et de sa religion. Même il semble parfois que ces préoccupations civiles l'intéressent plus que ses travaux purement militaires : n'est-ce pas au lendemain même du désastre d'Aboukir qu'il crée l'Institut d'Égypte?... Une face nouvelle de son étonnante nature se révèle, celle qui surprendra plus tard ses « légistes » quand ils le verront présider les séances du Conseil d'État. Il nous apparaît alors comme l'ancêtre de nos grands coloniaux des premières années du vingtième siècle ; peut-être faudrait-il ajouter comme leur modèle si, à toutes ses qualités, il en avait ajouté d'essentiels : la patience, la persévérance, la longanimité.

Ses lieutenants, un Kléber, un Desaix, montrent la même faculté de s'adapter à une tâche imprévue, la même souplesse d'esprit et cette énergie doublée d'habileté que nous verrons plus tard à Madagascar, en Indo-Chine, au Maroc. Ne retrouvons-nous pas aussi quelques-uns des « traits éternels de la France » dans ces soldats que le chroniqueur arabe nous montre « riant avec le peuple et achetant ce dont ils ont besoin à un très haut prix, tellement qu'ils donnaient six francs pour une poule et pour un œuf dix sous ? »

D'un bout à l'autre de cette histoire de la conquête d'Égypte, nous avons l'impression d'assister à des épisodes de la conquête d'Algérie ou du Maroc. Ne sont-ce pas des « colonnes » analogues à celles qui seront dirigées plus tard contre Abd-el-Kader ou contre tel ou tel groupe de tribus que les remarquables opérations dirigées par Desaix dans la Haute Égypte, opérations dont le succès est dû surtout à la légèreté des détachements ainsi qu'à la forte proportion et à la solidité des cadres ?

Mais, complètement coupé de la France, dont il reste plus de sept mois sans nouvelles, que peut espérer Bonaparte ? La peste s'abat sur son armée et atteint cruellement son moral malgré le dévouement de médecins comme Desgenettes qui s'inocule, en public, le pus d'un malade. Une expédition conduite en Syrie contre une armée turque de secours, après des succès remportés à El-Arich, à Jaffa, au Mont-Thabor, échoue en mai 1799, devant les murs de Saint-Jean d'Acre. Le prestige du vainqueur d'Italie pâlit aux yeux de ses subordonnés et ses espoirs d'expansion en Orient sont refoulés.

Alors cet homme qui ne voit que son but et sacrifie les hommes, s'il le faut, pour l'atteindre, abandonne à son sort une armée condamnée, et s'embarque secrètement au lendemain d'une dernière victoire remportée sur les Turcs près d'Aboukir, obéissant ainsi, d'ailleurs, sans qu'il s'en doute, à un blanc-seing que vient de lui adresser le Directoire.

Livrée à elle-même, décapitée de son chef et des fidèles que celui-ci attache à sa fortune, Berthier, Lannes, Murat, bientôt Desaix, l'armée d'Égypte ne pouvait plus qu'essayer de sauver l'honneur.

Ce fut l'œuvre de Kléber. Autorisé à négocier par les instructions de Bonaparte, il obtient de Sydney Smith, à El-Arich, en janvier 1800, une convention honorable aux termes de laquelle les Français seront réembarqués pour la France avec armes et bagages. Mais l'amiral anglais, dont Sydney Smith, qui est au service des Turcs, n'est pas le subordonné, refuse de reconnaître ces conditions. Kléber, indigné, ne veut répondre « que par des victoires » aux insolences de son ennemi. Il bat à Héliopolis des forces turques très supérieures commandées par le grand vizir ; il reprend le Caire insurgé ; il rétablit l'ordre à force de fermeté et d'humanité ; il s'acquiète même l'amitié et l'alliance du principal des deux chefs mamelouks, lorsque le poignard d'un fanatique tue ce beau soldat, le jour même où tombait à Marengo Desaix, l'autre « Sultan juste ».

A ce soldat de la Révolution, succédait comme commandant en chef un ancien maréchal de camp du roi, le ci-devant marquis de Menou. De l'un à l'autre, le contraste est brutal, au physique comme au moral. Original et brouillon, celui-ci, devenu la risée de l'armée depuis son mariage avec une Turque et sa conversion au mahométisme, achève de perdre une situation désespérée. Après l'échec d'une tentative de la flotte pour porter secours au corps expéditionnaire, Menou capitule en septembre 1801, non sans avoir donné, lui aussi, la preuve de remarquables qualités administratives.

De la première à la dernière heure, l'expédition d'Égypte avait montré une fois de plus l'aptitude colonisatrice du tempérament français. L'armée d'Égypte avait réalisé ce tour de force, au lendemain de sept années de guerres épuisantes, et malgré l'opposition de deux puissances disposant, l'une de la maîtrise de la mer, l'autre de la plus haute autorité morale sur les indigènes : conquérir et organiser un pays immense avec une armée privée de tout ravitaillement, de toutes ressources pécuniaires, de toutes relations avec la métropole.

La campagne avait échoué pour les raisons qui conditionnent le succès ou l'échec de toute expédition coloniale, celles qu'avait bien vues Mathieu Dumas : elle avait

échoué parce que, « sans l'appui mutuel des forces de terre et de mer, aucun établissement colonial ne peut être soutenu », ou, en termes plus nets, parce qu'il ne peut y avoir de colonies sans marine.

Mais l'échec n'était pas absolu. Les résultats de cette coûteuse expédition devaient se prolonger bien au delà du rembarquement de nos troupes, bien au delà même de ce qu'en attendaient ses promoteurs : après plus d'un siècle, c'est du passage rapide de nos soldats et de ces grands chefs coloniaux qui s'appelaient Desaix, Kléber, Bonaparte, qu'est fait en partie notre prestige dans le proche Orient.





BATAILLE DE ZÜRICH

(26 août 1704)

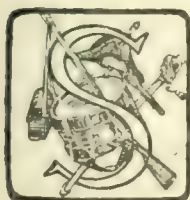
D'après une esquisse anonyme du Musée de l'Armée



CHAPITRE II

LA GUERRE CONTRE LA SECONDE COALITION

La conscription. — Championnet à Naples. — Premiers revers. — Novi et Zurich. — Brumaire.



Si l'on a pu exposer le développement complet des opérations en Orient sans l'interrompre par le récit des événements d'Europe, c'est que, par le fait même de la distance et de la destruction de notre flotte, ces événements sont tout à fait indépendants les uns des autres.

Quel que fût son but lointain — imprécis comme un rêve — l'expédition d'Égypte était, nous l'avons dit, une expédition coloniale, quelque chose comme une expédition de Saint-Domingue à plus grande envergure ; elle ne pouvait modifier le cours des événements en Europe. Le lendemain du départ de la flotte, nous avions chassé de Turin le roi Charles-Emmanuel et occupé le Piémont, cependant qu'un ambassadeur russe allait traiter à Vienne de la coopération éventuelle des armées russe et autrichienne. La guerre entre la France révolutionnaire et l'Europe continuait.

Le gouvernement directorial aurait eu pourtant intérêt à consolider la paix provisoire conclue à Campo-Formio. Nos armées, affaiblies chaque jour par la désertion et les congés, ont fondu et sont tombées en un an de 400 000 hommes (août 1797) à 330 000 (septembre 1798) ; elles tiennent un front qui, sans parler de

l'armée d'Orient et des éléments maintenus sur les côtes, s'étend de Rome au Zuiderzée ; elles doivent, non seulement y faire face à l'ennemi, mais se garder à l'arrière de l'animosité de populations rendues chaque jour plus hostiles par le poids de l'occupation ; leurs approvisionnements en matériel et en munitions sont épuisés ; le désordre des finances et de l'administration n'a pas permis de se libérer du système des entreprises qui livre le soldat au fournisseur ; l'esprit même de ces armées, démoralisées par leur misère et par le spectacle de tant de scandales, n'est rien moins que sûr.

Or, il semble que cette situation difficile incite le Directoire à des entreprises audacieuses qui ne peuvent avoir d'autre effet qu'une reprise générale de la guerre : la création des républiques-sœurs ne nous renforcera-t-elle pas de légions batave, helvétique, cisalpine, romaine, etc. ? La misère lamentable des armées ne sera-t-elle pas atténuée quand elles pourront vivre sur des pays nouveaux, relativement peu touchés par la guerre ? Puisqu'on n'est pas sûr de ces armées, n'est-il pas sage de les éloigner le plus possible de Paris, en leur donnant la tentation d'invasions profitables ?

LA CONSCRIPTION ⁽¹⁾ Quant aux effectifs nécessaires à ces entreprises, la loi de conscription les fournira. Cette loi du 19 fructidor an VII, qui fut présentée et soutenue par Jourdan, est la première et la seule loi de recrutement de la période révolutionnaire et impériale ; les mesures prises en 1792 et 1793 n'avaient été dans l'esprit de tous que des mesures d'exception, en contradiction avec les principes mêmes de la Révolution, d'après lesquels le service volontaire devait remplacer le service soldé.

Celle-ci posait d'autres principes, principes si souples qu'ils permettront de faire face à tous les besoins des guerres napoléoniennes, et qu'aujourd'hui encore c'est sur les mêmes principes que repose notre loi de recrutement.

Aux termes de cette loi, « tout Français est soldat et se doit au service de la patrie ». Hors le cas de danger de la patrie qui appelle sous les armes tous les hommes valides, l'armée de terre se recrute à la fois par enrôlements volontaires et au moyen de la conscription. « La conscription comprend tous les Français depuis l'âge de vingt ans jusqu'à celui de vingt-cinq ans révolus..... Les défenseurs conscrits sont divisés en cinq classes. » Une loi fixe chaque année d'après l'incomplet de l'armée le nombre de « défenseurs conscrits » qui doivent être mis en activité, à partir de

(1) P. MAHON, *Études sur les armées du Directoire*.

la classe la plus jeune. La loi ne fixe pas la durée du service actif : comme l'effectif des appelés elle doit varier suivant les besoins.

Chaque classe était évaluée, d'après les calculs de l'Institut, à 250 000 hommes ; c'était donc plus d'un million de conscrits que le Directoire pensait pouvoir, en cas de besoin, opposer à l'Europe, et, derrière eux, 10 millions de gardes nationaux. Pour commencer il n'en demandait que 200 000. Après établissement dans chaque commune de la liste de conscrits et après examen des infirmes par un jury composé d'un commissaire du Directoire, d'un officier de santé et de cinq pères de famille dont les fils étaient déjà sous les drapeaux, les conscrits devaient être conduits successivement au chef-lieu de canton et au chef-lieu du département, d'où ils seraient dirigés sur les armées d'après un tableau de correspondance attribuant à chacune d'elles le contingent d'un certain nombre de départements.

Ce brusque afflux de recrues nécessitait une réorganisation de l'armée elle-même. Elle fut l'objet de divers arrêtés qui prescrivirent notamment la fusion des trois bataillons de chaque demi-brigade en deux bataillons de guerre, le versement des cadres les plus aptes à diriger l'instruction et les moins aptes au service de guerre dans un troisième bataillon dit « bataillon de garnison », l'envoi de ces troisièmes bataillons dans des localités de l'intérieur ou des frontières où les recrues seraient amenées.

En dépit des discours grandiloquents qu'avait provoqués la discussion de la loi, le rendement de ce premier appel fut des plus précaires. La faiblesse du gouvernement fit admettre une multitude d'exemptions, tolérer un plus grand nombre de réfractaires, indépendamment même des départements de l'Ouest auxquels la loi n'était pas applicable. Au lieu des 250 000 hommes prévus, la première classe n'en donna en fait que 51 000. Il fallut bientôt appeler les autres classes, dont le rendement ne fut pas meilleur.

Il était pourtant urgent de recompléter les effectifs des armées : armée d'Angleterre, — armée batave aux ordres du général Hatry, — armée de Mayence, successivement commandée par Joubert, Lefebvre et Jourdan, établie sur le Rhin de Dusseldorf à Bâle, — armée d'Helvétie à la tête de laquelle Masséna va succéder à Schauenbourg, — armée d'Italie, confiée à Joubert dans la Cisalpine, — armée de Rome ou de Naples, commandée par Macdonald puis par Championnet.

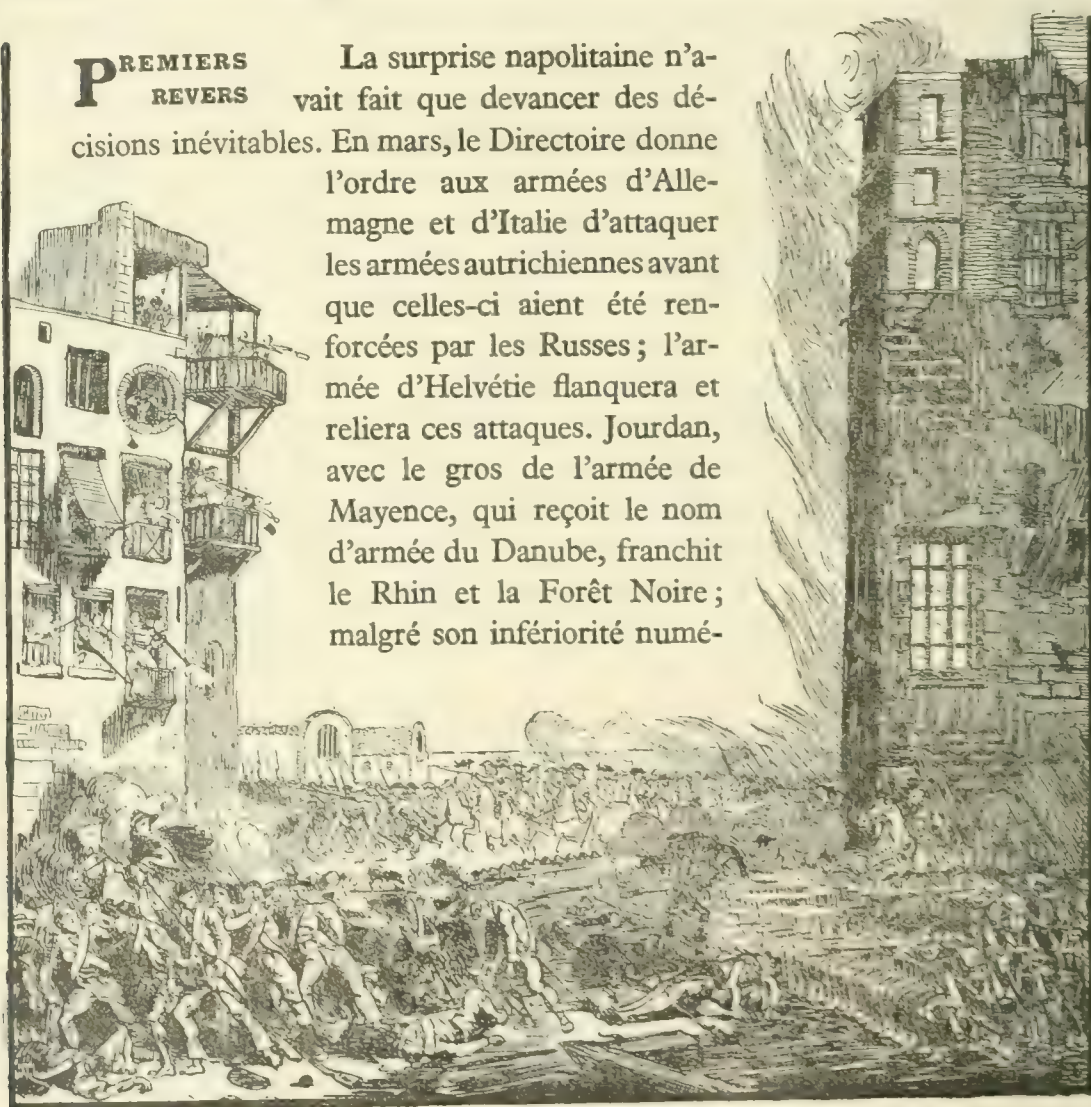
C HAMPIONNET A NAPLES

Le 24 novembre 1798, l'armée napolitaine sous les ordres du général autrichien Mack attaquait cette dernière. Elle réussissait à entrer dans Rome, mais, trop dispersée, se faisait battre à plate couture. Championnet, poussant jusqu'à Naples, y proclamait la république parthénopéenne,

construction éphémère, mais qui « laisse dans l'histoire de la conquête républicaine une trace lumineuse », campagne qu'il fallait signaler ici, malgré sa brièveté, parce qu'elle montre une belle figure traditionnelle de chef français, le soldat redresseur de torts, libérateur et protecteur des populations envahies. Parmi les scandales de cette triste époque, où les généraux rivalisent pour s'enrichir avec les commissaires chargés de les surveiller, ce Championnet, qui va succomber sous les intrigues de son lieutenant Macdonald, apparaît, avec son chef et ami Joubert, comme l'une des dernières incarnations du soldat républicain de l'époque héroïque.

PREMIERS REVERS

La surprise napolitaine n'avait fait que devancer des décisions inévitables. En mars, le Directoire donne l'ordre aux armées d'Allemagne et d'Italie d'attaquer les armées autrichiennes avant que celles-ci aient été renforcées par les Russes ; l'armée d'Helvétie flanquera et reliera ces attaques. Jourdan, avec le gros de l'armée de Mayence, qui reçoit le nom d'armée du Danube, franchit le Rhin et la Forêt Noire ; malgré son infériorité numé-



ENTRÉE DES FRANÇAIS A NAPLES (D'après Bellangé).

rique, il attaque sur un front large son adversaire de 1796, l'archiduc Charles ; celui-ci n'a pas de peine à le battre à Stokach (25 mars) et à lui faire repasser le Rhin. Masséna lui succède au commandement des armées du Danube et d'Helvétie réunies. Attaqué dans les premiers jours de juin, il tient tête à l'archiduc à Zurich ; mais, en raison d'une trop réelle infériorité numérique, il se replie à son tour derrière la Limmat.

En Italie, Scherer, qui a remplacé Joubert jugé trop indépendant et rappelé, échoue à Magnano. Il est remplacé par Moreau qui subit à Cassano (27 avril) le premier choc des Russes de Souworow. Voici que se heurtent, pour la première fois, ces deux armées si différentes de tempérament, mais qui ont en commun l'ardeur, la vaillance, la ténacité. La victoire va d'abord à ce Souworow, qui tient de la ganache et de l'Attila, qui méprise l'intelligence et ne croit qu'à la baïonnette, qui a « l'âme d'un grand général sans en avoir la tête » (Napoléon). Rappelé au nord de l'Italie par ces premiers échecs, Macdonald a dû évacuer la Lombardie à travers des populations révoltées dont se souviendront ceux qui se trouveront en Espagne dans la même situation terrible. Son armée épuisée est battue à son tour à la Trebbia (18 juin). Mais le général russe, qui eût pu écraser séparément Macdonald et Moreau, ne sait pas empêcher leur réunion.

C'est le moment où les divergences d'intérêts des coalisés provoquent un remaniement de leurs forces qui leur sera fatal.

N ^{NOVI ET} ^{ZURICH} ⁽¹⁾ L'Autriche, qui veut reconquérir l'Italie pour se l'annexer (tandis que la Russie ne voulant pas tirer les marrons du feu pour un rival éventuel entend lui rendre ses souverains), obtient que les armées russes passent en Suisse. Ces discussions amènent un temps d'arrêt dans les opérations actives. Le Directoire voudrait en profiter et essayer de s'arracher par une victoire à une situation qui, en cet été de 1799, est aussi critique à l'intérieur qu'à l'extérieur. Pour des raisons qui ne paraissent pas exclusivement militaires, il envoie en Italie le jeune Joubert, et en même temps il presse Masséna d'attaquer. Celui-ci est têtu s'il est opiniâtre, et il se refuse à rien risquer avant d'avoir remis son armée en état.

Ardent, exalté par son récent mariage autant que par les projets de coup d'État combinés avant son départ, Joubert fait, dès son arrivée, déboucher son armée de la Rivière de Gênes sans même prendre le temps de la concentrer. Elle est atta-

(1) GACHOT, *Souworow en Italie*, et divers. — HENNEQUIN, *Zurich*.

quée le 15 août à Novi par Souworow. Dès le début de la bataille, Joubert tombe mortellement blessé. Comme celle de Hoche, deux années auparavant, sa mort brise des espérances radieuses et pose devant l'historien une même énigme où il y a du rêve : qu'eût fait pour la France ce soldat philosophe, modeste, pacifique, « resté en esprit volontaire de 1791 », que Bonaparte avait, en 1797, préféré à tous ses lieutenants?...

Vainqueur, Souworow ne poursuit pas. Il se dirige vers la Suisse, où il espère prendre à revers les républicains tandis que son lieutenant Korsakow, laissé devant Masséna par l'archiduc, les maintiendra de front. Mais c'est compter sans les difficultés d'un terrain aussi défavorable aux attaques massives des Russes que favorable aux manœuvres et à l'initiative de nos troupes, sans la valeur de ces chefs rompus à la guerre de montagne, un Soult, un Molitor, un Gazan, un Mortier, un Lecourbe surtout, admirable type de montagnard comtois, et c'est compter aussi sans la souplesse manœuvrière de Masséna, qui va se révéler comme le meilleur élève de Bonaparte dans l'application du principe de l'économie des forces.

Pendant que Lecourbe ralentit la marche de Souworow dans la région du Saint-Gothard et que Soult retient les auxiliaires autrichiens de Korsakow à l'est du lac de Zurich, Masséna accable celui-ci avec le gros de ses forces à l'ouest du lac, vers Zurich. La conception de l'attaque est hardie : elle suppose le franchissement, sous le feu de l'ennemi, de la Limmat et de la Linth. L'exécution l'est davantage encore ; elle aboutit à la défaite complète de Korsakow (25-26 septembre). Masséna se retourne alors sur Souworow et l'écrase. Quelque énergie que le vieux maréchal déploie dans ses attaques et dans la retraite pénible qu'il mène à travers les défilés du Pregel, son armée n'en est pas moins hors de cause. C'est la première grande victoire française depuis la fameuse campagne d'Italie de 1796-1797.

Il semble que le mauvais sort soit conjuré. Sur le Rhin, l'archiduc Charles est immobilisé par Ney et par Lecourbe qui, après Zurich, y a été appelé. En Hollande, Brune rejette à la mer une armée anglo-russe, vaincue à Bergen le 16 septembre et à Castricum le 6 octobre.

Paris, « déshabitué des bulletins de victoire », apprend à la fois les victoires de Brune, celle de Masséna et celle que Bonaparte a eu l'adresse de baptiser « Aboukir » pour transformer un nom de défaite en nom de victoire. De nouveau on apporte des drapeaux et on voit défiler des prisonniers. Les conseils enthousiasmés décrètent que « les armées de Batavie, d'Helvétie et d'Orient ne cessent de bien mériter de la patrie ».

B^{RUMAIRE} Bonaparte peut arriver : il débarque la veille même du jour où la nouvelle des trois victoires a été proclamée à Paris. La France lui est acquise, parce qu'elle est acquise à l'armée qui vient de la sauver et qu'il est le chef le plus brillant de cette armée. Peu importe que le coup d'État de Brumaire ait été voulu et préparé surtout par des civils ; peu importe que les militaires n'y aient pas joué le premier rôle ; peu importe même que beaucoup d'entre eux aient boudé ou n'aient marché qu'à contre-cœur, ce n'en est pas moins le prestige de l'armée victorieuse qui a rendu possible cette journée et qui, au lendemain de la fameuse journée, maintiendra, consolidera le nouveau gouvernement.

Ce n'était pas seulement de l'invasion, c'était en même temps de l'anarchie que les victoires de l'armée avaient sauvé le pays.



1804



DEUXIÈME PARTIE

LES ARMÉES DU CONSULAT ET DE L'EMPIRE

CHAPITRE PREMIER

LES GUERRES VICTORIEUSES

Campagne de Marengo. — Hohenlinden. — L'opposition militaire au Consulat. — Moreau. — Colonies et Marine. — La Grande Armée, les maréchaux, les cadres, les soldats. — La guerre contre l'Angleterre. — Ulm et Austerlitz. — Campagne de Prusse. — Campagne de Pologne. — La terre contre la mer. — Guerre d'Espagne. — Landshut, Essling et Wagram.



A journée du 18 Brumaire ne marque pas seulement le début d'une nouvelle phase de l'histoire politique ; elle ouvre aussi une nouvelle période de l'histoire militaire. Jusque-là, sauf à certaines heures particulièrement tragiques de la Convention, il y avait eu une constante discordance entre le gouvernement du pays et la conduite des armées. Pour la première fois, l'un et l'autre vont être réunis dans la même main.

Précisément, le premier problème qu'ait à résoudre le nouveau chef de l'État est un problème de grande portée militaire. Il s'agit de faire la paix. C'est cela surtout que le peuple français attend du Premier Consul ; ce qu'il acclame en lui, au

lendemain de Brumaire, ce n'est pas tant le restaurateur de l'ordre que le négociateur victorieux de Campo-Formio. Aussi l'un des premiers gestes de Bonaparte consul est-il d'écrire aux souverains ennemis pour leur offrir la paix. Nous disons bien : un geste ; rien de plus. La paix dont il s'agit, la seule que le peuple français conçoive, c'est la paix républicaine, la paix révolutionnaire, « la paix dans les limites naturelles », et cette paix, seule la force des armes l'imposera.

LA CAMPAGNE DE MARENGO ⁽¹⁾ Il serait fastidieux de redire les détails lamentables du dénuement et de la détresse des armées qui venaient de vaincre à Zurich et à Casticum. Comment leur situation se serait-elle améliorée depuis 1796, puisque le désordre n'avait fait que croître, puisque le Trésor public est aussi démuni, les pays occupés de plus en plus épuisés, — jusqu'à devoir, comme dans certains cantons de Suisse, évacuer les enfants faute de pouvoir les nourrir ? — Aussi retrouvons-nous, dans la correspondance des généraux, toujours les mêmes plaintes, toujours les mêmes récriminations, et aussi les mêmes échos de manifestations collectives d'indiscipline dues aux mêmes causes : retard de plusieurs mois dans le paiement de la solde, insuffisance des distributions de toute nature. Il faudra, à l'armée du Rhin, retarder la cérémonie de la prestation du serment à la nouvelle Constitution jusqu'à ce qu'on ait pu apporter un secours effectif à la misère des troupes, et Bonaparte sera contraint de rappeler, dans une proclamation aux armées, « que la qualité la plus essentielle d'un soldat est de savoir supporter les privations avec constance, plusieurs années de mauvaise administration ne pouvant être réparées en un jour ». Pour faire face aux besoins les plus urgents, il faudra emprunter million par million au Portugal, à la ville de Hambourg, à la ville d'Amsterdam...

Néanmoins, à force d'expédients et à force d'activité, lorsque, au printemps de 1800, les pourparlers de paix ont échoué, les armées, reconstituées, sont prêtes à un effort qu'on espère décisif.

Les armées du Rhin et d'Helvétie ont été réunies en une seule masse de 100 000 hommes environ sous le commandement de Moreau ; l'armée d'Italie qui, réduite à 30 000 hommes, occupe la Rivière de Gênes, a été placée sous les ordres de Masséna ; une troisième, dite armée de réserve, constituée avec une partie des troupes rendues disponibles par la pacification des départements de l'Ouest, avec les dépôts de l'armée d'Orient et avec une nouvelle levée de conscrits, aussi appauvrie par les désertions que les levées précédentes, se rassemble, non pas mystérieuse-

(1) DE CUGNAC, *Campagne de l'armée de réserve en 1800*. — PICARD, *Bonaparte et Moreau*.

ment, comme on l'a dit, autour de Genève, mais ouvertement entre Chaumont et Mâcon, son centre vers Dijon.

C'est cette armée de réserve qui, dans la campagne qui va s'ouvrir, sera l'instrument de la victoire.

Aucune campagne n'a été plus discutée, plus critiquée, plus déformée même par les historiens que cette campagne de 1800. L'esprit de système des professeurs de stratégie y a contribué autant que la passion politique. Il n'en est pas pourtant qui porte mieux l'empreinte du génie napoléonien, génie tout de souplesse, de rapidité, et, dans le début de sa carrière, d'adaptation aux réalités.

Il semble que le Premier Consul ait eu tout d'abord l'intention de porter son effort principal sur la « frontière prédominante », en Allemagne, d'y porter l'armée de réserve et d'y prendre lui-même le commandement. Mais Moreau, que le Premier Consul tient à ménager, ne souffrirait pas cette atteinte à son indépendance ; il ne veut pas, aurait-il dit, « d'un petit Louis XIV à son armée ». Bonaparte ne s'obstine pas : c'est en Italie qu'il fera agir l'armée de réserve, et il demande seulement à Moreau, sans lui imposer le plan plus hardi qu'il avait conçu, de refouler l'armée autrichienne d'Allemagne assez loin pour qu'il puisse lui-même utiliser la Suisse et la route du Saint-Gothard.

C'est en effet une manœuvre sur les derrières des Autrichiens qu'il va essayer. En se portant par Milan sur les communications de Mélas, il l'obligera à évacuer le Piémont ou à lui livrer bataille dans les conditions les plus défavorables. C'est la manœuvre qui va devenir sa manœuvre classique.

Mais les événements troublent l'exécution de ce plan : Bonaparte espérait avoir l'initiative des opérations ; or, le 23 avril, alors que l'offensive dans la vallée du Danube n'est pas commencée, parvient à Paris la nouvelle de l'attaque de Mélas contre Masséna. Bonaparte décide, pour ne pas perdre de temps, de renoncer au passage par le Saint-Gothard et d'utiliser le Simplon et le Grand Saint-Bernard, ce qu'il peut faire sans attendre les progrès de Moreau. Les mauvaises nouvelles affluent d'Italie : l'armée d'Italie est coupée en deux tronçons et Masséna, bloqué dans Gênes, appelle au secours. Bonaparte modifie encore une fois ses instructions : pour agir vite, c'est par le Grand Saint-Bernard que le gros de l'armée de réserve franchira les Alpes ; des détachements demandés à l'armée d'Allemagne utiliseront seuls le Simplon et le Saint-Gothard. On saisit ici sur le vif l'un des caractères de la stratégie napoléonienne : le but une fois fixé et hardiment fixé, l'idée ne varie plus, mais, souple, elle s'adapte aux circonstances.

Le 14 mai, Lannes, qui forme avant-garde, quitte Martigny ; le 23, le gros de

l'armée a franchi le Grand Saint-Bernard, opération sans doute difficile, mais déjà accomplie à deux reprises les années précédentes et qui ne doit sa célébrité qu'à l'adroite exploitation qu'en fit le Premier Consul pour sa légende. La hardiesse de la décision que prend Bonaparte de continuer sa marche en avant avec six canons seulement quand son artillerie a été arrêtée au débouché des montagnes par la résistance du fort de Bard est autrement remarquable.

D'Ivrée, l'avant-garde est poussée dans la direction de Turin, à la fois pour tromper Mélas et pour couvrir le mouvement de l'armée. Couvert par cette avant-garde, le gros file d'abord sur Milan. Il y est rejoint par le détachement que Moncey amène par le Saint-Gothard et prend sur ce col sa ligne de communications en attendant la prise du fort de Bard. L'armée franchit alors le Pô et se rabat vers l'Ouest. Le 8 juin, le défilé de Stradella est occupé. Le but visé depuis l'entrée en campagne, sinon même depuis ce jour de mars où Bourrienne aurait trouvé Bonaparte dans son cabinet des Tuileries piquant sur ses cartes des épingles à tête de couleur et marquant d'avance le point précis de sa future victoire, était atteint.

Un autre aspect du génie de Bonaparte s'est révélé, l'art de « combiner la marche et le jeu de ces colonnes qui semblent agir en tous sens, et qui, cependant, doivent tendre au même but ». C'est Duhesme, un des subordonnés de Bonaparte, qui s'exprime ainsi et qui traduit l'admiration de l'armée : il y faut, ajoute-t-il, « une profondeur de calcul dont toutes les têtes ne sont pas capables » (1).

Ces combinaisons vont viser maintenant à accrocher l'ennemi, quelque décision qu'il prenne : toute l'armée est portée en avant, telle un filet tendu à travers les communications adverses. Même après avoir pris contact avec l'ennemi, le 14 juin au matin, Bonaparte a une telle crainte de voir s'échapper et de manquer sa bataille qu'il pousse ses deux divisions d'aile, l'une au Nord de la route qui pourrait conduire Mélas vers Turin, l'autre au Sud avec Desaix sur celle qui le mènerait à Gênes.

On connaît la suite : les deux batailles de Marengo, ou plutôt la bataille perdue à Marengo à trois heures du soir, et la bataille gagnée à San-Giuliano à six heures, grâce à l'arrivée de Desaix, rappelé en toute hâte et qui sera malheureusement tué d'une balle au cœur dès son entrée en ligne, grâce aussi à une brillante charge de cavalerie menée par Kellermann, grâce enfin, il faut le dire, à la faiblesse du commandement autrichien.

En un mois, et avec une artillerie qui, le matin de Marengo, ne dépassait pas vingt pièces, Bonaparte avait vaincu. Il n'avait pas besoin, pour grandir sa victoire,

(1) DUHESME, *Essai historique sur l'infanterie légère*.

de la déformer et de l'idéaliser, comme il semble qu'il le fit dans les relations officielles. Par l'audace raisonnée de son plan, par l'incessante adaptation de ce plan aux circonstances, par la rapidité et la netteté des décisions, la campagne de Marengo est, quoi qu'en aient pensé certains esprits systématiques, l'égale des plus belles victoires impériales. Napoléon n'aura, dans les campagnes suivantes, qu'à appliquer sur de plus vastes théâtres cette organisation des divisions en corps d'armée et cette idée de manœuvre sur les communications adverses qu'il vient d'inaugurer de façon si éclatante.

H^{OHENLINDEN} Le lendemain de Marengo, Bonaparte, fidèle à la mission qu'il avait reçue de la France en Brumaire, s'empressait de conclure un armistice et d'offrir la paix : « C'est sur le champ de bataille de Marengo, au milieu des souffrances et environné de 15 000 cadavres, écrivait-il à l'empereur d'Autriche d'une plume grandiloquente, que je conjure Votre Majesté d'écouter ce cri de l'humanité. »

En Allemagne, sans être aussi éclatants, nos succès avaient également contraint à l'armistice l'armée autrichienne de Kray, battue le 3 mai à Engen et à Stokach, où Lecourbe avait encore joué le rôle principal, à Mœskirch le 5 mai, le 9 juin à Hochstädt, le 27 juin à Neubourg et à Oberhausen, où avait été tué ce beau type de soldat philosophe qui, après avoir commandé à l'armée des Pyrénées un corps de 8 000 grenadiers, s'était engagé à cinquante-six ans comme remplaçant du fils d'un de ses amis, et que le Premier Consul avait baptisé « premier grenadier de France », Corret de la Tour d'Auvergne.

Mais l'Angleterre veillait. Trompée par quelques manifestations d'opposition au nouveau gouvernement, elle ne croyait pas à sa durée. Elle sut détourner l'Autriche de la paix. Il fallut, en novembre, rompre l'armistice et rouvrir les hostilités.

Peu de campagnes furent, sinon plus brillantes, du moins plus rapides. Elle commence le 22 novembre. Le 3 décembre, après une fausse manœuvre heureusement réparée par l'énergie d'un de ses lieutenants, Moreau, exploitant à son tour l'imprudence présomptueuse de son jeune adversaire, l'archiduc Jean, et remarquablement aidé par ses subordonnés, le laissait s'enfoncer dans des chemins de bois couverts de neige, l'y maintenait de front, dirigeait sur son flanc et sur ses derrières deux de ses divisions, et, l'attaquant alors, remportait, dans la clairière de Hohenlinden, une complète victoire. Poursuivant sans désespérer, il était, le 25 décembre, à soixante-quinze kilomètres de Vienne et imposait, à Steyer, un nouvel armistice. Le même jour, l'armée autrichienne d'Italie était battue par Dupont à Pozzolo ;



MORT DE LA TOUR D'AUVERGNE

(D'après une aquarelle du Musée de l'Armée).

une poursuite, menée non moins rapidement par Brune, se terminait le 15 janvier à Trévise par un armistice analogue. Bonaparte n'avait même pas eu le temps d'intervenir, et sans doute en éprouva-t-il un vif dépit.

**L A TRÊVE. L'OPPOSITION MILITAIRE
AU CONSULAT. MOREAU (1)**

Le 9 février, ces armistices militaires étaient transformés à Lunéville en un traité définitif — ou qu'on croyait tel, comme tous les traités. Huit mois après, l'Angleterre, victorieuse en Égypte, plus facilement encore victorieuse d'une ligue des neutres mal soudée, mais fatiguée d'une lutte coûteuse et désastreuse pour son industrie, consentait à signer à Londres, après des négociations dont on dira ailleurs les difficultés, des conditions de paix qu'enregistra, en mars 1802, le traité d'Amiens.

Enfin c'était la paix ! la paix ardemment désirée, la paix pour laquelle on luttait depuis neuf ans !...

La France obtenait la frontière du Rhin, et ses limites naturelles étaient protégées désormais par ces avancées, les républiques batave, helvétique, ligurienne, cisalpine. Même les succès maritimes de l'Angleterre n'avaient été sanctionnés par l'abandon d'aucune de nos possessions lointaines.

Mais ce n'étaient pas tant ces conditions glorieuses que le fait même de la paix qui réjouissait la nation. Bonaparte, en qui la postérité n'a vu trop souvent que le Maître de la Guerre, apparut alors à ses contemporains comme le Maître de la Paix. C'est à l'artisan de la paix que la France avait fait confiance à la veille et au lendemain de Brumaire ; c'est pour conserver plus longtemps le pacificateur qu'elle allait prolonger indéfiniment son pouvoir, fallût-il sacrifier quelques-uns des buts de la Révolution.

Il le savait. Ce n'est pas sans raison qu'il s'était fait nommer membre de l'Institut, « sûr d'être compris par le dernier tambour », qu'il y participe aux discussions, qu'il s'entoure de savants, qu'il affecte sa préférence pour la tenue civile, qu'il affirme en toute occasion la prééminence du pouvoir civil sur le militaire. Sans doute ces manifestations correspondent-elles à des tendances profondes et on a pu soutenir le paradoxe d'un « Napoléon antimilitariste » : il suffirait de se rappeler ses carnets de jeunesse qui gardent la trace de toutes ses lectures et où se rencontrent si peu de notes d'ordre militaire ; on pourrait évoquer son entourage de savants dans la campagne d'Égypte, montrer l'intérêt qu'il porte aux questions extra-militaires non seulement dans les intervalles de ses campagnes mais au milieu même

(1) SOREL, *l'Europe et la Révolution française*, VI. — PICARD, *Bonaparte et Moreau*. — G. Augustin THIERRY, *Conspirateurs et gens de police*.



LE MARÉCHAL FRANCHET D'ESPÈREY

Portrait d'après J. F. Bouchor.

Musée de l'Armée.

des opérations (comme lorsqu'il réglemente, par exemple, à Finckenstein, les programmes d'enseignement, ou, à Moscou, la vie du Théâtre-Français), on pourrait citer quelques-uns de ses mots : « Les généraux ne sont rien. » « Jamais le gouvernement militaire ne prendra en France, à moins que la nation ne soit abrutie par cinquante ans d'ignorance... » La vérité est que ce grand psychologue connaît bien la France : il sait que, si l'individu est, en France, plus accessible que partout ailleurs au sentiment de l'honneur, plus amoureux du panache et des dorures, plus disposé à risquer au besoin sa vie pour un peu de gloire... ou de gloriole, la nation est, au contraire, dans son ensemble, profondément pacifique, plus amoureuse d'égalité que jalouse de sa liberté, et, par conséquent, peu disposée à s'abandonner aux mains des chefs qui se croient voués à des guerres sans fin. Louis XIV lui-même l'avait compris et en donnait l'avis à son héritier.

Que ce soit tendance profonde ou nécessité politique, c'est précisément cette attitude civile, ce parti-pris arrêté et solennel de fermer le « temple de Janus », comme l'écrivent les journaux de l'époque, que ne lui pardonnent pas les autres généraux, même ceux qui sont restés ou qui se croient encore républicains.

Il est assez curieux de constater que la première et principale opposition à l'ascension au pouvoir d'un général vint de ses compagnons d'armes ; par là nous sommes amenés à faire place, dans cette histoire militaire, à certains épisodes d'histoire politique.

Jalousie de camarades à l'égard d'un plus heureux ou d'un plus audacieux, — anticléricalisme d'hommes qui, pour avoir vécu en dehors du pays, ne comprennent rien aux « capucinades » du Concordat et qu'indigne la « comédie » des *Te Deum* à Notre-Dame, — républicanisme sincère d'un petit nombre de « Spartiates du Rhin », — énervement de jeunes activités à qui neuf années de guerre ont imprimé une direction définitive et qu'affole la perspective de l'inaction, — dépit de chefs habitués au premier rang et qui voient passer devant eux les « pékins », ces « avocats » et ces administrateurs, leurs adversaires de toujours, — chez certains, regret des fructueuses pilleries, — tous ces sentiments, plus ou moins conscients, donnent à beaucoup de généraux, même à ceux qui ont collaboré au coup d'État de Brumaire, une attitude de demi-soldes avant la lettre.

Leur opposition se traduit par des plaisanteries, par des conciliabules, par des libelles. Jusqu'à preuve du contraire, y eut-il complot comme le croyaient Mme de Staël et Napoléon lui-même, et comme le lui faisait croire Fouché ? Le mot est peut-être un peu gros : c'est une fronde plutôt qu'une conspiration. La volonté d'agir manque à ceux qui en seraient les bénéficiaires ou dont le prestige pourrait être

mis en balance à l'égard de celui du Premier Consul, à un Bernadotte trop astucieux pour se compromettre, à un Moreau trop hésitant.

Quoique peu dangereuse, cette opposition ne laisse pas d'agacer le tempérament féminin de Bonaparte. Pour la dissoudre, il s'ingénie de toutes manières. Il éloigne et occupe les uns par des ambassades, Lannes à Ratisbonne, Brune à Constantinople, d'autres par le commandement d'expéditions lointaines qui seront, bien à tort, interprétées comme des formes d'exil ou de déportation, Decaen à Pondichéry, Richepanse à la Guadeloupe... Il rallie la plupart par des promesses, par des flatteries : nous les retrouverons dans la première promotion de maréchaux. Rares seront ceux qui persisteront dans leur stérile opposition.

Parmi ceux-ci, Moreau mérite, par la place qu'il occupa dans l'opinion française et européenne, une mention spéciale. Il synthétise toute une série de figures militaires de la Révolution et présente avec Bonaparte le plus curieux contraste. Breton, fils d'avocat, il se jette, autant par conviction que par turbulence de jeunesse, dans l'agitation qui, à Rennes, prélude à la Révolution. Élu lieutenant-colonel d'un des bataillons de volontaires d'Ille-et-Vilaine, il parcourt rapidement et régulièrement une brillante carrière dont nous avons vu se dessiner les étapes. Froid mais séduisant, naturellement discipliné parce que l'obéissance le dispense de la décision, camarade loyal, simple d'allure et de tenue, indulgent aux fautes de ses inférieurs sauf quand il s'agit de vol ou de pillage, bienveillant jusqu'à la faiblesse pour son entourage immédiat, il n'a ni ennemis ni envieux. Indécis, hésitant, il est peut-être incapable de grands succès à moins que son ennemi ne vienne lui-même prêter le flanc à ses savantes combinaisons ; mais, prudent à l'extrême, il ne s'expose pas aux désastres. C'est ainsi que l'opinion le porte peu à peu au premier rang jusqu'à voir en lui « le rival de Bonaparte ». Ses revers mêmes sont qualifiés de glorieux, sa timidité devient sagesse, ses hésitations sont imputées à la réflexion et à la science, ses retraites sont célébrées comme des victoires. Pour nous qui, moins sensibles au prestige personnel et éclairés par la suite de l'histoire, le jugeons sur les résultats, nous pouvons, en somme, souscrire au jugement que Napoléon a porté sur lui à Sainte-Hélène : « Capable de remuer sur le champ de bataille une petite armée, mais absolument étranger aux connaissances de la grande tactique », et il nous apparaît plus apte à sacrifier une partie de ses forces au profit d'un autre, — ce qui, d'ailleurs, n'est pas une mince qualité — qu'à les employer utilement lui-même. Mais quand toute l'armée le sacrait grand général, comment n'eût-il pas cru, sinon à son génie, du moins à des qualités égales à celles de son rival ? « Pour la conception des plans, pour la conduite des grandes opérations et pour la politique de

la guerre, disait-il de Bonaparte, c'est notre maître à tous ; mais, pour la guerre méthodique sur un théâtre déterminé, pour la partie d'échecs, c'est autre chose : là je crois valoir mieux que lui. »

Il avait appuyé loyalement Bonaparte en Brumaire. Des malentendus les séparèrent, exploités par l'entourage féminin du faible Moreau, d'autant plus aisément qu'après Hohenlinden Bonaparte ne sut pas éviter l'apparence de la jalousie. Moreau se réfugia dans la bouderie, arme et rempart des faibles. Trop heureux de colorer de prétextes politiques cette attitude, il ne sut pas s'opposer à ce que les opposants de l'armée fissent de lui, sinon un chef, du moins un drapeau.

Bonaparte essaya d'abord de le rallier. Ce Breton têtu s'étant obstiné, il le sacrifia, avec ce mélange de brutalité et de machiavélisme qui l'ont fait comparer parfois aux Italiens de la Renaissance. Condamné par ordre après le procès de Pichegru et de Cadoudal et exilé, « Moreau prit peu à peu, comme on l'a dit, une âme d'émigré ». On put voir alors ce qu'il y avait derrière cette façade de républicanisme : chez lui, comme chez nombre de ses contemporains, le grand ébranlement révolutionnaire avait surtout débridé l'individualisme. Comme d'autres à l'ambition, ce faible s'était abandonné à l'amour-propre. Le dépit et la flatterie devaient le mettre au penchant de la trahison et finalement l'y précipiter. Pour s'être refusé, comme il disait, à être le « premier aide de camp de Bonaparte », il devait consentir, en 1813, à être celui d'Alexandre dans une guerre dirigée à la fois contre son pays et contre les idées auxquelles il paraissait s'être consacré, et le vainqueur de Hohenlinden tombera à Dresde frappé par un boulet français.



MOREAU (D'après un dessin de Gros).

COLONIES ET MARINE (1)

Si vraiment, comme il l'a écrit plus tard, Napoléon, après la paix d'Amiens, « croyait de très bonne foi le sort de la France et le sien fixés », l'illusion devait être de courte durée.

(1) Colonel E. DESBRIÈRE, *Projets de débarquement aux Iles Britanniques*.

On dirait cependant qu'il entend s'asseoir dans son nouveau rôle et qu'il jette sur tous les intérêts français un vaste regard circulaire.

Il paraît d'abord préoccupé de nos colonies. Decaen, qui en a manifesté le désir, va tenter de reprendre aux Indes la politique de Dupleix ; Sébastiani reçoit une mission de reconnaissance en Tripolitaine, en Égypte et en Syrie ; Richepanse va réprimer un soulèvement à la Guadeloupe. Il s'en faut de peu qu'on n'entreprenne la conquête d'Alger. Un corps expéditionnaire se prépare à partir pour la Louisiane, quand on juge plus avantageux de céder aux États-Unis nos droits sur ce pays.

Une expédition plus importante, qui ne comprend pas moins de 35 000 hommes et de 41 vaisseaux, aux ordres du mari de Pauline, le général Leclerc, est dirigée sur Saint-Domingue, où le nègre Toussaint-Louverture s'est déclaré indépendant : d'abord victorieuse, cette forte expédition ne tarde pas à fondre sous l'influence de la maladie ; la sauvage guerre de guerillas menée par les lieutenants de Toussaint-Louverture achève de l'user ; lorsque la guerre avec l'Angleterre éclatera, Rochambeau succédera à Leclerc mort à la peine, mais il sera, lui aussi, incapable de résister aux efforts combinés des nègres et des Anglais : pendant six ans, une petite garnison aux ordres du général Ferrand tiendra dans la partie Est de l'île ; mais, dès 1803, la perle des Antilles, redevenue Haïti, pouvait être considérée comme perdue pour nous.

La guerre européenne, qui va reprendre bientôt, ne permettra plus à Napoléon ces lointaines entreprises ; ces quelques expéditions, après celle d'Égypte, suffisent néanmoins pour que nous le rangions parmi les précurseurs de notre politique coloniale moderne, ou plutôt pour que nous le considérions comme un des représentants de notre tradition colonisatrice.

Napoléon avouera plus tard « n'avoir jamais pensé à la marine que par boutades ». Il ne pouvait pas cependant ne pas comprendre qu'il est vain de travailler à acquérir des possessions outre-mer si l'on n'a pas la marine capable d'imposer la liberté des relations de ces possessions avec la métropole. Dès l'établissement du Consulat et plus activement encore après la paix d'Amiens, il avait entrepris la réorganisation de notre pauvre marine.

Il eût fallu, pour cela, du temps et de l'argent. On n'eut ni l'un ni l'autre. Tout au plus put-on réaliser une certaine réforme administrative par l'heureuse création des préfets maritimes. En mai 1803, quand l'Angleterre rompit la trêve, aucun des trente vaisseaux mis en chantier n'était terminé, et la flotte était toujours réduite à quelque quarante bâtiments fatigués. Jamais, depuis 1793, elle n'avait été en plus piteux état.

LES GUERRES VICTORIEUSES

Par la force des choses, on en était revenu à l'idée soi-disant économique de la flottille que prônait, avec la fougue aveugle de l'inventeur, l'ingénieur Forfait. Les marins avaient beau railler ces « coquilles de noix » incapables de tenir la mer, l'opinion publique s'en était engouée. On en construit partout, et jusque dans les arsenaux de l'intérieur ; les départements, les villes, les particuliers en équipent à leurs frais ; on les concentre dans les ports du Pas-de-Calais ; déjà on imagine leur nombre suffisant pour y embarquer l'armée qui doit aller frapper au



LE CAMP DE BOULOGNE (D'après une lithographie du Musée de l'armée).

cœur notre ennemie. Par une des longues nuits de brumaire ou de frimaire, la flottille passerait le détroit par surprise, s'échouerait au petit bonheur sur les côtes d'Angleterre, et l'invasion commencerait. Si, par aventure, la flotte anglaise essayait de s'opposer au transport, ses gros vaisseaux seraient accablés sous le feu de leurs innombrables adversaires.

Napoléon s'est-il vraiment laissé séduire par ces imaginations ? Il l'a nié plus tard. D'autres l'ont nié après lui au nom de son génie incapable de pareilles erreurs. C'est ne pas tenir assez compte de son tempérament impulsif. Il semble bien avoir cru, au moins un certain temps, à la flottille, soit que sa chance inespérée de l'expédition d'Égypte l'eût grisé, soit plutôt que son imagination créatrice, qui est l'une

de ses qualités essentielles, privée de ces notions précises qui, ailleurs, lui servaient de tremplin et de guide, se trouvât ici faussée ou paralysée.

A partir de juin 1803, il renoncera à cette chimère, pour rendre aux escadres le premier rôle et leur demander la liberté du détroit pendant le temps nécessaire au passage. Il était trop tard. L'Angleterre ne lui laissera le temps de faire ni les bateaux ni les marins. Par ses intrigues, elle saura détourner la menace.

Les projets se succéderont néanmoins pendant deux ans, les plus singuliers, les plus compliqués et parfois même les plus contradictoires, entraînant des contre-ordres d'autant plus dangereux qu'on ne peut jamais savoir quel est le dernier ordre qui a touché le destinataire. Napoléon sent bien les besoins, partout identiques, sur mer comme sur terre : réunion des forces et vitesse. Gêné par son manque de technicité et mal secondé par les techniciens, il ne trouve pas la solution qui donnerait satisfaction à ces besoins. D'autre part, transportant dans la guerre maritime ses procédés du commandement à terre, il abuse du secret, met rarement ses subordonnés au courant de sa pensée, et cependant leur impose des ordres minutieux. Comme il fera de ses corps d'armée, ses escadres sont des pions qu'il dirige vers un but que lui seul connaît. Mais ici l'échiquier est mouvant, et Napoléon connaît mal les lois de la marche des pions. Sur terre, il *voit* ses corps d'armée à chaque instant dans leur situation réelle ; sur mer, les contingences lui échappent. Un bon état-major lui éviterait ou réparerait les graves erreurs qu'il commet. A défaut d'un état-major, un Berthier y suffirait peut-être ; un Decrès, administrateur intelligent dont Napoléon récompensera les qualités de courtisan par le titre de duc — le seul qu'il ait donné à un marin — mais esprit négatif et critique, en est tout à fait incapable.

L A GRANDE ARMÉE. LES MARÉCHAUX.
LES CADRES. LES SOLDATS

A ceux qui s'étonneraient de ces erreurs, et que ne satisferait pas cette seule explication que, quel que soit le génie de Napoléon, celui-ci n'est cependant pas infallible, il suffirait de rappeler que, pendant cette période, Napoléon est empêché de donner tous ses soins à sa flotte et à son armée.

C'est l'époque où il organise son pouvoir : il déjoue et punit les complots, il étouffe l'opposition libérale et républicaine, il fait et défait les constitutions, il négocie le Concordat, il dirige les travaux de rédaction des différents codes, il prépare l'Empire, le sacre, toute une France nouvelle dont il prétend être le créateur.

Ses préoccupations sont surtout politiques et civiles. Même lorsqu'il crée la Légion d'honneur et nomme les maréchaux, ce qu'il a en vue, plus encore que

l'armée elle-même, c'est une hiérarchie nouvelle, ossature de la France impériale.

Pour rester sur le terrain de l'histoire militaire, il serait, sans doute, intéressant de pouvoir écrire l'histoire de la nomination des maréchaux, de savoir quelles brigues, quelles intrigues la précédèrent, quelles considérations décidèrent les choix définitifs.

Pourquoi celui-ci et non tel autre ? Pourquoi Mortier, par exemple, et non Lecourbe ?... On verrait alors que ce sont des considérations politiques plus parfois que des considérations militaires qui ont dicté les choix ; des sentiments d'affection personnelle, le dévouement, les services passés, voilà ce que Napoléon a parfois voulu consacrer ; parfois aussi c'est l'opposition possible ou certaine qu'il a voulu désarmer.

Ces nouveaux preux du nouveau Charlemagne furent nommés le 19 mai 1804, le lendemain du jour où Napoléon prenait lui-même le titre d'Empereur. Ils devaient être au nombre de seize, non compris les maréchaux honoraires, membres du Sénat ; la première promotion n'en comptait que quatorze, plus quatre maréchaux honoraires.

Voici d'abord les vétérans, dont la carrière active semble désormais terminée : Kellermann, un héros de la guerre de Sept ans, maréchal de camp des armées du roi, dont le nom est à jamais associé à celui de la première victoire républicaine, et que la postérité, fidèle à la légende, verra toujours animant, le chapeau à la pointe de l'épée, l'ardeur de nos jeunes bataillons, — Sérurier, « major d'ancien régime », soldat intrépide, chef prudent, humain et désintéressé, qui joue les Catinat, — Pérignon, l'homme de ses Pyrénées natales, qui tour à tour les a défendues et reconquises comme commandant d'armée, puis gardées comme ambassadeur chez ces Espagnols qui l'estiment assez pour ne pas lui en vouloir de les avoir battus, — Lefebvre, rude Alsacien, bien incapable d'une position « honoraire », si mal à l'aise à la cour et au Sénat qu'il faudra bien jusqu'à la fin de l'Empire le maintenir en campagne et lui confier des commandements actifs.

Plus âgé que les deux derniers de ces maréchaux honoraires, mais trop utile pour être classé dans cette sorte de demi-réserve, voici Berthier, officier de l'ancien régime, lui aussi, qui a transmis à la nouvelle armée les traditions du corps d'état-major, dont Napoléon a su faire son indispensable instrument de travail, qui, plus appliqué qu'intelligent, sut du moins comprendre que, devant l'histoire, « il serait beau d'avoir été le second de cet homme-là », et qui, comblé d'honneurs, de titres et de bienfaits, mourra peut-être du désespoir de n'être pas resté fidèle jusqu'au bout.

Voici Moncey, figure assez terne, qu'éclairera, au dernier jour de l'Empire, un



suprême rayon, lorsque le vieux maréchal, avec quelques ouvriers de Paris improvisés soldats, essayera de défendre à la barrière de Clichy l'entrée de la capitale.

Après les anciens officiers de l'armée royale, les sous-officiers : Masséna, devant qui l'histoire hésite ou plutôt se contredit, comme Napoléon lui-même, Masséna provoquant par ses déprédations la révolte indignée des soldats qui l'ont baptisé la veille « l'Enfant chéri de la Victoire », capable en 1800, au siège de Gênes, de « se nourrir de semelles de bottes », et asservi en 1810 aux caprices d'une maîtresse ridicule, Masséna dont Napoléon disait qu'« il avait des talents militaires devant lesquels il faut se prosterner » et qu'il disgraciait deux ans plus tard pour sa campagne de Portugal, qu'il autorisera après Wagram à mettre dans ses armoiries une Victoire planant sur le monde, portant des palmes et distribuant des couronnes, et qu'il laissera commandant militaire de la Provence lorsque le sort de l'Empire se jouera en Russie, en Allemagne et en Champagne ; — Augereau, que « son courage avait élevé très haut hors de la foule », mais que « les honneurs, les dignités, la fortune y avaient replongé » (Napoléon) parce que la formation première, intellectuelle et morale, manquait vraiment trop à cet ancien maître d'armes, et qui ne sut pas rester longtemps « l'Augereau de Castiglione » ; — Jourdan, qui, à quarante-deux ans, par ses victoires datant de dix ans, comme par sa méthode de guerre plus vieille encore,





fait déjà figure d'ancêtre, et que, à cause de cela et aussi à cause d'une certaine rigidité de caractère, Napoléon jugera incapable de s'adapter ; — Bernadotte, montagnard au nez busqué d'oiseau de proie, « le plus extraordinaire des cadets de Gascogne », qu'on pourrait dire aussi le « plus audacieux » s'il n'avait trop souvent manqué à la bataille, et « le plus heureux » s'il n'avait été dévoré pendant vingt ans par la plus amère jalousie, qui, après avoir été le sergent Belle-Jambe, à force de hâbleries deviendra le roi Charles XIV, et qu'on entendra, le jour du Retour des Cendres, regretter, peut-être sincèrement, de « n'être plus que roi de Suède » après « avoir été maréchal de France ».

Voici maintenant ceux dont la carrière a commencé à la Révolution : Brune, le malchanceux, qui ne remporte des victoires que dans des pays sans échos ou à la veille de traités qui en éteignent la gloire, le seul avec Jourdan des quatorze maréchaux d'Empire qui ne recevra pas de Napoléon de titre de noblesse, et qui tombera, en 1815, massacré par des Français ; — Murat, tout panache et brandebourgs, broderies, fourrures et dorures, chevalier sans peur mais non sans reproches, sorte de « demi-dieu équestre » que le Dieu de la Guerre a prédestiné à lancer les formidables ouragans des grandes charges et pour qui il aura toutes les indulgences jusqu'à lui donner un royaume, que sa mort lamentable sur la plage déserte du Pizzo fera entrer dans la légende italienne : « *Il Re Giovacchino* » ; —



Mortier, homme du Nord, presque dépaysé au milieu de tous ces Méridionaux, dont la gloire fut, à cause de cela sans doute, éclipsée par la leur, quoiqu'il ait été de toutes les campagnes de l'Empire, se contentant toujours de faire sans bruit son devoir jusqu'au jour où il tombera aux pieds de Louis-Philippe, victime de l'attentat de Fieschi ; — Bessières, qui ne doit son titre qu'à l'amitié personnelle de l'Empereur, soldat loyal et droit, et rien que soldat, digne de la mort de soldat qu'il trouvera en 1813 sur le champ de bataille de Lutzen, « laissant une réputation sans tache » (Napoléon).

Et enfin ceux qu'on pourrait appeler les « conscrits » de l'Empereur, les immortels chefs de corps de la Grande Armée, maréchaux de France à trente-cinq ans, Ney, Soult, Lannes et Davout : Ney, « le brave des braves », tout d'une pièce et tout à l'impression du moment, inapte aux combinaisons savantes, pas plus à celles de la tactique qu'à celles de la politique, mais d'un sang-froid incomparable dans le danger de la bataille et jusque devant les fusils d'un peloton d'exécution ; — Soult différent de Ney jusqu'au contraste, qui mérita d'être appelé par Napoléon « le premier manœuvrier de l'Europe », mais qui transporta sur le terrain politique cet art des évolutions et y fut si habile qu'on a peine à le distinguer parmi des Thiers et des Guizot, alors que, ministre de Louis-Philippe, après avoir été ministre de Louis XVIII à la première Restauration et major général de Napoléon aux Cent-Jours, il accomplit une œuvre législative dont certaines parties restent solides près d'un siècle plus tard ; — Lannes, « l'Ajax de la Grande Armée », admirable chef d'avant-garde, devenu peu à peu le meilleur des lieutenants de l'Empereur, l'ami que Napoléon pleura, qu'il « avait pris pygmée », la veille encore pauvre apprenti sans instruction, et qu'il « perdit géant » ; — Davout, le Benjamin des maréchaux, véritable invention de Napoléon, car, à cette date de 1804, ce général de trente-quatre ans n'avait exercé encore aucun grand commandement, la meilleure preuve aussi de sa connaissance des hommes puisque ce jeune maréchal sera bientôt le plus solide et le plus dévoué de ses lieutenants, le seul qu'il daignera parfois consulter, le seul aussi capable d'agir sans lui et de remporter, à Auerstaedt et à Eckmühl, des victoires dignes de celles de l'Empereur lui-même.

Extraordinaire assemblée et qui témoigne des ressources infinies de la France ! Quel peuple en effet pourrait montrer un tel nombre et une telle variété de talents militaires, brusquement révélés dans tous les rangs de la société ?... Encore faudrait-il, pour compléter cette galerie, y ajouter ceux qui sont morts et qui les eussent égalés ou dépassés, Hoche, Marceau, Kléber, Desaix, ceux que leurs opinions politiques ou l'antipathie personnelle de l'Empereur écartent à jamais des honneurs,

tels qu'un Lecourbe ou un Richepanse, ceux qui recevront plus tard la même dignité, Victor, Oudinot, Macdonald, Marmont, Suchet, Gouvion Saint-Cyr, ceux que la jeunesse de leurs prédécesseurs empêchera d'atteindre à cette dignité, Drouot, « le sage de la Grande Armée », les trois divisionnaires de Davout, Morand, Friant et Gudin, Lassalle, l'émule de Murat, et tant d'autres !...

Les mêmes raisons qui, dans les préoccupations de l'Empereur, donnent le pas aux questions politiques sur les questions militaires l'empêchent d'apporter à l'instruction de son armée tous les soins qu'elle exigerait.

Pourtant rarement une armée se trouva dans des conditions plus favorables. Réunie de 1802 à 1805 dans des camps échelonnés le long des côtes depuis la Hollande jusqu'à Brest, il semblerait qu'elle eût pu et dû employer son temps à l'instruction et à la manœuvre. Napoléon le recommandait à ses lieutenants : « Faites manœuvrer beaucoup vos troupes, écrivait-il à Ney ; la dernière fois que je les ai vues, il m'a paru qu'elles en avaient besoin. » Mais il faudrait qu'il y veillât personnellement ; car, pour un Marmont qui apporte à ce soin l'ardeur de ses trente ans, pour un Soult qui, trois fois par semaine, fait lui-même manœuvrer son corps d'armée pendant douze heures, que de chefs à qui manque le goût ou l'aptitude pour le métier d'instructeur, qui, après tant d'années de fatigues, songent surtout à se reposer, ou à qui il répugne d'enseigner la guerre à des troupes qui viennent de la faire pendant dix ans ! Aussi certains régiments ne sont-ils réunis que rarement. Le temps est employé aux travaux des ports, à l'exercice du canon, à la manœuvre des bateaux plats. Quant à l'instruction des officiers et surtout des officiers supérieurs, elle paraît avoir été assez négligée : c'est seulement par la mise à la retraite et par la réforme des plus médiocres, d'une part, par l'introduction de jeunes officiers formés à Fontainebleau, d'autre part, que s'améliore le corps d'officiers. On s'apercevra dans quelques années de l'insuffisance de la méthode, lorsque les pertes et l'avancement auront fait disparaître les meilleurs.

La cavalerie a retenu davantage l'attention du Premier Consul. Il l'a réorganisée en 1803, en donnant la cuirasse à douze régiments et en augmentant l'arme des dragons qu'il voulait ramener à ses origines. D'autre part, une partie de la cavalerie légère avait été employée à patrouiller le long des côtes, renforcée par des batteries à cheval, et avait accru de ce fait l'initiative de ses cadres subalternes.

Bonaparte aurait songé, paraît-il, à profiter de la trêve pour refondre les lois militaires ; il n'en eut pas le temps, et la seule innovation à signaler est le rétablissement d'un grade intermédiaire entre ceux de colonel et de chef de bataillon sous le

nom de major, celui de lieutenant-colonel ayant été écarté comme rappelant trop les mœurs militaires d'ancien régime.

Dans l'ensemble, il s'en faut donc de beaucoup que l'armée ait profité de cette période de repos et de sa réunion dans des camps pour combler les lacunes ou réparer les erreurs de dix ans d'improvisation.

La Grande Armée n'en est pas moins un instrument de guerre d'une valeur exceptionnelle.

Ce qui fait cette valeur, ce n'est pas son armement, comparable à celui de ses ennemis, et qui, faute de temps et d'argent pour l'améliorer, est resté celui de l'armée royale : dans l'infanterie, fusil modèle 1777, légèrement modifié en 1802, du calibre de 17 millimètres, sans hausse, à recul violent, au tir lent, très dangereux jusqu'à 200 mètres, sans aucune précision au delà, ne permettant même pas à un bon tireur d'atteindre sûrement à 400 mètres une maison à quatre étages, produisant une fumée épaisse ; — baïonnette courte et peu solide ; — sabre court, appelé *briquet*, qui sert aux petits travaux de cantonnement ; — dans l'artillerie, canons du système Gribeauval.

Ce ne sont pas davantage ses règlements, qui, eux non plus, n'ont été ni renouvelés ni modifiés.

Si elle domine toutes ses rivales, c'est par sa composition même, cadres et troupe, par l'entraînement de dix années de guerre et par son état d'esprit.

Nous venons de voir ce qu'étaient les maréchaux, très jeunes d'âge mais non d'expérience, parfois jaloux l'un de l'autre mais d'autant plus soucieux de se distinguer pour mériter les faveurs du maître qui les marie, qui les dote, qui leur dispense les titres de noblesse et la fortune. La lassitude viendra vite ; mais, à la veille de cette nouvelle campagne, dont ils ne prévoient pas qu'elle sera suivie de tant d'autres, ces jeunes maréchaux sont tout à la fierté de leur nouvelle dignité et au désir de la justifier. Les autres officiers généraux présentent des caractéristiques analogues. On a calculé (1) que sur 141 officiers généraux comptant à la Grande Armée en août 1805, « la moitié ont porté l'épaulette sous l'ancien régime, un quart a servi dans la troupe avant 1791 ; le dernier quart, dont l'arme d'origine est généralement l'infanterie, provient des levées postérieures ». La tradition et l'esprit nouveau sont donc heureusement combinés. Le plus jeune d'entre eux a 29 ans ; plus du quart ont de 32 à 37 ans ; le plus âgé en a 58 ; l'âge moyen est de 41. Ils sont donc, eux aussi, dans toute la force de l'âge.

(1) ALOMBERT et COLIN, *Campagne de 1805 en Allemagne*.

Il ne faudrait pas croire que les officiers supérieurs et subalternes fussent sensiblement plus jeunes. La moyenne est d'un peu moins de 39 ans pour les colonels, de 39 ans et demi pour les chefs de bataillon, à peu près de 39 ans pour les capitaines. Les lieutenants, anciens soldats de l'armée royale pour la plupart, promus dans les régiments de ligne après l'émigration, ou partis avec les bataillons de volontaires, où leur qualité d'anciens militaires leur a valu d'être officiers aussitôt, mais « sans instruction et sans moyens pour en acquérir », sont souvent plus âgés encore. Les mêmes auteurs ont pu écrire « que cette armée est commandée par des généraux et des colonels très jeunes, des chefs de bataillon et d'escadron assez jeunes encore, et de vieux officiers subalternes », anomalie qui s'explique par les conditions mêmes de l'avancement pendant la Révolution.

Cette jeunesse des cadres supérieurs assure à la Grande Armée un commandement ardent, énergique et intelligent. Elle n'est pas sans inconvénients ; en arrêtant ou en ralentissant l'avancement, elle paralysera l'émulation et causera du découragement. Mais l'heure de la fatigue n'est pas venue ; on est encore à l'heure des illusions, et chacun croit avoir dans sa giberne son bâton de maréchal.

De même, l'âge des officiers subalternes n'a d'inconvénient que si on envisage l'avenir : pour le moment, on n'en voit que les avantages, l'expérience de la vie en campagne, qui supplée dans une certaine mesure à l'insuffisance de l'instruction de la troupe. Il faudrait bien se garder, d'ailleurs, de généraliser à l'extrême : si beaucoup de ces officiers, rudes, grossiers même, sans instruction et sans éducation, se distinguent à peine des sous-officiers, il se rencontre un certain nombre de jeunes gens frais sortis des écoles et quelques soldats philosophes qui paraissent égarés dans ce milieu. Il faut aussi mettre à part l'arme du génie, où nombreux sont les officiers notés comme étant de « mœurs douces et honnêtes », et l'artillerie. Cette arme a été moins désorganisée que les autres par l'émigration ; l'avancement y a été plus régulier ; elle conservera jusqu'à la fin ce corps d'officiers « intègres et scrupuleux », dont Napoléon dira à Sainte-Hélène qu'ils étaient « purs comme de l'or », et dont Eblé et Drouot sont les admirables prototypes.

Quant à la troupe, elle compte en moyenne 43 pour 100 de soldats ayant fait campagne ; un quart des hommes a plus de dix ans de services ; la proportion des anciens soldats est en général plus forte dans les bataillons de sapeurs et dans la cavalerie légère, mais, même dans l'infanterie, on trouve des unités où ils sont en majorité. On peut donc dire que, « d'une manière générale, le quart de l'armée a fait toutes les campagnes de la République ; un second quart n'a fait que les campagnes de Marengo ou de Hohenlinden, et la moitié restante est incorporée

depuis 1801. Presque tous les sous-officiers et les officiers ont fait la guerre. Dans chaque régiment, il y a une trentaine de soldats ou de sous-officiers qui ont servi sous l'ancien régime ». Nous verrons dans dix ans ce qu'il restera de ces anciens soldats qui continuent dans l'armée d'Austerlitz les traditions de l'armée royale.

Faut-il compter la désertion comme une de ces survivances?... Toujours est-il que le mal sévit avec plus d'intensité que jamais. « Depuis trois ans, il déserte environ cinquante hommes par bataillon chaque année. » Lors des marches vers le Rhin, certains chefs prescriront, comme lors des changements de garnison de jadis, de faire accompagner les colonnes par des gendarmes. Depuis deux siècles et dans toutes les armées, la désertion est une maladie endémique; mais, aux causes anciennes, accès d'indépendance, brimades des anciens soldats, s'ajoute maintenant l'impopularité de la conscription. Celle-ci n'est pas entrée dans les mœurs. L'idée du service militaire dû à la patrie reste étrangère à la plupart des Français; les abus du remplacement, admis depuis 1800, ceux des ventes de congés ou de réformes, très fréquentes dans un pays que l'on aurait grand tort de s'imaginer rentré dans l'ordre, du jour au lendemain, par le seul fait de l'arrivée au pouvoir d'un homme, l'irrégularité des libérations — il faudra bientôt dire : la certitude de ne pas être libéré, annulent d'avance tous les efforts que Napoléon pourrait faire pour y habituer les esprits. De plus en plus, jusqu'à la fin de l'Empire, le service militaire sera considéré comme un malheur plutôt que comme un devoir. Disséminée dans tout le pays, il y aura une véritable armée de réfractaires.

Heureusement, le conscrit, venu au régiment sans enthousiasme et parfois même avec résignation, ne tarde pas à être saisi par le milieu et transformé.

Cette transformation est d'abord le résultat de l'esprit de corps. Il est plus intense et plus actif encore que sous l'Ancien Régime. Comment n'en serait-il pas ainsi dans des corps qu'alimente un recrutement qui, en fait et par comparaison avec le mode de recrutement d'autrefois, peut être appelé régional, puisque les conscrits d'un département sont répartis entre quelques dépôts, dans des corps auxquels près d'un quart de l'effectif appartiennent depuis dix ans, dans des corps surtout où l'avancement s'est fait en grande partie sur place? Napoléon cultive avec soin cet esprit de corps : il en fait le principe même du recrutement de sa Garde, et c'est pour l'exalter qu'il donne tant de solennité à la distribution des drapeaux. N'est-il pas digne de remarque que, si féru qu'il soit d'uniformiser, de réglementer, loin d'imposer l'identité des drapeaux, il autorise ici et même accentue la variété, variété des couleurs parfois, mais surtout variété des inscriptions qui doivent rappeler les hauts faits du corps, l'aigle seul symbolisant l'Empire? C'est encore pour

la même raison qu'en dépit de son souci d'uniformité, renforcé par le besoin d'économie, il tolère ou même encourage la fantaisie des tenues, lui qui affecte, même à



OFFICIERS DE DRAGONS, DE CHASSEURS A CHEVAL ET DE GUIDES

l'armée, de porter l'habit très simple des chasseurs de sa Garde, la redingote grise et le petit chapeau sans plumes.

L'esprit de corps n'est lui-même qu'un des moyens de développer le sentiment

de l'honneur, qui doit, dans la nouvelle armée, être le principal mobile de tous les actes. Sentiment complexe comme les moyens employés pour le cultiver, qui, dans les âmes d'élite, est désir de se surpasser, de se sacrifier à l'idéal le plus haut possible, et, dans les autres, peut-être simple intention d'éblouir le voisin ou de s'éblouir soi-même. « Ce que l'Empereur exige par-dessus tout, écrit un de ses ministres est une noble ambition des honneurs, l'amour de la gloire et un courage sans bornes. » Les « honneurs », la « gloire », le « courage », Napoléon ne s'arrête pas aux distinctions et aux nuances. Ce maître psychologue sait que l'humanité ne se compose pas que de héros, mais il sait aussi qu'il est peu d'hommes dont on ne puisse faire un héros ; soucieux seulement du but, ce parfait réaliste ne regarde pas aux moyens. Il se servira, à cet effet, de l'institution à laquelle il a donné ce nom splendide, la Légion d'honneur, et, si certains sont plus sensibles aux honneurs qu'à l'honneur, il créera pour eux, sans se lasser, des grades et des titres. « A la prochaine affaire, un boulet ou les étoiles de général », lance-t-il à un colonel en terminant une inspection. On disait jadis, « la liberté ou la mort ! » Sans doute y aurait-il quelque naïveté à prendre trop à la lettre cette formule. La différence des termes ne marque pas moins la différence des temps.

Qu'il s'agisse de l'honneur ou des honneurs, Napoléon a réussi à persuader à son armée qu'il en est le suprême et l'unique dispensateur. C'est pourquoi il a voulu procéder lui-même à la première distribution des étoiles de la Légion d'honneur, pourquoi il a pu, en fin de cérémonie, se faire prêter serment de fidélité et de dévouement. Entre son armée et lui, cette forme du sentiment de l'honneur noue des liens personnels, faits d'espérance autant que de reconnaissance, qui unifient cette armée et sont pour elle un puissant élément de force, en attendant d'être, quand viendra la satiété, un élément de faiblesse.

Jeunesse et allant des cadres supérieurs, expérience et solidité des cadres subalternes et d'une partie de la troupe, chez tous sentiment de l'honneur, ambition, amour de l'Empereur, telles sont quelques-unes des caractéristiques essentielles de la Grande Armée de 1805, celles qui, mises au service du génie stratégique de Napoléon, vont, en dépit de certaines lacunes de préparation, lui assurer des victoires éclatantes.

L A GUERRE AVEC L'ANGLETERRE

Dès la déclaration de guerre avec l'Angleterre, le Premier Consul avait fait occuper le Hanovre par le général Mortier ; de son côté, la flotte anglaise avait repris le blocus et bombardé quelques-uns de nos ports. Mais il était évident que ces opérations n'étaient que des levers de



BONAPARTI
D'après le tableau de GROS.
Mus. du Louvre.

rideau ; aucune solution du conflit n'en pouvait sortir ; de part et d'autre, il faudrait pouvoir atteindre les œuvres vives. L'Angleterre y visait en cherchant à coaliser les puissances continentales. Le Premier Consul ne pouvait que reprendre ses projets d'invasion.

Nous avons dit plus haut comment Napoléon, après avoir constitué dans les ports de la Manche et de la mer du Nord une armée de 150 000 hommes et mis d'abord tout son espoir dans la « flottille », avait ensuite multiplié les projets destinés à concentrer dans la Manche, malgré le blocus de la flotte anglaise, nos escadres, renforcées par celles de l'Espagne alliée. Quoi qu'en doive penser de ces directives, des marins énergiques comme Bruix et Latouche-Tréville eussent peut-être sauvé l'honneur de la marine. Mais Villeneuve, qui en reçoit le commandement, est un pessimiste vaincu d'avance ; il se plaint de tout : « mauvais mâts, mauvaises voiles, mauvais gréements, mauvais officiers, mauvais soldats ! » Quand, en juillet 1805, au retour des Antilles, où Napoléon a eu l'idée de tenter la réunion de ses forces, il a, après un combat livré aux abords du cap Finistère, obligé la flotte anglaise de Calder à regagner la Manche, il s'empresse de se réfugier lui-même à la Corogne. Quand il en sort pour obéir aux ordres complexes et inexécutables de l'Empereur, c'est pour se réfugier presque aussitôt à Cadix. Quand il sortira de Cadix le 20 octobre, toujours sur l'ordre brutal de Napoléon, c'est un chef découragé qui va se heurter à Nelson à quatre milles au delà du cap Trafalgar.

Nos 18 vaisseaux et les 15 vaisseaux espagnols de l'amiral Gravina, portant au total 2 780 canons, étaient supérieurs en nombre aux 27 vaisseaux et aux 2 368 canons de Nelson. Mais, d'un côté, c'est le découragement ou le courage du désespoir ; de l'autre, la confiance, l'enthousiasme, la certitude de la victoire ; d'un côté, des « habitudes invétérées de passivité » (Tramond) que ne pourront modifier les excellentes instructions données à la dernière heure par Villeneuve ; de l'autre, le sens de la combinaison de la force avec la manœuvre. La bataille fut acharnée ; mais la tactique anglaise, consistant à prendre à part un point de la ligne française et à l'accabler sous une indiscutable supériorité numérique, l'emporte facilement grâce à l'inaction du reste de notre flotte. Onze vaisseaux seulement, inaptes avant longtemps à tout service, purent rentrer à Cadix. C'en était fait de la marine française.

Les conséquences du désastre furent terribles. On ne s'en aperçut pas de suite, car rien n'était changé en apparence : après comme avant, les côtes françaises étaient bloquées ; après comme avant, notre armée dominait l'Europe. Toute la politique de Napoléon allait cependant recevoir de cette défaite sa nouvelle orientation. Définitivement maîtresse des mers, délivrée de tout souci quant à la sécurité du royaume,

l'Angleterre allait pouvoir tout à son aise porter son effort sur le continent ; désormais incapable de l'atteindre autrement que dans son commerce, Napoléon devra, pour rallier à cette lutte économique l'Europe entière, étendre son action militaire jusqu'aux confins de l'Europe.



PIÈCE DE MARINE (BATTERIE D'ENTREPONT, 1800)

Plus lointaines encore et plus durables seront les conséquences de Trafalgar : découragée par ce désastre succédant à celui d'Aboukir, la France va renoncer à être une grande puissance maritime. Ainsi était fixée, pour de longues années, la politique réciproque des deux grandes puissances occidentales.

LA GUERRE CONTRE LA TROISIÈME
COALITION. ULM. AUSTERLITZ (1)

Napoléon n'avait pas attendu ce désastre pour renoncer à ses projets de débarquement. Dès qu'il eut pressenti les intrigues qui s'ourdissaient en Allemagne et reçu

(1) ALOMBERT et COLIN, *Campagne de 1805 en Allemagne — Austerlitz* (Revue d'Histoire, 1907).

avis des mouvements hostiles des armées russes et autrichiennes, un nouveau plan s'était dessiné dans son esprit : transporter son armée en Allemagne et la jeter sur les Autrichiens avant l'arrivée de leurs alliés. Et telle était son activité intellectuelle qu'il avait poursuivi à la fois les deux plans. Aussi, lorsque, le 23 août, les progrès des préparatifs ennemis et le retard de la flotte de Villeneuve lui montrèrent l'urgence d'une décision, celle-ci fut prise avec une rapidité qui a fait croire à sa duplicité et donné à penser que son plan d'invasion n'avait été qu'une feinte destinée à dissimuler ses projets réels.

Trois jours après, en effet, la Grande Armée avait reçu son nom à jamais fameux ; elle était constituée à sept corps d'armée et elle avait ses ordres de mouvement. L'organisation en corps d'armée, qui avait fait ses preuves en 1800, devenait ainsi définitive. Chacun de ces corps devait comprendre deux, trois ou quatre divisions d'infanterie et une division de cavalerie légère ; le reste de la cavalerie constituait la réserve de cavalerie. Le 27 août, la Grande Armée s'ébranlait. Le 1^{er} septembre, il ne restait plus dans les camps que quelques régiments et quelques bataillons de dépôt.

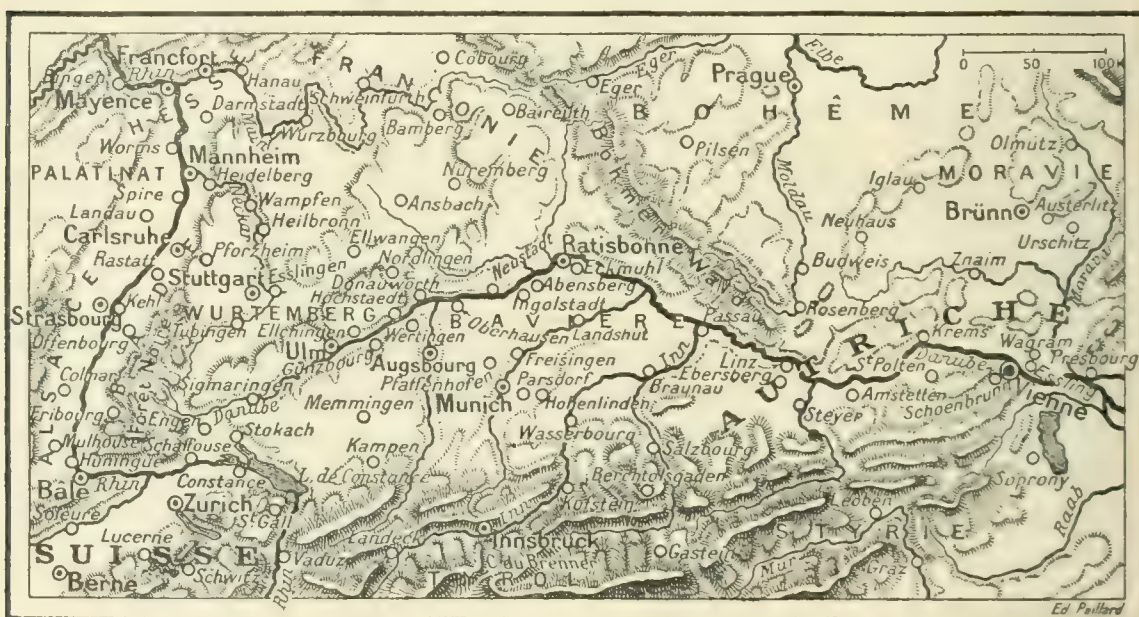
D'un mouvement régulier, par étapes de vingt à trente kilomètres, la Grande Armée s'écoule à travers la France. Détail à noter, qui achève de donner son sens au mouvement de désertion signalé plus haut : un des commandants de corps d'armée, traversant une région qui a fourni à son corps un nombreux contingent, croit devoir accorder des permissions pour permettre aux soldats de revoir leurs familles ; tous ou presque tous rejoignent sur le Rhin en doublant les étapes.

L'Autriche a mis sur pied deux armées, la plus importante en Italie, sous les ordres de l'archiduc Charles, et une autre en Allemagne, avec l'archiduc Ferdinand et Mack, qui a envahi la Bavière. Des forces russes se sont mises en mouvement vers la Silésie. Napoléon confie à Masséna, « l'homme qui connaît le mieux l'Italie », le soin de contenir l'archiduc Charles avec un minimum de forces. Sous ses ordres, la Grande Armée tout entière se portera dans la vallée du Danube pour y rencontrer séparément et avec une supériorité numérique incontestable les diverses armées alliées.

Le 24 septembre, quand Napoléon quitte Paris, il est très exactement renseigné sur le pays, qu'il a fait reconnaître par son lieutenant Murat et par ses aides de camp Bertrand et Savary, et sur les mouvements de Mack qui a continué sa marche en direction d'Ulm. Il a cherché lui-même à attirer Mack vers l'Ouest en laissant croire à son débouché par la Forêt Noire. L'armée passe le Rhin sans temps d'arrêt ; il lui fait exécuter, sous la protection de ses corps de droite, un vaste mouvement

de conversion, il l'articule en trois groupes de deux corps dont la manœuvre lui permettra de saisir et d'envelopper Mack dans toutes les hypothèses, et, le 7 octobre, l'armée franchit le Danube.

La marche avait été rapide ; mais il ne faudrait pas y regarder de trop près : « Ces grandes armées, dit Ségur, ne sont bonnes à voir que de loin. » Rien ici qui ressemble à la belle ordonnance de nos armées modernes : c'est « une déroute en avant ». Faute de ravitaillement suffisant, les régiments se dispersent pour se pro-



curer des vivres. Le désordre est la loi ; il ne s'ordonne, on ne sait comment, autour des aigles, que le soir au bivouac, et, mieux encore, les jours de bataille.

Du Danube, le gros de l'armée est poussé sur le Lech qui forme barrière en arrière de Mack sur sa ligne de retraite la plus probable. Dès que Napoléon est sûr de ne pas être troublé par l'arrivée des Russes, rameutant brusquement sur l'adversaire la majeure partie de ses corps, et le cernant presque dans Ulm, il le force à capituler.

Dans le 6^e de ces bulletins de la Grande Armée, prototypes de nos communiqués de la Grande Guerre, Napoléon résumait ainsi lui-même cette campagne : « L'Empereur a passé le Rhin le 9 vendémiaire, le Danube le 14 à cinq heures du matin, le Lech le même jour à trois heures de l'après-midi ; ses troupes sont entrées à Munich le 20. Ses avant-postes sont arrivés sur l'Inn le 23. Le même jour,

il était maître de Memmingen et le 25 d'Ulm... Les pertes de l'armée ne se montent qu'à 400 morts et 1 000 blessés. Aussi le soldat dit-il souvent : « L'Empereur a trouvé une nouvelle méthode de faire la guerre : il ne se sert que de nos jambes et pas de nos baïonnettes. »

Restaient les Russes. Napoléon eût voulu renouveler contre eux la même



NAPOLÉON HARANGUANT LES TROUPES DE SA GARDE AVANT SON ENTRÉE A VIENNE
(D'après un tableau de Gautherot, 1801).

manœuvre enveloppante. Trois fois, à Krems, à Saint-Poelten, à Durrenstein, il la tente. Les difficultés de la marche dans une région coupée de rivières perpendiculaires à la direction suivie et de plus en plus resserrée entre les Alpes et le Danube, la rapidité de la retraite des Russes, les maladresses de ses lieutenants insuffisamment orientés sur ses intentions font échouer ses projets.

Il entre bien à Vienne. Même son lieutenant Murat en surprend les ponts sans coup férir grâce à une ruse de guerre, ou peut-être à l'adroite exploitation d'un malentendu — habileté que Kutusov lui fera payer quelques jours plus tard en jouant à son tour, à Schöngrabén, d'un prétendu armistice. Mais cette entrée dans la capitale ennemie, qui va devenir un des épisodes obligés de chacune des

campagnes impériales, ne termine rien. La Grande Armée ne risque-t-elle pas d'y être cernée entre l'armée austro-russe qu'elle y a vainement poursuivie, une autre armée russe qui s'approche par la Pologne, l'armée autrichienne d'Italie qui accourt, la Prusse hostile qui menace les derrières, — et cela au moment même où l'on apprend le désastre de Trafalgar ?

Elle est sauvée par Austerlitz, la plus célèbre des victoires impériales, et qui mérite à tous points de vue cette haute renommée, bataille ingénieusement conçue, savamment préparée et dénouée par une inspiration soudaine.

Prendre l'offensive, c'eût été s'exposer au recul indéfini des Russes. Napoléon provoque au contraire l'offensive ennemie en feignant l'hésitation, la faiblesse, en amorçant des pourparlers de paix, en faisant croire à une dispersion de ses corps qui n'est qu'une habile articulation. Par son dispositif même, sa gauche appuyée à des montagnes que la neige rend infranchissables, il incite les alliés à se porter contre sa droite pour le couper de Vienne, et il les attire ainsi sur le terrain où il a préparé sa contre-offensive, la région mamelonnée à l'ouest d'Austerlitz, limitée à l'Ouest par le ruisseau marécageux du Goldbach et au Sud par les étangs de Mœnitz et de Satczan.

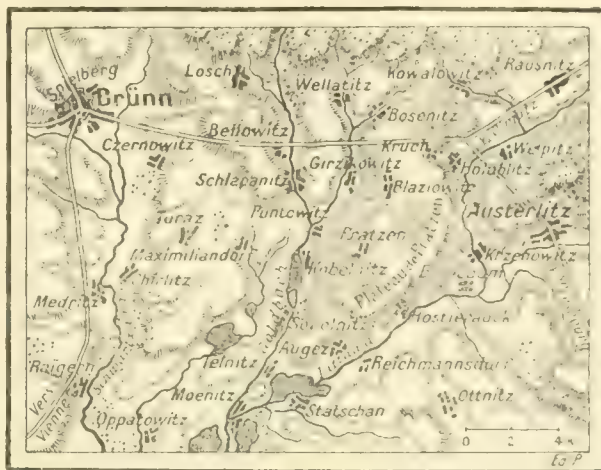
Le 1^{er} décembre, l'armée austro-russe atteint le plateau de Pratzen à l'Est du Goldbach, défile en face de la Grande Armée établie sur l'autre rive et dessine le mouvement qui doit la conduire sur notre droite. C'est la manœuvre qu'a prévue l'Empereur et en vue de laquelle il a établi un minimum de forces à sa droite, le gros à sa gauche, tenant avec le Santon les passages du Goldbach : quand les Russes se seront « enfournés » dans les fonds de la vallée, il jettera sur leur flanc les corps massés à l'abri du Santon.

Dans la nuit du 1^{er} au 2, l'Empereur exécute lui-même en avant des avant-postes une reconnaissance qui doit lui permettre d'arrêter les détails de son attaque. C'est au retour de cette reconnaissance qu'il est salué par l'illumination des milliers de torches faites de la paille des bivouacs. S'il en avait pu douter, il sait maintenant qu'il peut tout demander, même les manœuvres les plus savantes et les plus délicates, à une armée qu'anime un semblable moral.

Précisément l'ennemi, en étendant son front, lui fournit l'occasion d'improviser une telle manœuvre : pendant que Lannes et Murat se porteront en avant pour contenir la droite ennemie et que les divisions Friant et Legrand arrêteront la gauche sur Goldbach, le gros du corps de Soult, soutenu en arrière par Bernadotte et, s'il y a lieu, par la Garde, montera sur le plateau de Pratzen et coupera en deux l'armée alliée.

LES GUERRES VICTORIEUSES

Au matin du 2, les divisions prennent leurs positions dans le brouillard pendant que le combat s'engage, très violent, à notre droite. Un peu après huit heures, le soleil se lève — le soleil à jamais fameux d'Austerlitz. L'Empereur donne le signal à ses maréchaux groupés autour de lui. Les divisions s'ébranlent... A onze heures, nous étions maîtres du plateau. En vain la cavalerie russe essayait de nous en rejeter ; une charge des chasseurs de la Garde la dispersait. Vers deux heures, le front ennemi était définitivement percé. Napoléon faisait occuper le plateau par Bernadotte, et rabattait Soult vers le Sud, coupant ainsi la retraite aux colonnes russes que Davout attaquait à son tour avec notre droite. En quelques instants, l'ennemi était en déroute ; ne disposant pour la retraite que d'un mauvais pont, les Russes essayent de franchir les étangs sur la glace ; elle se rompt sous leur poids, ensevelissant, sinon les « 20 000 Russes » dont parle le trentième bulletin, du moins quantité de chevaux et de matériel. L'armée austro-russe laissait plus de 11 000 prisonniers entre nos mains.



L'impétuosité des soldats de Soult et de Lannes, la solidité de ceux de Davout s'étaient montrées dignes de la hardiesse du chef et avaient permis de réaliser ce chef-d'œuvre inimitable d'une bataille d'armée conduite comme la manœuvre « d'un bataillon entre les mains d'un bon major ». Ils étaient bien mérités, ces remerciements, que l'Empereur leur adressait le lendemain dans ces simples mots : « Soldats, je suis content de vous ! » Le « coup de tonnerre » d'Austerlitz terminait la guerre : dans la nuit même, l'Empereur d'Autriche faisait demander un armistice.

L A CAMPAGNE DE PRUSSE (1) Le soir du 1^{er} décembre 1805, l'Empereur causait avec ses officiers. Napoléon évoquait ses rêves d'Égypte ; quelqu'un fit remarquer « que s'il s'agissait de Constantinople, nous étions encore sur le chemin de cette capitale. » Mais Napoléon lui répondit : « Non, je connais les Français ; ils ne se croient bien que là où ils ne sont pas... Rassemblez aujourd'hui les voix

(1) FOUCART, 1806. — BONNAL, *Manœuvre d'Iéna*. — BRESSONNET, *Études tactiques sur la campagne de 1806*.

de l'armée ; vous les entendrez toutes invoquer la France... » A quoi Junot ayant objecté les témoignages d'ardeur qu'on voyait éclater dans tous les rangs, le général Mouton, de sa voix austère, leur rappela rudement : « Que ces acclamations prouvaient le contraire ;... que l'armée était fatiguée ; qu'elle en avait assez ;... qu'enfin elle ne montrait tant d'ardeur la veille de la bataille que dans l'espoir d'en finir le lendemain et de s'en retourner chez elle (1). »

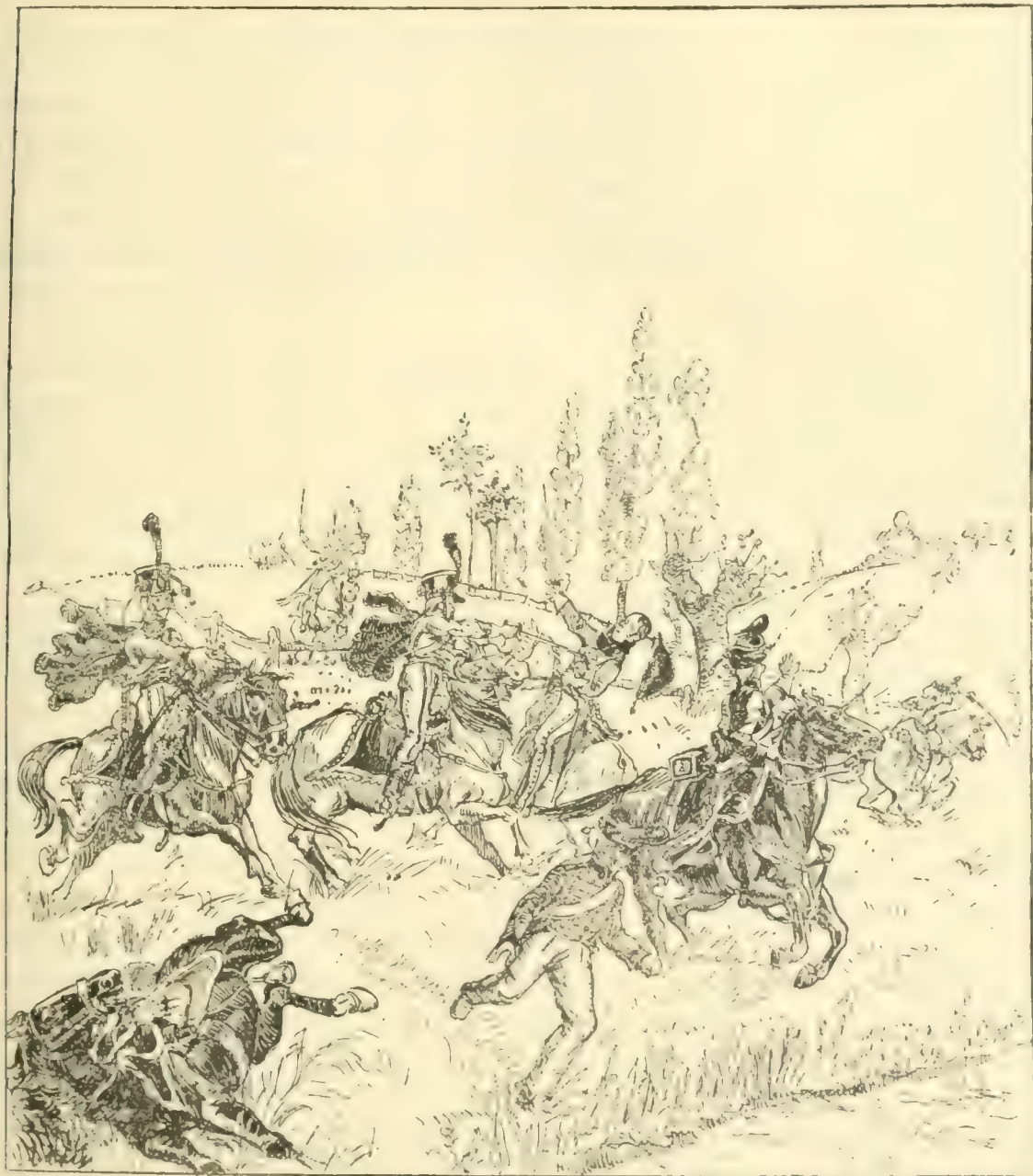
Elle était loin de reprendre le chemin de la France ! Il faut d'abord assurer l'exécution de ce traité de Presbourg, aussi artificiel et aussi peu solide que ceux de Campo-Formio et de Lunéville : l'armée est, à cet effet, répartie en cantonnements très larges pendant le printemps et l'été de 1806 en Souabe, en Wurtemberg et sur le Main ; même, le corps d'armée de Marmont gagne les côtes de l'Adriatique. C'est une période de vie plantureuse, où l'armée se dédommage de ses privations et de ses fatigues. L'ardeur belliqueuse de la reine Louise de Prusse et de la cour, instruments complaisants des combinaisons russes et anglaises, allait y mettre un terme, mais en même temps offrir à Napoléon et à la Grande Armée l'occasion de la victoire la plus éblouissante.

Le 25 septembre, Napoléon, qui, trois semaines plus tôt, se refusait à croire à la guerre et n'avait pris aucune mesure pour s'y préparer, quittait Saint-Cloud, son armée dispersée encore, du moins en apparence, à travers toute l'Allemagne ; — un mois plus tard, l'armée prussienne aura vécu. Cette campagne d'octobre 1806 sera longtemps pour les militaires, en dépit de la différence des temps, un incomparable sujet de méditation et d'étude et pour tout le monde un objet d'étonnement et d'admiration.

Il n'est pas un critique militaire qui n'en ait discuté le plan, visant à attirer l'armée prussienne vers le Rhin par des démonstrations confiées au roi de Hollande, à réunir la Grande Armée sur sa droite, puis à la porter à travers la Saxe sur Leipzig et Berlin. Napoléon attachait-il donc une importance particulière aux objectifs géographiques ? Son véritable objectif n'était-il pas l'armée ennemie ?... Discussions assez vaines : s'il marche sur Berlin, c'est parce qu'il sait que l'armée prussienne ne pourra se dispenser de courir au secours de sa capitale ; c'est donc sur cette direction qu'elle viendra elle-même s'offrir à ses coups, dans les conditions les plus défavorables pour elle, coupée de sa ligne de communications et incapable d'en organiser une nouvelle.

Les historiens ont analysé non moins minutieusement les mouvements par

(1) SÉGUR, *Mémoires*, t. II.



MORT DU PRINCE LOUIS DE PRUSSE AU COMBAT DE SAALFELD

lesquels il obtint ce résultat. Ils nous ont montré la Grande Armée établie sur le Main dans un dispositif largement articulé, puis, à partir du 28 septembre, les corps

d'armée s'allongeant vers l'Est, et, d'un mouvement souple, grâce à une science des marches dont notre armée devait malheureusement perdre la tradition au cours du dix-neuvième siècle, allant s'établir face aux cols qui, à travers la Franken Wald, conduisent de la haute vallée du Main dans la haute vallée de la Saale. Le 5 octobre, quand l'Empereur a acquis la certitude de ne pas être devancé aux débouchés des montagnes, ordre est donné de franchir les cols en trois colonnes : la colonne du centre précédée d'une avant-garde d'un corps d'armée avec la cavalerie légère, la colonne de droite en échelon avancé de manière à déborder une résistance éventuelle sur la Saale, la colonne de gauche en échelon refusé pour parer à une attaque possible sur le flanc gauche.

Le 11 octobre, l'armée débouche en plaine après avoir battu des détachements prussiens à Schleiz et à Saalfeld. L'ennemi paraît se trouver en avant et à gauche de la direction de marche. Une simple demi-conversion à gauche, type de ces combinaisons de « grande tactique » où l'Empereur excelle, oriente le dispositif vers la Saale et le transforme en dispositif préparatoire au combat. La cavalerie aux ordres de Murat, « inondant la plaine de Leipzig », vérifie les hypothèses logiques que Napoléon a bâties sur les rapports de ses espions.

Le 12, le dispositif, continuant son mouvement vers le Nord, est articulé de façon à accrocher l'ennemi, quelque mouvement que fasse celui-ci : en première ligne, deux groupes de deux corps d'armée dirigés sur les ponts de la Saale, prolongés au Nord par la cavalerie ; en deuxième ligne, deux autres corps et la Garde.

Le 13, les renseignements montrent l'armée prussienne en voie de réunion vers Weimar : toute l'armée va se rabattre vers l'Ouest ; le groupe de gauche accrochera l'ennemi, il sera bientôt soutenu par le gros pendant que le groupe de droite se rabattra sur son flanc.

Enfin, le 14, moins de huit jours après l'entrée en campagne, toutes ces savantes manœuvres reçoivent leur couronnement et leur récompense. Des diverses décisions envisagées par l'Empereur, le commandement prussien a préféré la plus improbable : défiler le long de la Saale sous la protection d'une armée maintenue face aux Français devant Iéna. Il en résulte une double bataille et une double victoire : à Iéna, où il croit engager contre toute l'armée prussienne le combat d'usure en attendant le rabattement de Bernadotte et Davout, ses corps de droite, l'Empereur écrase l'armée de Hohenlohe, lui tue ou lui blesse 10 à 12 000 hommes et lui prend 15 000 prisonniers, 30 drapeaux, 200 canons ; à Auerstædt, Davout, quoique réduit à ses seules forces par l'inaction de Bernadotte, se heurte avec ses 27 000 hommes aux 65 000 hommes de Brunswick et les disperse après leur avoir

fait perdre 15 000 hommes, dont 3 000 prisonniers avec 115 pièces de canon. Dans la nuit, les fuyards des deux champs de bataille se rejoignent et leur masse confuse tourbillonne vers le Nord. Une seule journée avait décidé du sort de la Prusse.

Davout ne s'était pas trompé quand il écrivait l'avant-veille : « Cette campagne promet d'être plus miraculeuse encore que celles d'Ulm et de Marengo. »

Ce n'est pas ici comme à Austerlitz la bataille classique où les événements se déroulent suivant le plan voulu par le chef. Napoléon avait même été surpris, mais ses dispositions des jours précédents étaient telles qu'il avait, pour ainsi dire, paré d'avance à la surprise.

On a trop dit, peut-être, que la cause de cette double victoire était la supériorité d'une tactique sur une autre : l'étude détaillée de la bataille montre qu'entre les procédés des deux armées les différences n'étaient pas tellement sensibles, sauf toutefois, à notre avantage, une plus grande habileté à utiliser les localités. Ce qui a été vaincu, ce qui a vaincu le 14 octobre 1806, — comme sans doute dans toutes les batailles — c'est le commandement : d'un côté, des généraux alourdis, indécis, prétentieux, ayant perdu de vue les réalités de la guerre ; de l'autre, des chefs jeunes, ardents, désireux de se distinguer, forts de l'expérience de dix campagnes, heureux d'exécuter les décisions d'un homme en qui ils ont encore une confiance absolue, et, au-dessus d'eux, une intelligence qui, sans s'embarrasser des détails, détermine le but essentiel, une volonté constamment tendue vers ce but, — intelligence et volonté dont l'accord harmonieux vient de réaliser ici un des plus beaux chefs-d'œuvre militaires.

Le soir même d'Iéna, une poursuite extraordinaire avait commencé, véritable hallali digne en tous points de la manœuvre qui l'avait précédé. En moins de trois semaines, les diverses fractions de l'armée prussienne — à l'exception des 15 000 hommes réfugiés à Königsberg avec le roi de Prusse — allaient être poussées l'épée dans les reins, coupées tour à tour de Berlin, de la mer et de tous leurs refuges. « Point de repos, a dit l'Empereur, qu'on n'ait vu le dernier homme de cette armée. » Chaque jour un nouveau contingent vient grossir le chiffre de nos prises : 6 000 hommes le 16 à Erfurt, 5 000 le 17 à Halle ; le 28, Murat fait capituler Hohenlohe à Prenzlau ; ses brigadiers Milhaud et Lasalle complètent ce succès le lendemain, le premier à Passewalk, le second à Stettin où il prend 5 000 hommes et 160 pièces. « Si notre cavalerie légère prend ainsi les villes fortes, écrit l'Empereur, il faudra que je licencie le génie et fasse fondre mes grosses pièces ! » Mais déjà Murat et Lasalle ont repris le galop. Leur poursuite, combinée avec les manœuvres

de Bernadotte et de Soult, accule Blucher à Lübeck et à la frontière danoise, où les derniers débris de l'armée prussienne capitulent à leur tour le 7 novembre... et, comme l'écrit Murat à Napoléon, « le combat finit faute de combattants ».

Ce n'étaient pas seulement des régiments et des places fortes, mais aussi des consciences qui capitulaient. Napoléon, qui avait laissé aux vainqueurs d'Auerstædt l'honneur mérité d'entrer les premiers dans Berlin, les y avait suivis. On a décrit cent fois cette entrée et l'émotion admirative de la foule lorsque, par la porte de Brandebourg, en présence de tous les fonctionnaires royaux, dans le vacarme des sonneries de cloches et des salves d'artillerie, derrière l'escadron des mameloucks et les superbes grenadiers de la Garde, elle avait vu s'avancer, tout seul sur son cheval blanc, la main gauche entre deux boutons de sa redingote, le nouveau maître de l'Europe. Celui-ci allait trouver à Berlin dans toutes les classes de la société, et jusque parmi les membres de la famille royale, un concours si imprévu que Napoléon se demanda un jour « s'il devait s'en réjouir ou en avoir honte pour les Berlinoises » ? Les Allemands ne nous pardonneront jamais ces capitulations.

Cette galopade victorieuse à travers les plaines de l'Allemagne du Nord eut des répercussions lointaines. En inspirant une confiance peut-être excessive dans les possibilités de la cavalerie — car on ne vit pas assez que cette cavalerie avait constamment été soutenue par des divisions ou des corps d'armée — elle orienta pour plus d'un siècle l'instruction de cette arme.

En humiliant profondément le vaincu, elle prépara la réaction violente dont nous serons les victimes en 1813 et qui ne se satisfera même pas par les victoires de 1870.

Les conséquences immédiates ne furent pas moins importantes. D'une part,



CARABINIER DE LA GARDE IMPÉRIALE
(D'après la statue de l'Arc de triomphe du Carrousel).

le brusque afflux de 100 000 prisonniers inspira à l'Empereur l'idée d'utiliser sur d'autres théâtres d'opérations, en Italie ou en Espagne notamment, ceux d'entre eux qui y consentiraient, et amorça ainsi l'organisation de cette vaste « légion étrangère » qui allait peu à peu grossir la Grande Armée jusqu'à y balancer l'importance de l'élément français et y introduire de si fâcheuses causes de faiblesse.

D'autre part, le caractère même du soldat s'en trouva modifié. Au cours de ces randonnées, il avait été d'autant plus difficile de procéder à des distributions régulières que la campagne avait été plus imprévue et plus hâtivement préparée. Habitué par le stationnement du printemps et de l'été aux commodités de la vie chez l'habitant, presque privé de solde, le soldat vit largement sur le pays ; il pille sans scrupule sous prétexte de réquisitions. Il comprend que la guerre peut nourrir son homme et regrette moins le pays qu'il a quitté depuis près de quinze mois et où il faut gagner son pain par un dur travail de tous les jours. Il se déracine, s'installe dans la guerre, se transforme, sinon en soudard, du moins en grognard.

LA CAMPAGNE Évolution heureuse à
DE POLOGNE certains points de vue ou tout au moins utile, car on est de plus en plus loin de cette paix jadis tant désirée. Après la Prusse, il faut maintenant abattre la Russie, après la reine Louise son beau chevalier, l'empereur Alexandre, et, pour commencer, occuper la Pologne, où nous ferons figure de libérateurs et où nous empêcherons le Tsar d'enrôler de gré ou de force des renforts.

L'Empereur s'y est préparé dès son entrée à Berlin. Quoique les pertes de la campagne de Prusse n'aient pas été très élevées, quoiqu'il dispose déjà de



SAPEUR DE LA GARDE IMPÉRIALE
(D'après la statue de l'Arc de triomphe
des Carroussel)

80 000 conscrits de 1806, il se fait donner, pour la classe 1807, 80 000 hommes plus une réserve de 20 000. C'est la première de ces levées anticipées qui vont devenir la règle ; mais la mesure s'impose, car les effectifs vont fondre dans les boues de Pologne : il faudra en décembre lever cette classe 1807 dont tous les conscrits n'ont pas encore dix-neuf ans, et, dès juin 1807, un même nombre d'hommes de la classe 1808. En moins d'un an, Napoléon aura donc demandé au pays 240 000 cons-



LA SOUPE (D'après Raffet).

crits ; l'âge de la conscription aura été avancé de près de deux ans, et l'effectif des contingents étrangers, Hollandais, Suisses, Polonais, Espagnols, même Prussiens, aura été élevé à 225 000 hommes. Il faut bien augmenter les ressources en proportion des besoins. Le malheur c'est que les ambitions croissent, elles aussi, en proportion des ressources !...

La campagne de Pologne ne ressemble en rien à celles des deux années précédentes. Si elle débute par une entrée triomphale,

qui évoque le souvenir de Vienne et de Berlin, cette entrée à Varsovie, en vue de laquelle Murat, qui espère y trouver une couronne, s'est commandé pour 27 000 francs de plumes et de passementeries, il s'en faut que les opérations elles-mêmes aient le même caractère triomphal.

Au lieu de ces marches rapides d'un dessin si net, ce sont des piétinements dans la boue, coupés de longs stationnements ; au lieu de ces coups de tonnerre éblouissants qui pulvérisent l'armée ennemie ou la laissent étourdie, ce sont, sous un ciel bas et gris, dans un paysage de bois et de marais sans horizon, des poussées brutales qui, même victorieuses, laissent généraux et soldats incertains de leurs succès.

Napoléon y apporte la même intelligence lumineuse, la même ingéniosité, la même rapidité de décision ; cependant, à Pultusk et à Golymin, les 26 et 27 décembre 1806, l'armée russe nous échappe sans nous laisser de prisonniers ; le 8 février, à Eylau, « le jour de Murat », le sort de la bataille reste indécis jusqu'au soir ; l'Empereur lui-même est sur le point d'être enlevé à son poste de commandement, trop symbolique, du cimetière d'Eylau ; le champ de bataille nous reste, après des charges de cavalerie épiques, mais c'est un champ de carnage où gisent, dans la neige et dans la boue, auprès d'autant de Russes, 25 000 tués ou blessés français, dont 20 généraux.

Il semble que, du haut en bas, il y ait quelque chose de détraqué dans la machine de jour en jour plus compliquée, mal préparée à une besogne imprévue. Napoléon qui, dans les campagnes précédentes, avait fait précéder ses opérations de minutieuses reconnaissances et qui étudiait en détail à l'avance son théâtre d'opérations, paraît avoir cette fois négligé ce soin ou n'en avoir pas eu le temps. Trop fidèle au souvenir d'Austerlitz, il connaît mal les Russes et ne

sait pas ce dont ils sont capables sur leur propre terrain. Surtout il ne paraît pas se rendre compte de la nécessité d'adapter ses méthodes de commandement à l'étendue de la zone d'opérations et aux difficultés des communications. Chez les généraux, on commence à sentir une certaine fatigue, sauf chez Murat qui se grise de ses espoirs. Berthier lui-même murmure. A quoi bon les titres et les dotations s'ils ne peuvent en jouir !... On constate chez Lannes des impatiences dangereuses, chez Ney des désobéissances ou des initiatives qui frisent l'indiscipline, chez Bernadotte des négligences et de la mollesse. Les états-majors, où l'on incorpore directement des officiers sortant à peine de l'École, fonctionnent moins bien : il y a des ordres qui



NAPOLÉON AU BIVOUAC (D'après Raffet).

n'arrivent pas, des renseignements qui s'attardent. Ça arrive toujours. Le soldat, qui souffre du froid, de l'insuffisance des vivres, de la tristesse du pays, de la pauvreté des cantonnements, se plaint et perd peu à peu de sa belle ardeur, de l'enthousiasme d'Austerlitz et d'Iéna.

Pour achever de vaincre, il faudra le soleil, il faudra l'été qui refera un sol de ces boues de Pologne et qui donnera de l'herbe aux chevaux, il faudra surtout un travail acharné de renforcement et de mise au point de la Grande Armée et de ses services. Alors, les arrières ayant été nettoyés des menaces prussienne et suédoise, Dantzic enlevée par Lefebvre, les communications assurées grâce à l'arrivée des divisions ramenées d'Italie et à la création de nouveaux corps, ce sera de nouveau, au jour anniversaire de Marengo, après une manœuvre savante, un « vigoureux coup de massue ». Battus à Friedland (14 juin 1807), les Russes seront poursuivis jusqu'au Niemen, où l'empereur de Russie viendra lui-même signer la paix et amorcer une trompeuse alliance.

L A TERRE CONTRE LA MER

Que le dialogue fameux sur le radeau du Niémen : « Sire, je hais les Anglais autant que vous. — En ce cas, la paix est faite » soit ou non authentique, il n'en doit pas moins être retenu comme symbolique. La guerre contre l'Angleterre continuait en effet parallèlement à la guerre contre la Prusse et la Russie, si même celle-ci ne doit pas être considérée comme un des aspects de la première.

Privée de ses escadres, privée même de la fameuse flottille trop hâtivement construite pour pouvoir durer et dont il ne restera en octobre 1807 que 300 bateaux en état de flotter, que pouvait la France ? Construire d'autres vaisseaux, améliorer les ports, comme on fera en effet à Cherbourg et à Anvers, « pistolet chargé au cœur de l'Angleterre » ; mais, nous l'avons déjà dit plusieurs fois, on ne fabrique pas aussi aisément des cadres et des marins. Napoléon essaye bien d'appliquer la conscription à la marine, de militariser les équipages en leur donnant un sac, un fusil, un shako, des aigles, de les instruire dans les ports par des exercices continuels. Les accidents de la première croisière en Méditerranée montreront que cette école ne suffit pas. La France se trouvait, en fait, « chassée des océans » (Tramond). Car il ne faut pas se faire illusion sur l'importance réelle de la guerre de course menée soit par les divisions navales de Leissègues et de Willaumez, soit par des corsaires hardis, au premier rang desquels l'infatigable Surcouf, le romantique « roi des corsaires » : ces expéditions n'empêchèrent pas le nombre des bâtiments de commerce anglais de passer de 18 000 en 1800 à 24 000 en 1810, tandis que le

nombre de nos navires armés au long cours dans le même temps tombait de 1 500 à moins de 350.

Aussi nos colonies, Martinique, Guadeloupe, Guyane, Sénégal, île Bourbon (devenue île Bonaparte) où Sainte-Suzanne résista avec une centaine d'hommes jusqu'en 1810, île de France où Decaen, avec l'aide de quelques vaisseaux com-



L'ENTREVUE DE TILSITT (D'après une lithographie de Madon).

mandés par Duperré, Hamelin, Bouvet, espoirs de la marine du lendemain, tient en échec jusqu'à la fin de 1810 des forces navales anglaises importantes, tombèrent-elles l'une après l'autre au pouvoir des Anglais, et les colonies espagnoles de l'Amérique du Sud, que, par l'accession de son frère au trône d'Espagne, Napoléon avait espéré rendre françaises, purent-elles impunément proclamer leur indépendance.

Cependant Napoléon ne renonçait pas à la lutte. Il avait rêvé jadis d'atteindre l'Angleterre par les Indes ; il revenait, par intervalles, au rêve ancien : ce fut l'objet des missions du général Sébastiani à Constantinople, du général Gardanne en Perse, peut-être de l'alliance russe de Tilsitt. Mais c'est surtout dans son commerce,

dans sa vie même de nation insulaire qu'il espéra l'atteindre, en l'affamant, en « la harassant de dépenses et de fatigues » par le *blocus continental*.

On dira ailleurs comment l'Empereur fut amené à rendre les décrets de Berlin et de Milan qui établirent ce blocus, et quels en furent les effets sur notre vie économique. Napoléon y voyait « la plus formidable machine de guerre que l'on ait combinée pour vaincre la mer par la puissance de la terre ».

Formidable instrument de guerre en effet, dont on ne peut dire ce qu'il aurait produit si on eût pu en prolonger davantage l'action, mais sur lequel Napoléon se trompait néanmoins, puisque, loin de le dispenser de toute autre forme de lutte, ce qu'il appelait le « système continental » allait précisément l'engager dans une nouvelle série de guerres dont il n'avait pas prévu l'importance.

LA GUERRE D'ESPAGNE ⁽¹⁾ C'est d'abord l'invraisemblable expédition du Portugal, depuis longtemps préméditée, mais qui, par l'absence de préparation, ressemble plutôt à un geste impulsif. Elle est confiée à trois divisions hétérogènes, où des prisonniers prussiens sont employés comme conducteurs d'artillerie. Junot, qui en reçoit le commandement pour des raisons de sympathie personnelle ou de diplomatie familiale plutôt que pour ses aptitudes spéciales, ne sait même pas où il va quand il reçoit l'ordre de se mettre en route. Rien n'est prévu pour le ravitaillement. Les routes à suivre ne sont pas reconnues. C'est le début et le type de ces opérations dans lesquelles Napoléon, grisé par ses victoires, cessera de mesurer les difficultés. Pourtant, avant même la date fixée (30 novembre 1807), après une marche atrocement pénible, Junot, à la tête de 1 500 loqueteux, « n'ayant plus la force de marcher même au son de la caisse », entre à Lisbonne et y prend une partie de la flotte portugaise. La théorie de l'impossible, doctrine de l'armée impériale, serait-elle donc une réalité ?

Napoléon le croit, tout le premier, et c'est pourquoi sans doute il recommence aussitôt en Espagne l'aventure de l'expédition du Portugal. Sous prétexte de protéger les arrières de Junot, il fait occuper la Catalogne et lance sur Madrid, avec Moncey et Dupont, deux corps d'armée baptisés corps d'observation et formés, comme celui de Junot, d'éléments disparates. Nommé lieutenant de l'empereur en Espagne, Murat est aussi surpris que l'a été Junot et reçoit des instructions aussi vagues.

Il ne nous appartient pas d'exposer la suite des décisions de l'Empereur rela-

(1) GRASSET, *la Guerre d'Espagne*. — BALAGNY, *Campagne de l'empereur Napoléon en Espagne*. — G. DE GRANDMAISON, *l'Espagne et Napoléon*. — VIDAL DE LA BLACHE, *l'Évacuation de l'Espagne*.

tives à l'occupation de l'Espagne. Les débuts de l'expédition relèvent en effet de l'histoire diplomatique plutôt que de l'histoire militaire. Les opérations ne commencent, à proprement parler, qu'après l'échauffourée plus ou moins spontanée du *Dos de Mayo*, prélude de la révolte de l'Espagne.

Quelle différence entre ces opérations et celles des campagnes précédentes ! Au lieu de la manœuvre d'une armée unique qu'un chef unique conduit vers un



COMBAT DE RIPOLL (1809) (D'après une lithographie d'Engelmann).

but bien défini, nous n'avons plus ici, au milieu de multiples soulèvements locaux, que les mouvements plus ou moins coordonnés de corps séparés dirigés vers les diverses provinces. Ici, tout est nouveau, la nature du pays, la langue des habitants, les mœurs, et tout nous est hostile, le ciel brûlant et la terre aride, les autorités et le peuple, la femme elle-même. Ce n'est pas une armée qu'on a devant soi, c'est un peuple. Pour maîtriser le pays il faudrait être partout à la fois : or nous n'aurons jamais les effectifs nécessaires pour tenir le pays en nous dispersant, et Napoléon ne trouvera pas le procédé d'occupation économique, garnisons habilement échelonnées et colonnes mobiles, qui eût permis peut-être de lasser la résistance.

Ce qui est plus grave, c'est que l'Empereur se trompe du tout au tout sur les Espagnols. La guerre qui commence est à la fois une guerre nationale et une guerre de religion : ce fils du dix-huitième siècle ne le comprend pas. Pour lui, ce peuple espagnol, qu'il juge d'après la famille royale, est *a priori* « vil et lâche », pareil aux lazzaroni de Naples ou aux fellahs d'Égypte. S'il se révolte contre l'envahisseur, ce ne peut être spontanément par fierté naturelle, haine de l'étranger, amour de son roi et de sa religion, mais par l'effet d'une conjuration ou d'un complot. Savary dit que « les plus grandes insurrections ont été dissipées par moins de vingt coups de canon et deux bataillons ». Est-il l'écho de la pensée du maître ?

Aussi Napoléon se refuse, d'abord, à rien modifier à ses méthodes de guerre. Il a pour principe absolu que la guerre doit nourrir la guerre ; en vain lui affirme-t-on que, depuis des siècles, l'Espagne ne se suffit pas à elle-même ; il n'enverra à ses troupes ni vivres ni argent. Il a pris l'habitude de tout commander lui-même ; il a peine à comprendre que, dans ce pays d'embuscades, « les événements, comme on l'a dit, marchent plus vite que les courriers ». De Bayonne où il s'est transporté, il continue donc à vouloir diriger les mouvements de toutes les colonnes, des convois, des isolés même, et jusqu'à l'affectation de huit mulets à telle ou telle unité.

Premier résultat de ces erreurs (et quelles ne sont pas celles de certains de ses généraux !) : cette guerre débute par un désastre. Pendant que Bessières dégage, par sa victoire de Medina del Rio Seco (14 juillet 1808), la route de Madrid, Verdier essaye vainement d'enlever Saragosse, Reille et Duhesme échouent devant Gerone ; Moncey, qui marche sur Valence, ne peut, faute d'artillerie, prendre cette ville et doit battre en retraite ; l'escadre de l'amiral Rosily, bloquée dans Cadix, se rend à la flotte espagnole ; enfin Dupont, le héros d'Albeck et de Friedland, dont on disait « qu'il n'y avait pas, dans l'armée, un divisionnaire classé plus haut que lui », chargé de maîtriser l'Andalousie, capitule à Baylen (22 juillet).

Dix-sept mille soldats français livrés aux insurgés, et condamnés, par la déloyauté des Espagnols, à aller mourir de faim ou de misère sur les pontons de Cabrera ! Les armées de Napoléon n'avaient jamais connu rien de tel ! « Quand vous apprendrez cela, un jour, écrit l'Empereur, les cheveux vous dresseront sur la tête ! » Certes Dupont était inexcusable : il avait dispersé maladroitement ses forces ; cerné avec une division, il avait cru sauver ses soldats du massacre en imposant à ses deux autres divisions la même capitulation en rase campagne ; surtout il n'avait pas su mourir les armes à la main. Mais Napoléon n'eût pas dû oublier dans quelle situation impossible il avait placé ses troupes d'Espagne, et il eût dû tirer de l'événement les leçons nécessaires, leçons d'autant plus fortes, qu'un mois

plus tard Junot capitulait à son tour à Cintra, devant une armée anglaise débarquée en Portugal.

Cette double capitulation, aggravée par l'affolement du roi Joseph qui évacua Madrid, portait une atteinte terrible au prestige de l'Empereur. En Autriche, en Allemagne, l'écho de ces défaites réveillait l'espoir de la revanche. Napoléon le comprit : à tout prix, il fallait frapper un grand coup ! Aussi prit-il ses résolutions avec la rapidité et la netteté qui sont les siennes aux heures de crise. Il a reçu le 2 août la nouvelle de Baylen, alors que, se croyant maître de la situation, il regagnait Paris ; le 5, il expédiait de Rochefort les ordres qui devaient acheminer sur les Pyrénées la moitié de la Grande Armée d'Allemagne, des divisions et des corps constitués, que renforceront, il est vrai, des divisions italiennes, allemandes et polonaises ; le 8 septembre, il faisait approuver par le Sénat une levée de 160 000 hommes, et, le 3 novembre, après deux mois de négociations diplomatiques destinées à assurer sa liberté d'action, il rejoignait Bayonne où il prenait le commandement de l'armée d'Espagne.

« La guerre pourrait être terminée d'un seul coup par une manœuvre habilement combinée », avait-il écrit à Joseph. En parlant ainsi, Napoléon marquait bien qu'il n'avait pas saisi le caractère nouveau de cette guerre. Pour qu'une telle manœuvre décisive soit possible, il faut que l'ennemi consente à confier sa fortune à une seule armée ou à un petit nombre d'armées ; — il faut qu'un service de renseignements parfaitement monté permette de situer constamment avec précision l'armée adverse ; — il faut, en réduisant la garde des arrières à celle d'une ligne de communications ou même d'une courte ligne d'opérations, pouvoir amener la presque totalité des troupes à la bataille ; — il faut pouvoir combiner d'une façon sûre les mouvements des corps ; — il est désirable de pouvoir s'établir sur les derrières de l'ennemi dans de telles conditions qu'une défaite devienne pour lui un désastre irréparable. Or, aucune de ces conditions n'est réalisée ici : la lutte contre les armées ne fait que se superposer à une lutte plus difficile, aux effets d'autant plus redoutables qu'ils sont plus mystérieux et plus sauvages, la lutte contre l'hostilité sourde de toute une population ; — les armées battues sont aussitôt remplacées par d'autres armées ; — nous ne trouvons pas d'espions, tandis que tous nos mouvements sont éventés ; — nos courriers sont interceptés ; — la guerre de guerillas rend très coûteuse la garde des communications ; — nulle part enfin, puisque la force du pays n'est concentrée nulle part, ne se trouvent de ces points dont l'occupation pèse d'un poids décisif sur le sort des nations.

C'est donc en vain que l'Empereur tentera des manœuvres stratégiques com-

parables aux plus élégantes et aux plus habiles, qu'il aura amené en Espagne ses plus belles troupes et ses meilleurs généraux, Lannes, Ney, Soult, Bessières, Victor qui vient d'être promu maréchal, Gouvion-Saint-Cyr. Il ne pourra concentrer sur les divers champs de bataille, à Espinosa et à Gamonal (10 novembre), à Tudela (23 novembre), sur la route de Madrid que nous ouvre à Somo-Sierra la charge héroïque d'un escadron de cheveau-légers polonais, que 35 à 40 000 hommes au



COMBAT DE SOMO-SIERRA (D'après le tableau d'Horace Vernet).

maximum, c'est-à-dire assez de forces pour battre les armées espagnoles, mais non pour les détruire. Les armées battues se reformeront rapidement et fourniront des cadres à l'insurrection dans les provinces où elles seront refoulées.

Quand les Anglais se portent en avant, Napoléon n'a plus d'yeux que pour eux ; mais ses manœuvres, contrecarrées maintenant par l'hiver, ruisseaux débordés et chemins transformés en bourbiers, n'aboutissent qu'à les pousser sur la Corogne où Soult ne peut les empêcher de s'embarquer (17 janvier).

Napoléon a pu, par ses succès, ramener son frère à Madrid et rendre la confiance à ses armées. En moins de trois mois, il a dispersé les armées espagnoles, chassé de

la Péninsule les armées anglaises ; Saragosse, assiégée par Lannes, ne peut plus tenir longtemps (la ville sera prise en effet le 21 février après un siège épique, cinquante-deux jours de tranchées et vingt-trois de combats de rues) ; cette ville prise, nous serons maîtres de la moitié de l'Espagne. Certes un tel résultat est admirable. Mais ces grands succès n'ont rien terminé : le pays occupé n'est pas soumis ; la guerre au couteau y prolonge la guerre à coups de canon ; la fatigue et l'usure de l'armée croîtront avec l'étendue du pays occupé, d'autres armées espagnoles sont en formation ; l'Angleterre, maîtresse de la mer, peut ramener les siennes. Et déjà la situation de l'Europe, les armements de l'Autriche, la fermentation de la Prusse exigent son retour à Paris alors que sa présence aurait seule permis de mener à bien la tâche entreprise.

Cette tâche, qui va incomber au frère de l'Empereur, dépasse de beaucoup ses capacités administratives et militaires, et il ne trouvera qu'une aide très insuffisante en Jourdan, major général dont le prestige usé n'impose guère aux autres maréchaux. En partant, Napoléon laisse le commandement aux meilleurs d'entre eux. Mais, par sa méthode de commandement, il les a déshabitués d'agir par eux-mêmes autant que d'obéir à un autre qu'à lui ? Comment pourraient-ils réussir là où il ne l'a pu lui-même ?

Cependant leur absence, celle de leurs états-majors, celle des bonnes troupes restées avec eux se feront cruellement sentir sur les champs de bataille de Bavière et d'Autriche. Le « chancre de l'Espagne » a déjà commencé à ronger la Grande Armée.

GUERRE CONTRE L'AUTRICHE. Napoléon avait quitté Valladolid le LANDSHUT. ESSLING. WAGRAM ⁽¹⁾ 17 janvier. Son départ avait été mystérieux et rapide comme une fuite. Thiébault nous a montré son galop fou sur la route de Burgos, les éperons dans le ventre de son cheval, claquant du fouet sur la croupe du cheval qui le précède, son aide de camp, son mamelouck et ses cavaliers d'escorte ne le suivant qu'à grand'peine. C'est qu'il s'agissait autant de dissimuler ce départ à l'armée, dont le moral devait en être ébranlé, que de surprendre Paris.

Arrivé le 23, il devait aussitôt se mettre à l'œuvre : déjà « le cri de guerre s'est fait entendre à Vienne » et il faut en toute hâte refaire une armée.

C'est ici en effet la grande nouveauté et la caractéristique de la campagne qui va s'ouvrir. Les précédentes avaient été menées avec une armée depuis longtemps

(1) SASKI, *Campagne de 1809*. — BUAI, *De Ratisbonne à Znaïm*.

préparée à la guerre. Cette armée avait fondu peu à peu. L'Espagne en avait pris et en retenait la plus grande partie... Il fallait en improviser une autre. Ce sont précisément les traits de cette armée de 1809 qui, en s'exagérant, dessineront la physionomie des armées impériales de la dernière période.

Chaque dépôt fournit deux compagnies ; ces compagnies sont groupées à Strasbourg en bataillons de marche, et ceux-ci, conduits à Augsbourg, y sont fondus dans les demi-brigades de la division Oudinot, transformée ainsi en corps d'armée. Les régiments de dragons qui sont en Espagne sont ramenés de trois à deux escadrons, les cadres du 3^e escadron renvoyés au dépôt, où ils constitueront deux nouveaux escadrons qui sont groupés en régiments provisoires.

Par de tels expédients, Napoléon réussit bien à porter au complet de guerre les divisions qui, après l'évacuation de la Prusse en 1808, avaient été ramenées entre l'Elbe et le Rhin, sur le littoral ou même en France ; il peut même créer de nouvelles divisions ; mais nombreux seront désormais les jeunes soldats n'ayant pas fait campagne, les régiments sans traditions et sans esprit de corps.

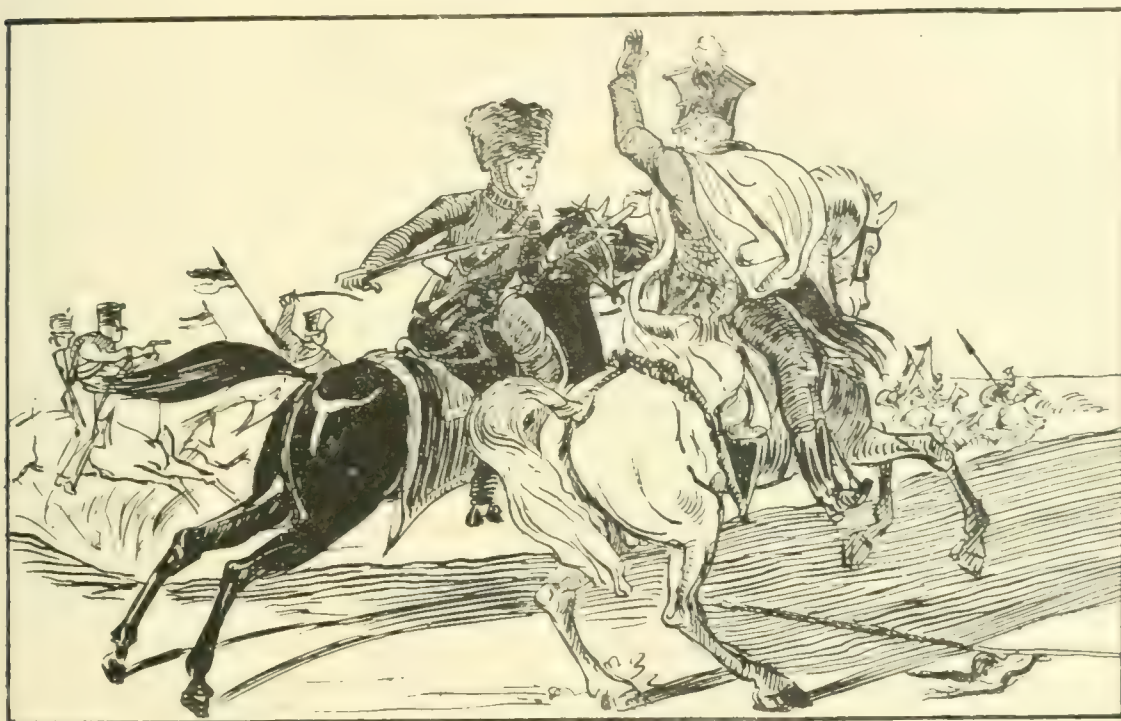
L'armée cessera même d'être une armée nationale, pour devenir l'armée de l'Empire, instrument de guerre personnel de l'Empereur, mais sans homogénéité et que n'anime plus une parfaite communauté de sentiments. Des sept corps d'armée que compte l'armée d'Allemagne à l'ouverture de la campagne, deux seulement, ceux de Davout et d'Oudinot, sont entièrement français ; le corps de Masséna a 5 000 hommes du contingent de Bade et 4 000 de Hesse-Darmstadt ; Vandamme a sous ses ordres une division wurtembergeoise, un régiment de Nassau, un régiment de Lippe et Anhalt, un de Schwarzbouurg, Reuss et Waldeck et un des maisons ducales de Saxe ; le corps de Lefebvre est bavarois ; celui de Bernadotte à demi saxon, celui de Jérôme westphalien et hollandais. Quant à l'armée d'Italie, que commande le prince Eugène, elle a le même caractère hétéroclite.

Napoléon aura le nombre ; il obtiendra la supériorité numérique, à ses yeux condition du succès sur le champ de bataille ; mais ce sera au détriment de la qualité. On verra, dès cette campagne, ce qu'il en coûte.

Ces réserves faites sur le résultat, et aussi sur la méthode de travail, — car ce ne peut être sans inconvénient que l'Empereur applique son activité à un détail qui nous paraît incomber aux bureaux de son ministre de la Guerre, qu'il épiluche les états, affecte les détachements, combine les groupements de compagnies — il faut admirer l'activité et l'ingéniosité déployées pendant les mois de février et mars 1809 pour rattraper l'avance de l'Autriche, pour constituer une armée de 300 000 hommes en Allemagne et une autre de 100 000 en Italie.

LES GUERRES VICTORIEUSES

Les mesures prises pour réunir l'armée d'Allemagne en se gardant contre une agression probable et en évitant de provoquer celle-ci ne sont pas moins admirables. Dans cette période de défensive stratégique qui va du début de mars au 19 avril, nous retrouvons toute la souplesse des dispositifs et des mouvements de 1805 et de 1806, avec peut-être, en plus, un souci plus net du ravitaillement et de l'organisation des services confiés, pour cette campagne, à Daru.



COMBAT D'AMSTETTEN : LE LIEUTENANT LAURISTON FAIT PRISONNIER UN COLONEL DE UHLANS AUTRICHIENS
(D'après un tableau d'Horace Vernet).

Resté à Paris pour bien affirmer ses intentions pacifiques, l'Empereur a délégué le commandement de l'armée d'Allemagne à Berthier, à qui il envoie au jour le jour ses instructions sur la conduite à tenir suivant les dispositions et les intentions probables de l'ennemi. Mais le style de Napoléon, reflet d'une pensée prodigieusement active et mobile, n'a pas la netteté de ses conceptions. Lorsque l'ennemi attaque, Berthier, réduit depuis longtemps au rôle de porte-plume, et plus habitué à obéir à la lettre des ordres qu'à en saisir l'esprit, se laisse troubler par les instructions en apparence contradictoires qu'il a reçues. Il se borne à prescrire une demi-concentration qui laisse l'armée disséminée sur un front de 140 kilomètres.

L'erreur peut avoir les conséquences les plus redoutables, car l'armée autrichienne de 1809 n'est plus celle de 1800 ou de 1805. Réorganisée sous l'impulsion de l'archiduc Charles, elle a beaucoup emprunté à l'armée de Napoléon : c'est ainsi, par exemple, qu'elle est, pour la première fois, divisée en corps d'armée comprenant les trois armes et pourvus de tous les services ; mais surtout l'esprit national s'y est développé au même temps où il diminuait dans la nouvelle Grande Armée.

Heureusement le prestige de l'Empereur intimide cet adversaire : par sa lenteur, celui-ci donne à Napoléon le temps d'arriver. Dès le premier jour, il a réparé la faute de son lieutenant : les deux ailes se resserreront sur le centre, de telle sorte que, le mouvement terminé, il compte avoir, à trente-six kilomètres l'une de l'autre, deux masses de manœuvre prêtes, quoi que fasse l'ennemi, à l'attaquer à la fois de front et de flanc.

Alors commence une manœuvre de cinq jours, à laquelle on a donné le nom de manœuvre de Landshut parce que cette ville fut donnée comme direction à la masse de droite. Cette manœuvre a été l'une des plus discutées des manœuvres napoléoniennes. Exaltée par les uns comme son chef-d'œuvre, elle a été considérée par d'autres dans ces derniers temps comme « un signe non équivoque de décadence » du génie de l'Empereur. On a même été jusqu'à prétendre que Napoléon, en avril 1809, en était revenu à certaines conceptions stratégiques du dix-huitième siècle et cherchait à vaincre l'ennemi sans bataille par la seule vertu de la manœuvre. Une telle affirmation est contredite par le texte même des ordres : en portant Masséna sur Landshut, Napoléon ne l'écarte pas de la bataille ; il espère seulement, par cette menace sur les communications de son adversaire, l'amener à se replier, et le placer ainsi, comme il a fait à Iéna, dans des conditions matérielles et morales qui nous faciliteront la bataille et la victoire. Il échoue parce qu'il s'est trompé sur la situation du gros de l'ennemi et surtout sur la valeur de son adversaire. Coupé de l'Inn, l'archiduc Charles prendra ses communications sur le Danube, et, s'étant emparé de Ratisbonne, il y fera tête assez longtemps pour couvrir le passage de son armée sur la rive gauche. C'est pourquoi les trop savantes combinaisons de l'Empereur, au lieu de se terminer par un Iéna, aboutissent seulement à la victoire non décisive d'Eckmühl.

Napoléon n'en est pas moins resté fier de ces opérations : à Sainte-Hélène, il les aurait comparées aux plus brillantes. Il est certain que rarement il a déployé plus d'ingéniosité pour résoudre des problèmes qui se modifient d'heure en heure. « Activité ! activité ! vitesse ! » écrivait-il le 18 avril à Masséna. Ces mots n'ont jamais été plus vraiment sa devise que pendant ces cinq journées de Tengen,

A hand-drawn map of the Marchfeld region in Austria, showing the area around Vienna (Vienne). The map includes numerous place names such as Wagram, St. Pölten, Leopoldsdorf, and Ebersdorf. It also depicts the Danube River (Donau) and the Vienna Woods (Schwarzwald). The map is oriented with North at the top.

la Grande Armée n'eût pu sans doute s'engager en cette saison dans un pays tel que les montagnes de Bohême, appauvri par le passage de l'ennemi sans risquer un désastre. Le souci d'assurer la subsistance de l'armée fut une des raisons de la marche sur Vienne par la Bavière et la vallée du Danube. Ajoutons-y le désir d'établir au plus tôt la liaison avec l'armée d'Italie et l'espoir qu'avait l'Empereur de voir l'archiduc lui offrir, en venant se placer sur le chemin de la capitale, l'occasion d'une bataille décisive.

Le 13 mai, après avoir eu seulement à bousculer l'un des lieutenants de l'archiduc au combat sanglant d'Ebelsberg, Napoléon entra à Vienne pour la seconde fois.

171

devant lui que 3 divisions de Masséna et 3 divisions de cavalerie, soit 30 000 hommes à peine. Toute la journée, Masséna résiste néanmoins, perdant et reprenant sans se décourager les deux villages.

Le 22, cette lutte acharnée recommence. Deux nouvelles ruptures, dont la dernière paraît irrémédiable, n'ont permis l'entrée en ligne que de la Garde et du corps de Lannes. Notre ligne de retraite est perdue, et les munitions ne peuvent plus arriver. Si l'archiduc, épuisé lui-même, ne peut nous rejeter dans le fleuve, nous n'en devons pas moins décider de nous replier dans l'île, après un conseil de guerre qui conclut à l'impossibilité de tenter un nouveau passage avant l'arrivée de l'armée d'Italie. L'archiduc clôt la journée par une effroyable canonnade dont l'un des derniers coups emporte le maréchal Lannes.

C'était le premier échec grave de l'Empereur. Son prestige militaire en fut ébranlé. L'Allemagne s'émut, et désormais crut à sa délivrance.

Heureusement, l'armée d'Italie arrivait. Cette armée, en dépit des conseils stratégiques donnés par Napoléon à son chef, le prince Eugène de Beauharnais, le seul de ses lieutenants qu'il ait parfois traité en disciple, avait d'abord été battue à Sacile ; mais, lorsque, après Eckmühl, l'archiduc Jean avait été rappelé vers Vienne, elle avait poussé celui-ci assez rapidement. Napoléon l'employa aussitôt à nettoyer la rive droite du Danube pendant qu'on entamait dans l'île Lobau les énormes travaux préparatoires à la prochaine offensive, et, quand l'archiduc Jean eut été défait à Raab, l'Empereur concentra sous Vienne toutes ses forces.

L'île Lobau est devenue « une forteresse, un arsenal et un chantier » ; plus de cent canons la défendent ; les ponts ont été multipliés sur le grand bras, d'autres sont tenus prêts à être lancés sur le petit bras ; 180 000 hommes et 500 canons sont disponibles pour le choc que l'archiduc Charles attend sur son ancienne position d'Aspern et d'Essling.

Le 4 juillet, dans la soirée, commence le second passage du Danube. L'archiduc, trompé par le point de passage choisi, ne réussit pas à s'y opposer. Couverte à droite par deux divisions de cavalerie, à gauche par le corps de Masséna, l'armée se déploie. Davout, Oudinot, l'armée d'Italie et les Saxons de Bernadotte en première ligne, la Garde et la réserve de cavalerie derrière le centre. Au soir du 5, grâce à la minutie de ses prévisions et de ses ordres, Napoléon a réussi ce tour de force de faire déboucher d'une île, en face d'un ennemi averti, de déployer et de porter en avant une masse de près de 200 000 hommes.

Le lendemain commençait la plus formidable bataille que nos armées eussent encore livrée.

La journée du 5 a montré l'armée autrichienne divisée en deux groupes. Napoléon projette d'accabler le groupe de l'Est en économisant au maximum ses forces devant l'autre groupe, que contiendra la seule division Boudet, du corps Masséna. Mais, dès quatre heures, l'archiduc attaque. A notre droite, son attaque imprévue



NAPOLÉON BLESSÉ A RATISBONNE (D'après une gravure de Madon).

est bientôt arrêtée puis refoulée par les divisions de Davout. Napoléon, qui s'est porté de ce côté, renforce Davout d'une division de cuirassiers et d'une partie de sa réserve d'artillerie et lui prescrit de pousser et de déborder la gauche ennemie sur le plateau de Neusiedel. Cette contre-attaque, menée par quatre divisions, appuyée par plus de cent canons, flanquée par deux divisions de cavalerie, doit attirer à elle toutes les disponibilités ennemies et consommer la séparation en deux fractions de l'armée autrichienne.

La réussite de cette manœuvre exigeait que notre gauche restât inébranlable. Or, de ce côté, Bernadotte, impressionné par la dépression morale de ses Saxons,

avait lâché pied ; les jeunes troupes de Masséna, malgré l'exemple de leur chef, qui parcourt leurs rangs dans une calèche attelée de deux chevaux blancs, sont incapables de reprendre le terrain perdu et refluent à leur tour en désordre. L'avance autrichienne risque de nous acculer au Danube.

Napoléon ne se laisse pas émouvoir : au lieu de dépenser sa réserve à parer à ce danger, il la maintient face au centre ennemi affaibli par les événements des deux ailes. Il ne presse même pas l'action de cette réserve et attend que l'attaque de Davout ait produit son effet. Masséna, exécutant un audacieux mouvement de flanc concentrera ses troupes sur sa gauche et y arrêtera la menace ennemie ; Bessières, avec la cavalerie de Nansouty et la cavalerie de la Garde, fermera l'intervalle laissé libre par le départ de Masséna ; derrière lui s'établira, aux ordres de Lauriston, toute l'artillerie de la Garde bientôt renforcée par celle de l'armée d'Italie, et cette formidable batterie de plus de deux kilomètres de front préparera l'entrée en action de la colonne d'attaque qu'organise Macdonald.

Ces mesures prises, l'Empereur revient à son observatoire. En vain on lui annonce que sa division de gauche, refoulée dans l'île Lobau, a perdu ses canons. L'œil fixé sur la tour de Neusiedel, il guette les progrès de sa droite. Enfin, vers midi, les fumées de l'artillerie de Davout ayant dépassé cette tour, il lance Macdonald. Cette lourde colonne de 26 bataillons, formant un carré de 1 000 mètres de côté, subit des pertes d'autant plus élevées que ces bataillons sont moins aptes à la manœuvre ; mais la batterie de Lauriston a éteint l'artillerie adverse ; d'autres divisions s'avancent pour élargir la brèche ; sur tout le front on s'est porté en avant ; l'ennemi cède de tous côtés ; à deux heures du soir l'archiduc Charles donnait l'ordre de la retraite.

La victoire avait été chèrement achetée : 34 000 tués ou blessés ; parmi les tués Lasalle, le plus brillant des chefs de cavalerie légère, et 4 généraux de brigade ; parmi les blessés, un maréchal de France, 12 généraux de division et 24 généraux de brigade ; mais elle était incontestable. L'ennemi laissait 18 000 prisonniers entre nos mains.

Napoléon, qui avait commandé à son armée, et à qui elle avait obéi « comme un régiment à la voix de son chef », pouvait en être fier et non moins satisfait de la collaboration de ses lieutenants, d'un Davout qui s'était montré égal à lui-même, d'un Masséna qui, ce jour-là, atteignit son apogée. Davout fut nommé prince d'Eckmühl et Masséna prince d'Essling en même temps que Berthier prince de Wagram ; le bâton de maréchal fut remis à Macdonald, disgracié depuis le procès de Moreau ; à Oudinot qui, par la mort de Lannes, s'était trouvé, trop tôt peut-

être, au premier rang ; à Marmont, le camarade des premiers jours, qui devait oublier si vite tant de faveurs.

La bataille de Wagram ne ressemble en rien à la bataille d'Austerlitz. A Austerlitz la manœuvre s'était déroulée suivant un plan nettement dessiné à l'avance ; ici, Napoléon trouvant devant lui pour la première fois une volonté, avait dû faire face à l'imprévu, conduire et redresser sa manœuvre. Mais, grâce à son art de ménager ses réserves, grâce à son coup d'œil, à son sang-froid et à son activité, grâce à sa parfaite connaissance de ses subordonnés et de ce qu'il appelle leur « tirant d'eau », il était resté constamment maître de la situation. Plus encore qu'Austerlitz, Wagram prouve chez Napoléon des qualités de tacticien dignes de son génie de stratège. Aussi coûteuse et incomplète qu'elle ait été, cette victoire est, du point de vue tactique, un admirable chef-d'œuvre.

Pourtant les résultats ne furent pas ceux qu'on aurait pu espérer. L'armée autrichienne n'était pas détruite et l'armée française n'était pas capable de la poursuivre indéfiniment ; il fallait, quelques jours plus tard, s'entendre sur un armistice, à Znâim.

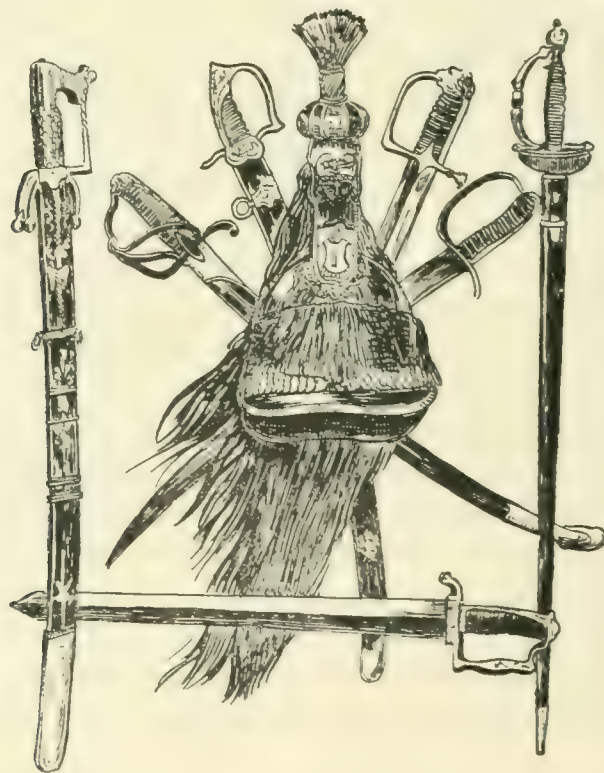
Napoléon dira plus tard : « Je fis une grande faute après Wagram, celle de ne pas abattre l'Autriche davantage. Elle demeurerait trop forte pour notre sûreté ; c'est elle qui nous a perdus. » Cette destruction de l'Autriche, il est douteux que, par les moyens militaires, Napoléon en fût capable.

Sans doute, si son orgueil lui enlève parfois le sens des réalités, son génie n'a subi aucune éclipse ; ses lieutenants, on l'a vu à Wagram, sont en pleine possession de leurs moyens et ne ressentent encore nulle lassitude. Mais les troupes sont moins manœuvrières, plus accessibles à la panique, elles exigent l'appui d'une artillerie plus puissante ; leur plus faible aptitude à la manœuvre et leur plus grande « émotivité » obligent à les maintenir fréquemment en colonne, formation plus vulnérable ; enfin les pertes qu'elles ont subies ne peuvent être réparées que par l'absorption complète de la classe 1810, c'est-à-dire en hypothéquant gravement l'avenir.

Sans percevoir nettement toutes ces causes de faiblesse, l'Europe n'est pas sans les pressentir. C'est à peine si la victoire a calmé l'effervescence qui commençait en Allemagne. En Autriche même, le Tyrol reste « une nouvelle Vendée ». La Russie poursuit son double jeu. L'Angleterre persiste dans ses desseins ; elle débarque des forces en Portugal ; elle en débarque d'autres vers l'embouchure de l'Escaut, et ce débarquement de Walcheren provoquera à Paris un véritable affolement, aggravé par des manœuvres politiques dont on verra dans quelques mois, quand

l'expédition anglaise aura échoué sous les seules atteintes de la fièvre, combien il était injustifié. Enfin il s'en faut de beaucoup que l'Espagne soit maîtrisée, et Napoléon songe, avant même la conclusion du traité de Schœnbrunn, à reprendre les opérations abandonnées en décembre dans la péninsule.

Les bulletins de victoire, qui ne trompent ni un Talleyrand, ni un Fouché, ne peuvent davantage tromper l'histoire. Faute d'avoir été entretenu et réparé à temps, le grandiose édifice militaire de l'Empire dissimule derrière la brillante façade de terribles lézardes.

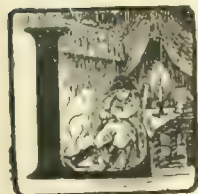




CHAPITRE II

LE SYSTÈME DE GUERRE NAPOLEONIEN

Les principes. — L'application des principes. — La méthode de commandement.



LA campagne de 1809 clôt la série des campagnes victorieuses de l'Empire. Celles qui suivent apporteront encore leur contingent de victoires, mais ce ne sera plus la suite éblouissante qui va d'Austerlitz à Wagram ; l'armée qui les remportera sera d'un autre type ; quant au chef, sans être inférieur à lui-même, il sera, semble-t-il, dépassé par l'organe qu'il a créé, organe beaucoup trop lourd pour un seul homme et que nul ne peut l'aider à manier.

Les années 1809 et 1810, où tous les historiens ont vu l'apogée de l'Empire français, marquent, au point de vue militaire, un tournant.

Le moment est donc venu d'exposer et de caractériser les méthodes de guerre napoléoniennes, et ce que l'Empereur lui-même appelle « son système ».

Mais, tout d'abord, que faut-il entendre par ces mots « système napoléonien » ? Pouvons-nous espérer retrouver un ensemble de recettes systématiquement employées par Napoléon et auxquelles il aurait dû ses victoires ? Pouvons-nous même espérer réduire à quelques formules simples les procédés qu'il applique au cours de sa prodigieuse carrière ? Rien de plus scabreux et de plus vain qu'une telle recherche.

On a fait remarquer très justement que « Napoléon, à part quelques principes généraux, n'émet point d'axiomes applicables partout et toujours ; s'il énonce,

tel jour, une sorte de maxime, c'est à l'égard d'un cas concret bien défini, auquel il importe de se reporter... Parfois même, en formulant deux préceptes, l'Empereur semble se contredire : en réalité, il vise deux situations différentes ».

C'est ce qu'on oublie trop souvent quand on cite certains prétendus axiomes : « On s'engage partout et puis l'on voit » ; « à la guerre les trois quarts des affaires sont morales, la balance des forces réelles n'est que pour un autre quart », etc., dont on tire les conclusions les plus aventurées.

Napoléon a dit à Sainte-Hélène : « Il n'y a point de règles précises, déterminées ; tout dépend du caractère que la nature a donné au général, de ses qualités, de ses défauts, de la nature des troupes, de la portée des armes, de la saison et de mille circonstances qui font que les choses ne se ressemblent jamais. »

Ainsi mis en défiance par le maître lui-même, nous pouvons, sans tirer à nous la réalité, et sans déformer la physionomie des diverses campagnes, essayer d'en dessiner les traits communs (1).

L ES PRINCIPES Le but de Napoléon, dans toutes les campagnes, est de finir la guerre le plus rapidement possible.

Pour cela il lui faut arriver très vite à la bataille, à une bataille décisive, à une bataille que suivra une poursuite menée jusqu'à la destruction complète des forces de l'adversaire. En 1796, c'est le 17 mars qu'il arrive à l'armée d'Italie, et c'est le 12 avril qu'il commence à Montenotte sa manœuvre fameuse. — En 1800, Bonaparte rejoint le 9 mai l'armée de réserve à Genève ; le 14 juin, il a vaincu à Marengo. — En 1805, le 27 septembre, la Grande Armée n'a pas encore passé le Rhin que Napoléon écrit à Bernadotte : « Avant le 12 octobre, l'Autriche sera déchue ». Il ne se trompe que de cinq jours : le 17 octobre, Mack aura capitulé dans Ulm. Sans temps d'arrêt Napoléon lance la Grande Armée contre l'armée russe, et, si celle-ci n'est pas accrochée aussi tôt qu'il l'eût voulu, ce sera bien contre la volonté et au grand mécontentement de l'Empereur. — En 1806, mieux encore, douze jours seulement s'écoulaient entre la prise de commandement de l'Empereur et l'écrasement de l'armée prussienne.

Les campagnes suivantes ne s'achèvent pas aussi rapidement ; mais c'est que Napoléon est empêché de mener le jeu ; dès qu'il entrevoit la possibilité de reprendre la direction des événements, il n'a qu'une idée : le coup de force qui doit tout terminer.

(1) Cette synthèse des procédés de guerre napoléoniens a été faite d'une façon magistrale par le général COLIN dans ses *Transformations de la guerre*.

LE SYSTÈME DE GUERRE NAPOLEONNIEN

En 1812 même, ne se figurera-t-il pas en finir avec les armées russes en vingt jours ? Et en 1813 comme en 1814 et en 1815, ne le verrons-nous pas encore, malgré la force de ses adversaires, courir au plus tôt à la bataille !

Pour atteindre ce but, la première condition est d'imposer la bataille à l'ennemi.



GENDARME D'ÉLITE DE LA GARDE IMPÉRIALE

Les écrivains militaires du dix-huitième siècle avaient montré comment le principe divisionnaire mettrait fin au système de la « bataille par consentement mutuel ».

Napoléon tire de ce principe tout ce qu'il peut donner. Nous le voyons, dès l'entrée en campagne, déployer l'armée sur un front assez large pour embrasser toute l'étendue du théâtre des opérations, puis pousser ce dispositif en travers d'un faisceau de routes que l'ennemi doit obligatoirement emprunter. Ces routes sont donc, ou celles qui assurent la liaison de l'ennemi attaqué avec un de ses alliés, ou

celles qui conduisent vers sa capitale menacée, ou bien sa ligne de communications. Si c'est possible, Napoléon commence même par mettre la main sur une barrière naturelle choisie *a priori* en arrière de son adversaire : le défilé de la Stradella en 1800, le Lech en 1805, la Saale en 1806, l'Isar en 1809. Cette manœuvre impose, dans la plupart des cas, une bataille à fronts renversés. Si elle est assez rapide, la campagne commence donc par une surprise qui ébranle le moral de l'ennemi et amorce sa défaite. Celui-ci essaye-t-il de se rétablir et de s'échapper, Napoléon le saisit en « flagrant délit ». De toutes façons, la manœuvre gêne le mouvement de l'ennemi et le paralyse en le privant de ses communications.

Mais inversement, ce faisant, Napoléon expose ses propres communications. Il y pare par un procédé qui est bien à lui, celui des *centres d'opérations*. « Il faut, a-t-il écrit, toutes les cinq ou six marches, avoir une place forte ou une position retranchée sur la ligne d'opérations pour y réunir des magasins de bouche et de guerre, y organiser les convois et en faire un centre de mouvements. » Parvenu sur les derrières de l'ennemi, il fait organiser immédiatement en arrière de lui une ou plusieurs places de campagne, villes pourvues de casernes, d'hôpitaux, d'arsenaux, et « fortifiées plus ou moins de manière à se trouver à l'abri d'un coup de main » (Colin). Puis il prend sur cette place ou sur l'une de ces places sa *ligne d'opérations* : Plaisance en 1800, Augsbourg en 1805, Auma en 1806, Varsovie puis Thorn en 1807...

La ligne d'opérations est donc la route qui conduit de l'armée vers son centre d'opérations. Infiniment plus courte que la ligne de communications, elle n'est presque pas vulnérable, et elle se trouve en général couverte par le dispositif même de l'armée.

Veut-on faire exécuter à l'armée un changement de front rapide, il suffit d'avoir prévu et organisé à l'avance en arrière du nouveau front un nouveau centre d'opérations. En un jour, on prend sur le nouveau centre sa ligne d'opérations, manœuvre à laquelle Napoléon tient tant qu'il l'appelle « une opération de génie ». « Le grand art des batailles, disait-il à Sainte-Hélène, est de changer, pendant l'action, sa ligne d'opérations ; c'est une idée de moi, qui est tout à fait neuve. » A la stupéfaction de l'ennemi, l'orientation de la campagne se trouve en effet changée en un jour.

Cette bataille ainsi imposée à l'ennemi doit suffire dans la plupart des cas à terminer la guerre, ou, tout au moins, à obtenir un résultat essentiel, tel que la destruction d'une des armées ennemies. Car, a écrit Bonaparte dans la fameuse note remise au Comité de Salut public par Robespierre jeune le 1^{er} thermidor an II,

LE SYSTÈME DE GUERRE NAPOLÉONNIEN

« il en est des systèmes de guerre comme des sièges des places : réunir ses feux contre un seul point ; la brèche faite, l'équilibre est rompu ; tout le reste devient inutile et la place est prise ». Mais il faut pour cela réaliser la supériorité numérique. « L'art de la guerre, écrit encore Bonaparte dès le début de sa carrière, consiste, avec une armée inférieure, à avoir toujours plus de forces que son ennemi sur le point que l'on attaque ou sur le point qui est attaqué. »



EXELMANS A VERTINGEN (D'après une lithographie).

Cette supériorité des forces, Napoléon l'obtient à la fois en provoquant la dispersion des forces ennemies et en concentrant ses propres forces.

La dispersion des forces ennemies, Napoléon la provoque par la forme de son dispositif initial, qui, embrassant, nous l'avons vu, toute la largeur du théâtre d'opérations, laisse l'ennemi dans l'incertitude au sujet des points d'attaque éventuels — par des feintes adroites, mouvement de Lannes sur Chivasso en 1800, mouvements de la cavalerie aux débouchés de la Forêt Noire en septembre 1805, démonstrations du roi de Hollande en avant de Wesel en 1806, etc... — et, si possible, par une

avance rapide au milieu du dispositif ennemi : c'est ce qu'un grand nombre d'écrivains militaires ont appelé bizarrement, d'après Jomini, la « manœuvre en lignes intérieures » ; les types classiques en sont la première manœuvre de 1796, la manœuvre d'Ulm en 1805 (si l'on considère l'ensemble des armées austro-russes) et la campagne de France en 1814.

Frédéric II avait déjà exécuté cette manœuvre ; mais Napoléon en perfectionne le procédé. Ici encore le système divisionnaire lui en a donné le moyen : les divers détachements de l'armée possèdent la possibilité de durer ; il suffit dès lors de réaliser un dispositif tel que l'effectif des forces distraites de l'action principale soit réduit au minimum sans toutefois que leur durée de résistance puisse être épuisée avant l'achèvement de cette action principale. Encore faut-il que les commandants de ces détachements soient capables de cette manœuvre retardatrice. Nous verrons que cette condition ne sera pas réalisée quand ces détachements seront, non plus des divisions ou des corps d'armée, mais des armées.

Quant à la *concentration des forces*, elle est la préoccupation essentielle de l'Empereur, qui ne s'en rapporte pour cela à personne. Il faut voir, par exemple, avec quelle minutie d'avare Napoléon mesure personnellement, au cours de sa marche sur Vienne après Eckmühl et dans les jours qui précèdent Essling, l'importance des unités qu'il laisse derrière lui pour garder les passages du Danube contre les entreprises éventuelles de l'archiduc Charles, et quel souci il prend de rapprocher de lui ces unités au fur et à mesure qu'elles cessent d'être indispensables à la sûreté.

C'est aussi en partie afin de ne perdre aucun élément, si faible soit-il, que Napoléon organise si soigneusement, dans les conditions que nous avons vues, ses lignes d'opérations.

Mais en dehors de ces précautions, qui, à nos yeux, seraient plutôt du ressort de l'état-major, c'est surtout en tenant toujours son armée « réunie » que Napoléon réalise la concentration des forces sur le champ de bataille. « Placez toujours vos troupes, écrit-il à Joseph en 1806, de manière que, quelque chose que fasse l'ennemi, vous vous trouviez en peu de jours réunis » — et à Jérôme en 1807 : « Il faut sans doute tourner l'ennemi, mais d'abord se réunir ». Dans sa terminologie, l'armée est « réunie » lorsque ses diverses fonctions sont disposées et articulées sur une largeur et une profondeur telles que « l'ennemi ne puisse en empêcher la concentration ou les battre séparément » (Colin). Telle est, en effet, la situation réalisée à la veille de Marengo, d'Ulm, d'Austerlitz, d'Iéna, etc... Une lettre écrite à la veille de Bautzen, le 13 mai 1813, montre bien ce que Napoléon entend par une armée « réunie ». Napoléon est à Dresde, il a détaché Ney à Luckau, dans la direction de

Berlin, et il lui écrit : « A Luckau, vous serez à vingt-deux lieues de Dresde et à vingt et une lieues de Berlin... Par la position que je vous fais prendre, *nous serons toujours réunis*, pouvant vous porter sur la droite ou sur la gauche et avec le plus de masses possible selon les renseignements... »

L'armée ainsi disposée, *la forme de la bataille découlera naturellement du dispositif*.

Dans le détail, elle présente bien entendu des variantes, suivant le moment où le front ennemi vient, pour ainsi dire, couper le système de forces réalisé par Napoléon, mais on y trouve en général un combat de front destiné à fixer l'adversaire, à l'obliger à engager toutes ses troupes, à l'user, — un mouvement tournant, ou simplement un mouvement franchement débordant si l'ennemi est fort, l'un et l'autre conduisant à une attaque de flanc ou même, si possible, à une attaque sur les derrières de l'ennemi, en vue d'absorber ses dernières réserves, d'agir sur son moral, de désorganiser son dispositif, — puis, dès que ce résultat paraît atteint, une attaque décisive, menée à fond par toutes les forces disponibles et, si possible, par des réserves et une masse d'artillerie placées à l'avance face au saillant que le mouvement tournant a créé dans le front ennemi ; l'entrée en action de cette masse, réservée jusqu'au moment favorable et lancée personnellement par Napoléon, c'est *l'événement* qui décide du sort de la bataille, — enfin, soudée à la bataille quand la fatigue des troupes ne s'y oppose pas, une poursuite, déjà amorcée en lançant dans l'attaque décisive toutes les forces de cavalerie disponibles, et appuyée au plus tôt par des grandes unités de toutes armes.

Dès Castiglione, le dessin de cette forme de bataille est bien net : Bonaparte recule d'abord devant l'ennemi ; puis, quand il entend le canon de Sérurier derrière la gauche de Wurmser et qu'il sent chez lui un commencement d'hésitation, il lance Joubert : « Vois-tu Sérurier qui attaque... Pars avec tes chasseurs et enfonce le centre de l'ennemi. » A Ulm, Mack se pelotonne de telle façon que la bataille devient inutile, mais elle a été préparée d'après le schéma indiqué ci-dessus. C'est encore une bataille de ce genre qui a été prévue devant la position de Saint-Poelten. A Austerlitz, il y a en réalité deux batailles distinctes, mais celle du Sud se rapproche du type normal. A Iéna, les Prussiens n'y échappent qu'en tombant à Auerstædt sur le corps détaché. A Eylau, l'initiative des Russes fait échouer la manœuvre habituelle. Nous venons de voir à Wagram la plus belle application du procédé. Nous en retrouverons d'autres à Lutzen, à Bautzen, à Leipzig.

En résumé, recherche et exploitation immédiate du coup de force, action de surprise sur un ennemi attaqué par derrière ou en état de dispersion, unité d'action,

économie des forces, concentration pour la bataille, tels sont, réduits à leurs traits essentiels, les principes sur lesquels repose le système napoléonien. Napoléon n'avait-il pas raison de dire que, s'il écrivait un jour un traité de l'art de la guerre, on serait étonné du faible volume de cet ouvrage ?

On hésite, par crainte du paradoxe, à ajouter qu'il n'y a là rien de bien nouveau, non plus que dans les procédés tactiques des armées impériales.

Et pourtant ce sont les mêmes que ceux de la période précédente. Emploi des tirailleurs, usage simultané de la ligne et de la colonne suivant le but qu'on se propose, engagement successif des divers éléments, tout cela était connu, enseigné, réglementé et pratiqué dès la fin du règne de Louis XV. De même, dès avant la disparition de l'ancien régime, les écrivains militaires, voire certains chefs tels que le maréchal de Broglie, avaient compris l'importance des modifications que les progrès de l'armement imposaient et qui avaient abouti à l'adoption du principe divisionnaire : faculté de résistance, de durée, des corps isolés, et possibilité du combat en retraite, — possibilité de se disperser pour vivre et de se réunir pour combattre, — extension des fronts, grâce à laquelle on peut contraindre l'ennemi à la bataille, c'est-à-dire exécuter des manœuvres décisives. Tout cela était dans Bourcet et dans Guibert.

Dans Bourcet et dans Guibert aussi, les principes d'emploi de ce que Napoléon appelle « ligne d'opérations », et même l'esquisse, bien vague il est vrai, de sa manœuvre classique, « le changement de ligne d'opérations ». Dans Bourcet encore, la division du théâtre de la guerre en deux parties au moins, un champ offensif et un champ défensif. Un autre précurseur, ce Du Teil, avec qui Bonaparte fut si intimement en rapport au début de sa carrière, avait préconisé l'offensive, l'activité, la mobilité, la concentration des efforts, et, dans le domaine de la tactique d'artillerie, la préparation de l'attaque par l'artillerie, les mises en batterie rapides de l'artillerie légère.

Napoléon n'avait donc pas, à proprement parler, à inventer : il pouvait se borner à puiser dans le riche héritage de ses prédécesseurs.

Mais ce qui, même dans le domaine purement militaire, le place hors de pair, c'est la façon dont il s'en sert.

L'APPLICATION DES PRINCIPES « Alors, avait écrit Guibert, — qui décidément, quand on étudie mieux le dix-huitième siècle, fait figure de prophète, — un homme s'élèvera, peut-être resté jusqu'alors dans la foule et l'obscurité, un homme qui ne se sera fait un nom ni par ses paroles, ni par ses écrits, un homme qui



OFFICIER DE LA GARDE (TENUE DE ROUTE) (D'après une lithographie de Charles)

aura médité dans le silence, un homme enfin qui aura peut-être ignoré son talent, qui ne l'aura senti qu'en l'exerçant, et qui aura fort peu étudié. Cet homme s'emparera des opinions, des circonstances, de la fortune, et il dira du grand théoricien ce que l'architecte praticien disait devant les Athéniens de l'architecte orateur : ce que mon rival vous dit, je l'exécuterai (1). »

Cette géniale maîtrise dans l'application des principes, cet art de les adapter aux circonstances parmi lesquelles il s'élève et qu'il contribue à créer, c'est ce qui fait de Napoléon l'un des maîtres de la guerre, et sans doute le plus grand de tous.

« L'art de la guerre, a-t-il dit dans une phrase souvent citée, est un art simple et tout d'exécution » ; la part des principes y est minime. « Rien n'y est idéologie. » Les schémas, les formules, les procédés n'ont pas de valeur intrinsèque : ils ne valent que par l'application. Même ils deviendraient dangereux si celui qui les applique se croyait, grâce à eux, dispensé de raisonner.

Dès qu'on passe à l'application, les principes imposent en effet des conditions contradictoires, au moins en apparence : par exemple, embrasser toute l'étendue du théâtre d'opérations afin de saisir l'ennemi à coup sûr, d'une part ; se présenter à la bataille strictement concentré, d'autre part.

C'est ce que Napoléon exprime encore lorsqu'il écrit à son frère Joseph en 1806 : « Tout l'art de la guerre consiste dans une défensive bien raisonnée, extrêmement circonspecte, et dans une offensive audacieuse et rapide. »

Accorder ces contraires, c'est l'objet de la « grande tactique » ou science des mouvements des diverses colonnes ou des divers détachements dont se compose l'armée : chaque jour et à chaque instant, l'armée doit être en mesure de manœuvrer dans toutes les hypothèses possibles ; son dispositif même doit lui assurer la sécurité ; elle doit pouvoir, à la demande des événements, élargir ou rétrécir son dispositif, changer de direction, détacher sans se disperser une fraction destinée à contenir une menace adverse ou à agir sur le flanc ou les derrières de l'ennemi...

Entre l'étendue du théâtre d'opérations, les effectifs des colonnes, la distance entre les colonnes ou entre les détachements, il existe un certain rapport constamment variable et qui dépend de l'aire géographique, de l'état du réseau routier, des obstacles du terrain, des moyens de liaison et de communication, des procédés tactiques de l'ennemi et de son aptitude à la manœuvre, de l'instruction des cadres et de la troupe. Savoir apprécier ce rapport et en jouer, c'est ce que Napoléon

(1) *Défense du système de guerre moderne.*

appelle la « partie divine » de l'art de la guerre, celle que, seul en son temps, il s'estime capable de posséder et qu'il néglige d'enseigner à ses lieutenants.

A la base de la méthode, une étude minutieuse de la situation et des diverses hypothèses admissibles, sans écarter même les plus improbables. Pendant longtemps Napoléon fut incomparable dans cet art d'évaluer, de peser tous les éléments du plan de campagne, art où la connaissance de la politique et la psychologie sont plus essentielles que la tactique et la stratégie. En 1805 et en 1806, cet art tient de la divination : à quelques détails près, il semble que Napoléon dicte à ses ennemis la conduite qu'ils doivent tenir pour réaliser ses propres projets. Mais, à partir de 1809, ébloui par ses succès continus, l'Empereur perd cette sûreté de jugement qui lui a valu ces succès : il méprise la valeur de son adversaire, et, à cause de cela, Landshut et Eckmühl ne sont que de demi-succès, Essling un glorieux échec et Wagram une coûteuse victoire ; nous le verrons ne pas tenir compte de l'étendue du théâtre d'opérations et de l'insuffisance du réseau routier, d'où le désastre de 1812 ; il accordera une confiance exagérée à ses troupes et à ses lieutenants, tandis qu'il ignorera systématiquement les progrès de ses adversaires, et les plus belles manœuvres n'aboutiront en 1813 qu'à des victoires stériles, comme Lutzen, Bautzen et Dresde, ou à des défaites comme Groosbeeren, Dennevitze et la Katzbach, dont la conséquence sera Leipzig.

Les erreurs originelles peuvent, il est vrai, dans une certaine mesure, être réparées au cours de la campagne grâce à une incessante activité d'esprit. Celle-ci est chez Napoléon prodigieuse, et elle ne connaît pas de défaillance. C'est elle qui donne un si puissant intérêt à la Correspondance. Sans cesse il est à l'affût du renseignement ; sans cesse il combine, sans cesse, avec une logique impeccable, il tire les conséquences des faits et adapte la manœuvre à la situation nouvelle.

Mais ce serait en vain que le chef s'ingénierait si l'instrument dont il dispose n'était pas capable de réaliser ses conceptions. A son activité d'esprit doit donc correspondre la rapidité dans l'exécution. « Activité, activité, vitesse » : c'est tout son système de guerre. Aussi, tandis qu'il n'exerçait que peu d'influence sur la tactique de combat, a-t-il porté à un point inimitable la tactique de marche des grandes unités. Les règles qu'il a données en 1805 pour la marche de la Grande Armée des camps de l'Océan vers le Rhin et en 1806 pour le rassemblement de l'armée et la traversée du Frankenwald, et notamment le principe du cantonnement des grandes unités en profondeur le long des routes de marche, sont classiques. Son souci d'augmenter la capacité de marche des troupes se traduit encore par l'amélioration du réseau routier, par la reconnaissance préalable et l'étude minutieuse des itinéraires,

par le transport de certaines unités, de la Garde par exemple, en voitures de poste. Il pousse même si loin ce désir de vitesse qu'il en arrive à négliger parfois complètement le ravitaillement, au point de risquer un désastre ou de sacrifier la discipline. Mais le résultat, c'est, comme on l'a dit, que « en 1805, Mack discute ce que les Français pourraient bien faire... et apprend avec étonnement qu'il a 200 000 hommes derrière lui. En 1806, les chefs de l'armée prussienne délibèrent sur la manière d'attaquer, de se défendre, de contre-attaquer ; ils sont sur le point de prendre un parti, quand ils sont informés que Lannes devant Iéna, Davout devant Naumbourg, sont en vue des avant-postes » (Colin).

LA MÉTHODE DE Napoléon attachait une telle importance à cette rapidité, **COMMANDEMENT** — on pourrait presque dire à cette soudaineté d'exécution — qu'il est permis de se demander si cette préoccupation n'est pas, plus encore que l'orgueil, la raison principale de la singulière méthode de commandement qu'il emploie : réduction au minimum et même suppression de tout intermédiaire entre lui et les exécutants.

Pas de travail d'état-major, au sens actuel du terme : des lettres personnelles de l'Empereur à ceux de ses lieutenants qui opèrent loin de lui ou qui sont chargés d'une mission particulièrement importante ; pour les autres, une lettre adressée au major général et dont celui-ci découpe les paragraphes qu'il traduit en ordres particuliers. Jamais d'ordre général exposant l'ensemble de la manœuvre : chacun ne sait que ce qui concerne immédiatement ses propres mouvements ; souvent même, les voisins ou les supérieurs immédiats ne sont pas avisés. Les commandants des corps d'armée et des divisions sont des pions que l'Empereur déplace sur son échiquier sans leur demander le plus souvent la moindre initiative. Il sent que ses manœuvres sont de véritables mécaniques de précision : seul, il est capable d'en ajuster les rouages ; le moindre retard risquerait d'en compromettre le fonctionnement. Dès qu'il a conçu un mouvement, il faut que l'intéressé reçoive l'ordre. On n'a donc pas le temps de rédiger un de ces beaux ordres généraux d'opérations qui sont de règle aujourd'hui ; et, en eût-on le temps, qu'on n'en aurait pas le moyen, puisque seul l'Empereur voit les ensembles et les réactions réciproques des divers mouvements.

« Personne ne connaît sa pensée, » écrit à Ney, en 1807, Berthier, qui, quelques jours plus tard, pourra dire sans trop d'exagération qu'il n'est « rien dans l'armée ». Les détails mêmes sont réglés par l'Empereur, qui ne trouve pas anormal de prescrire lui-même la distribution à un détachement de « 19 capotes et 25 paires de souliers ».

Qu'un tel système ne fût applicable à cette époque que sur des théâtres d'opérations peu étendus, c'est l'évidence même aujourd'hui. Non seulement, comme l'a dit Ségur, « ce que l'Empereur avait oublié était oublié sans ressources », mais quand, en 1812 et 1813, les effectifs s'accroîtront en même temps que l'étendue des théâtres d'opérations, faute de moyens de liaison en rapport avec les distances, une telle méthode de commandement fera faillite. Les ordres arriveront trop tard, ou bien, par suite du temps nécessaire à la transmission des renseignements, ils ne correspondront plus, au moment où ils seront rédigés, à la situation réelle, et, cependant, les lieutenants de l'Empereur, déshabitués de l'initiative, seront incapables de parer à l'imprévu ou de corriger les inévitables erreurs.

Il en sera encore de même si l'Empereur, fatigué, physiquement ou moralement, relâche son attention et son activité, comme après l'accident de Ratisbonne en 1809, ou comme en 1815. Car, dans ce système de guerre, comme dans le système politique napoléonien, tout



HUSSARD (1812) (D'après Carle Vernet).

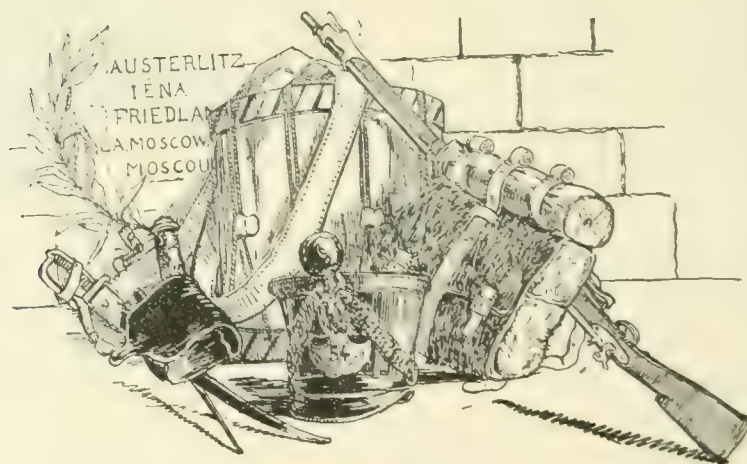
repose sur un homme : « Un homme est tout, » lui absent, tout s'écroule.

Stendhal a bien marqué l'influence néfaste de ce débordement du « moi » impérial. « L'Empereur, a-t-il écrit, périt pour deux causes :

« 1^o L'amour qu'il avait pris pour les gens médiocres depuis son couronnement ;

« 2^o La réunion du métier d'Empereur à celui de général en chef. Toute la soirée qui précéda la journée du 18 octobre 1813 à Leipzig fut prise par le métier d'Empereur : il s'occupa de dicter des ordres pour l'Espagne et non des détails pour la retraite qui, le lendemain, tournera en désastre faute d'ordres ; Berthier, à son ordinaire, n'avait rien prévu, rien osé prendre sur lui. »

CONCLUSION Une formidable capacité de travail, — la faculté de maintenir son attention fixée indéfiniment sur le même objet, — une psychologie longtemps impeccable, grâce à laquelle, d'une part, il lisait dans le jeu de son adversaire, et, d'autre part, il demandait à ses subordonnés tout ce qu'il était humainement possible d'en obtenir, — une logique rigoureuse, — par-dessus tout une activité jamais égalée, — mais aussi une confiance en soi et un orgueil poussés jusqu'au mépris de ses auxiliaires obligés, tels sont, en dernière analyse, les éléments essentiels du système napoléonien, ou tout au moins les caractéristiques essentielles de Napoléon chef de guerre.





CHAPITRE III

ÉTATS-MAJORS ET SERVICES DES ARMÉES IMPÉRIALES

L'état-major. — Le recrutement. — Subsistances. — Solde. — Service de santé. — Transports.



NE nous étonnons pas de constater que, dans le domaine de la tactique et même dans le domaine de la stratégie, Napoléon ait plus adapté qu'innové. Ce serait oublier que l'évolution de la tactique est étroitement liée à celle de l'armement, que la stratégie dépend en grande partie des moyens de communication, que l'armement et les moyens de communication restent sous Napoléon ce qu'ils étaient sous Louis XV, à l'exception toutefois de l'aérostation que Napoléon négligera, et du télégraphe Chappe, trop rudimentaire encore pour exercer une influence sur les procédés de commandement.

Dans le domaine de l'organisation, Napoléon aurait eu davantage à créer, si d'autres contingences ne l'en avaient empêché, car ici c'est l'effectif des masses à manier et à entretenir qui importe surtout, et, à ce point de vue, les armées impériales dépassent de beaucoup celles qui les ont précédées.

L'ÉTAT-MAJOR ⁽¹⁾ L'organe moteur doit être renforcé à proportion des effectifs à mouvoir. Nous sommes loin des douze aides-maréchaux des logis et des douze adjoints qui constituaient le corps d'état-major à la réorganisation de 1783. Le nombre des aides-maréchaux des logis, dénommés adjudants-généraux par la Constituante et adjudants-commandants par le Premier Consul, dépasse une centaine au début de l'Empire et atteindra le chiffre de 150 ; les adjoints d'état-major comptent un nombre sensiblement double ; les généraux, et non seulement les commandants des grandes unités, mais même les chefs d'état-major ont en outre un certain nombre d'officiers d'ordonnance ou aides de camp.

Ces officiers d'état-major ont été, pendant la Révolution, l'élite de l'armée. La plupart des généraux de l'Empire, même ceux en qui on serait tenté de ne voir que des « officiers de troupe », comme un Ney ou un Lasalle, ont passé par l'état-major. L'accroissement formidable de l'armée et la pénurie des cadres avaient obligé à faire appel à tout ce qui avait quelque valeur intellectuelle. Placés auprès du commandement, en rapports fréquents avec les Représentants du Peuple, les officiers d'état-major avaient de multiples occasions de se distinguer et d'être distingués, et, non seulement ils échappaient à la règle de l'avancement à l'ancienneté des corps de troupe, mais par la connaissance que, presque seuls dans l'armée, ils avaient des divers organes, ils se trouvaient tout désignés pour les fonctions de commandant de brigade ou de division.

Quand la jeunesse des cadres supérieurs eut ralenti l'avancement, l'attrait des états-majors diminua. Le service, qui ne connaissait pas de relâche, y était en effet pénible et coûteux, ne fût-ce qu'en raison du nombre de chevaux en parfaite condition qu'il fallait se procurer. La valeur des états-majors diminua donc, et cela au moment même où un nouvel accroissement de l'armée et l'extension des théâtres d'opérations exigeaient l'augmentation de ce personnel. On a vu plus haut que ce fléchissement n'avait pas été étranger aux difficultés de la campagne de Pologne. Les conséquences en seront encore plus sensibles plus tard et notamment en 1813.

Les états-majors de division comprenaient un adjudant commandant, chef d'état-major, trois capitaines adjoints et les trois aides de camp du général, c'est-à-dire un effectif supérieur à celui que possédaient en 1914 les états-majors correspondants. Encore faut-il y ajouter souvent des officiers détachés des corps de

(1) Général THIÉBAUT, *Souvenirs et Manuels*. — Colonel DE PHILIPP, *Étude sur le service d'état-major*. — Colonel VACHÉE, *Napoléon en campagne*.



FESTIVAL D'ATSIKILIZ

(F. HANOUX 1897)

Tabl. en d. SWISSA

Collection M. H. HANOUX

troupe sous le nom d'officiers de correspondance et un chef de bataillon ancien « chargé des détails ».

Les états-majors des corps d'armée étaient, eux aussi, plus nombreux que ceux de 1914. On y trouve, sans parler des services, un général chef d'état-major, disposant de deux ou trois aides de camp, deux à quatre adjudants commandants dont l'un est sous-chef d'état-major, les aides de camp du commandant de corps d'armée dont le nombre varie de quatre à huit suivant les corps d'armée en 1806, cinq ou six capitaines adjoints à l'état-major, de quatre à douze officiers « employés à l'état-major », et, pour les campagnes d'Allemagne, des officiers polonais utilisés comme interprètes, soit, au total, de quinze à vingt-cinq officiers, non compris quatre à six secrétaires civils employés au travail de bureau.

L'organisation du grand quartier général était assez complexe. Cette complexité

tient à la fois à l'éminente situation du chef et à ses méthodes de travail. Il faut y distinguer, quoique dans la pratique l'un et l'autre concourent aux mêmes missions, le personnel attaché à la personne de l'Empereur et le personnel de l'état-major général. Le premier comprend les officiers généraux de la maison militaire,



LE GÉNÉRAL BARON LEJEUNE

(D'après une peinture exécutée par lui-même. — Musée de Toulouse).

Duroc, grand maréchal du palais, Caulaincourt, grand écuyer, Clarke, secrétaire du cabinet, etc., employés par l'Empereur à des missions de confiance d'ordre militaire ou diplomatique et disposant chacun de deux ou trois officiers d'ordonnance, — les aides de camp, généraux de division ou de brigade, appartenant à toutes les armes, employés soit à renseigner l'Empereur sur des points importants, soit à transmettre sa pensée aux commandants de corps d'armée, soit à exécuter sur le champ de bataille les décisions urgentes ; on y trouve un Junot, un Mouton, un Rapp, cavalier ardent, Drouot, un artilleur de choix, Bertrand, l'un des meilleurs officiers du génie de l'armée, etc. ; chacun d'eux dispose d'officiers d'ordonnance ; — les officiers d'ordonnance de l'Empereur dont le nombre avait été fixé à douze ; — enfin le cabinet, comprenant le secrétaire du portefeuille, l'archiviste du cabinet (Fain) et le cabinet topographique de l'Empereur (Bacler d'Albe) qui prépare les cartes et y figure les mouvements des troupes. L'état-major général comprend le cabinet du major général, composé surtout d'employés civils, d'officiers en retraite, de commissaires des guerres, — les officiers « employés près le major général », parmi lesquels nous trouvons en 1806 deux généraux, sept officiers du grade de colonel ou de chef d'escadron et sept du grade de capitaine ou de lieutenant, — l'état-major général proprement dit et ses bureaux, formant trois divisions dont chacune a à sa tête un adjudant commandant, chargés surtout des questions administratives et correspondant à nos premiers et quatrièmes bureaux d'aujourd'hui, — les officiers du bureau topographique, — les officiers à la suite du quartier général. Si on ajoute à ce personnel les états-majors de l'artillerie, du génie, des services administratifs, et les unités chargées du service de garde, on arrive à un effectif considérable, 400 officiers, 5 000 hommes, 500 chevaux dans la Grande Armée de 1805, et cet effectif s'accroîtra encore dans les années suivantes, à ce point qu'il faudra désigner un général de division pour en assurer le commandement.

Les officiers d'état-major étaient surtout employés au service extérieur. Non pas qu'on négligeât les papiers : ceux-ci étaient au contraire très bien tenus, très bien rédigés, et l'Empereur était particulièrement exigeant pour l'exactitude et la clarté des états, la promptitude et la précision des rapports ; mais le service du bureau incombait à quelques officiers spécialisés et surtout aux commis. Même au grand quartier général, le chef du bureau du mouvement des troupes, c'est-à-dire du bureau qui rédigeait les ordres de mouvement et tenait les états de situation, resta, du premier au dernier jour, « l'infatigable M. Salamon », simple capitaine retraité après blessures.

Le service extérieur exigeait des officiers des qualités exceptionnelles d'activité,

d'audace, d'initiative, d'allant, même quand il s'agissait seulement de porter des ordres, car les distances qui séparent les quartiers généraux sont souvent considérables et la présence de l'ennemi, notamment des cosaques en Pologne et en Russie et des guerilleros en Espagne, en rend le parcours très dangereux. Il exigeait aussi, du moins chez les adjudants commandants et surtout chez les aides de camp, de hautes qualités d'intelligence et de tact, car on leur demandait beaucoup, soit qu'il s'agît d'effectuer des reconnaissances telles que celle que Napoléon confie à Bertrand en 1805 et sur laquelle il base en partie son plan de campagne ou celles dont Ney charge habituellement l'adjudant commandant Romeuf ; soit qu'il s'agît d'assurer la liaison entre officiers généraux ou entre l'Empereur et les commandants des grandes unités. « Faites que je croie avoir vu lorsque je vous aurai parlé, » dit Napoléon au colonel Lejeune en l'envoyant en Espagne. Il n'est pas de meilleur résumé des devoirs d'un officier d'état-major, et cependant les questions posées à ces *officiers de liaison* sont parfois des plus délicates, Napoléon et ses maréchaux n'hésitant pas à faire contrôler par ces *missi dominici* l'exécution de leurs ordres et l'exactitude des renseignements fournis par les subordonnés.

Il arrivait aussi fréquemment que les aides de camp ou le chef d'état-major recevaient la tâche de remplacer au pied levé un officier tué ou blessé, de diriger un mouvement urgent ou délicat. Nous

avons montré Lauriston plaçant et commandant la grande batterie de Wagram ;



OFFICIER DE LANCIER POLONAIS

(D'après une aquarelle de l'époque)

en 1809 encore, Mouton reçoit ainsi mission d'enlever Landshut et, quelques jours plus tard, de reprendre Essling ; Caulaincourt, autre aide de camp de l'Empereur, sera tué à la Moskowa à la tête des cuirassiers de Montbrun. On voit de même les chefs d'état-major des corps d'armée, d'Aultanne en 1807, Guillemillot en 1812, etc., prendre en pleine bataille le commandement de divisions dont le chef vient de disparaître.

Les officiers d'état-major devaient donc être des officiers de premier ordre, à la fois hommes de pensée et hommes d'action. Napoléon n'admettait pas cependant que ces qualités pussent les inciter à sortir de leur rôle, à se substituer au commandement ou à agir sur le commandement. L'initiative et l'action personnelle qu'il refuse à un Berthier, il ne veut pas que ses généraux les admettent chez leurs chefs d'état-major. Il est vrai que l'âge de ces généraux les dispense de se décharger sur des subordonnés de tâches qui écraseraient des chefs plus âgés ! Napoléon réagit même contre l'habitude que les chefs d'état-major avaient prise au dix-huitième siècle et pendant la Révolution de correspondre directement entre eux et avec le ministre. « Les chefs d'état-major, disait-il, ne doivent être que des instruments. » L'état-major en soi n'existe pas, n'a pas de personnalité.

Ainsi, Napoléon, en veillant à la valeur des officiers d'état-major, en donnant la prééminence au service extérieur sur le service de bureau, en posant le principe de l'impersonnalité de l'état-major, a fixé les règles qui sont devenues la tradition de l'état-major français, — règles dont la dernière est différente, on le sait, des méthodes de l'état-major allemand.

Mais on peut toutefois lui reprocher d'avoir poussé trop loin le mépris du travail d'état-major proprement dit, — d'avoir trop nettement marqué sa préférence pour les aides de camp, pour les officiers du « cabinet », préférence qui, en s'accroissant plus tard, se traduira sous le Second Empire par des habitudes de commandement dont nous verrons en 1870 le résultat, — de n'avoir pas prévu que l'extension des effectifs entraînerait une forte augmentation du nombre des officiers d'état-major, de n'avoir rien fait pour la préparation de ces nouveaux collaborateurs. Lorsqu'il faudra, en 1812 et en 1813, constituer des armées, faute d'une réserve de personnel, faute d'avoir même en réserve des états-majors constitués, il ne pourra donner aux grandes unités ainsi créées le personnel technique nécessaire, et les commandants d'armée, le prince Eugène, Ney, Macdonald, obligés de garder en même temps le commandement d'un corps d'armée, se sentiront souvent paralysés par cette absence d'un organe spécial de commandement

L E RECRUTEMENT

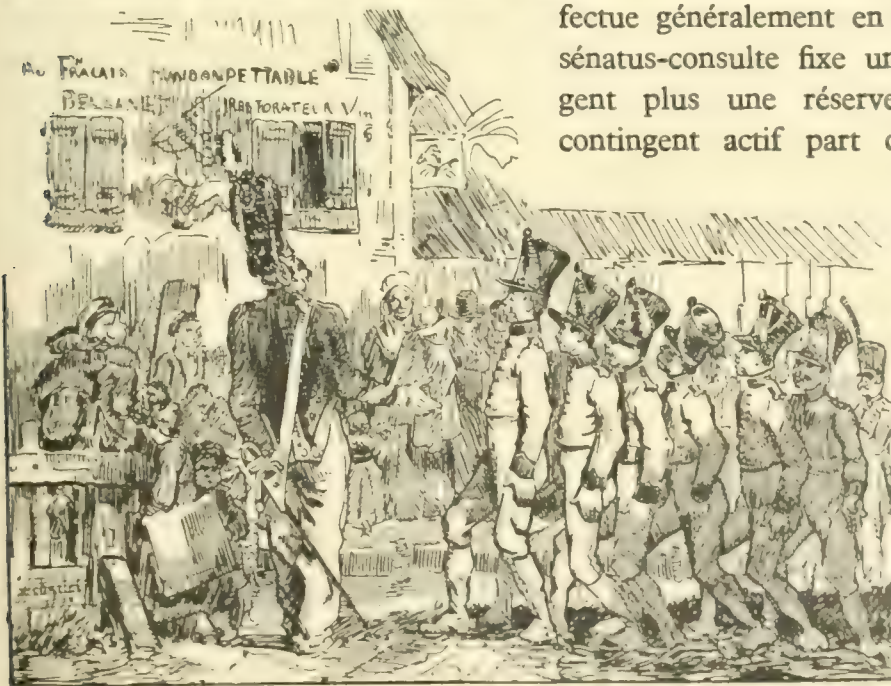
De même que Napoléon est son propre chef d'état-major, qu'il n'admet pas qu'on déplace dix hommes sans son ordre, il est en tout service son propre chef de service.

Ce véritable débordement de sa personnalité, l'énormité et la continuité des besoins, le désordre de l'administration et la faiblesse des ressources après dix années de révolution expliquent les défauts de l'organisation des services pendant les guerres de l'Empire.

Commençons par ce qu'il a bien fallu appeler le « ravitaillement en hommes », car la guerre est un terrible Moloch. L'instrument de l'Empereur est ici le général Lacuée, homme froid pour qui les hommes finissent par ne plus être que des chiffres. Napoléon crée pour lui en 1806 une sorte de sous-ministère presque indépendant du ministère de la Guerre, la *Direction générale des revues et de la conscription*. La loi de conscription était, nous l'avons vu, d'une souplesse remarquable, elle permettait de proportionner exactement l'importance des levées aux besoins. Pour en augmenter encore la souplesse, l'Empereur avait, dès 1805, par un véritable « coup d'État législatif », enlevé au Corps législatif le droit de fixer le contingent annuel : c'est le Sénat désormais, et lui-même par conséquent car le Sénat est dans sa main, qui, par sénatus-consulte, fixe l'effectif à mettre en activité. L'opération s'ef-

fectue généralement en deux temps : le sénatus-consulte fixe un certain contingent plus une réserve éventuelle ; le contingent actif part d'abord, mais la

réserve ne tarde pas à le suivre. Dès 1808, on en vient même à lever un nouveau contingent sur des classes qui ont déjà fourni à la conscription et qui se croyaient libérées de toute charge. Le mode de ré-



L'EXERCICE DES RECRUES (D'après une lithographie de Raffet).

partition du contingent ajoute encore à l'arbitraire du mode de fixation : parfois la levée ne porte que sur les départements de telle région, ou bien chaque département est invité à fournir tant d'hommes de telle catégorie, ou bien on réquisitionne dans telle ville tant d'hommes de telle profession ; on incorpore d'office à Saint-Cyr les « fils de dix des principales familles de chaque département », volontaires ou non ; on lève sous le nom de gardes d'honneur 10 000 autres fils de famille, etc. Sauf dans le cerveau de l'Empereur, l'empirisme touche ici au désordre, et les préfets ont peine à s'y reconnaître.

On a calculé que, en dix ans, de 1804 à 1813, indépendamment du nombre des engagés volontaires, qui, contrairement à ce qu'on pourrait croire, fut très faible et dépassa à peine 50 000 hommes pour toute la période de l'Empire, des inscrits maritimes, des gardes d'honneur, Napoléon leva ainsi 2 400 000 hommes, dont bien peu rentrèrent dans leurs foyers avant la fin de l'Empire, sauf le cas de blessure ou de réforme.

De telles saignées, en un temps où le service obligatoire, quoique inscrit dans la loi, n'est pas entré dans les mœurs, ne s'opèrent pas sans résistance. Les préfets ont beau y employer tout leur zèle, et l'Empereur a beau leur faire savoir que « c'est par là qu'il jugera de la qualité de leur administration » : le déchet est toujours considérable ; dans les départements frontières, dans les pays montagneux ou mal percés, dans l'Ouest, partout où la désertion est facilitée, les réfractaires sont nombreux (la moitié des conscrits dans la Haute-Savoie, par exemple). Ailleurs, ce qui marque le peu d'enthousiasme des conscrits, c'est le prix des remplaçants qui atteint jusqu'à 4 000 francs ; c'est la moyenne des mariages qui s'élève et double presque ; c'est aussi la mauvaise qualité des conscrits et le nombre des malingres, des bossus, des borgnes et des boiteux acceptés par des commissions de réforme plus ou moins complices.

Nous verrons en 1813 quelle armée nous donneront de tels procédés de recrutement.

L E SERVICE DES SUBSISTANCES De nombreux auteurs ont donné comme un progrès la suppression des magasins et des convois réalisée pendant la Révolution, ainsi que la généralisation par Napoléon du principe de « la guerre nourrie par la guerre ». Les armées auraient acquis ainsi une légèreté, une aisance et une rapidité de mouvements très favorables aux combinaisons stratégiques les plus audacieuses.

Cette théorie, qui simplifie à l'extrême la question des rapports entre la stra-

tégie et la subsistance des troupes, porte sa date : elle est née en un temps où on tendait à ériger en principe la méthode du débrouillage. Il s'en faut de beaucoup qu'elle soit exacte.

Il est certain que, sauf pour la Garde, dont l'administration, avec son personnel d'adjudants et d'ouvriers militaires, se rapproche de notre système actuel, le ravitaillement des troupes n'est organisé sous le Premier Empire que d'une façon très sommaire. Il y a bien dans chaque corps d'armée un *commissaire ordonnateur des guerres* avec deux ou trois adjoints, dans chaque division un *commissaire des guerres*, dont c'est la fonction essentielle, le service de la solde et du contrôle des effectifs incombant à d'autres fonctionnaires, les *inspecteurs* et *sous-inspecteurs aux revues*. Ces commissaires disposent d'un certain nombre d'employés civils, inspecteurs, gardes-magasins, boulangers, bouchers etc., appartenant à l'une des trois régies intéressées chargées *des vivres-pain*, *des vivres-viande* et *des fourrages*, régies qui furent parfois groupées en une seule dite *des vivres réunis*. Mais comment pourraient-ils faire aucune prévision quand leurs relations avec les états-majors ne sont pas réglées, et quand ceux-ci eux-mêmes, par suite des procédés de commandement du Maître, sont incapables de prévoir ? Napoléon prescrit avant l'entrée en campagne, de réunir tant de rations dans telle ou telle place ; mais ces approvisionnements peuvent tout au plus suffire jusqu'à la première rencontre ; au delà, la réquisition doit jouer, pour ainsi dire, au jour le jour. Si le pays est riche, tout va bien. On peut même prescrire dans ce cas la nourriture chez l'habitant. C'est le système qui a les préférences de l'Empereur. Au déjeuner, la soupe et l'eau-de-vie ; à dîner, la soupe, dix onces de viande, des légumes et un demi-pot de bière : tel est le menu réglementaire en Allemagne en 1809, — sans parler des suppléments que l'habitant accorde plus ou moins volontairement. Mais si le pays est pauvre, comme en Pologne en 1807 et dans certaines parties de l'Espagne, si de précédents séjours l'ont épuisé, si la saison est mauvaise, c'est la misère et presque la famine, destructrice de toute discipline, conseillère de tous les désordres.

L'Empereur s'en est rendu compte dès le premier jour. « Dans une saison où il n'y aurait point de pommes de terre dans les champs, écrivait-il après la capitulation d'Ulm, ou si l'armée éprouvait quelques revers, le défaut de magasins nous conduirait aux plus grands malheurs. »

Il tentera de modifier sa méthode et notamment en 1812 fera constituer des magasins à Vilna et à Smolensk, en 1813 à Dresde et à Magdebourg. On sait quel fut le résultat. C'est qu'il lui aurait fallu modifier en même temps tout son système de

guerre, c'est-à-dire se changer lui-même. Chaque fois qu'il le pourra il tiendra compte de ces difficultés : elles l'amèneront à ouvrir la campagne en telle saison plutôt que dans telle autre, à préférer certains itinéraires, à adopter parfois des solutions stratégiquement moins avantageuses.

C'est ce que n'ont pas voulu voir ceux qui ont vanté le mode de subsistance des armées napoléoniennes.

LA SOLDE Il faut se rappeler, d'ailleurs, pour juger équitablement ce système qu'il était en partie imposé par la pénurie des ressources financières. Pour constituer des magasins et des convois, il eût fallu de l'argent. Or on ne peut payer les fournisseurs que très irrégulièrement — ce qui sera pour leurs abus une excuse commode.

L'officier et le soldat ne sont pas payés plus exactement : en novembre 1806, par exemple, l'armée n'a encore touché que quatre mois de sa solde de l'année, et elle ne recevra l'arriéré qu'en 1808. Cette irrégularité n'est pas sans répercussion sur la discipline. N'est-on pas obligé de fermer les yeux quand, par aventure, le soldat s'approprie chez l'ennemi ce qu'il ne peut acheter faute d'argent ? Même on fermera les yeux sur certaines mutineries motivées par le retard du paiement de la solde.

Malheureusement la détresse du trésor est telle que la guerre seule peut payer la guerre. Napoléon est amené à tenir à cet effet une comptabilité particulière de ses ressources exceptionnelles. A côté du Trésor public, il y a le Trésor de l'armée ou *caisse de l'extraordinaire*, — invention de ce Louvois pour qui il professe une si vive admiration — avec une sorte de second ministre des Finances, la Bouillierie d'abord, puis Defermon. Les contributions de guerre perçues, soit au cours de la campagne, soit en exécution du traité de paix, y sont versées, puis dépensées partie pour l'entretien de l'armée, partie pour l'allégement du budget ordinaire.

Il arrive dès lors fatalement que les guerres ne sont plus considérées seulement comme des opérations militaires, mais aussi comme des opérations financières. De ce point de vue, il en est de fructueuses et d'autres qui le sont moins. « Cette campagne, écrit Napoléon en octobre 1809, ne m'a pas rapporté autant que la précédente... elle ne m'aura rendu que 150 millions. » Il arrivera même que le calcul du gain se fera, non plus *a posteriori*, mais *a priori* : « Si je suis obligé d'entreprendre une nouvelle guerre, dira Napoléon en 1811, ce sera sans doute pour quelque grand intérêt politique, mais ce sera aussi dans l'intérêt de mes finances... N'est-ce

pas par la guerre que je les ai rétablies. N'est-ce pas ainsi que Rome avait conquis les richesses du monde? »

Un tel système, qui ne tient compte ni des souffrances de l'armée, ni des souffrances des populations, doit conduire aux catastrophes.

LE SERVICE DE SANTÉ Le service de santé ne fonctionne guère mieux que les autres. Pourtant, il a à sa tête des hommes éminents, un Desgenettes, un Percy, un Larrey (celui-ci peut-être trop partisan de l'amputation).



LE TYPHUS A MAYENCE (D'après Raffet).

L'organisation théorique n'est pas mauvaise : on y trouve des « hôpitaux ambulants » ou ambulances, comprenant eux-mêmes des ambulances volantes qui marchent à l'avant-garde, des divisions d'ambulance affectées aux divisions et des dépôts d'ambulance, — des hôpitaux temporaires divisés en hôpitaux de ligne qui, répartis sur trois lignes de plus en plus éloignées du champ de bataille, reçoivent

les blessés des ambulances, et en hôpitaux spéciaux pour les galeux et les vénériens, — et des dépôts de convalescents. On y trouve même des compagnies d'infirmiers. Sauf l'évacuation vers l'arrière, c'est-à-dire vers la France, que Napoléon interdit rigoureusement, sans doute afin de ménager le moral du pays, c'est, à des détails près, notre organisation de 1914.

Mais le personnel est de valeur médiocre. Il n'y a pas un corps permanent du service de santé. Les chirurgiens, médecins et pharmaciens militaires, dénommés officiers de santé, s'ils portent l'uniforme aux couleurs distinctives devenues traditionnelles, col et parements de velours cramoisi pour les chirurgiens, noir pour les médecins, vert foncé pour les pharmaciens, ne sont employés qu'en vertu d'une commission temporaire les laissant toujours sous la menace du licenciement sans indemnité ni compensation. Cette situation précaire n'est donc recherchée, sauf exception, que par des ignorants sans clientèle ou par de tout jeunes gens. Les officiers de santé sont subordonnés aux commissaires des guerres, au même titre que les administrateurs, employés, infirmiers et commis de la régie des hôpitaux dont la malhonnêteté et l'incurie sont proverbiales.

Le résultat se laisse deviner. « Quelle barbarie ! » s'écriera l'Empereur au soir d'Eylau.

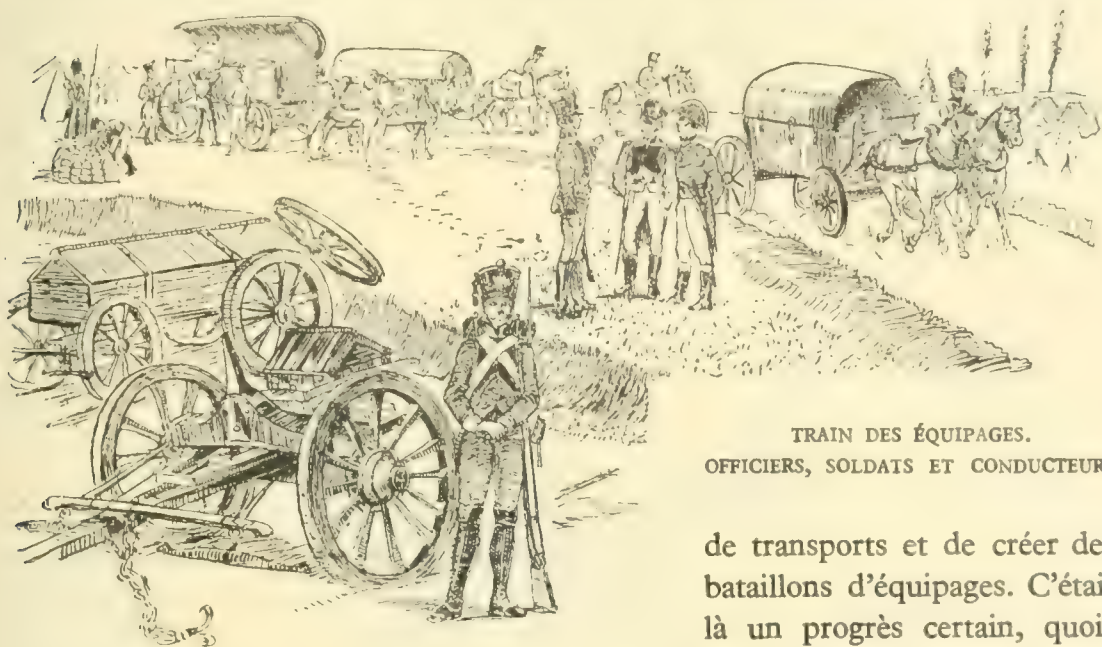
Il ne remédiera pas au mal, cependant. Trop de soucis l'accablent à la fois et personne ne peut rien en dehors de lui.

L E SERVICE DES TRANSPORTS Seul le service des transports pourra être vraiment amélioré au cours des guerres de l'Empire.

Confié, lui aussi, à une entreprise, il donna d'abord de graves mécomptes. Aucune fortune n'eût permis alors de supporter les charges de l'achat et de l'entretien du nombre de chevaux nécessaires à une armée qui sans cesse s'accroît et qui s'éloigne de plus en plus des frontières, ni surtout les risques résultant d'une guerre prolongée. Le système pouvait à la rigueur fonctionner pendant une campagne de très courte durée, encore que le dévouement de ces conducteurs mal encadrés, aussi peu militaires que leur uniforme de drap marron et leur chapeau rond en feutre vernissé, fût douteux. Dès que la campagne durait et que les lignes de communication s'allongeaient, il fallait en venir aux expédients. L'Empereur le vit bien après Iéna, quand il dut prolonger jusqu'en novembre son séjour à Berlin pour procurer à l'armée les moyens de transport nécessaires à la poursuite de son mouvement jusqu'en Pologne, et quelques mois plus tard à Varsovie, quand sa liberté de manœuvre dépendait en partie, comme on l'a

dit, « de l'exactitude du sieur Wolff, de Varsovie, et du sieur Jacob Schmidt, de Thorn » (1).

Aussi décida-t-il dès lors d'étendre à tous les transports le système qui avait si bien réussi pour les équipages d'artillerie, de rompre ses traités avec les entreprises



TRAIN DES ÉQUIPAGES.
OFFICIERS, SOLDATS ET CONDUCTEURS

de transports et de créer des bataillons d'équipages. C'était là un progrès certain, quoiqu'il fût plus facile de créer

le cadre que de le remplir, surtout au moment où ce cadre devait s'agrandir tout à coup à la mesure des armées que nous allons voir à l'œuvre dans les dernières années de l'Empire.

CONCLUSION Quelle que soit la campagne qu'on étudie, la conclusion qui s'impose est que l'organisation matérielle des armées de Napoléon était tout à fait insuffisante, soit qu'il se fût trop longtemps bercé de l'espoir de maintenir la paix et eût été pris au dépourvu, soit qu'il eût trop cru à une guerre courte, soit que, accablé par les tâches écrasantes volontairement concentrées sur ses seules épaules, il n'eût pas eu le loisir d'appliquer son attention et ses efforts à la préparation matérielle, soit enfin et surtout que la situation financière ne lui eût pas assuré les ressources indispensables à cette préparation.

(1) LECHARTIER, *Les Services de l'arrière à la Grande Armée de 1806-1807*.

Les souffrances qui en résultaient pesaient presque autant sur les alliés que sur les anciens ennemis. Jointes aux privations résultant du blocus continental, elles créèrent en Allemagne cet état d'esprit qui eut une répercussion si funeste en 1813.

Ces constatations ne peuvent qu'augmenter notre admiration pour le génie du chef et pour l'héroïsme de l'armée qui surent vaincre malgré des conditions si défavorables. Mais elles tendent à prouver que si l'organisation matérielle n'est pas la condition absolue du succès et qu'un général peut parfois y suppléer par la vitesse et l'audace, rien ne serait plus dangereux que d'ériger en système l'improvisation.





CHAPITRE IV

LES GUERRES MALHEUREUSES

Napoléon. — Les illusions de 1810. — La guerre d'Espagne. — Vers la rupture de l'alliance russe. — La campagne de Russie. — 1813. — La campagne de France. — La première Restauration. — Le retour de l'Empereur. — La dernière campagne.



Il n'est pas sans regret que l'historien qui a entrepris de raconter l'histoire militaire de la nation doit se borner ici à exposer les actes et les conceptions d'un seul homme. Il faut bien reconnaître que l'Empereur a systématiquement étouffé en France toute velléité de vie indépendante. Quand il constatera bientôt, au lendemain de la ridicule conspiration de Malet, qu'il a trop bien réussi, il s'en effraiera. Mais il sera trop tard pour réagir. Napoléon doit subir, — et la France avec lui, malheureusement — la peine de cette hypertrophie de sa propre personnalité que nous avons vue à l'origine de toutes ses erreurs et de toutes ses fautes.

La logique de son système politique lui interdit — on le démontre ailleurs (1) — de s'arrêter dans son entreprise de domination de l'Europe, quel que puisse être au fond son désir de paix. Il portera donc ses armées plus loin encore. Il les grossira à la mesure de ses besoins nouveaux. Mais la limite est atteinte où se produit le déséquilibre entre les possibilités et les ambitions. L'extension même du cadre va donner toute leur dangereuse efficacité aux causes de faiblesse que l'historien n'a pas de peine à déceler depuis 1805, et qui, toutes, dérivent de cette hypertrophie

(1) Voir l'*Histoire politique*, t. III, par M. G. HANOTAUX.

du « moi » impérial : confiance exagérée en son génie, méconnaissance des réalités, mépris profond des hommes.

LES ILLUSIONS DE 1810. L'année 1810 est pour l'Empereur l'année des
LA GUERRE D'ESPAGNE grandes illusions. Parce qu'il épouse une fille des
Habsbourg, il croit entrer dans la famille des rois et que ceux-ci le laisseront jouir



DRAGON DE LA COMPAGNIE D'ÉLITE (D'après Charlet).

en paix de son pouvoir à jamais consolidé. Il ne voit pas ou ne veut pas voir que, si l'empereur François a consenti à la mésalliance de sa fille, c'est seulement pour en tirer parti, que la Prusse prépare secrètement sa revanche, que l'alliance russe est un mythe. Il croit l'Angleterre à la veille de céder sous la menace de la famine : si elle s'obstine, un dernier coup l'achèvera. L'Empereur, qui ne voit plus d'ennemis sur le continent, reprend ses projets anciens d'expédition outre-Manche ; il presse les constructions de vaisseaux.

La Grande Armée, dissoute, est rentrée en France. Seul le corps d'armée de Davout est resté en Allemagne pour tenir les gages de la dette prussienne et pour

assurer le blocus en réprimant la contrebande sur le littoral, besognes pacifiques qui n'exigent même pas la présence du maréchal, autorisé à venir à Paris, où il passera toute l'année 1810. L'Empereur paraît se préoccuper moins de son armée. Il relâche ses exigences quant à la conscription. Aucune levée n'est effectuée au cours de l'année et l'amnistie est accordée aux déserteurs et aux réfractaires à l'occasion du mariage. L'ère des guerres serait-elle enfin close ?

Pourtant les événements d'Espagne conservaient toute leur gravité. Depuis 1808, la lutte n'y a jamais cessé. Elle s'y prolongera sans trêve jusqu'à la fin de l'Empire, coûteuse et démoralisante.

Sièges de places et escarmouches en Catalogne, où se succéderont Gouvion-Saint-Cyr, Augereau, Macdonald et Decaen, — sièges plus difficiles en Aragon (Lerida, Mequinenza, Tarragone, Valence), où Suchet montrera une valeur et une habileté politique qui lui auraient mérité, sans parler du bâton de maréchal, récompense de la prise de Tarragone, une véritable gloire si ses démêlés avec Soult n'avaient eu pour conséquence l'invasion du Midi de la France ; — nouvelle invasion du Portugal, d'où nous devons nous retirer devant le futur vainqueur de Waterloo, ce Wellington plus heureux encore qu'habile, une première fois en 1809 après la surprise de Soult à Oporto, une deuxième fois en 1811, après que Masséna, paralysé par les désobéissances de ses subordonnés Junot et Ney, se sera, au lendemain d'un échec sanglant subi à Busaco, laissé attirer sur le camp retranché construit à notre insu en avant de Lisbonne, les fameuses lignes de Torres-Vedras devant lesquelles il piétinera vainement pendant quatre mois ; — conquête de l'Andalousie par Soult, qui s'y laissera de nouveau tenter par le rêve d'une couronne et qui ne réussit pas à enlever Cadix, où s'est retirée la Junte suprême sous la protection de la flotte anglaise, — toutes ces opérations compliquées, mal reliées entre elles et cependant dépendantes les unes des autres, exigeraient, pour être bien comprises, un récit détaillé que nous ne pouvons entreprendre.

Ce qui les caractérise, c'est la dualité de commandement de l'Empereur qui, de Paris, prétend donner des ordres qui ne répondent pas toujours à la situation réelle, et de son frère qui, incompetent en matière militaire, se préoccupe surtout de ménager les Espagnols et de garder sa capitale ; — c'est la faiblesse de celui-ci qui, mal secondé, d'abord, par son premier chef d'état-major, Jourdan, et en lutte ouverte avec Soult que l'Empereur lui a imposé pour remplacer Jourdan jugé trop soumis au roi d'Espagne, ne sait pas se faire obéir des généraux ; — ce sont les jalousies et l'indiscipline des maréchaux qui, loin de l'Empereur et livrés à eux-mêmes, ou bien semblent perdre tous leurs moyens : Ney son énergie, Soult son habileté manœu-

rière, ou bien profitent de l'anarchie pour agir au mieux de leurs intérêts ou de leurs ambitions ; — c'est surtout, du côté ennemi, une nouvelle tactique, l'importance prépondérante donnée au feu par les Anglais, qui, établis le plus souvent à la crête topographique, nous laissent approcher de la crête militaire et nous y clouent sur place par leurs feux à courte distance.

Pourtant, au début de 1812, quand Suchet eut enlevé Valence, peut-être les Cortès, fatiguées par une lutte de quatre ans, eussent-elles abandonné la partie si l'Empereur n'avait pas dû porter ailleurs son attention et ses efforts, et si les Anglais, maîtres de la mer, n'avaient pas pris en fait la direction des opérations.

Les événements de la fin de 1812 et de 1813, défaite de Marmont aux Arapiles (juillet 1812), défense heureuse et délivrance de Burgos, ne seront plus en effet que des ripostes aux entreprises de Wellington ; ils aboutiront, en juillet 1813, à l'abandon définitif de l'Espagne, et, après neuf mois d'une défense habile menée par Soult dans les Pyrénées Occidentales et marquée notamment par les batailles de Bayonne et d'Orthez, à l'invasion de la France et à la bataille de Toulouse, livrée le 10 avril 1814 après l'abdication de Napoléon.

VERS LA RUPTURE DE
L'ALLIANCE RUSSE De toute évidence, ce qu'il eût fallu en Espagne, c'est, à défaut d'un changement complet de politique, la présence et l'action d'une volonté. Il eût fallu que l'Empereur y reprît le commandement direct.

Il y pensa ; même il envoya en Espagne ses équipages et une partie de sa Garde. Mais cette nouvelle campagne, à laquelle il était décidé après Wagram, alors qu'il était encore tout à la stratégie et aux combinaisons militaires, lui parut impossible dès qu'il eut repris contact avec Paris. Le divorce, le mariage autrichien, la naissance du roi de Rome avaient alors accaparé son attention, et bientôt une autre menace s'était dessinée à l'autre extrémité de l'Europe.

On verra ailleurs comment le mythe de l'alliance russe s'évanouit peu à peu en dépit des efforts de Napoléon pour lui donner un corps : prévenances personnelles à l'égard d'Alexandre, concessions de forme, etc. Dès la fin de 1810, et quelle que fût sa puissance d'illusion, Napoléon avait été obligé de prévoir la rupture. Son aide de camp, Rapp, qui commandait à Dantzig, et le prince Poniatowski, installé à Varsovie, ne lui avaient rien laissé ignorer de l'accroissement de l'influence anglaise, du renforcement des fortifications, des achats de vivres, des levées de troupes. Cependant la guerre n'éclatera qu'au printemps de 1812. Ce long délai

dont l'Empereur dispose pour la première fois donne un intérêt particulier à la préparation de cette campagne.

Les mesures prises, par exemple, pour grossir le corps de Davout sans en diminuer la solidité montrent une fois de plus comment le sens pratique s'alliait chez l'Empereur à une imagination sans mesure. Ce sont des modèles dont il semble qu'on se soit inspiré, plus ou moins inconsciemment, au cours de la dernière guerre, lorsqu'il fallut augmenter le nombre de nos divisions. Le corps Davout est porté successivement de trois divisions à quatre par l'adjonction de trois régiments hollandais et d'un régiment français, les trois premiers étant répartis entre les anciennes divisions en échange de régiments français qui constituent la nouvelle division, — puis à cinq quelques mois plus tard par la formation d'un cinquième bataillon dans chaque régiment, qui constitue ainsi une véritable brigade avec trois bataillons aux ordres du colonel et deux aux ordres du major en second, ce qui permet de retirer un régiment de chacune des quatre anciennes divisions, — puis à six divisions.

Il faut signaler que ces mesures d'organisation furent facilitées par la prévoyance de Davout, qui, dès 1810, avait créé dans son corps d'armée des écoles régimentaires, pépinières de sous-officiers. C'était une véritable nouveauté dans cette armée du Premier Empire qui, trop confiante dans son expérience, méprisait quelque peu l'instruction. Napoléon en fut si satisfait qu'il transmit les instructions de Davout au prince Eugène pour qu'elles fussent appliquées à l'armée d'Italie.

En même temps recommençaient les levées, et, avec les levées, la chasse aux réfractaires. 120 000 hommes étaient demandés en 1811 à la conscription de 1811 ; des colonnes mobiles sillonnaient les départements et y arrêtaient, au cours de cette même année, 66 000 hommes qu'on dirigeait sur des dépôts spéciaux pour les encadrer et les discipliner avant de les incorporer.

L'Empereur a retrouvé toute son ardeur organisatrice. C'est qu'il a deux armées à entretenir désormais : celle d'Espagne qui est l'ancienne Grande Armée, et celle qui va hériter du nom fameux mais qui sera bien différente de l'ancienne. L'effort est tel que l'historien a peine à s'y reconnaître dans la multitude et la variété des unités.

L'infanterie de 1812 compte 108 régiments de ligne et 31 de légère, chiffres qui seraient comparables à ceux de jadis, s'il n'y fallait ajouter les régiments de la Garde et un nombre sans cesse variable de régiments ou demi-brigades provisoires et de régiments de marche. Les régiments sont en principe à cinq bataillons et (depuis 1809) une compagnie de canonniers. De ces cinq bataillons, l'un reste au dépôt avec le major ; il assure l'instruction des recrues et leur conduite au régi-



GRENADIER DE LA VIEILLE GARDE (D'après Charlet).

ment. Les quatre autres sont dits bataillons de guerre ; ils sont à six compagnies, dont une de grenadiers (ou de carabiniers dans l'infanterie légère), une de voltigeurs et quatre de fusiliers (ou de chasseurs) ; ils sont tantôt groupés, tantôt séparés en deux fractions, les troisième et quatrième bataillons constituant alors un régiment provisoire.

La cavalerie s'est proportionnellement moins accrue : elle compte 2 régiments de carabiniers, 14 de cuirassiers, 24 de dragons, 9 de cheveau-légers, 28 de chasseurs, 11 de hussards, tous à 4 escadrons de 2 compagnies, auxquels il faut ajouter, comme pour l'infanterie, un certain nombre de régiments provisoires.

L'artillerie a, au contraire, presque triplé, et cet accroissement marque la diminution de la confiance de l'Empereur dans la valeur de son infanterie. Elle compte, avec les bataillons du train d'artillerie et les pontonniers, 85 000 hommes environ.

Le génie est encore assez faible : 2 bataillons de mineurs, 7 de sapeurs et un bataillon du train du génie. C'est le génie d'une armée qui manœuvre et qui ne s'attarde pas à organiser des positions. S'il y a des travaux à exécuter dans les places, on y requiert la main-d'œuvre nécessaire.

Les équipages militaires sont maintenant mieux organisés : nous y trouvons 22 bataillons, dont 4 attelant des

voitures légères à la comtoise et des voitures à bœufs ; l'un de ces 22 bataillons est dit bataillon d'ambulances.

Enfin la Garde est devenue une véritable armée dans la Grande. Elle comprend le corps des grenadiers à pied qui compte trois régiments de Vieille Garde (dont un hollandais), les seuls qui portent ce titre de grenadiers, et sept régiments de Jeune Garde, dits tirailleurs de la Garde, le corps des chasseurs à pied avec ses deux



CHEVAU-LÉGERS POLONAIS EN ÉCLAIREURS (D'après Raffet).

régiments de chasseurs de la Vieille Garde et neuf régiments de Jeune Garde, voltigeurs, flanqueurs, fusiliers, et même gardes nationaux — souvenir de Walcheren — ; la cavalerie de la Garde qui a cinq gros régiments équivalents à de vraies brigades, grenadiers à cheval, dragons, chasseurs à cheval, chevau-légers polonais, chevau-légers hollandais. Elle a son artillerie, son génie, son train des équipages, ses ouvriers d'administration, même ses marins.

Quelque élevé qu'il soit, ce nombre d'unités ne suffirait pas à faire face aux entreprises militaires de l'Empereur. L'Europe entière doit y contribuer. Napoléon

a donc, indépendamment des nombreux étrangers qui, faisant partie de l'immense empire français, étaient incorporés dans des régiments français, des troupes étrangères qui, à la solde de la France, portent la cocarde tricolore : quatre régiments suisses, un bataillon d'infanterie du prince de Neuchâtel (les « canaris » de Berthier), les quatre régiments de la légion de la Vistule, autant à la légion portugaise, un régiment d'Illyrie, des régiments croate, irlandais, prussien, albanais, même un régiment espagnol. Cette pittoresque mosaïque est encore accrue par les troupes auxiliaires, qui, théoriquement, ne sont pas sous son action directe, mais qui néanmoins n'exécutent que ses ordres, contingents des royaumes d'Italie, de Naples, de Westphalie, des grands-duchés de Varsovie, de Bade, de Berg, des petites principautés de la Confédération du Rhin, etc., etc., et par les contingents que Napoléon exige de ses pseudo-alliés, autrichiens, prussiens, saxons, bavarois, wurtembergeois, comme gages de leur fidélité ou peut-être comme otages.

LA CAMPAGNE DE RUSSIE Tels sont les matériaux de valeur diverse dont Napoléon a forgé l'instrument de guerre que, dès la fin de 1811, il se décide à diriger contre la Russie. Il a voulu remplacer la qualité par la quantité. L'armée qu'il achemine de fleuve en fleuve à travers l'Allemagne sous la couverture de l'énorme corps de Davout et de l'armée polonaise est sans doute la masse de troupes la plus considérable qui ait été réunie depuis les invasions barbares. Lourde par son effectif, cette masse l'est plus encore du fait de sa mauvaise organisation, les corps d'armée étant de valeurs différentes et certains, tel celui de Davout, de proportions démesurées. Pour qu'une telle masse, si hétérogène, ne fût pas cohue, pour qu'elle ne ravageât pas les pays traversés comme ferait une nuée de sauterelles, il faudrait une organisation parfaite, des prévisions lointaines et minutieuses, des états-majors souples, habitués à la résolution des problèmes les plus imprévus, des services supérieurement organisés. Le génie d'un seul homme n'y suffit pas. Or les méthodes de commandement de Napoléon ont eu pour résultat de tuer toute initiative, d'annihiler l'état-major. « L'état-major est organisé de manière qu'on n'y prévoit rien », écrivait-il à son arrivée à Vilna. Ce cri de colère est aussi un aveu.

Aussi, avant même qu'on ait atteint le Niémen, les arrières ne sont qu'un « chaos roulant » (Vandal) ; le pillage, redevenu l'un des modes normaux du ravitaillement, surtout chez les troupes allemandes, a ébranlé la discipline ; les chevaux d'artillerie et du train, privés d'avoine et n'ayant pour se nourrir que l'herbe laissée par les divisions de cavalerie, sont déjà décimés.

Les généraux, partis de Paris sans entrain, ont d'avance perdu confiance. Seuls se laissent éblouir et griser la foule des jeunes officiers et des hommes et l'Empereur lui-même. « Nous allons aux Grandes Indes : il y a 1300 lieues de Paris », écrit un soldat, qui traduit inconsciemment les illusions de l'Empereur.

La Grande Armée, dont la tête franchit le Niémen le 24 juin, compte 600 000 hommes, dont 450 000 en première ligne. Cette masse compte dix corps d'armée non compris la Garde et une réserve de cavalerie. Pour manier cette masse, Napoléon a dû l'articuler. Il a formé une forte aile gauche, dont il garde le commandement direct ; un centre que commandera son fils adoptif Eugène ; une aile droite confiée à son plus jeune frère Jérôme, le corps prussien et une division polonaise, aux ordres de Macdonald, couvrira la gauche, tandis que nous aurons à notre droite, du fait des circonstances et pour notre plus grand malheur, le corps autrichien de Schwarzenberg primitivement destiné à faire partie de l'aile gauche sous les ordres directs de l'Empereur.

C'est donc, pour la première fois, ce que nous appelons maintenant la guerre d'armées, et non plus seulement de corps d'armée, que Napoléon doit conduire. Cette forme de guerre, que facilitera plus tard l'emploi du télégraphe, a ses méthodes particulières. Napoléon les a bien pressenties : ses lettres à Jérôme en témoignent. Mais comment eût-il pu en acquérir du premier coup la pleine possession ? La preuve de ses tâtonnements, c'est qu'il emploie indifféremment depuis 1805 le mot : armée et l'expression : corps d'armée — ce qui, il est vrai, pourrait n'être qu'une terminologie encore mal assise ; — c'est que, ces corps d'armée n'étant pas interchangeables, toute mutation d'armée à armée entraîne de profonds remaniements ; — c'est surtout que Jérôme et Eugène conservent le commandement de leurs corps d'armée en assurant celui de leurs groupements de corps d'armée. L'insuffisance de l'un au moins de ces deux chefs, témoigne de l'abus, chez l'Empereur, du sens familial. La fidélité est, pour lui, le premier titre ; la capacité vient en second. Ces erreurs et ces tâtonnements eurent pour résultat immédiat l'échec de la première manœuvre tentée pour envelopper les deux armées russes de Barclay de Tolly et de Bagration : Jérôme eût dû attirer ou retenir et accrocher les forces de Bagration pendant que l'aile gauche et le centre se rabattraient sur elles après avoir battu Barclay. Réalisable sans doute avec un Davout ou un Ney, une telle manœuvre est au-dessus des moyens de Jérôme. Les Russes évitent l'accrochage et le combat.

Le 28, Napoléon entrait à Vilna, juste à temps pour voir s'écrouler les ruines fumantes des immenses magasins où les Russes avaient accumulé les approvision-

nements. La tactique russe à laquelle l'Empereur n'avait pas voulu croire, faire le vide devant lui, se dessinait. Le coup de foudre par lequel il avait l'habitude d'ouvrir la campagne était désormais impossible. Même déjà il fallait s'arrêter, remettre de l'ordre dans les unités où manquent 25 000 traînards ou déserteurs, reconstituer les convois, allégés déjà des nombreuses voitures abandonnées par suite de la mort de milliers de chevaux, réorganiser le commandement en remplaçant Jérôme par Davout.

Ce début si différent de la conception première est le résumé anticipé des deux mois de campagne qui vont suivre. Quatre fois, l'Empereur espère tenir les Russes, quatre fois ils lui échappent. Vainement il s'ingénie, jamais à court de manœuvres. A Ostrovno, le 25 juillet, il n'accroche qu'une arrière-garde. Le 29 juillet, il entre presque sans combat dans Vitepsk désert. Déjà la Grande Armée n'a plus en ligne que 250 000 hommes. Le 17 août on attaque Smolensk : l'armée russe fait front derrière le Dniepr ; avant même que l'assaut ait pu être donné au mur d'enceinte, les Russes décampent en mettant le feu à la ville.

Le même problème qui s'était posé sur la Vilna et à Vitepsk se pose de nouveau : faut-il pousser plus loin ou s'arrêter, donner du repos à l'armée, faire la récolte, reconstituer les approvisionnements, réorganiser les convois, rétablir la discipline dans cette armée « devenue un océan de barbarie, où tout est grossier, sale, puant, au physique et au moral » (Stendhal), préparer une nouvelle campagne pour l'année suivante ? Peut-être Napoléon songea-t-il à cette solution prudente, à laquelle l'incitaient la majorité de ses lieutenants, et le fougueux Murat lui-même. Mais il n'était pas besoin que Davout l'entraînât plus avant : son imagination y suffisait en lui montrant Moscou, la ville sainte, dont l'occupation abattrait le moral des Russes, — son imagination et aussi sa doctrine de guerre qui s'oppose aux lenteurs d'une stratégie d'attente.

Le 19 août, à Valoutina, Ney a livré à l'arrière-garde russe un combat sanglant ; le 24, Davout et Murat, chargés de suivre les Russes, font savoir que ceux-ci s'arrêtent. Est-ce enfin la bataille espérée ? Napoléon repart. Une fois de plus, les Russes se dérobent. Mais le sort en était jeté : on ira jusqu'à Moscou.

Non pas toutefois sans livrer bataille, car l'armée ennemie a changé de chef et, momentanément, de tactique. Kutusov l'a placée en travers de la route de Moscou, son centre vers Borodino, sa droite appuyée à la Moskowa. La position est médiocre. Une facile manœuvre de débordement de pur style napoléonien eût pu la faire tomber. Davout la proposait ; mais Davout, brouillé avec Berthier et avec Murat, n'a plus la confiance de l'Empereur, et celui-ci, atteint physiquement ou



PORTE-AIGLE DE LA GARDE IMPÉRIALE GRENADIERS) (D'après Charlet).

moralement, on ne sait, ne consent plus au risque. La bataille du 7 septembre ne fut qu'une « bataille d'écrasement et d'acharnement » (Art Roe), la plus sanglante du siècle. Après avoir, à coups de canon, d'attaques d'infanterie où Ney gagna son titre de prince, même de charges de cavalerie contre des redoutes, ouvert une brèche dans les masses russes, l'Empereur refusa d'y lancer la Garde. L'armée russe put se retirer. 50 000 ennemis, 20 000 des nôtres, 50 généraux jonchaient le sol.

Battue, l'armée ennemie n'était pas détruite, et la Grande Armée était plus diminuée encore, tant par ses pertes que par la nécessité de laisser des corps sur les arrières et sur les flancs : Macdonald avec ses Prussiens à l'extrême gauche, Gouvion-Saint-Cyr face à l'armée de Wittgenstein qu'il a battue à Polotsk (ce qui lui a valu son bâton de maréchal), Victor à Smolensk organisée en centre d'opérations, enfin au Sud, face à Tchitchagov et Tormasov devenu libre par la paix signée avec les Turcs, Schwarzenberg avec les divisions saxonnes de Reynier.

Au lendemain de ce carnage, Moscou apparut aux troupes comme un lieu de délices qui allait les payer de toutes leurs fatigues. Décor trompeur ! Le soir même de l'arrivée, il s'écroulait dans les flammes en ne laissant entre nos mains que d'inutiles ou malsaines richesses, — de l'or, des pierreries, des confitures et de l'alcool, quand il eût fallu de la farine, des pommes de terre et de l'avoine !

Cinq semaines plus tard, l'armée devait quitter Moscou ! En vain Napoléon avait offert la paix. Ses avances n'avaient reçu aucune réponse. Hiverner à Moscou était aussi impossible que reprendre la lutte contre un ennemi insaisissable. Le 19 octobre, Napoléon prenait la route de Kaluga, centre d'une région assez fertile, bien reliée avec Smolensk, où l'armée pourrait sans doute stationner. Quoique renforcée par des divisions de deuxième ligne, la Grande Armée ne comptait plus que 100 000 combattants. Une interminable colonne de vivres, de bagages, de civils, de traînards, la suivait et l'alourdisait. Ce n'était plus une armée, mais une cohue. A tout prix il fallait éviter la bataille.

Or, dès le 23, Kutusov, à Malo-Jaroslavetz, s'interposait. Le choc fut sanglant. Il apparut qu'on ne pourrait le renouveler. Napoléon se résigna à regagner la route suivie deux mois auparavant, dévastée par notre premier passage et jalonnée des traces de nos misères. La retraite définitive commençait.

Ce que fut cette retraite, chacun le sait pour avoir lu Ségur ou Bourgogne ou tant d'autres, aux récits aussi pittoresques que terrifiants, moins émouvants pourtant, moins colorés et moins proches du réel que les vers du poète de *l'Expédition* : la rencontre des morts de la Moskowa, les bivouacs sous la neige, les cosaques

LES GUERRES MALHEUREUSES

de Platov jetant une alarme incessante, l'armée de Kutusov longeant obstinément la colonne et tantôt pointant entre les groupes informes qui représentent maintenant les corps d'armée, tantôt les devançant. « Chaque jour est marqué par un malheur : c'est le corps d'Eugène assailli sur le Vop et mis en pièces, Davout coupé d'abord à Viazma, coupé ensuite à Krasnoe, Ney enveloppé d'ennemis, cerné,



AUX ENVIRONS DE SMORGONI, LE 3 DÉCEMBRE 1812

sommé, perdu, et tout à coup s'échappant par un prodige d'énergie plus qu'humaine » (Vandal).

A Smolensk, la Grande Armée de naguère n'a plus que 37 000 combattants ; encore les magasins vides ne permettent-ils pas d'y ravitailler ces débris d'armée. Il faut poursuivre, et voici qu'apparaît la menace suprême : au travers de la route, la Bérézina aux ponts détruits, qui charrie des glaçons, et, prêtes à utiliser cet obstacle, trois armées russes qui accourent, celle de Kutusov, celle de Wittgenstein qui, considérablement renforcée, a bousculé d'abord Saint-Cyr et Oudinot, puis Victor venu à leur secours, celle de Tchitchagov que Schwarzenberg, soucieux de

ne pas s'éloigner de la frontière autrichienne, a laissée échapper. Un dernier effort, le dévouement d'Eblé et de ses pontonniers, un double combat sur les deux rives de la rivière, le sacrifice d'une partie de l'armée sauvent quelque 30 000 soldats épuisés et autant de non-combattants (26-28 novembre).

Le 5 décembre, à Smorgoni, Napoléon, qui perçoit en Allemagne de singuliers craquements, et qui, depuis un mois, sait que Paris lui-même, par la seule audace d'un général obscur, lui a échappé pendant quelques heures, quitte l'armée pour regagner la France à toute allure, laissant à Murat le commandement.

Son départ aggrave la désorganisation. Loin de pouvoir y porter remède, Murat, qui n'a pas la confiance de l'armée, ajoute encore à ce désordre jusqu'à ce que, en janvier, il abandonne à son tour l'armée brusquement en en laissant le commandement au prince Eugène. Ce n'est plus une retraite, c'est une fuite éperdue. Des 450 000 hommes qui, six mois plus tôt, avaient passé le Niémen, quelques milliers seulement le repassaient, et dans quel état ! 5 à 600 hommes pour la Vieille Garde, 3 à 400 pour la Jeune Garde ; au corps de Davout, le plus discipliné et le mieux tenu de tous, qui au 15 juin 1812 comptait 66 000 hommes, 3 000 hommes, dont 674 officiers et 1 600 hommes en état de porter les armes, — même pas trois bataillons ! « L'armée n'existe plus », écrivait Berthier à l'Empereur le 12 décembre. Tout ce qui en reste en effet, c'est, on l'a dit, « autour des aigles toujours debout et dressées, de petits groupes d'officiers et de sous-officiers, égalisés par le malheur..., mettant dans le désert de neige un rayonnement d'héroïsme et faisant survivre, au milieu de la décomposition totale de ce qui avait été notre force matérielle, l'âme de la Grande Armée » (Vandal).

L A CAMPAGNE DE 1813 ⁽¹⁾ Trois mois après, autour de ces pitoyables débris, Napoléon avait refait une autre Grande Armée. Celle-ci pouvait-elle avoir rien de commun, que le nom et le nombre, avec la Grande Armée de 1806, celle de 1809, voire même celle de 1812 ?

Les 137 000 conscrits de 1813 avaient déjà été appelés dans le courant de l'année ; mais il fallait s'attendre à un sérieux déchet sur cette classe en raison de son âge. Une ressource plus solide était constituée par les *cohortes*. En mars 1812, avant de partir pour la Russie, Napoléon avait mobilisé pour la défense de l'Empire un premier échelon des Gardes nationales, le premier ban, composé d'hommes des six classes de 1807 à 1812. Ces hommes devaient former, dans chaque département,

(1) REBOUL, *les Préliminaires de la campagne de 1813*. — C. ROUSSET, *la Grande Armée de 1813*.

une cohorte, véritable bataillon à six compagnies de fusiliers, une compagnie de dépôt et une compagnie d'artillerie. Sous ce nom romain, c'était la résurrection des milices et des régiments provinciaux et un nouvel essai d'organisation des réserves. Le cadre, choisi parmi les anciens militaires, en était médiocre ; mais les hommes étaient plus solides que les conscrits. Un sénatus-consulte du 11 janvier les incorpora dans l'armée, et, vingt-quatre heures après la réception de cet ordre, les cohortes devaient être mises en route pour être groupées quatre par quatre et constituer vingt-deux régiments nouveaux ; leurs compagnies de canonniers étaient versées dans l'artillerie.

Le même sénatus-consulte levait 100 000 hommes rappelés sur les classes 1809 à 1812 et 150 000 conscrits de la classe 1814. Puis ce furent 80 000 rappelés des classes 1807 à 1812, 90 000 nouveaux conscrits de 1814, et 10 000 *gardes d'honneur*. L'histoire de ces gardes d'honneur, « les otages », comme on les appela dans l'armée, choisis parmi les fils de familles nobles ou riches, qui devaient s'armer et s'équiper à leurs frais, vient d'être écrite (1). C'est toute l'histoire des armées impériales qui s'y trouve résumée : l'arbitraire de la levée, la mauvaise volonté de la plupart des intéressés, l'obéissance forcée, l'indiscipline poussée jusqu'au complot dans les départements de l'Ouest, l'amour de l'aventure qui fait prendre goût à la guerre, et, pour finir, le dévouement poussé jusqu'au sacrifice à Leipzig, où ces gardes d'honneur boucheront le trou produit par la défection des Saxons, à Hanau, sur le Rhin et à Reims.

Au total, en y comprenant tout ce que l'Empereur « racle » de côté et d'autre, 630 000 hommes vont être levés avant le début de la nouvelle campagne. Mais, à 5 000 près, ce sont tous des conscrits par leur défaut d'instruction sinon par leur âge, et les deux tiers n'ont pas vingt ans.

A cette masse de recrues il fallait des cadres. Grande difficulté. Tout fut bon : à côté des officiers ramenés de Russie et des cadres rappelés de cette Espagne où Napoléon voit une « pépinière inépuisable » et qu'il videra comme on fait d'une orange dont on exprime tout le suc, des Saint-Cyriens de deux mois d'instruction à qui on a donné au moins « la connaissance de l'arithmétique » et dont on veut espérer qu'ils feront très bien avec de vieux soldats, des caporaux de dix ans de service, des retraités, etc.

L'Empereur ne se fait sans doute pas d'illusion sur la valeur de ces cadres. Mais il lui faut le nombre ; car il voit de plus en plus grand. N'enfle-t-il pas sa

(1) LOMIER, *Les gardes d'honneur*.

Garde à l'effectif de cinq divisions, dont quatre de Jeune Garde à quatorze bataillons ; il est vrai que, d'une part, elle doit être désormais sa suprême réserve, et que, d'autre part, la proximité de Paris donne aux dépôts de la Garde des facilités spéciales pour la création rapide d'unités et, par conséquent, pour une augmentation rapide d'effectifs.

Des meilleurs de ces éléments, il constitue l'armée de 200 000 hommes qui entre en campagne en avril : une infanterie nombreuse, mais mal encadrée et mal instruite, dont beaucoup d'hommes n'ont même pas reçu le mois d'instruction au dépôt ni brûlé les six cartouches à blanc et les deux cartouches à balle prévues par l'Empereur, — une cavalerie très réduite, et dont Lauriston écrira en août : « Ces jeunes gens ont bonne volonté, mais une inexpérience telle qu'ils sont toujours pris, parce qu'ils tombent de cheval », — une artillerie plus soignée et plus nombreuse surtout que dans les campagnes précédentes et qui doit être l'ossature de cette nouvelle Grande Armée.

Quant au haut commandement, il a été, lui aussi, complètement renouvelé. Nous n'y trouvons plus aucun de ceux que Ségur nous a montrés rassemblés autour de l'Empereur au matin d'Austerlitz : ni Murat à qui Napoléon n'a pas pardonné d'avoir abandonné sans sa permission le commandement de la Grande Armée, qui hésite devant la défection et qui ne rejoindra qu'en août, ni Lannes tombé à Essling, ni Soult maintenu en Espagne, ni Davout qui a fatigué l'Empereur par ses démêlés avec Berthier et avec Murat, et peut-être par sa rigidité et sa droiture, ni Bernadotte passé à l'ennemi. Des maréchaux de la première promotion, deux seulement, Ney, le héros de 1812, et Bessièrès, qui tombera au premier combat, ont un commandement actif sous ses ordres. A côté d'eux, les nouveaux maréchaux, le brave Victor, l'honnête Oudinot, le sévère Macdonald, Marmont, ce mauvais caractère de Gouvion-Saint-Cyr, moins souples ou moins préparés aux méthodes de commandement de l'Empereur, Vandamme qui ne pardonne pas à Napoléon de ne pas l'avoir fait maréchal, Reynier, le revenant d'Égypte, la jeune génération des Bertrand et des Lauriston.

Après avoir d'abord hardiment songé à une offensive rapide sur l'Oder ou la Vistule, que la marche en avant des Alliés et les hésitations d'Eugène ne lui permirent pas, Napoléon, plus soucieux que jamais d'obtenir une victoire immédiate puisqu'il comptait sur cette victoire pour rallier l'Autriche, essaya une manœuvre inverse de celle d'Iéna : une concentration effectuée derrière le rideau de la Saale et un débouché en masse sur Leipzig derrière l'armée des Alliés marchant sur Dresde. Le premier choc eut lieu à Weissenfels le 29 avril, et la bataille désirée deux

jours après à Lutzen. Mal engagée faute de cavalerie, elle ne fut pas le coup de tonnerre d'Iéna ; même le succès avait été un moment douteux, et les pertes, causées par le manque d'instruction et par l'état physique autant que par la valeur du feu ennemi, furent considérables. L'artillerie et la Garde y avaient joué le rôle important auquel l'Empereur les avait destinées, mais le défaut de cavalerie avait empêché la poursuite.



L'INFANTERIE POLONAISE (1813) (D'après une lithographie de Raffet).

Bautzen, quinze jours plus tard (20-21 mai), fut encore une victoire, victoire d'un autre type, résultante d'une attaque de front contre un ennemi en position combinée avec une attaque de flanc ; mais elle ne fut pas décisive. Ney, qui devait mener cette attaque de flanc, mal relié avec l'Empereur et peut-être dépassé par le commandement d'un groupe de trois corps d'armée, hésite, se rabat trop tôt et ne coupe pas la retraite aux coalisés.

Par l'élégance des combinaisons, cette campagne du printemps de 1813 est l'égale des plus belles de l'Empereur. Mais l'instrument l'avait trahi. Napoléon espéra l'améliorer, le renforcer, en acceptant l'armistice proposé par l'Autriche.

On a tout dit de cet armistice de Plezwitz. « Nœud fatal, a écrit Napoléon, où se rattachent toutes les chances et les destinées de la campagne. » Fatal sans doute de toutes façons, mais surtout parce qu'inévitable : cette jeune armée avait besoin de repos ; elle avait fondu si vite qu'elle avait besoin de renforts.

Le repos lui fut aussi funeste que l'action. Chez les Français, — la dernière guerre nous en a donné des exemples — c'est dans les périodes d'inaction que le moral fléchit. On vit cette terrible nouveauté : le soldat était triste ! En vain, pour le distraire, l'Empereur prescrivait-il des concours de tir, des fêtes. Ces distractions officielles avaient peu d'effet : le soldat avait assez de la guerre. Et non pas seulement le soldat : « Je vois bien, disait Napoléon, que vous ne voulez plus faire la guerre ! Berthier voudrait chasser à Grosbois, Rapp habiter son bel hôtel à Paris. » Quand, après un mois, le 10 août, l'armistice fut rompu, le moral était plus bas qu'il n'avait jamais été.

Cependant cet armistice avait permis de grossir la Grande Armée à l'effectif théorique de 550000 hommes, légèrement supérieur à l'effectif total des armées coalisées. Mais on avait à faire face à la fois de divers côtés : au Nord contre les Prussiens et les Suédois du transfuge Bernadotte devenu prince royal de Suède, à l'Est contre les Prussiens et les Russes de Blücher, au Sud-Est contre les Autrichiens et les Russes de Schwarzenberg. N'était-ce pas l'occasion d'appliquer la méthode qui a fait ses preuves : opposer un minimum de forces à chacun de ses adversaires et manœuvrer avec le gros à l'abri de cette couverture ? C'est, sur un théâtre d'opérations démesurément agrandi, l'application du principe d'économie des forces auquel Napoléon avait dû tant de succès. Cette « démesure » même va le faire échouer ici, car elle modifie du tout au tout les conditions d'exécution : les éléments de couverture étaient précédemment des divisions ou des corps d'armée et les commandants de ces divisions, de ces corps d'armée étaient depuis longtemps familiarisés avec le commandement de telles unités ; ce sont maintenant des armées, et ni un Ney, ni un Oudinot, ni un Macdonald, qui vont en avoir le commandement, n'y ont été préparés, ni ne sont outillés pour cette tâche imprévue. Comme en 1812, il eût fallu des états-majors d'armée ; Napoléon ne les a ni organisés ni prévus. Ajoutons à cela les progrès de nos adversaires et qu'un Gneisenau et un Radetzki, les chefs d'état-major des armées prussienne et autrichienne, sont très au-dessus d'un Massembach et d'un Mack. Ajoutons surtout, parce qu'on ne saurait trop y insister, que cette Grande Armée de conscrits et d'étrangers d'une fidélité plus que douteuse à l'exception des Suisses et des Polonais, encadrée avec des débris, n'est qu'une façade : le prestige de l'Empereur la soutient encore ; lui absent, la pitoyable

réalité se découvre. Or, les Alliés, trop bien conseillés par cet autre transfuge, le chef d'état-major de Ney, le Suisse Jomini, et par Moreau, dont l'orgueil et la naïveté ont fait un traître, ont décidé de n'attaquer que là où l'Empereur ne serait pas et d'éviter le combat là où il serait. N'oublions pas enfin que, comme jadis en Espagne, ce n'est plus seulement contre des armées mais contre des pays entiers soulevés que nous luttons : la guerre est devenue à la fois générale et nationale.

Dès le début, la cavalerie westphalienne passe à l'ennemi. Oudinot est battu à Grossbeeren (23 août) et Macdonald à la Katzbach (26 août), pendant que l'Empereur remporte à Dresde (26-27 août) une victoire rendue stérile par l'écrasement et la capitulation à Kulm du corps de Vandamme chargé de la poursuite ; le 6 septembre, c'est Ney qui est battu à Dennevit.

Napoléon, se rendant compte enfin de l'insuffisance de ses lieutenants et de l'affaiblissement de son armée, se décide à la concentrer sous ses ordres directs. Mais cette concentration dans une région épuisée devient une nouvelle cause d'affaiblissement : le défaut de vivres et les épidémies achèvent d'ébranler les forces physiques et morales de cette armée trop jeune. Quand les Alliés, facilement renseignés sur ces misères, exécuteront l'offensive générale qui aboutit à Leipzig (16, 17, 18 octobre), nos 130 000 hommes ne pourront que retarder de trois jours une inévitable défaite au milieu de laquelle Saxons et Wurtembergeois ouvrent le feu sur leurs camarades de combat.

Une débâcle suivit cette défaite. Les Souvenirs de Macdonald en donnent un tableau impressionnant : la moitié de l'armée coupée par la rupture des ponts de l'Elster, Poniatowski, le plus récent des maréchaux d'Empire, se jetant à cheval dans l'Elster et s'y noyant ; d'autres maréchaux traversant la rivière sur des troncs d'arbres branlants, tombant à l'eau et peinant pour atteindre l'autre rive sous le feu des tirailleurs ennemis ; d'autres, comme Augereau, se mettant à l'abri hâtivement sous prétexte que « le b..... a perdu la tête », et l'Empereur lui-même, indifférent à tout, laissant tout aller, ne donnant plus d'ordres... Toute discipline était rompue ; chefs et soldats n'avaient qu'un souci : s'échapper au plus tôt de cette Allemagne qui, le nombre et l'activité des partisans croissant depuis des mois, est devenue maintenant aussi traîtreusement hostile que naguère la Russie et l'Espagne.

Le 2 novembre, après avoir bousculé à Hanau l'armée bavaroise qui elle aussi se mettait du côté du plus fort, le gros de l'armée repassait le Rhin. L'une après l'autre, les places d'Allemagne capitulèrent. Rapp à Dantzig, Davout à Hambourg sauvèrent l'honneur des armes. Toutes les conquêtes de l'Empire perdues, il fallait maintenant défendre le sol national.

L A CAMPAGNE DE FRANCE (1)

Le Rhin n'arrêta pas longtemps les coalisés. Les faibles corps de Victor, de Marmont et de Macdonald, affaiblis encore par le typhus, constituaient un masque plutôt qu'un système de défense ou même une couverture puisque ce cordon n'avait même pas un chef unique. Dès la fin de décembre, tournés à leur gauche par l'insurrection de Hollande qui déclancha l'offensive alliée, ils se repliaient, et les armées ennemies passaient le Rhin, Blücher

vers Mayence, Schwarzenberg vers Bâle, violant la neutralité helvétique avec le consentement au moins tacite des Suisses.

Napoléon avait compté sur un délai plus long. Il espérait que les places fortes, après le Rhin, arrêteraient l'invasion. Ce calcul fut déjoué par les Alliés, trop bons disciples de l'Empereur pour s'attarder à des sièges.

C'était peu de deux mois, après les saignées



des années précédentes, pour refaire une nouvelle armée. Pourtant Napoléon l'avait essayé. Tour à tour avaient été appelés ou devaient l'être 120 000 hommes des classes 1808 à 1814 ; 160 000 hommes de la classe 1815 — les Marie-Louise ; — 300 000 hommes des classes de l'an XI à 1814, dont certaines fournissaient à la conscription pour la quatrième fois ; 40 000 hommes encore des classes 1808 à 1814 ; 457 cohortes de gardes nationales ; d'autres légions de gardes nationales qui avaient incorporé les hommes mariés et les hommes de plus de trente-trois ans : véritable levée en masse... Mais la résistance à la conscription augmente à chaque levée, encouragée par une opposition politique à laquelle ne mettra pas fin l'invasion du territoire. Sur ce million d'hommes appelés, on n'estime pas à plus

(1) Henry HOUSSAYE, 1814.

de 175 000 le nombre de ceux qui, en janvier 1814, avaient rejoint les dépôts ; 100 000 à peine prirent part effectivement aux opérations.

C'est avec ces 100 000 hommes, mal équipés et mal armés, où l'on trouvera des fantassins qui, inactifs au milieu du combat, voudraient bien tirer mais à la condition de savoir charger leur arme, et des cavaliers incapables de galoper autrement que cramponnés des deux mains à leur selle, que Napoléon allait, non seulement tenir en échec pendant deux mois 600 000 ennemis, mais conquérir une gloire égale à celle de ses plus glorieuses campagnes.

Pour expliquer un pareil prodige, il ne suffit pas de parler des derniers éclairs du génie, il faut remarquer encore qu'à l'inverse de ce qui s'est produit en 1813, la faiblesse même des effectifs et la légèreté de ces corps d'armée de 6 à 8 000 hommes où la proportion de la cavalerie est considérable, de ces divisions de 1 200 à 2 000 hommes, sont appropriées au système de guerre napoléonien, à ses méthodes de commandement, à ses manœuvres basées sur la vitesse ; il faut noter surtout la solidité d'encadrement de ces faibles unités, où l'on compte jusqu'à 60 officiers et gradés dans des bataillons de 150 hommes.

Contre des ennemis qui marcheront séparés, divisés à la fois par leurs antipathies nationales et par le tempérament différent de leurs chefs, Blücher, le général « Vorwaerts », et Schwarzenberg, plus diplomate que soldat, il va jouer de cette légèreté et de cette souplesse, frappant tour à tour l'un et l'autre, tantôt de flanc et tantôt de front, songeant même à les prendre à revers et à les acculer. Entre eux et lui, la disproportion des forces est telle que l'issue n'est pas douteuse. Seul peut-être il se fait illusion. Mais cette lutte ne s'achèvera pas sans qu'il ait porté des coups terribles.

La campagne débute pourtant par un échec : Napoléon gagne Vitry et Saint-Dizier sur le flanc droit des deux principales armées ennemies ; il espère les battre successivement avant leur concentration ; mais Blücher évite le choc à Brienne (29 janvier), se rapproche de Schwarzenberg, et tous deux accablent l'Empereur le 1^{er} février à la Rothière avec des forces triples des siennes.

Un instant, l'Empereur songe à faire la paix, comme si les Alliés étaient vraiment disposés à la lui accorder ! Mais ceux-ci se séparent : Blücher s'engage dans la vallée de la Marne, Schwarzenberg dans la vallée de la Seine. L'occasion est trop belle pour que Napoléon ne retire pas le blanc-seing qu'il a, bien malgré lui, donné à son plénipotentiaire Caulaincourt. Laissant Oudinot et Victor face aux Austro-Russes, il se jette dans le flanc de Blücher, le coupe le 10 février à Champaubert, bat ses colonnes de tête le 11 à Montmirail, en achève la défaite le 12 à Château-

Thierry, se retourne contre ses dernières colonnes, les défait le 14 à Vauchamp. En cinq jours, quatre victoires ! A dix-huit ans d'intervalle, ces quatre noms glorieux : Champaubert, Montmirail, Château-Thierry, Vauchamp, font écho à ceux de Montenotte, de Dego, de Millesimo, de Mondovi.

Le bruit de ces victoires réveilla l'opinion publique et l'esprit national. Les violences des envahisseurs y contribuèrent, il est vrai. Longtemps nos campagnes du Nord et de l'Est se rediront les récits de ces crimes, pillages, incendies, massacres



HUSSARD ET COSAQUE
(D'après une lithographie de Carle Vernet).

et viols, et y rendront légendaire ce nom terrifiant : « les cosaques ». Il ne faudra rien moins que les atrocités de 1914 pour en faire pâlir le souvenir ! Désormais, dans ce pays du Nord et de l'Est, ce ne sera plus seulement aux faibles armées de l'Empereur que les Alliés auront affaire, mais aussi à l'hostilité parfois féroce des populations, des paysans surtout parmi lesquels certaines femmes n'étaient pas les moins ardentes. Sans doute même le souvenir plus ou moins légendaire de ces représailles ne sera-t-il pas étranger à la phobie des francs-tireurs manifestée en 1870 et en 1914 par nos ennemis.

Napoléon eût voulu pouvoir exploiter ces victoires, poursuivre Blücher jusqu'à la destruction complète. Mais l'histoire de 1813 recommence, rendue cette fois inévitable par notre infériorité numérique : Oudinot et Victor se sont laissé refouler par Schwarzenberg. Il faut courir au secours de Paris, de Paris qu'on a négligé de

fortifier et dont la chute peut amener la chute de l'Empire. Le 17 février, Napoléon débouche de la vallée de l'Yères, bat l'avant-garde autrichienne à Mormant et Nangis et la bouscule le lendemain à Montereau après une charge des cavaliers de Pajol. Il manœuvre pour l'acculer à la Seine, quand il a la surprise de se trouver de nouveau en face de l'armée de Silésie, que Blücher a reconstituée en quatre jours, « tant il est vrai, dit Thiers, qu'à la guerre, la passion a souvent les effets du génie ! »

Ce serait de nouveau la bataille générale, si dangereuse pour l'Empereur, si Schwarzenberg, qu'effraie la présence de Napoléon, ne décidait de se replier tandis que Blücher obtient de se porter de son côté sur Paris par la vallée de la Marne après avoir rallié deux corps détachés de l'armée de Bernadotte. Les Alliés renou-
vellent ainsi leur imprudence du début du mois ; mais l'Empereur est obligé, encore une fois, d'abandonner la poursuite de l'armée vaincue pour arrêter Blücher. Le 3 mars, il va le rejoindre et le jeter dans l'Aisne quand la capitulation de Soissons ouvre un passage à l'armée prussienne. Napoléon la poursuit néanmoins, quoique les forces ennemies soient maintenant doubles des siennes. Au point où il en est, seule l'audace peut le sauver. Elle le conduit sur ce plateau du Chemin-des-Dames que la nature a prédestiné à jouer un rôle capital dans notre histoire nationale : Craonne, Hurtebise, vallée de l'Ailette, Laffaux, tous ces noms qui devaient retrouver un siècle plus tard une nouvelle célébrité, marquent les divers épisodes d'une sanglante bataille où les deux adversaires laissent chacun sur le terrain le quart de l'effectif engagé, soit plus de 5 000 hommes (6-7 mars).

Quoique sa victoire ait été coûteuse, Napoléon espère l'exploiter et rejeter Blücher assez loin pour pouvoir se reporter de nouveau contre Schwarzenberg, Mais, mal relié avec Marmont, il échoue devant Laon le 9 mars, tandis que son lieutenant laisse surprendre et enlever par un hurrah, à Athis, la majeure partie de son corps d'armée.

Napoléon se replie, mais c'est pour tenter encore un coup d'audace : enlever au passage, à Reims, le corps de Saint-Priest qui relie les deux armées, se porter sur les derrières de l'armée de Bohême, y rallier les garnisons de l'Est, peut-être même Augereau qui combat sans énergie dans le Sud-Est et qu'il a vainement supplié jusqu'ici de reprendre « ses bottes et sa résolution de 1793 », soulever les populations, et, toutes forces réunies, livrer une bataille décisive. Même la rude bataille que lui livre Schwarzenberg à Arcis-sur-Aube, les 20 et 21 mars, ne le détourne pas de ce projet.

Cette fois, c'était trop escompter l'aveuglement des Alliés. Les dépêches trop explicites dont ils s'emparèrent les décidèrent à se réunir et à marcher sur Paris,

couverts du côté de l'Empereur par un simple masque. Le 30 mars ils étaient devant la capitale. Paris n'était ni fortifié, ni défendu, ni même, à vrai dire, occupé. Tout ce qui avait quelque valeur dans les dépôts avait rejoint l'armée ; la garde nationale, dont l'Empereur se défiait, n'avait été organisée que partiellement et tardivement ; faute de fusils, une partie en était armée de piques. Les hauts fonctionnaires



L'EMBUSCADE (CAMPAGNE DE FRANCE) (D'après Bellangé).

restés à Paris, depuis longtemps déshabitués de l'initiative, n'avaient plus la foi ; certains même intriguaient ou couvraient les intrigues. Enfin personne n'y commandait, et, moins que personne, Joseph que l'Empereur y avait laissé comme son lieutenant-général. En dépit de la résistance plus courageuse que cohérente qu'opposèrent les maréchaux Marmont, Mortier, Moncey, major général de la garde nationale, aux attaques non moins décousues des Alliés, la victoire de ceux-ci était certaine, — certaine, mais non pas facile, car cette bataille de Paris fut, de

part et d'autre, la plus meurtrière de toute la campagne. Dans la nuit du 30 au 31 mars, une capitulation était signée aux termes de laquelle les troupes de ligne évacueraient la capitale. Ce qui suivit, à Paris, cette capitulation n'appartient heureusement pas à l'histoire militaire...

Qu'allait faire l'Empereur ? Il accourait en doublant les étapes. Dans cette même nuit de la capitulation, il était à quatre lieues de Paris. Il disposait encore de 60 000 hommes, plus fanatiquement dévoués qu'aux heures de ses triomphes. Mais ces hommes n'avaient plus de chefs : les divisionnaires, les commandants de corps d'armée, les maréchaux plus encore étaient las de la guerre. Quand Napoléon parla de continuer la lutte, Ney alla jusqu'à le menacer de la désobéissance de tous les généraux. La trahison de Marmont, l'ami des anciens jours, pour qui il avait eu toutes les bontés, ne lui laissa même pas le choix de la solution. Le 6 avril, il abdiqua. L'homme n'avait jamais été plus grand, plus digne de sympathie, que dans ces derniers cinq jours de son règne.

Alors, ce fut la débâcle : les soldats désertaient ; les chefs faisaient leur soumission à l'ombre de gouvernement qui s'était installé à Paris. Pourtant les souverains alliés n'en profitèrent pas, soit qu'il leur parût inutile de prolonger l'effort, soit que, comme le dit Macdonald, « ces faibles débris, qui avaient fait trembler plus d'une fois l'Europe, imposaient encore aux ennemis. »

La belle retraite qu'effectuait Soult des Pyrénées vers Toulouse, où il arrêtait Wellington le 10 avril, la défense de la Belgique par le général Maison, la résistance du vieux Carnot à Anvers, et surtout l'énergie de Davout qui, jusqu'en mai, tint à Hambourg, non seulement sauvèrent l'honneur de l'armée impériale, mais rappelèrent aux souverains alliés que la politique en avait eu raison plus que la force des armes.

L A PREMIÈRE RESTAURATION

On dira sans doute ailleurs quelles maladresses royalistes reconquirent à Napoléon des esprits que la lassitude avait soustraits à son influence. Mais il serait injuste d'oublier à quelles difficultés le nouveau gouvernement avait à faire face.

Il fallait d'abord détacher l'armée de Napoléon. Aussi, sans attendre l'abdication, trouvant le prestige de Beurnonville vraiment un peu terne, le gouvernement provisoire crut faire un coup de maître en nommant commissaire militaire Dupont, alors interné à Dreux. Depuis que la critique osait se faire entendre, le vaincu de Baylen était volontiers présenté comme la victime expiatoire des fautes espagnoles : les souvenirs d'Albeck et de Friedland étaient escomptés à tort pour laver le premier

échec infligé aux aigles impériales. Ignorant tout du personnel militaire, Louis XVIII ratifia, en arrivant, le choix de Talleyrand, et c'est à un homme disqualifié auprès de ses pairs qu'incomba la réorganisation de l'armée.

Il avait à régulariser la situation de milliers d'insoumis et de déserteurs, à donner une position aux nombreux officiers de tout acabit que Napoléon avait dû créer en masse pour les reconstitutions successives de l'armée après ses désastres, à réencadrer les garnisons rentrant d'Allemagne, d'Espagne, d'Italie, de Dalmatie, à réincorporer les centaines de milliers de prisonniers arrivant du fond de la Russie, de la Hongrie ou des pontons anglais, à tenir un juste compte des prétentions de la Garde, à ne pas oublier enfin qu'un Bourbon ne pouvait abandonner les milliers de Français de tout âge et de toute condition qui, se conformant à l'ancienne tradition et confondant la patrie avec la personne du roi, avaient pendant vingt-cinq ans souffert pour leurs convictions.

Fort intelligent, doué d'une solide instruction, Dupont s'acquitta de cette lourde tâche non sans un certain savoir-faire.

En quelques mois, chaque militaire avait son affectation. La Vieille Garde, conservée comme corps d'élite, le reste de l'armée réparti en 105 régiments d'infanterie, 56 de cavalerie, 12 d'artillerie, 3 du génie, plus les corps spéciaux, train, ouvriers d'administration, infirmiers, étaient réorganisés.

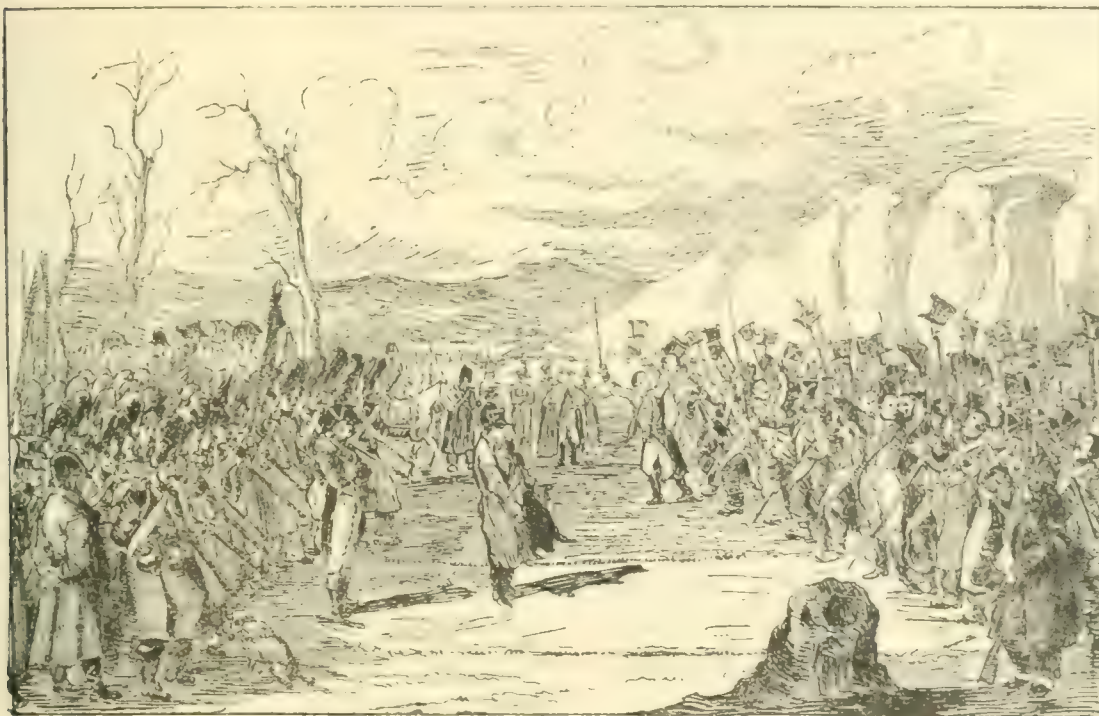
Se basant sur les ressources budgétaires, sans aucun crédit supplémentaire, que le gouvernement d'alors n'aurait pas admis, chaque corps avait un certain nombre d'unités à effectifs pleins pour le service et l'instruction ; le reste des officiers formait des cadres complémentaires laissés dans leurs foyers en demi-solde, mais dont le rappel à l'activité était prévu par des règles précises.

En raison des passions qu'elle soulevait, la question des royalistes était plus épineuse.

Hantés par les souvenirs de l'ancienne monarchie, emportés par leur désir de plaire, Louis XVIII et surtout son frère, lieutenant général du royaume, crurent devoir faire d'importantes promotions dans l'état-major général en faveur d'officiers ayant quitté l'armée vingt-cinq ans auparavant.

Sur l'initiative personnelle de Louis XVIII, souvent mieux inspiré, pour donner des places aux royalistes sans en prélever sur celles qui revenaient à l'armée impériale, la maison militaire du roi fut reconstituée sensiblement comme elle était avant la réforme du comte de Saint-Germain : 5 à 6 000 places d'officiers étaient ainsi disponibles. Si la grande majorité des grades supérieurs furent donnés aux survivants du Versailles de 1789, bien des officiers des armées impériales et même de

la Garde furent admis dans les grades inférieurs. Malheureusement, cette réunion de plusieurs milliers de jeunes gens, ayant souvent l'inconséquence de leur âge, revêtus de brillants uniformes et de grades facilement gagnés, prêta le flanc aux critiques de l'opposition. Les intentions royales, non seulement ne furent pas comprises, mais tournèrent même contre le régime.



LE RETOUR DE L'ILE D'ELBE (D'après Bellangé).

Quoi qu'il en soit, quelques mois à peine après l'écroulement de l'Empire, la royauté disposait d'une armée lui permettant de tenir sa place au Congrès de Vienne et de servir à Talleyrand dans l'extraordinaire combinaison qu'il préparait (1).

L E RETOUR DE L'EMPEREUR Si l'armée ne rappela pas celui-ci, ses cadres eurent tôt fait d'oublier les serments prêtés aux Bourbons ; mais on peut dire qu'ils furent entraînés par la nation.

Telle est en effet la puissance d'illusion et d'oubli, de dévouement aussi, du

(1) V. G. HANOTAUX, *Histoire politique*, t. III.

paysan, de l'ouvrier et du soldat de France que ce furent ceux-là mêmes à qui son règne avait coûté tant de fatigues et tant de sang qui le rappelèrent de l'île d'Elbe, qui accompagnèrent et protégèrent le triomphal « vol de l'aigle » du golfe Jouan jusqu'aux Tuileries, qui ouvrirent les portes de Grenoble après le défilé de Laffray, qui convinquirent à Lyon Macdonald de l'inutilité de toute résistance, qui emportèrent à Lons-le-Saunier les hésitations et les serments de Ney.

Pourtant ce retour rendait la guerre inévitable.

L A DERNIÈRE CAMPAGNE (1) Cette dernière campagne de Napoléon présente cette particularité d'avoir été menée par la plus nationale des armées de l'Empire et par une de celle qui comptèrent le plus d'anciens soldats. Le court délai dont disposa l'Empereur pour s'y préparer autant que la nécessité de ménager une popularité fragile l'empêchèrent d'avoir recours aux mesures extraordinaires de jadis. Même, la conscription ayant été abolie par la Charte, il retarda jusqu'aux premiers jours de juin — moins de quinze jours avant Waterloo — le rappel des conscrits de 1815, pourtant déjà appelés en 1813. L'armée des Cent-Jours se composa donc essentiellement de l'armée en partie reconstituée, renforcée par les soldats rappelés et par un petit nombre de gardes nationales mobilisées et de volontaires.

Il s'en faut cependant de beaucoup que cette armée de soldats aguerris, expérimentés, demeurés fidèles au culte de Napoléon, ait été la meilleure des armées impériales. Rien ne montre mieux que la valeur individuelle du soldat n'est qu'un des éléments, et non le plus important, de la force d'une armée. Dans celle-ci, l'élément de faiblesse, ce sont les cadres, et, de façon plus précise, la solidité morale de ces cadres. Les deux changements de régime subis en moins d'un an ont profondément troublé les esprits, brisé l'unité morale de l'armée, tué la confiance réciproque, condition indispensable de la discipline. La plupart des généraux ne se sont ralliés à l'Empereur que par dépit des maladroites commises à leur égard pendant la première Restauration ; peu d'entre eux croient au succès. L'Empereur, de son côté, ne peut leur pardonner ni leur attitude à la veille de sa première abdication, ni l'oubli de leurs serments ; les excès de zèle ne suffisent même pas à le convaincre de leur fidélité : c'est ainsi qu'il n'appellera Ney à l'armée qu'à la dernière minute. Enfin ils se méfient les uns des autres, tandis que le soldat est disposé à soupçonner partout chez ses chefs des « ragusades », c'est-à-dire des trahisons.

(1) HOUSSAYE, 1815. — GROUARD, *Critique de la campagne de 1815*. — POLLIO, 1815.

Des vingt maréchaux, Napoléon en a fait rayer cinq : Berthier, Marmont et Victor, qui ont suivi Louis XVIII, Pérignon et Augereau, qui se sont trop compromis avec les royalistes. Gouvion-Saint-Cyr, Oudinot, Kellermann, Sérurier sont disgraciés ; Macdonald a refusé de servir l'Empereur. Les autres, jugés trop vieux ou douteux, reçoivent des commandements à l'intérieur ou sur les frontières secondaires, à l'exception de Davout, de Soult et de Ney, qui sont seuls employés dans des postes dignes de leur passé. Encore les deux premiers n'exercent-ils pas de commandement, la loyauté de Davout l'ayant fait désigner pour le poste délicat de ministre de la Guerre, et Napoléon ayant cru pouvoir confier à Soult la tâche de remplacer comme major général l'irremplaçable Berthier. C'est donc un commandement renouvelé, composé surtout d'hommes jeunes, dont Napoléon a escompté l'ambition, que nous trouvons à la tête de l'armée.

La campagne de 1815 est sans doute celle des campagnes de l'Empereur qui a suscité la « littérature » la plus abondante. Il n'en est pourtant pas de plus courte : quatre jours seulement conduiront au dénouement.

La situation de l'armée et de la nation interdisaient à Napoléon une défensive à la façon de 1814, grâce à laquelle il eût pu, au prix de l'abandon momentané d'une partie du territoire, gagner le temps de fortifier Paris, incorporer un complément d'effectifs et livrer bataille à égalité de forces à un ennemi affaibli par ses détachements. Au contraire une offensive victorieuse contre les seules armées de la coalition disponibles en mai, l'une établie entre Bruxelles et la mer, l'autre à l'est de Charleroi, pouvait lui rallier la France tout en désorganisant la coalition — son seul espoir de salut. Napoléon laissa donc sur les frontières les forces nécessaires pour observer l'ennemi et retarder sa marche en s'appuyant sur les places ; avec le reste, il constitua une armée de 125 000 hommes, qui comprenait les corps Drouet d'Erlon, Reille, Vandamme, Gérard et Lobau, la Garde et une réserve de cavalerie sous Grouchy.

Son plan consistait à déboucher avec cette masse par Charleroi, à rompre le dispositif ennemi au point de jonction des Anglais et des Prussiens, puis à les battre successivement.

Ce plan reposait sur la surprise et sur l'occupation, dès le premier jour, de la route de Namur à Bruxelles, à Sombreffe, face à Blücher, aux Quatre-Bras, face à Wellington.

Grâce à la rapidité de ses marches de concentration, la surprise eût été complètement réalisée si, le lendemain de l'achèvement de la concentration, le 15 juin, jour où l'armée devait passer la Sambre, un des divisionnaires, le général

de Bourmont, n'était passé à l'ennemi avec son état-major. En outre, une série de fautes, toutes imputables au commandement et résultant de son fâcheux état d'esprit, négligences d'état-major qui retardent l'arrivée des ordres, mise en marche tardive des colonnes, indiscipline de Vandamme qui refuse d'exécuter les ordres de Grouchy, chargé du commandement à l'aile droite, hésitations de Ney, arrivé le matin même et chargé aussitôt, sans aucun état-major, du commandement de l'aile gauche, arrêtaient l'armée en deçà des points fixés par Napoléon.



LA BATAILLE DE LIGNY

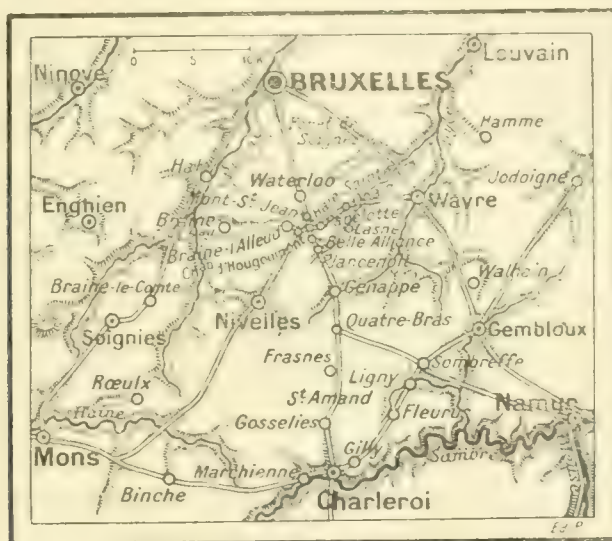
L'ardeur inconsidérée de Blücher qui, au lieu de se rapprocher d'abord de Wellington, accepta la bataille en dépit de son infériorité numérique, offrit le lendemain à Napoléon de nouvelles chances — le dernier sourire de la fortune ! — D'autres incidents et d'autres malentendus l'empêchèrent d'en profiter. Au lieu d'écraser Blücher à Ligny, comme il l'aurait voulu, sous une double attaque, menée de front par le gros de l'armée, de flanc par tout ou partie de l'aile gauche de Ney, qui aurait au préalable repoussé les Anglais aux Quatre-Bras, il n'eut que ce qu'il appelait jadis une « bataille ordinaire » : le centre prussien ayant été en fin de journée, après une violente préparation d'artillerie, rompu par une attaque de la Garde

LES GUERRES MALHEUREUSES

et par des charges de cavalerie au cours desquelles, Blücher, tombé de cheval et foulé aux pieds, faillit être fait prisonnier, l'armée prussienne dut se replier ; mais elle avait échappé à l'enveloppement et au désastre.

On connaît l'épisode fameux, dû à la fois à l'imprécision des ordres de l'Empereur, à l'entêtement et à l'indiscipline de Ney, du corps d'Erlon, oscillant, inutile, sous les ordres d'un chef indécis, entre le champ de bataille de Ligny et celui des Quatre-Bras, où Ney, payant très cher, lui aussi, ses retards de la matinée, avait été repoussé par Wellington.

Une faute plus grave fut commise le soir du 16, celle de ne pas poursuivre les



Prussiens battus. Nul doute que si Napoléon se fût acharné contre eux, le méthodique Wellington ne se fût pas porté à leur secours comme fera Blücher le lendemain. Mais Napoléon les croyait plus complètement défaits qu'ils ne l'étaient. Le résultat de cette erreur fut non seulement que les Prussiens, libres de leurs mouvements, purent remonter vers le Nord pour se rapprocher de leurs Alliés, mais que nous perdîmes leurs traces.

Grouchy, chargé de cette poursuite dans la matinée du 17, avec les corps de Gérard et de Vandamme et la cavalerie légère de Pajol, était encore, au soir de ce jour, incertain de leur direction réelle de retraite, et, à cause de cette incertitude, s'était borné à une courte marche de dix kilomètres. De son côté, Wellington, à la nouvelle de la défaite des Prussiens à Ligny, avait pu se retirer sans en être empêché par Ney. Quand Napoléon, après une matinée d'inaction, causée peut-être

par son état de santé, se décida à renforcer Ney des corps de Lobau, de la Garde et de la réserve de cavalerie, avec lesquels il battrait les Anglais, il était trop tard pour accrocher Wellington avant la nuit.

Celui-ci s'était arrêté au sud de la forêt de Soignes et du village de Waterloo ; il s'était établi de part et d'autre de la route de Charleroi à Bruxelles, en arrière du chemin creux de Braine-l'Alleud à Ohain, son front couvert par de faibles détachements occupant à courte distance de sa ligne des bâtiments entourés de vergers, le château d'Hougoumont, les fermes de la Haye-Sainte et de Papelotte, presque toute son infanterie en ligne, disposée de façon à tirer de son feu l'effet maximum.

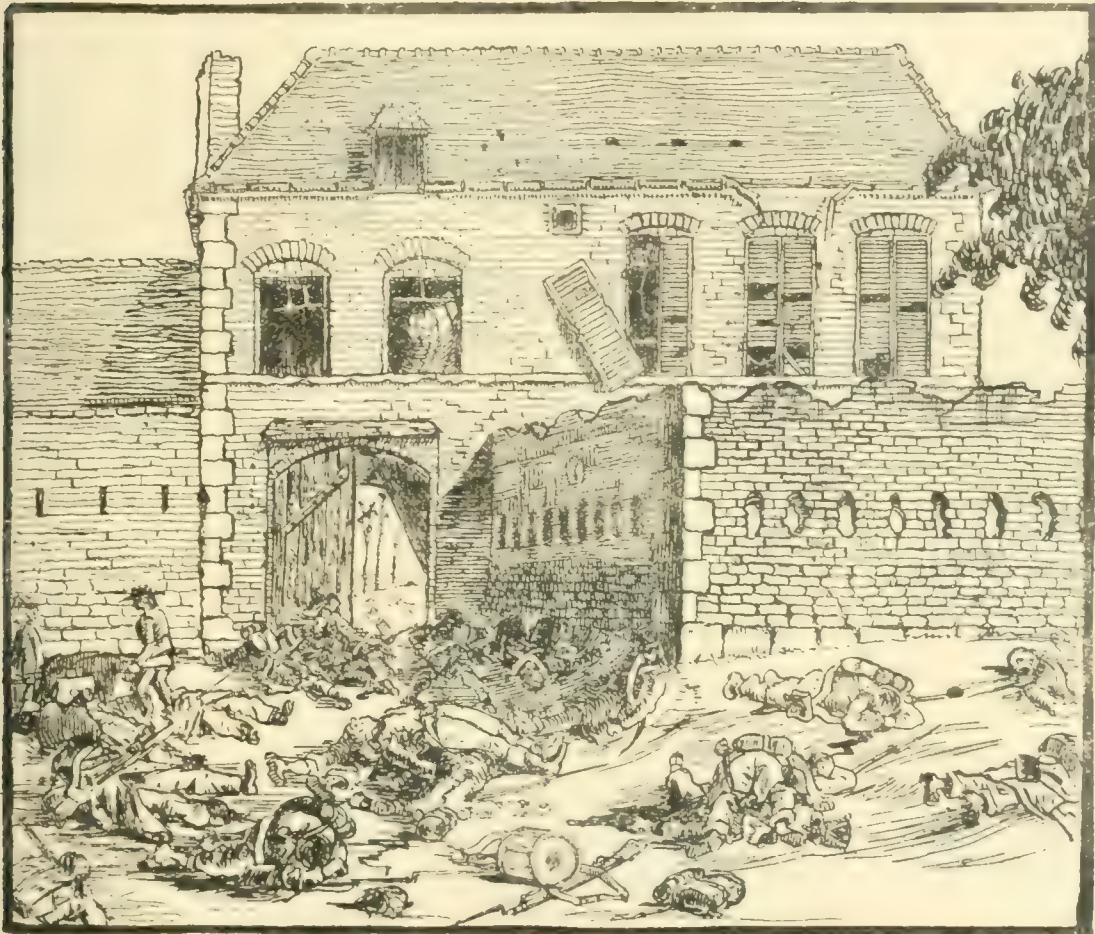
Il avait 70 000 hommes, Anglais, Hanovriens, Hollandais et Belges. Napoléon en avait 74 000. Il espérait les voir renforcés par les 33 000 de sa droite, que Grouchy ne pouvait manquer de lui amener, et avec lesquels il réaliserait en sens inverse la manœuvre manquée à Ligny, sa manœuvre classique de combinaison d'une attaque de front avec l'attaque de flanc menée par un corps détaché.

Mais Grouchy, beau chef de cavalerie que rien n'a préparé à ce véritable commandement d'armée, insuffisamment orienté d'ailleurs par les ordres de l'Empereur et jalouse de ses surbordonnés, s'obstinera à suivre les Prussiens au lieu de rejoindre Napoléon ; même quand il entendra le canon de Waterloo. Au lieu de ses 33 000 hommes, ce sont 30 000 Prussiens qui apparaîtront à notre droite dès le début de la bataille.

Sous prétexte de laisser le terrain, détrempé par la pluie, se raffermir et devenir plus praticable à l'artillerie qui a si bien contribué à la victoire de Ligny, Napoléon ne fait commencer l'attaque qu'à midi. Comptant pour la manœuvre sur l'entrée en ligne de Grouchy, il n'organise avec le gros qu'une attaque de front : à droite de la route, Drouet d'Erlon ; à gauche, Reille ; derrière le premier, le corps de cavalerie Milhaud et une partie de la cavalerie de la Garde ; derrière le second, le corps de cavalerie Kellermann et le reste de la cavalerie de la Garde ; derrière le centre, Lobau, l'infanterie de la Garde et deux divisions de cavalerie. La bataille commence par les efforts aussi inutiles qu'acharnés du corps de Reille contre les murs du parc d'Hougoumont. Puis vers une heure trente, pressé d'obtenir un résultat, car il vient d'être avisé de l'approche des Prussiens, Napoléon brusque l'attaque, « l'événement » qui jadis couronnait la manœuvre : une grande batterie de quatre-vingts pièces ouvre le feu sur le centre, et, après une demi-heure, les quatre divisions de d'Erlon, chacune d'elles en formation massée, ses huit bataillons déployés l'un derrière l'autre à distance de section, se portent à l'assaut sous les ordres de Ney. Cette masse bouscule la première ligne de Wellington ; mais, incapable de

manœuvrer, elle échoue sous le feu et les contre-attaques de la seconde ligne et doit se replier.

Après le corps d'Erlon, c'est la cavalerie que Ney, qui a cru distinguer chez



LE CHATEAU D'HOUGOUMONT

l'ennemi des indices de retraite, lance à l'attaque, vers quatre heures, formidable avalanche qui va se briser à son tour contre les carrés anglais.

Pourtant ceux-ci sont ébranlés : une attaque d'infanterie peut les faire plier. Que Napoléon fasse seulement donner la Garde ! Mais l'Empereur doit d'abord dégager sa droite.

Tour à tour, Lobau, puis la Jeune Garde, ont été dirigés de ce côté contre le corps prussien de Bülow ; celui-ci a atteint Plancenoit, presque sur nos derrières. La Vieille Garde s'y arrête.

C'est alors seulement, après sept heures du soir, que celle-ci, ramenée de Plancenoit, peut être relancée contre les Anglais. Mais Wellington a reformé sa ligne : ses fantassins laissent approcher nos bataillons, impassibles sous le feu des batteries anglaises, puis, d'une décharge à bout pourtant, rompent leur élan, et toute la ligne anglaise se porte en avant, pendant que les Prussiens bousculent le corps de Lobau.

Alors, dans la nuit éclairée par les lueurs des incendies, c'est, pour cette armée au moral instable, la déroute. Seuls, quelques carrés de la Garde, au milieu desquels se tient l'Empereur, se replient en ordre. C'en était fait de la dernière armée de l'Empire.

Quatre jours après, Napoléon, rentré à Paris, y était contraint d'abdiquer. Après une habile retraite, les forces réunies de Grouchy et de Soult étaient à la fin de juin groupées sous les murs de Paris. Mais personne ne voulait prolonger l'aventure, maintenant que Napoléon n'était plus le maître. Il y eut encore un combat de cavalerie heureux, livré à Rocquencourt par Exelmans. Enfin une convention fut signée à Saint-Cloud aux termes de laquelle l'armée devait se replier au Sud de la Loire, où elle serait rejointe par les corps qui, avec Rapp à Strasbourg, avec Barbanègre à Huningue, avec Lecourbe dans le Haut-Rhin, avec Suchet en Savoie, avaient brillamment défendu nos frontières.

Elle allait être disloquée et licenciée.

Avant qu'une autre armée, d'un autre type, la remplace, saluons une dernière fois cette armée de l'Empire ! Non seulement parce qu'aucune jusqu'alors ne nous avait donné autant de gloire, mais aussi parce qu'elle est vraiment l'ancêtre de notre armée d'aujourd'hui ! Composée comme la nôtre de toutes les classes de la nation appelées sous les armes, elle lui ressemble à ce point que nous croyons seulement bien la connaître depuis la dernière guerre. Jusque-là, il semblait qu'il y eût, entre les diverses images que nous ont laissées d'elle les Mémoires, des contradictions troublantes ; même ces contradictions avaient pu alimenter des polémiques entre les historiens.

Cette parfaite soumission au chef au milieu des pires habitudes de désordre, la « grogne » poussée jusqu'à l'indiscipline à côté du dévouement enthousiaste, le plus ardent désir de paix joint au goût des aventures guerrières, tout cela, que

LES GUERRES MALHEUREUSES

nous avons retrouvé dans le soldat de la Grande Guerre, ce sont quelques traits de la France éternelle

Ni la Révolution, ni Napoléon n'avaient fait ces défauts et ces qualités de la race. Tout au plus, en les utilisant, les avaient-ils exaltés !

Il serait donc étonnant si, à travers les différences d'organisation et de législation, nous ne les retrouvions pas aussi dans l'armée de la Restauration, de la monarchie de Juillet et du Second Empire.





TROISIÈME PARTIE

L'ARMÉE SOUS LA MONARCHIE PARLEMENTAIRE

CHAPITRE PREMIER

LA RESTAURATION

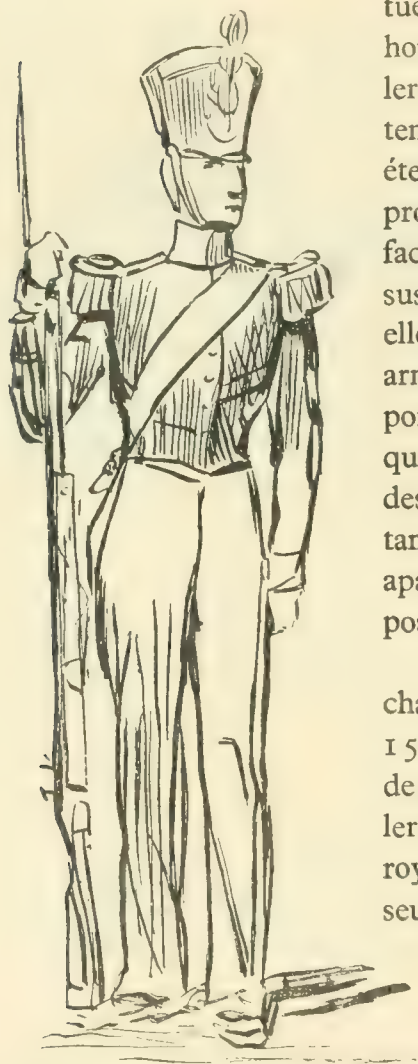
La dissolution de l'armée impériale. — Les légions départementales. — La restauration militaire. — La loi Gouvion Saint-Cyr. — La guerre d'Espagne. — Les vétérans. — La loi du 8 juin 1824. — L'armée en 1830. — Les cadres de l'armée. — La marine de la Restauration.



DE Lille, le 23 mars 1815, Louis XVIII avait prononcé le licenciement de l'armée. Le 16 juillet suivant, il confirmait cette mesure et fixait, en prenant comme cadre l'organisation administrative de la France, les bases de son organisation militaire. Le territoire national reste partagé en divisions militaires à la tête desquelles se trouve placé, comme gouverneur, un maréchal ou un lieutenant général. Celui-ci, par l'intermédiaire de maréchaux de camp, exerce son commandement

Auteurs cités et ouvrages consultés dans cette 3^e partie : DUC D'AUMALE, *Institutions militaires de la France*; capitaine BLANC, *Généraux et soldats d'Afrique*; MINISTÈRE DE LA GUERRE, *Historique des diverses*

sur un certain nombre de départements. Dans chaque département sera constituée une légion mixte recrutée en principe parmi les hommes licenciés originaires du département. La cavalerie, l'artillerie et le génie, débordant le cadre départemental, tirent leurs ressources d'un territoire plus étendu. Cette mesure qui faisait table rase du passé procurait au gouvernement de la Restauration toutes facilités pour éliminer des cadres de l'armée les chefs suspects et les remplacer par des serviteurs dévoués ; elle permettait en outre de surveiller le loyalisme d'une armée exclusivement composée de volontaires incorporés auprès de leurs familles. Par la création d'unités qui ressemblaient plus à des réserves de police ou à des gardes du territoire qu'à des formations combattantes, la France, vaincue et occupée, donnait tout apaisement aux gouvernements étrangers toujours disposés à douter de ses intentions pacifiques.



FANTASSIN DE LA RESTAURATION
(D'après Raffet).

Les 86 légions départementales devaient avoir chacune un effectif de paix de 103 officiers et 1 584 hommes, répartis en un état-major, 2 bataillons de ligne et un bataillon de chasseurs à pied. La cavalerie se composait de 47 régiments, un de carabiniers royaux, 6 de cuirassiers, 10 de dragons, 24 de chasseurs et 6 de hussards. L'artillerie constituait autour des 8 écoles existant en France 8 régiments à pied, chacun à 17 compagnies, dont une de dépôt, 4 régiments à cheval à 6 compagnies, un bataillon de pontonniers également à 6 compagnies, 12 compagnies d'ouvriers, une d'artificiers et 8 escadrons du train d'artillerie à 4 compagnies. Du génie subsistaient 3 régiments à 2 bataillons et une compagnie de dépôt, une compagnie

lois de recrutement depuis la Révolution jusqu'à nos jours; Notice historique sur l'organisation de l'armée depuis la Révolution jusqu'à nos jours; MORAND, L'armée selon la Charte; général SUSANE, Histoire de la cavalerie; Histoire de l'infanterie française; Histoire de l'artillerie française; général THOMAS, Les transformations de l'armée française; Joannès TRAMOND et André REUSSNER, Éléments d'histoire maritime et coloniale contemporaine. Mémoires de Gouvion Saint-Cyr

d'ouvriers et 2 compagnies du train du génie. Les services administratifs, tels que l'armée impériale les avait connus, étaient maintenus, mais réduits à presque rien. Inspecteurs aux revues et commissaires aux comptes exercèrent simultanément leurs fonctions jusqu'au jour où l'ordonnance du 27 juillet 1817, mettant fin à une dualité fâcheuse, les eut remplacés par le corps unique de l'intendance militaire. Il ne subsistait plus qu'un seul escadron du train. Enfin le service de santé « chargé de toutes les parties de l'art de guérir appliquées à l'homme de guerre » restait toujours avec ses médecins, chirurgiens et pharmaciens une branche annexe de l'administration militaire.

L A RESTAURATION MILITAIRE

Cette organisation où rien n'était préparé pour faciliter une entrée en campagne ne pouvait être, dans la pensée du gouvernement de Louis XVIII, que transitoire. Un jour viendrait où la situation exté-



GRENADIER DE LA GARDE ROYALE
(Tenue de service).



GRENADIER DE LA GARDE ROYALE
(Tenue de campagne).

rieure et intérieure permettrait à la France libérée et reconstituée de recouvrer son rang et à la monarchie consolidée de reprendre ses traditions. En liquidant l'armée impériale redoutée à la fois par la coalition et par la Restauration, on avait subi la dure loi de la défaite et paré à des dangers intérieurs pressants. L'œuvre de

relèvement militaire réalisée en Prusse de 1808 à 1813 avait trop bien réussi pour que l'exemple en fût négligé par les ministres de Louis XVIII. Seuls les moyens pour atteindre le même but pouvaient changer en raison de la crise de régime traversée par la France et de l'antipathie profonde éprouvée par le pays pour le système de la conscription. C'est au maréchal Gouvion Saint-Cyr que revient l'honneur et le mérite de cette rénovation militaire. Esprit lucide, mesuré, inventif, unissant, comme l'écrit le duc d'Aumale, l'intelligence des sociétés modernes à une grande expérience fortifiée par la méditation et l'étude, il était mieux préparé que personne à adapter les institutions militaires fondées par ses prédécesseurs à son siècle et à son pays. Il rêva d'associer les forces nouvelles recrutées par la monarchie aux forces inemployées des anciens militaires. Comme on le verra par la suite, il échoua. Il n'en reste pas moins vrai qu'il a établi et énoncé des principes toujours utiles à méditer sur ces institutions militaires « qui ne donnent pas, ne garantissent pas la victoire, mais donnent le moyen de combattre, de vaincre ou de supporter des revers. »

Dès septembre 1815 sont créés le comité central de l'artillerie, le comité central des fortifications et le conseil de santé dont les études prépareront la réorganisation de l'arme ou du service. Pour l'infanterie et la cavalerie l'utilité de ces organismes ne fut admise qu'en 1820. Au sortir des guerres de l'Empire chacun croyait connaître ces deux armes, dont la technique était alors moins savante, mais dont le maniement exigeait bien quelque expérience. Fallait-il constituer le bataillon à 6 ou à 8 compagnies et le régiment de cavalerie à 4 ou à 6 escadrons ? L'escadron devait-il former une ou deux unités administratives ? Quelques consultations de généraux permirent de trancher en faveur du bataillon à 8 compagnies, de l'escadron unité administrative, du régiment de cavalerie à 6 et, en attendant, à 4 escadrons. Il faut signaler enfin, comme un signe des temps et un fruit de l'expérience, l'hostilité générale que rencontrèrent les unités d'élite et, en particulier, les escadrons d'élite dont l'existence « énervait les corps ».

La garde royale, créée par ordonnance du 1^{er} septembre 1815, fut cependant une dérogation à ce principe. A vrai dire, pour parer aux troubles anarchiques qui surgissaient de toutes parts il eût été imprudent de se fier aux seules légions de nouvelle formation qui, faute de volontaires et d'argent, restaient squelettiques. La garde royale groupait donc autour des Bourbons les partisans fidèles dont le trône avait besoin pour assurer l'ordre dans Paris et le respect de la monarchie restaurée. Jusqu'à la fin du régime elle comprit 8 régiments d'infanterie dont 2 suisses, 8 régiments de cavalerie, 3 régiments d'artillerie, soit, au total, 2 divisions d'infanterie, 2 divisions de cavalerie et une brigade d'artillerie.

Cette organisation ne se fit pas sans peine.

Le licenciement des anciens corps fut assez lent, les règlements de comptes étant fort compliqués. Il ne fut terminé qu'en janvier 1816. La grande majorité des survivants des guerres de la Révolution et de l'Empire rentra avec satisfaction dans ses foyers, mais le reliquat ne fournit pas aux formations nouvelles les effectifs attendus. 75271 hommes dont 22000 gendarmes, vétérans et sapeurs-pompiers de Paris, telles étaient les seules ressources dont disposait la monarchie au 15 janvier 1816; dans les places fortes, il fut nécessaire d'utiliser les services de 18000 gardes nationaux que le budget de la Guerre paya. Or ce budget était des plus maigres. Sur un total de 548 millions de dépenses ordinaires, le budget de la Guerre ne pouvait recevoir que 180 millions et encore restait-il chargé obligatoirement des dépenses léguées par l'Empire, telles les retraites et les demi-soldes dont le coût s'élevait environ à 60 millions. La situation financière du pays ne permettait pas de faire davantage, car il ne venait à l'idée de personne, dans cette France exsangue et envahie, d'éluder les obligations financières extrêmement lourdes du traité de Paris, c'est-à-dire le paiement de l'indemnité de 700 millions à verser en cinq annuités et celui des 130 millions que coûtait annuellement l'entretien des 150 000 hommes des armées étrangères d'occupation. En 1817 la situation s'améliora. Le budget de la Guerre, déchargé du service des pensions, reçut 157 millions dont 18 seulement consacrés aux demi-soldes. Aussi les effectifs s'élevèrent-ils progressivement jusqu'à 117 000 hommes, gendarmes, vétérans et pompiers de Paris exclus. Mais ces chiffres atteints, ils restèrent stationnaires, et il apparut alors nettement qu'il serait difficile de les dépasser. Pour donner à la France l'armée à laquelle elle devait prétendre, dans des limites budgétaires supportables, un autre mode de recrutement que l'engagement volontaire s'imposait.

L A LOI GOUVION
SAINT-CYR

« Dans aucun pays, dans aucun temps, l'enrôlement volontaire n'a suffi », dira le maréchal Gouvion Saint-Cyr, auteur de la première loi militaire que la Restauration mit alors sur pied. La féodalité reposait sur le principe du service imposé. Après la féodalité on recourut à la milice, sorte de conscription ne frappant qu'une seule classe de citoyens. Avant la Révolution l'armée royale, ligne et milice, se recrutait en réalité pour plus d'un tiers par les appels obligés. L'Assemblée constituante, en abolissant les milices, avait bien substitué à l'enrôlement forcé le recrutement volontaire, mais son système avait abouti, en 1793, à la réquisition et, en 1798, à la conscription. En quinze ans, sous Napoléon, malgré les espoirs ouverts à toutes les ambitions, le total des

engagements volontaires souscrits n'avait pas dépassé le nombre incroyable de 52 000 hommes. Passé, présent, démontraient ainsi que, pour doter l'armée des effectifs qui lui étaient indispensables, il n'était d'autre moyen que cette conscription honnie, solennellement abolie en 1814 par l'article XII de la Charte. A l'annonce de cette nécessité inéluctable, pairs et députés s'agitèrent. La loi n'en fut pas moins votée par 142 voix contre 72 à la Chambre des députés et 96 seulement contre 74 à la Chambre des pairs. L'armée active se recrute désormais normalement par les engagements volontaires et, en cas d'insuffisance, par des appels. Le tirage au sort et la conscription, voilée sous le nom d'appel, sont rétablis. Le complet de paix de l'armée est porté, officiers compris, à 240 000 hommes et le contingent annuel des jeunes gens à incorporer est fixé à 40 000 hommes. La loi accorde de nombreuses exemptions et dispenses. Elle permet le remplacement, « traite des blancs », disait sévèrement M. de Bonald. Les engagements sont de huit ans ; des rengagements de deux à huit ans avec prime sont autorisés. La durée du service des appelés n'est que de six ans. Enfin, pour bien marquer la différence qui doit distinguer la loi nouvelle du système de 1798, les libérables sont renvoyés dans leurs foyers, même en temps de guerre, dès que le contingent appelé à les remplacer est arrivé. Un bon numéro exempté de toute obligation militaire.

Cette même loi créait une armée de réserve qui, devant comprendre pendant les premières années une partie des troupes licenciées de l'ancienne armée impériale, représentait une force réelle. Les sous-officiers et soldats libérés, sous la dénomination de vétérans, sont assujettis à un service territorial dont la durée est fixée à six ans. En temps de paix, ils peuvent se marier, former des établissements et ne sont astreints à aucune obligation de service. En temps de guerre, ils ne peuvent être requis en dehors de leur division militaire qu'en vertu d'une loi.

Sur ce sujet aussi les discussions parlementaires furent vives. « Toute réserve, avait dit le maréchal Gouvion Saint-Cyr au cours de la discussion, doit remplir deux conditions : n'être ni un danger pour la liberté, ni un fardeau pour le trésor, offrir enfin une ressource suffisante et assurée dès que son emploi devient nécessaire. » Et comme certains orateurs avaient proposé de recruter la réserve dans la fraction non appelée du contingent, il avait répondu : « Pour avoir une bonne armée de réserve, il faut la demander à l'armée active. Ce n'est point avec un dépôt de recrues, si vaste soit-il, qu'on peut réparer subitement le malheur des défaites et parer à des événements inattendus, extraordinaires. On ne peut arrêter le progrès d'un ennemi victorieux, le refouler sur son territoire qu'avec des soldats expéri-

mentés. Pour la réserve, dans le cas où elle serait appelée, la qualité sera d'une tout autre importance que la quantité. »

Des ordonnances royales essayèrent d'ajuster à la loi de recrutement de mars 1818 le système des légions départementales. Mais l'armée n'ayant plus comme unique rôle d'assurer l'ordre public, ce système présentait de multiples inconvénients. Au fur et à mesure que les bataillons des légions avaient été constitués, il avait fallu les diriger sur les places fortes pour couvrir les frontières ouvertes ou sur les villes importantes pour y tenir garnison. L'affectation territoriale des légions n'avait pu être respectée, ni leur schéma également appliqué dans tous les départements, les ressources de ceux-ci étant très dissemblables. Ce ne fut pas sans regrets ni sans de longues hésitations que le gouvernement de Louis XVIII renonça à une organisation qui avait, entre autres avantages, celui de masquer le rétablissement de la conscription, mais le recrutement régional avait trouvé un adversaire énergique dans le ministre de la Guerre qui en résumait ainsi les inconvénients : grande inégalité des légions départementales au point de vue de la valeur physique des contingents et du recrutement des cadres subalternes, différence d'esprit, d'habitudes entre les différents corps, conséquences fâcheuses qu'entraîneraient pour un département des pertes excessives subies par une légion, dépenses exagérées résultant de l'entretien d'un état-major pour les légions à faible effectif dans certains départements peu peuplés, etc. L'ordonnance du 23 octobre 1820, marquant un retour à l'organisation « simple, uniforme et éprouvée dans les temps les plus difficiles, qui a régi l'armée jusqu'en 1815 », rétablit les régiments d'égale force.

Malgré la refonte totale de nos troupes, un foyer de mécontentement créé par certaines mesures regrettables, attisé par la Charbonnerie, couva, pendant quelques années, parmi les officiers en demi-solde et les sous-officiers de carrière qui voyaient leur avancement retardé. Il se manifesta par les séditions militaires de Saumur, de Belfort et se synthétise par la mort des quatre sergents de la Rochelle, exécutés alors que les seigneurs de la Haute Vente restaient à l'abri des poursuites.

L A GUERRE Sous l'empire puissant de l'esprit de corps, tonifié par
D'ESPAGNE l'apport d'un sang nouveau l'armée changeait de caractère et son emploi à l'extérieur devenait possible. Une autre partie de cet ouvrage fait connaître dans quelles conditions elle fut amenée à intervenir en Espagne.

A cette réapparition au grand jour des forces françaises, flotte et troupes de terre participent. L'expédition fut promptement menée. C'était la situation de 1808

renversée. Les campagnes et les monastères se soulevaient pour appuyer les Français, qui n'avaient en face d'eux que la partie la moins belliqueuse des villes et une armée rongée par l'indiscipline.

A la tête de 95 000 hommes répartis en quatre corps d'armée et un corps de réserve, le duc d'Angoulême, commandant en chef, négligeant les souvenirs des luttes passées et s'appuyant sur les sentiments favorables des populations, gagne par des marches rapides les points où le parti libéral semble dominer.

Le 6 avril, l'avant-garde se présente pour franchir la Bidassoa. Une centaine de réfugiés français et piémontais revêtus des uniformes de la garde impériale et groupés autour d'un drapeau tricolore l'accueillent par le chant de la *Marseillaise*. Le général Vallin, vieux cavalier des guerres de l'Empire, commande l'ouverture du feu, il est obéi et l'armée française entre en Espagne aux cris de « Vive le Roi ». Le 23 mai, Madrid est occupée. La principale armée espagnole de Ballesteros, battue à Campillos Arenas (26 juillet), capitule. Mina en Catalogne est réduit rapidement et Riego tente en vain une diversion pour dégager Cadix où les Cortès ont entraîné Ferdinand VII. Le 31 août, la ville est resserrée par l'enlèvement à la baïonnette du fort du Trocadéro ; le 23 septembre, l'intervention de notre flotte (3 vaisseaux et 13 frégates), qui sous les ordres de Duperré bombarde la place, amène la capitulation des Cortès (30 septembre). Ferdinand VII est délivré et la guerre d'Espagne est finie.

Durant cette campagne, si la flotte donna lieu à quelques mécomptes, l'armée se montra « calme, active, disciplinée, énergique » et « tout réussit à souhait ». Le fonctionnement des services administratifs avait provoqué quelques inquiétudes. Grâce au marché conclu avec le financier Ouvrard, on se tira d'affaire. Mais les bénéfices considérables réalisés par ce dernier donnèrent prise à des accusations dont la Cour des pairs et les tribunaux furent saisis. Un acquittement général s'ensuivit ; mais le système de l'entreprise et des munitionnaires sortit des débats condamné sans espoir de retour.

Cette expédition avait mis en évidence les lacunes de la loi de 1818. Il fut démontré que l'effectif de 240 000 hommes que celle-ci avait prévu n'était pas assez élevé, et l'on constata même avec amertume qu'au 1^{er} juillet 1822, faute encore de volontaires, il s'en fallait de 14 000 hommes qu'il fût atteint. L'insuffisance des services administratifs et des unités de transport, dont l'importance, si grande en temps de guerre, est toujours sous-estimée en temps de paix, apparut manifestement au grand jour. L'effectif de chacun des 8 escadrons du train d'artillerie dut être augmenté et l'unique escadron du train des équipages, avec ses deux compa-

LA RESTAURATION

gnies, chacune de 3 officiers et 40 hommes, fit place à 4 escadrons renforcés par des brigades de mulets de bât militarisées. Sans personnel spécialisé et lui appartenant en propre, l'intendant en chef des services administratifs s'était vu impuissant, d'où, la nécessité de créer un bataillon temporaire d'ouvriers d'administration,



PRISE DU TROCADÉRO (D'après Paul Delaroche).

soit 4 compagnies d'ambulance et 4 compagnies d'ouvriers du service des subsistances.

LES VÉTÉRANS. LA LOI
DU 8 JUIN 1824

Les leçons de la guerre d'Espagne ne se limitaient pas à cela. En avril 1823 les vétérans de la classe 1816, libérés trois mois auparavant, avaient été rappelés : 16 000 d'entre eux seulement répondirent à l'ordre reçu ; il y eut 6 000 réfractaires. Cet échec s'explique, écrit le duc d'Aumale, par une cause générale et par des raisons particulières. D'abord il est toujours difficile de faire comprendre à l'homme qui sert pour son sort la diffé-

rence qui sépare le congé provisoire du congé définitif ; une fois le certificat de bonne conduite mis dans le tube de fer-blanc et le dos tourné à la caserne, il regarde la dette comme payée. En 1823 cette opinion était d'autant plus enracinée chez les vétérans qu'ils avaient alors en main non pas seulement un congé mais leur libération. D'autre part la guerre d'Espagne n'était pas populaire ; on ne la jugeait pas bien sérieuse et les soldats de 1816 s'étonnaient qu'on les dérangeât pour si peu ; limitée à une seule classe, la mesure avait redoublé la mauvaise humeur de ceux qu'elle avait



ARTILLERIE A CHEVAL DE LA GARDE ROYALE (D'après Carle Vernet).

atteints. Rappelés dans des régiments par une interprétation large de la loi de 1818, ils avaient été maintenus dans les dépôts. Au dépit causé par l'incorporation se joignit la quasi humiliation de ne pas marcher. » Cette expérience malheureuse n'était donc pas concluante. Mais les hommes politiques de la Restauration, qui n'avaient jamais vu d'un œil favorable le rassemblement éventuel des vieux débris de l'armée impériale, la jugèrent telle. Cet « essai informe et désordonné », comme le qualifia le général Foy, a pesé d'un poids très lourd sur les destinées de l'armée française, car, près d'un demi-siècle, il a servi d'argument à ceux qui n'ont pas cru aux réserves constituées avec d'anciens soldats.

La loi du 8 juin 1824 consacra donc la suppression de la vétéranse, elle porta la durée du service militaire à huit ans et fixa le contingent annuel à 60 000 hommes.

L'excédent des hommes non appelés était maintenu dans ses foyers et constituait une réserve prête à être convoquée sur l'ordre du roi. Maints arguments en faveur du service à long terme, « permettant seul de se procurer un cadre de sous-officiers, de constituer une artillerie, une cavalerie et des armes techniques réellement solides », furent développés au Parlement. Pour justifier la création d'une réserve avec des jeunes gens non instruits, le général Dupont, évoquant les vainqueurs de Lutzen et de Bautzen qui n'avaient pas six mois de service, prétendit « qu'une seule action suffit souvent pour donner à de jeunes recrues toute la fermeté de vieux guerriers ». Il négligeait de considérer combien un tel apprentissage peut coûter cher à l'armée ainsi constituée et au pays ainsi défendu. La loi nouvelle réalisait cependant un progrès sur celle de 1818. Étant donné la situation politique et militaire de l'Europe, l'absence de réserves instruites n'était pas dangereuse ; par contre les effectifs de l'armée de ligne, portés à 480 000 hommes, étaient doublés et la séparation bien nette de l'armée de réserve et de l'armée de ligne donnait à cette dernière une mobilité et une indépendance qui la rendaient propre à toutes les fins.

L'ARMÉE EN 1830 De simples ordonnances accommodèrent les ressources fournies par la nouvelle loi de recrutement aux besoins de l'armée nouvelle. Les effectifs de certaines armes furent simplement augmentés : l'infanterie comprit 90 régiments, tous à 3 bataillons de 8 compagnies et un état-major ; la cavalerie fut portée à 58 régiments, tous à 6 escadrons. L'artillerie et le génie subirent au contraire une transformation complète.

La construction d'un nouveau matériel mobile sur lequel les canonniers pouvaient être transportés entraîna une réforme capitale de l'artillerie, jusqu'alors composée de deux personnels distincts, l'un chargé du service, l'autre de la conduite des bouches à feu et du transport de leurs munitions. En temps de paix, servants et conducteurs n'étaient réunis qu'accidentellement dans les polygones des écoles ; en temps de guerre, ils étaient plutôt juxtaposés qu'amalgamés, car chacun conservait ses chefs particuliers, une organisation différente et une administration séparée. Désormais une même unité, la batterie, réunit sous une même autorité les canonniers servants et les canonniers conducteurs ; les 11 régiments comprennent des batteries à pied, des batteries montées et des batteries à cheval ; il y a un bataillon de pontonniers, 12 compagnies d'ouvriers, une compagnie d'armuriers et 6 escadrons du train des parcs d'artillerie. Un état-major particulier est constitué où figurent 22 officiers généraux, 296 officiers de tous grades et 525 employés divers, professeurs ou répétiteurs d'école, gardes et ouvriers d'art, contrô-

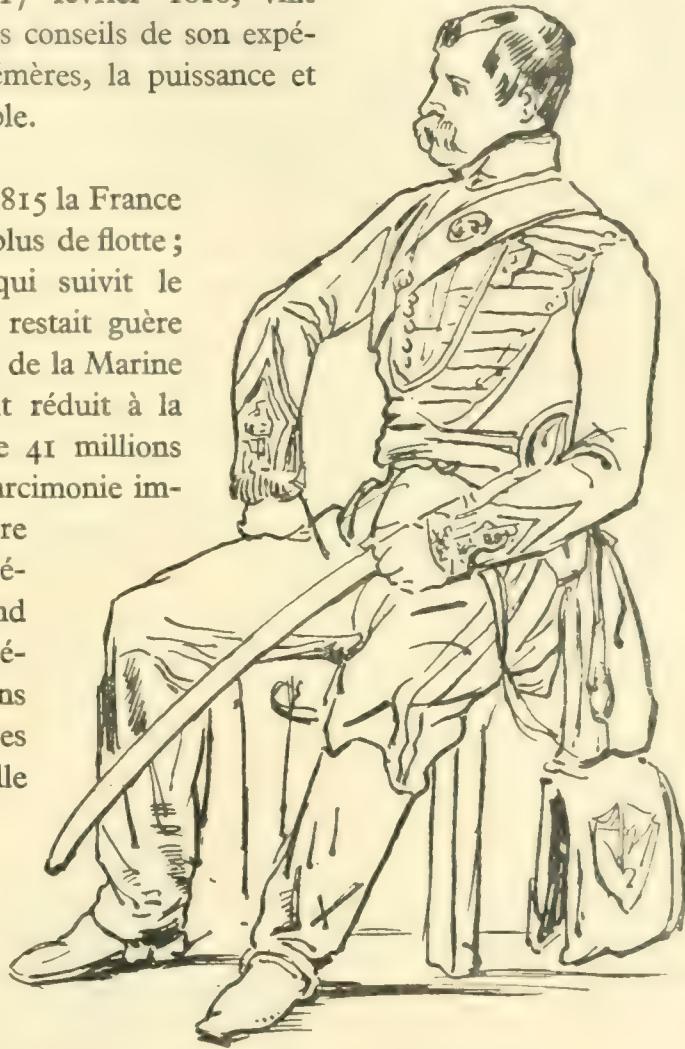
leurs et réviseurs d'armes, contrôleurs pour le service des forges, etc. Cette organisation du 9 août 1829 était due au général Valée. Elle fit faire à l'artillerie française un immense progrès. A quelques détails près, ce sont les mêmes principes qui régissent cette arme aujourd'hui. Une ordonnance du 13 décembre 1829 donna une organisation analogue au génie, qui eut désormais son état-major particulier et ses troupes, 3 régiments, une compagnie d'ouvriers et 3 compagnies du train.

LES CADRES DE L'ARMÉE A vrai dire les difficultés les plus grandes n'avaient pas résidé dans l'organisation des troupes mais dans leur encadrement, qui soulevait tant de questions de personnes. Les grandes promotions de 1809 et 1813, le retour des émigrés, les fournées de sous-lieutenants qui avaient rempli la maison rouge de 1814, avaient amené un excédent considérable d'officiers. En 1818 le nombre de ceux-ci était égal à celui du 1^{er} mai 1814, malgré 8 000 retraites et des milliers d'étrangers rendus à leur pays. Dans le seul cadre de l'état-major général il restait de l'Empire 20 maréchaux, 225 généraux de division et 450 généraux de brigade. Louis XVIII avait nommé dès son retour 37 lieutenants généraux et 140 maréchaux de camp. La situation budgétaire et les faibles effectifs de l'armée ne permettaient pas de conserver ce luxe d'officiers. Ceux qui avaient atteint trente ans de service ou cinquante-cinq ans d'âge ou que des blessures et infirmités mettaient dans l'impossibilité de servir furent le plus souvent admis à la retraite. Des mises en non-activité furent prononcées pour des raisons politiques ou contre ceux qui, après la reconstitution des légions, restaient sans emploi. Beaucoup parmi les premières furent maintenues jusqu'à la révolution de Juillet. Par contre les autres demi-soldes disparurent peu à peu, grâce à la création des cadres de remplacement auxquels furent réservées la moitié des vacances qui se produisaient dans tous les corps. Néanmoins l'encombrement des cadres se fit sentir pendant plus de quinze ans, pesant sur le budget, ralentissant l'avancement et semant dans l'armée un mécontentement et un découragement qui ne furent pas étrangers à la chute des Bourbons.

En somme, le gouvernement de la Restauration, guidé par un des meilleurs généraux de Napoléon, avait su résoudre, avec une décision et un doigté qu'il faut reconnaître, les questions, particulièrement complexes en temps de paix, du recrutement des cadres et de la préparation au haut commandement. La loi de 1818 s'était efforcée, sans toujours y parvenir, de limiter le favoritisme. Elle avait admis, au détriment des prérogatives royales, les droits de l'ancienneté pour la promotion aux grades de capitaine et d'officier supérieur. Un corps

royal d'état-major avait été créé que l'on se préoccupa d'instruire dans une école d'application où furent admis, après concours, les sous-lieutenants de provenances diverses. Enfin le Conseil supérieur de la guerre, dont la création fut décidée par ordonnance du 17 février 1818, vint apporter, au chef de l'armée, les conseils de son expérience, et à des ministres éphémères, la puissance et la sérénité d'une institution stable.

LA MARINE DE LA RESTAURATION En 1815 la France n'avait plus de flotte ; après l'épuration des cadres qui suivit le retour des Bourbons, il ne lui restait guère d'officiers de marine. Le budget de la Marine comme celui de la Guerre était réduit à la portion congrue et le crédit de 41 millions qui lui était ouvert avec une parcimonie imposée par la situation financière servait à payer en outre les dépenses des colonies. Mais quand la période de recueillement consécutive aux désastres napoléoniens fut close, la rénovation des forces navales marcha de pair avec celle de l'armée de terre. Le baron Portal, ancien armateur bordelais, devenu ministre de la Marine, qui en fut chargé, éprouva quelques difficultés à faire admettre aux Chambres, obsédées par le problème militaire, qu'une marine était indispensable à la France, même en temps de paix, et quels que fussent ses amis présents ou passés. En décembre 1821, quand il quitta le ministère, il avait cependant gagné la partie. Le principe d'un budget normal et annuel de 65 millions était admis, un programme portant sur 40 vaisseaux et 50 frégates était adopté. Cette « marine de M. Portal » était modeste mais proportionnée aux



OFFICIER DE HUSSARDS (D'après Charlet).

ressources de la France. Elle était capable de parer aux premiers besoins, capable surtout de se développer et même en état de prendre, contre l'hégémonie anglaise, la tête des marines secondaires.

Les problèmes d'organisation et d'encadrement furent abordés dans la marine avec un sérieux souci d'assurer, comme dans l'armée, l'influence des techniciens, l'autorité des chefs compétents, l'instruction des cadres et le recrutement des équipages. Le Conseil de l'amirauté, les préfectures maritimes, l'école navale flottante et la conscription maritime sont au rang de ces institutions dont les Bourbons peuvent s'enorgueillir d'avoir compris la nécessité pour le pays.

Marchant de progrès en progrès, médiocrement utilisée pendant l'expédition d'Espagne, la marine française prit sa revanche lorsque la poussée de l'opinion publique amena notre intervention en faveur des Grecs.

L'escadre de l'amiral de Rigny (3 vaisseaux, 2 frégates et 2 corvettes portant ensemble 352 canons) prit une part des plus honorables avec les escadres anglaise et russe à la bataille de Navarin. La flotte turco-égyptienne détruite, un corps expéditionnaire de 15 000 hommes sous le général Maison fut débarqué en Morée et, appuyé par les canonnières marines, réduisit sans grandes difficultés les forts de Modon et de Coron.

Cette expédition, bien préparée et bien organisée, fut comme une répétition de celle d'Alger qui peut passer comme un modèle d'organisation.





CHAPITRE II

LA MONARCHIE DE JUILLET

L'armée et la révolution de Juillet. — La garde nationale. — La loi Soult de 1832. — La loi sur l'avancement. — Administration centrale et état-major général. — Armement et tactique. — Création des chasseurs à pied. — L'armée après 1840. — La vie militaire. — La marine. — L'armée de la monarchie parlementaire. — Officiers français à l'étranger.



U moment où, avec une inconscience déconcertante, il promulguait ses fameuses ordonnances, le prince de Polignac exerçait à la fois les fonctions de président du Conseil, et, par intérim, celles de ministre de la Guerre. Sa préparation militaire fut aussi nulle que sa préparation politique. La garde royale, dont une partie était détachée en province, ne sauva pas les Bourbons. La jalousie qu'elle suscitait contribua à leur chute, car ce fut au cri de « Vive la ligne » que les émeutiers entraînèrent les troupes engagées mollement par le faible Marmont. La garde royale fit bravement son devoir dans la capitale, mais, peu ou pas commandée, elle se désagrégea rapidement lors de la retraite sur Rambouillet et laissa aux gardes du corps l'honneur de rester fidèles jusqu'à Cherbourg à Charles X déchu.

Des problèmes militaires urgents et graves se posèrent au gouvernement de Juillet dès son installation. On verra plus loin quelle fut la nature de ceux que l'expédition d'Alger suscita. A l'intérieur, il parut nécessaire d'épurer l'armée et de reconstituer au plus vite une force militaire à la fois solide et fidèle à la nouvelles dynastie.

Une ordonnance du 1^{er} août prescrivit que les régiments suisses regagneraient leur pays et que la garde serait licenciée. Les officiers furent envoyés en congé, les hommes de troupes furent soit libérés, soit également envoyés en congé, soit autorisés à continuer leur service dans les régiments dont ils étaient sortis avant d'entrer dans la garde. Le 20 août, 81 officiers généraux furent admis au traitement de réforme, le 25 août le Conseil supérieur de la guerre et les inspections générales de l'artillerie et du génie furent supprimés. Par contre étaient rétablis dans les cadres 88 lieutenants généraux, 136 maréchaux de camp et de nombreux officiers de tous grades que la Restauration en avait exclus. Après quinze ans de cessation de tout service, ces « rentrants à la bouillotte » étaient bien démodés. A peu d'exceptions près, ils se trouvèrent dépaysés et saisirent avec empressement l'occasion de mettre fin à leur carrière mouvementée en prenant la retraite qu'une loi vint leur offrir.

En Europe la situation politique troublée pouvait entraîner des complications et force était, malgré le besoin et le désir de paix de Louis-Philippe, de prévoir les plus graves éventualités. Un peu partout en France, mais surtout à Paris, des émeutiers avaient pris les armes ; il était prudent de les enrégimenter. Partie avec eux, partie avec les anciens militaires de la garde, il fut créé deux nouveaux régiments d'infanterie. Ces mêmes ressources permirent de former un quatrième bataillon dans chaque régiment de ligne, un troisième bataillon dans les régiments de légère et de porter le nombre de ces derniers à 21. La cavalerie, objet d'une réorganisation générale, s'accrut sur le pied de paix de plus de 9 000 hommes et 5 000 chevaux ; mais les 50 régiments conservés perdirent 468 officiers par suppression d'emploi, mesure que des démissions ou des précautions politiques, sinon des économies, imposaient.

L A GARDE NA-
TIONALE

Les journées de Juillet avaient éveillé dans la capitale une fièvre militaire intense qui, de Paris, s'étendit dans tout le pays. Spontanément, et jusque dans le moindre hameau, la garde nationale ressuscita. On se croyait revenu aux beaux jours de l'enthousiasme révolutionnaire. « C'était une rage, une fureur, chacun voulait en être. » Chacun courait se plier aux durs exercices que les officiers de l'armée de ligne avaient improvisés dans les villes de garnison ; aucun des chefs que les citoyens soldats avaient élus ne songeait à se dérober aux charges et aux responsabilités d'un commandement improvisé. Prosélytisme républicain, souvenir des gloires militaires de l'Empire, sentiment confus que la France était en danger, tout contribuait du reste à donner à cet élan patrio-

tique une tendance belliqueuse qui n'était pas sans péril pour la paix du monde. Il devenait nécessaire d'organiser ce flot de bonnes volontés, pour l'endiguer d'abord, l'utiliser ensuite au mieux des intérêts de l'armée et de la nation tout entière.

Le 9 octobre 1830, Guizot, ministre de l'Intérieur, déposa deux projets de loi, l'un visant la garde nationale mobile, l'autre la garde nationale sédentaire ; la première devait assurer la défense du royaume contre ses ennemis extérieurs et la seconde protéger la monarchie contre ses ennemis intérieurs. Au cours des débats, une querelle de mots s'éleva qui cachait mal la divergence profonde des idées. Le rapporteur de la loi fit ressortir que, puisqu'il n'y avait qu'une nation, il ne pouvait exister qu'une garde nationale unique, soumise à une règle commune et revêtue d'un même uniforme : les distinctions nominales de sédentaire et de mobile furent alors supprimées. La loi du 22 mars 1831 sur la garde nationale prévoit bien la constitution de



LANCIER DU 5^e RÉGIMENT
(D'après une aquarelle du duc de Nemours)

corps détachés de la garde nationale, composés de jeunes gens de vingt à trente ans non incorporés dans l'armée de ligne, mais elle limite expressément à une année le service maximum de guerre qui peut leur être demandé comme auxiliaires de l'armée. Les débats expliquent, mieux encore que cette prescription, la volonté expresse des législateurs. « La garde nationale ne pouvait être rappelée que pour une guerre défensive » et quand tous les moyens ordinaires seraient épuisés ;

car « faire la guerre est le sort des troupes régulières et soldées ». En aucun cas les corps détachés de la garde ne pouvaient être « une deuxième conscription » que « la passion des conquêtes » entraînerait hors des frontières.

Ainsi averti des obstacles qu'il rencontrerait, non seulement pour utiliser les corps détachés de la garde nationale mais encore pour les organiser, les encadrer et les instruire, le gouvernement se résigna à ne compter, pour défendre à l'extérieur les intérêts du royaume, que sur son armée de ligne et, d'urgence, s'occupa de la renforcer.

L A LOI SOULT DE 1832

Comme le maréchal Gouvion Saint-Cyr en 1818, le maréchal Soult put démontrer en 1831, chiffres en mains, l'insuffisance manifeste des engagements volontaires sur lesquels le Parlement avait compté pour constituer une armée. Sur un effectif total de 224 000 hommes les soldats de carrière figuraient à peine pour un tiers. Au contraire de ce que la loi de 1824 prescrivait, les formations militaires se recrutaient par un système d'appels dans lequel les engagements volontaires n'intervenaient que comme appoint. Ce fait acquis, il restait à déterminer s'il était plus avantageux pour le pays et pour l'armée que le contingent fût fort avec une durée de service réduite, ou qu'il fût faible mais avec la compensation d'un service plus long. Les uns prétendaient que la possibilité de réunir en cas d'agression de nombreux bataillons de garde nationale mobile permettait d'abréger le temps de service, qu'il était essentiellement de l'intérêt de la population de rendre le plus tôt possible les militaires à leurs familles, qu'il était même de l'intérêt de l'armée de faire passer un plus grand nombre d'hommes sous les drapeaux, qu'enfin la réduction du temps de service rendrait une loi nouvelle plus populaire. Les autres faisaient ressortir au contraire que plus la durée du service serait courte, plus les appelés allaient être nombreux, que dans le service à court terme la proportion des hommes non utilisables immédiatement en campagne était considérable, surtout dans les armes spéciales où deux ans et demi étaient nécessaires pour obtenir un soldat exercé, que la France, exposée à soutenir des luttes longues et opiniâtres, devait trouver dans son armée de ligne un nombre de classes suffisant pour les mener à bout. Ils ajoutaient enfin qu'une armée composée de soldats trop jeunes contiendrait une proportion excessive d'hommes peu en état de supporter les fatigues de la guerre. En général, les souvenirs de l'Empire et de son énorme consommation de forces humaines obsédaient toujours l'opinion et l'avis domina qu'il fallait limiter la conscription à un minimum d'individus.

Au-dessus de ces discussions théoriques deux faits s'imposèrent. Il était urgent d'obtenir l'effectif dont le gouvernement avait besoin pour son armée de ligne et seul, prétendaient le ministre et le rapporteur de la loi, le service à long terme le permettait. Le contingent annuel des jeunes gens de vingt ans pouvant être incorporés ne dépassant pas 120 000 hommes, pour déterminer la durée du service à leur imposer afin d'avoir une armée de 500 000 hommes, dont une réserve instruite de 200 000 hommes, une opération arithmétique suffisait.

La loi de recrutement qui sortit de ces discussions fixa la durée du service à sept ans. Tous les hommes appelés par la loi à former le contingent annuel sont incorporés. Le ministre arrête le nombre de ceux qui, dans l'ordre des numéros, sont laissés dans leurs foyers ou qui, dans l'ordre des classes, reçoivent des congés provisoires. Ces deux catégories forment la réserve, qu'une ordonnance royale peut toujours appeler et que le ministre de la Guerre a le droit de faire réunir et exercer. Remplacements, exemptions et dispenses sont maintenus.

La législation qui sortit des débats de 1832 est souple : lois et décrets y tiennent une juste place. Le Parlement vote annuellement les crédits destinés au département de la Guerre, de son côté le Gouvernement dispose librement de sept contingents, qu'il convoque ou envoie en congé suivant les convenances du moment. Une simple disposition budgétaire suffit pour augmenter les effectifs présents sous les drapeaux et si la Monarchie de Juillet se contenta pour les appels du chiffre annuel de



FANTASSIN DU 38^e DE LIGNE
D'après une aquarelle de M. de Nemours

80 000 hommes, le Second Empire aura recours à ce procédé rapide et commode pour porter le nombre des siens à 100 000 et 140 000 recrues.

Exemptions et dispenses étaient entrées dans les mœurs et avec elles la conscription. Dans cette société que la bourgeoisie dirigeait et que n'enflammait pas encore la passion de l'égalité, le remplacement lui-même était bien accueilli. Des doctrinaires, isolés dans leur temps, prétendaient toujours que « l'impôt du sang » ne peut se payer qu'en nature ; en lui substituant un sacrifice d'argent on crée un privilège en faveur du riche, qui envoie le pauvre mourir ou souffrir au loin à sa place. En fait ces objections ne portaient pas. Le remplacement paraissait un moyen pratique de ménager l'intérêt supérieur du recrutement des carrières libérales sans surcharger pour cela la loi de cas de dispense trop nombreux. Il ne faut pas oublier que l'existence de la garde nationale sauvegardait le principe du service militaire obligatoire et personnel en cas de guerre générale. Enfin « dans une armée où les remplaçants comptaient par milliers il s'en fallait que ceux-ci formassent une classe honnie et méprisée. Les familles pauvres d'argent et riches d'enfants trouvaient dans le remplacement une ressource précieuse. Pour un remplaçant mauvais on en trouvait neuf bons ; c'étaient des soldats propres, obéissants, résignés à la condition qu'ils avaient acceptée souvent par esprit de sacrifice, par dévouement à leurs parents ». Malgré cela, dans la plupart des régiments, l'accès des grades leur était refusé avant un premier ou un deuxième rengagement ; bien des sous-officiers ne manquaient pas de dire qu'ils n'avaient jamais remplacé « que des camarades tombés devant eux ».

Dans un discours qui, à la tribune, fit sensation, le maréchal Clauzel démontra un jour qu'une armée vit de ses réserves. Toute la Chambre l'applaudit. Il était donc permis d'espérer que le Parlement serait disposé à voter, pour constituer des réserves, des ressources en accord avec les mérites que chacun leur reconnaissait. Il n'en fut rien. Le projet de loi sur l'organisation de la garde nationale mobile que Casimir-Perier s'était empressé de déposer à la suite de ce débat ne fut jamais discuté. Plus tard le maréchal Soult voudra profiter de la dissolution des quatrièmes bataillons dans les régiments d'infanterie de ligne pour donner les cadres qui leur manquaient aux 86 bataillons de réserve dont il prévoyait la formation. Une ordonnance du 5 juillet 1833 prescrivit même la constitution de dépôts de recrutement et de réserve. Cette fois encore les crédits demandés pour leur donner vie furent refusés par le Parlement ; ainsi restèrent lettre morte les sages dispositions que le maréchal Soult avait introduites dans la loi de recrutement. Faute de cadres et d'argent, les soldats laissés en disponibilité ou envoyés en congé provisoire ne

seront ni réunis ni exercés. Quatre années de débats et de multiples amendements avaient conduit les propositions du ministre « à un de ces avortements silencieux dont les gouvernements représentatifs ont le secret ».

LA LOI SUR L'AVANCEMENT

L'ère de paix que la Restauration avait ouverte rendait inévitable un ralentissement sensible de l'avancement. Le difficile était d'obtenir la résignation des cadres, saisis jusque-là par la fièvre de toutes les ambitions et habitués à cette loterie journallement tirée qu'avaient été les guerres révolutionnaires. Comment réaccoutumer les esprits à faire entrer le temps dans leurs calculs ? Comment persuader qu'il fallait patienter et ne plus dévorer l'avenir ? La loi du 10 mars 1818 s'y était efforcée : « En temps de guerre, avait écrit à cette occasion son auteur, le maréchal Gouvion Saint-Cyr, officiers, sous-officiers et soldats espèrent leur avancement de l'épée et ils savent le conquérir. En temps de paix ils ne comptent que sur la justice, et comment la leur assurer s'ils n'y ont pas un droit légal et reconnu ? Là où l'avancement n'est pas réglé par la justice, l'émulation cesse, et là où l'émulation perd un légitime espoir, la jalousie commence. » En établissant les droits de l'ancienneté, la loi de 1818 avait sauvé ces principes ; en exigeant qu'un certain laps de temps se soit écoulé pour passer d'un grade au grade supérieur, elle avait inexorablement organisé la lenteur de l'avancement. A l'usage, ces excellentes dispositions se montrèrent trop rigoureuses. La part du choix était insuffisante pour recruter les grades supérieurs et le délai de quatre ans imposé rigoureusement pour franchir chaque échelon menaçait de vieillir outre mesure les cadres de l'armée. Enfin « tout ce qui était riche, tous ceux qui se sentaient quelques moyens, trop à l'étroit dans ce cercle de quatre ans, quittaient le service. Les congés absolus, illimités, de réforme se multipliaient. Il y avait depuis les officiers jusqu'aux sous-officiers et soldats une espèce d'émulation de quitter le drapeau ; cette malheureuse émulation, en appauvrissant l'armée d'expériences et de connaissances précieuses, la privait pour l'avenir d'une pépinière assurée d'officiers supérieurs ».

De là cette loi du 14 avril 1832 sur l'avancement dans l'armée, due au maréchal Soult, et que l'ordonnance du 16 mars 1838 vint compléter. Désormais, « nul ne pourra être sous-lieutenant s'il n'est âgé au moins de dix-huit ans, s'il n'a servi au moins deux ans comme sous-officier dans un corps de l'armée ou s'il n'a été pendant deux ans élève des écoles Militaire ou Polytechnique et s'il n'a satisfait aux examens de sortie des dites écoles ». Un tiers des vacances de sous-lieutenant est réservé aux sous-officiers des corps où s'ouvre la vacance. Les deux tiers des

grades de lieutenant et de capitaine, la moitié des grades de chef de bataillon et d'escadron sont accordés à l'ancienneté. Tous les autres grades d'officiers restent au choix du roi. En temps de guerre et dans les corps qui sont en présence de l'ennemi, la moitié des grades de lieutenant et de capitaine est attribuée à l'ancienneté ; tous les autres grades sont au choix.

Les délais pour passer au grade supérieur sont ramenés à deux ans pour les sous-lieutenants et les lieutenants, quatre pour les capitaines, trois pour les chefs de bataillon, deux pour les lieutenants-colonels et trois pour les autres grades. A la guerre ou dans les colonies, le temps de service exigé dans un grade peut être réduit de moitié. Il n'est enfin permis de déroger à ces conditions de temps que pour une action d'éclat, ou que dans les corps qui, en présence de l'ennemi, ne pourraient pourvoir autrement à leurs vacances.

Déjà en 1818 l'instabilité du sort des cadres avait donné lieu à un débat. Que servait-il aux officiers d'avoir des droits pour avancer en grade si au cours de leur carrière celui-ci pouvait leur être arbitrairement enlevé ? C'est l'honneur de la Monarchie de Juillet d'avoir apporté au corps d'officiers les garanties qu'il souhaitait. Suivant l'article 24 de la loi du 14 avril 1832, le grade est distinct de l'emploi et aucun officier ne peut en être privé que dans les cas et suivant les formes déterminées par la loi.

A quelques détails près, la législation établie par la loi de 1832 et par l'ordonnance de 1838 qui en régla l'application est encore en vigueur. Elle a traversé plusieurs régimes et subi l'épreuve d'un siècle de paix et de guerres. La révolution de 1848, le coup d'État du 2 décembre, la proclamation de la troisième République n'ont plus été suivis de ce bouleversement total des cadres de l'armée et de la marine qui avait marqué fâcheusement les précédentes révolutions. Sûrs de leurs droits, propriétaires de leur grade, les officiers se prirent à « aimer leur métier pour leur métier ». Ils trouvaient pour les y inciter les exemples illustres des propres fils du roi. L'armée, échappant ainsi aux luttes des partis, devint exclusivement nationale. En travers de tous les régimes, c'est la France qui fut servie.

Pendant ces transformations importantes, en même temps qu'à la conquête de l'Algérie l'armée devait faire face aux insurrections, légitimiste en Vendée, républicaine et même anarchiste à Paris et à Lyon. Elle y obtint des succès faciles, car les troupes se sentaient soutenues par la masse de la nation, grand réconfort dans les luttes civiles, les gardes nationales de Paris et surtout celles de la banlieue n'hésitant pas à prendre les armes pour la défense de l'ordre.

A l'extérieur, bien que proclamant le principe de non-intervention et s'abstenant, notamment, de soutenir l'insurrection polonaise, le gouvernement de Juillet



OFFICIER HOLLANDAIS (SIÈGE D'ANVERS) (D'après Charlet.)

trouva dans son armée du service à long terme les éléments indispensables à son action extérieure restreinte.

Si la résistance aux prétentions autrichiennes dans l'Italie centrale ne demanda que l'envoi d'un régiment à Ancône pendant quelques années, il n'en fut pas de même de la libération de la Belgique.

Il était impossible de se désintéresser de ce mouvement, première brèche dans les traités de 1815 et d'admettre qu'une armée prussienne ramenât la maison d'Orange à Bruxelles.

L'appui de l'Angleterre, obtenu par la renonciation du duc de Nemours, l'abstention de la Russie, causée par l'insurrection polonaise, permirent en 1831 à une armée française de 70 000 hommes de pénétrer deux fois en Belgique sous les ordres du maréchal Gérard.

Au printemps, ce fut, plutôt qu'une expédition, une promenade militaire appuyant les forces belges en création et rejetant en Hollande les orangistes. A l'automne, le siège d'Anvers, que les Hollandais s'obstinaient à garder, fut une action de guerre conduite classiquement par une armée exclusivement française. La supériorité des moyens mis en œuvre ne retira rien à la gloire des assiégeants mais fit ressortir la valeur de la défense conduite par le général Chassé, un ancien officier général sortant de nos armées impériales.

ADMINISTRATION CENTRALE ET ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL

Le portefeuille de la Guerre changea de titulaire treize fois, quoique le maréchal Soult à lui seul l'ait obtenu deux fois et gardé huit ans et huit mois. Cette instabilité eut des répercussions néfastes sur les affaires d'Algérie. En France, sa victime la plus directe fut l'administration centrale de la Guerre : cabinet du ministre, secrétariat général, directions diverses, comités d'armes, sous-secrétariat d'État sont créés, transformés ou supprimés, soit que le ministre s'inspire de raisons d'économie, soit qu'il veuille assurer un contrôle plus serré des dépenses, soit qu'il poursuive l'illusion d'une organisation meilleure par un simple changement dans l'ordre de choses établi. Les institutions militaires ont besoin de continuité pour produire leur plein effet. Comment eussent-elles résisté longtemps aux caprices des ordonnances ? Sous un régime parlementaire aux majorités changeantes, légiférer sur tout, sur les principes et sur leur application, sur l'ensemble comme sur les détails, devint ainsi une nécessité. De là non seulement ces lois fondamentales sur le recrutement, la garde nationale, le régime des pensions de retraite, mais encore, par exemple, cette loi du 4 août 1839 qui régla l'organisation de l'état-major général, soumis jusque-là à tant de mesures arbitraires. Sous prétexte d'excédents ne s'était-on pas avisé en 1832 de décider par voie budgétaire qu'il ne serait autorisé de promotion dans chaque grade qu'après trois extinctions successives. Pour accélérer les départs n'avait-on pas décrété par voie d'ordonnance que l'âge de la retraite sonnerait pour les lieutenants généraux à soixante-cinq ans et pour les maréchaux de camp à soixante-deux ?

Que devenaient les droits acquis et au-dessus d'eux l'intérêt général de l'armée, décapitée par des mesures aussi brutales qu'inattendues ?

La loi du 4 août 1839 codifia les décisions antérieurement prises et y ajouta sagement d'utiles précisions. Le nombre des maréchaux fut fixé à 6 en temps de paix et 12 en temps de guerre. Celui des lieutenants généraux à 88 et celui des maréchaux de camp à 160. La dignité de maréchal ne sera plus conférée qu'aux lieutenants généraux ayant commandé devant l'ennemi une armée ou un corps d'armée, l'artillerie ou le génie d'une armée. Le cadre de l'état-major général est divisé en deux sections, active et disponibilité ou réserve. L'âge limite pour passer de la première section à la deuxième est de soixante-cinq ans pour les lieutenants généraux et soixante-deux pour les maréchaux de camp. D'après cette règle, encore en vigueur, un officier général n'est plus soumis à la retraite ; l'État se réserve toujours le droit d'utiliser jusqu'au bout l'expérience précieuse d'anciens serviteurs et la tradition des armées qui ont fait la guerre.

ARMEMENT ET TACTIQUE

La nécessité de maintenir une armée expéditionnaire puissante sur un théâtre d'opérations lointain où l'honneur national se trouvait engagé plongea bien souvent dans une véritable angoisse les ministres de Louis-Philippe qui voyaient surgir en Europe des risques de guerre incessants. La conquête de l'Algérie obérait les finances publiques d'un très lourd fardeau et obligeait partout à de strictes économies. Les progrès de l'armée furent cependant ininterrompus. Le nombre des appelés ne fut pas modifié, mais un meilleur aménagement des cadres et des hommes augmenta leur rendement. Enfin, moyen toujours permis aux armées dont les ressources sont limitées, l'accroissement des forces militaires fut recherché et se trouva atteint par l'augmentation de puissance des moyens de feu.

L'artillerie, qui avait subi en 1827 un remaniement complet dans son organisation intérieure et son matériel, ne fut pas touchée. Mais à l'imitation de l'artillerie anglaise, qui déjà, sur les champs de bataille de l'Empire, remettait, pour manœuvrer, ses pièces sur les avant-trains, au lieu de recourir à la prolonge et à la bricole, une mobilité plus grande du matériel fut recherchée. Dans le sens vertical les nouveaux avant-trains et arrière-trains sont presque indépendants l'un de l'autre ; dans le sens horizontal quatre roues identiques assurent à l'assemblage un tournant minimum. Toutes les voitures de campagne, canons, forges, chariots, etc., reçoivent un même avant-train ; partout les coffres sont aménagés pour le transport du personnel. Toutes les tables de construction ont été mises en concordance avec le

système métrique. Plus d'uniformité et plus de mobilité constituaient de réels progrès. Les vieux artilleurs regrettèrent cependant longtemps le système de Gribeauval dont le mode d'attelage provoquait moins de ruptures de traits et de timons. Il leur resta la consolation de bombarder Anvers et de conquérir l'Algérie avec des canons dont le modèle datait de 1765 ; en effet, aux tubes le système du général Valée n'avait rien changé.

Le fusil à pierre, modèle 1802 (ou 1777 corrigé) est encore en usage en 1830. Il n'est meurtrier que jusqu'à 250 mètres. Il est lourd et long ; en temps normal un raté sur six ou sept coups, par temps de pluie son tir devient impossible. Des armes plus légères et plus courtes construites en 1816 et en 1822 n'avaient réalisé que des progrès de minime importance. La fabrication d'une capsule de fulminate résistante et facile à saisir entraîne en 1839 l'adoption d'un système à percussion qu'un crédit de 3 600 000 francs permet d'appliquer aux 700 000 fusils à silex de l'armée. Parallèlement à ces recherches, d'autres sont menées pour réaliser une arme à feu d'un type absolument nouveau, à la fois plus légère, plus courte et d'une portée supérieure. En 1831 un fusil de rempart est construit qui se charge par la culasse. En 1838 les études entreprises aboutissent à la fabrication d'une arme d'essai, dite carabine Delvigne-Pontcharra. Sa balle sphérique, introduite par la bouche dans un canon rayé, s'aplatissait sous l'action de la baguette contre les rebords plus étroits de l'âme du canon. Cette arme fut elle-même remplacée par une carabine dite de munition du calibre de 17 mm. pesant 4 kilogs 6 et lançant une balle de 25 grammes 6. A 500 mètres deux balles sur cent atteignent encore une cible carrée de 2 mètres de côté. 1838 enregistra une nouvelle amélioration avec la carabine Thouvenin, dite à tige, qui tirait une balle cylindro-conique. Le forçement dans le canon était obtenu à la suite d'une pression qu'exerçait sur le culot du projectile une tige vissée au fond de la culasse.

Pendant que l'armement accomplit ainsi de réels progrès grâce à l'école de tir de Vincennes, créée à cet effet, la tactique ne varie pas. Les changements apportés par le règlement de 1831 à celui de 1791 qu'il remplaçait sont insignifiants. Le bataillon à 8 compagnies, dont une de grenadiers, une de voltigeurs et 6 de fusiliers, se forme sur trois rangs et attaque en colonne. Le scénario du combat, simple et immuable, est répété sur le terrain d'exercices et appliqué tel quel en présence de tout ennemi : les grenadiers restent en réserve ; la compagnie de voltigeurs se déploie sur le front entier du bataillon, ses deux premiers rangs en tirailleurs et le troisième, qui a doublé sur deux, constituant à 150 mètres du centre de la ligne une réserve de tireurs. A courte distance de l'ennemi le front est démasqué, les

colonnes d'attaque se précipitent, tandis que les tirailleurs, s'étant rabattus sur les flancs, continuent jusqu'au contact d'appuyer l'assaut de leur feu.

CRÉATION DES CHASSEURS A PIED

Le duc d'Orléans avait pris une part personnelle aux études entreprises pour réaliser l'armement nouveau. Le 1^{er} octobre 1837, sur son initiative, fut organisée à Vincennes auprès de l'école de tir une compagnie de chasseurs d'essai dont les cadres et les hommes furent choisis dans certains régiments parmi les meilleurs tireurs. Cette unité, destinée à étudier le perfectionnement du tir et l'emploi des armes rayées à grande portée, reçut la carabine Delvigne-Pontcharra. L'année suivante cette formation fut développée et la compagnie entra dans la constitution d'un bataillon provisoire de tirailleurs à 6 compagnies armées de la carabine dite à munition. Quand la France se trouva exposée en 1840 à une conflagration générale, 10 bataillons de chasseurs à pied furent créés à l'image du bataillon de tirailleurs. Les chasseurs reçurent une tenue spéciale, ils eurent le shako et le képi comme les autres troupes, mais à la place de l'habit ils revêtirent une tunique dont la jupe couvrait les hanches, le ventre et les cuisses. Ils furent délivrés des buffleteries croisées sur la poitrine, si gênantes pour le fantassin, et reçurent à la place un ceinturon. Ces bataillons, dont les hommes devaient posséder une « grande instruction individuelle et un esprit de corps puisé dans la confiance en eux-mêmes, dans leur armement et dans la direction spéciale donnée à leurs travaux », étaient destinés à constituer une « infanterie équipée, armée et instruite pour la guerre la plus active ». « Je crois, écrivait à leur sujet le duc d'Orléans, que ce qu'il faut à l'armée française c'est un armement qui donne de plus puissants et plus sûrs moyens de destruction que ceux dont elle dispose, c'est un équipement qui lui donne la plus grande légèreté possible. Les chasseurs à pied ne me semblent pas devoir être une infanterie spéciale mais le type de ce que toute infanterie devrait être. » Ces bataillons conservèrent jusqu'en 1848 le nom de chasseurs d'Orléans, qu'à juste titre, l'ordonnance du 19 juillet 1842 leur avait donné.



CHASSEUR A PIED

L'ARMÉE APRÈS
1840

L'alerte de 1840 provoqua une série de mesures fort dispendieuses qui mirent en évidence les faiblesses de l'organisation militaire. La fortification de Paris fut décidée, des camps furent créés à Lunéville, Compiègne, Saint-Omer et autour de la capitale pour y rassembler les troupes et les organiser en grandes unités. Vingt millions furent dépensés à l'étranger en achats de chevaux. L'armée s'accrut aussi d'une façon sensible. En plus des bataillons de chasseurs mentionnés ci-dessus furent créés, le 29 septembre, sur le même pied que les régiments existants, 8 régiments d'infanterie de ligne (n° 68 à 75) et 4 régiments d'infanterie légère (n° 22 à 25), 4 régiments de cavalerie légère, 32 batteries d'artillerie, 12 compagnies du train du parc, un cadre de dépôt dans chaque régiment du génie, 4 compagnies d'ouvriers d'administration et 5 compagnies du train des équipages.

Après le dénouement diplomatique de la crise une diminution des dépenses militaires s'imposa, à laquelle le maréchal Soult procéda en se préoccupant d'accommoder les forces militaires aux revenus ordinaires du pays, de conserver un maximum de corps organisés durant le temps de paix et de maintenir les effectifs des diverses unités à un niveau suffisant pour que l'instruction et le service y fussent convenablement assurés en tout temps.

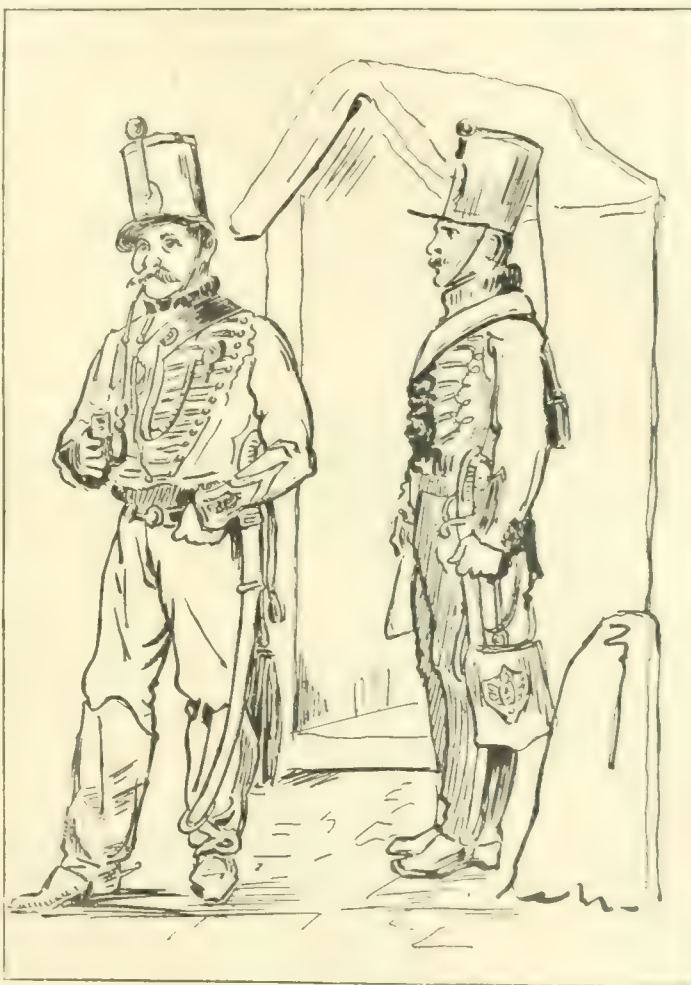
Ce but fut atteint par la suppression d'une compagnie par bataillon. Celui-ci se composa désormais de 7 compagnies dont une de grenadiers ou de carabiniers, une de voltigeurs, une de dépôt et 4 de fusiliers. L'ordonnance du 8 septembre 1841 fixa pour la première fois sur le pied de paix et le pied de guerre le nombre et la composition détaillée des corps qui échappèrent de la sorte aux inconvénients des discussions budgétaires annuelles. En dehors des formations spéciales à l'armée d'Afrique, légion étrangère, zouaves, infanterie légère d'Afrique, compagnies de discipline, spahis, l'armée française du temps de paix comprend 100 régiments d'infanterie de ligne et de légère à 3 bataillons et 10 bataillons de chasseurs, la cavalerie 2 régiments de carabiniers, 10 de cuirassiers, 12 de dragons, 8 de lanciers, 13 de chasseurs, 9 de hussards à 5 escadrons, 4 de chasseurs d'Afrique à 6 escadrons. La composition de l'artillerie est fixée à 14 régiments dont 10 à 15 batteries et 4 à 14 batteries ayant tous un cadre de dépôt, un régiment de pontonniers à 12 compagnies, 12 compagnies d'ouvriers, une demi-compagnie d'armuriers et 6 escadrons du train du parc d'artillerie à 8 compagnies. Le génie dispose, sur le pied de paix comme sur celui de guerre, de 3 régiments à 2 bataillons, une compagnie de sapeurs conducteurs, 2 compagnies d'ouvriers. Le train est ramené à 4 escadrons, chacun de 4 compagnies actives et une de dépôt, plus 4 compagnies d'ouvriers.

L'ordonnance du 8 septembre 1841 fixa également les dispositions relatives au temps de guerre et à l'emploi des réserves. Cavalerie, artillerie, génie et équipages avaient été organisés fortement sur le pied de paix de manière à faciliter la formation rapide des grandes unités. Sur le pied de guerre le bataillon du génie est

porté à 9 compagnies dont 8 de sapeurs ; le train des équipages s'accroît de 2 compagnies temporaires et d'un nombre variable de compagnies auxiliaires dont les cadres sont obtenus par le dédoublement des unités existantes et dont les conducteurs, voitures et animaux sont tirés des ressources civiles par voie de location ou de réquisition. La cavalerie rétablit ses régiments à 6 escadrons et crée en outre 2 régiments de chasseurs à cheval-guides destinés au service des états-majors. L'infanterie reçoit un accroissement sensible d'effectifs, car ses bataillons d'infanterie de ligne et légère sont constitués à 9 compagnies dont une de dépôt ; dans quelques régiments un quatrième bataillon est même formé. En

ce qui concerne l'artillerie, le ministre se réservait seulement de déterminer selon les besoins du service le nombre de batteries et de compagnies à mettre sur le pied de guerre.

Les dispositions ainsi prises ramenaient à 334 000 hommes l'effectif de paix de l'armée et lui assuraient sur le pied de guerre les 500 000 hommes jugés nécessaires. C'était peu par rapport à toutes les ressources dont la France eût pu dis-



HUSSARDS (1828) (D'après Charlet).

poser. C'était assez, à cette époque, pour imposer aux nations voisines le respect de la France et ce fut surtout suffisant pour doter le pays de ce beau fleuron colonial : l'Algérie.

LA VIE MILITAIRE Le « muscadin » qui franchissait les grilles d'une caserne pour faire un « pioupiou », qu'il fût engagé, remplaçant ou conscrit, ne s'attendait guère à se voir choyé : pour lit un tréteau à partager avec un camarade dont la compagnie était imposée ; pour vaisselle une gamelle commune où gisaient cinq ou sept rations. Aussi quelle astuce et quelle expérience ne lui fallait-il pas pour piquer d'une fourchette adroite un morceau de viande sans os ! Quelle dextérité pour ne pas empiéter avec la cuiller dans le secteur alimentaire d'un compagnon voisin ! Des mois et des semaines s'écoulaient avant qu'un conscrit portât avec l'aisance d'un ancien le poids de l'énorme shako conique dont son chef était surmonté, avant qu'il endurât sans faiblir la gêne d'un habit droit, bien agrafé, dont le collet et le col en crin serraient la gorge à faire râler. Combien de théories et d'exercices avant qu'il fût admis au dangereux honneur de prendre une faction, avant de savoir marcher, manœuvrer, ou astiquer « comme dans la Garde » dont le souvenir et l'exemple ne se perdaient jamais ?

Ah ! cet astiquage pour les prises d'armes quotidiennes, pour les revues de détail, pour les inspections diverses, que de séances on lui consacrait ! Que de « Saint Frottin » on fêtait ! mais aussi quels chefs-d'œuvre de patience exécutés par ces mains expertes ! Quelles belles gibernes on pouvait admirer, dont la palette en cuir, passée à la cire, frottée au bouchon puis essuyée d'un linge fin, brillait tel un miroir parfait.

C'est par toi, charmante giberne,
Que l'astique doit commencer,
Toi, que l'on n'a jamais vue terne,
Et que d'dans on pourrait s'mirer !

Puis venaient le sabre, le fusil, le sac,

Qui contenait la belle chemise,
Et le pantalon, drap d'officier,
Et le mouchoir que la payse
Fit présent à son grenadier.

Ces séances d'astiquage se répétaient sans fin, au milieu des chansons et des reparties joyeuses, sous la surveillance incessante des petits gradés. Ceux-ci, chargés

par le règlement de fonctions précises, responsables de l'exécution d'un service intérieur ou d'un service de place minutieusement réglés, s'acquittaient de leur tâche avec une ponctualité rigoureuse. Ils vieillissaient, célibataires, dans les casernes, ne quittaient la chambrée ou le terrain de manœuvres que pour la cantine, assistaient le troupiér dans tous les instants de sa vie. « Sévères, mais justes », ils gourmandaient les uns, aidaient les autres, passaient vingt fois devant un lit ou un paquetage, comme contrariés de ne trouver rien à redire. Durs pour eux-mêmes comme pour les autres, ils étaient la conscience même : il le fallait, car toute la vie de la caserne reposait sur eux. Déjà le sergent-major était au-dessus des détails de l'existence militaire. Après le rapport il communiquait aux sergents assemblés le tour de service, les instructions du colonel et les ordres du capitaine, et tout était dit. Quant aux officiers, celui-là seul des lieutenants ou sous-lieutenants qui était de semaine, passait chaque jour dans les chambres. Le capitaine n'y venait que très rarement. On le voyait arriver aux prises d'armes, lorsque l'appel des hommes était fini. L'officier de semaine lui présentait alors l'unité rassemblée : il en passait une inspection rapide et finissait le plus souvent par un compliment, court mais apprécié. Du haut en bas de l'échelle hiérarchique chacun se gardait bien de se mêler des besognes étrangères à ses fonctions et d'entrer dans des détails au-dessous de son grade. Les chefs ne jugeaient les inférieurs que par les résultats, mais acceptaient devant leurs supérieurs toute la responsabilité des fautes commises. Rarement leur confiance était trompée, tant étaient grands l'amour du métier et le respect des ordres reçus.



SOUS-OFFICIER DE DRAGONS (1840)
(D'après Charlet).

Ces cadres, les uns si éloignés, les autres si rapprochés du soldat, lui inspiraient un même respect, un même attachement qui prenaient leur raison dans les mérites comme dans les travers de ces chefs, dans leur originalité parfois si

accusée, dans leur vie si souvent mouvementée, dans leur carrière militaire si bien remplie ou dans leur éducation soignée. Très différents entre eux ces officiers excitaient l'incessante curiosité de leurs subordonnés. Les plus âgés provenaient des armées impériale ou royale, les plus jeunes sortaient de Saint-Cyr ou de Polytechnique. Contraints par le règlement à vivre à la même table, et par le tour de semaine à accomplir dans la même unité un même service, ils marchaient côte à côte sans se confondre. Le plus souvent les uns étaient raides, renfrognés, exigeants dans leur commandement, les autres bienveillants, distingués et sympathiques.

Quand le « Cric crac ! sabot ! cuiller à pot ! » avait commandé l'extinction des feux, si le sommeil tardait à venir dans la chambrée, la vie de ces officiers défrayait toutes les conversations. Puisque de la famille abandonnée, les nouvelles étaient si rares, de quoi les troupiers se fussent-ils entretenus, sinon des succès à la manœuvre, des aventures amoureuses, des pertes au jeu et des duels nombreux de ces chefs dont le prestige les fascinait ? Les duels surtout auréolaient de gloire leurs auteurs. Se battre pour le plaisir de se battre, au sabre ou au pistolet, dans des combats acharnés souvent



OFFICIER D'INFANTERIE (1840)
(D'après Charlet).

mortels, avec des amis comme avec des inconnus, pour une bousculade dans la rue, un mot à table, un geste, un rien bien souvent et presque partout, quelle folie ! Folie contagieuse dont les plus grands chefs étaient atteints et qui s'étendait des officiers aux hommes, des individus aux unités, contraignant deux fois, trois fois et plus encore les mêmes adversaires à se mesurer jusqu'à ce que la

mort s'ensuivit ! Ces querelles insensées, ces combats déplorables où tant de bravoure était gaspillée, entretenaient le culte de l'honneur et le mépris du danger. Point de faux braves avec ces disciplinés, point de chefs « m'as-tu-vu, » qu'on n'aurait « pas vus » aborder une ligne ennemie bien en avant du plus courageux de leurs hommes.

Aussi quel respect de la hiérarchie ! Sous-officiers et soldats ne se fussent jamais assis dans la même salle de café ou, au théâtre, aux mêmes places qu'un officier. Ceux que l'ambition militaire tentait, et il y en avait de toutes les conditions, n'en éprouvaient nulle jalousie. Ils s'armaient de patience, redoublaient d'application, espéraient que le tour d'Afrique leur donnerait l'occasion d'une action d'éclat, bien convaincus que pour accéder à l'épaulette ou au simple galon d'or ou d'argent, tout dans leur corps leur serait justement compté.

Le métier militaire offrait du reste un ensemble de récompenses ou de satisfactions morales, collectives ou individuelles, dont un utilitarisme outrancier fait fi, mais qui agissent avec tant de puissance sur l'âme des foules et le cœur des soldats. Appartenir aux chasseurs, aux grenadiers, aux voltigeurs, aux lanciers, être cavalier même n'était pas chose indifférente. Cela signifiait parfois que l'on percevait une haute paye, mais, avant tout, que l'on appartenait à un corps spécial ou à l'unité d'élite. Une faible différence de couleur dans l'habillement, collet et parements rouges, boutons jaunes, ou collet et parements jaunes, boutons blancs distinguaient l'infanterie de ligne de la légère : qu'importe ! Cela suffisait pour attacher un militaire à un corps où il passait sa vie, où il gagnait ses grades, qu'il aimait et dont il était fier, à un « régiment sans tache », comme ils l'étaient du reste tous « grâce au tripoli et à la terre de pipe. »

En ce temps-là l'honneur était honoré, la conscience toujours en action, la bravoure glorifiée, la hiérarchie respectée et la camaraderie imposée par des pratiques traditionnelles ; tous ces sentiments exaltés concordaient pour répandre dans l'armée la force morale qui crée les héros, l'esprit de sacrifice, suivant la fameuse devise : « Tous pour un, un pour tous ».

LA MARINE La révolution de Juillet valut à la France l'amitié anglaise, mais la marine faillit en mourir. Le brillant fait d'armes de l'amiral Roussin qui, avec 6 vaisseaux, 4 frégates et 5 corvettes, força les passes du Tage et emmena prisonnière la flotte de Don Miguel, le blocus de l'Escaut en 1831, l'occupation d'Ancône et de multiples croisières démontraient la nécessité d'une flotte active et bien commandée. Mais, par crainte de troubler l'entente cordiale, le budget

de la marine reste invariablement fixé au chiffre de 65 millions. Aussi quand, en 1840, la guerre avec l'Angleterre paraît inévitable, la détresse de notre flotte crevait les yeux. Sur 40 vaisseaux du programme Portal, 8 seulement étaient en état de prendre la mer, 12 exigeaient pour leur armement un délai de huit mois, les autres qui étaient en « réserve sur chantier » ne pouvaient être prêts avant un temps indéterminé. Il manquait à la marine près de 5 000 canons ; on dépensa à la hâte 125 millions. Les effectifs étaient insuffisants, les équipages mal instruits : faute de crédits la flotte n'avait ni fait de tir, ni pris part à une manœuvre. De 1841 à 1844 le prince de Joinville dénonça dans la presse cette impréparation. Son intervention fit scandale mais porta. Il fut enfin admis que la marine faisait partie, au même titre que l'armée, des forces qu'il était indispensable à la France d'entretenir, et que la flotte devait posséder un nombre de vaisseaux proportionnel à celui que pouvait armer notre principale rivale sur les mers. Votés d'enthousiasme « sous le regard de l'Angleterre », les 93 millions destinés au programme naval de 1846 étaient modestes ; mais leur emploi, consacré en grande partie à la mise en chantier de bâtiments à vapeur, était capable d'annihiler la vieille flotte à voile qui assurait à nos voisins leur énorme supériorité.

L'expérience de 1840 ne s'arrêta pas là : sur l'avis de l'amiral Lalande une escadre d'évolutions homogène fut rassemblée et souvent exercée. L'instruction technique reçut une vive impulsion et une école de canonage fit des marins français les premiers artilleurs du monde. Une surprise comme celle de 1840 ne fut plus possible : la flotte de la France restait au second rang, mais toujours instruite et toujours disponible, elle arborait son pavillon sur les mers.

L'ARMÉE DE LA MONARCHIE PARLEMENTAIRE Quand on examine les institutions militaires dues à la monarchie parlementaire, on est frappé par l'ampleur et l'élévation des débats d'où elles sortirent, par la netteté des principes qui les régissent, la simplicité et la concision des textes qui les codifient. Conçues au lendemain d'une immense défaite, elles ne servirent pas aux luttes des partis, elles bénéficièrent de l'expérience solide des très grands soldats qui prirent une part directe aux débats publics.

« Toute nation, avait dit Napoléon, qui perdrait de vue l'importance d'une armée de ligne perpétuellement sur pied et qui se confierait à des levées ou à des armées nationales éprouverait le sort des Gaules. » Ce grand principe fut écouté. Justice fut également faite de cette armée uniquement composée de volontaires dont tous les temps caressent l'illusion trompeuse. Mais déjà l'on vit poindre ce

fâcheux travers des parlementaires, qui préconisent l'emploi des réserves mais leur refusent tous les moyens de vivre.

Les forces militaires dont la France se trouva dotée par un ensemble de lois durables étaient plus solides que nombreuses. Telles quelles, elles suffisaient aux desseins d'une politique de paix, elles correspondaient aux ressources dont la France pouvait disposer et aux dangers immédiats qu'elle pouvait courir.

L'armée qu'elles constituaient avait un aspect qu'elle n'a plus. La difficulté des communications, la rareté des relations postales, le port constant de l'uniforme, les changements périodiques de garnison, les campagnes d'Afrique, tout contribuait à isoler ses membres du reste de la population. Le régiment remplaçait la famille absente ; camarades de chambrée ou de lit, « cousus ensemble » par une vie de pérégrinations incessantes ou de combats côte à côte, se regardaient en frères. Il n'était certes plus permis de rêver à ces destinées éblouissantes qu'avaient connues sous l'Empire ducs, maréchaux ou rois. Quoique plus lent, mais donné par corps, l'avancement, dont aucun soldat n'était exclu, ne manquait pas d'imprévu. Grâce surtout aux guerres d'Afrique un moral nouveau prit naissance qui eut ses raisons dans quelque glorieux exploit. L'esprit de corps, développé à dessein dans les bataillons de chasseurs à pied, gagna tous les rangs de l'armée. Chaque soldat se prit à croire que son régiment « sans tache » était le plus beau, son bataillon le plus glorieux, sa compagnie la plus solide. Force et courage en étaient décuplés.

Cette armée avait une tenue et un moral superbes. Elle donna à la France l'Algérie et allait connaître en Crimée, en Italie des heures de gloire. Elle pouvait se croire invincible.

Ce fut ce capital précieux, reçu de la monarchie restaurée, dont hérita le Second Empire.

OFFICIERS FRANÇAIS A L'ÉTRANGER

Après 1815, le plus souvent pour des raisons politiques, un certain nombre d'officiers français s'expatrièrent et quelques-uns jouèrent un rôle important dans toutes les parties du monde.

Aux Indes, un ancien aide de camp du maréchal Brune, Allard, trouva asile à la cour de Runjet Sing, roi de Lahore. Appelant à lui quelques camarades, il créa une armée qui permit à son protecteur de soumettre toutes les fractions des Sykes. Tout était français dans cette armée, même les commandements. L'anarchie qui suivit la mort de Runjet Sing amena sa dissolution, mais ses débris opposèrent encore une résistance vigoureuse aux troupes de la compagnie des Indes.

En Afrique, ce fut à la France que Méhémet Ali recourut pour assurer sa puissance militaire. En même temps qu'une école était créée à Paris pour dresser des jeunes Orientaux aux sciences occidentales, le pacha appelait de nombreux survivants des armées impériales et recourait à Charles X pour obtenir le personnel nécessaire à la création d'une manufacture d'armes et d'une fonderie. Dès 1828 Méhémet Ali avait déjà une excellente armée de 55 000 hommes, commandée par des officiers turcs et arabes formés à notre école et même quelques renégats français et italiens dont le plus connu, Soliman Pacha, était un ancien lieutenant de hussards, originaire de Lyon et nommé Selve. Cette armée fit trembler le sultan par ses victoires de Nézib et de Konieh, rendit encore d'utiles services à Silistrie en 1854, mais, désorganisée par le favoritisme et par l'ignorance, conséquences de la disparition des cadres français, elle fut dispersée par les Anglais après l'équipée de l'incapable Arabi.

En Europe enfin, une pléiade d'officiers philhellènes sous les ordres du colonel Fabvier avait précédé l'armée de Maison pour se dévouer à l'indépendance de la Grèce et créer les *Tactikos*, noyau des troupes régulières.

Dès 1830, l'armée belge fut créée et organisée par une mission militaire française dirigée par le général, depuis maréchal Magnan : en 1914 bien des régiments belges portaient encore les uniformes datant de cette époque.

Enfin en 1842, pour fonder et diriger l'école militaire de Pancaldi, le sultan fit appel à un lot d'officiers français dont la trace s'est conservée jusqu'à nos jours dans cet établissement.



DRAGON (D'après Raffet).



QUATRIÈME PARTIE

LA CONQUÊTE DE L'ALGÉRIE

CHAPITRE PREMIER

LA PRISE D'ALGER

Les projets d'expédition. — L'organisation. — Le commandement. — Embarquement et débarquement. — La marche sur Alger. — Prise d'Alger.



QUAND Hussein, dey d'Alger, eut insulté le roi de France dans la personne du consul Deval, les ministres de Charles X nourrirent l'illusion qu'un blocus et d'habiles négociations termineraient l'incident. Ces mesures de temporisation, qui laissaient libre jeu aux intrigues anglaises, rendirent le dey Hussein de moins en moins conciliant : le vaisseau *la Provence* portant pavillon parlementaire fut canonné en rade d'Alger, les établissements français de Bône et de la Calle furent détruits et 1 500 000 francs de dommages s'ajoutèrent aux 20 millions que coûtait le blocus intermittent et

peu décisif de la côte algérienne. Il était heureux que les bureaux de la guerre et de la marine eussent d'un commun accord étudié en silence l'emploi de procédés moins vains et plus énergiques. Les bombardements d'Alger par les escadres du Duquesne et du maréchal d'Estrées, celui plus récent du 27 août 1816 par lord Exmouth démontraient quels résultats précaires s'obtiennent par un simple bombardement. D'autre part, depuis la nuit mémorable du 25 octobre 1541 où Charles Quint, campé aux portes d'Alger, avait été contraint par la tempête à une fuite sans éclat, depuis le 8 juillet 1775 où le coup de main des Espagnols d'O Reilly s'était terminé par un piteux échec, il semblait admis que les entreprises militaires contre la forteresse d'Alger présentaient d'insurmontables difficultés et que les frais n'en étaient pas payés. Bonaparte cependant avait été d'un avis contraire. Quand son expédition d'Égypte et la suprématie de l'Angleterre eurent troublé les rapports amicaux entretenus jadis par le Directoire avec la régence, il avait envoyé à Alger le commandant du génie Boutin qui en avait rapporté un mémoire daté du 1^{er} mai 1808 et intitulé *Reconnaissance des villes, forts et batteries d'Alger pour servir au projet de descente et d'établissement dans ce pays*. Cette étude remarquable posait le problème d'Alger dans toute son ampleur et avec toutes les conditions nécessaires pour le résoudre par la voie des armes.

Le débarquement, écrivait Boutin, doit avoir lieu à l'ouest du cap Caxine, aux environs de Sidi Ferruch. Dans cette région sans fortifications, le rivage est partout accessible et les hauteurs voisines ne le commandent pas. De la presqu'île de Sidi Ferruch au fort de l'Empereur, clef d'Alger, le terrain est accidenté mais ne présente pas de difficultés insurmontables. Toutefois, avant d'entreprendre le siège de cet ouvrage, et dans le dessein de se garantir des attaques de la cavalerie arabe, il convient de s'installer sur les hauteurs difficiles d'accès qui avoisinent le fort. 35 à 40 000 hommes suffiront pour venir à bout de 15 000 Turcs et Coulouglis, grossis d'un nombre important de cavaliers indigènes. En envoyant un détachement sur Oran, en dressant le bey de Tunis contre le bey de Constantine, en opérant quelques démonstrations navales vers le port d'Alger, on facilitera d'autant les opérations des troupes débarquées. Boutin estimait enfin qu'un effectif de 10 000 hommes serait nécessaire pour garder la conquête, étant donné que la pénétration à l'intérieur s'opérerait bien plus par la persuasion que par la force.

Ce plan simple, rationnel, où le terrain, élément immuable et capital du problème, tenait une juste place, fait honneur au commandant qui eut le talent de le concevoir, et au général qui, ne l'ayant pas établi, eut, plus de vingt ans après, la modestie et le bon sens de l'adopter et de l'appliquer à peu près textuellement.

L'ORGANISATION DE L'EXPÉDITION L'expédition décidée malgré les récriminations de l'Angleterre, les objections pessimistes de hautes personnalités de l'armée et de la marine et l'opposition passionnée des adversaires du régime, il restait à l'organiser. Les études poursuivies depuis deux ans, les exercices et les expériences techniques exécutés avec un matériel nouveau, les observations de l'escadre qui bloquait Alger avaient mis heureusement au point les leçons tirées de l'histoire. Quand l'ordre d'exécution fut lancé, le projet était mûr et arrêté dans ses détails ; aucun des agents d'exécution ne fut surpris.

Le corps expéditionnaire comprenait 37 000 hommes et 4 000 animaux, il emmenait 700 voitures, 112 pièces d'artillerie et un important matériel destiné aux travaux du génie, y compris, par exemple, 306 000 sacs à terre. En souvenir des déboires de Charles Quint, l'armée emportait tout ce qui lui était nécessaire pour subsister pendant deux mois. Un ravitaillement d'égale importance devait suivre immédiatement. Le baron Denniée, intendant en chef de l'armée d'expédition, chargé en France comme en Afrique de la direction de tous les services administratifs, avait, par son accord direct avec les bureaux intéressés du ministère, simplifié toutes les formalités. Aussi, le 1^{er} mai, date prescrite, les 78 645 sacs, tonneaux, barils ou colis à double enveloppe imperméable qui renfermaient les approvisionnements de l'armée pour deux mois étaient embarqués à Marseille.

L'armée avait été judicieusement composée et solidement encadrée. L'infanterie était nombreuse, comme il convenait pour une opération de cette nature, où elle devait remplir des missions multiples et payer le plus lourd tribut aux batailles comme aux maladies. Son effectif s'élevait à 30 000 hommes, soit neuf dixièmes de l'effectif total. L'artillerie était fortement dotée en pièces lourdes : 82 bouches à feu de siège contre 30 pièces d'artillerie de campagne ; l'approvisionnement en munitions était largement calculé à 1 000, 800, 500, ou 300 coups par pièce, suivant les calibres. Le génie était relativement peu nombreux, mais son matériel était considérable, ce qui était essentiel, car pour tous les travaux qui l'attendaient il pouvait compter sur la main-d'œuvre des fantassins. La crainte de manquer de fourrages avait conduit à réduire toute la cavalerie de l'armée à 500 animaux répartis en trois escadrons qui constituaient le régiment dit de chasseurs d'Afrique. Cette crainte exagérée fit, en outre, débarquer tous les animaux en deuxième urgence ; il en résulta, au début, une gêne très grande, tant dans l'exercice du commandement que dans l'organisation de tous les transports. Les besoins sanitaires furent aussi sous-estimés : du 25 juin au 10 août, en dehors des malades traités dans les infirmeries régimentaires, il entra plus de 9 000 hommes

dans les formations hospitalières et il fallut improviser à la hâte des hôpitaux dans les bâtiments d'Alger, utiliser les hangars de l'intendance et faire appel aux ressources de la flotte.

L E COMMAN- Le choix des chefs de l'expédition était délicat. Il avait
DEMENT fallu désigner un général et un marin dont les personnalités et les états-majors se plieraient aux nécessités d'une action concertée. Dans les états-majors secondaires, un dosage minutieux tint compte des qualités professionnelles, des origines militaires et des attaches politiques des uns et des autres, car la tentative louable fut faite de fondre dans une entreprise nationale les tenants de l'Empire et les fidèles de la monarchie.

Le vice-amiral Duperré fut désigné pour commander la flotte. Marin de race, il jouissait d'une réputation solide dans la marine où il avait brillamment servi sous l'Empire contre les Anglais. Le ministère de Polignac avait cru par ce choix affaiblir l'opposition. Peu s'en fallut que le résultat contraire

n'arrivât. Sans être timoré, le vice-amiral Duperré exagérait les difficultés d'une entreprise à l'étude et à la préparation de laquelle il n'avait pas été directement mêlé. Il rappelait, comme s'il en était obsédé, le *mare sævum importuosum* de Salluste ; il prévoyait des délais considérables pour préparer la flotte, quinze jours pour débarquer les troupes et un mois pour mettre à terre le matériel. Il doutait enfin du succès.

« Il est bien fâcheux pour la dignité nationale de voir en 1830 la marine française reculer devant une entreprise qui n'effraya pas la marine espagnole en 1541 » déclara avec vivacité le général de Bourmont, ministre de la Guerre, qui méconnaissait ainsi, devant le roi, la prudence instinctive du marin et froissait la susceptibilité du vice-amiral. Aussi, nommé plus tard commandant en chef de l'armée



MARÉCHAL DE BOURMONT

d'expédition en Afrique, de Bourmont reçut-il une lettre de commandement qui lui donnait autorité sur la marine, mesure indispensable, car la blessure d'amour-propre qu'il avait produite n'était pas encore cicatrisée, et dans l'animosité sourde de ces deux chefs que tout séparait, origine, carrière, caractère et idées, il y avait pour l'expédition des causes d'insuccès sinon de désastre. En fait, malgré ses objections et ses réserves, à la date fixée du 1^{er} mai, le vice-amiral Duperré avait réuni sous son commandement 676 bâtiments de guerre ou de commerce, et il était prêt, grâce à l'activité intelligente du ministre de la Marine le baron d'Haussez.

EMBARQUEMENT ET DÉBARQUEMENT L'armée d'expédition avait pris place sur les trois escadres dont la flotte était composée. La 1^{re} division, baron Berthezène, sur l'escadre de débarquement, la 2^e, de Loverdo, sur l'escadre de bataille, la 3^e, duc des Cars, partie sur l'escadre de réserve, partie sur des bâtiments du convoi. Cette imposante force navale ne possédait que 7 bâtiments à vapeur, le reste appartenait encore à la marine à voile.

Le 25 mai toute la flotte était sous voile et voguait vers la haute mer. Le rendez-vous général était fixé au cap Caxine, à l'ouest d'Alger.

La traversée fut soumise à des retards nombreux, que l'impatience du corps expéditionnaire imputa à l'indécision du vice-amiral Duperré. Le 13 juin enfin, après un défilé devant Alger, position est prise devant la presqu'île de Sidi Ferruch. Le lendemain à 4 heures du matin, le général en chef et son état-major débarquent à la pointe de Torre Chica ; déjà chalands, chaloupes, canots et autres bâtiments conduisaient à terre les troupes de la division Berthezène.

La presqu'île de Sidi Ferruch répondait bien aux conditions exigées pour réaliser le plan d'opérations du général de Bourmont. Puisqu'il ne s'agissait pas d'un coup de main, la distance de 5 lieues qui la séparait d'Alger était de minime importance. Longue d'un kilomètre, large en moyenne de 500 mètres, elle offrait une superficie suffisant à l'établissement de l'énorme base de ravitaillement et d'évacuation dont l'armée avait besoin sur la terre ferme pour déployer toute sa puissance et disposer de toute sa mobilité. Deux plages, à l'Est et à l'Ouest, permettaient par temps calme le transport à terre de la cargaison de nombreux navires. Enfin quand l'armée se serait éloignée, une faible garnison derrière des retranchements devait suffire pour mettre la base à l'abri de toute entreprise de l'ennemi.

Les troupes à débarquer disposaient de la supériorité des feux d'artillerie, indispensable en pareil cas ; elles n'eurent pas à s'en servir. Le dey et son neveu, l'agha

Ibrahim, n'avaient pas voulu croire aux renseignements précis et détaillés qu'une presse indiscrete avait cependant publiés. Ils attendaient les troupes françaises à



BATAILLE DE STAOUËLI

l'est d'Alger sur la plage d'El Harrach ; ils comptaient sur la folle impétuosité des nôtres, pour les attirer et les battre hors de la portée des canons de l'escadre ; ils espéraient enfin qu'Allah assurerait leur salut par une de ces tempêtes si fréquentes, en Méditerranée.

Aucun de ses espoirs ne se réalisa. Le débarquement se fit en ordre et avec méthode grâce aux instructions sages et minutieuses du commandant en chef. Aussi le 19 juin, quand, dans le brouillard du matin, l'armée d'Ibrahim prétendit rejeter dans la mer les troupes débarquées, elle se heurta à des unités en position défensive, luttant coude à coude, dans un terrain qui leur était déjà familier, et soutenues par des feux d'artillerie et de mousqueterie aussi bien réglés que possible. Pour des troupes non aguerries, c'étaient des conditions très favorables à un baptême du feu. A 7 heures, l'assaut impétueux des musulmans était repoussé. L'armée expéditionnaire ne disposait à cette date que de quelques chasseurs à cheval et l'artillerie de campagne avait seule ses attelages. Tous les chevaux de l'équipage de siège, les trois quarts de ceux de l'administration et les deux tiers de ceux du génie venaient à peine de quitter Palma. Fallait-il dans ces conditions limiter le succès à la conservation des positions occupées ? Devait-on au contraire l'exploiter et rechercher la destruction des forces assaillantes ? Le moral des troupes françaises autorisait tous les espoirs, l'ignorance des ressources ennemies toutes les craintes, l'insuffisance des moyens débarqués toutes les hésitations. Le tacticien fit taire l'organisateur : si les ordres donnés sur le terrain par le général de Bourmont pour parachever la victoire ne furent pas exécutés point par point, la décision qui les dicta était d'un chef. Le plan de cette nouvelle bataille comportait une vaste conversion par la droite de toute la ligne de combat dans le dessein de rejeter l'armée d'Ibrahim sur son camp de Staouëli puis sur la mer. Le terrain ne favorisa pas une évolution rapide de l'aile marchante. Le temps pressait, les troupes étaient impatientes ; au lieu d'un mouvement tournant et progressif les colonnes exécutèrent une marche convergente et simultanée sur le camp de Staouëli. L'artillerie française se lança ardente dans la bataille, ses pièces légères attaquèrent les canons lourds des Turcs tapis derrière leurs épaulements, et devancèrent même les colonnes d'infanterie pour mieux diriger le feu de leurs boulets contre l'ennemi et son camp de tentes. Cette action hardie et vigoureuse acheva de donner au succès complet de la journée toute sa portée : elle affirmait la valeur morale et la supériorité écrasante des moyens matériels de l'armée expéditionnaire.

L A MARCHÉ SUR ALGER

La marche d'approche sur Alger ne put être entreprise que le 24, par la 1^{re} division tout entière et la 1^{re} brigade de la seconde qui progressèrent droit devant elles en formation massive, comme sur un champ de manœuvres. Dans la soirée les troupes bivouaquèrent sans difficulté à l'extrémité orientale du plateau de Sidi Khalef. Des incidents de mer ayant

retardé le débarquement des attelages de l'artillerie de siège et du génie, quatre jours s'écoulèrent avant la reprise de la progression.

Entre temps, sous les ordres d'un nouveau chef, Mustapha Bou Mezrag, bey de Titteri, Turcs et Arabes s'étaient ressaisis. Par une tactique habile, ils menaçaient sans cesse les flancs et les arrières de l'armée française, tandis qu'à l'avant d'excellents tireurs exécutaient un feu des plus meurtriers. Malheur aux isolés et aux maraudeurs qui s'éloignaient des gros, à ceux qui dédaignaient les défilements ou les abris, aux unités qu'une fausse manœuvre privait de l'appui de ses voisins ! Pour parer à ces incidents regrettables et réduire au minimum les effectifs immobilisés dans les services de l'arrière, des mesures s'imposaient. Un solide retranchement ferma la presqu'île de Sidi Ferruch dont un bataillon et 1 400 marins débarqués assurèrent la défense. Huit redoutes jalonnèrent la piste carrossable que le génie avait tracée de Sidi Ferruch à Sidi Khalef. Trois brigades, le tiers de l'armée, furent maintenues en arrière pour assurer la liberté des communications. Le 28 juin à trois heures, le gros entreprit sa dernière étape. Ce départ matinal surprit l'ennemi, dont les réactions furent médiocres. Trop préoccupé par la défense propre de la place, il ne sut pas mettre à profit certaines erreurs de direction qui mirent les colonnes françaises dans un désordre complet.

PRISE D'ALGER Avec les effectifs et les moyens dont il disposait, le comte de Bourmont ne pouvait investir Alger. La place ne se rendant pas devant la menace d'un bombardement, un siège régulier s'imposait. Plusieurs avantages favorisèrent cette opération. Si le front de mer de la forteresse avait été solidement organisé par les Turcs, le front de terre avait été négligé ; sa résistance reposait tout entière sur le fort de l'Empereur, qui, bâti sur l'emplacement de la tente de Charles Quint, commandait la casbah, la ville, la rade et toutes les défenses d'Alger. Les Turcs, dans leur ignorance, avaient grande confiance dans cette forteresse du seizième siècle, au tracé trapézoïdal, bastionné aux angles et dont les grandes faces orientées du Nord-Est au Sud-Est avaient une longueur moyenne de 150 mètres.

En réalité, ses murs, hauts de 14 mètres et épais de 3, ses 100 pièces d'artillerie tirant par des embrasures de pierre n'étaient pas capables de résister longtemps au feu ininterrompu de 10 canons de 24, de 6 canons de 16, de 6 obusiers de 8, de 4 mortiers de 10 largement approvisionnés et constamment servis par un personnel dont des réserves rapprochées assuraient la relève ou le remplacement immédiat. Toutes ces batteries furent installées à 600 mètres en moyenne de leur



EXPLOSION DE LA POUDRIÈRE DU FORT L'EMPEREUR
(D'après le tableau d'Horace Vernet).

objectif, retranchées, armées, approvisionnées avec une hâte extrême. L'ennemi ne réussit ni par le feu de son artillerie, ni par le tir ou l'attaque brusquée de ses fantassins à arrêter les travaux. Le 4 juillet, à 3 h. 45, le bombardement commença. A 10 heures, malgré la vaillance de ses défenseurs, le fort l'Empereur ne ripostait plus. A cet instant, dans une explosion formidable sa poudrière sauta. Ses décombres furent occupés aussitôt et, sans désemparer, l'artillerie française dirigea son tir vers la casbah.

Les éléments de faiblesse inhérents à la régence d'Alger paralysèrent toute résistance. Arabes et Kabyles habitant les environs d'Alger s'enfuirent les premiers dans leurs douars, suivis de tous les habitants que la peur aveuglait ; la discorde se mit parmi les Turcs tandis que les Maures notables ne songeaient qu'à éviter le bombardement et le sac de la ville par une prompte capitulation. Le dey Hussein gardait quelque espoir dans les négociations diplomatiques. Il essaya de gagner du temps. Il s'adressa d'abord au comte de Bourmont, puis au vice-amiral Duperré ; il demanda un délai, fit intervenir le consul d'Angleterre. Plus encore que sa puissance matérielle, sa force morale était brisée... Il consentit à capituler avant l'assaut : son sort était à la merci des vainqueurs. Le 5 juillet à midi, la casbah, tous les forts qui dépendaient d'Alger et les portes de la ville étaient remis aux troupes françaises ; cinq jours plus tard le dernier dey quittait la terre d'Afrique.





CHAPITRE II

L'OCCUPATION RESTREINTE

Erreurs fondamentales. — Le passage du général Clauzel. — Le général Berthezène. — Le bureau arabe. — L'obstruction parlementaire. — Le premier gouverneur-général. — Abd-el-Kader chef de guerre. — L'émir chef politique. — L'affront de la Macta. — Bugeaud et la victoire de Sikak. — Le désastre de Constantine. — L'illusion pacifique et le traité de la Tafna. — Paix à l'Est, guerre à l'Ouest. — De quelques erreurs militaires.



LA victoire des troupes françaises avait été foudroyante et complète ; mais personne, pas plus en France qu'en Afrique, n'en mesura toute la portée. L'organisme gouvernemental qui pendant deux cent cinquante ans avait courbé 2 millions d'indigènes sous le joug de 10 000 Turcs était décapité, mais ses tronçons vivaient encore. Était-il possible de le vivifier et de le rajeunir par la substitution des Français aux Turcs ? Il semble que oui, car l'autorité des représentants de l'Odjak ne venait pas exclusivement de la religion qu'ils suivaient ni de leurs méthodes de gouvernement que n'embarrassaient pas les scrupules humanitaires. Ils avaient doté la régence d'une administration simple, aux rouages immuables et connus de

tous. Habitant les villes, ils laissaient le commandement des campagnes à une aristocratie indigène, religieuse ou militaire, à laquelle ils se contentaient de donner l'investiture moyennant le paiement d'un droit. Celle-ci se rendait bien coupable de nombreux abus, mais ils étaient passivement acceptés et d'ailleurs souvent compensés par la protection et l'hospitalité que le moindre des administrés trouvait auprès de ses maîtres. Les pauvres gens, accoutumés à leur sort, s'identifiaient avec les grandes familles, étaient fiers du luxe de celles-ci et de leur générosité et il ne leur venait pas à l'esprit de se plaindre d'en fournir tous les éléments. Dans ce cadre traditionnel rien ne s'opposait donc foncièrement à l'établissement d'une administration honnête et tolérante, d'autant plus que les mesures de rigueur prises par la France contre la régence avaient eu le caractère d'un châtiment personnel du dey. Vainqueurs et vaincus pouvaient s'entendre sans que leur amour-propre entrât en jeu. De fait, chefs et fonctionnaires de la régence espéraient fermement qu'en échange de leur soumission ils conserveraient leurs charges et que leur autorité serait reconnue et, s'il le fallait, soutenue par les nouveaux maîtres d'Alger comme au temps du bey. C'était aussi l'opinion d'Hussein dey qui, avant de quitter l'Afrique pour Naples, donna quelques conseils à ce sujet au général de Bourmont. A ce désir manifeste il faut rattacher la soumission de Mustapha bou Mezrag, bey de Titteri, et dernier commandant en chef de l'armée vaincue, celle de Hassan, bey d'Oran, ainsi que les avances faites au général en chef par Ben Zamoun, chef influent de la banlieue d'Alger. Partout, à Bône, à Oran, à Médéah, l'esprit de soumission aux chrétiens vainqueurs dominait.

Pour profiter de ces heureuses dispositions il eût fallu que le gouvernement sût ce qu'il désirait, que le commandant en chef sût ce qu'il pouvait. Aucune de ces conditions ne se trouva réalisée. Le prince de Polignac était embarrassé de sa victoire. Personnellement il était d'avis d'abandonner la régence à son sort et de limiter l'occupation française à un point du littoral algérien tel que Bône. Pour sauver la face il estimait nécessaire de négocier avec la Porte la cession des droits que la victoire nous avait ouverts ; c'est ce qu'il essayait d'entreprendre quand Charles X tomba.

Pendant ce temps le commandant en chef de l'armée d'Afrique, pressé d'agir par les événements, avait dû prendre sur place des initiatives, qui engageaient l'avenir d'une façon telle que le projet d'abandon eût été d'une réalisation difficile. A Alger le baron Dennaié et les membres de la commission centrale du gouvernement avaient entrepris de réformer selon des idées personnelles l'organisation municipi-

pale. Table rase était faite des vieilles traditions ; les fonctionnaires turcs ou indigènes en exercice avaient cessé d'être payés et bientôt même d'être utilisés. C'eût été vraiment faire aveu d'impuissance que d'abandonner cette capitale au milieu du désordre engendré par ces mesures. Le départ se fût opéré sans gloire et n'eût pas été sans danger, car le prestige militaire de nos troupes se trouvait lui-même atteint depuis la promenade imprudente entreprise le 23 juillet sur Blidah



SPAHIS (1843) (D'après Raffet).

par le commandant en chef avec des forces insuffisantes que les indigènes avaient insultées. Enfin si, pour favoriser les projets de M. de Polignac, un corps expéditionnaire commandé par le général Damrémont avait occupé Bône le 2 août, un régiment s'était aussi embarqué à Alger le 6 août pour s'installer à Oran et compléter ainsi l'occupation déjà réalisée de Mers-el-Kebir. A l'est comme au centre et à l'ouest le pavillon français était hissé, donc engagé.

Sur ces entrefaites, le 11 août, un bâtiment marchand apporta la nouvelle des journées de Juillet : Charles X déchu, l'émeute victorieuse et la guerre menaçant les frontières. Que d'événements imprévus et de nature à échauffer les ima-

ginations ! Le maréchal de Bourmont accepta et fit accepter par l'armée d'Afrique le fait accompli, mais, inquiet de toutes les conséquences qui, en France et hors de France, pouvaient découler de cette révolution, il jugea bon de concentrer ses forces en rappelant auprès de lui celles qu'il avait détachées à Bône et à Oran : mesure prudente, mais repli deux fois néfaste. Il mettait en danger les indigènes qui s'étaient compromis pour nous, et, de plus, il fut représenté par nos ennemis comme un signe incontestable de faiblesse et comme un premier succès accordé aux croyants fidèles par la faveur d'Allah tout-puissant. Le nombre de nos adversaires augmentait, car nombreuses étaient les raisons qu'avaient les habitants de la Régence de se plaindre. A son entrée à Alger, l'armée avait respecté la ville. Seule la casbah, où le quartier général du général de Bourmont s'était installé, avait vu quelques scènes de pillage. Elles ne s'étaient d'ailleurs pas étendues, comme on le dit à tort, au trésor du dey dont les 48 700 000 francs furent envoyés en France et payèrent les frais de l'expédition. Mais les troupes campées hors des murs n'avaient pas observé la même réserve. Pour avoir du bois on coupait les arbres fruitiers, pour faire du feu on brûlait les portes, les fenêtres et jusqu'aux poutres des habitations. Bientôt les fontaines de la ville tarirent, car, pour obtenir commodément de l'eau, les troupes avaient rompu les aqueducs.

De son côté l'armée française, dont la fièvre décimait les rangs, était inquiète et mécontente. Le général en chef n'avait pas osé prendre sur lui de distribuer la moindre récompense et Paris, dont le silence était resté longtemps inexplicé, ne se pressait pas de répondre aux propositions dont il était saisi. Certains officiers, troublés dans leurs sentiments de fidélité à l'égard des Bourbons, avaient bien accepté la cocarde tricolore, mais se refusaient à servir sous un drapeau non fleurdelysé. D'autres craignaient d'être maintenus en Afrique pendant que de graves dangers menaçaient peut-être les frontières de la patrie. Le désir de se rembarquer était unanime et plusieurs de ces officiers, donnant leur démission, purent le satisfaire. Que pensaient les vaincus en apercevant ces signes manifestes de décomposition militaire ? Quels espoirs pouvaient-ils nourrir en voyant le maréchal de Bourmont lui-même quitter Alger, le 3 septembre, comme un proscrit ?

L E PASSAGE DU GÉNÉRAL CLAUZEL

Son successeur, le général Clauzel, débarqué la veille, prit ses fonctions avec quelque brutalité. Ce revenant des guerres de l'Empire, d'abord fraîchement accueilli, n'eut aucune peine cependant à obtenir des troupes qu'elles servissent avec loyalisme un nouveau roi. Le gouvernement de Louis-Philippe, préoccupé de cette seule question, avait donné

pour le reste plein pouvoir au nouveau chef. Homme d'initiative et d'action, le général Clauzel était d'avis non seulement de conserver Alger, mais encore d'étendre la conquête sur tout le pays en opérant progressivement et avec persévérance, du centre vers la périphérie. Il fit part de ses intentions au ministre de la Guerre en l'assurant que 10 000 hommes lui paraissaient suffisants pour tenir Alger et les principaux points du littoral ; on fut très satisfait d'apprendre qu'à ce prix il serait possible de fonder dans la Régence une importante colonie où la France trouverait la plupart des produits qu'elle achetait en Amérique ou dans les Indes et un précieux débouché pour ses manufactures.

En somme, la révolution de Juillet avait éveillé chez les indigènes l'espoir de voir les Français quitter l'Algérie au moment même où le nouveau gouvernement, bon gré, mal gré, décidait de s'y maintenir.

Par une série de reconnaissances, le général Clauzel rendit manifeste cette volonté. Puis, comme la rébellion s'organisait, il résolut de lui porter un coup décisif et de s'en prendre immédiatement à son chef, Mustapha bou Mezrag, bey de Titteri. Le 15 novembre il le destitue, entre à Blidah à la tête d'un corps d'armée de 7 000 hommes et s'engage en direction de Médéah, dans le petit Atlas. Les indigènes avaient pris leurs dispositions pour défendre le col qu'empruntait la route. Un coup de vigueur du général Achard força le passage. Médéah fut occupé le lendemain sans difficultés ; Bou Mezrag, abandonné des siens, se rendit à discrétion.

Cette expédition met déjà en lumière la façon défectueuse dont les opérations étaient conçues et préparées. Il n'avait pas été emporté de fonds pour en assurer au nouveau bey de Titteri et à la garnison française laissée à Médéah ; pas de vivres ni de munitions pour les détachements qui devaient rester à l'arrière. Ce fut la cause de graves incidents qui ternirent le succès. Cinquante artilleurs envoyés à Alger pour y chercher des munitions furent assaillis et égorgés en route. Blidah, attaqué par les montagnards, fut le théâtre d'un véritable carnage. Le général Clauzel, surpris, se résolut à abandonner le vaste plan d'opérations et d'occupation. Le maintien d'une garnison permanente à Médéah n'avait plus de raison d'être. Avant d'être retirée, elle fut bloquée par les indigènes et subit des pertes sévères. On usa de stratagèmes pour la ravitailler, puis il fallut la renforcer, bientôt la replier. Mieux eût valu ne pas l'installer.

Ce n'est d'ailleurs pas cette erreur qui provoqua le rappel du général Clauzel. Pressé d'envoyer dans la métropole les troupes qui lui étaient réclamées, il avait entamé des négociations pour donner, moyennant tribut, les beyliks d'Oran et de

Constantine aux princes de la famille du bey de Tunis et, dans ce but, il avait fait occuper Mers-el-Kebir et Oran par le général Damrémont. Ces initiatives diplomatiques déplurent au gouvernement dont elles augmentaient les difficultés en Europe ; le général Clauzel rentra en France, regretté de son armée, qui, malgré quelques déboires, avait apprécié sa droiture, son activité et la vigoureuse attitude qu'il avait adoptée pour défendre contre les bureaux du ministère les intérêts de ses subordonnés.

LE GÉNÉRAL BERTHEZÈNE En réduisant à 7 régiments les troupes d'Algérie et en n'accordant au général Berthezène que le titre modeste de commandant de la division d'occupation, le gouvernement de Louis-Philippe n'avait pas diminué les difficultés qui étaient à prévoir du côté d'Alger. S'il était relativement facile de réduire la zone qu'occupaient les régiments français, l'honneur de la France permettait-il d'abandonner par exemple ce bey de Titteri installé par elle et que bloquait dans Médéah Oulid bou Mezrag, fils de l'ancien bey Mustapha ? Le général Berthezène ne le crut pas et courut à son secours. Sa colonne, violemment attaquée au retour et prise de panique, ne fut sauvée d'un désastre que par le sang-froid et l'énergie du chef de bataillon Duvivier. L'effet moral de ce revers fut immense ; l'insurrection gagna la banlieue d'Alger. Le calme ne revint que grâce à l'application de cette humiliante formule : « aux Français la ville, aux indigènes le reste du pays. » Dès les premiers jours de la conquête, pour satisfaire aux besoins de l'armée et administrer le pays, des mesures arbitraires avaient été prises qui s'écartaient beaucoup des promesses faites solennellement aux habitants par le général de Bourmont. Des confiscations avaient été prononcées abusivement ; faute d'archives, il était difficile de dénombrer exactement les biens des domaines et ceux des Turcs déportés, les biens religieux et ceux momentanément abandonnés par leurs maîtres absents. De nombreuses propriétés avaient été occupées par l'autorité militaire et des maisons démolies par le génie pour des motifs très plausibles, mais sans indemnité pour les indigènes déposés. La spéculation s'en étant mêlée, la confusion augmentait sous les yeux d'une administration et d'une justice également impuissantes à vérifier et à légitimer les diverses transactions.

L'appareil judiciaire dont il fallait doter cette société composite, dans laquelle Français, Européens et indigènes, militaires, civils, chrétiens, juifs et musulmans se trouvaient aux prises, était difficile à mettre sur pied. Quant aux problèmes du ravitaillement de la population et de l'hygiène publique ils se heurtaient, à tout

instant, à des obstacles imprévus. Mal préparés à leur rôle administratif, mal secondés d'autre part par les intendants civils qui leur furent subordonnés, les généraux en chef avaient répondu à des nécessités urgentes par des mesures souvent précipitées, parfois arbitraires, qui, évoquées à la tribune du Parlement, troublèrent les esprits. Casimir Perier, président du Conseil, fit admettre en mai 1831 par le gouvernement que le pouvoir civil et l'autorité militaire seraient séparés et qu'à côté du général commandant les troupes il serait nommé un intendant civil. Celui-ci était placé sous les ordres immédiats du président du Conseil et dépendait en outre des autres ministres pour les affaires les concernant. Deux chefs à Alger, plusieurs ministres à Paris allaient ainsi s'occuper simultanément des questions d'Afrique : l'harmonie indispensable entre dirigeants et exécutants n'en était que plus difficile à réaliser.

Pour mettre en application ce nouveau système, il était à peu près impossible de faire de plus mauvais choix que ceux du duc de Rovigo comme commandant des troupes et du baron Pichon comme intendant civil, l'un que ses fonctions de ministre de la Police sous l'Empire avaient accoutumé aux mesures énergiques et l'autre que ses habitudes de légiste tatillon préparaient mal aux décisions rapides indispensables dans un pays en état de guerre et où tout était à créer. Le conflit éclata entre ces deux personnages, dès le premier contact, à propos d'une réquisition de laine ordonnée par le général pour donner aux soldats mal couchés et en proie à la fièvre un confort dont ils avaient grand besoin. Il s'affirma bientôt au sujet de toutes les questions, qu'il s'agit de colonisation, d'expropriation de terrains, de mesures judiciaires, etc., jusqu'au jour où l'ordonnance du 12 mai, suivie du retour en France du baron Pichon, vint mettre un terme à une dualité de commandement dont six mois d'expérience avaient démontré le danger. Un autre conflit d'attributions éclata entre le duc de Rovigo et le général Boyer qui, correspondant directement d'Oran avec le ministre de la Guerre, avait des prétentions à l'indépendance. Le duc de Rovigo l'emporta encore, mais, comme on le verra par la suite, la morale de ce regrettable incident fut trop vite oubliée.

Autoritaire, Savary ne suit que ses idées personnelles. A l'égard des indigènes il emploie sans scrupules la manière forte, mate avec une énergie impitoyable tout essai de rébellion. Au point de vue militaire, de même que la sécurité d'Alger est assurée par les hauts murs de son enceinte, il veut que celle de la banlieue repose sur quatre camps permanents reliés par une route de ceinture et une ligne continue de petits blockhaus. Au point de vue économique, il entreprend un ensemble de travaux de routes et d'assèchements ; il projette une série de mesures favo-

rables à la colonisation ; mais, parmi ces improvisations plus ou moins heureuses, la maladie le terrasse et le contraint à rentrer en France.

L E BUREAU ARABE Avec le duc de Rovigo étaient partis deux secrétaires qui avaient en main la direction d'un bureau, dit cabinet arabe, où se traitaient toutes les affaires avec les gens du pays. En présence de gens qui n'entendaient pas l'arabe, les interprètes avaient beau jeu ; aussi tout allait à la diable. Le général Avizard, commandant en chef par intérim, et le général Trézel, son chef d'état-major, comprenant que les choses ne pouvaient continuer ainsi, chargèrent le capitaine de Lamoricière de donner au cabinet arabe une organisation régulière et stable et d'en prendre la direction. On lui adjoignit quatre interprètes, des secrétaires, des employés indigènes ; on lui donna un beau local dans une dépendance de la maison du général en chef et on lui confia l'administration des fonds secrets qui s'élevaient à environ 60 000 francs. Le bureau arabe était né.

La politique indigène suivie à Alger avait eu pour résultat de briser les anciens rouages de la Régence, de détruire l'influence et l'autorité des vieilles familles et d'engendrer partout l'anarchie. D'autre part le contact immédiat et brutal des troupes avec la population avait été accompagné de mesures vexatoires qui avaient semé partout la haine. Le capitaine de Lamoricière se proposa, en inaugurant un système de rapports plus intimes avec les indigènes, d'effacer les malentendus, de satisfaire leurs désirs, d'écouter leurs plaintes et de rechercher au sein de la population les personnages vraiment en situation de devenir des chefs loyaux et influents. Grâce aux qualités personnelles du capitaine, cette méthode réussit.

Contre les Hadjoutes qui troublaient incessamment la Mitidja, on vit pour la première fois des gens des Beni Moussa participer à la répression, certains blockhaus furent confiés à la garde des habitants du Fahç et les officiers du bureau arabe, dont les sentences et la protection étaient recherchées, circulèrent au milieu des tribus en toute sécurité.

Il s'en faut cependant que cette institution ait été accueillie par une faveur unanime. Les officiers du bureau arabe, que leur service mettait en relief, suscitèrent en Afrique bien des jalousies. Paris aussi fut long à comprendre que, grâce à cet admirable instrument de pénétration pacifique, l'action militaire se trouvait préparée et prolongée par une action politique efficace. Le bureau arabe, avec ses chefs français et ses agents indigènes, pouvait procurer cette connaissance du pays et des populations si nécessaire et encore si imparfaite ; et, avantage plus appréciable encore, il devait assurer plus de suite dans les idées, plus de stabilité dans

le personnel en contact avec les administrés. Les bureaux du ministère, sans entraver catégoriquement le fonctionnement de l'institution nouvelle, prirent à son encontre une série de décisions mesquines qui témoignaient d'une complète méconnaissance des situations. Le général Voirol voulut nommer des caïds et des cheikhs servis par des cavaliers indigènes, les uns et les autres soldés. Les faibles crédits nécessaires furent refusés. Le commandant en chef, que ne paralysait pas la crainte des responsabilités, passa outre et réalisa son projet grâce à des virements ; les succès qu'il obtint lui donnèrent raison.

L'OPPOSITION PARLEMENTAIRE Le gouvernement de Juillet s'était résigné à maintenir l'occupation de l'Algérie, quoique cet héritage des Bourbons lui parût lourd ; de son côté le Parlement n'y voyait qu'une occasion de dépenses stériles et une cause de périls constants. L'importance et la valeur économique d'une colonie n'étaient guère appréciées à cette époque, et la Régence apparaissait digne tout au plus de recevoir les déchets de la métropole, les débris turbulents et encombrants de l'émeute victorieuse. Pour les économistes, tel M. Hippolyte Passy, la possession d'Alger était dommageable à la France. Pour le général Bugeaud, elle était à la fois une source de difficultés diplomatiques et une cause de faiblesse militaire, et il était imprudent, alors que l'Europe menaçait les frontières, d'exposer en Afrique une portion de l'armée. En dépit de ces arguments plus ou moins plausibles, le point d'honneur l'emporta. Abandonner une conquête, sous la pression confuse de l'étranger, c'était avouer une infériorité nationale, amener le drapeau, ne tenir nul compte du sang versé ; c'était une humiliation dont l'idée était insupportable. L'opinion populaire, l'armée pensaient ainsi : leur sentiment avait raison contre tous les raisonnements. Longtemps cependant l'opposition lutta pour faire prévaloir ses idées d'abandon ; tantôt menant grand bruit autour de quelque fâcheuse erreur, tantôt groupant dans une commission ou aux hasards d'une séance ces majorités de circonstance qui, par des voies obliques, contrecarrent, à toutes les époques, l'action des gouvernements. Pendant que le Parlement discutait, que ministres et commandants en chef se succédaient, un seul élément reste stable et fort : l'armée d'Afrique. C'est elle qui réglera, d'une manière parfois brutale mais décisive, les questions militaires et politiques qui se poseront dans l'ancienne Régence.

LE PREMIER GOUVERNEUR GÉNÉRAL De septembre à octobre 1831 une commission parlementaire vint en Afrique se renseigner sur place. Elle rapporta à Paris d'excellentes informations qui, discutées par une deuxième commission,

amenèrent celle-ci à proposer que l'on restât en Algérie, mais avec une organisation nouvelle du commandement.

Désormais les destinées des possessions françaises de l'Afrique du Nord sont confiées à un gouverneur général, agissant sous les ordres directs du ministre de la Guerre et assisté d'un conseil de gouvernement. Ce conseil prépare les ordonnances à soumettre à la signature du ministre et les arrêtés à prendre en cas d'urgence par le gouverneur général. Le comte d'Erlon est désigné pour mettre le premier en œuvre ce système de gouvernement ; ce n'était pas un excellent choix. Ignorant tout de cette Afrique où il venait achever sa carrière, il tremble d'être désavoué par son supérieur. Facile à circonvenir, il change sans cesse d'avis et se montre hésitant devant les moindres résolutions à prendre. Il croit bien faire en supprimant le bureau arabe et en rétablissant les fonctions d'agha : cette concession amène la révolte des Hadjoutes et la reprise du brigandage. Partisan de l'abandon de Bougie, il laisse engager en secret des pourparlers de paix avec un cheikh de l'endroit, et n'aboutit qu'à un conflit aigu entre les autorités françaises de la ville. Dans l'ouest, sa faiblesse et ses revirements à l'égard d'Abd-el-Kader auront pour conséquence un désastre français sur les rives de la Macta.

Le corps de débarquement que le général Damrémont avait conduit à Oran s'était installé dans cette ville sans coup férir quand se répandit le bruit, tendancieusement commenté, de l'évacuation de Médéah par les Français, du rapatriement de leurs troupes et du rappel du général Clauzel. Des représentations diplomatiques enlèvent au sultan du Maroc, Abd-el-Rahman, l'espoir de profiter de l'anarchie qui suivit le départ du bey Hussein ; mais les tribus, facilement enflammées par le souvenir des luttes victorieuses soutenues contre les Espagnols d'Oran, prennent les armes, font le vide autour de la place et se donnent un véritable chef de guerre, Abd-el-Kader.

ABD-EL-KADER CHEF DE GUERRE

Abd-el-Kader était le troisième fils de Mahi-eddine, marabout respecté des environs de Mascara. Il avait vingt-quatre ans. C'était un « homme de poudre », vigoureux, hardi et excellent cavalier. Pieux et digne, éloquent et généreux, il possédait les qualités physiques et morales des entraîneurs d'hommes. Il se révéla sagace et fin politique, habile à dissimuler ses faiblesses et exactement renseigné sur celles de ses adversaires dont il exploitera à merveille la lassitude ou les rivalités. Magnanime après un succès, intraitable après un revers, soutenant les siens, se soutenant lui-même par une foi iné-

branlable dans sa résolution d'obéir aux volontés d'Allah, c'était un adversaire redoutable dont il ne fut pas longtemps permis de sous-estimer la valeur.

L'autorité du nouveau chef ne fut pas, d'abord, incontestée. Parmi des rivaux, jaloux de leur indépendance, et jusque dans le sein de sa propre famille, son élévation suscita une violente opposition. Son caractère honnête luttait contre les abus.



ABD-EL-KADER (D'après une lithographie).

D'ailleurs, un même intérêt n'unissait pas tous les indigènes de la province, car si, à l'intérieur des terres, ceux-ci étaient accoutumés à se suffire à eux-mêmes, sur le littoral, leur existence dépendait étroitement du trafic côtier. Pour engager les hostilités, Abd-el-Kader avait besoin d'armes et de munitions. En attendant qu'il pût en fabriquer, il fallait qu'il pût en recevoir soit du côté de la mer par Oran, Arzeu et Mostaganem, soit du côté du Maroc dont Tlemcen était la porte. De là tout un système politique qu'il se gardait de dévoiler. Ses succès sur les colonnes françaises,

son attitude à l'égard des tribus, faite de sévérité et de magnanimité, lui permirent de venir à bout de ses rivaux. Par contre il ne parvint pas à s'assurer de façon permanente un accès libre vers les ports, et les tribus côtières, Zmelas et Douair, lui échappèrent promptement. Amené enfin par les événements à prendre la tête d'un mouvement de caractère arabe et national, il trouva contre lui tout ce qui, de près ou de loin, touchait à l'ancienne administration du pays. D'instinct, Turcs et Coulouglis se tournèrent du côté des Français, leur ouvrant les portes de Mostaganem, d'Arzeu et de Tlemcen qu'ils défendaient pour le

compte de l'ancien odjack. La partie était donc belle pour la France dans le beylick d'Oran : il fallut bien des fautes pour la compromettre, les unes imputables au gouvernement de Paris dont le désir de paix s'en tenait à des satisfactions apparentes, les autres aux gouverneurs généraux qui, par faiblesse, inclinèrent aux attermolements, d'autres enfin aux commandants de la division d'Oran qui mésusèrent, pour conclure la paix ou mener la guerre, de l'initiative qui leur fut imprudemment laissée. Parmi ces fautes, la première en date fut commise par le général Desmichels.

L'ÉMIR CHEF POLITIQUE Nommé au commandement de la division après le conflit du général Boyer et du duc de Rovigo, ce général avait mené contre Abd-el-Kader une série d'opérations militaires, brillantes mais peu décisives, lorsque l'idée lui vint d'entamer des pourparlers de paix. Pour Abd-el-Kader, l'offre était tentante ; c'était une occasion de faire reconnaître par la France la légitimité de son pouvoir et de se donner auprès des tribus le rôle d'un grand chef politique. Il accepta donc d'entrer en négociations ; il offrit à la France, non sa soumission, mais la paix et, habileté suprême, il obtint en échange à la fois la liberté de se ravitailler et, par le port d'Arzeu, le moyen de le faire. Comme on lui reconnaissait la haute main sur le commerce des ports d'Oran et de Mostaganem, les tribus côtières ne pouvaient plus se dérober à son autorité.

Ce pacte eut, par contre, pour résultat imprévu de compromettre Abd-el-Kader auprès des siens. Traiter avec les chrétiens n'était pas dans les attributions d'un chef qui avait été élu pour leur faire la guerre. La paix signée, conserver en permanence une autorité essentiellement précaire et temporaire était une usurpation que les esprits jaloux ne pouvaient endurer. Le danger passé, la liberté et même l'anarchie n'étaient-elles pas préférables à l'autorité d'un chef trop puissant ? N'était-il pas insupportable de payer des impôts de guerre alors que la paix était un fait accompli ?

Mais, accumulant faute sur faute, Desmichels ne s'avise-t-il pas de soutenir l'émir contre les tribus indociles ? Le général Voirol, tenu à l'écart des négociations menées par son surbordonné, estima que c'était un jeu dangereux. Cet avis fut aussi celui du comte d'Erlon qui fit défense à Abd-el-Kader de dépasser le cours du Chélif. A Paris, parlementaires et ministres se montrèrent heureux de l'ère de paix qui paraissait s'ouvrir à Oran : le rappel du général Desmichels fut accordé au gouverneur général, et l'on crut que les principales difficultés étaient réglées.

Mais quel compte allait tenir Abd-el-Kader des objurgations ou des menaces qui lui venaient d'Alger ? Ne savait-il pas par son représentant, le juif Ben Durand, que les initiatives du comte d'Erlon étaient de peu de suite ? Resterait-il inactif devant les intrigues, non seulement de Sidi el Aribi et de Moustapha ben Ismael mais encore de Moussa el Derkaoui qui était venu du désert à Médéah pour braver son autorité. Passant outre à toutes les défenses, il franchit la fameuse limite du Chélif, entre en triomphateur à Milianah, puis à Médéah, et nomme un des siens bey de Titteri.

Le comte d'Erlon croit devoir s'incliner devant le fait accompli. Mais, aussitôt, il reçoit de l'émir une demande d'armes en vue de réduire à sa merci les gens du méchouar de Tlemcen. Sous prétexte de maintenir le *statu quo* pacifique désiré par Paris et de ne pas blesser l'émir, le gouverneur cède encore, espérant en échange quelques concessions.

Ces faiblesses et cette complaisance eurent un contre-coup immédiat. Abd-el-Kader, traité par les Français comme un souverain légitime, poursuit sans tarder la formation d'un état arabe indépendant qui s'étendra, s'il plaît à Dieu, à la Régence tout entière. Il organise ses finances, crée un embryon d'armée régulière, domine les chefs récalcitrants, crée une représentation diplomatique et poursuit sa propagande en tous les milieux. Abd-el-Kader est assez fin pour se rendre compte qu'il lui est nécessaire de disposer pendant un temps assez long de la complaisance des autorités françaises, s'il veut construire un édifice solide : il les accable de protestations et de procédés amicaux. Mais, sous l'étendard de l'émir s'étaient ralliés tous les chefs religieux, toutes les masses populaires qui, voyant en lui un prédestiné, réclamaient de lui une politique de prestige, hostile aux envahisseurs chrétiens. Une guerre redoutable ne dépendait plus que d'un simple incident.

L'AFFRONT DE LA MACTA

Le général Trézel, qui avait succédé au général Desmichels, était homme à ne se laisser ni intimider ni duper. Rompu par son long séjour en Afrique aux subtilités de la politique indigène, il ne se faisait aucune illusion sur les desseins hostiles de l'émir et il était décidé à contrecarrer ses progrès. L'occasion s'en présenta quand les Douair et les Zmelas, anciennes tribus maghzen d'Oran, demandèrent la protection de la France pour se soustraire au joug d'Abd-el-Kader. Celui-ci prétend les châtier ; Trézel marcha à leur secours, mais il ne dispose que de 3 000 hommes. Il eût fallu qu'une mobilité, impossible à obtenir avec les lourds chariots de l'époque, compensât la faiblesse des effectifs. Après un premier succès qui encombra les prolonges de blessés, la

retraite sur Arzew à travers les défilés de la Macta est rendue nécessaire et elle dégénère, le 28 juin 1835, en désastre. Harcelée sur les flancs, ralentie par le convoi sur roues, accablée par la chaleur, la colonne se dissocia et ne fut sauvée d'une destruction totale que par la vigueur d'un bataillon du 66^e de ligne et par l'indiscipline des Arabes, qui laissèrent le combat pour piller les voitures, massacrer les blessés et détrousser les morts. Les troupes rentrèrent à Arzew ; elles avaient perdu tout leur convoi et plus de 300 hommes.

L'affaire de la Macta entraîna le rappel du général Trézel et le comte d'Erlon céda sa place au maréchal Clauzel. Celui-ci revenait à Alger comme rajeuni et plus ardent que jamais. Choisi, en raison de ses capacités militaires reconnues, pour venger l'affront de la Macta, il avait la confiance de l'armée d'Afrique et du gouvernement. Arrivé avec des renforts il eut l'autorisation d'aller jusqu'à la capitale de l'émir, Mascara. Le duc d'Orléans, héritier du trône, devait l'accompagner dans ces opérations, marquant par sa présence tout l'intérêt que la France attachait au succès.

Le 2 décembre 1835 une colonne de 11 000 hommes franchit le Sig sur les ponts du génie et se dirigea vers la montagne, suivie par l'émir pas à pas. Le 4, une feinte habile dans la direction de Mostaganem facilita l'entrée de la colonne au cœur de la montagne. Le 6, comme le convoi était aux prises avec de sérieuses difficultés, le maréchal le laisse à la garde de deux brigades et se porte sur Mascara avec le reste de ses troupes. Toujours impatient, il devance, lui-même, l'avant-garde, et il arrive à l'entrée de la nuit presque seul avec son quartier général jusque dans la ville qu'Abd-el-Kader venait d'abandonner. Celle-ci était pleine de ressources : on trouva des biscuits, du grain, de la paille et des légumes en abondance ainsi qu'un arsenal rempli d'armes. Contrairement à toutes les prévisions, le maréchal décida que la ville serait évacuée et détruite. Le 12, l'armée parvenait à Mostaganem, n'ayant essuyé que des coups de feu isolés.



FANTASSIN RÉGULIER D'ABD-EL-KADER

Cette expédition contre Mascara ne fut pas aussi inutile qu'on le prétendit : elle

avait rendu à nos armes le prestige perdu sur les rives de la Macta et montré aux tribus que l'émir n'était pas invincible. Abd-el-Kader s'en rendit compte. Aussi marcha-t-il contre le méchouar de Tlemcen dont la possession lui était nécessaire pour se ravitailler au Maroc.

A Tlemcen une garnison de Turcs et de Coulouglis, commandés par Mustapha ben Ismael résistait, depuis 1831, à toutes les attaques arabes. Le 8 janvier 1836,



MAZAGRAN (D'après Philippoteaux).

le maréchal Clauzel, courant à son secours, débloque la citadelle et y laisse, en plus des Turcs, 500 Français volontaires sous les ordres du capitaine Cavaignac.

Toute opération à l'intérieur du pays n'en mettait pas moins le commandement en présence d'un troublant dilemme. Si la colonne se contentait de circuler, le souvenir de son passage victorieux était effacé par celui d'un très dur repli ; si elle laissait derrière elle quelque détachement, alors se posait le problème de l'approvisionnement.

Pour assurer le ravitaillement de Tlemcen, le maréchal Clauzel avait fait occuper l'île de Rachgoun et prescrit au général d'Arlanges, commandant la division d'Oran, de faire suivre à ses convois la route la plus courte qui, de Tlemcen, rejoignait l'embouchure de la Tafna. Il fut relativement aisé de conduire un

convoi d'Oran jusqu'à cette rivière. Mais, le 25 avril 1836, quand le général d'Arlanges voulut se diriger sur Tlemcen, il se heurta, avec 1 800 Français, aux forces réunies de l'émir. Essayer de passer eût été folie ; aussi, après une marche de quelques kilomètres, d'Arlanges, bien inspiré, fit rompre le contact et se retira. Ce fut le signal d'une attaque générale menée par les 12 000 hommes de l'émir qui, heureusement, divisa son effort entre la colonne et le camp français. Il manqua cependant 300 hommes à l'appel et, fait plus grave, l'espoir revint au cœur des indigènes de rejeter les Français dans la mer.

BUGEAUD ET LA VICTOIRE DE SIKAK En France, quand on apprit la position délicate des troupes bloquées au bord de la Tafna, l'unique préoccupation fut de les délivrer. Le 6 juin 1836, débarquait à l'embouchure de la Tafna un renfort de 3 régiments sous les ordres du général Bugeaud. Celui-ci avait 52 ans. Engagé en 1804 dans les vélites de la garde, caporal après Austerlitz, sous-lieutenant en 1806, il avait conquis tous ses grades, jusqu'à celui de colonel, en Espagne où il s'était distingué par des initiatives hardies et vigoureuses. La Restauration lui ayant tenu rigueur de sa conduite pendant les Cent-Jours, il s'était retiré en Périgord, s'adonnant à l'agriculture, méditant les leçons des guerres passées, conformant sa vie à la devise classique : *Ense et aratro*. Réintégré dans les cadres de l'armée active comme général de brigade, il avait été élu député en 1831. Nous avons dit son opinion contraire à l'occupation de l'Algérie. Il la professait sans aucun tact, toute la journée et devant tout le monde. Toutefois ses grandes capacités militaires et son bon sens ses qualités de bonhomie malgré une rudesse de convention le faisaient considérer comme un « chef ». Peu préparé aux luttes insidieuses de l'arène politique auxquelles il s'était mêlé, la moindre piqure le mettait en fureur ; il était au contraire remarquablement qualifié pour commander sur cette terre d'Afrique que, précisément, il dénigrait avec entrain.

Six jours durant, au camp de la Tafna, il s'informa et prit quelques décisions suivies de préparatifs qui laissèrent supposer que, nouveau venu en Afrique, il était indécis sur la conduite qu'il devait y tenir. Rien n'était cependant plus éloigné de son caractère. Mais, renonçant à ses idées personnelles, il s'essayait aux réalités. La guerre telle qu'on l'avait pratiquée jusqu'alors lui paraissait mal comprise. Sortir d'une tanière fortifiée pour entreprendre quelques opérations, limitées en portée ou en durée par un matériel embarrassant et par des approvisionnements insuffisants, n'était-ce pas un vain effort, une caricature de l'offensive véritable qui doit porter des coups puissants et à fond, les porter d'abord, par-

tout et toujours, et qui ne se laisse jamais enlever le bénéfice de l'initiative?

Mais pour obtenir une telle liberté de manœuvre, il faut des troupes dont la légèreté permette d'éviter le combat dans une situation incommode et de le provoquer sur un terrain choisi. Donc plus de cette artillerie puissante mais encombrante, qui donne peut-être confiance aux soldats, mais qui devient fatalement dans une colonne une cause de lenteur et de paralysie. Contre un adversaire très mobile ne suffit-il pas de disposer de pièces de montagne transportables sur animaux de bât? Plus de voitures ni de prolonges dans les convois; à leur place des animaux porteurs, chevaux, mulets et chameaux organisés militairement en brigades et disponibles en toute circonstance. Pour commander enfin à des soldats robustes et acclimatés, il faut à la tête des bataillons ou des escadrons comme à la tête des régiments, des officiers jeunes, énergiques et ambitieux, vigoureusement trempés au physique et au moral. Tel est le fruit de ces réflexions.

Bugeaud en tire une doctrine dont, grand discoureur, il explique à l'avance à ses subordonnés le but et le mécanisme. Ceux-ci sont simples et doivent déclencher le plus souvent ces réactions de surprise que provoquent toujours les initiatives imprévues; ils s'appuient sur la supériorité morale qu'assurent sur des formations improvisées les mouvements bien combinés de troupes disciplinées.

Le 12 juin, Bugeaud part de la Tafna, laissant croire à Abd-el-Kader qu'il veut gagner Tlemcen. Il prend au contraire la route d'Oran et y entre sans combat. Procédant de même à l'improviste, il conduit le 23 un convoi dans Tlemcen puis, revenu le 29 à son point de départ de la Tafna, il projette d'emmener de là un convoi sur Tlemcen. Le 4 juillet à la tombée du jour, son avant-garde bivouaque à l'entrée du défilé que l'émir a fait occuper. Au milieu de la nuit, en grand silence, les troupes quittent le bivouac et, par leur gauche, gagnent un sentier qui franchit l'obstacle montagneux. Malgré sa simplicité le stratagème réussit : au jour et par cet itinéraire, colonne et convoi sont passés. Le 6 juillet, dernière étape. Bugeaud accepte résolument la bataille que l'ennemi semble décidé à livrer. Aux attaques des cavaliers et des fantassins de l'émir les troupes averties ripostent en poussant des contre-attaques à fond qui acculent dans les ravins de l'Isser et de la Sikak les assaillants surpris et déconcertés. La victoire est totale et décisive. L'ennemi a fui de toutes parts, le convoi est entré sans incident à Tlemcen et Bugeaud, affirmant son éclatant succès, bivouaque aux bords mêmes de l'Oued Isser. Un beau butin, 6 drapeaux et 700 fusils, une foule de tués et de blessés que l'ennemi a abandonnés témoignent d'un succès qui, du côté français, n'avait pas coûté 75 hommes. Le 30 juillet 1836, après ce coup de maître, Bugeaud rentrait en France, sa mission terminée.

L A PREMIÈRE EXPÉDITION DE CONSTANTINE

Un mois plus tard, le 28 août, le maréchal Clauzel débarquait à Alger, qu'il avait quitté depuis quatre mois pour défendre au Parlement et devant les ministres les affaires de son gouvernement.

Il avait rallié Thiers, président du Conseil, à ses projets d'expansion dans l'est algérien et obtenu, en prévision d'une expédition sur Constantine, que son effectif fût porté à 34 000 hommes dont 4 000 irréguliers. Le 6 septembre, Thiers ayant cédé sa place au comte Molé, l'envoi des renforts promis fut suspendu ; le général Bernard, ministre de la Guerre dans le nouveau cabinet, se contenta d'écrire que l'expédition de Constantine était autorisée, non ordonnée, et que, selon les instructions du roi, le duc de Nemours devait y assister.

Comme toutes les expéditions malheureuses, celle de Constantine a donné lieu à d'âpres discussions. Il en est peu qui renferment, dans un cadre aussi restreint, de si utiles enseignements. Hadj Ahmed, bey de Constantine, était venu, lors de la prise d'Alger, prêter main-forte au dey Hussein. Après la défaite il s'était retiré dans sa province, emmenant avec lui tout ce qu'il avait pu amasser sur son passage d'argent, d'armes et d'animaux ; il était détesté de ses administrés, qui voyaient en lui un étranger rapace et cruel, et sa lutte contre les Français à Bône et à Bougie n'avait pu lui donner d'autorité durable.

Un jeune aventurier, Youssouf, qui servait dans les rangs français, en avait fait la démonstration au maréchal Clauzel qui, séduit, avait imaginé de donner à cet informateur le titre de bey et la place d'El Hadj Ahmed. L'origine de Youssouf était obscure, mais son intelligence, son audace et sa bravoure l'avaient fait remarquer. En 1832, par un coup de main hardi sur la casbah de Bône, il s'était, avec le capitaine d'Armandy, rendu maître de cette ville. De là il avait noué d'utiles relations avec les tribus de l'intérieur du pays. Avec l'appui de la population et l'escorte de quelques unités irrégulières, notamment un bataillon turc recruté par lui, il se faisait fort d'entrer dans Constantine sans difficultés. La belle saison s'écoula sans qu'une décision fût prise. Guelma, qui devait servir de base aux opérations contre Constantine, ne fut ni occupé, ni équipé. Les tribus que ce poste eût couvertes, ne se sentant pas soutenues, s'éloignèrent.

Entraîné, enfin, par l'insistance de Youssouf, le maréchal Clauzel se décida à le conduire à Constantine avec 4 petites brigades à l'effectif total de 8 000 hommes, prélevés sur les disponibilités de l'Algérie et aussi mal pourvus en vivres qu'en artillerie, en munitions et en moyens de transports.

Le moment propice était passé : El Hadj Ahmed avait pris ses dispositifs



THE BRIDGE AT THE MOUNTAIN

NEW YORK 1890

THE BRIDGE AT THE MOUNTAIN

THE BRIDGE AT THE MOUNTAIN

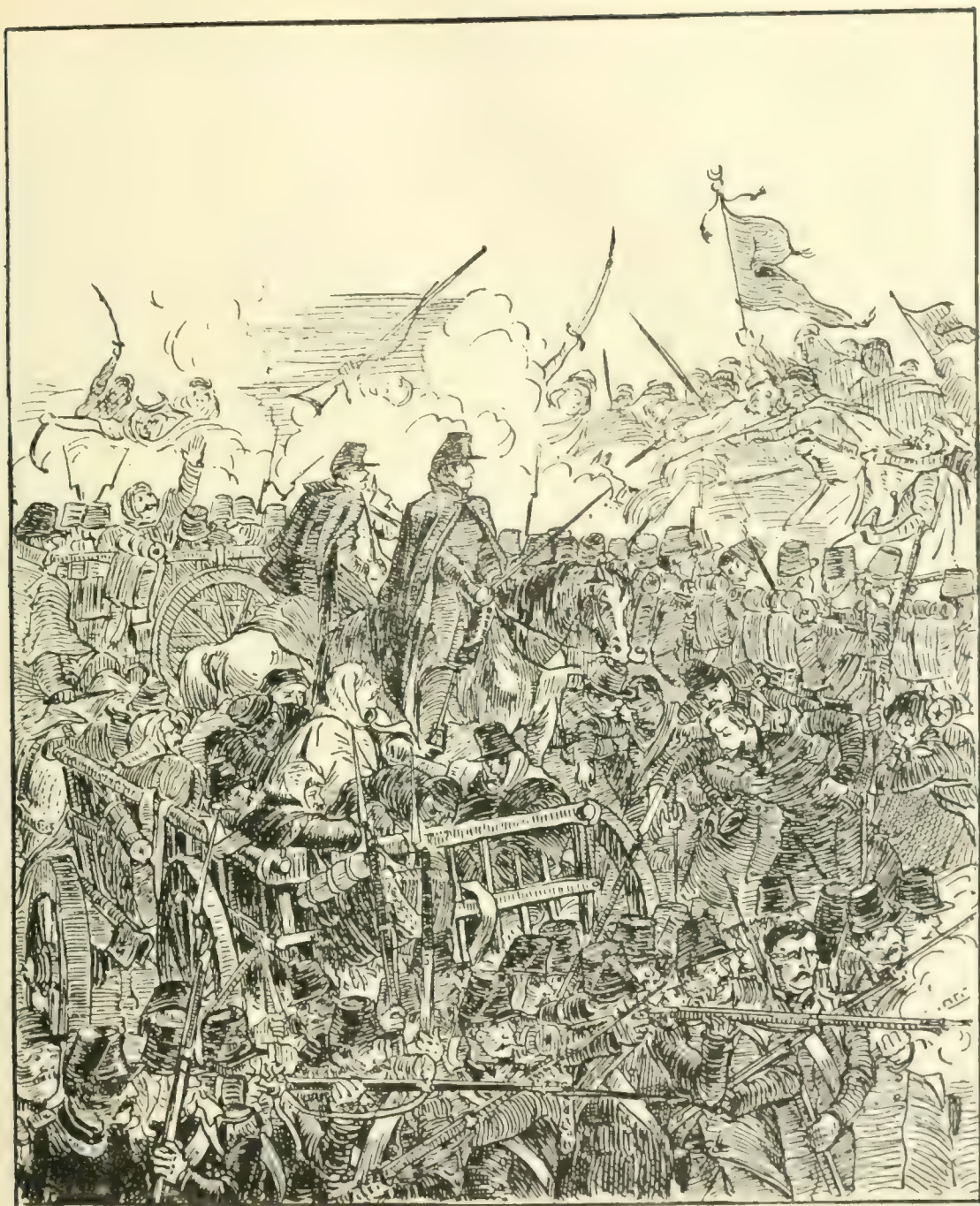
de défense et les populations, qu'on affirmait lui être hostiles, ne se prononçaient pas ; les animaux qu'on aurait dû trouver sur place faisaient défaut ; enfin la saison était déjà très avancée ; ses rigueurs soudaines et imprévues provoquèrent une catastrophe. Le mouvement des troupes, commencé le 8 novembre, s'effectua d'abord sans encombre. A Guelma, premier incident fâcheux : l'intendance n'ayant pas su assurer la nourriture des animaux réquisitionnés, une partie des conducteurs déserte avec 60 bêtes de somme. La colonne n'en avait que 400 : c'était une perte sensible et presque irréparable. Après le franchissement de l'Oued Zenati, un vent très violent accompagné d'une pluie abondante et glacée se mit à souffler : le jour il rendait des plus pénibles la marche sur un sol argileux, détrempe et souvent labouré ; la nuit il empêchait tout le monde de se reposer. Pas le moindre bois pour faire cuire quelques aliments. Plus on approchait de Constantine, plus la tempête de grêle et de neige faisait rage. Le 20 novembre, deux hommes s'étaient suicidés en cours de route en se frappant de leur baïonnette ; le 21, dix-sept soldats étaient morts de froid au bivouac de la Soummah. La tente-abri n'existait pas alors. Quand on arriva devant Constantine la colonne était dans un affreux désordre, ayant semé en arrière, tout le long du chemin, une partie des hommes et du convoi. Ahmed bey s'était retiré vers Milah et tout était prêt pour la défense sous les ordres de son lieutenant, Ben Aïssa. L'investissement eût exigé des effectifs que le maréchal Clauzel était loin de posséder. Un bombardement ne pouvait avoir que peu d'efficacité sur ces maisons en pisé et les ressources limitées de l'artillerie ne permettaient d'ailleurs pas d'y recourir. Le maréchal savait par son expérience personnelle que « brûler des maisons ce n'est pas s'emparer d'une place ». Il ne restait que deux solutions : la surprise d'une porte ou une attaque de vive force.

Constantine, bâtie sur un rocher qu'isolent le cours du Rummel et ses abîmes infranchissables, n'était accessible que par le pont romain, dit El Kantara, et par l'isthme étroit qui reliait le rocher de la ville à la hauteur du Koudiat Aty. Le maréchal envoya de Mansourah sur cette position les 1^{re} et 2^e brigades sous les ordres du général de Rigny. Alors que leur avant-garde franchissait le Rummel, la colonne fut attaquée par un millier d'Arabes qui, sortant de la ville, avaient été suivis par une foule d'hommes, de femmes et d'enfants sans armes, venus en auxiliaires ou en curieux. Culbutés à la baïonnette par le bataillon d'Afrique et le 17^e léger, les Arabes se replièrent, puis se mirent à fuir et la troupe en désordre des gens armés et désarmés se lança, prise de panique, vers les portes qui restaient ouvertes. Un peu d'initiative et d'à-propos chez un sous-ordre plus friand des occasions de vaincre que soucieux des raisons de se ménager, et l'armée du maréchal Clauzel

remportait ce jour même un de ces beaux succès qui, à la guerre, ne tiennent souvent qu'à un fil.

La pluie, le froid, la faim et la boue enfin, cet ennemi plus redoutable encore pour les soldats, avaient détruit toute discipline. Sur le Mansourah c'était à qui trouverait un abri dans les grottes. Le lendemain, il ne restait qu'une poignée d'hommes, d'officiers et de gradés, pour défendre le convoi et pousser aux voitures qui, embourbées, durent être abandonnées peu à peu. Tout cela se fit sans précaution et sans discernement ; avant d'être livrées aux Arabes qui de loin observaient la scène, avides du moindre butin, les voitures furent pillées, les barils d'eau-de-vie défoncés. Des soldats qui, jusque-là, étaient restés fidèles à leur devoir, s'enivrèrent, puis se couchèrent ou se débandèrent. La perte du convoi, l'échec des attaques qui furent dirigées le 23 novembre contre les portes de la ville, le nombre sans cesse croissant des malades et des blessés, le temps affreux qui menaçait de continuer démoralisèrent l'armée entière. Le maréchal, qui avait eu le grand tort de croire aux inspirations de Youssouf, conserva tout son sang-froid : il ne fut ni abattu par ce désastre ni accablé par ses responsabilités. Il ordonna le rassemblement selon un dispositif réglé de sang-froid et, quand tout fut mis en place, il donna le signal de la retraite. Le convoi des malades, des blessés et des éclopés entreprit alors une marche lente et méthodique, encadré par des unités qui se déplaçaient par échelons.

Vu l'état de démoralisation profonde qui régnait dans les rangs, la panique était à craindre : un exploit vint tout sauver. De toutes parts, bourdonnait en essaims la cavalerie des Arabes. Changarnier, qui commandait un bataillon du 2^e léger, transgressant les ordres reçus, arrêta son unité, fit rentrer ses tirailleurs, former le carré et accueillit par un feu rapproché les masses ennemies essayant de le submerger. Cet acte, accompli en quelques minutes avec sang-froid et à-propos sous le regard de toute la colonne, ramena le sourire sur les lèvres des soldats et « les jurons dans leur bouche ». Frappés par cette dure leçon, les Arabes ne serrèrent plus la colonne de si près. L'armée ayant retrouvé la discipline, était prête à affronter de nouveaux périls. Quand elle rentra à Bône, elle avait perdu en trois semaines plus de 700 hommes dont 11 officiers et 443 soldats tués. Pour comble de malheur, le typhus ravagea ce qui restait de ses débris pitoyables et le 30 janvier 1837, l'explosion d'un million de cartouches et de 700 kgs de poudre entassés à Bône dans la poudrière de la casbah augmenta le chiffre des pertes de 105 tués et 192 blessés. «



CHANGARNIER ET LE 2^e LÉGER PENDANT LA RETRAITE DE CONSTANTINE
(D'après Philippoteaux).

**L'ILLUSION PACIFIQUE ET
LE TRAITÉ DE LA TAFNA**

Le désastre de Constantine mit le cabinet Molé dans un cruel embarras. Le système de l'occupation restreinte et du progrès pacifique avait d'avance toutes ses faveurs. Après un tel échec il paraissait difficile de l'appliquer. Le nouveau gouverneur, le général Damrémont, fut néanmoins invité à se dégager de l'ardeur guerrière de son entourage, mais, comme il fallait avant tout laver l'affront, il obtint les moyens nécessaires. L'effectif dont il disposait fut porté de 33 à 43 000 hommes et il reçut comme adjoints deux grands chefs, le général Valée pour l'artillerie et le général Rohault de Fleury pour le génie. Le second fils du roi, le duc de Nemours, en souvenir du bel exemple qu'il avait donné pendant la pénible retraite de 1836, fut autorisé à nouveau à prendre part à l'expédition et on lui confia la brigade d'avant-garde.

Pendant que les opérations se déroulaient dans l'est, il était de toute importance qu'à l'ouest l'action d'Abd-el-Kader fût neutralisée. Or de ce côté naissaient des espoirs de paix : la garnison française et le méchouar de Tlemcen avaient été ravitaillés par les soins de l'émir. Ce geste pouvait cependant cacher quelque dessein secret. Le gouvernement renvoya à Oran le général Bugeaud avec mission de réduire l'émir à l'inaction pendant les opérations de Constantine, par la guerre ou par la paix. Oublieux de précédents fâcheux, le ministre avait accordé au général Bugeaud une indépendance très grande à l'égard du gouverneur général et créé, par là même, entre ces deux chefs, une cause de conflits des plus fâcheux. Des tractations que le général Bugeaud entama avec l'émir sortit le traité fameux de la Tafna. Abd-el-Kader reconnaissait la souveraineté de la France en Afrique et recevait en échange le beylick de Titteri et une grande partie des provinces d'Alger et d'Oran. Les Français ne se réservaient qu'un mince territoire autour d'Oran et de Mostaganem ainsi que la Mitidja avec Alger et Blida. Médiocre diplomate, Bugeaud avait accordé d'immenses avantages à l'émir, dont l'autorité s'étendait désormais des frontières du Maroc aux tribus insoumises du beylick de Constantine et dont l'indépendance surtout allait être assurée, grâce à Tlemcen, cette porte du Maroc qui, bénévolement, lui était livrée. Par une mise en scène fort bien agencée et des détails protocolaires intelligemment choisis, l'émir sut démontrer à ses fidèles qu'il avait vaincu sans combattre. Quant à Bugeaud, qui, d'ordinaire, n'avait aucun goût pour la solution bâtarde des efforts restreints, il ne tarda pas à être désabusé par cet essai infructueux. L'évacuation étant impossible et la conquête inévitable, il se prononcera nettement pour celle-ci et réclamera tous les moyens nécessaires pour y parvenir.

Dégagé, pour le moment, de toute grave préoccupation du côté d'Oran, le général Damrémont pouvait se consacrer entièrement à l'expédition de Constantine. Les lacunes auxquelles avait été imputé l'échec du maréchal Clauzel furent comblées. Les colonnes comprirent 17 pièces de siège ; elles reçurent 2 500 animaux de bât ou de trait et vingt-deux jours de vivres dont huit portés par les soldats. L'équipement et l'habillement des hommes avaient été allégés par la suppression du sabre et des buffleteries ; les gibernes furent remplacées par des cartouchières et la couverture par un sac de campement. Hélas ! rien ne put être fait contre la fièvre qui, à l'automne, coucha 2 500 hommes dans les hôpitaux de Bône et de Guelma ; un instant, il fut à craindre que le choléra, apporté de France par les renforts, n'arrêtât toute opération. Le départ des troupes eut lieu cependant le 1^{er} octobre 1837. Sans coup férir, tout le monde se trouva réuni devant Constantine sur les plateaux du Mansourah et de Sidi Mabrouk. Attaquée par 11 000 hommes qu'appuyait une artillerie puissante, 4 canons de 24 et autant de 16, 2 obusiers de 8 et 4 de 6 pouces ainsi que 3 mortiers de 8 pouces, la place ne pouvait résister longtemps. Le 11 octobre, on commença à battre les murs en brèche. Le général Damrémont, emporté le 12 par un boulet turc, ne devait pas voir le succès. Le soir même la brèche était suffisante pour livrer passage aux colonnes d'assaut au nombre de trois. Le 13 octobre 1837, à sept heures, la première d'entre elles, commandée par Lamoricière, s'ébranla, suivie bientôt par les autres. Deux heures de lutte corps à corps, parmi des murs écroulés, des explosions multipliées, furent nécessaires pour se frayer un passage à travers les rues que barraient les décombres et dont les maisons en terrasses étaient autant de dangereux fortins. A midi, cependant, tout était fini et le général Valée, nouveau commandant en chef, suivi du duc de Nemours, pénétrait solennellement dans la ville par la brèche ouverte.

PAIX A L'EST, GUERRE A L'OUEST

Les hasards de la guerre et le privilège de l'ancienneté avaient procuré au général Valée l'honneur de la prise de Constantine. Il fut élevé à la dignité de maréchal de France et se vit confirmé dans les fonctions de gouverneur général qu'il exerçait par intérim. C'était un artilleur à l'esprit cultivé, un grand travailleur, lent à se décider, mais ferme dans ses résolutions, méticuleux en diable et systématique à l'excès. L'occupation de Constantine s'était effectuée avec le plus grand ordre. La population, rassurée, avait repris aussitôt ses occupations, et le souk était bientôt fréquenté par les tribus voisines qui avaient vu avec soulagement la disparition du bey. Le

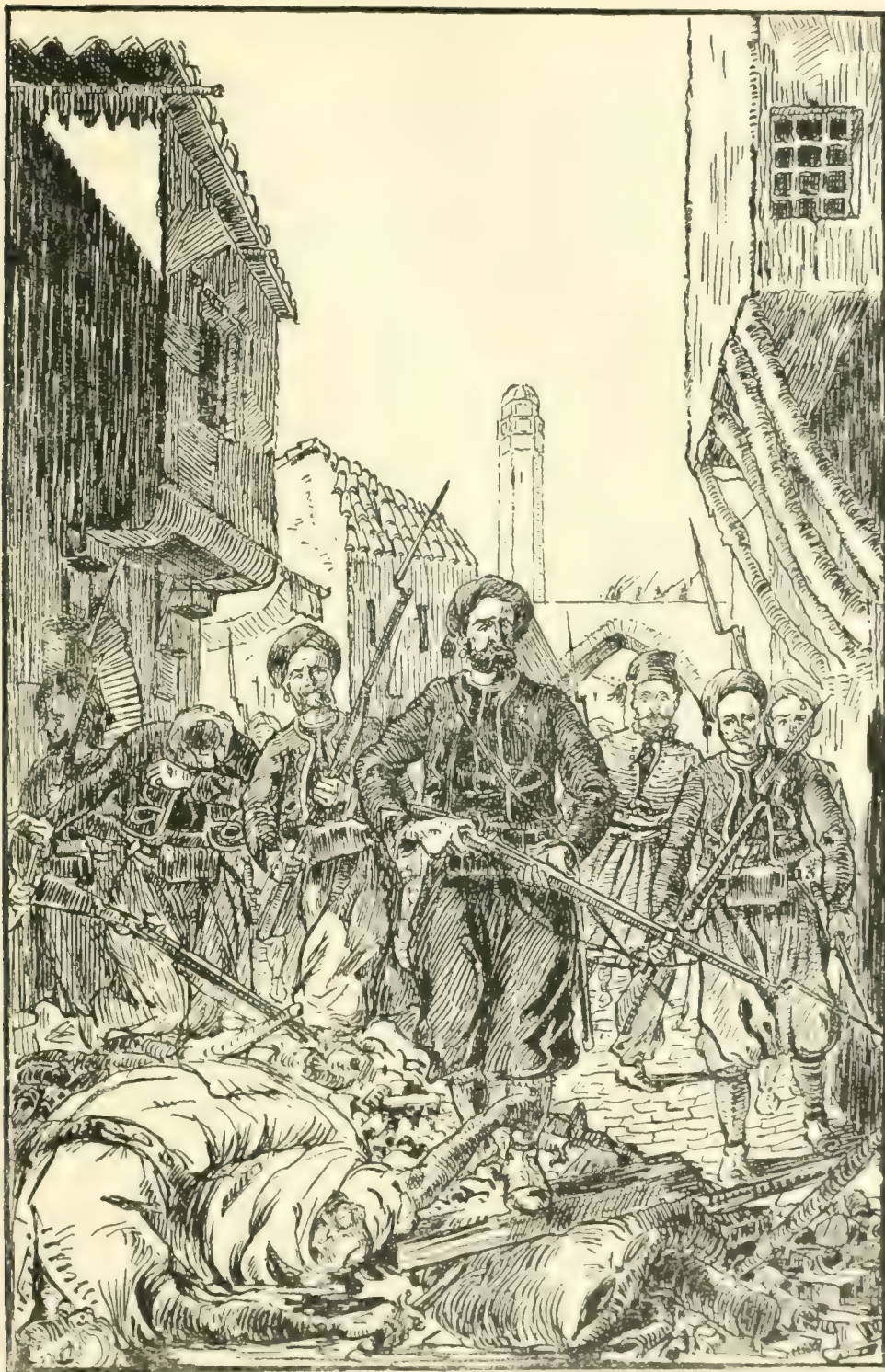
général de Négrier, exploitant sans tarder le prestige de la victoire, avait rayonné avec ses troupes dans tous les coins du pays, et son exemple, suivi par son successeur le général Galbois, eut les plus heureux effets. Des chefs indigènes influents et respectés sollicitèrent et obtinrent des autorités françaises l'investiture ; la rentrée des impôts s'effectua régulièrement ; une route, unissant Constantine à Stora, put être ouverte sans combat. Sétif même fut visitée sans coup férir. Enfin, pour couronner cette pacification, brillante et prompte, le duc d'Orléans en personne termina sa visite de la province et regagna Alger, en octobre 1839, par le défilé des Biban sans rencontrer d'hostilité.

A l'ouest au contraire, les incidents se multipliaient autour d'Abd-el-Kader. L'émir, dont les prétentions étaient sans bornes, poursuivait avec ténacité son dessein de royaume arabe, tantôt avec succès comme à Eiskra, tantôt avec plus de peine comme à Aïn Mahdi. Dès la signature du traité de la Tafna, il avait exploité tous ses avantages. Les tribus avaient été groupées en commandements bien conçus et avaient reçu des chefs bien choisis. Il avait fait rentrer avec régularité les impôts, organisé son centre de ravitaillement de Tlemcen pour recevoir et distribuer tout ce qui lui venait du Maroc et de Gibraltar ; il avait mis sur pied des troupes régulières. Ses bases principales avaient été repliées plus au sud et ses magasins nouveaux de Boghar, Taza, Takdemt et Saïda étaient ainsi hors de portée immédiate des troupes françaises. Pour consolider sa puissance et terminer ses préparatifs, il avait cependant besoin de quelque répit. Comme il sentait des méfiances et de la résistance du côté d'Alger qui devinait ses desseins et s'élevait peu à peu contre ses agissements, il chercha des appuis à Paris et s'adressa aux chefs des partis politiques, aux ministres, au duc d'Orléans, au roi lui-même.

Le passage des Portes de fer arrêtant enfin ses ambitions qui, contrairement au traité de la Tafna, se tournaient vers l'est, il en prit prétexte pour proclamer la guerre sainte et lancer les Hadjoutes au pillage des fermes européennes qui, de la banlieue d'Alger, commençaient à essaimer dans la haute Mitidja.

DE QUELQUES ERREURS MILITAIRES

Le maréchal Valée professait certaines idées militaires dont les événements se chargèrent bien vite de démontrer le danger. Il ne voulait pas admettre que la guerre d'Afrique eût un caractère particulier et prétendait que les principes suivis pour la constitution des armées en Europe pouvaient s'y appliquer, en les combinant avec les exigences du terrain. Il condamnait le système des corps détachés, des unités hors ligne, des compagnies franches, qui ne servaient, disait-il, qu'à désorganiser les corps pour favoriser



LES ZOUAVES DANS LES RUES DE CONSTANTINE

un petit nombre d'individus au détriment des camarades. Il était systématiquement hostile aux troupes indigènes, coûtant fort cher et dont les déserteurs augmentaient d'autant les réguliers d'Abd-el-Kader. A son avis la guerre devait être surtout défensive. « L'habileté en Afrique, écrivait-il le 31 août 1839 au maréchal Soult, consiste à attirer les Arabes au combat. Pour atteindre ce but il faut se tenir habituellement sur la défensive, s'emparer à l'improviste des portions de territoire qu'on veut occuper et y former des établissements permanents qui, étant donné la susceptibilité nationale des Arabes, ne tarderont pas à être attaqués. Le succès du combat sur une position choisie à l'avance sera certain et la terreur qui suivra une défaite amènera la soumission des tribus voisines. »

Appliquant ce système, le maréchal Valée avait si bien multiplié les postes et les blockhaus que l'effectif de l'armée, qui, en septembre 1839, s'élevait à 48 000 hommes, se trouvait immobilisé en entier. Dans la seule province d'Alger on ne comptait pas moins de 16 camps, chacun avec de nombreux ouvrages détachés. Toutes ces fortifications ne couvrirent, d'ailleurs, nullement l'ensemble du territoire contre les incursions des Hadjoutes. Pour constituer la colonne mobile, seule capable de protéger le Sahel, il fallut supprimer la moitié des postes en toute hâte et à grands frais. Ceux qui furent maintenus restèrent constamment bloqués et, pour les ravitailler, on dut livrer journellement de sanglants combats.

En présence d'une situation aussi grave, le roi, le gouvernement, l'opinion publique et la presse entraînèrent le Parlement à accepter, sans récriminer, l'envoi de puissants renforts ; au 1^{er} mars 1840 l'effectif de l'armée d'Afrique fut porté à 60 000 hommes. En outre la présence du duc d'Orléans et de son frère le duc d'Aumale apportait aux troupes un grand appui moral.

Le maréchal Valée, « bronze vivant, lanceur de bombes », n'avait décidément pas les qualités manœuvrières qu'exigeait la situation. Avec de gros moyens il ne réussit qu'à occuper Cherchell, Médéah et Milianah et ces villes restèrent bloquées par les Arabes qui, battant la campagne, y multipliaient les surprises.

Il y avait tant de postes à garder, tant de gens à ravitailler, tant de soldats aussi que rongeaient la fièvre et l'inaction, qu'il était impossible de mobiliser la moindre colonne. Et c'est ainsi que, dans la nuit du 27 au 28 septembre 1840, un informateur apporta au palais du gouvernement la nouvelle que la garnison de Milianah se mourait. C'était vrai. Depuis des mois il n'avait pas été possible de la ravitailler et de la relever. Quand Changarnier la secourut, la moitié des hommes avait péri, le quart était dans les hôpitaux et le reste se traînait sans forces et sans ressort, incapable de défendre les remparts que l'ennemi mal informé n'avait heureusement

pas attaqués ; des 1 236 hommes que l'on avait laissés là le 1^{er} juin, il ne restait au 31 décembre que 70 survivants. Cette catastrophe porta un coup décisif au crédit du maréchal Valée, à la chimère de l'occupation restreinte, à la méthode des postes nombreux. Le 29 décembre 1840, une ordonnance royale nomma gouverneur général le général Bugeaud qui représentait un système tout opposé.





CHAPITRE III

LA CONQUÊTE

Bugeaud et ses principes. — Occupation du Tell. — Lamoricière. — Prise de la Smalah. — France et Maroc. — Isly et Mogador. — L'hallali d'Abd-el-Kader. — Conquête de la petite Kabylie. — Occupation de la grande Kabylie. — Conquête du Sud algérien.



LA nomination de Bugeaud surprit, car le signataire du traité de la Tafna avait fait oublier le vainqueur de la Sikak. Ses idées sur les affaires d'Afrique avaient cependant bien changé et, dès son débarquement à Alger le 22 février 1841, il tint à s'en expliquer publiquement. « Le pays s'est engagé, je dois le suivre, disait-il en substance dans la proclamation qu'il lança à la population civile et à l'armée. Il faut que les Arabes soient soumis, que le drapeau de la France soit seul debout sur cette terre d'Afrique. Mais la guerre indispensable aujourd'hui n'est pas le but : la conquête serait stérile sans la colonisation. »

De même que le caporal d'Austerlitz se souvenait de ses misères, promettant d'être attentif à ménager les forces du soldat, de même l'ancien demi-solde qui

avait créé le premier comice agricole, aimait à faire parade de son expérience d'agronome aussi bien que de ses talents de guerrier. Par-dessus tout, commandant en chef, il réclamait des uns et des autres la confiance sans laquelle, disait-il avec tant de raison, ne saurait exister la force morale, cet élément indispensable du succès. Cette confiance, Bugeaud l'obtint du reste assez vite, car il avait les qualités que désirent les officiers et qu'admirent les soldats : une activité inlassable, de l'autorité et du commandement, un clair bon sens, des vues nettes, des décisions promptes, le goût de l'action et de la manœuvre, le don de la parole et une certaine bonhomie, un brin d'originalité qui ne déplaisent pas chez un chef.

Il avait des idées qu'il ne cachait pas. En premier lieu il prône la mobilité des colonnes par l'allègement des soldats et la suppression des lourdes voitures. « Vos canons et vos chariots, dira-t-il, vous attachent à une ligne unique ; vous ne pouvez faire une charge à fond et longtemps prolongée à cause de la nécessité où vous êtes de revenir auprès de ce matériel qui ne peut vous suivre vers tous les points de l'horizon. Ces charges ou plutôt ces simulacres de charges, n'ayant qu'une portée de quelques centaines de mètres, ne peuvent obtenir de résultat ni dégoûter les Arabes. Ils prennent l'offensive dès que vous vous rapprochez du convoi... Si au contraire vous êtes libres de vos mouvements, si rien ne vous retient à une ligne obligée, vous prenez une offensive sérieuse, n'importe où la direction, et, par une charge à fond et prolongée, vous faites disparaître votre ennemi en lui tuant et en lui prenant des hommes. »

Cette légèreté, il compte l'utiliser « pour éviter de donner nécessairement, fatalement, dans ces guépiers que les Arabes savent si bien disposer dans les gorges où le matériel lourd force à passer. » Il est d'avis de tourner de pareils obstacles en ayant toujours soin de diriger les colonnes sur les hauteurs et cela, non qu'il veuille fuir les rencontres, mais parce qu'il choisit le terrain de combat, parce qu'il recherche les affaires sérieuses, parce qu'il affectionne ces brusques volte-faces, ces « remises de main » qu'il a si bien pratiquées dans la guerre d'Espagne. Il ne reculera jamais devant les Arabes qu'après les avoir complètement dispersés et démoralisés, car se retirer devant eux, c'est leur donner les avantages que leur refuse leur manque d'organisation, de discipline et de tactique. La ligne de retraite devenant leur guide, chaque Arabe opère alors naturellement pour le mieux ; la colonne est attaquée en queue, en flanc et en tête et se trouve toujours devancée dans les passages difficiles.

Dès juillet 1837, entrevoyant l'échec du traité de la Tafna, il avait écrit un mémoire sur l'établissement de la France dans la province d'Oran, où, parlant de

guerre mal faite et conduite vaguement au jour le jour, il exposait tout un plan de conquête et de pacification du pays. Pour soumettre tout ou partie de la Régence, il ne faut pas se contenter d'occuper le littoral et se borner à quelques opérations passagères à l'intérieur des terres ; on doit être en avant et en arrière du pays que l'on veut dominer, et assurer une protection efficace des tribus soumises. Pour cela, il faut tenir la campagne avec des forces qui ne soient pas subdivisées au point d'être trop faibles pour vaincre tous les ennemis qui peuvent se réunir dans la contrée où elles doivent opérer. C'est une illusion dangereuse de croire que l'on peut atteindre un résultat pareil en couvrant le pays de postes et de petites garnisons, qui ne peuvent sortir de leurs murailles et n'ont pas d'action au delà de la portée de leurs fusils. Ce procédé absorbe tant de monde qu'il ne reste plus rien pour les colonnes. Même pour assurer la liberté des communications, de tels postes ne sont pas recommandables. Ils n'assurent qu'une sécurité trompeuse aux petits détachements qui circulent entre eux : mieux vaut, de toutes façons, régler la circulation de telle sorte que les détachements constitués puissent se défendre eux-mêmes contre les dangers rencontrés. Alors il n'est besoin qu'ils trouvent un poste fortifié que pour se ravitailler, toutes les trois étapes.

Cette doctrine n'était pas nouvelle. N'y voit-on pas, transposés en Afrique, ces principes de l'économie des forces, de l'action offensive et de la manœuvre que Napoléon avait fait siens sur les théâtres européens ? Mais qu'il fût nécessaire de les proclamer à nouveau, cela prouve combien il est malaisé de les appliquer et avec quelle facilité on s'en éloigne en croyant parfois les suivre de près.

OCCUPATION DU TELL Le plan de Bugeaud sera simple. Il veut porter son effort principal dans l'ouest, au cœur même du pays dont Abd-el-Kader tire sa puissance. Il s'abstient donc de toute entreprise dans la province de Constantine, incomplètement soumise mais calme cependant, et y supprime en passant les deux tiers des postes. Dans le Titteri, il se contente d'approvisionner Médéah et Milianah avec abondance. Dans la province d'Oran, il organise fortement sur le littoral ses bases d'opérations d'où il partira pour détruire celles dont dispose l'émir sur le rebord des hauts plateaux et occuper solidement les places qui dominent le Tell. Dans ces dernières, il mettra de fortes garnisons pour constituer les colonnes mobiles avec lesquelles, razziant inlassablement les tribus, il se propose de soumettre le pays, au nord jusqu'à la mer, au sud jusqu'au désert.

L'année 1841 vit la réalisation d'une partie de ce programme. Vers la fin du mois de mai, Bugeaud venant de Mostaganem détruisit Takdemt et occupa

Mascara, alors que Baraguey d'Hilliers, venant de Blidah rasait Boghar et Taza. Puis vint le tour de Saïda et de Tlemcen. Quand cette dernière ville fut occupée, le 1^{er} février 1842, il ne restait à Abd-el-Kader d'autres ressources que la diplomatie et la guerre de bandes.

A vrai dire, l'émir n'avait jamais cessé et ne cessa jamais d'entretenir des relations plus ou moins indirectes avec les autorités françaises, tantôt autorisant en secret les khalifats à ouvrir des négociations, tantôt se prêtant à la libération des prisonniers qu'il avait pu faire. Ces pourparlers, soigneusement entretenus, avaient même l'avantage de maintenir son prestige aux yeux des indigènes : ceux qui auraient été tentés de se soumettre avaient à redouter en effet qu'il n'exerçât des représailles au lendemain d'un nouveau traité de paix. L'émir cependant ne pouvait nourrir de grandes illusions sur le résultat des intrigues diplomatiques. Bugeaud n'était pas homme à se laisser prendre deux fois au mirage de la paix et Abd-el-Kader, qui suivait attentivement les événements politiques de France, n'ignorait pas qu'il se trouvait enfin dans le Parlement une forte majorité pour consentir les sacrifices nécessaires à la conquête du pays, qu'à la tête du gouvernement il y avait un ministère solide et stable décidé à la mener jusqu'au bout, et que, dans la famille du roi de France, des fils, ardents et enthousiastes, étaient prêts à s'y consacrer tout entiers.

Sans cette volonté unanime de la France, sans cette continuité de vues de son gouvernement, ni le talent de Bugeaud, ni les forces dont il disposa et qui dépassèrent un moment 100000 hommes n'eussent pu venir à bout de l'émir.

L'ARMÉE D'AFRIQUE

Après dix ans de campagnes et d'épreuves, l'armée d'Afrique était devenue un instrument parfaitement adapté aux missions qui lui incombait. Mais il avait fallu des hécatombes de « Roumis » et de pénibles incidents pour que les bureaux de Paris voulussent bien admettre qu'il y avait un intérêt majeur à constituer et à maintenir en Algérie des unités sélectionnées par les fatigues et les maladies, accoutumées à un climat capricieux et aguerries aussi par leurs combats avec les Arabes. Les relevés périodiques qui avaient eu pour but de faire participer à tour de rôle les régiments de la métropole aux risques des opérations de guerre et aux chances de récompenses exceptionnelles, avaient été plus espacées. Les renforts reçus avaient également ramené d'anciens Africains que les circonstances avaient retenu quelque temps dans la mère patrie. En outre, des formations et des services propres à l'Algérie, tels que les bureaux arabes, les unités indigènes, la Légion étrangère étaient en plein

développement et, par une bonne fortune indispensable à leur succès, retenaient dans leurs cadres, non pas l'écume mais l'élite de l'armée.

Après la révolution de Juillet, la France avait donné asile à une foule de réfugiés politiques, la plupart sans ressources, et dont le budget du ministère de l'Intérieur avait assuré en grande partie la subsistance. Pour se débarrasser de ces hôtes difficiles et coûteux, on songea à les enrôler au service de la France et à les utiliser à l'extérieur du territoire continental de la métropole. La loi du 9 mars 1831 donna donc le jour à une Légion étrangère à effectifs variables, constituée avec des bataillons dont les soldats appartenaient primitivement à une même nationalité, règle qui, n'étant pas sans inconvénients, dut être abandonnée. Tantôt multipliés, tantôt supprimés, tantôt prêtés ou cédés à des gouvernements étrangers, ces bataillons de Légion menèrent une existence mouvementée qui se déroula en grande partie dans le nord de l'Afrique.

Les troupes indigènes eurent au contraire, après quelques tâtonnements au début, un développement normal et ordonné. L'idée première en était venue au général de Bourmont, mais leur création est due au général Clauzel qui, dès le mois d'octobre 1830, organisa deux bataillons de zouaves à huit compagnies dont les cadres étaient français et les soldats indigènes. Cette mesure d'abord provisoire fut consacrée par la loi du 9 mars 1831, en application de laquelle les généraux en chef, commandant un pays occupé par les armées françaises, hors du territoire continental, pouvaient être autorisés à former des corps militaires composés d'indigènes et d'étrangers. Ces dispositions permettaient de rattacher légalement à la fortune de la France tous ceux des habitants de l'Algérie qui étaient disposés à se mettre sous nos drapeaux. Dès l'origine, le service militaire des indigènes se montra un puissant moyen de rapprochement entre vainqueurs et vaincus en même temps qu'il permettait d'utiliser au profit de la conquête des éléments guerriers qui auraient pu s'employer contre elle. Le succès du système exigeait beaucoup de tact et de cœur chez les chefs et aussi beaucoup de souplesse dans le recrutement, dans l'organisation et l'emploi des unités nouvelles. Il fut tenu compte des préférences des uns pour le service de l'infanterie et on les versa dans les zouaves, des aptitudes des autres pour la cavalerie et on en composa des escadrons de chasseurs indigènes, des intérêts ou des situations de famille qui en liaient un grand nombre et on utilisa ceux-ci normalement comme cavaliers maghzen ou temporairement comme cavaliers des khiélas.

Primitivement, Français et indigènes avaient été mélangés dans une même unité. L'escadron de chasseurs comprenait ainsi quarante cavaliers arabes et, à la

suite, sous le nom de spahis, des colons et des indigènes en nombre variable appelés à faire du service actif dans des circonstances extraordinaires et sur l'ordre exprès du général commandant en chef. Ce mélange dans une même unité d'Européens et d'Africains, dont les qualités, comme les défauts, étaient loin d'être complémentaires, fut abandonné dès que la solidité des soldats indigènes eut été démontrée. Les bataillons de zouaves comprirent, en 1833, une compagnie de Français contre trois d'indigènes, les régiments de chasseurs, en 1839, cinq ou six escadrons des premiers contre un ou deux des seconds.

En 1841, le loyalisme de ces mercenaires ne laissant plus de doute, leur recrutement étant devenu plus abondant et leur encadrement plus facile, une ordonnance du 7 décembre créa trois bataillons de tirailleurs indigènes, un pour les provinces d'Alger et de Titteri, un pour chacune des provinces de Constantine et d'Oran, ainsi qu'un corps de cavalerie de vingt escadrons, dits de spahis, qui furent répartis entre les provinces et groupés sous le commandement d'officiers supérieurs. A partir de ce jour allaient croître et vivre d'une existence propre ces turcos et ces spahis dont la participation à toutes les épreuves militaires de la France, heureuses ou néfastes, a été si grande et si glorieuse.

Les compagnies de discipline, créées en 1831, les bataillons d'infanterie légère, dits bataillons d'Afrique, organisés en 1832, apportèrent enfin à l'armée d'Afrique une note originale et contribuèrent beaucoup à former la légende qui l'entourait et l'argot qu'elle utilisait. Étant donné la façon dont était recrutée l'armée française et son service à long terme, ces corps spéciaux étaient indispensables pour réprimer les cas d'indiscipline répétés et séparer l'ivraie du bon grain. A la gloire de ceux qui les commandèrent, les fusiliers et les chasseurs légers d'Afrique saisirent toutes les occasions de se réhabiliter noblement, à l'ombre du drapeau, par des actes d'héroïsme.

En même temps que se perfectionnait l'instrument de guerre, des usages et des pratiques s'étaient imposés qui avaient abouti à une doctrine plus empirique que théorique, une sorte de règlement sur le service en campagne en Afrique, sur la formation des colonnes et des bivouacs, le service de sûreté, l'escorte des convois, etc... Ainsi se trouvait facilitée l'instruction des nouveaux venus et une noble tradition s'était transmise d'homme à homme, de régiment à régiment : la camaraderie militaire. Ce sentiment, avec celui de l'honneur, n'excluait pas une certaine émulation mais apaisait souvent des rivalités qui auraient pu être dangereuses. Il trouvait à se manifester dans les circonstances de la vie courante par une entr'aide fraternelle. En cours d'opérations il imposait à tout soldat l'obligation de se



LE MARÉCHAL BUGEAUD

Portrait par Lajon

Musée de l'Armée

dévouer jusqu'à la mort pour le plus faible de ses compagnons, pour celui qu'une défaillance faisait ployer sous le faix du « barda » comme pour l'infortuné qu'une balle immobilisait au « baroud » et qui, abandonné dans le « bled », eût été inévitablement livré aux tortures et aux profanations d'ennemis sans pitié.

L'amour sans bornes du drapeau, le culte de l'honneur militaire, une bravoure sans défaillance, une camaraderie éprouvée et un esprit d'initiative toujours en éveil, telles sont les qualités que l'armée d'Afrique a cultivées et développées. Suffisantes pour façonner d'incomparables soldats du rang et préparer de jeunes officiers à une carrière brillante, elles ne le sont pas, il est inutile de le dire et 1870 l'a prouvé, pour préparer les chefs dont l'armée a besoin. A l'expérience des campagnes vécues, ceux-ci doivent ajouter un travail personnel fait de longues méditations, d'études du passé et aussi de la préparation souvent ingrate, car elle est sans cesse à recommencer, des guerres à prévoir.

LAMORICIÈRE Du reste, sans diminuer le mérite du grand chef, il faut reconnaître qu'il fut secondé dans son immense tâche par d'admirables lieutenants, Changarnier, Duvivier, Bedeau, Cavaignac, au milieu desquels se détache tout au premier rang la personnalité brillante de Lamoricière.

A trente-quatre ans, celui-ci était général, ayant franchi en six ans et huit mois tous les échelons de capitaine à maréchal de camp. En 1840, envoyé par le ministre à la tête de la division d'Oran, il avait trouvé là une situation presque aussi difficile qu'au lendemain de la Macta ; par une activité incessante et des razzias fructueuses, il avait promptement remis les troupes en main et rétabli partout la confiance. Il partageait toutes les idées du général Bugeaud sur la manière de faire la guerre, mais avait, en plus, une pratique approfondie des milieux indigènes, acquise à la tête des zouaves ou dans les bureaux arabes. Il savait quelles importantes ressources on pouvait tirer du pays en vivres et en combattants et comment il fallait les utiliser.

L'Oranie étant riche en grains, il parcourt la campagne, vivant sur le pays, moissonnant les récoltes, vidant tous les silos, razziant les troupeaux, attaquant sans trêve ni relâche, sans souci de l'hiver, de la tempête ou du soleil, les tribus incertaines qu'Abd-el-Kader retenait de sa main de fer. Les efforts qu'il demande aux troupes sont immenses. Du 1^{er} décembre 1841 au 30 décembre 1842, la division de Mascara vivra plus de trois cent dix jours en colonne ; mais chacun y trouve son compte, car les succès sont nombreux et les prises abondantes. Quelle que soit leur importance, celles-ci sont livrées à l'intendance et réparties au prorata du grade

entre tous les capteurs. Cette règle, Lamoricière l'applique strictement aux auxiliaires indigènes et ceux-ci, de plus en plus nombreux, grossissent les rangs de Moustapha ben Ismael, que nous avons nommé général, de recrues précieuses qu'il faut bien nourrir. Aussi les soumissions en foule marquent-elles l'année 1842, soit dans la province d'Oran, soit, après l'expédition du Chélif, dans celle de Titteri.

PRISE DE LA SMALAH

Privé de ses dépôts, chassé de son territoire, ayant inutilement soulevé contre les Français les tribus du Dahra et de l'Ouarensenis, Abd-el-Kader en est bientôt réduit à errer sur les hauts plateaux, prêt à châtier les tribus soumises d'un coup de main fructueux, prêt aussi à échapper à

l'étreinte des colonnes qui le poursuivent. Dans sa Smalah, sorte de capitale mobile, il a réuni autour de sa famille, celles de ses plus fidèles partisans, son trésor de guerre et ses dernières ressources en munitions sous la garde de serviteurs d'élite. Le 14 mai, le duc d'Aumale, parti la veille de Boghar avec 1 300 fantassins, 600 cavaliers et vingt jours de vivres, apprend que la Smalah était campée à 15 lieues plus au sud-ouest. En 25 heures de marche il court dessus et la rejoint. Il y a là environ 10 000 personnes et un nombre considérable d'animaux. Sans attendre les troupes d'infanterie, rien qu'avec ses cavaliers, le duc d'Aumale commande la charge. Ce trait d'audace réussit : prise de panique, cette masse confuse d'hommes, de femmes, d'enfants et d'animaux ne songe qu'à s'enfuir. La déroute fut complète : ce qui avait échappé au duc d'Aumale fut pris dans les filets tendus par Lamoricière. C'était un



LAMORICIÈRE

beau succès, qui valut au général Bugeaud d'être élevé à la dignité de maréchal de France, à Lamoricière, à Changarnier et au duc d'Aumale d'être promus généraux de division.

FRANCE ET MAROC, L'émir n'en fut pas abattu. Il chercha à reconstituer
ISLY ET MOGADOR ses forces en demandant l'appui du Maroc voisin. Ce n'était guère du goût de Moulay Abd-el-Rahman, sultan régnant, qui craignait à la fois les canons de la France et le prestige de l'émir. Cependant notre occupation de Lalla Maghnia, les intrigues anglaises, l'orgueil inouï du personnel maghzen joint à son ignorance décidèrent le sultan à prendre parti contre la France. L'agitation gagna alors tout le Maroc, des rassemblements hostiles se firent à Oudjda et, le 30 mai dans la matinée, Lamoricière était attaqué à Maghnia. Prévenu de ce qui se tramait, Bugeaud qui, avec les troupes du duc d'Aumale, parcourait la division de Constantine, s'était empressé d'accourir. Le 12 juin, accompagné d'importants renforts, il opérait sa jonction avec son lieutenant. Il était pressé d'agir, car l'inaction, interprétée comme un signe de faiblesse, pouvait avoir de redoutables répercussions sur l'Algérie entière.

A Paris, le gouvernement avait décidé qu'une démonstration navale serait faite contre les côtes du Maroc ; c'était le moyen classique d'intimider le sultan et d'amoindrir l'influence anglaise qui le dominait. Le prince de Joinville, commandant de la flotte, s'étant présenté devant Tanger, et un ultimatum restant sans réponse, l'escadre bombarda la ville, puis, devant Mogador, s'empara de haute lutte de l'îlot fortifié qui défendait l'accès du port.

Le 14 août, un jour plus tôt, un coup décisif avait été porté ailleurs. Avec les 12 000 hommes réunis sur la rive gauche de la Tafna, Bugeaud était assuré de vaincre les troupes marocaines qui se rassemblaient en cohue. Leur multitude désordonnée était moins à craindre que les espoirs de délivrance que leur présence éveillait dans le pays et il était urgent de battre ces bandes avant qu'elles n'aient pris le dangereux parti de se disperser pour entamer une guerre de guérillas.

Le 12 août dans la soirée, au cours d'une réception, le maréchal explique son plan d'attaque à ses officiers réunis. L'armée en formation de route s'avancera, précédée par une avant-garde, sous les ordres du colonel Cavaignac. Au centre du dispositif marcheront les réserves d'artillerie et les convois, ayant sur leurs flancs pour escorte immédiate le gros de la cavalerie. Encadrant le tout, se tiendront à droite la brigade du général Bedeau, à gauche celle du colonel Pélissier, et à l'arrière-garde les unités commandées par le colonel Gachot.

Pour la position de combat, les troupes, débordant sur la droite ou sur la gauche, prennent un dispositif en « groin de cochon », à l'intérieur duquel l'artillerie et la cavalerie se placent de telle sorte qu'elles sont prêtes à intervenir par leur charge ou par leur feu dans les intervalles des bataillons.

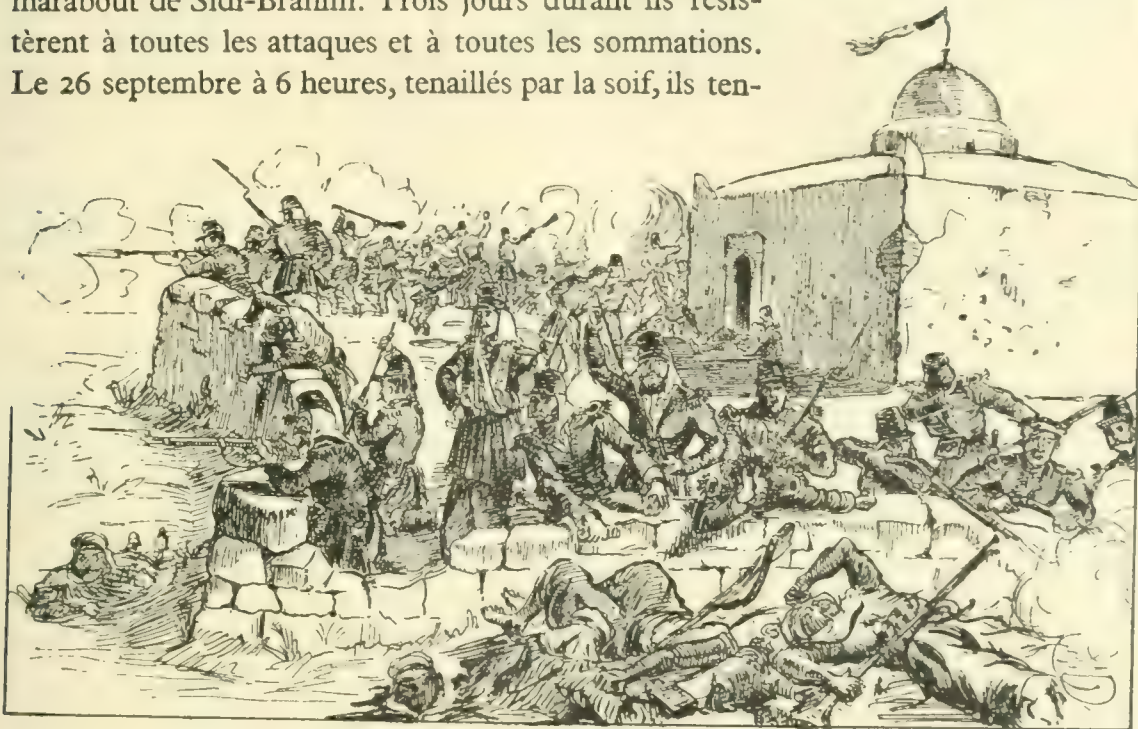
Le 13, à 15 heures, simulant une opération de fourrages, la colonne quitte son camp. Arrêtée à la chute du jour, elle reprend sa marche dès minuit. De grand matin l'oued Isly est franchi pour la première fois. Les Marocains, alertés, tentent de s'opposer au second passage de l'oued dont le cours couvre leur méhalla. Attaquée sur ses flancs et en queue par une nuée de cavaliers, la colonne du général Bugeaud garde tout son sang-froid ; ses canons tirant à mitraille sèment le désordre dans les rangs ennemis. C'est le moment que saisissent Youssouf et Morris pour charger avec leurs cavaliers. Emportés par leur ardeur, les escadrons du colonel Morris s'éloignent un peu trop du gros des troupes ; ils se heurtent à la cavalerie ennemie en partie regroupée mais sont heureusement sauvés par l'intervention des fantassins du général Bedeau. A midi la bataille était gagnée ; les Marocains en fuite avaient abandonné sur le terrain 800 cadavres, 18 drapeaux, 11 canons et un butin énorme. Les Français ne comptaient que 35 tués et 96 blessés.

Pour des raisons militaires et surtout diplomatiques, ce succès, dont le retentissement fut grand, eut cependant une portée médiocre. La convention du 10 septembre signée avec le représentant du sultan rétablit la paix avec le Maroc ; mais comme Abd-el-Kader ne fut pas livré, comme les tribus frontières n'avaient pas subi le châtement personnel qui eût dû leur être infligé, la guerre ne pouvait être considérée comme terminée.

L'HALLALI D'ABD-EL-KADER Quand, en 1845, le maréchal Bugeaud, devenu duc d'Isly, proclamait devant les Chambres que l'émir vaincu et rejeté dans l'intérieur du Maroc ne deviendrait pas dangereux mais tracassier, sa méfiance était pour une fois en défaut. Privés de tout espoir dans une intervention victorieuse du Maroc, depuis la paix que Moulay Abd-el-Rahman s'était empressé de signer, les croyants d'Algérie étaient poussés vers un mysticisme belliqueux propagé et entretenu par de nombreuses confréries religieuses. Cet état d'esprit fit la fortune d'un Khouan de l'ordre de Moulay Taieb qui, célèbre sous le nom de Bou Maza par ses prières, ses mortifications et ses extases, disciplina autour de lui dans le Dahra et l'Ouarensenis le fanatisme latent des tribus. L'hécatombe des gens des Ouled Ria, enfumés dans leurs grottes, donna à réfléchir à tous les révoltés mais n'empêcha pas le mouvement de s'étendre du Chélif à Dellys et de l'Atlas jusqu'au désert.

Pendant ce temps Abd-el-Kader, installé avec sa Deira dans le voisinage de la Moulouya, ralliait à lui tous les aventuriers et les mécontents, rêvant de former un nouveau royaume dans les confins du Rif, aux dépens du sultan parjure, et n'at-

tendant qu'une occasion favorable pour reprendre la lutte contre les Français. Le 23 septembre, le colonel de Montagnac la lui offrit. Sorti de Djemmaa Ghazaouet avec 346 chasseurs du 8^e bataillon d'Orléans et 67 cavaliers du 2^e hussards, ce chef, brillant mais téméraire, avait juré de se mesurer avec l'émir. Assaillie par des forces bien supérieures, la petite troupe française s'engagea par fractions et fut anéantie. Il ne restait de toute la colonne que 82 hommes qui se réfugièrent dans le marabout de Sidi-Brahim. Trois jours durant ils résistèrent à toutes les attaques et à toutes les sommations. Le 26 septembre à 6 heures, tenaillés par la soif, ils ten-



DÉFENSE DU MARABOUT DE SIDI-BRAHIM

tèrent de s'échapper. A 1 500 mètres de Djemmaa Ghazaouet, un ruisseau où ils se désaltèrent causa leur perte. Sauvagement assaillis, bien peu échappèrent à un triste sort : 14 d'entre eux seulement entrèrent dans le poste. A la nouvelle de ce succès suivi bientôt de la capitulation en rase campagne d'un détachement près d'Aïn Temouchen, le premier et le seul dans l'armée d'Afrique, l'insurrection fit bloc, du Maroc à la Kabylie. Avec un chef moins averti que Cavaignac, qui commandait la frontière, avec un gouverneur moins décidé que Lamoricière, qui exerçait à Alger l'intérim, le système d'occupation étant basé sur des postes multipliés, si les troupes eussent été moins aguerries, les succès de l'insurrection fussent devenus peut-être redoutables.

Le 15 octobre, revenant de France, le maréchal Bugeaud prit aussitôt la direction des opérations. La situation était fort grave.

« A Sebdou, écrit le général de Martimprey, le commandant Billot, attiré dans une embuscade, était massacré avec le chef du bureau arabe et son escorte... Autour d'Oran, nos Douair et nos Zmela étaient eux-mêmes en fermentation. Les Djafra s'éloignaient de Daya après avoir échoué dans leur tentative de tuer le commandant Charras. Les Gharaba bloquaient de fait Saint-Denis du Sig. Les communications d'Oran avec Mascara et Sidi bel Abbès étaient interrompues. Le poste-magasin inoccupé d'Ouizert, où se trouvaient des vivres et des fourrages, était réduit en cendres... Près de Saïda un caïd et des indigènes qui nous étaient dévoués étaient assassinés... Le chef du bureau arabe de Tiaret, le lieutenant de Lacotte, était arrêté par trahison chez les Beni Mediane qui égorgeaient ses chasseurs d'escorte et le livraient à l'ennemi. Le maghzen de Tiaret, composé d'Arabes qui nous devaient tout, déserta en entier. »

Devant ce danger qui menaçait de détruire toute son œuvre africaine, le maréchal duc d'Isly se montra égal à lui-même, ardent, lucide, infatigable. Il put disposer de 106 000 hommes : il en composa jusqu'à 18 colonnes qui opérèrent simultanément contre le vrai et les faux Bou Maza, contre les fanatiques nombreux qui croyaient aveuglément en leur baraka, contre Abd-el-Kader enfin qui avait repris la campagne et s'était avancé jusque vers le Djurjura. L'émir se montra le digne adversaire du maréchal mais si son prestige sortit grandi après ce formidable effort, il ne réussit pas à ressaisir la victoire. Jaloux d'un tel chef, les Bou Maza se tinrent à l'écart ; quant à Moulay Abd-el-Rahman, il prit les armes et résolut de le supprimer. Abandonné en Algérie, menacé au Maroc, trop faible pour enfoncer de haute lutte les portes de Fez, sentant que l'heure marquée par Dieu était sonnée, l'émir se rendit, le 23 décembre 1847, aux troupes françaises aux abords mêmes de Sidi-Brahim.

L'honneur de recevoir cette soumission n'échut pas au maréchal Bugeaud qui, sur sa demande, était rentré en France et avait été remplacé par le duc d'Aumale. Avec la soumission sincère des tribus et la nomination au gouvernement général d'un fils du roi, une ère nouvelle semblait s'ouvrir, favorable à la pacification des esprits et à la prospérité des œuvres de colonisation. L'espoir fut court : le 27 février 1848, une frégate apporta la nouvelle de l'abdication du roi Louis-Philippe. Le duc d'Aumale remit ses pouvoirs à son successeur et, le 3 mars, il s'éloigna, proscrit lui aussi, d'une terre dont la conquête était due en partie à ses exploits personnels.

« La France peut compter sur son armée d'Afrique, écrivait-il avant de partir ;



LE DUC D'ORLÉANS ET LE DUC D'AUMALE
(D'après le tableau de Philippoteaux).

elle trouvera ici des troupes disciplinées, braves, aguerries ; elles sauront partout donner l'exemple de toutes les vertus militaires et du plus pur dévouement au pays. » Rien n'était plus vrai ni plus nécessaire. Que fût-il advenu si, en quarante ans, trois révolutions n'avaient rencontré en Afrique une armée consciente des destinées de la nation française et foncièrement éprise d'une terre dont la conquête, à chaque pas, lui avait coûté tant de vies et tant d'efforts ?

CONQUÊTE DE LA PETITE KABYLIE

Abd-el-Kader prisonnier et Bou Maza interné, les Français dominaient l'ancien territoire de la Régence, de la frontière de Tunisie jusqu'au Maroc. Un seul pays, la Kabylie, long de 80 lieues, large de 30, conservait au bord de la mer son indépendance. Son sol était montagneux, âpre et difficile, ses habitants nombreux, énergiques et vigoureux. Ils restaient chez eux, se défendaient bien mais n'attaquaient guère, ce qui avait permis jusque-là de les négliger. Bugeaud avait estimé cependant que le maintien de garnisons à Bougie et à Djidjelli ne pouvait persister sans la domination de l'intérieur du pays. En 1844, par l'occupation de Dellys il avait précisé son dessein ; en 1847, parti d'Alger avec une colonne, il avait, après avoir effectué sa jonction avec une autre colonne que le général Bedeau avait amenée de Sétif, fait son entrée à Bougie à la tête de 15 000 hommes. Sur ce, les Kabyles s'étaient soumis, mais bien à contre-cœur. Peu disposés à payer des impôts, encore moins à se laisser administrer par des chefs étrangers, ils avaient suivi en 1851 dans la révolte un agitateur, Bou Baghla. Les colonnes mobiles qui avaient alors parcouru le pays, conduites par Camou et Bosquet puis par Pélistier et Saint-Arnaud, n'avaient provoqué que des soumissions temporaires. Pour tenir en main ces montagnards dont le sol défiait toutes les incursions ou effaçait les traces de tous les passages, il fallait autre chose que des colonnes mobiles ou des razzias. Il était nécessaire d'occuper en permanence le pays et surtout d'ouvrir des routes pour en faciliter la pénétration.

C'est le plan que mit en œuvre le général Randon, nommé le 11 décembre 1852 au gouvernement général de l'Algérie. Ce plan comportait deux phases, imposées par la contexture géographique de la région qui, coupée en deux par le cours de l'oued Sahel, comprenait deux parties montagneuses distinctes, la grande Kabylie à l'ouest, la petite Kabylie à l'est.

L'année 1853 vit la pacification entière de cette dernière. Pendant que les troupes du colonel Camou observaient le Djurjura, les généraux Bosquet et de Mac-Mahon, à la tête chacun d'une division, prenaient Sétif pour base et descendaient l'oued Agrioun jusqu'à la mer. Le 5 juin, les tribus traversées promettaient une

soumission que la construction de la route de Djidjelli-Mila-Constantine rendit définitive.

La guerre d'Orient ayant fait descendre les effectifs de l'armée d'Afrique de 75 000 à 50 000 hommes, le gouverneur général se fût résigné à la défensive, si



LA MARCHE D'UNE COLONNE EN KABYLIE (D'après Raffet).

Bou Baghla n'eût profité de cette occasion pour susciter à nouveau en grande Kabylie une insurrection. Le général Randon réunit aussitôt au sein du pays rebelle 6 500 hommes venant de Tizi Ouzou, 5 600 venant de Sétif et, le 16 juin, les conduisit au Souk es Sebt des Beni Yaya dont la position dominait toute la contrée. D'abord attaqué puis prenant l'offensive, il fut assez heureux pour obtenir la soumission des villages voisins avant d'être contraint lui-même à la retraite. Cette opération étouffa l'insurrection et discrédita Bou Baghla, mais comme celles qui l'avaient précédée, elle n'eut pas d'effets supérieurs à ceux d'une simple reconnaissance.

OCCUPATION DE LA GRANDE KABYLIE

En 1856, on ne put faire mieux que de châtier les agressions des Kabyles, car l'armée d'Afrique n'avait pas récupéré ses troupes de Crimée. Dès que celles-ci furent de retour, la campagne

décisive fut entreprise ; méthode et plans étaient au point, marquant un sérieux progrès sur ce qui avait été fait précédemment. Pour agir vite et éviter les pertes, le maréchal Randon opérera par grandes masses. Il respectera les usages si particuliers du pays kabyle, lui laissant ses chefs et ses djemâas, mais il occupera d'une façon solide et définitive les points stratégiques du dispositif montagneux.

Pour les opérations il réunit plus de trente mille hommes et en forme 4 divisions. L'une d'elles reste en observation dans la haute vallée de l'oued Sahel, les trois autres venant de Dellys, Aumale et Sétif se concentrent à Tizi Ouzou après avoir



ARABE DU SUD

sillonner le pays. Le 24 mai, l'armée part de ce point, les hommes sans sac, la tente-abri roulée en sautoir, avec des cartouches et des vivres pour 48 heures. Les Kabyles qui, pied à pied, se sont opposés à sa progression en se retirant sur le plateau du Souk el Arba des Beni Raten, tentent une attaque désespérée qui échoue. Les Beni Raten demandent un armistice et se soumettent deux jours après. Aussitôt une route est ouverte de Tizi Ouzou à Souk el Arba et, en ce dernier point, un poste est créé qui

deviendra Fort-Napoléon (maintenant Fort-National). Mais sur le piton d'Icheriden, à quelques kilomètres de là, les derniers défenseurs de l'indépendance ont aussi dressé leur forteresse. Attaqués le 24 juin par la division de Mac-Mahon, ils succombent après deux assauts.

La Kabylie était conquise. On pouvait croire le pays définitivement soumis quand, en 1871, alors que, en France, la défaite avait détruit les forces de l'armée et amoindri son prestige, on apprit avec stupeur que, sous l'instigation d'un grand chef indigène, El Mokrani, le pays s'était révolté : sur tous les points à la fois les insurgés avaient marqué leur passage par d'atroces violences. L'organisation défensive était heureusement solide et bien comprise. Les fortifications de Tizi Ouzou, de Dellys et de Fort-National, derrière lesquelles se réfugièrent tous ceux que l'attaque n'avait pas surpris, résistèrent à tous les assauts. Le temps fut ainsi laissé à une colonne de secours de s'organiser. Le 16 juin, Fort-National étant délivré et El Mokrani tué, l'insurrection était vaincue, ne laissant après elle qu'un souvenir à ne pas oublier et des leçons à méditer.

CONQUÊTE DU SUD ALGÉRIEN

De même que pour la Kabylie, l'expérience n'avait pas tardé à démontrer que, si l'on voulait assurer la pacification de l'Algérie de façon certaine, l'occupation militaire ne devait pas se limiter aux parties utiles du Tell ni aux points stratégiques des hauts plateaux ; il était nécessaire de l'étendre aux régions désertiques elles-mêmes, où les tribus avaient trouvé un refuge commode pour leur indépendance.

Le duc d'Aumale avait, alors qu'il commandait la division de Constantine, combiné une série d'opérations qui conduisirent ses troupes, dans les premiers mois de 1844, de leur base de Batna jusqu'à Biskra et le revers méridional de l'Aurès. Ces colonnes et celles qu'à la même date le général Marey amena dans l'ouest contre les Ouled Naïl, avaient montré un nouvel aspect des guerres d'Afrique. Dans le sud, pas d'obstacle montagneux important mais des espaces sans eau, sans abri, sans végétation, parcourus par des populations nomades n'ayant d'autre richesse que leurs troupeaux. De là, un ennemi insaisissable en dehors des rares oasis et extrêmement mobile grâce à ses chameaux avec lesquels il franchit des espaces considérables pour tomber à l'improviste sur des adversaires surpris.

Contre de pareils ennemis et sur un tel terrain, il avait fallu alléger encore plus la troupe, faire monter l'infanterie même à mulet, comme le fit Youssouf, ou à chameau comme on le proposa. Grâce à cette mobilité on visita les Ksours où se trouvaient les dépôts de vivres des Sahariens, on put surprendre et razzier

les troupeaux qui remontaient vers les pâturages du Tell, on châtia les tribus d'avoir accordé refuge et secours à Abd-el-Kader et à Bou Maza ; on eut même l'illusion d'une pacification certaine avec les colonnes-promenades de Cavaignac sur Aïn Sefra et Moghar Thatani, de Renault sur Brezina et de Youssouf sur Laghouat.

Illusion trompeuse : les colonnes parties, les tribus insoumises regagnaient leurs pâturages, reprenant leurs intrigues et leurs agissements. Un coup de main tenté pour châtier dans ces conditions un Ksar du Zab, Zaatcha, ayant échoué en juillet 1849 contre la résistance armée des habitants, ce fut dans tout le Sud le signal d'une insurrection générale qui, des Ziban, gagna l'Aurès et le Hodna, secouant le pays entier. Cet incident montra de façon évidente combien était instable la domination française dans le sud algérien et quelles répercussions sérieuses une agitation dans cette région avait jusque dans le Tell. Il y avait là un avertissement. Qu'un incident politique se produisît en Europe diminuant le prestige de la France ou paralysant ses forces, comme cela avait eu lieu précisément à la suite de la révolution de 1848, aussitôt la nouvelle s'en répandait dans les milieux insoumis avec une résonance particulière et des commentaires insidieux. Après incubation, le mal se déclarait soit à la suite d'un incident, soit sous l'instigation d'un chef, et l'insurrection de proche en proche gagnait à sa cause tous les croyants. La puissance d'une nation colonisatrice repose avant tout sur le prestige de ses armes. C'est ce que comprirent ceux qui avaient alors la charge des destinées de la France algérienne. Ils résolurent de s'emparer coûte que coûte du Ksar de Zaatcha. Les ardeurs d'un été terrible, les ravages du choléra, la défensive agressive d'un ennemi fanatisé caractérisent cet épisode brillant mais non pas unique des guerres d'Afrique. 8 000 hommes y combattirent à la sape, livrant plusieurs assauts, sacrifiant pendant trois mois de siège des cholériques par centaines, et, sur l'autel de la victoire, 165 tués et 790 blessés. Le colonel Canrobert y vit consacrer sa bravoure légendaire.

Cette affaire démontra combien il était urgent d'occuper le Sud algérien, et c'est ainsi que, de proche en proche, du Zab au Mزاب, du Gourara au Touat, l'armée d'Afrique a dû gagner les sables du désert, au prix de souffrances indescriptibles et de pertes sans nombre, attachée passionnément à rendre plus solide et plus grande cette création continue qui, à la différence de la Tunisie, est bien exclusivement son œuvre : l'Algérie française.



CINQUIÈME PARTIE

L'ARMÉE DU SECOND EMPIRE

CHAPITRE PREMIER

CRIMÉE. — ITALIE. — MEXIQUE.

L'armée sous la seconde République. — Expédition de Rome. — L'empereur et l'armée. — L'organisation des forces de terre. — Guerre d'Orient. — Les Alliés à Varna. — Échec devant Sébastopol. — Contre-offensive russe. — Balaklava et Inkermann. — La guerre de tranchées. — Mort de Nicolas I^{er}. — Napoléon III et Pélissier. — Bataille de Traktir. — Chute de Sébastopol. — Cessation des hostilités. — La guerre d'Italie. — Offensive autrichienne. — Offensive franco-sarde. — Palestro, Magenta, Melegnano et Solferino. — Armistice de Villafranca. — Les expéditions lointaines. — La guerre du Mexique.



A révolution de 1848 fut une surprise. La garnison de Paris était nombreuse et disciplinée ; mais Louis-Philippe, découragé par la désaffection d'une partie de la garde nationale, désarma ses défenseurs par son indécision. La lutte des rues fut du reste peu meurtrière : le total des blessés entrés dans les hôpitaux de Paris après les trois journées ne s'éleva qu'à 428, dont 350 civils et 78 militaires.

L'Europe officielle manifestait une certaine malveillance à l'égard de la nouvelle République dont l'établissement provoquait des soulèvements en Italie, en Allemagne, en Autriche et en Pologne. Or, quand le Gouvernement provisoire prit le pouvoir, les forces militaires de la France ne s'élevaient qu'à 292 000 hommes, y compris 16 000 gendarmes et 1 800 gardes municipaux. Il crut donc devoir les porter à 530 000 hommes et Lamartine proposa, en outre, d'avoir 300 bataillons de garde nationale mobile. On se contenta d'en créer 24 dans l'intérieur de Paris. Au cours des sanglantes émeutes de Juin cette jeune troupe, encouragée par l'arrivée des gardes nationales des départements, fit preuve, aux côtés de l'armée, d'une réelle solidité.

Ce fut la seule mesure importante d'organisation tentée par la deuxième République. Les ministres se succédaient trop rapidement pour avoir de vastes pensées. Sauf à Paris, le changement de régime apporta peu de trouble dans la vie de l'armée, malgré le droit de vote accordé aux troupes, conséquence du suffrage universel.

L'Italie s'étant soulevée contre l'Autriche, une armée des Alpes fut constituée en vue de marcher au secours du Piémont ; elle n'eut pas à intervenir.

E^{XPÉDITION}
DE ROME A la suite d'incidents diplomatiques sortant de notre cadre, un corps expéditionnaire, fort d'une division et commandé par le général Oudinot de Reggio, débarqua à Civita-Vecchia, en avril 1849, avec une mission assez mal définie. Marchant sur Rome où ils croyaient entrer pacifiquement, les Français furent reçus à coups de canon et reculèrent avec des pertes légères ; le combat n'avait pas été engagé sérieusement, mais deux cent cinquante hommes, abusés par des démonstrations amicales, restaient prisonniers.

Après l'échec des négociations de M. de Lesseps, le corps expéditionnaire, porté à l'effectif de trois divisions et pourvu petit à petit d'une artillerie de siège, reprit sa marche sur Rome. Pour ménager les monuments de la Ville éternelle, ce fut la portion de l'enceinte située en aval, sur la rive droite et à proximité du Tibre, qui fut choisie comme point d'attaque : on plaçait ainsi les trésors artistiques à l'abri des incidents de guerre. Tout bombardement de la cité fut d'ailleurs interdit.

La tranchée fut ouverte le 4 juin, les travaux d'approche poussés activement, les sorties ennemies facilement refoulées ; quinze jours plus tard l'artillerie commença le feu ; le 30 juin, par trois brèches praticables, près de la Porte Saint-Pancrace, les colonnes d'assaut couronnèrent la muraille. La lutte avait été sérieuse, car, mauvaises en rase campagne, les troupes d'origines diverses qui composaient la gar-



DÉPART DE CIVITA-VECCHIA POUR ROME

D'après Rabot.

nison montrèrent de la ténacité derrière les remparts. Le lendemain le gouvernement de la République romaine capitulait, tandis que Garibaldi, qui avait été l'âme de la défense, gagnait la montagne, suivi de trois mille irréductibles de diverses nationalités.

Le général Vaillant avait dirigé le siège avec habileté, ce qui permit au prince président de l'élever à la dignité de maréchal.

L'armée française allait tenir garnison à Rome presque sans interruption jusqu'en 1870, y jouant le rôle pénible qui lui était imposé par la politique de Napoléon III, faite de variations et de contradictions. Le combat de Mentana, en 1867, fut le seul entr'acte militaire de cette longue faction. Trois de nos bataillons aidèrent les forces pontificales, qui comprenaient nombre de volontaires français (zouaves pontificaux et légion d'Antibes), à rejeter hors du patrimoine de saint Pierre les irréguliers de Garibaldi. Le fusil Chassepot y fit ses débuts.

L'EMPEREUR ET L'ARMÉE Le gouvernement pacifiste et économe de Louis-Philippe, qui réservait ses attentions aux bourgeois de la garde nationale, avait éveillé peu de sympathies dans les rangs de l'armée. Malgré les services éminents rendus par les princes de la famille royale en Algérie, l'armée métropolitaine se montra à peu près indifférente aux événements de Février ; les prétentions d'un Napoléon à la présidence de la République furent accueillies avec faveur.

Devenu empereur, le prince président s'efforça de rallier à sa personne le dévouement des soldats et celui de leurs chefs. Les expéditions de Crimée, de Chine et de Syrie, les guerres d'Italie et du Mexique, les opérations d'Algérie procurèrent aux ambitions militaires, toujours en éveil, l'occasion de se manifester. Aux officiers il ne fut pas accordé de belles soldes ; mais par le développement des mess et des cercles, par l'attribution du quart de place sur les chemins de fer, par l'entrée au tarif réduit dans divers spectacles, par les fêtes qu'il organisa, par la considération spéciale dont il entoura les militaires en tous lieux et en toutes circonstances, l'Empire sut rehausser ce qui tient tant au cœur des vrais soldats : le prestige de l'uniforme. Dans l'État, l'armée eut la première place, ses chefs le premier rang. Cette considération remplaça pour eux l'argent dont le rôle grandissait dans une société de jour en jour plus riche.

Napoléon III étendit sa sollicitude aux sous-officiers et aux soldats pour lesquels il créa la médaille militaire. Cette récompense, distribuée judicieusement et avec parcimonie, était agrémentée d'une rente, appréciable à cette époque ;



NAPOLÉON III D'après Gustave Doré.

elle fut vivement recherchée. D'autres mesures eurent un effet moins heureux, comme les congés renouvelables : accordés aux soldats que l'on tenait à conserver dans les effectifs des unités sans avoir à les nourrir et à les payer, ils portèrent atteinte à la discipline et faisaient illusion sur la force réelle de l'armée de ligne.

LA LOI DE 1855 La loi de recrutement de 1832 avait eu un succès surprenant. Elle prévoyait des sanctions sévères contre les insoumis : leur nombre fut infime. Grâce au tirage au sort et aux dispenses, grâce surtout au remplacement, la conscription, tant décriée, était passée dans les mœurs. A qui ne voulait pas servir, il suffisait de trouver quelque remplaçant et, même, des intermédiaires se chargeaient de la recherche. Mais, à mesure que la prospérité économique du pays croissait, les remplaçants étaient à la fois de plus en plus disputés et de plus en plus rares. D'un côté les compagnies de remplacements augmentèrent leurs exigences, de l'autre le commerce des hommes devint difficile et parfois scandaleux.

La loi de 1855 essaya de parer à ces abus : elle supprima le remplacement sauf entre parents et jusqu'à un certain degré, et elle institua les engagements et les rengagements volontaires après libération. Ceux-ci donnaient droit à certains avantages pécuniaires dont le paiement était assuré sur les fonds d'une caisse, dite de dotation de l'armée, alimentée en grande partie par les versements imposés aux jeunes gens du contingent annuel exonérés du service militaire. Les remplacements, désormais, pouvaient être effectués par la voie administrative.

La faculté de rengager permettait de conserver dans les rangs de l'armée des soldats solides, déjà instruits et éprouvés, qui, auparavant, leurs sept ans terminés, rentraient dans leurs foyers, inconnus, déclassés, sans rien recevoir de l'État. C'était donc une excellente mesure. En devenant une carrière pour les sous-officiers et les soldats, le service sous les drapeaux n'enlevait rien de leur dignité à ceux qui l'accomplissaient. Malheureusement, à mesure que la France s'enrichissait et que son développement industriel prélevait sur l'agriculture une main-d'œuvre de plus en plus abondante, comme cela avait eu lieu pour les remplaçants, le nombre des engagés et même des rengagés alla en décroissant. Malgré les avantages divers assurés à la Garde impériale, on ne put trouver suffisamment de militaires de carrière pour en compléter les effectifs : il fallut y encadrer des jeunes soldats.

La loi de 1832 avait posé un principe excellent, celui du service militaire obligatoire pour tous et l'avait consacré par le remplacement d'un homme par un homme. Ainsi, chaque Français naissait soldat. Avec la loi de 1855 qui autorisait le rem-

placement d'un homme par de l'argent, chaque citoyen naquit exonérable. Les enfants de la classe moyenne disparurent des rangs de l'armée ; la jeunesse aussi s'en écarta pour laisser la place à des soldats de carrière qu'on accepta vicillis, fatigués et attendant de prime en prime l'âge de leur retraite. Il fallut renoncer à toute réserve constituée avec des hommes instruits et, au moment des plus grands besoins militaites, on vit, en 1859, les effectifs fondre légalement et 13 713 rengagés tenir la place de 42 217 exonérés.

L'ORGANISATION DES FORCES DE TERRE Les lacunes de la loi de recrutement n'eurent pas leur contre-partie dans une organisation meilleure de l'armée. Le second Empire, pas plus que la deuxième République, ne réussit à donner à l'administration centrale de la Guerre une organisation qui permît au ministre d'exercer effectivement son autorité, au Parlement d'y voir clair et aux divers services de s'entendre en vue d'une action commune. Celle qui fut réalisée par le décret du 7 janvier 1852 et qui subsista jusqu'à la fin de l'Empire réduisit le nombre des chefs de service travaillant avec le ministre de onze à sept. La direction du personnel, qui, pendant longtemps, avait centralisé toutes les questions et imprimé aux diverses armes une seule et même impulsion, fut définitivement supprimée : l'artillerie, le génie, la cavalerie, l'administration s'isolèrent dans des directions séparées. L'infanterie, arme négligée quoique non négligeable, ne fut représentée jusqu'en 1869 que par un simple bureau de la 1^{re} Direction. Aussi les idées particularistes se donnèrent-elles libre cours. Chacune des directions d'armes garde ses secrets, se confine dans sa spécialité, cherche à se rendre indispensable et à opposer la barrière de la technicité aux curiosités et même aux volontés les plus légitimes du ministre. Celui-ci, absorbé par ses rapports avec le Parlement et par les questions incessantes de l'empereur, reste impuissant devant des directions qui prétendent seules connaître leurs ressources et s'arrogent le droit absolu d'en disposer. Chacune d'elles exécute les ordres généraux à sa manière. Les moindres mesures qui intéressent plusieurs services rencontrent des difficultés énormes. En temps de paix, tout s'arrangera à la longue : en temps de guerre, malgré les ressources en personnel et en matériel dont la France regorge, les armées partent en campagne en manquant de tout.

Ce défaut de coordination s'étendait de la capitale à la France entière. La plupart des grandes puissances militaires de l'Europe avaient groupé leurs forces en armées et corps d'armée permanents. La France avait distribué les siennes, au hasard des départements, en 21 divisions territoriales, indépendantes les unes des

autres, et dont le chef, un général de division, était placé sous les ordres directs du ministre. A l'exception des divisions constituées de Paris et de Lyon, les troupes étaient dispersées entre des garnisons nombreuses et restaient inconnues des chefs appelés à les commander en temps de guerre. Par le décret du 27 janvier 1858, l'empereur essaya de remédier à ces graves inconvénients. Il répartit toutes les forces, stationnées en France, en cinq grands commandements et songea à donner aux maréchaux de France des fonctions en accord avec leur dignité et avec les missions qu'ils auraient à remplir en cas d'hostilités. Il semblait que l'on s'orientât vers le système prussien et russe qui tendait à disposer d'armées toujours prêtes à entrer en campagne sous les ordres de chefs habitués à les commander. Malheureusement cette réalisation ne fut pas obtenue ; le ministre de la Guerre disait, dans une circulaire, que la mission dont étaient investis les titulaires des cinq grands commandements était à la fois militaire et politique et touchait à l'ordre public. De concert avec les procureurs généraux et les préfets, ils devaient étudier la situation du pays et suivre les variations de l'esprit public afin d'éclairer, de redresser, de calmer les manifestations dangereuses de l'opinion. Quant à leur donner les moyens de préparer à la guerre les unités placées sous leur commandement, il semble qu'on n'y ait pas songé. Les divisions d'infanterie de Paris et de Lyon, les divisions de cavalerie de Versailles, de Lunéville et de Lyon n'eurent ni artillerie, ni équipages d'aucune sorte. Le seul corps d'armée permanent était celui de la Garde.

Celle-ci fut reconstituée en 1854. Pour la former on prétextait qu'il était nécessaire de doter l'armée d'une réserve qui lui manquait. Objet des soins attentifs de l'empereur, la Garde s'accrut et se perfectionna sans cesse. En 1855, sa composition fut arrêtée à 2 divisions d'infanterie, 1 division de cavalerie, 2 régiments d'artillerie, 2 compagnies du génie, 1 escadron du train des équipages.

Après la Garde, ce fut l'artillerie qui obtint les faveurs de Napoléon III. L'empereur avait épousé la théorie de Marmont sur l'avantage qu'il y aurait à doter l'armée d'une artillerie simple, se composant d'un seul calibre et d'une même voiture. Et c'est ainsi que fut adopté en 1853 le canon obusier de 12. Cette pièce pesait 600 kgs ; elle tirait indifféremment des boulets, des obus, et aussi des obus à balles ou shrapnels quand cette invention passa d'Angleterre en France. Ce matériel, quoique trop peu connu des troupes, donna d'excellents résultats en Crimée. Déjà cependant les expériences faites avaient démontré que l'avenir était aux armes rayées. Quelques canons de 24 rayés sortirent de fabrication en 1855 mais ne purent être utilisés devant Sébastopol.

Les études, continuées durant la paix, aboutirent enfin à l'adoption des canons

système Treuille de Beaulieu qui, rayés, se chargeaient encore par la bouche. Le projectile entraît librement dans l'âme, mais, au moment du lancement, il était animé d'un mouvement de rotation que lui imprimaient des ailettes en zinc épousant les rayures hélicoïdales du tube. Un canon de 4 de montagne, rayé, fut essayé en 1857 en Grande Kabylie et y fut très apprécié. Le système adopté en 1858, quelques mois avant la guerre d'Italie, comprit pour l'artillerie de campagne deux canons,



ARTILLERIE MONTÉE (D'après Adam, 1850).

un canon de 4 rayé destiné aux batteries divisionnaires et aux batteries à cheval, un canon de 12 qui n'était autre que le canon obusier amélioré par les rayures pour les batteries montées de réserve. Plus tard le canon de 8 fut aussi rayé avec succès. Batteries de 8 et de 12 conservèrent les affûts modèle 1827, qui, allégés, servirent aussi aux canons de 4. Ces tubes rayés ne lancèrent plus de boulets. Tous leurs projectiles, obus ordinaires ou à balles, étaient allongés et creux. Bientôt leurs munitions ne comprirent que des boîtes à mitrilles, tirées à bout portant, et des obus à balles dont le tir pouvait être réglé, soit percutant, soit fusant, jusqu'à 3 000 mètres à l'aide de fusées métalliques de deux espèces différentes. La fusée fusante ne comportait que deux événements pour les tirs compris entre 14 et 1 600 mètres ou entre 2 750 et 2 950 mètres. Les fusées percutantes, dangereuses à transporter, furent toujours rares dans les dotations.

Jusqu'à l'adoption du fusil à aiguille se chargeant par la culasse, les armes

légères ne marquèrent que peu de progrès. L'invention du colonel Minié fut appliquée en 1854 au fusil de la Garde, et en 1857 au fusil d'infanterie dont le modèle, unifié pour toute l'arme, fut en même temps raccourci. Pour compenser cette diminution de longueur, jugée importante dans un combat à l'arme blanche, la baïonnette fut allongée jusqu'à 510 millimètres. Il faut noter enfin qu'en 1854 un sabre droit, de 1 mètre, fut donné aux carabiniers et cuirassiers, de 0 m. 975 aux dragons, tandis que la cavalerie légère conservait le sabre à lame courbe, de 0 m. 920, qu'elle avait reçu en 1822.

Les modifications qui furent successivement apportées, pour des raisons d'économie principalement, à la composition des unités des différentes armes ou à l'organisation des services ne méritent pas d'être signalées, à l'exception toutefois de celle que le décret du 23 mars 1852 introduisit dans le service de santé. La loi du 19 mars 1834 avait rendu aux médecins, chirurgiens, pharmaciens la qualité de militaires et les prérogatives d'officier que la Restauration leur avait maladroitement enlevées. Un décret du Gouvernement provisoire du 3 mai 1848 les avait même rendus indépendants des intendants militaires auxquels ils étaient subordonnés pour l'avancement et les récompenses. Cette mesure fut annulée. Désormais le corps de santé est divisé en deux branches : la médecine, à laquelle est rattachée la chirurgie, et la pharmacie. Grade par grade, la hiérarchie y est assimilée à celle des autres officiers de l'armée. Le service se recrute parmi les docteurs et les maîtres en pharmacie qui viennent s'instruire un an au Val-de-Grâce. Les médecins et pharmaciens des hôpitaux sont subordonnés aux intendants militaires, les médecins des corps de troupe dépendent du commandement. Des malades légers peuvent être soignés à l'infirmerie des régiments, les malades plus graves sont au contraire admis dans les hôpitaux, mais après visa du sous-intendant. Chaque hôpital est sous l'autorité et la surveillance d'un sous-intendant qui inspecte les formations, note le personnel et établit les mémoires de proposition.

Aux armées, le service est assuré à l'aide d'ambulances, d'hôpitaux temporaires et de dépôts de convalescents. Chaque division ou quartier général dispose d'une ambulance. Dans chaque armée ou corps d'armée existe une réserve de personnel et de matériel. La direction supérieure du service est assurée à l'échelon de l'armée par une sorte de conseil, composé du médecin et du pharmacien en chef et que préside l'intendant en chef. Le matériel des ambulances, le service des infirmiers sont sous les ordres d'un officier d'administration.

Au combat, le médecin du corps de troupe avec le matériel des cantines d'ambulances régimentaires donne les premiers secours aux blessés. Ceux-ci sont enlevés

par le train des équipages qui dispose à cet effet, à partir de 1854, de caissons légers, et transportés à l'ambulance volante et au dépôt d'ambulance entre lesquels se partage l'ambulance divisionnaire. De là ils vont aux hôpitaux temporaires, disposés



HUSSARDS AU CAMP (D'après une gravure de l'époque).

sur plusieurs lignes perpendiculaires à la base d'opérations et dont la capacité est prévue à raison d'un blessé ou malade par 10 hommes.

Si bien des points étaient à critiquer dans cette organisation, on ne louera jamais assez le zèle, l'abnégation et l'esprit de sacrifice qui animaient tous les médecins, chirurgiens, pharmaciens, infirmiers et soldats du train de l'armée du second Empire, formés par les dures épreuves des guerres d'Afrique où ils disputèrent tant de vies humaines à la fièvre et au choléra, à la gangrène et au coutelas, et qui, en Crimée et au Mexique, payèrent un si lourd tribut à la mort.

L A GUERRE D'ORIENT.
PRÉLIMINAIRES

Lorsqu'en octobre 1853 l'armée russe envahit les principautés turques du Danube, la flotte française de l'amiral Hamelin, de concert avec la flotte britannique, vint mouiller dans le Bosphore. Des raisons complexes, le souvenir d'anciennes traditions, le désir d'entrer dans le concert européen, un ressentiment personnel contre Nicolas I^{er} avaient en effet poussé Napoléon III à s'unir à l'Angleterre pour arrêter les empiétements de la Russie sur la Turquie.

Pendant tout l'hiver 1853-54 les hostilités engagées sur le Danube furent limitées à ces deux puissances. La destruction de la flotte turque à Sinope (janvier 1854) entraîna les flottes alliées dans la mer Noire, où elles durent se contenter de bombarder quelques villes, sans grands résultats d'ailleurs, car les bâtiments de guerre russes se retirèrent prudemment dans leurs ports fortifiés.

La guerre fut précédée de longues négociations, destinées à séparer l'empereur de Russie de ses alliés de la Sainte-Alliance. Cependant, dès le début de mars, la France et l'Angleterre s'étaient engagées à soutenir les intérêts de la Turquie les armes à la main : chacune d'elles devait fournir un corps expéditionnaire. Pour les Anglais, il était de 25 000 hommes placés sous les ordres de lord Raglan, un ancien aide de camp de Wellington, amputé à Waterloo.

En France, bien que la guerre parût inévitable depuis plusieurs mois, tout fut à improviser. Gouvion Saint-Cyr et Soult, les auteurs des lois fondamentales de l'armée de cette époque, étaient certes des esprits supérieurs ; mais leur formation avait été incomplète. Ils semblent avoir ignoré ou méprisé les travaux du conseil de guerre créé par Louis XVI ; en tous cas rien n'était prévu pour la mobilisation et la préparation à la guerre de l'armée, qui, en 1854, était inférieure en cela à l'armée de 1788. Tout reposait sur le ministère de la Guerre qui, en pleine crise, changera de chef (1) : le maréchal Vaillant remplaça le maréchal de Saint-Arnaud, qui avait obtenu le commandement du corps expéditionnaire, noyau de la future armée d'Orient.

C'est une figure originale que celle du maréchal de Saint-Arnaud, aventurier de haute volée et de grande envergure. Après des débuts difficiles, la révolution de 1830 lui est favorable. L'appui du maréchal Bugeaud, dont il est l'officier d'ordonnance à Blaye, joint à sa réelle valeur et à sa brillante conduite en Algérie, lui fait largement regagner le temps perdu. Le commandant Fleury, qui l'avait connu en Afrique, le signale au prince président ; on lui confie le ministère de

(1) Le même fait se reproduira en 1859, 1870 et 1914.

la Guerre (octobre 1851) pour en faire un acteur important du coup d'État. Son passage au ministère fut marqué par des mesures destinées à attacher l'armée à la nouvelle dynastie : création de la médaille militaire, augmentation de la solde des sous-officiers, amélioration du pain de munition, etc., etc... Ayant déjà subi les premières atteintes d'un mal impitoyable, il veut finir en beauté. Il prend le commandement de l'armée qui va opérer en Orient.

Cette campagne se présentait d'une façon particulière. Elle exigeait la coopération constante des forces de terre et de mer et il fallait, en outre, l'alimenter et la mener à des milliers de kilomètres de la métropole, avec laquelle on ne pouvait communiquer qu'au moyen des navires encore en majorité à voile. Or il n'existait aucune réglementation en vue de cette action commune. Les deux chefs d'état-major, hommes remarquables tous les deux, aussi modestes que travailleurs, le général de Martimprey et l'amiral Bouet-Willaumez, y suppléèrent de leur mieux, mais ce ne fut pas sans heurts.

Il n'y eut pas plus de plan d'opérations que de préparation. La seule consigne était d'aller au plus vite au secours de la Turquie. C'était un peu vague pour deux armées et deux marines obéissant à quatre chefs indépendants l'un de l'autre, sans compter l'armée turque dont le chef, Omer Pacha, renégat croate et déserteur autrichien, savait opposer une inertie déconcertante à toutes les propositions qui n'étaient pas en conformité avec ses propres inspirations. C'est au début de mars 1854, qu'après bien des incertitudes, il fut décidé de constituer le corps expéditionnaire français à trois divisions d'infanterie sous les généraux Canrobert, Bosquet et le prince Napoléon, bientôt renforcées d'une quatrième avec le général Forey et de la brigade de cavalerie du général d'Allonville.

Les Alliés devaient d'abord débarquer dans la presqu'île de Gallipoli, couverte par des fortifications qui coupaient l'isthme de Boulair et où ils pouvaient se rassembler tout en assurant, par la possession des détroits, les communications avec



INFANTERIE DE LIGNE EN CRIMÉE

Constantinople. La décision prise, il fallut partir d'urgence, malgré les réclamations des chefs de corps, malgré les protestations des marins qui rejetaient la responsabilité du retard sur « le destin, les vents, la mer et le charbon ». Et comme en somme on ne pouvait « chauffer les machines avec le patriotisme des marins », ce fut à Marseille et à Toulon un encombrement inénarrable, à Gallipoli un désordre qui eussent pu avoir les plus graves conséquences.



LE MARÉCHAL DE SAINT-ARNAUD

Le maréchal de Saint-Arnaud, qui avait bien sa part de responsabilité dans cette situation, écrivait deux mois plus tard à l'empereur cette lettre qui se passe de commentaires : « Je le dis avec douleur à Votre Majesté : nous ne sommes pas constitués ni en état de faire la guerre tels que nous sommes aujourd'hui ; nous n'avons que 24 pièces d'artillerie, attelées, prêtes à faire feu, et 500 chevaux, tant de chasseurs d'Afrique que du 6^e dragons. Notre situation est encore plus triste sous le rapport des approvisionnements : j'ai pour dix jours de biscuit, il m'en faudrait pour trois mois au moins ; on ne fait pas la guerre sans pain, sans souliers, sans marmites ni bidons ; on me laisse avec deux cent cinquante paires de souliers et les réserves des corps, quarante marmites et environ deux cent cinquante bidons. Je demande pardon à

Votre Majesté de ces détails, mais ils prouvent à l'empereur les difficultés qui assiègent une armée, jetée à six cents lieues de ses ressources positives. Ce n'est la faute de personne, c'est le résultat de la précipitation avec laquelle tout a dû être fait. On a embarqué les hommes sur des bateaux à vapeur et les approvisionnements, le matériel, les chevaux sur des bateaux à voile ; les hommes arrivent et ce qui leur est indispensable ici, ils ne le trouvent pas ».

Les tergiversations des Russes avaient pris fin avec l'arrivée du vieux maréchal Paskievitch dont l'âge n'avait pas diminué la résolution. Le Danube était franchi et Silistrie assiégée. Avec Choumla c'était la seule place pouvant retarder la

marche de l'agresseur. Sous la pression d'Omer Pacha, le gouvernement ottoman criait au secours et, dès l'arrivée des deux généraux en chef, fit ressortir qu'à Gallipoli les Alliés étaient vraiment bien mal placés pour couvrir Constantinople contre un ennemi venant du Nord. Après bien des discussions, à la position d'arrêt direct derrière les Balkans, Saint-Arnaud fit préférer la position de flanc de Varna appuyée sur un port, avantage inappréciable pour ces armées démunies de moyens de transport dans un pays sans ressources.

Les 10 à 12 000 Turcs renfermés dans Silistrie tinrent en échec des forces quintuples et donnèrent ainsi le temps aux forces franco-anglaises de se rendre de Gallipoli à Varna. Cette concentration faite sans encombre, partie par terre, partie par mer, réunit 50 000 hommes à Varna le 30 juin. Quelques jours auparavant, les Russes, inquiets de la présence de 80 000 Autrichiens en Transylvanie, avaient levé le siège de Silistrie et s'étaient repliés derrière le Pruth.

LES ALLIÉS A LA RETRAITE DES ARMÉES DU TSAR DÉGAGEAIT CONSTANTINOPLE
VARNA mais ne terminait pas la guerre. Comment imposer la paix, comment utiliser les forces réunies à Varna ?

Conséquent avec sa politique traditionnelle, le gouvernement britannique visait d'abord la destruction de la marine de guerre russe dans la mer Noire. Sachant ce qu'il voulait, il n'eut pas de peine à triompher des hésitations de Napoléon III et de Saint-Arnaud et à faire adopter le projet d'une descente en Crimée ayant pour but la prise du grand arsenal de Sébastopol. Pendant ce temps les troupes stationnaient à Varna, en proie à un fléau terrible, le choléra, qui, rapporté de Gallipoli, ne les abandonna jamais, fauchant impartialement chefs et soldats (1).

Espérant vaincre l'épidémie par un changement d'air, pensant aussi tromper l'adversaire sur son objectif, le maréchal de Saint-Arnaud résolut de chasser les arrière-gardes russes de la Dobrudja en y poussant pour quelques semaines trois divisions d'infanterie. Elles étaient précédées par une division de cavalerie irrégulière, dite des « Spahis d'Orient », qui, sous les ordres du général Youssouf, avait été formée pour utiliser, du reste infructueusement, les bandes de bachi-bouzouks accourues de toutes les parties de l'empire ottoman. Cette sortie ne fut marquée par aucun fait de guerre sérieux. Le choléra continua ses ravages,

(1) Pendant la Grande Guerre les tombes des soldats français venus mourir à Gallipoli pour défendre la Turquie furent odieusement profanées par les Turcs.

notamment dans la 1^{re} division. Son chef, le général Canrobert, par les soins qu'il prodigua à sa troupe acquit cette popularité de bon aloi qui s'accrut encore au cours du terrible hiver qui suivit.

La situation à Varna fut aggravée par un incendie qui causa d'énormes pertes

de matériel. « Il faut fuir ce sépulcre de Varna, écrira Saint-Arnaud, relever l'armée par un coup de tonnerre et compter sur le canon des Russes pour chasser le mauvais air ». L'opération contre Sébastopol, décidée pour des considérations plus politiques que militaires, fut considérée comme une chance providentielle et rallia les derniers hésitants. Le sort en était jeté.



UN DRAGON (D'après Raffet).

EXPÉDITION DE LA BALTIQUE Dès l'été de 1854, les flottes alliées avaient pénétré dans la Baltique, obligé les navires de guerre russes à rester enfermés dans leurs ports et assuré le blocus des côtes. Au mois d'août un corps expéditionnaire fran-

çais, composé d'une division d'infanterie, renforcée par des unités d'artillerie de siège sous les ordres du général Baraguey d'Hilliers, débarqua dans les îles d'Aland que les Russes croyaient imprenables. Sept jours de bombardement contraignirent la forteresse centrale de Bomarsund à se rendre à discrétion.

Des pourparlers furent engagés avec la Suède pour l'entraîner dans la lutte ; on lui offrait la Finlande. Ils n'eurent pas de suite, les événements de la Russie méridionale appelant de ce côté tous les efforts des coalisés.

**DÉBARQUEMENT
EN CRIMÉE**

Le temps pressait, car souvent, dès l'équinoxe d'automne, la mer Noire devient fort houleuse. Laissant à Varna leurs nombreux convalescents et la division de cavalerie, les 4 divisions d'infanterie françaises, à l'effectif de 30 000 hommes environ, prirent place sur 172 navires dont 117 de commerce ; 6 000 Turcs formant une division utilisèrent 9 vaisseaux de guerre ottomans ; enfin 21 000 Anglais, répartis en 5 divisions d'infanterie et une de cavalerie, s'embarquèrent sur 150 transports escortés par 25 navires de guerre. Comme ils emmenaient tous leurs animaux et tout leur matériel, ceux-ci ne furent pas prêts pour la date fixée, et ce fut seulement le 7 septembre que les trois flottes s'ébranlèrent enfin.

Les Alliés n'avaient pas l'intention de s'éterniser devant Sébastopol. Ils espéraient s'en emparer par un coup de surprise, puis, maîtres de la Crimée, y attendre les Russes sur un champ de bataille bien choisi si toutefois ils n'avaient pas le temps de leur fermer la route de Pérékop. Pour réussir, ce plan exigeait la réunion de plusieurs conditions favorables, la surprise d'abord. Celle-ci était acquise. Sur les 700 000 hommes que comptaient leurs forces militaires, les Russes n'en avaient affecté que 50 000 à la défense de la Crimée sous les ordres du prince Mentchikoff : dans les indiscrétions de la presse anglaise qui avait publié les projets des Alliés, ils avaient flairé une ruse pour masquer une attaque sur Odessa.

Sébastopol, où était concentrée une flotte importante, avait été, dès sa création, solidement protégé contre une attaque venant de la mer par des forts à plusieurs étages aux solides casemates en maçonnerie. Sur terre, un ouvrage octogonal sérieux couvrait la rive nord de la rade ; par contre, sur la rive sud, où s'élevaient la ville et l'arsenal, la ligne de défense, d'un développement de sept kilomètres, était simplement jalonnée par sept bastions que des courtines devaient réunir. Dès le début des hostilités, des travaux avaient été entrepris pour mettre la place à l'abri d'un coup de main, mais ils n'avaient progressé que très lentement.

La force de Sébastopol était considérable, quoique insoupçonnée. Elle résidait surtout dans la valeur de ses défenseurs, dans l'importance du matériel que la destruction de la flotte rendit disponible, enfin dans l'énergie indomptable des chefs qui y commandaient. Pour apprécier à leur valeur les efforts des armées en présence, il faut aussi se rendre compte de la situation critique des Alliés, jetés loin de leur pays sur une côte inhospitalière et sans ressources, attaquant sous un climat des plus rudes une place non investie, qui disposait d'une artillerie très supérieure à la leur et d'une garnison sans cesse renforcée par des troupes fraîches,

assurée, en plus, de l'appui d'une armée de secours d'un effectif supérieur à celui des assaillants.

Le point d'atterrissage des forces alliées fut choisi de façon telle que l'armée put marcher facilement sur Sébastopol, à proximité d'un vieux fort génois (Oldfort des cartes marines anglaises). La ville voisine d'Eupatoria se rendit à la première sommation, et, le 14 septembre, le débarquement s'opéra conformément aux instructions minutieuses qui l'avaient réglé ; les Anglais à gauche, les Français au centre, les Turcs à droite, les navires de transport sur quatre lignes distantes de 200 mètres, la ligne la plus rapprochée de terre à 600 mètres du rivage. Un simulacre de débarquement aux embouchures de l'Alma et de la Katcha détourna l'attention des Russes. A neuf heures du matin, les premiers convois de canots touchaient terre ; à six heures du soir, deux divisions anglaises, trois divisions françaises et 59 pièces de campagne étaient mises à terre. Les opérations de débarquement continuèrent pour le reste de l'armée française les 15 et 16, mais avec plus de difficultés car la mer grossissait, et ce ne fut que dans la soirée du 18 que les Anglais se déclarèrent prêts à marcher. Le lendemain matin, les armées alliées entamèrent vers le sud, en longeant la côte, leur marche sur Sébastopol.

BATAILLE DE L'ALMA L'armée française, suivie de la division turque, tenait la droite, formant un losange qui contenait l'artillerie et le convoi. A gauche, l'armée anglaise marchait en deux colonnes encadrant l'artillerie et les bagages. Les flancs étaient couverts, à droite par les deux flottes, à gauche par la cavalerie et une division anglaise. Le terrain découvert, faiblement ondulé, favorisait le mouvement. Une petite marche amena les troupes alliées à proximité de l'ennemi, dont quelques vedettes cosaques avaient seules jusque-là manifesté l'existence.

Le prince Mentchikoff, à l'annonce de l'approche des Alliés, avait résolu de retarder leur progression afin de perfectionner les défenses de Sébastopol encore rudimentaires. Il avait réuni toutes ses forces disponibles, environ 35 000 hommes, sur les bords de l'Alma, petite rivière au lit encaissé et étroit coulant perpendiculairement à la ligne de marche de l'envahisseur, aux abords couverts de vignes, de jardins et de vergers, et les avait installées sur le plateau qui domine la rive gauche. Il avait jugé impraticables les escarpements par lesquels ce plateau tombe à l'ouest sur la mer et avait concentré la plus grande partie de ses forces sur sa droite par où il craignait d'être tourné, ainsi que sur son centre, face au point où la grande route venant d'Eupatoria franchissait l'Alma

sur le seul pont de la région. A gauche, il n'avait disposé que des éléments de surveillance.

De leur côté les généraux alliés, profitant de leur supériorité numérique, avaient décidé de tourner l'ennemi sur ses deux flancs avant de l'attaquer de front. La division Bosquet, composée de corps d'Afrique, formant échelon avancé à droite, était chargée de déborder la gauche ennemie. Aidée par l'artillerie de la flotte qui fait reculer les faibles éléments de surveillance, non seulement elle escalade les bords abrupts du plateau avec l'agilité de troupes habituées aux montagnes de



BATAILLE DE L'ALMA (D'après Pils, musée de Versailles).

Kabylie, mais encore elle amène avec elle son artillerie à force de bras. Le canon obusier de 12, dont ce fut du reste la seule campagne de guerre, y affirma sa supériorité. Douze de ces pièces tinrent tête à une concentration de quarante bouches à feu amenées à la hâte pour préparer l'intervention des réserves que Mentchikoff dirigea contre ce mouvement tournant après avoir dégarni le centre russe.

Celui-ci, déjà ébranlé, est abordé vigoureusement par la division Canrobert entraînée par son brillant chef, qui se trouve là dans son élément, et par la division du prince Napoléon appuyée des réserves d'artillerie. La retraite s'impose alors aux lignes ennemies hâtivement formées, prises d'écharpe et de front. A quatre heures la victoire est gagnée et se propage sur tout le front.

A l'extrême gauche, les Anglais étaient partis en retard sur l'horaire. Lents à se mouvoir, ils n'avaient pas réussi à tourner la droite russe. Progressant en forma-

tions rigides, ils avaient offert d'excellents objectifs à l'artillerie ennemie de gros calibre, mais étaient parvenus cependant à franchir l'Alma, non sans avoir chèrement acheté leur succès.

Il n'y eut pas de poursuite. La cavalerie anglaise s'était, paraît-il, empêtrée dans des marais, les autres troupes étaient fatiguées et les divisions françaises durent retourner sur la rive droite pour reprendre les sacs déposés à terre avant l'assaut. Mais, parmi toutes les raisons qui empêchèrent en ce soir de victoire de courir à Sébastopol, il faut compter aussi l'état de santé du maréchal de Saint-Arnaud. Il avait pu, durant la bataille, suivre les opérations à cheval ; mais, miné par la maladie, à neuf jours de la mort, il avait encore ce qui fait la force des grands chefs : un esprit sain dans un corps robuste. Conscient de sa faiblesse, il avait demandé son rappel. Il ne put l'attendre : le choléra qui venait de faire son angoissante réapparition le terrassa et, le 26, il se vit obligé de remettre son commandement au général Canrobert, désigné par le choix de l'empereur et non par son ancienneté. A peine embarqué sur le *Berthollet*, le maréchal de Saint-Arnaud quittait ce monde sur sa victoire de l'Alma.

ÉCHEC DEVANT SÉBASTOPOL Les Alliés avaient fait le projet de détruire Sébastopol par l'action combinée de leurs armées de terre et de mer. Après un bombardement général, les forces de terre devaient s'emparer des ouvrages défendant la place du côté nord ; puis les flottes, forçant l'entrée de la rade, devaient détruire l'escadre russe et au besoin anéantir les arsenaux et la ville.

A la suite de sa défaite sur les bords de l'Alma, le prince Mentchikoff prit une résolution virile qui anéantit ce beau projet. Sentant sa flotte inutile en face de l'immense supériorité maritime anglo-française, il en sacrifia délibérément une partie pour fermer l'entrée de la rade. Cinq vaisseaux de haut bord et deux frégates coulés dans la passe en interdirent l'accès aux navires ennemis.

Cet acte de désespoir permit à la garnison de disposer à terre de toutes les ressources de la marine, notamment de son artillerie formidable servie par 18 000 marins. Surpris mais non décontenancés, les Russes s'organisaient donc pour une résistance de longue durée. Sous l'impulsion du lieutenant-colonel de Todleben, une double ligne de défenses improvisées renforça les fortifications permanentes incomplètes et Mentchikoff, laissant alors dans la place une garnison de 30 000 soldats et marins sous un chef énergique, l'amiral Nakhimof, gagna la campagne pour organiser une armée de secours avec ce qui lui restait de troupes et les unités qui arrivaient à marches forcées.

La fermeture de la rade força les Alliés à changer de plan. Mal renseignés sur la valeur de la place et de ses défenseurs, ils se décidèrent à attaquer le front sud après avoir occupé le plateau de la Chersonèse. La nouvelle position fut gagnée par des marches pénibles puis, le coup de main étant manqué, chacun s'organisa pour un stationnement que personne ne croyait devoir être aussi long. Les Anglais installent aussi confortablement que possible leur base dans le petit port de Balaklava et la marine française découvre la baie de Kamiesch. Deux secteurs d'attaque sont créés : à gauche la ville aux Français, à droite le faubourg de la Karabel-naïa, qui contient les arsenaux, aux Anglais. Un corps d'observation anglo-français, renforcé de la division turque, occupe les escarpements du mont Sapoune pour surveiller l'armée russe de secours qui, dès la fin du mois, s'était rapprochée et communiquait librement avec les assiégés. Les deux généraux alliés prennent ensuite leurs dispositions pour enlever la place par une attaque brusquée. Les éléments laissés à Varna rejoignent et portent l'effectif total à 69 000 hommes. L'artillerie de siège débarquée reçoit un important renfort de pièces de marine mises à terre avec leurs servants. Le 9 octobre la tranchée est entamée, et, le 17 au petit jour, 53 pièces françaises et 73 anglaises ouvrent le feu. Dès dix heures du matin, les Russes, qui disposaient de 250 pièces puissantes et bien placées, neutralisent l'artillerie française ; l'artillerie anglaise, mieux installée et plus fortement armée, peut soutenir la lutte jusqu'au soir et obtenir des résultats qui auraient peut-être permis à un assaut de réussir. Du côté de la mer les flottes alliées, qui participaient aussi au bombardement, ne peuvent intervenir qu'à midi à cause du brouillard, et leurs navires de bois subissent de sérieux dommages tandis que les solides maçonneries des forts casematés restent presque intactes sous les boulets ronds.

En présence de cette situation, l'assaut prévu ne fut pas ordonné. Tout se borna à une consommation formidable de munitions pour des pertes insignifiantes et des dégâts rapidement réparés dans les terrassements des deux partis.

Une résistance aussi résolue démontra, même aux plus optimistes, que l'on n'aurait raison de Sébastopol que par un siège en règle qui s'annonçait long et meurtrier. Les Alliés commencèrent alors ces travaux qui, après onze mois d'une lutte acharnée, les conduiront au succès.

CONTRE-OFFENSIVE RUSSE. BALAKLAVA ET INKERMANN

Dès le débarquement d'Old-fort, les forces russes devenues inutiles sur le Pruth avaient été dirigées sur la Crimée. Avec ces renforts importants, le prince Mentchikoff,

qui se rendait compte de la position précaire des Alliés sur la Chersonèse, entreprit de rejeter ceux-ci à la mer.

Sa première opération (25 octobre), dirigée sur la base anglaise de Balaklava, faillit réussir. La ligne des redoutes qui couvraient ce port fut enlevée aux Turcs,

mais la lenteur des évolutions russes permit à la résolution britannique de limiter la progression ennemie. Ce succès fut assombri par le désastre de la cavalerie légère anglaise, follement engagée et dont les débris ne furent sauvés que par l'intervention du 4^e chasseurs d'Afrique.

Disposant maintenant d'une supériorité numérique manifeste, le général en chef russe tenta le 5 novembre une seconde opération de plus grande envergure. L'effort principal, dirigé contre le saillant d'Inkermann tenu par les Anglais, était secondé à gauche par une diversion sur Balaklava, à droite par une sortie de la garnison de Sébastopol destinée à immobiliser les réserves françaises.

Une pluie torrentielle qui tomba toute la journée du 4 novembre favorisa le secret des préparatifs russes et l'épais brouillard de la matinée du 5 masqua la marche de leurs colonnes. La surprise des Anglais fut complète. Leur calme, leur attitude héroïque, leur ténacité sauvèrent la situation. La défense fut heureusement favorisée par les erreurs des assaillants qui, par suite d'une fausse direction, concentrèrent sur un espace étroit leurs épaisses colonnes au lieu de profiter de leur supériorité numérique pour réaliser une



VOLTIGEUR EN CRIMÉE

manœuvre enveloppante. Néanmoins, 30 000 Russes luttant contre 13 000 Anglais, ceux-ci, malgré leur solidité, allaient être écrasés quand l'armée française intervint.

Le général Bosquet n'avait pas été long à discerner que les attaques menées sur le front du corps d'observation qu'il commandait n'étaient que des démonstrations. Aussi, dès qu'il reçoit l'ordre du général Canrobert répondant à l'appel de lord Raglan, peut-il diriger sans retard au secours de nos alliés la brigade Bourbaki, bientôt suivie de la brigade d'Autemarre. Au fur et à mesure de leur arrivée,

les bataillons français sont entraînés par leurs généraux qui combattent comme des soldats. Bien appuyés par leur artillerie qui fait des trouées sanglantes dans les rangs pressés des Russes, ils se jettent sur l'ennemi déjà fatigué par la résistance anglaise et le contraignent à la retraite. La sortie de la garnison avait aussi échoué. Malheureusement l'ardeur des soldats français les exposa inutilement au feu efficace des canons ennemis.

L A GUERRE DE TRANCHÉES Les pertes avaient été sérieuses et, à un moment, les Alliés avaient pu envisager les pires éventualités. Aussi l'assaut de Sébastopol fut-il indéfiniment ajourné. Tandis qu'à Paris l'empereur rêvait de terminer la guerre par une bataille en rase campagne, en Crimée le commandement était plus modeste. En attendant les renforts et les moyens puissants reconnus indispensables, il songeait d'abord à se couvrir sur la Chersonèse par de bons ouvrages de contrevallation et à s'organiser pour la saison froide. Il était urgent de se mettre à l'œuvre, car le terrible hiver de la mer Noire n'allait pas tarder. Le 14 novembre, un ouragan dévasta les camps, enlevant les tentes, renversant les baraques, inondant tranchées et batteries. Sur mer les flottes furent en perdition et une quarantaine de navires de commerce jetés à la côte. Dans Sébastopol les dégâts furent également graves. Aussi, des deux côtés, on était plus occupé à les réparer qu'à combattre ; la canonnade devint moins vive et les opérations se limitèrent de part et d'autre à quelques coups de main. Le maintien de la santé physique et morale des troupes fut la préoccupation principale du commandement : le choléra, la dysenterie, les gelures, le découragement enfin étaient plus à redouter que l'ennemi.

Actif, brave et bienveillant, le général Canrobert méritait de plus en plus le nom, que lui avait donné l'armée, de père du soldat. Il réclamait et obtenait des effets chauds, capuchons, peaux de mouton, sabots, chaussons, bonnets et gants de laine, sans parler de la ration journalière de vin ou d'eau-de-vie. Ces mesures pouvaient, tout au plus, adoucir les souffrances. Le froid et la neige rendaient le séjour dans les tranchées insupportable. Comme tout le bois de la Chersonèse était brûlé ou réservé pour les fascines et les gabions, soldats et officiers en étaient réduits à la maigre ration de combustible fournie par l'intendance. Quant au cantonnement de repos c'était, tout juste, une tente-abri à la toile élimée. Aussi les cas de congélation furent fréquents, on en compta en janvier 2 500 dans les seules troupes françaises, dont un tiers suivis de mort.

La bonne humeur du soldat le soutint dans ces conjonctures douloureuses.



PRISE DU MAMELON VERT PAR LA LÉGION



1854) (D'après une lithographie).

Les zouaves montèrent des théâtres dont les représentations étaient parfois interrompues par une alerte. Dans les cantines chez les mercantis, des entretiens d'un argot sommaire et bon enfant s'échangeaient joyeusement.

Le service des postes enfin régularisé contribua dans une large mesure à maintenir un moral élevé. Un courant continu de correspondances venant de France faisait sentir aux troupes qu'elles étaient soutenues par le pays tout entier qui connaissait leurs souffrances et appréciait leur dévouement. N'était-ce pas déjà comme une image anticipée des longs hivers de la Grande Guerre ?

Le général Canrobert mit à profit l'arrêt des opérations pour réorganiser son armée qui avait reçu des renforts importants. Elle comprit désormais deux corps, chacun de quatre divisions d'infanterie, une division de cavalerie et une brigade de la Garde de nouvelle formation. Le général Pélissier, récemment arrivé, fut placé à la tête du 1^{er} corps, le général Bosquet à la tête du 2^e, la réserve générale restant aux ordres directs du général en chef.

A l'inverse de l'armée française, l'armée anglaise s'anémiait. Les soldats mouraient de froid, car, par malechance, le navire portant les effets chauds avait sombré. Les renforts, indispensables pour maintenir les effectifs, n'arrivaient pas. Sur les 53 000 hommes qui avaient débarqué en Turquie ou en Crimée, il en restait à peine 16 000 à la fin de l'année devant Sébastopol. Le front tenu par l'armée britannique dut être rétréci : les troupes françaises, encadrant les Anglais, prirent à leur charge à l'extrême droite les attaques à mener contre Malakof.

Cette situation était peu digne de la Grande-Bretagne. Son énergie coutumière, ses ressources considérables permirent de combler rapidement les déficiences matérielles : au bout de peu de temps un extrême bien-être succéda aux misères des mois précédents.

Il était plus difficile de compléter les effectifs. En janvier 1855, un subside d'un million de livres sterling aida le Piémont à entrer dans l'alliance des puissances occidentales et à envoyer un corps de 15 000 hommes fort bien organisé qui devait en principe se conformer aux inspirations du général britannique.

Les Russes n'étaient pas dans une situation plus brillante. Leurs pertes au feu avaient été cruelles ; le choléra, la dysenterie, la pneumonie ne les ménageaient pas et leurs ressources médicales étaient insuffisantes. Leur service dans les tranchées était très chargé et les travaux imposés par Todleben épuisants. Sous l'impulsion de ce chef énergique la forteresse devint d'abord formidable ; puis,

quittant l'attitude passive, les Russes prirent l'offensive. Une série de « logements », poussés en dehors de l'enceinte, se transformèrent peu à peu en puissantes contre-approches qui déconcertèrent l'assiégeant en l'obligeant à modifier ses attaques.

L'hiver se passa dans cette guerre de chicanes. Tandis que le 1^{er} corps sous Péliissier continuait les attaques de droite sur le bastion du Mat et commençait même la guerre de mines dès la fin des gelées, le 2^e corps sous Bosquet donnait une impulsion nouvelle aux travaux de gauche vers Malakof abandonné par les Anglais.

Fidèle à sa doctrine, Todleben riposta en créant de ce côté une nouvelle ligne de défense à plus de 500 mètres en avant. Les longues nuits de février et de mars permirent de faire surgir aux yeux surpris des assiégeants une série d'ouvrages baptisés « ouvrages blancs » et ouvrages du « Mamelon vert », dont la prise devait demander trois mois d'efforts sanglants et répétés.

L'arrivée du printemps, le développement de leur artillerie de siège poussèrent les Alliés à tenter un nouveau bombardement au début d'avril 1855 : il n'eut pas plus de succès que le premier.

Entre temps, désireux de voir utiliser la grande supériorité maritime de la Grande-Bretagne, lord Raglan entraîna son collègue français à fournir une division pour prendre part à la destruction des établissements ennemis dans la mer d'Azov.

L'expédition était à peine en route lorsque arrivèrent les instructions formelles de Napoléon III prescrivant de concentrer toutes les forces disponibles en vue d'une offensive contre l'armée russe d'opérations. Canrobert n'avait qu'à obéir ; mais le rappel de l'expédition de Kertch aggrava le désaccord qui régnait entre les deux généraux en chef depuis l'échec de la dernière attaque. Lord Raglan refusa nettement d'appliquer un programme dont le moindre défaut était la complication et qui, élaboré par le général Niel, devait permettre à Napoléon III de jouer un rôle de premier plan. Le commandant en chef de l'armée française se sacrifia à l'intérêt de l'entente interalliée. Il offrit sa démission et, noblement, demanda la faveur, qui lui fut accordée, de revenir à la 1^{re} division à la tête de laquelle il avait débarqué en Crimée (16 mai 1855).

En quittant ses hautes fonctions, le général Canrobert avait la conscience de laisser à son successeur une armée aguerrie par les plus dures épreuves et dont il emportait l'estime et l'affection.

L E GÉNÉRAL PÉLISSIER
ET NAPOLEON III

La prise de commandement du général Péliissier, dont l'énergie était connue, fut bien accueillie par l'armée.

Le nouveau général en chef, à peine installé dans son commandement, se trouva en conflit avec l'empereur qui tenait à son idée d'un investissement de la place consécutif à des manœuvres et à des batailles en rase campagne. Péliissier eut le grand mérite de comprendre qu'au point où en étaient les choses l'hésitation n'était plus permise et qu'il fallait d'abord s'emparer de Sébastopol. Ce ne fut pas sans lutte qu'il obtint la liberté d'action indispensable. Certain jour il fut même contraint d'écrire à Paris : « Que Votre Majesté me dégage des limites étroites qu'elle m'assigne ou qu'elle me permette de résigner un commandement impossible à exercer de concert avec nos loyaux alliés à l'extrémité parfois paralysante d'un fil électrique. » L'appui du maréchal Vaillant, ministre de la Guerre, l'aïda à triompher.

La reprise de l'expédition de Kertch, exécutée avec un réel succès contre les communications ennemies, raviva la confiance de lord Raglan, en même temps que l'occupation de la ligne de la Tchernaiïa dégageait les abords de nos campements. Mais le général Péliissier ne perdait pas de vue son idée directrice : attaquer la place de vive force et conduire cette opération sans désemparer avec la dernière vigueur.

Le bombardement commença le 6 juin au matin et fut poursuivi sans interruption afin d'empêcher les assiégés de réparer les dégâts. L'assaut, donné le 7 juin, en plein jour, aux ouvrages blancs et au Mamelon vert par les Français, à l'ouvrage des Carrières par les Anglais, eut un succès complet. Malgré le feu de l'artillerie russe, malgré les retours offensifs des défenseurs, les vainqueurs se maintinrent dans les ouvrages, les retournèrent et en firent de nouvelles approches vers la place.

Le 17 juin, un bombardement intense commença sur tout le front et le 18, à trois heures, sur un signal du commandant en chef, l'assaut fut donné. Il échoua. La défense des Russes admirablement préparée fut rendue encore plus efficace par nos fautes. A la place du général Bosquet, qui connaissait admirablement le terrain, le général Regnaud de Saint-Jean d'Angély avait été désigné au dernier moment. Des retards s'étaient produits dans la mise en place d'une division. Le général Péliissier n'avait gagné son poste de commandement qu'à la dernière minute. Le général Mayran, impatient et inquiet, prenant une fusée à la congève pour le signal convenu, avait lancé sa division prématurément. Sur

l'ensemble du front les attaques avaient été déclenchées avec un certain décousu dont les Russes avaient profité pour parer successivement aux dangers les plus menaçants.

Cet anniversaire de Waterloo ne fut pas heureux pour les armes françaises. Quoique la faute pût en être rejetée, assez justement, sur certains chefs, qui se firent, d'ailleurs, tuer bravement, la disgrâce de Pélissier faillit s'ensuivre. A la nouvelle de l'échec, l'empereur avait signé son rappel et désigné même pour le remplacer le général Niel. Puis il s'était ravisé et le courrier emportant la décision avait été retenu à Marseille.

L'échec du 18 juin avait eu sur le moral des Alliés un effet fâcheux. Des personnages importants, comme le général Regnaud de Saint-Jean d'Angély qui commandait la Garde, ou le général de Bévill, un ancien aide de camp de l'empereur, écrivaient à Paris des lettres découragées : les soldats se croyaient décimés en pure perte, l'artillerie et le génie n'avaient aucune confiance dans le succès, une attaque de vive force ne réussirait jamais, et, pendant qu'on perdait du temps, l'hiver approchait.

Malgré tout, le maréchal Vaillant put démontrer à l'empereur, qu'au point où en était la situation devant Sébastopol tout changement de chef ou de plan entraînerait de nouveaux retards et un désaccord probable avec les Anglais, car les projets stratégiques de Napoléon III n'avaient aucun crédit auprès de ceux-ci. Chaque fois qu'il était nécessaire de s'entendre entre alliés, sur des points essentiels comme sur des détails accessoires, des discussions et des conférences interminables surgissaient. Fallait-il tout remettre en question ? Le général Pélissier avait un plan clair et précis ; il avait confiance dans ses projets. Un premier échec ne devait pas faire abandonner la partie. L'esprit de suite du commandant en chef, son énergie, sa



LE MARÉCHAL PÉLISSIER

correction avaient conquis les Alliés ; il était d'autant plus nécessaire de le maintenir en fonction que la mort de lord Raglan, emporté le 29 juin par le choléra, mettait à la tête du contingent anglais le général Simpson que l'on croyait peu disposé à suivre les errements de son prédécesseur. Capable de se laisser convaincre, Napoléon III avait sacrifié son opinion à l'union et s'était résigné à poursuivre les opérations du siège dont l'issue dépendait surtout de la persévérance des Français ; 60 000 de nos soldats, en effet, y prenaient part contre 12 000 Anglais ; quant aux Turcs et aux Piémontais ils n'exposaient personne.

BATAILLE DE TRAKTIR Les assiégeants eussent été plus confiants s'ils avaient connu la situation pénible dans laquelle se trouvaient les Russes. Un premier malheur les avait atteints : le général Todleben, blessé, avait dû se résigner à diriger de son lit les travaux de la défense. Dans la garnison de Sébastopol, la démoralisation s'infiltrait. Les vivres étaient rares depuis que les arrivages de la mer d'Azov avaient été coupés par les flottes alliées. Les transports qui empruntaient la voie de terre exigeaient d'énormes délais et avaient un rendement insignifiant. Le 11 juillet, Nakhimof avait été tué. Pour éviter des pertes difficilement réparables, il avait fallu renoncer à la défense agressive. La garnison s'était réfugiée ou enterrée dans des abris. Hormis les travailleurs, il ne restait en ligne que des sentinelles pour faire le coup de feu aux créneaux et des canonniers pour tirer les premiers coups des pièces. Sauf pour le service toute circulation était interdite. La ville semblait déserte ; toute sa vie paraissait attachée à un pont de bateaux de 918 mètres de long, construit en travers de la rade pour permettre, en cas de besoin, le repli des défenseurs.

L'opinion publique russe exigeait que l'on en finît. Le prince Gortchakof, invité à tenter quelque chose avec son armée de secours, avait eu beau répondre honnêtement que « ce serait tout simplement une folie de prendre l'offensive contre un ennemi supérieur en nombre et retranché dans des positions inabordables », il lui fallut céder aux pressions qui s'exerçaient sur lui de toutes parts. Le 16 août il attaque au petit jour le corps d'observation allié occupant les monts Fedioukine à proximité du pont de Traktir sur la Tchernaiâ. Après deux attaques infructueuses, voyant les renforts accourir de toutes parts, les Russes rompirent le combat. Cette manifestation de désespoir ne changea rien au drame qui se déroulait à Sébastopol.

Les assiégeants avaient continué leurs travaux d'approche inlassablement, tandis que leur canonnade incessante détruisait méthodiquement les organisations

défensives des Russes. Ceux-ci, désormais impuissants à relever leurs ruines, se bornaient à une guerre d'escarmouches. De petites bombes, des grenades lancées sur les tranchées, des balles tirées sous de grands angles causaient dans les rangs alliés, chez les travailleurs ou les hommes de garde, des pertes assez nombreuses que venaient augmenter de graves accidents, tels que l'explosion du dépôt de poudre de la redoute Brancion. Néanmoins, le 1^{er} août, les travaux de la septième parallèle étaient si avancés que les assiégeants n'étaient plus qu'à quarante mètres du bastion du Mat et à 70 du bastion central. Les Anglais avaient 200 mètres à franchir encore pour aborder le grand Redan.

Il n'était donc plus possible de retarder un effort qui devait apporter la solution. Cependant le général Péliissier, devenu d'une prudence extrême, ne se décidait pas et reportait l'attaque de jour en jour. Enfin, le 3 septembre, la résolution fut prise : après une préparation d'artillerie de trois jours, l'assaut devait être donné à la forteresse, le 8 septembre, en commençant par Malakof

CHUTE DE SÉBASTOPOL Les 5, 6 et 7, se déclencha un bombardement intense, exécuté avec 803 pièces et simplement coupé, de jour comme de nuit, par des arrêts concertés qui surprirent l'ennemi. Les redoutes, les tranchées, comme les édifices dans la ville et les navires dans le port, tout fut pris à partie. L'incendie, les explosions de munitions, la mort et la dévastation firent leur œuvre. 7560 Russes avaient été mis hors de combat quand l'assaut fut donné par les colonnes franco-anglaises. Cet assaut devait être étendu à l'ensemble du front, mais par échelons successifs. Exécuté d'abord à droite, de Malakof au petit Redan, par trois divisions du corps Bosquet (Mac-Mahon, de la Motte-Rouge et Dulac), il devait être suivi, en cas de succès, de l'attaque du grand Redan par trois divisions anglaises, puis de celle du bastion central par le 1^{er} corps (général de Salles). La brigade sarde du général Cialdini devait coopérer à l'attaque sur le flanc droit du bastion du Mat.

Dissimulées par les nuages d'une fumée épaisse et par les rafales de poussière que soulevait un violent ouragan, les troupes occupèrent le 8 leurs bases de départ. A onze heures, le général Péliissier rejoignait son poste de commandement dans la redoute Brancion ; le général Bosquet s'était déjà installé dans la sixième parallèle du côté du petit Redan et le général de Salles dans la tranchée vis-à-vis de la redoute Schwartz. Vers neuf heures l'artillerie de l'attaque diminua son feu ; à onze heures quarante elle le reprit sur toute la ligne avec une violence accrue. A midi il cessa. Clairons sonnans, tambours battant, les divisions françaises se lancèrent

alors au premier assaut. D'un seul élan la redoute Malakof fut atteinte et le général de Mac-Mahon put hisser le drapeau tricolore sur les décombres de la tour. Plus à droite le succès avait d'abord été aussi grand, mais, contre-attaqués, soumis à un feu violent d'artillerie auquel participaient de la rade trois vaisseaux ennemis tirant des bordées, les colonnes françaises n'avaient pu se maintenir dans les ouvrages atteints. De ce côté, le combat se poursuivit avec des vicissitudes multiples, des pertes graves, parmi lesquelles celles de deux généraux tués (de Marolle et de Pontevès) et de cinq autres blessés (Mellinet, Bisson, Bourbaki, de la Motte-Rouge et Bosquet lui-même).

Dès que les trois couleurs avaient été aperçues sur la tour Malakof, les deux pavillons français et anglais avaient été hissés sur le Mamelon vert et la batterie Lancastre. C'était le signal convenu pour le déclenchement de l'attaque anglaise. Celle-ci, partie à 170 mètres du grand Redan et accueillie par une vive fusillade, réussit cependant à planter ses échelles, à franchir le parapet et à pénétrer dans l'ouvrage russe. Ce fut pour peu de temps, car un retour offensif de l'ennemi l'en délogea : deux fois l'attaque fut reprise, deux fois elle fut repoussée, de telle sorte qu'à la nuit la lutte en ce point restait indécise.

A 14 heures, un bouquet de fusées donna au général de Salles le signal de la troisième attaque contre le bastion central ; là encore l'assaut fut donné deux fois et deux fois repoussé, car l'artillerie russe du bastion de la Quarantaine et des batteries Schemiakine prenait d'enfilade les colonnes que des batteries rapprochées de la ville accueillaient de face par des rafales de mitraille. En outre, partout le sol était miné et des fougasses éclataient sous les pieds des assaillants, semant dans les rangs un désordre qu'exploitaient aussitôt les régiments russes de la réserve. Là furent tués les généraux Breton et Rivet ; le général Trochu y fut blessé.

Instruit de la situation des Anglais et du 1^{er} corps français, le général Pélissier donna l'ordre de ne pas s'obstiner à de vaines attaques. C'est autour de Malakof qu'il voulut continuer la lutte d'infanterie, tandis qu'ailleurs l'artillerie de siège reprendrait sa mission d'écrasement. Malakof, citadelle en terre de 350 mètres de longueur sur 150 de largeur, couronnait un mamelon qui dominait tout le faubourg de Karabelnaïa. Cet ouvrage prenait de revers le Redan, attaqué par les Anglais, et commandait à moins de 1 200 mètres le port sud où la flotte russe trouvait le seul refuge acceptable ; il pouvait interdire et même détruire le pont qui assurait une ligne de retraite à la garnison de Sébastopol. Aussi, autour de ses ruines, la lutte fut-elle acharnée. Mais, alors que la défense du bastion central et celle du grand Redan avaient été judicieusement basées sur une série de contre-



LA PRISE DE MALAKOF
(D'après Horace Vernet).

attaques appuyées par le feu, celle du fort Malakof reposait sur le feu d'une garnison dispersée dans des abris nombreux et derrière de multiples traverses. Quand celles-ci eurent été escaladées ou tournées la défense se trouva submergée et tout l'ouvrage put être occupé. Les mines russes ne fonctionnèrent pas, et le général de Mac-Mahon, ayant appelé auprès de lui toutes ses réserves, put donner à ce mot fameux : « J'y suis, j'y reste » la consécration du succès.

Gortchakof, qui du fort Nicolas avait assisté au désastre, essaya en vain de le réparer en lançant contre Malakof, dans une contre-attaque désespérée, toutes les forces dont il disposait. Trop tard : à 16 heures tout était fini. Mais tandis que les vainqueurs soupçonnaient à peine l'étendue de leur victoire, celle-ci apparaissait si décisive au prince Gortchakof qu'à 17 heures il donnait ses ordres pour une retraite générale et pour la destruction de Sébastopol.

Ces opérations furent exécutées méthodiquement et, à minuit, les vainqueurs assistèrent, sans d'abord comprendre, aux incendies et aux explosions qui marquèrent le départ des Russes. Dans la ville peu de maisons furent épargnées. Ce qui restait de la flotte s'abîma dans les flots. L'armée française apprit un jour plus tard que le général Péliissier était élevé par l'empereur à la dignité de maréchal de France et créé duc de Malakof.

CESSATION DES HOSTILITÉS La victoire de Sébastopol plaçait les états-majors alliés en présence d'un problème nouveau, plus politique que militaire. Que fallait-il faire ? Paris était disposé à admettre que la guerre était gagnée et qu'une opération en Crimée ou l'occupation seule de Sébastopol amènerait rapidement le tsar à composition. Les Anglais n'oubliaient pas que la destruction de la force maritime russe devait payer leur victoire : tout ce qui constituait ou rappelait cette force, casernes, forts, quais, fut rasé à Sébastopol ; ce résultat atteint, la Crimée ne présentait plus pour les Alliés le moindre intérêt. C'est en Asie, où les Russes marquaient des succès, qu'il fallait, selon l'avis des Anglais, porter le nouvel effort de la guerre. Les Turcs, installés à Eupatoria, partageaient cette opinion. A toutes les autres suggestions, ils opposaient une inertie bien embarrassante.

En un mot, la situation des Alliés était difficile, car l'empire russe, qu'on avait tenté de disloquer par des intrigues dans le Caucase, ne se laissait pas ébranler. On essaya d'une attaque contre d'autres points de la mer Noire. Un corps expéditionnaire de 8 000 hommes, commandé par le général Bazaine, s'empara de Kinburn dans une action combinée avec la flotte qui, pour la première

fois, mit en ligne trois batteries flottantes cuirassées. Mais, pas plus dans la Russie du sud qu'en Crimée, une décision ne pouvait être escomptée. Habilement les Anglais firent prévaloir pour l'année 1856 un plan d'attaque contre Cronstadt, en utilisant toutes les leçons tirées de la prise de Bomarsund et de celle de Sébastopol.

Tout le monde était désireux d'en finir avec une guerre qui, commencée par une démonstration navale, était en train d'épuiser sans but les puissances qui s'y étaient laissé entraîner. La Russie, à bout de ressources, ne voyait pas sans crainte le nombre de ses ennemis, parmi lesquels la Suède s'était rangée, s'accroître de jour en jour ; la France était lasse de se battre pour la gloire ; l'Angleterre avait arrêté les ambitions russes en Turquie ; l'Autriche elle-même, qui avait vu d'un œil méfiant le rôle joué par le Piémont dans la coalition, était impatiente d'y mettre un terme. Après la belle campagne qui avait permis aux troupes russes de s'emparer de Kars, le 25 novembre 1855, le moment psychologique était venu d'une paix honorable pour tous les belligérants. Les diplomates se réunirent en congrès à Paris, le 25 février 1856, pour préparer le traité de paix générale. Il fut signé le 30 mars suivant.

L A MARINE ET NAPOLÉON III Les marines alliées avaient joué en Orient un rôle capital. Sans la maîtrise de la mer, à défaut des transports considérables d'hommes, de matériel et d'approvisionnements divers dont elles purent se charger, les opérations de Crimée n'eussent pas été possibles. On n'eut guère à déplorer en France que le naufrage de la *Sémillante* perdue corps et biens. Les opérations dans la Baltique contre Bomarsund et Sveaborg et jusqu'en Sibérie contre Pétropavlosk furent des faits d'armes très honorables.

Le 22 septembre 1853, en présence des flottes anglo-françaises immobilisées par des vents contraires, un vaisseau de guerre français, le *Napoléon*, franchissait sans difficultés le couloir des Dardanelles, remorquant à sa suite le vaisseau amiral, la *Ville de Paris*. Pour la première fois, grâce à la vapeur et à l'hélice, un navire puissamment armé pouvait se jouer des vents contraires et démontrer que le combat était possible en tout temps. Ce progrès immense, conçu par l'ingénieur Dupuy de Lôme et que la volonté du prince de Joinville avait réalisé, entraînait la condamnation des navires de guerre à voile comme instruments de guerre. En même temps deux événements considérables, la destruction rapide et totale de la flotte turque à Sinope, le coûteux échec des flottes alliées dans le bombardement des forts russes à Sébastopol, démontraient qu'avec les obusiers un seul coup bien

placé décidait de l'existence d'un navire. La nécessité de se protéger contre de telles perspectives s'imposait. Dès 1846, à la suite des expériences de Gavres, le programme naval avait prévu la construction de batteries flottantes ; mais il fallut les échecs devant Sébastopol pour que l'ingénieur Guyene reçût mission de mettre en chantier trois batteries flottantes cuirassées. Le 17 octobre 1855, devant Kimburn, leur efficacité fut remarquable. Appliquant alors sur un même vaisseau de guerre la puissance de la vapeur, la protection de la cuirasse, la commodité de l'hélice et la facilité de construction de la charpente en fer, Dupuy de Lôme imagina et réalisa le navire de guerre des temps modernes. D'un coup, l'hégémonie maritime faillit échapper aux Anglais. Dès son arrivée au pouvoir, l'empereur avait en effet manifesté sa volonté d'accroître le budget de la marine et de le tenir à la hauteur des transformations qui s'imposaient à la flotte. En dix-huit ans plus de 3 milliards furent consacrés aux dépenses navales, à la construction de bâtiments neufs, à la constitution des approvisionnements de charbon, au creusement de formes de radoub, à l'achèvement de la digue et des bassins de Cherbourg, à la création et au fonctionnement des ateliers centraux de la flotte, des écoles de canonage, de fusiliers, de timoniers, de gabiers et de torpilleurs, à l'armement ou à la mise en position de réserve du plus grand nombre de bâtiments possible.

Et comme l'Angleterre n'avait suivi que de loin les progrès matériels réalisés dans la construction, la France pouvait opposer, en 1865, 20 cuirassés tout neufs à 35 bâtiments dont beaucoup étaient de vieux navires transformés à la hâte

L A RANÇON DE LA VICTOIRE. Pendant ce temps, l'armée de terre faisait des progrès remarquables. Avec ses qualités natives de courage et de bonne humeur elle avait su gagner, au contact des Anglais, une imperturbable ténacité. Avec des moyens nouveaux et renforcés, entre autres une artillerie puissante, la défense et l'attaque durent s'adapter par des procédés d'ailleurs moins inédits qu'on ne le supposait.

Cette faculté d'adaptation à une situation de guerre imprévue, caractéristique des troupes bien commandées, bien encadrées et en excellente forme, l'armée française de Crimée l'avait au plus haut degré. Tout y fut improvisé, c'est vrai. Mais, par le succès obtenu, l'idée s'accrédita que, devant les incertitudes des guerres à venir, l'art de « se débrouiller » suffit à tout.

Une qualité primordiale du caractère français, l'esprit d'initiative, devint ainsi l'excuse d'un grave laisser-aller. La glorieuse armée de Crimée, en atteignant un



PRISE DE LA TOUR DE SOLFERINO

D'après un dessin en noir de Gustave Doré

apogée, ouvrit ainsi les voies à une sorte de décadence ; on avait méconnu que ce qui fait vraiment la force militaire d'une nation, ce n'est pas seulement la vaillance des soldats, mais aussi les lents travaux exécutés en silence et dans l'étude pour préparer, organiser, instruire et entraîner les flottes et les armées.

L A GUERRE Il ne nous appartient pas d'exposer les préliminaires de la
D'ITALIE campagne d'Italie. Si la politique personnelle de l'ancien carbonaro devenu empereur y eut une part importante, elle fut surtout l'aboutissement naturel de l'évolution d'un grand peuple, évolution qui jouissait en France de la sympathie d'une fraction notable de l'opinion publique.

Dès le début de 1859, en présence de la situation politique et de l'attitude prise par Napoléon III, l'Autriche avait renforcé ses troupes en Italie. Son plan d'opérations était nettement offensif. Profitant d'une supériorité numérique incontestable, il s'agissait de mettre l'armée sarde hors de cause avant l'arrivée de ses alliés transalpins, puis, de battre les uns après les autres les corps français qui déboucheraient des Alpes ou débarqueraient à Gênes. Le centre de réunion des forces autrichiennes fixé à Pavie répondait bien à cette conception.

La situation des Alliés était tout autre.

Le Piémont, il est vrai, avait poussé ses armements parallèlement à ceux de l'Autriche et vers la mi-avril comptait dans son armée 65 000 hommes, répartis en cinq divisions d'infanterie et une division de cavalerie. Le dispositif adopté sous l'influence du comte de Cavour, grand homme d'État mais piètre stratège, réalisait le triste système du cordon car il dispersait les troupes depuis Novi, pour couvrir Gênes, par Alexandrie et Casal jusqu'à la Doire Baltée, pour protéger Turin.

En France, l'empereur, qui s'était réservé le commandement en chef, s'instruisait. Son expérience militaire se bornait à avoir servi comme capitaine dans l'artillerie suisse et à avoir dirigé, en 1858, au camp de Châlons les manœuvres de la Garde, manœuvres rappelant celles de Frédéric II au Tempelhof, la discipline en moins. Il s'adressa tout d'abord, pour avoir un plan de campagne à M. Thiers dans les livres duquel il apprenait la stratégie. L'éminent historien, touché au point sensible, riposta par un plan grandiose : deux armées, l'une d'Allemagne, l'autre d'Italie, marchant de concert sur Vienne. C'était voir grand et engager à peu près sûrement la Confédération germanique dans le conflit.

Napoléon III sentit le péril et se rabattit sur ses conseillers militaires habituels,

en majorité des officiers du génie dont il appréciait les rédactions compendieuses. Le général Niel, qui rentrait de Turin, préconisa la solution du gouvernement sarde : concentration derrière la Doire Baltée. C'était un expédient et non un plan. Consulté à son tour, Jomini, dont la France, indulgente, avait recueilli la vieillesse, apportera la solution : d'abord concentrer les armées franco-sardes entre Casal et Alexandrie, puis attaquer, toutes forces réunies, soit par la droite en franchissant le Pô vers Plaisance, soit par le centre en direction de Pavie, soit de préférence par la gauche en marchant sur Milan par Verceil et Magenta.

PRÉCIPITATION ET IMPROVISATION Pendant tout le premier trimestre de 1859, en dehors de ces échanges de vues, la préparation à la guerre se borna à poser quelques principes généraux : en raison de l'attitude de la Confédération germanique, la moitié des forces françaises sera seule engagée en Italie, le reste constituant face à l'est une armée d'observation confiée au maréchal duc de Malakof ; la marine préparera le transport des corps d'Algérie entraînés et à effectif élevé ; l'armée de Lyon sera renforcée, et deux divisions d'avant-garde destinées à marcher au secours du Piémont devront être formées à Grenoble et à Briançon. Mais la diplomatie tortueuse du souverain et la méthode de travail de son ministre de la Guerre, hésitante et sans vigueur, laissaient tout en suspens. C'est ainsi que le général Bourbaki, destiné au commandement d'une des divisions d'avant-garde, était maintenu à Besançon dans une ignorance complète ainsi que ses deux brigadiers, Ducrot à Orléans et Trochu à Paris.

Le 20 avril arrive aux Tuileries la nouvelle que l'Autriche va envoyer un ultimatum au Piémont. Et c'est, soudain, l'affolement : le lendemain, les 163 000 hommes en congé renouvelable sont rappelés ; les maréchaux Baraguey d'Hilliers et Canrobert, qui doivent au début commander les deux groupements, sont appelés d'urgence à Paris et mis en route le soir même ; le décret constituant l'armée d'Italie paraît le 24 avril et, bien que rien ne soit prêt, la marche en avant doit commencer de suite. Les bataillons ne comptaient pas 500 hommes à l'effectif ; l'artillerie, en pleine transformation, n'était pas arrivée. Au reçu de l'ordre télégraphique lui prescrivant de franchir les Alpes, le général Bourbaki qui venait à peine, le 22 avril, de prendre à Gap le commandement de sa division télégraphia : « Les troupes de ma division sont sans couvertures. Il fait froid ; nous n'avons ni tentes, ni bidons, ni effets de campement ni cartouches. Il n'y a point de foin. Absolument rien de ce qui est nécessaire à l'organisation d'une division n'a été envoyé à destination... » A cela l'empereur répondit le 24 au soir : « Je maintiens

l'ordre de passer la frontière sans délai. » Le 26, le maréchal Canrobert, de son côté, télégraphia au ministre de la Guerre : « On a oublié dans mon corps d'armée les états-majors, l'intendance, la prévôté, le service de santé, l'artillerie et le génie... » Qu'importe ! le mouvement est décidé ; qu'il s'exécute : on se débrouillera en chemin.

L'armée française d'Italie comprenait 15 divisions d'infanterie, 3 divisions et 3 brigades de cavalerie, le tout formant 5 corps d'armée, plus la Garde. La



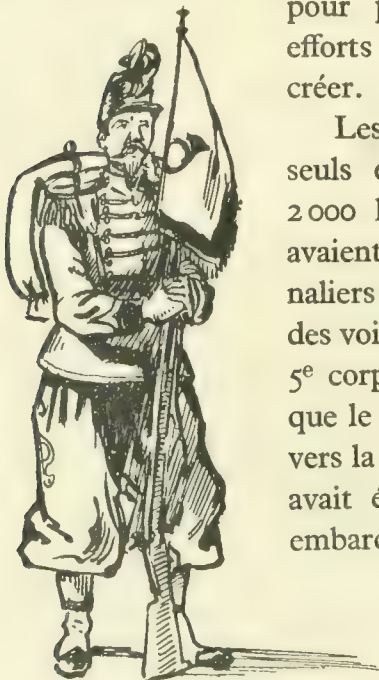
ÉCLAIRES D'AVANT-GARDE (ITALIE 1859)

(D'après A. de Neuville).

nécessité d'utiliser toutes les voies d'accès de la vallée du Pô en vue d'accélérer la concentration imposait au début la séparation de l'armée en deux masses. Deux corps d'armée, le 1^{er} (maréchal Baraguey d'Hilliers) et le 2^e (général de Mac-Mahon) plus la Garde (général Regnaud de Saint-Jean d'Angély), étaient rassemblés à Marseille et à Toulon pour débarquer à Gênes. Le 3^e corps d'armée (maréchal Canrobert) et le 4^e (général Niel) étaient désignés pour franchir les Alpes au mont Cenis et au mont Genève. Un autre corps d'armée, le 5^e (prince Napoléon), devait rejoindre plus tard.

Même à cette date du 25 avril, le haut commandement de l'armée n'est pas organisé. L'empereur ne sait qui choisir pour l'assister comme major général.

Le 4 avril, il a nommé à ces fonctions le maréchal Randon dont il a apprécié les services en Algérie comme commandant de troupes et comme organisateur. Le 5 mai il revient sur sa décision : le maréchal Randon, de major général, devient ministre de la Guerre à la place du maréchal Vaillant qui devient major général. Il faut, en attendant, parer au plus pressé : le colonel Saget et le général Lebrun sont envoyés, le premier à Turin, le second à Gênes, seuls et à l'improviste, pour préparer l'arrivée des troupes. Ils déploieront des efforts surhumains ; mais il leur est impossible de tout créer.



CHASSEUR A PIED
(GARDE IMPÉRIALE)

Les onze régiments venus d'Algérie étaient à peu près les seuls en état de faire campagne : leur effectif dépassait 2 000 hommes, mais les trente-deux venus de France n'en avaient guère plus de 1 300. Jusqu'au 23 mai, des convois journaliers durent apporter à l'armée des pièces pour son artillerie, des voitures pour ses trains, des réservistes pour ses unités. Le 5^e corps n'eut son artillerie prête à embarquer à Marseille que le 25 mai. La réserve d'artillerie ne fut constituée que vers la fin de juin ; l'équipage de siège, dont l'organisation avait été commencée le 31 mars, ne sera pas tout entier embarqué le 12 juillet quand la paix sera conclue. C'est ainsi que, faute d'un pont d'équipage suffisant, la variante n° 1 du plan Jomini se révélera inexécutable aux yeux surpris du commandement.

Le 15 mai, l'empereur, qui avait pris la tête de l'armée à Alexandrie, écrit à son ministre : « Nous avons réuni en Italie une armée de 120 000 hommes avant d'avoir réuni des approvisionnements : c'est le contraire de ce qu'on fait ordinairement. » Et il demande des « efforts héroïques » pour créer une réserve de biscuits et de fourrages à Gênes. C'est lui qui constate et signale au maréchal Randon les lacunes à réparer, les fautes commises. « L'administration de la guerre a été bien coupable. Il y a des corps qui n'ont pas de marmites pour faire la soupe. » D'autres n'ont pas de souliers. Il manque 300 médecins sur 700 qui sont nécessaires, 40 pharmaciens sur 72. Il faut doubler le nombre des employés d'administration et envoyer au moins 1 000 infirmiers de plus. « Pour le train des équipages, pour les mulets de bagages des officiers et de l'administration, rien n'est réglé d'une manière invariable. Ainsi les uns demandent le double

de ce qui est nécessaire ou l'administration ne donne que la moitié de ce qui est indispensable. » Enfin vient cette déclaration qui montre l'inconscience de celui de qui, en somme, tout dépendait : « En France nous ne sommes jamais prêts pour faire la guerre. »

OFFENSIVES
AUTRICHIENNES Depuis le milieu d'avril l'armée autrichienne était concentrée sur la rive gauche du Tessin : trois corps d'armée à Pavie et deux autres vingt kilomètres plus au nord.

Son chef, le feldzeugmeister comte Gyulai, jouissait, paraît-il, de la faveur de son souverain, mais il n'avait pas le caractère suffisant pour s'affranchir de la tutelle que François-Joseph faisait peser sur lui et qui lui enlevait toute audace et toute résolution énergique. Or, de telles qualités eussent été indispensables pour mener à bien le plan conçu à Vienne.

L'armée piémontaise avait d'abord éprouvé de graves inquiétudes. L'empereur s'était réservé le commandement suprême des opérations, mais aucun plan n'avait été arrêté entre le roi de Sardaigne et lui. Tout faisait craindre des retards funestes dans l'arrivée des troupes françaises. De là ces appels désespérés auxquels Napoléon III avait répondu en donnant à ses divisions l'ordre de se mettre immédiatement en marche dans l'état où elles se trouvaient, c'est-à-dire, pour Canrobert, de concentrer ses forces entre Suze et Turin, pour Baraguey d'Hilliers, de transporter les siennes à Gênes. A tous cependant une défensive absolue était recommandée.

A son arrivée à Turin et dès son premier contact avec le roi Victor-Emmanuel, le maréchal Canrobert n'eut pas de peine à se rendre compte de l'insuffisance de la Doire comme ligne de défense. En dépit des instances du comte de Cavour, il renonça à une concentration partielle fort dangereuse derrière cette rivière et, malgré les instructions formelles de l'empereur, qui prescrivaient de maintenir les troupes au pied des Alpes, il prit sur lui d'envoyer immédiatement un bataillon « faire du volume » à Casale et de transporter par la voie ferrée toutes ses forces de Turin à Alexandrie. Cette décision, interprétée par l'ennemi comme le prélude d'une offensive des Français sur Plaisance, déterminait la retraite des Autrichiens.

Débarqué à Gênes le 12 mai, Napoléon III signala son arrivée par une proclamation, aussitôt connue du quartier général ennemi, et par des ordres en vue d'une offensive immédiate. Les 3^e et 4^e corps étaient à Alexandrie, les 1^{er}, 2^e corps et la Garde occupaient les environs de Valence. Toute l'armée

devait se mettre en mouvement le 14 en direction de Plaisance où il s'agissait de franchir le Pô.

L'armée française était cependant en pleine période d'organisation : le maréchal Baraguey d'Hilliers fit observer que les 1^{er} et 2^e corps n'avaient pas encore leur artillerie. « On s'organisera en route », fut-il répondu par l'empereur. En route, on apprit que le seul équipage de pont disponible était trop court de moitié pour franchir le Pô grossi par une forte crue à l'endroit projeté et que le parc de siège nécessaire pour attaquer Plaisance ne pouvait être rendu à pied d'œuvre qu'à la fin du mois de juin. Ces contretemps désorientèrent Napoléon III, qui, les 18 et 19, arrêta l'armée sur ses emplacements de Voghera et passa ces deux journées en conciliabules. Dans l'après-midi du 19, le roi de Sardaigne fit connaître que les Autrichiens avaient abandonné Verceil et la ligne de la Sesia. Le 20, l'empereur prit une décision, et, s'étant rendu à Casale, exposa son projet devant le général de la Marmora, commandant l'armée sarde. Son plan consistait à faire glisser vers le nord les forces franco-sardes en se couvrant du Pô et de la Sesia.

L'arrivée des Français provoqua dans l'armée autrichienne un changement de front face au sud tandis qu'un nouveau corps d'armée venait renforcer sa gauche à Plaisance. Pour répondre à une question futile du grand quartier général impérial, Gyulai crut devoir ordonner une grande reconnaissance vers l'est sur la rive droite du Pô. Cinq brigades, formant trois colonnes, avec une sixième brigade en réserve sont consacrées à cette opération. Les avant-postes français de la division Forey sont facilement refoulés, mais, tandis que les deux colonnes de droite restent inactives, attendant les ordres, le gros de la division française et une brigade de cavalerie piémontaise agissant, avec ensemble, prennent résolument l'offensive, et infligent un échec sanglant à la colonne de gauche. Cet échec entraîne la retraite de tout le corps ennemi. L'élan de l'infanterie française lui avait permis de triompher d'un adversaire plus de trois fois supérieur.

Ce combat de Montebello jeta le trouble dans les deux quartiers généraux opposés : la vigueur de la riposte française confirma Gyulai dans ses appréhensions pour Plaisance et Napoléon III parut s'attendre à une attaque autrichienne débouchant de la Stradella. Jusqu'au 25 mai les conseils de guerre se multiplièrent, les corps d'armée français prirent des positions de combat ou regagnèrent leur camp selon les ordres qu'ils reçurent en prévision de cette éventualité. Tout se réduisit à ces alertes inutiles et dix jours furent perdus pendant lesquels les armées alliées ne bougèrent pas de leurs emplacements. L'empereur projeta ensuite d'attaquer en débouchant directement sur la rive gauche de la Sesia à Verceil. Les



LES GRENADIERS DE LA GARDE A MAGENTA
(D'après Gustave Doré).

ordres étaient préparés et les tableaux de marche fixés pour le débouché de l'armée franco-sarde, quand l'envoi en fut suspendu : l'empereur avait adopté, en fin de compte, la marche vers le nord. Le 28 mai, quatre divisions sardes suivies des cinq corps d'armée français entamèrent leur marche sur Novare par Casale et Verceil en quatre colonnes, couvertes sur leur flanc droit et à courte distance par une division sarde. Grâce à l'inertie de l'armée autrichienne, cette dangereuse marche de flanc de toute une armée, sur près de 80 kilomètres, put s'exécuter du 28 au 31 mai sans autre entrave que des accidents de route et les combats de Palestro.

OFFENSIVE FRANCO-SARDE. PALESTRO.
ROBECHETTO. MAGENTA

Le 30 mai, l'armée sarde surprit à Palestro les avant-postes d'une division autrichienne et s'empara de ce village. Le soir même le général Gyulai, dont le gros des forces se tenait vers Pavie avec un corps plus au nord, prescrivit pour le lendemain une contre-attaque. Le 31, l'offensive des trois brigades autrichiennes qui marchaient concentriquement sur Palestro avait débuté par un succès quand la situation fut renversée par une attaque de flanc menée furieusement par le 3^e zouaves mis, par ordre de l'empereur, à la disposition de Victor-Emmanuel. Ce succès décida Napoléon III à pousser l'ensemble de ses forces vers l'est en trois bonds successifs, le premier de Verceil à Novare, le second de Novare à Magenta, le troisième de Magenta à Milan. L'armée devait, après chaque bond, être disposée en bataille face au sud et à cheval d'abord sur l'Agogna, puis sur le Tessin.

L'occupation de Novare par les Français tira Gyulai de son incertitude : Milan était l'objectif des alliés. Se repliant alors sur la rive gauche du Tessin, il résolut de concentrer son armée au sud de la route Magenta-Milan et face à cette route, de façon à obliger les Alliés à venir l'attaquer.

Mais, par une erreur grosse de conséquences, une division, qui arrivait par les voies rapides de Bohême et faisait partie d'une nouvelle armée en formation, avait été laissée sans ordres précis à Magenta. La présence de cette grosse unité sur l'itinéraire des troupes françaises amena l'engagement de l'armée autrichienne dans des conditions décousues que son chef n'avait pas voulues.

Le 3 juin, à Robechetto, la division de la Motte-Rouge, du corps Mac-Mahon, qui était à l'extrême gauche, mit pied sur les passages du Tessin et eut un léger engagement avec un détachement ennemi envoyé sur Turbigo.

Le 4 juin, d'après les intentions de l'empereur, l'armée française devait se placer à cheval sur le Tessin, face au sud, le long de la route Milan-Novare pendant que

l'armée piémontaise traverserait la rivière pour poursuivre sa marche vers la capitale de la Lombardie.

Le général de Mac-Mahon, dont le corps d'armée était renforcé des voltigeurs de la Garde, était à l'aile marchante sur la rive gauche du Tessin. Il prit contact



LES TURCOS A TURBIGO (1859) (D'après G. Doré).

avec l'ennemi dans la matinée, mais sa marche fut ralentie tant par les difficultés du terrain que par son désir de coordonner le mouvement de ses trois divisions. Ce n'est qu'à huit heures du soir qu'il décida de la victoire en enlevant Magenta.

Le général Mellinet, avec sa division de grenadiers, marchait directement sur Magenta par la grande route. Il dut lutter seul pendant plusieurs heures, avec une

bravoure et une opiniâtreté remarquables, contre des forces très supérieures que Gyulai appela du sud à la rescousse.

Les renforts, auxquels les impedimenta barraient la route, arrivèrent avec le maréchal Canrobert. Disposant de la division Renault, de son corps d'armée, puis de la division Vinoy du 4^e corps, celui-ci arrêta enfin les assauts sans cesse renouvelés des Autrichiens. Et ce fut une victoire, mais chèrement achetée. Surprise en flagrant délit de manœuvre, à cheval sur un double cours d'eau, l'armée alliée avait couru un grand danger, car la faiblesse de son haut commandement, la mauvaise organisation des marches et des convois ne permettaient pas le ramatement rapide des corps séparés.

La guerre d'Afrique avait développé l'initiative des cadres subalternes. La troupe était habituée à foncer sur l'ennemi à la baïonnette après une fusillade courte et vive, exécutée à faible distance. Dans toute cette campagne et particulièrement à Magenta, la nature coupée du terrain, l'entrain et le moral élevé des soldats, l'émulation qui régnait dans les rangs, l'ardeur qu'allumait l'enthousiasme des populations italiennes amenèrent un prompt abandon des dispositifs réglementaires. D'eux-mêmes les soldats se battirent en ordre dispersé, des bataillons entiers se déployèrent en tirailleurs et leur feu provoqua des pertes considérables dans les formations compactes des troupes autrichiennes. L'unité d'action fut assurée, autant qu'il était possible, par le désir unanime de tous les combattants de sauter à la gorge des Autrichiens et ceux-ci, désorientés par cette façon de combattre, entourés d'une population hostile, comptant dans leurs rangs des unités suspectes, ne purent, malgré la réelle vaillance de certains éléments, tenir devant la « furia francese ».

Dès le lendemain de cette sanglante rencontre, Gyulai, reconnaissant sa défaite, renonça à barrer la route de Milan : il se mit en retraite sur Lodi et les forteresses du Quadrilatère.

L'armée française ne prit pas la poursuite. La journée du 6 se passa chez elle en congratulations : l'empereur conféra la dignité de maréchal aux généraux de Mac-Mahon et Regnaud de Saint-Jean d'Angély. Ce fut seulement quand on fut bien assuré de la retraite autrichienne que le mouvement en avant fut repris par les Alliés. Trois jours après sa victoire de Magenta, le 2^e corps d'armée entra à Milan.

MELEGNANO ET SOLFÉRINO

Le contact était perdu entre les deux adversaires ; l'état-major autrichien crut même un instant que les Alliés avaient également battu en retraite. Aussi, quand l'empereur eut l'idée d'une victoire plus

complète s'il pouvait devancer l'armée autrichienne sur l'Adda et la couper ainsi de ses communications, il était trop tard. Cette opération, pour réussir, aurait dû être entreprise au plus tard le 7, car, dès le 8 juin après midi, il ne restait sur la rive droite de la rivière que deux brigades d'arrière-garde : ce furent elles qui supportèrent l'attaque de Melegnano.

L'ordre donné le 8 par l'empereur au maréchal Baraguey d'Hilliers, qui disposait des 1^{er} et 2^e corps d'armée, était d'agir le jour même. C'est ainsi que, sans autre préparation que le feu très insuffisant de trois pièces d'artillerie, à 18 h. 30, la division Bazaine fut lancée contre l'arrière-garde ennemie retranchée. La lutte fut dure, sanglante des deux côtés. Les Français forcèrent les deux brigades autrichiennes à reculer, mais ce fut tout. En se rendant à Melegnano, l'empereur avait appris que la retraite de l'armée autrichienne continuait. Revenant donc à son plan qui consistait à tourner l'ennemi par son aile droite et à le couper du Quadrilatère, l'empereur résolut de poursuivre sa marche, toutes forces réunies, l'armée piémontaise à gauche par la route de Vaprio, les colonnes françaises à droite par la route de Cassano.

Successivement l'armée autrichienne avait dû abandonner les lignes de l'Adda, du Serio et de l'Oglio. Gyulai songeait à tenter de nouveau le sort des armes derrière la Chiese lorsqu'il fut relevé de ses fonctions.

L'empereur François-Joseph, ayant comme major général le baron Hess, l'ancien chef d'état-major de Radetsky, s'était décidé à prendre le commandement de ses troupes renforcées et réorganisées.

Réunies derrière le Mincio, appuyées sur Peschiera et Mantoue, les forces autrichiennes présentaient 160 000 combattants, avec 800 bouches à feu, répartis en deux armées comptant chacune quatre corps d'armée et une division de cavalerie.

L'armée franco-sarde suivait lentement la retraite de l'ennemi ; sa marche était retardée par les difficultés des subsistances et par les hésitations de son chef, troublé par la nouvelle de la mobilisation prussienne. Cependant le 23 juin, persuadé qu'il ne restait, sur la rive droite du Mincio, que de faibles arrière-gardes, l'empereur se décida à se rapprocher de la rivière pour en préparer le passage de vive force vers Goïto tandis que les Sardes préluderaient à l'investissement de Peschiera. Le mouvement devait commencer le 24 à trois heures du matin. Or, ce même 23 juin, toutes les troupes autrichiennes repassaient le Mincio pour reprendre résolument l'offensive.

Des raisons diverses avaient amené François-Joseph à cette résolution. Les progrès des Alliés allumaient en Italie une fermentation générale qui pouvait gagner

la Hongrie. Il fallait devancer par une victoire des menaces militaires qui se précisaient. A droite, Garibaldi, à la tête des chasseurs des Alpes, dégagé par la victoire de Magenta, progressait rapidement vers le Tyrol ; à gauche, sur la rive droite du Pô, le prince Napoléon devenait inquiétant. Débarqué à Livourne avec un rôle plus politique que militaire, il avait occupé Florence, renforcé son 5^e corps d'armée de la division toscane d'Ulloa et se rapprochait, sans hâte il est vrai, de son cousin. Enfin vers Venise un débarquement français paraissait imminent.

Le 24, les deux armées autrichiennes devaient marcher concentriquement contre les forces alliées supposées en position sur les bords de la Chiese vers Carpenedola et Montechiaro, le mouvement commençant à neuf heures du matin.

Les deux adversaires allaient donc fatalement se heurter dans une rencontre due au hasard, mais en raison de leur départ matinal les Franco-Sardes prirent l'initiative des opérations. La lutte s'engagea vers cinq heures sur la ligne San Martino, Solférino, Guidizzolo, Medole. Dès le début l'engagement devint général. Après une série d'attaques décousues, résultant de la prise de contact, la situation d'ensemble se dessine. L'empereur Napoléon mène son effort principal avec trois corps (1^{er}, 2^e et la Garde). Il réussit à percer le centre autrichien que trois corps (1^{er}, 5^e et 7^e) s'efforcent de défendre par des efforts successifs.

De son côté, François-Joseph avec trois autres corps d'armée (3^e, 9^e et 11^e) vise à enfoncer la droite française, dont le 4^e corps (Niel) se trouve d'abord isolé dans la plaine de Medole. Malgré leur vaillance, les efforts des Autrichiens, mal combinés, échouent. L'intervention du 3^e corps (Canrobert), libéré des craintes inspirées par la présence d'un corps ennemi signalé vers Mantoue, décide du succès sur cette partie du champ de bataille.

Plus heureux, à droite, le 8^e corps autrichien maintient à lui seul l'armée sarde jusqu'à la nuit aux environs de San Martino. Mais la décision avait été obtenue au centre, auprès de Solférino, où, sous les yeux des deux empereurs, se livrèrent des combats acharnés. A 4 heures de l'après-midi, après la prise de Cavriana par les tirailleurs algériens et la brigade Manèque des voltigeurs de la Garde, la bataille était perdue pour François-Joseph qui ordonna la retraite générale derrière le Mincio. Un orage formidable ayant facilité la rupture du combat, ce mouvement ne fut pas inquiété. Les troupes victorieuses bivouaquèrent sur les positions conquises.



SOLFÉRINO
(D'après Gustave Doré)

ARMISTICE DE VILLAFRANCA Abandonnant les rives du Mincio, les armées autrichiennes se retirèrent dans l'intérieur du Quadrilatère. Ce ne fut que six jours après leur victoire que les Alliés franchirent à leur tour la rivière et commencèrent le siège de Peschiera. Pendant ce temps l'action de la flotte se développait dans l'Adriatique. Jusqu'à la fin de juin le vice-amiral Romain-Desfossés s'était contenté de bloquer Venise, mais, le 1^{er} juillet, il avait été rejoint par une escadre de siège, sous les ordres de l'amiral Bouet-Willaumez, comprenant avec des frégates à vapeur trois batteries flottantes et trente-cinq canonnières.

Le 8 juillet, au moment où la flotte se dirigeait sur Venise, elle fut arrêtée par la nouvelle d'un armistice conclu entre les deux empereurs.

L'âme sensible de Napoléon III avait été très troublée par la vue des morts et des blessés. D'autre part les progrès de Garibaldi vers le Tyrol menaçaient d'amener la lutte sur le territoire de la Confédération germanique et la Prusse, qui avait commencé sa mobilisation, était en mesure de conduire 250 000 hommes en face des huit divisions d'infanterie et des quatre divisions de cavalerie constituant l'armée d'observation du maréchal Pélissier. En même temps, Victor-Emmanuel devenait de jour en jour plus impatient de la tutelle de son grand allié. Cédant à ces considérations, Napoléon III, par une démarche personnelle auprès de François-Joseph, fit conclure l'armistice de Villafranca qui devait rapidement conduire à la paix. Ainsi se termina par un coup de théâtre cette guerre qui avait commencé par une improvisation.

Une courte campagne victorieuse, faite dans un beau pays, pendant une saison favorable, laissa dans la mémoire de tous ceux qui y prirent part un souvenir inoubliable. Et cependant la facilité même des succès remportés dans des conditions de préparation, d'organisation et de commandement déplorables eurent les effets les plus funestes sur l'esprit de l'armée.

Elle favorisa la tendance naturelle des Français à négliger l'effort, à croire qu'avec du cran et de l'allant on était en mesure de résoudre tous les problèmes militaires. Le gouvernement impérial, absorbé par des considérations de politique intérieure, se persuada qu'on pouvait avoir une armée apte à la guerre sans dépenser d'avance les sommes nécessaires à son entretien, à sa préparation. Ainsi les victoires de Magenta et de Solferino marquèrent la route de Sedan.

LES EXPÉDITIONS LOINTAINES Le gouvernement de Louis-Philippe, désireux de se faire accepter par les monarchies européennes et de plaire à l'Angleterre, s'en était tenu, le plus souvent, à une politique extérieure d'effacement

et d'abdication. Cependant, malgré les pénibles incidents de l'affaire Pritchard, l'énergie de l'amiral Dupetit-Thouars et celle du commandant Bruat avaient assuré à la France la possession de Taïti et des archipels voisins.

Dans le cours des années 1844 à 1846 de faibles détachements de nos troupes de marine et des compagnies de débarquement avaient mis à la raison les indigènes soulevés par les agissements des missionnaires anglicans dont notre présence gênait les bénéfices commerciaux, plus encore que le prosélytisme religieux. De nombreux engagements, dont les plus importants eurent lieu à Mahaena (1844) et à Fantahua (1846), avaient été rendus pénibles surtout par les difficultés du terrain.

Héritier de la tradition napoléonienne, Napoléon III était plus disposé que le gouvernement précédent aux entreprises lointaines. L'armée de la loi de 1832, avec ses soldats confirmés et ses nombreux rengagés, avec son corps d'officiers composé en général de célibataires ; (en cas de mariage la dot obligatoire assurait au ménage une existence indépendante), fournissait au souverain l'instrument de sa politique.

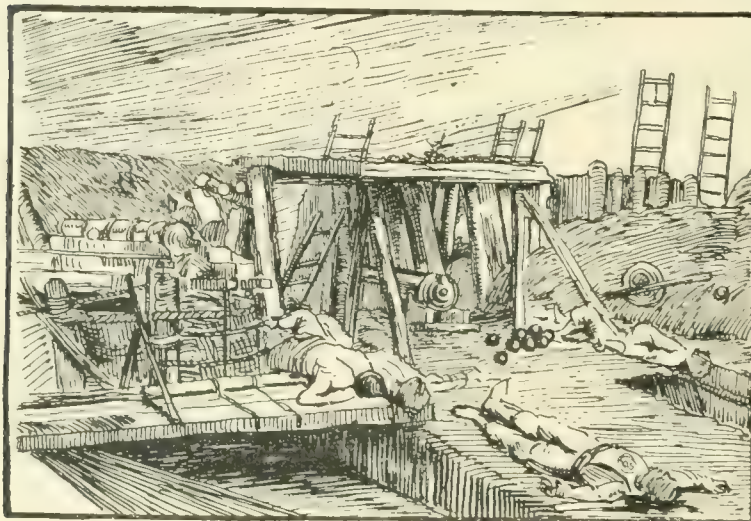
SYRIE Dès que les traités de 1840 eurent rendu la Syrie aux Turcs, ceux-ci s'efforcèrent de réduire cette province au rang de simple pachalick en supprimant peu à peu ses privilèges. Attisant les rivalités de race et de religion, ils fermèrent les yeux sur les attaques des Druses contre les Maronites chrétiens et assistèrent, complices, en 1844-45 aux luttes terribles qui ensanglantèrent le pays. Le traité de Paris de 1856, qui mit les chrétiens sous la protection de l'Europe, engendra de nouveaux troubles en excitant l'orgueil inné des Turcs.

Les nouvelles, déformées, de l'insurrection des Cipayes dans l'Inde firent croire aux musulmans que leur heure était venue. L'agitation, dont l'assassinat des consuls de France et d'Angleterre à Djeddah (1858) fut le premier symptôme, se propagea peu à peu en Syrie pour atteindre son paroxysme en 1860. Dans le Liban, les Druses se jetèrent sur les Maronites, détruisant plus de 300 villages, massacrant leurs adversaires sans distinction d'âge ni de sexe. A Damas, il fallut l'énergique intervention de notre vieil ennemi, l'émir Abd-el-Kader, aidé de ses Algériens, pour sauver les chrétiens des tueries auxquelles participaient les troupes ottomanes. Le nombre total des victimes dépassa 14 000.

L'empereur se souvint alors que certaines traditions historiques, traditions remontant aux relations de Charlemagne avec Haroun al Raschid et que la Convention elle-même n'avait pas reniées, accordaient à la France la protection des

Maronites. Un corps expéditionnaire de 6 000 hommes, sous les ordres du général de Beaufort d'Hautpoul, débarqua à Beyrouth, en août 1860. Son rôle fut du reste des plus restreints. Toutes ces atrocités ayant reformé le concert européen, malgré l'opposition de l'Angleterre, les Turcs effrayés se décidèrent à sévir contre les fauteurs de désordre et acceptèrent la surveillance d'une commission internationale. Les troupes françaises se rembarquèrent après un séjour de moins d'un an, marqué seulement par quelques promenades militaires dans le Liban.

C^{HINE} En Chine, ce fut une tension de plusieurs années qui amena l'expédition franco-anglaise. La Grande-Bretagne avait à se plaindre de nombreuses infractions au traité de Nankin et la France voulait protéger la sécurité de ses nationaux, notamment de ses missionnaires maltraités et même mis à mort. Les négociations dilatoires des Chinois ainsi que la faiblesse militaire de l'Angleterre, consécutive à la mutinerie des Cipayes, ajournèrent les mesures décisives : les deux marines soutinrent seules pendant trois ans l'honneur du pavillon. En décembre 1857, des compagnies de débarquement alliées, appuyées par l'artillerie des bâtiments, enlevèrent les forts et la ville de Canton. Poussant vers le nord, pour permettre aux diplomates de prendre contact avec la cour de Pékin, les escadres enlevèrent lestement, en deux heures de combat, les forts de l'embouchure du Peï-ho et les navires remontèrent jusqu'à Tien-Tsin (mai 1858).



BATTERIE DU FORT NORD DE TAKOU APRÈS L'ATTAQUE.

En décembre 1857, des compagnies de débarquement alliées, appuyées par l'artillerie des bâtiments, enlevèrent les forts et la ville de Canton. Poussant vers le nord, pour permettre aux diplomates de prendre contact avec la cour de Pékin, les escadres enlevèrent lestement, en deux heures de combat, les forts de l'embouchure du Peï-ho et les navires remontèrent jusqu'à Tien-Tsin (mai 1858).

Devant cet acte de vigueur, les Chinois accordèrent, sur le papier, toutes les réparations demandées et signèrent tous les traités, politiques, commerciaux et autres qui leur furent présentés en échange de l'évacuation de leur territoire ; mais lorsque, l'année suivante, les ministres plénipotentiaires se présentèrent,

accompagnés d'une escadre anglaise et de deux bâtiments français, ils trouvèrent le Peï-ho fermé et les fortifications de la barre très développées.

Les forces alliées voulurent forcer le passage ; elles échouèrent : trois navires anglais furent coulés, 500 hommes tués ou blessés ; parmi ces derniers figuraient les deux chefs de l'expédition, l'amiral anglais Hope et le commandant français Tricault. A la nouvelle de cet insuccès, les deux gouvernements prirent le parti de marcher de concert sur Pékin. La flotte française, sous les ordres de l'amiral Charner, comprenait 31 bâtiments portant 448 bouches à feu et 16 canonnières capables de remonter le fleuve. Le général Cousin-Montauban, qui avait fait preuve, en Algérie, de tact et de caractère, avait le commandement des troupes de terre. Il disposait de deux brigades d'infanterie, de quatre batteries et seulement de quelques cavaliers pour le service des escortes : l'effectif total atteignait 8 600 hommes.

A la différence des autres expéditions du second Empire, celle-ci fut soigneusement préparée ; l'organisation en fut parfaite et la traversée, exécutée en doublant le cap de Bonne-Espérance, ne laissa rien à désirer. La seule erreur commise fut de réunir sur un seul bateau tout le matériel de transport qu'un incendie détruisit en mer. La longueur des négociations et les ressources infinies de la Chine permirent de réparer cet accident. Ce ne fut qu'en juillet 1860 que l'expédition, décidée huit mois auparavant, fut à pied d'œuvre dans la baie de Takou.

La défense de la barre du Peï-ho avait été renforcée par les Chinois, mais un débarquement, exécuté plus au nord, prit cette défense à revers, tandis que les flottes la canonnaient de front. Tous les forts, garnis de plus de 600 bouches à feu, furent rapidement enlevés (août 1860) : la route de Tien-Tsin était libre. Les flottilles fluviales occupèrent la ville, bientôt rejointes par les troupes de terre, qu'accompagnaient les deux plénipotentiaires, lord Elgin et le baron Gros.

Des négociations interminables commencèrent, alternant avec la marche en avant, qu'elles entravaient. Enfin, ayant concentré une armée pour couvrir leur capitale, les Chinois jetèrent le masque : les officiers alliés, envoyés d'avance à Tang-Cheou pour préparer des cantonnements communs, tombèrent dans un guet-apens et les avant-gardes furent arrêtées par les avant-postes tartares.

La parole fut alors laissée au canon. L'élan de milliers de cavaliers chinois (30 000, dit-on) vint se briser sur la fermeté de nos carrés et le pont de Palikao, enlevé par l'infanterie française, nous ouvrit la route de Pékin (21 septembre). Quinze jours plus tard, les Alliés occupèrent le Palais d'été que l'empereur de Chine venait à peine d'évacuer. Ils y trouvèrent les preuves des traitements

odieux subis par les prisonniers de Tang-Cheou, et, en représailles, sur les instances de lord Elgin, y mirent le feu. Craignant le même sort pour Pékin et le palais impérial, le gouvernement chinois se décida à accorder aux deux puissances les satisfactions qu'elles désiraient (24 et 25 octobre 1860). Sauf une petite garnison laissée à Tien-Tsin, les troupes furent rapatriées avant la fin de novembre pour éviter les rigueurs de l'hiver du Tché-li.

La paix ne termina pas le rôle de la marine en Chine. Après avoir combattu le gouvernement central, elle l'aida à réprimer l'insurrection des Taï-Ping dont les déprédations menaçaient les intérêts de nos nationaux dans la vallée du Yang-tse-Kiang. L'amiral Protet y trouva la mort ; mais les officiers de marine d'Aiguebelle et Gicquel continuèrent la campagne et contribuèrent à l'écrasement de la rébellion dans le Tche-Kiang. Aussi le vice-roi de Fou-Kien les chargea-t-il de créer sur la rivière l'arsenal de Fou-Tcheou, qui allait être un centre d'influence française jusqu'aux événements de 1883.

Riche de plus d'avenir encore fut notre action en Indo-Chine.

COCHINCHINE A la fin du règne de Louis XVI, quelques officiers français, appelés par leur compatriote l'évêque d'Adran, avaient aidé le dernier survivant de la dynastie des Nguyen à remonter sur le trône sous le nom de Gya-Long et à soumettre toute l'Indo-Chine.

Si le souverain restauré se montra reconnaissant vis-à-vis des Français et des catholiques, il n'en fut pas de même de ses successeurs. A plusieurs reprises, le gouvernement de Louis-Philippe avait dû intervenir pour protéger les missionnaires. La situation se tendit de plus en plus au cours du second Empire. Après le bombardement de Tourane par un de nos vaisseaux de guerre (1858), les persécutions redoublèrent, englobant aussi bien les néophytes des Français que ceux des Espagnols. Une expédition contre l'Annam fut résolue. L'Espagne y adjoignit un contingent tiré des Philippines. Après avoir enlevé Tourane, l'amiral Rigault de Genouilly, hanté comme beaucoup de marins de la nécessité pour la France d'avoir un port en Extrême-Orient, forçait l'entrée du Donaï et prenait de vive force la ville et la citadelle de Saïgon (1859).

La guerre d'Italie et l'expédition de Chine appelant ailleurs l'attention de Napoléon III, l'effort en Cochinchine se réduisit à l'occupation des deux ports conquis. Les faibles garnisons, uniquement composées d'Européens anémiés par le climat et décimés par la maladie, se virent étroitement bloquées. Les Annamites, encouragés par cette inaction, vinrent alors mettre devant Saïgon un siège qui dura

dix mois. Dès que la guerre de Chine fut terminée, l'amiral Charner prit la direction des opérations, amenant avec lui une nombreuse escadre, renforcée de canonnières fluviales et d'un corps de débarquement important, où figuraient, à côté des fusiliers marins et des troupes de la marine, un bataillon de chasseurs et, bientôt après, un bataillon de tirailleurs algériens.

Il fallut une bataille de plusieurs jours et les efforts combinés de la flotte de haute mer, de la flottille fluviale et des troupes pour rompre l'investissement de Saïgon en débusquant les Annamites de leur formidable camp retranché (25 février 1861). Malgré les maladies, malgré le climat déprimant et les difficultés des routes inondées, malgré les négociations dilatoires, chères aux Orientaux, l'action combinée des troupes et de la flottille brisa toutes les résistances. En avril 1862, les trois provinces de Saïgon, de Mitho et de Bien-hoa dans la basse Cochinchine furent cédées à la France. Les intrigues des mandarins et des lettrés continuant en sous-main, on dut, cinq ans après, annexer les trois provinces de l'ouest.

Les amiraux qui se succédèrent à la tête de la nouvelle colonie et particulièrement l'amiral de la Grandière surent parfaitement organiser le pays. Ils respectèrent les us et coutumes des populations et confièrent l'administration à des indigènes bien choisis ; la direction et le contrôle furent seuls remis entre les mains de Français, tirés des différents corps de la marine. D'excellents résultats, rapidement acquis, répandirent l'influence française dans toute la péninsule indo-chinoise : le roi du Cambodge sollicita notre protectorat et nos explorateurs pénétrèrent sans difficultés dans le Laos et jusque dans la Chine méridionale.

PRÉLIMINAIRES DE L'AVEN- TURE MEXICAINE

Les luttes sanglantes et les révolutions qui ne cessaient de troubler les nouveaux États issus, dans l'Amérique latine, du grand mouvement d'indépendance de 1812 n'avaient pas épargné les Européens qui résidaient dans ces États.

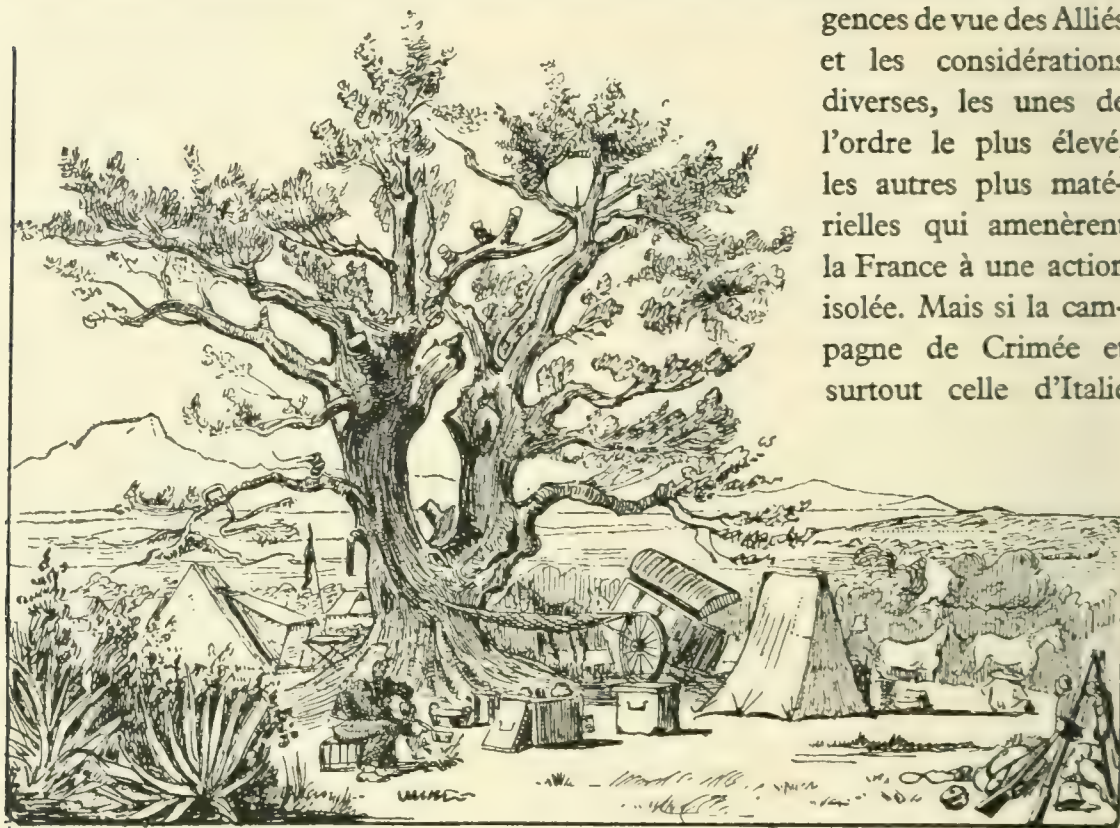
Le gouvernement de Louis-Philippe s'était résolu, malgré ses tendances pacifiques, à intervenir par les armes pour défendre les droits de ses nationaux ou pour faire cesser certains dénis de justice. C'est ainsi qu'au temps du dictateur Rosas, un long blocus avait été établi sur les côtes de la République argentine, de concert avec une escadre anglaise. De cette campagne l'épisode le plus marquant avait été le combat d'Obligado (1845) où s'était distingué le futur amiral Tréhouart.

Au Mexique, en 1838, les compagnies de débarquement de l'escadre de l'amiral Baudin s'étaient emparées, après un brillant combat, de Saint-Jean-d'Ulloa et de la Vera-Cruz, et la possession de ce gage nous avait valu le traitement de la nation la

plus favorisée. L'avènement du parti démocratique anticlérical, qui avait placé au pouvoir un Indien pur sang, Benito Juarez, doué d'une volonté et d'une énergie peu communes, coïncida avec de nouvelles difficultés.

En 1861, à Londres, l'Angleterre, la France et l'Espagne s'unirent pour faire valoir leurs revendications. Une autre partie de cet ouvrage montrera les diver-

gences de vue des Alliés et les considérations diverses, les unes de l'ordre le plus élevé, les autres plus matérielles qui amenèrent la France à une action isolée. Mais si la campagne de Crimée et surtout celle d'Italie



LE CAMP DE LA TEJERIA (1862) (D'après un dessin du colonel Darras).

avaient été approuvées par une partie importante de l'opinion publique, l'expédition du Mexique devait être nettement impopulaire, même chez les Français établis dans le pays.

Sur le trône, Napoléon III, engagé peut-être par sa jeunesse mouvementée, était resté un conspirateur. Traitant les questions les plus importantes par des moyens de fortune, il accorde sa confiance à des aventuriers ou à des hommes à imaginations. Les affirmations tendancieuses de son ministre à Mexico, le néfaste Dubois de Saligny, les illusions entretenues par les émigrés mexicains trouvaient chez lui une oreille complaisante. De là, et aussi de la carence des Alliés, résultèrent

dans la préparation et la direction de l'entreprise mexicaine une incohérence funeste. Question politique, elle avait été, conformément à la constitution de 1852, discutée et arrêtée par le souverain et ses ministres politiques ; les ministres de la Guerre et de la Marine n'avaient eu qu'à donner des ordres d'exécution, sans même avoir le choix des moyens. Quant aux questions militaires, elles étaient traitées de vive voix par l'empereur avec son ministre de la Guerre, le maréchal Randon. Le souverain transmettait à celui-ci tel fait dont il avait eu connaissance, telle demande reçue, telle modification à apporter à un établissement ou à une institution, tel changement à un uniforme, le choix par exemple, *motu proprio*, d'un nouveau shako pour l'infanterie. Le ministre prenait des notes, présentait, s'il le pouvait, quelques objections ou explications, puis faisait exécuter.

Pour le Mexique, l'empereur indique lui-même les régiments, les bataillons, les batteries qui doivent partir ; il détermine leur effectif précis en hommes et en chevaux, il prescrit de presser du foin, d'emmener une voiture pour tel général. Et puis, il fait observer que ce serait une bonne précaution d'envoyer un médecin et des infirmiers, ou bien encore qu'il y aurait lieu de se préoccuper d'établir un lazaret au port de débarquement des malades rapatriés. Il négligera totalement les moyens de transport terrestres si importants dans une expédition d'outre-mer, se confiant, d'après les indications de ses conseillers habituels, à l'espoir d'en trouver sur place.

Sous prétexte d'économies, les transports par mer furent confiés à la marine de guerre. Celle-ci accepta, sans bonne grâce, cette tâche ingrate et, quand l'entreprise se développa, elle mit en service toutes les vieilles carcasses sommairement aménagées. Les traversées se firent dans des conditions plus que médiocres de durée et de confort : il en résulta des pertes sérieuses en animaux et des actes graves d'indiscipline.

L'AMIRAL JURIEN DE LA GRAVIÈRE

Les débuts de l'expédition sont plus diplomatiques que militaires, Juarez exploitant adroitement les divergences de vue des Alliés. L'Angleterre devait fournir une escadre et 700 « marines », l'Espagne 6 000 soldats avec le général Prim et la France débarquer 3 000 hommes sous les ordres du contre-amiral Jurien de la Gravière. Celui-ci commandait les forces de terre et de mer ; mais son action militaire était subordonnée à l'action diplomatique de notre ministre, M. Dubois de Saligny.

L'amiral Jurien de la Gravière arriva à la Havane à la fin de décembre 1861 pour apprendre que, prévenant leurs alliés, les Espagnols avaient depuis quinze jours

occupé la Vera-Cruz. D'autres désillusions l'attendaient en ce qui concernait les promesses des émigrés mexicains, si écoutés à Paris. Malgré tous ses efforts, l'officier envoyé en avant pour rassembler les moyens de transport n'avait pu réunir que 69 chevaux, 254 mulets, aucune voiture. Il fallut faire construire des voitures par les charpentiers de la flotte, en achetant, à tout prix, dans le commerce local les quelques roues, essieux et harnais disponibles. Le 9 janvier 1862, le petit corps d'armée français débarquait enfin à la Vera-Cruz, mais ce n'est que vingt-deux jours après qu'il recevait de France la batterie de campagne qu'il devait trouver à la Martinique. Tel était le désordre !

Alors que les troupes devaient sans délai être éloignées de la côte, où sévissait le vomito-negro, les Mexicains esquivaient toutes les hostilités et continuaient à négocier. La convention de la Soledad autorisa enfin les Alliés à occuper Orizaba et ses environs pour sortir des terres chaudes, quitte à l'évacuer si les pourparlers échouaient. A la nouvelle du débarquement précipité des Espagnols, Napoléon III avait envoyé à la hâte une brigade sous les ordres du général de Lorencez. Cet officier général devait exercer le commandement sur terre, mais l'amiral restait le chef de l'expédition au point de vue politique, maritime et commercial. M. Dubois de Saligny conservait de son côté ses pouvoirs diplomatiques. Auprès de cette trinité, les émigrés mexicains rentrés dans leur pays faisaient tout leur possible pour compromettre la France en laissant filtrer ce qu'ils prétendaient être les intentions de l'empereur.

Les négociations de paix continuèrent dans des conditions si défavorables que la conférence d'Orizaba en 1863 consumma la dissolution de l'alliance : les plénipotentiaires anglais et espagnol déclarèrent la convention de Londres rompue à cause des exigences de la France ; l'Espagne, dépitée de ne pouvoir rétablir son influence sur le pays, l'Angleterre, satisfaite d'avoir obtenu de profitables indemnités, rappelèrent leurs contingents.

Restés seuls, les commissaires français adressèrent une proclamation au peuple mexicain, déclarant la guerre au gouvernement illégal de Juarez. A ce manifeste, répondirent seuls quelques généraux. Juarez, au contraire, affirmant son intention de résister énergiquement à l'intervention étrangère, ralliait autour de lui la majorité du pays. Contrairement à l'avis de l'amiral, le général de Lorencez, pour sauver la santé de ses soldats, éluda la convention de la Soledad et réoccupa Orizaba. Il n'avait fait que devancer les intentions de Napoléon III pour qui toute idée d'arrangement avec Juarez devait être abandonnée. Le général de Lorencez fut promu divisionnaire et nommé commandant en chef, tandis que l'amiral Jurien de la

Gravière, blâmé pour avoir signé la convention de la Soledad, était réduit à commander la seule division navale.

L E GÉNÉRAL DE LORENCEZ Sûr de l'approbation impériale, le général de Lorencez se mit en marche sur Puebla, pensant bien s'installer, sans difficulté, dans cette grande ville tout acquise à la réaction et y rallier les nombreux éléments hostiles au parti libéral. Cela eût permis à un nouveau gouvernement mexicain de se former et de chasser Juarez. Orizaba et la Vera-Cruz furent laissés à la garde de faibles détachements et 6000 hommes, suivis d'un lourd convoi, se mirent à parcourir, en huit étapes, les 147 kilomètres séparant Orizaba de Puebla. De profonds ravins coupaient la route qui, pour gagner le plateau d'Anahuac, devait franchir par de nombreux lacets les grandes et les petites Cumbres d'Acultingo. Le général Zaragoza avait concentré dans une position formidable 4 000 fantassins, 2 000 cavaliers et 18 pièces de canon. Le 1^{er} bataillon de chasseurs, bientôt renforcé d'un bataillon du 2^e zouaves, en eut raison dans un combat qui dégagait la route. Mais, au lieu d'être reçus dans Puebla en libérateurs, les 5 000 combattants de la colonne, qu'appuyaient seulement 10 pièces de canon de campagne et 6 obusiers de montagne, se trouvèrent aux portes d'une grande ville, solidement fortifiée et pourvue de 12 000 défenseurs résolus. Dans cette situation, seul un coup d'audace pouvait réussir. Afin de bénéficier de la surprise, le général de Lorencez prit le taureau par les cornes et choisit comme point d'attaque le couvent fortifié de la Guadalupe. Sa chute déterminerait celle de la place qu'il dominait à petite portée. Une heure un quart de canonnade avec une faible artillerie n'entama pas ses solides murailles mais consumma plus de la moitié des munitions. En définitive c'est l'infanterie qui, réduite à ses seuls moyens, devait résoudre la question (5 mai 1862). Elle partit à l'assaut et échoua. L'élan des colonnes se brisa contre maints obstacles matériels tandis que l'ennemi, profitant de sa supériorité numérique, effectuait des attaques de flanc. Un orage torrentiel empêcha le renouvellement de l'attaque. Quatre heures de lutte avaient coûté 500 hommes et conduit à un insuccès. La retraite s'imposait. Le général de Lorencez ne la fit qu'à son heure et rentra à Orizaba, le 18 mai, dégageant en cours de route de l'étreinte des libéraux le général mexicain Marquez qui le rejoignait avec quelques centaines de partisans à cheval.

Cet échec eut un grand retentissement. Les Mexicains ne se firent pas faute d'exalter leur triomphe sur les vainqueurs de Sébastopol et de Solférino ; les forces de Juarez s'accrurent, et, renforcé de toutes les troupes libérales, le général

Zaragoza se crut assez fort pour venir attaquer Orizaba. Dès son arrivée il fit occuper par une division le Cerro de Borego qui, dominant à pic la ville de 350 mètres, avait été cependant laissé en dehors des avant-postes français. Pour réparer cette erreur, le capitaine Détrie, du 99^e, avec sa compagnie de 70 hommes, profita de l'obscurité, escalada la hauteur et attaqua sans hésiter les Mexicains surpris. Une autre compagnie du même régiment l'ayant rejoint, 140 Français mirent en



APRÈS LE COMBAT DE BOREGO (14 JUIN 1862)

(D'après un dessin de P. Jazet).

fuite les troupes d'Ortega (environ 2 000 hommes) qui perdirent 250 tués, 200 prisonniers, 3 obusiers et un drapeau. Ce brillant épisode déconcerta Zaragoza qui, après une vaine canonnade, se retira hors de la portée de nos coups.

Trop faible pour profiter de cette retraite, le général de Lorencez, en attendant les renforts demandés à Paris, dut se borner à faire vivre péniblement ses troupes souvent réduites à la demi-ration. Tout en effet devait venir de la côte et les guerilleros ne laissaient passer que les convois fortement escortés, ce qui, sous les pluies tropicales, exigeait des troupes des efforts presque surhumains.

L E GÉNÉRAL FOREY M. Dubois de Saligny et le général Almonte avaient perdu la confiance du général de Lorencez, qu'ils avaient trompé sur la situation intérieure du pays, mais ils conservaient leur crédit à Paris. L'empereur, qui avait ressenti vivement l'échec de Puebla, ne l'attribua qu'à des causes militaires et ne se sentit que davantage engagé dans l'aventure. Des crédits supplémentaires furent obtenus du Corps législatif, des renforts s'élevant à 26 000 hommes embarqués et un nouveau chef donné à l'expédition : le général Forey. Ce dernier, âgé de 58 ans, avait pris part à l'expédition d'Alger et s'était distingué à la prise de Médéah et au siège de Constantine ; promu général de brigade pour sa belle conduite pendant les émeutes de juin 1848, il était général de division depuis dix ans. Comme il n'avait pas réussi en Crimée à la tête du corps de siège, l'empereur, qui l'estimait particulièrement, lui avait donné en compensation ce commandement. Dévoué à la personne de son souverain, il devait être un subordonné docile, prêt à se plier aux instructions de son chef et à subir les suggestions de M. de Saligny.

Napoléon III tiendra du reste plus que jamais à s'occuper des affaires du Mexique jusque dans leurs détails, fixant par exemple, de Paris, la force de la garnison de la Vera-Cruz, commandant lui-même le matériel d'une ligne télégraphique et entretenant des rapports directs avec les entrepreneurs d'une voie ferrée mexicaine. Cette activité inquiète n'améliorait pas les affaires. Les renforts eurent fort à souffrir, au cours d'une longue traversée, mal organisée et les étapes qu'ils accomplirent pour sortir des terres chaudes, avec des moyens de transport insuffisants, furent jalonnées par de nombreuses victimes du vomito-negro. Précédé de quelques semaines par une avant-garde qui rouvrit des communications régulières avec le gros des troupes, le général Forey débarqua à la Vera-Cruz le 27 septembre ; mais l'état des routes et la pluie torrentielle ne lui permirent d'arriver à Orizaba que le 24 octobre. Le général de Lorencez, n'acceptant pas de servir en sous-ordre, s'en alla ; il emportait l'estime et l'affection dues à sa modération et à la fermeté de son caractère.

Le nouveau commandant en chef se trouva en face des mêmes difficultés que son prédécesseur. En outre les troupes s'épuisaient au service de garde, à la traversée des terres chaudes ; tel bataillon de chasseurs, débarqué à l'effectif de 715 hommes, n'en avait plus que dix parfaitement valides en arrivant un mois après à Orizaba.

Pour parer à ces difficultés, plusieurs mesures furent prises. La contre-guerilla, déjà organisée par le général de Lorencez, reçut un développement considérable.

Composée d'aventuriers de toutes nationalités, matelots déserteurs, négriers, flibustiers, chercheurs d'or, gens robustes déjà acclimatés, dénués de scrupules et prêts à tous les coups de main fructueux, elle était plus à même que les troupes régulières de riposter aux brigandages et aux atrocités des guerilleros et de les prévenir.

Quelques compagnies, recrutées dans les populations noires ou mulâtres des Antilles, rendaient déjà de bons services dans la zone redoutée de la fièvre jaune. Pour les renforcer, Napoléon III obtint du vice-roi d'Égypte un bataillon soudanais. Encadré de gradés tirés des tirailleurs algériens, qui comprenaient leur langue, ces noirs se montrèrent énergiques, braves et dociles et rendirent tous les services qu'on en attendait. Il faudra près de cinquante ans pour que nous tirions la leçon de cette expérience.

Le général Forey s'ingénia également à utiliser les troupes mexicaines amenées par le général Marquez. Il y avait là environ 2 500 hommes, non compris plusieurs centaines d'officiers, qui, ne recevant aucune solde, étaient dans un dénuement pitoyable et devaient piller pour vivre. Les soldats du général de Lorencez, se souvenant de certains déboires, n'avaient aucune confiance dans ces auxiliaires. En réalité, quand ces troupes furent équipées, nourries et soldées, les défections y devinrent peu nombreuses et on en tira un bon parti.

Dans le nouveau corps expéditionnaire français qui devait comprendre deux divisions d'infanterie et une brigade de cavalerie, les moyens de transport laissaient toujours à désirer. Ils se complétaient lentement par des achats, effectués aux États-Unis, à Cuba et aux Antilles, mais les ravitaillements étaient des plus pénibles. A la fin de décembre, les avant-gardes ayant repris pied sur le plateau d'Anahuac, on trouva là des ressources de toute nature, ce qui fit regretter vivement le temps et l'argent perdus à tirer tous les approvisionnements de la côte. Après avoir soigneusement établi sa liaison avec la base, le général Forey s'ébranla enfin, le 23 février 1863, avec 26 000 hommes et 50 pièces de canon, dont 8 de siège, pour marcher contre Puebla.

Le gouvernement de Juarez avait su profiter du répit qui lui avait été laissé ; il avait développé ses éléments de résistance et fait venir hommes et matériel des provinces éloignées. Puebla, avec ses constructions massives et ses longues rues rectilignes se coupant à angle droit, était transformé en une place des plus redoutables, couverte par des forts détachés, ayant comme réduits de vieux couvents aux épaisses maçonneries. Le général Ortega y commandait une garnison d'une trentaine de mille hommes, disposant de 150 canons. L'état de siège proclamé, les bouches inutiles furent expulsées. En même temps une armée de secours se for-

mait sur la route de Mexico et les guerilleros s'efforçaient de créer le vide autour des assiégeants.

Ceux-ci se portèrent en avant en deux colonnes commandées par les généraux Bazaine et Douay. Le 17 mars, elles investissaient la place. Investissement bien fragile dont une partie dut même être confiée aux auxiliaires de Marquez, ce qui permit aux 7 000 cavaliers, enfermés dans la ville, d'en sortir et d'aller renforcer l'armée de secours. Le fort, constitué par le pénitencier de San Xavier, qui formait à l'est un saillant prononcé, fut choisi comme point d'attaque et l'affaire menée rondement. La tranchée fut ouverte le 23 mars, l'ouvrage enlevé le 29 par les chasseurs du 1^{er} bataillon et les zouaves du 2^e régiment, impatients de venger leur échec de l'année précédente.

Ce succès ne résolvait pas le problème : les assaillants se trouvaient maintenant devant une série d'enceintes formées par des îlots carrés de maisons reliés par de solides barricades. Ce fut pendant un mois une lente progression, suite de combats acharnés qui se termina par un sanglant échec devant le couvent de Santa Ines, transformé en véritable citadelle (25 avril). On se décida alors à aborder la place par le sud ; les progrès furent rapides car les ressources de l'ennemi s'épuisaient. Le général Comonfort, ayant cherché avec l'armée de secours à amener un convoi aux assiégés, fut battu à plate couture à San Lorenzo par le général Bazaine qui disposait de 4 bataillons, 3 escadrons et 8 canons et que ce petit combat sacra grand manœuvrier.

Perdant l'espoir d'être secouru, Ortega, après avoir dissous son armée, détruisit armes et munitions et se décida à capituler (17 mai). L'ordre du jour qu'il adressa à ses troupes pour leur annoncer qu'il n'était pas possible de continuer la défense et la lettre qu'il écrivit au général Forey ont été cités comme des modèles « que tout militaire doit méditer pour bien se pénétrer de l'obligation de ne pas capituler » (Niox).

Le siège de Puebla avait duré soixante-deux jours. 1 500 officiers et 12 000 soldats mexicains furent faits prisonniers. Les soldats furent incorporés dans les troupes de Marquez ou employés sur les routes comme travailleurs ; quant aux officiers, ils devaient être internés en France, mais les deux tiers s'évadèrent avant l'embarquement et allèrent grossir les bandes de guerilleros. Celles-ci n'étaient pas restées inactives pendant le siège : elles n'avaient jamais cessé d'inquiéter les convois. L'affaire la plus sérieuse eut lieu près de Camaroun, où une compagnie de trois officiers et 62 hommes du régiment étranger furent anéantis, après avoir lutté pendant neuf heures contre 1 500 fantassins et 800 cavaliers mexicains.

Le 7 juin, les troupes françaises étant entrées à Mexico, évacué par Juarez, le moment était favorable pour se dégager avec honneur d'un engrenage périlleux. Napoléon III, enfin éclairé par des personnages désintéressés comme l'amiral Jurien de la Gravière et le général Douay, avait arrêté dans son esprit la fin prochaine de l'expédition ; mais les dépêches, adressées dans ce sens au général Forey, arrivèrent trop tard. Dès son entrée dans la capitale, cédant aux conseils de M. Dubois de Saligny et croyant obéir aux intentions de son souverain, le commandant en chef avait remis le pouvoir à un *triumvirat* provisoire, désigné par une junta sans mandat, et avait permis la réunion d'une assemblée de notables, émanation des intérêts qui gravitaient autour de notre armée. Cette assemblée prétendit parler au nom du pays, et, s'étant prononcée pour la forme monarchique du gouvernement, offrit la couronne à l'archiduc Maximilien d'Autriche.

L'empereur accorda le bâton de maréchal au vainqueur de Puebla ; mais, mécontent des décisions politiques prises par lui hâtivement, il le remplaça dans son commandement par le général Bazaine et rappela en même temps, assez brutalement, M. Dubois de Saligny dont le rôle funeste lui apparaissait enfin

LE GÉNÉRAL BAZAINE La nomination du général Bazaine fut bien accueillie par l'armée. Il paraissait en effet réunir les conditions voulues pour réussir. Sept ans passés en Espagne dans la légion étrangère, que Louis-Philippe avait envoyée contre les carlistes, lui avaient permis de franchir rapidement les premiers grades et d'acquérir une connaissance sérieuse de la langue espagnole. Un séjour prolongé dans les bureaux arabes l'avait initié aux questions financières et administratives. Il avait figuré honorablement en Crimée et en Italie, et, depuis son arrivée au Mexique, avait réussi dans toutes les opérations dont il avait été chargé. Le nouveau général en chef, tout en dégageant les abords du pays occupé, eut d'abord à lutter contre les rancœurs et l'entêtement du parti clérical en s'opposant aux mesures réactionnaires du gouvernement provisoire. Puis, comme l'archiduc Maximilien n'acceptait la couronne que si « la nation tout entière ratifiait le choix de la capitale, » il lui fallut refouler les forces libérales pour recueillir les vœux de la population. Deux colonnes comprenant un total de 14 000 Français et 7 000 Mexicains exécutèrent une marche concentrique sur Guadalajara. Leur action fut prolongée par une colonne légère avec laquelle marchait le général en chef. Une série de combats heureux, auxquels les Mexicains alliés prirent une part honorable, amenèrent nos troupes, au commencement de 1864, aux points extrêmes de San Luis de Potosi, Guadalajara et Zacatecas, après qu'elles eussent traversé les

centres importants de Queretaro, Moretia, Guanajato, Léon et Aguas-Calientes. L'armée libérale était disloquée et elle avait perdu la plus grande partie de son matériel, mais Juarez, indompté, transporta son gouvernement à Monterey.

Cependant, des procès-verbaux établissaient que, sur 8 800 000 habitants que comptait le Mexique, 6 450 000 avaient adhéré à l'Empire. Dans son désir de régner, l'archiduc Maximilien se contenta de ce résultat et signa la convention de Miramar qui réglait les rapports futurs entre les deux empires français et mexicain. Le 24 mai 1864, accompagné de l'impératrice Charlotte, il débarqua à la Vera-Cruz, bientôt suivi d'une légion belge et d'un corps autrichien.

Dès l'arrivée de Maximilien une nouvelle campagne fut entreprise vers le nord en vue de dissoudre le gouvernement de Juarez et de l'expulser du sol mexicain. Basée sur l'action combinée de plusieurs colonnes que séparaient de grandes distances, dans un pays sans communications et sans liaisons faciles, elle fut marquée par le beau combat de Cerro de Mejoma où six compagnies françaises, appuyées par un escadron français, un escadron mexicain et deux obusiers, soit 530 Français et 80 Mexicains, dispersèrent la dernière armée républicaine comptant plus de 4 000 hommes et 20 bouches à feu. Durango, Saltillo, Monterey sont occupés ainsi que le port de Matamoros sur le Rio Grande où s'établit le premier contact direct avec les États-Unis. Aucun résultat décisif n'est cependant obtenu. Juarez se contente de reculer plus au nord et d'installer à Chihuahua son gouvernement de protestation nationale. Napoléon III crut néanmoins devoir sanctionner les résultats acquis en accordant la dignité de maréchal au général Bazaine.

L'horizon restait sombre. L'attitude du maréchal Bazaine, absorbé par d'obscurcs intrigues et par des préoccupations personnelles, laissait les choses à l'état stagnant. D'autre part, isolés dans de nombreuses garnisons qui communiquaient difficilement entre elles, les soldats français qui, au combat, se retrouvaient eux-mêmes, étaient ankylosés par une immobilité décevante, cause de maladies, d'indiscipline et de désertions, surtout dans le régiment étranger. Une propagande tenace, appuyée de libelles venant de France, reproduisait les discours des députés de l'opposition et s'efforçait, du reste sans succès, d'agiter les troupes. L'inertie du haut commandement, ses démêlés avec les autorités mexicaines et avec les contingents belge ou autrichien, les maladroites de Maximilien, qui se désintéressait de son armée nationale, favorisaient les guerilleros : ils recommencèrent à inquiéter les communications entre la mer et la capitale. Enfin, sauf au Yucatan, entièrement rallié à la cause impériale, l'insurrection régnait d'une façon générale dans le

sud où les bandes trouvaient un appui précieux dans la ville d'Oajaca solidement fortifiée et occupée par Porfirio Diaz.

Au début de 1865, Bazaine se décida à diriger lui-même les opérations contre cette place. Il rassemble à cet effet un corps de 5 500 hommes et 25 pièces de canon. Dès qu'une route carrossable permit d'amener l'artillerie de siège, l'affaire ne traîna pas. Après quelques jours d'investissement et au prix de pertes insignifiantes, l'ennemi capitula, livrant 4 000 prisonniers et 60 bouches à feu.

L'année se termina par de nouveaux efforts tentés pour rejeter définitivement Juarez hors du Mexique. Chihuahua, le dernier chef-lieu septentrional, fut occupé en août, évacué en octobre, réoccupé en décembre par le futur général Billot. Mais, cédant devant l'orage, jamais découragé, sûr de l'appui au moins moral de la grande République voisine, Juarez fuyait, revenait, disparaissait pour revenir encore, et sa seule présence dans ce coin éloigné du pays suffisait pour tourner vers lui les espérances de la majorité des « patriotes » mexicains. Déjà, dans le courant de 1865, Napoléon III avait invité le maréchal à concentrer ses troupes et à éviter les engagements inutiles. Au commencement de 1866, inquiet de l'attitude des États-Unis, l'empereur des Français prit la grave résolution de fixer la date à laquelle devait commencer le rapatriement.

Maximilien songea alors, un peu tard, à tirer parti des forces mexicaines qu'il avait méprisées jusque-là. Elles devaient se grossir des contingents belge et autrichien et d'un noyau formé par la légion française passant à son service.

Sur sa demande, le maréchal Bazaine s'occupa de cette organisation que devait compléter la création de corps mixtes franco-mexicains (*cazadores de Mexico*). Mais tout faisait défaut, le temps, la confiance et surtout l'argent, ce nerf de la guerre sous toutes les latitudes : un ordre formel venu de Paris interdisait toute nouvelle subvention au trésor mexicain dont la détresse était extrême.

L'impératrice Charlotte s'embarqua pour l'Europe afin de fléchir Napoléon III. Odyssée douloureuse, mais vaine ! En attendant, Bazaine s'était préparé à résister à une attaque venant du nord, puis, sur les instances de Maximilien, avait organisé une expédition sur Paso del Norte, dernier refuge de Juarez. Des instructions précises, venues de France, l'obligèrent à évacuer tout le nord du pays et à préparer les embarquements.

Le repli des forces françaises s'effectua en bon ordre vers Mexico puis sur la Vera-Cruz, les libéraux suivant à distance respectueuse et réservant tous leurs coups aux forces impériales ; lorsqu'elles ne firent pas défection, celles-ci se montrèrent incapables d'assurer la garde des positions qui leur étaient remises. A Paris,

les correspondances venues du Mexique et les conversations des officiers rapatriés avaient propagé les bruits les plus pessimistes, mêlés aux accusations les plus graves contre le général en chef. La perplexité de Napoléon III était grande ; il estima cependant que le maréchal Bazaine devait rester jusqu'à la fin, car nul mieux que lui n'était à même de mener à bien les opérations délicates du repli. Mais se méfiant de la politique du maréchal, que le général Douay, dans ses lettres, dépeignait comme un « grand hypocrite dont le bagout et l'apparence avaient seuls dissimulé l'incapacité militaire, » il envoya au Mexique un de ses aides de camp, le général Castelnau, dont le dévouement et le tact lui étaient connus, et il le munit de pleins pouvoirs pour trancher toutes les questions, y compris celle du commandement en chef, ainsi que d'un droit de contrôle et de veto absolu sur toutes les mesures politiques, militaires et financières. Le maréchal Bazaine accepta cette surveillance d'un simple général de brigade.

Napoléon III, Bazaine et Castelnau espéraient que Maximilien se résignerait à abdiquer et que son départ rendrait possible la constitution d'un gouvernement national. Après bien des hésitations, cédant à des considérations sentimentales, le malheureux prince se décida à rester et il se jeta dans les bras du parti ultraclérical. Avisé de cette décision, l'empereur Napoléon ordonna de rapatrier, en plus des troupes régulières françaises, la légion étrangère, tous les Français qui avaient pris du service au Mexique s'ils le demandaient, ainsi que les corps belge et autrichien s'ils en exprimaient le désir. La rupture était complète.

Le retour du corps expéditionnaire avait été mieux organisé que sa venue ; les embarquements se firent avec la plus grande régularité ; le 23 mars 1867, le maréchal Bazaine quitta le Mexique le dernier, abandonnant Maximilien à son triste sort. A Toulon, où il débarqua, conformément aux ordres venus de Paris, aucun honneur militaire ne lui fut rendu.

CONCLUSION Le meilleur historien de ce drame a écrit avec justesse : « Durs à la fatigue, intrépides au feu, pleins d'initiative et d'intelligence, nos soldats avaient donné les preuves des plus brillantes vertus militaires en mille combats dont la plupart resteront inconnus, car leur multiplicité empêcha de les enregistrer tous. Dans aucune armée on ne trouvera jamais d'éléments supérieurs à ceux qui composaient le corps expéditionnaire du Mexique. » Les pertes subies ont leur éloquence : sur 38 492 hommes de l'armée de terre, environ le sixième avait disparu, car on compta 1 627 tués au feu, 4 735 morts de maladie et 292 décédés pour causes diverses. Il y faut ajouter les sacrifices numériquement

moins élevés mais relativement plus forts de la marine, qui, pendant plus de cinq ans, se consuma dans le blocus ingrat d'une côte insalubre, dans l'occupation et la défense, pleines d'abnégation, de ports malsains...

Déduction faite de certaines recettes, et sans parler de la saignée faite à l'épargne française par les deux emprunts mexicains, les dépenses de l'expédition s'élevèrent à 336 440 000 francs.

L'on a prétendu à tort que les arsenaux avaient été vidés et les effectifs de l'armée compromis. Il est indéniable que l'impopularité qui, dès le début, s'attacha à l'aventure mexicaine, impopularité trop justifiée par sa fin lamentable, diminuèrent à la fois le crédit de l'empereur sur l'opinion publique et la confiance qu'il avait en soi : soucieux des erreurs commises, Napoléon III n'osa infliger à temps à la France, cependant riche et prospère, les sacrifices qu'une politique plus éclairée et plus énergique lui imposait après Sadowa.





CHAPITRE II

L'ÉPREUVE

(1867-1872)

L'armée en 1867. — La loi Niel. — Faiblesse de l'armée impériale. — La guerre. Mobilisation et concentration. — Le commandement. — L'État-Major et les différentes armes. — Les plans de campagne. — L'invasion. — L'armée de Metz. — Sedan. — Les armées de la Défense nationale. — Les opérations de l'ouest. — L'armée de Bourbaki. — Les opérations dans le nord. — Le siège de Paris. — La fin de la guerre. — La Commune. — Conclusion.



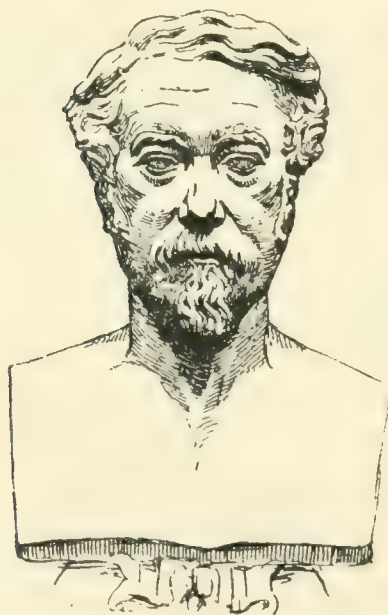
LA journée du 6 juin 1867 marque l'apogée de l'armée du second Empire. Ce jour-là, sur le champ de courses de Longchamp, l'empereur Napoléon III présentait à ses hôtes, l'empereur de Russie et le roi de Prusse, sa Garde et la garnison de Paris. Sous un soleil radieux, suivis d'une nombreuse escorte où figuraient le visage glabre du général de Moltke et la forte carrure du comte de Bismarck, les souverains virent tour à tour défiler et charger quarante régiments aux uniformes variés, plus coquets et plus pittoresques les uns que les autres : courtkas, spencers, dolmans aux plastrons blancs, rouges, jaunes ou bleu de ciel, soutachés de tresses aurore, écarlate, jaune d'or, cuirasses cuivrées des carabiniers, cuirasses aciérées des cuirassiers, shakos, casques, schapskas, talpacks, kolbacks, bonnets à poil surmontés

de hauts plumets, lances ornées de flammes aux couleurs vives, buffleteries blanches, tabliers de cuir des sapeurs, cannes et plumets des hauts tambours-majors, jupes courtes et tonnelets des pimpantes cantinières... L'année terrible a jeté un voile funèbre sur ces images papillotantes, mais, pour les spectateurs d'alors, le souvenir des victoires de Crimée et d'Italie leur donnait un prestige radieux. Il semblait qu'une armée si brillante fût une armée invincible.

Et pourtant parmi les figurants de ce spectacle militaire plus d'un évoquait, par le plus pénible des contrastes, le livre sévère publié quelques mois auparavant, sous un anonymat vite percé à jour, par un des chefs de cette armée, le général Trochu : *l'Armée française en 1867*.

L'auteur signalait, en les grossissant, les graves défauts dissimulés sous ces dehors si brillants : les préoccupations terre-à-terre se développant chez les officiers, la faible valeur manœuvrière des troupes dispersées dans d'innombrables garnisons et, faute d'être groupées en grandes unités permanentes, privées de l'impulsion de leurs chefs naturels, la lourdeur des formations de manœuvre et les complications des évolutions prévues par un règlement en 846 articles, le principe du « débrouillez-vous », la mauvaise organisation de l'intendance et de l'administration militaires.

Ce cri d'alarme s'opposait à l'opinion courante qui proclamait à priori la supériorité de l'armée française. Il avait ému d'autant plus vivement qu'il était plus modéré dans sa forme. Les initiés savaient d'ailleurs que cet ouvrage reflétait, dans une partie au moins de ses critiques, l'opinion de plusieurs chefs de l'armée, si même il ne démarquait pas certain rapport confidentiel, récemment soumis à l'empereur par une commission de généraux.



LE MARÉCHAL NIEL

LA LOI NIEL Napoléon III, qui ne se faisait aucune illusion sur la valeur réelle de notre institution militaire, avait en effet, dès le lendemain de Sadowa, réuni une commission composée des maréchaux et amiraux, de généraux particulièrement estimés, Lebrun, Frossard, Trochu,

du président du conseil d'État, des ministres, afin de préparer un projet d'orga-

nisation de l'armée. Pour augmenter celle-ci et la porter à un million d'hommes, l'empereur eût voulu établir le service obligatoire. Il s'était heurté à l'opposition des membres civils de la commission : les ministres estimaient inconstitutionnel un projet enlevant au Corps législatif le droit de fixer annuellement le contingent, et surtout ils craignaient l'impopularité d'une telle mesure et la réaction des électeurs. La commission s'était alors rejetée sur un projet d'organisation d'une garde nationale mobile exercée (tradition de 1790) ; mais, cette fois, c'étaient les membres militaires qui s'étaient en majorité opposés au projet, comme susceptible de détourner de l'armée active une partie des crédits et des efforts indispensables. Après un mois de discussions, la commission avait dû se séparer sans aboutir. Elle s'était transformée en une commission des réformes, d'effectif plus réduit, qui avait notamment proposé diverses mesures tendant à l'amélioration de la discipline, à un meilleur groupement des régiments, à la simplification des manœuvres, à la réorganisation du corps d'état-major. Mais aucune réforme pouvait-elle être réalisée par le personnage faible et hésitant que Napoléon III était devenu ?

Le maréchal Niel ayant présenté un projet que les membres civils de la commission estimèrent susceptible d'être accepté par les Chambres, il remplaça le maréchal Randon au ministère de la Guerre.

Du Conseil d'État au Corps législatif, l'étude du projet militaire se prolongea une année entière. Les discussions n'en furent ni moins vives ni moins confuses. Les systèmes se heurtaient : service obligatoire de durée relativement courte et constitution d'une réserve de soldats instruits, à l'imitation de la Prusse ; — prolongation de la durée totale du service avec passage dans la réserve au bout de cinq ou six ans pour la première partie des appelés, passage immédiat dans la réserve pour une deuxième portion, création d'une garde nationale mobile comprenant tous les hommes n'ayant pas servi dans l'armée active ; — maintien strict du système existant, au nom du principe de la supériorité de l'armée de qualité sur l'armée de quantité.

Mais les préoccupations politiques — comme il arrive d'ordinaire — dominaient les discussions : elles firent écarter l'idée du service obligatoire, imposèrent la fixation annuelle du contingent et le maintien des « bons numéros », c'est-à-dire le renvoi immédiat d'une portion du contingent, empêchèrent tout accord sur la question de la garde mobile. Celle-ci devait être, aux yeux du ministre, partie intégrante de l'armée ; le Conseil d'État suggérait l'idée d'une armée de deuxième ligne ; au Corps législatif on ne la distinguait pas de la garde nationale du règne précédent. Le gouvernement demandait que les lois militaires lui fussent appli-

cables et qu'elle reçût une véritable instruction dans des réunions annuelles dont la durée atteindrait vingt-cinq jours ; les députés s'opposaient à toute assimilation avec l'armée et à tout « encasernement » : les déplacements nécessités par l'instruction ne devaient pas durer plus de douze heures.

La discussion publique ne fit qu'ajouter à cette confusion. Un diplomate étranger n'a-t-il pas dit qu'à certains jours, il avait l'impression d'assister « à une conférence militaire dans une maison de fous » ?... Quand, à la lueur des événements qui suivirent, on relit au *Moniteur* les discours prononcés par les orateurs, une triste émotion vous étreint. La plupart des historiens sont surtout sévères pour les membres de l'opposition républicaine qui, confiants dans l'esprit pacifique de la Prusse, proposaient la suppression des armées permanentes. Il est difficile en effet d'accumuler plus de monstrueuses naïvetés que ne leur en inspira la griserie des mots et des idées pures. Mais il faut, pour être juste, se montrer également sévère pour tous les partis : pour l'opposition libérale dont la grande préoccupation était, non pas d'assurer le salut du pays, mais de marchander au gouvernement ce qui paraissait être un renforcement de son autorité ; pour les députés de la majorité, qui, s'ils n'osaient pas désavouer ouvertement le projet impérial, souffraient les critiques de l'opposition avec l'espoir de voir échouer une loi impopulaire et lui enlevaient d'avance toute efficacité en écartant les mesures destinées à permettre l'instruction de la garde mobile ; pour les quelques militaires de l'Assemblée et pour Thiers lui-même qui se refusaient à tout changement ; enfin pour les ministres, qui, suivant l'exemple de Rouher, sapaient dans les couloirs le projet qu'ils étaient censés soutenir publiquement. Le maréchal Niel, soldat brillant et orateur disert, fit tout ce qu'il pouvait pour obtenir le vote du projet ; il avait su assouplir son caractère cassant, et il avait fallu que l'opposition dépassât toute mesure pour que, s'adressant à Jules Favre qui lui reprochait de « vouloir faire de la France une caserne », il répliquât par son mot fameux : « Prenez garde d'en faire un cimetière ! » Encore avait-il laissé effacer cette réplique du *Moniteur* ! Mais ce qu'il ne pouvait dire, parce que c'eût été mettre en discussion toute la politique du second Empire, c'est que la guerre était menaçante. Ainsi le gouvernement lui-même se trouvait être en définitive responsable de l'échec, ou plutôt de l'émascation de son projet, lui qui, à force de parler de paix et de bien-être matériel, avait détourné l'attention du pays des dangers possibles et de l'effort nécessaire.

Rarement en effet l'esprit de sacrifice fut plus étranger au pays que dans les années joyeuses qui précédèrent la guerre de 1870. Il ne s'agit pas ici de cet esprit

militaire que prétendait stigmatiser Jules Simon au cours de la discussion de la loi militaire et qu'il affectait de confondre avec l'esprit prétorien, mais de celui qui n'est que le civisme des périodes de crise, fait du sens de la discipline et de la préparation nationale. Le goût des plaisirs entraînait une société que des circonstances économiques favorables avaient soudainement enrichie. On affichait une sorte de pacifisme bourgeois et endormeur en réponse aux accusations de militarisme portées contre le « neveu de la légende ». « L'Empire, c'est la paix », avait dit Louis-Napoléon. En dépit des aventures guerrières, le second Empire restait prisonnier de cette formule. Pour les inévitables expéditions militaires, il fallait sans doute une armée ; mais, si les professionnels n'y suffisaient pas — et par le système du remplacement puis de l'exonération on avait travaillé à augmenter le nombre de ceux-ci jusqu'à atteindre la moitié de l'effectif, — du moins les charges supplémentaires devaient-elles être réduites au minimum et peser sur les classes estimées les moins intéressantes, puisque le service militaire était un de ces fléaux contre lesquels on s'assurait, au même titre que contre la grêle, l'incendie ou l'inondation !

La loi du 1^{er} février 1868 subissait ces tendances de l'opinion que le gouvernement n'avait plus la force de diriger ni le pouvoir d'éclairer. Elle augmentait l'effectif théorique de l'armée en portant la durée totale du service à neuf ans, mais elle réduisait à cinq ans la durée du séjour sous les drapeaux ; elle augmentait le nombre des réservistes, mais elle ne prévoyait rien pour leur instruction ; elle supprimait l'exonération qui avait donné des mécomptes pendant les guerres de Crimée et d'Italie, mais rétablissait le remplacement ; elle prévoyait une garde nationale mobile, à laquelle seraient affectés pendant cinq ans les hommes de la deuxième portion du contingent, les exemptés et les remplacés, mais elle lui enlevait d'avance toute valeur en réduisant les exercices et les réunions à quinze séances d'une durée maximum d'une journée et en exemptant des exercices ceux qui justifieraient d'une connaissance suffisante du maniement d'armes et de l'école du soldat.

Si médiocre que fût cette loi, encore aurait-il fallu l'appliquer pour en tirer au moins le faible bénéfice qu'on en pouvait attendre ! Le maréchal Niel était entêté : il l'avait montré malheureusement en écartant le projet d'organisation de grandes unités permanentes que préconisait l'empereur et qu'il eût sans doute essayé. Mais le ministre avait usé ses dernières forces dans la discussion de la loi : la maladie l'emporta en août 1869.

Son successeur, le général Lebœuf, brillant artilleur, esprit éclairé et qui eut surtout le tort d'être un admirateur béat de toutes les idées de l'impérial rêveur,

n'y apporta pas la même ardeur. Adversaire résolu de la garde mobile, il profite du scandale causé par une première expérience pour supprimer ces rassemblements. Il y est d'autant plus vivement incité qu'on cherche des économies sur le budget de la Guerre : en les faisant porter sur la garde mobile, il évite qu'on les impute au budget de l'armée active qui est à ses yeux l'élément essentiel de la force militaire du pays. L'arrivée au pouvoir du ministère du 2 janvier devint un autre obstacle à l'application de la loi : les nouveaux ministres n'avaient-ils pas, l'année précédente, pris nettement parti contre elle au Corps législatif ? Leur premier geste n'est-il pas une enfantine proposition de désarmement adressée à l'Allemagne et, malgré l'opposition de l'empereur, la réduction du contingent annuel de 100 000 hommes à 90 000 ?

FAIBLESSES DE L'ARMÉE IMPÉRIALE

Malgré les campagnes extérieures, les séjours en Algérie, les changements de garnison périodiques, l'esprit de corps si développé, l'armée n'avait pu se maintenir à l'abri du goût du bien-être répandu de plus en plus dans le pays. Les avancements rapides obtenus par des faits de guerre quelquefois contestables amenaient à la tête de l'armée des chefs dont la valeur guerrière n'était pas étayée par le travail et par l'étude, complétée par le caractère et par la sûreté du jugement.

Bazaine, par exemple, engagé en 1831, gagnait ses premiers grades en Espagne dans la légion étrangère ; passé dans les bureaux arabes, il était colonel vingt ans après et maréchal à cinquante-trois ans, brave incontestablement, finaud et avisé, mais sans fond d'instruction militaire et d'une moralité suspecte. De même, des hommes qui avaient été des capitaines d'un allant extraordinaire, des chefs de bataillon remarquables, des conducteurs de colonnes d'assaut incomparables ne purent se plier à l'évolution imposée par les armes à tir rapide et les canons à longue portée. Incapables d'instruire leurs grandes unités en temps de paix, ils se trouvèrent encore plus inaptes à les conduire au feu en face des problèmes complexes de la guerre moderne.

Le sens de l'initiative, le goût de la décision, développés chez les jeunes officiers par leurs campagnes, étaient refoulés à la rentrée en France par une centralisation excessive et par l'atonie intellectuelle régnante. L'action personnelle de l'empereur contribuait à aggraver le malaise moral du corps d'officiers. Animé des meilleures intentions mais mal renseigné sur l'esprit de l'armée, se défiant de certains chefs, son intervention dans les questions d'avancement n'était pas toujours heureuse.

Napoléon III, malgré les idées justes qu'il pouvait avoir, était incapable de

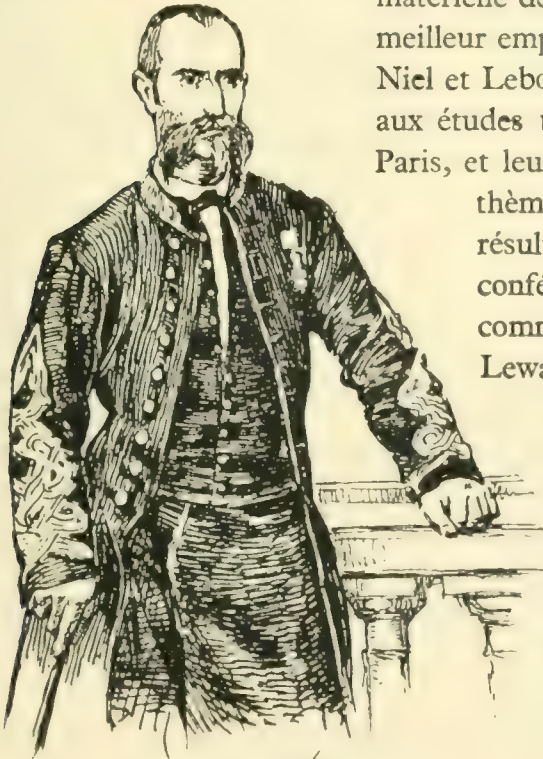
jouer vis-à-vis de l'armée française le rôle prépondérant que le roi Guillaume exerçait en Prusse, et il ne trouva pas dans ses deux ministres de la Guerre qui se succédèrent auprès de lui de 1854 à 1867, les maréchaux Vaillant et Randon, les hommes de capacité supérieure, ayant à la fois assez d'action sur lui et assez d'autorité sur les troupes pour imposer les réformes indispensables : tant il est vrai que l'art de choisir les hommes est la marque des grands chefs.

Dans les armées modernes, où la complexité des problèmes amène une véritable socialisation du commandement, c'est à l'état-major général qu'appartient la tâche de maintenir toujours en éveil l'activité intellectuelle de l'armée. Cet organe n'existait pas en France sous le second Empire, car on ne peut considérer comme en tenant lieu l'organisme auquel avait été donné le nom de Dépôt de la guerre. Celui-ci comprenait deux sections, une section de statistique et d'histoire, dont le rôle eût pu être considérable mais qui végétait dans l'indifférence générale, et une section de topographie et de géodésie qui accaparait pour une besogne presque uniquement

matérielle des activités et des intelligences dignes d'un meilleur emploi. Les successeurs du maréchal Randon, Niel et Lebœuf, essayèrent bien de donner l'impulsion aux études tactiques : des conférences furent faites à Paris, et leur texte envoyé en province pour servir de thème aux discussions des officiers. Mais le résultat de cette initiative fut médiocre : ces conférences, dont certaines, telles celles du commandant Faÿ et du lieutenant-colonel Lewal, furent d'une réelle valeur, soulevèrent les plus vives critiques : on jugea scandaleux que de jeunes officiers parussent faire la leçon aux vieux généraux.

Faute d'une direction ferme, faute surtout d'une atmosphère favorable aux réformes, l'émotion causée par la rapide victoire prussienne de Sadowa resta donc superficielle et sans lendemain. Il y eut certes des officiers qui, secouant l'inertie générale, prévirent un conflit prochain entre les deux peuples et s'y préparèrent :

au premier rang d'entre eux, le colonel Ardant du Picq, sévère figure de soldat phi-



LE COLONEL ARDANT DU PICQ

losophe, dont les notes sur le *Combat antique* et le *Combat moderne* exercèrent une profonde influence sur les générations militaires d'entre les deux guerres, les conférenciers cités ci-dessus, et quelques officiers d'état-major qui, au lendemain de la guerre, seront les artisans de notre réorganisation. Mais ces individualités isolées restaient sans action sur l'ensemble de l'armée et du pays. Terrible allait être le réveil.

**L A GUERRE. MOBILISATION
ET CONCENTRATION**

On connaît les incidents diplomatiques, habilement provoqués ou exploités par Bismarck, qui déchaînèrent, en 1870, l'inévitable guerre. Sur les 1 110 000 hommes qui constituaient sur le papier le total de nos forces, le gouvernement espérait pouvoir en utiliser immédiatement 330 000. Or, par suite du défaut d'organisation de la garde mobile, obligeant à confier à l'armée active les besognes de garnison qui lui incombaient normalement, par suite d'une estimation inexacte du nombre des non-valeurs, par suite d'erreurs dans la préparation de la mobilisation, l'armée du Rhin comptait, à la date du 1^{er} août, 270 000 rationnaires à peine.

Les expériences fâcheuses de 1854 et de 1859 n'avaient pas suffi pour amener l'établissement de règles logiques en vue de la mobilisation : les réservistes, restant affectés au dépôt de leur ancien corps, quels que fussent les changements de garnison de celui-ci et quelle que fût leur résidence, avaient à accomplir souvent de longs trajets en chemin de fer, d'où des lenteurs et de l'encombrement. Ce n'eût été pourtant que demi-mal si on n'avait cru pouvoir exécuter simultanément mobilisation et concentration, c'est-à-dire transporter les corps de troupe à la frontière sans attendre l'arrivée de leurs réservistes. Mais, du fait de ce manque de coordination, il arrivait qu'un réserviste de Dunkerque rejoignait son dépôt à Perpignan, d'où il était conduit à Strasbourg. Certains même passèrent deux fois la Méditerranée. D'où un désordre qui retarda encore les mouvements et aggrava le désordre. Ces réservistes dont la plupart n'avaient, pour des raisons d'économie, accompli qu'une période d'instruction de deux mois, affichaient une indiscipline qui n'était dépassée que par celle de la garde mobile. Les manifestations auxquelles se livra celle-ci au camp de Châlons prirent à certains jours l'allure d'une véritable sédition et ne respectèrent même pas le prestige et les cheveux blancs du maréchal Canrobert.

L'encombrement des voies ferrées avait pour conséquence de gros retards dans l'arrivée des approvisionnements. Or, peu importe que, comme l'affirment chiffres en mains les apologistes du second Empire, les approvisionnements constitués dès le temps de paix fussent assez importants pour satisfaire à tous les

besoins, si l'insuffisance des mesures prévues pour leur répartition ne permettait pas leur arrivée en temps voulu sur la base de concentration.

A peine les débarquements achevés, on constata qu'on manquait de tout. Au moins les commandants des grandes unités pouvaient-ils parer sur place aux lacunes de la préparation ? Il eût fallu pour cela que ces grandes unités fussent constituées dès le temps de paix. Or il n'en était ainsi que pour la Garde et pour une partie de l'armée de Paris et de l'armée de Lyon. Divisions et corps d'armée ne furent en général formés qu'après la déclaration de guerre. Dans ces conditions, et même en admettant qu'ils eussent été préparés à ces initiatives, les commandants de ces grandes unités ainsi improvisées qui, la veille, ne connaissaient même pas leur état-major, étaient dans le désarroi tant qu'ils n'avaient pas pris en main leurs subordonnés.

L E COMMANDEMENT De telles erreurs se payent cher dans les premières semaines d'une campagne, mais elles ne sont pas irréparables. L'armée française de 1870 présentait malheureusement des causes de faiblesse plus durables et plus graves : insuffisance du haut commandement, défaut d'instruction, mauvaises conceptions tactiques.

Nous avons dit plus haut dans quelles conditions défavorables s'étaient formés les généraux. Le maréchal Lebœuf est un technicien de grand mérite, quoique assez superficiel ; mais il ne s'est jamais occupé de stratégie et sa situation de ministre de la Guerre l'écarte des fonctions de major général. Sa réputation bien établie de courtisan a usé d'avance un prestige qui ne résistera pas aux premières défaites. Le maréchal de Mac-Mahon, âme forte dans un « corps de fer », est la personnification de l'honneur ; il est l'homme de la consigne, de la discipline et du devoir, mais ces qualités mêmes se trouvent on ne sait comment frappées d'inertie et aboutiront à un manque d'initiative et de décision lorsque l'heure sonnera des grosses responsabilités. Le maréchal Canrobert, Gascon beau parleur, « pompeux et familier à la fois » (de Mun), resté, dans l'esprit de tous, le colonel des zouaves et le héros de Zaatcha, n'a montré en Crimée que son beau caractère et son abnégation, et, en Italie, il est resté au second plan ; la fin de sa vie n'a pas tenu tout à fait les pronostics favorables de ses brillants débuts. Le maréchal Bazaine, vrai type d'aventurier, tôt parvenu, jadis intelligent, mais alourdi de corps et d'esprit depuis son second mariage, joint une ambition démesurée au scepticisme le plus entier ; il pousse le goût de l'intrigue jusqu'à s'être fait de la dissimulation et du mensonge un

véritable besoin. D'une mémoire étonnante mais d'une ignorance complète des notions les plus élémentaires relatives à la conduite des armées, il a malheureusement réussi, quoiqu'il n'ait jamais commandé dans la bataille plus de 6 000 hommes, à se donner la réputation d'un grand chef, non seulement auprès des partis de l'opposition mais même dans les rangs de l'armée.



LE MARÉCHAL DE MAC-MAHON

Des maréchaux, passons aux généraux. Voici un Bourbaki, prestigieux chef de « turcos », un des héros d'Inkermann, où, général de brigade, il a chargé et s'est battu comme un troupier, « d'une crânerie d'audace à étourdir » (E. Ollivier), mais dont l'imagination orientale trouble parfois le jugement, qui, envoyé aux manœuvres prussiennes en 1864, a contribué à entretenir les illusions sur notre supériorité, estimant « que le travail abrutit un officier », — un Frossard, dont l'armée, qui ne l'aime pas à cause de son caractère hautain et de ses allures cassantes, murmure que sa carrière de sapeur a été une mauvaise préparation au commandement d'un corps d'armée,

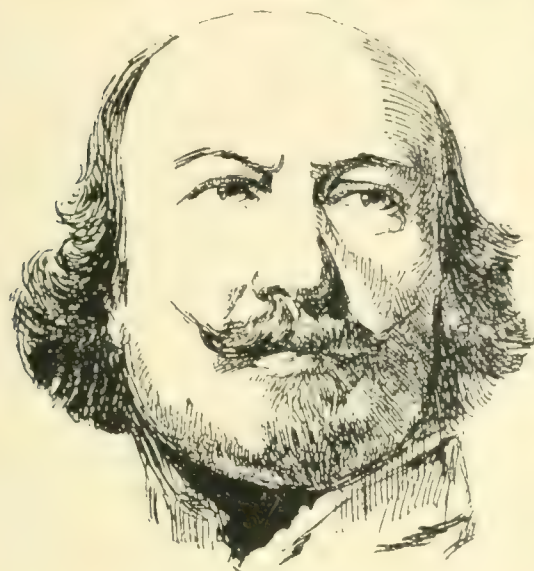
et que ses fonctions de précepteur du prince impérial font traiter de « maître d'école », — un Failly, brillant colonel de Crimée, mais devenu inerte et indifférent, — un Trochu, d'une faconde qui a ébloui les parlementaires et d'une intelligence si aiguë qu'il en prend à certaines heures figure de prophète, mais dont les belles qualités sont gâtées par le pire défaut que puisse avoir un général : l'abus du sens personnel.

Tous sont ou ont été incontestablement de beaux soldats. Ils ont, sur tous les champs de bataille, multiplié les preuves de leur énergie et de leur bravoure ; mais la plupart croient trop que la bravoure suffit à tout. Ils ont l'expérience de la guerre, ou plus exactement de la vie de campagne ; mais la nature trop spéciale de celle qu'ils ont menée en Afrique et en Crimée ne les a pas préparés à

résoudre les problèmes que pose la conduite des armées ou des corps d'armée dans la guerre de mouvement. Excellents soldats, seront-ils des chefs ?

ÉTAT-MAJOR ET DIFFÉRENTES ARMES

plus haut comment une mauvaise organisation avait engourdi et paralysé les



LE MARÉCHAL CANROBERT
(D'après H. Vernet).

Ni les états-majors ni les différentes armes ne sont mieux préparés à la grande guerre. Nous avons dit qu'ils ne sauraient pas dissimuler leur rancœur ; elle se traduira par une certaine raideur qui entretiendra les préjugés des corps de troupe, aggravera les malentendus et contribuera à priver les états-majors de toute influence.

L'infanterie possède un fusil excellent, le Chassepot, proposé dès 1855, expérimenté et perfectionné grâce à l'influence

personnelle de l'empereur et malgré l'opposition des comités techniques dont il ne triompha que péniblement en août 1866, deux mois après Sadowa. Très précis, d'une portée efficace de 1 200 mètres, ce fusil présente surtout l'avantage de se charger par la culasse, ce qui permet une vitesse de tir de 6 à 7 coups par minute et facilite le tir couché ; il est de beaucoup meilleur que le fusil Dreyse de l'armée prussienne. Mais l'instruction du tir, améliorée cependant par la recherche de la justesse, ne se préoccupe pas assez de l'emploi tactique : notre infanterie tirera sans discrimination sur tous les objectifs se présentant à portée et hors de portée et gaspillera ses munitions.

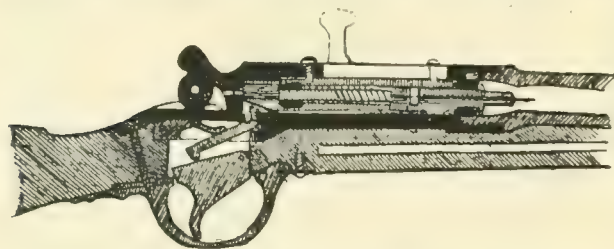
Elle est bien entraînée à la marche qui s'exécute, depuis le règlement de 1862, en colonne par quatre ; mais cette aptitude ne lui servira de rien puisque, faute d'avoir gardé la tradition de la tactique de marche des armées napoléoniennes, ses chefs ne sauront pas organiser les fortes étapes dont elle est capable.

Ses régiments, constitués à trois bataillons de six compagnies, connaissent une multitude de formations : ligne de bataille sur deux rangs (formation autorisée depuis 1831 et réglementée en 1862), colonne par division, par peloton, à distance entière, à demi-distance et serrée, colonne de bataillons en masse, colonne de divisions, colonne double, ordre en échelons, carré d'un ou plusieurs bataillons, etc., le tout conforme aux traditions du premier Empire, mais devenu un véritable formalisme, sans application effective sur le terrain.

Voici qui est plus grave : l'infanterie, pour se consacrer à ces exercices à rangs serrés dont le couronnement était la prétendue reproduction sur le terrain du camp de Châlons de certaines batailles du début du siècle, avait négligé le service en campagne. Elle ne savait pas se garder, ou plutôt ne concevait les avant-postes

qu'à la manière d'Afrique, à très courte distance, sans souci des possibilités de l'artillerie.

Elle ne savait pas davantage cantonner : sous l'influence des mêmes traditions africaines, et parce que ce mode de stationnement paraissait plus simple à or-



LE MÉCANISME DU CHASSEPOT

ganiser et plus favorable au maintien de la discipline, le bivouac était devenu la règle, en dépit du surcroît de fatigues et de privations qu'il impose et des facilités qu'il donne à l'observateur ennemi.

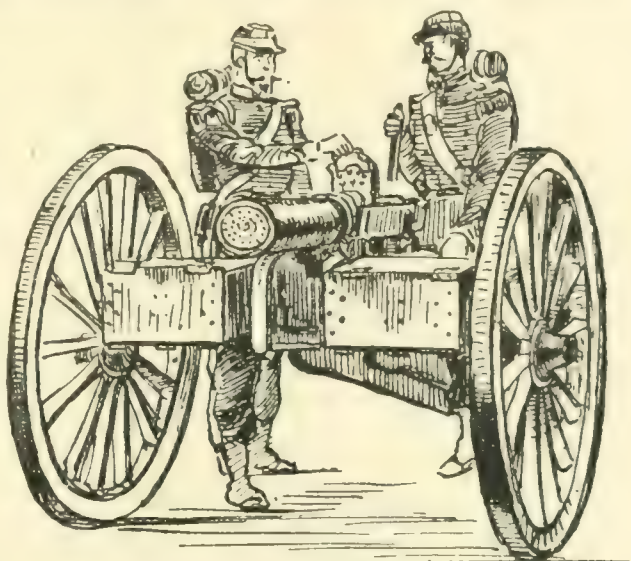
La cavalerie souffrait d'errements analogues. Certain maréchal anglais, assistant un jour aux belles évolutions d'une brigade, au lieu d'en admirer la précision, s'était enquis de « l'hypothèse » : les officiers de la brigade en avaient fait des gorges chaudes. Comme l'infanterie, la cavalerie avait perdu le sens des réalités de la guerre dans les exercices du terrain de manœuvres : elle saura se faire tuer, bravement, héroïquement ; elle sera aussi inapte au service d'exploration qu'au service de sûreté.

L'artillerie est moins bien armée que l'infanterie : ses pièces de bronze de 4 et de 12, qui, grâce à l'adoption de la rayure, ont, à la veille de la guerre d'Italie, représenté un réel progrès, sont inférieures, maintenant, au matériel allemand en acier se chargeant par la culasse, par la précision, par l'efficacité, par la portée qui ne dépasse pas 3 200 mètres, et surtout par l'organisation des projectiles, dont les fusées fusantes, constituant la majeure partie des approvisionnements, ne sont réglées que pour deux distances. L'empereur a bien, sur sa cassette personnelle, fait procéder

par le capitaine de Reffye à des études et à des essais en vue de l'adoption d'un canon se chargeant par la culasse ; ces travaux n'ont encore abouti qu'à l'invention d'un « canon à balles » ou « mitrailleuse », d'une portée inférieure à 1 800 mètres, constitué essentiellement par 25 canons de fusil se présentant tour à tour, par le mouvement d'une manivelle qui vaut à ce canon le surnom de « moulin à café », devant un percuteur qui enflamme successivement les 25 cartouches ; on en escompte un puissant effet moral ; mais l'effet matériel sera d'autant plus faible que l'arme, conservée secrète jusqu'à la veille de la guerre, n'est pas connue de ceux qui devront s'en servir. Le commandement a oublié l'emploi en masse des canons et le principe de la concentration des feux. Cette artillerie n'agira donc que par batteries ou par petits groupes de batteries ; même une partie de cette artillerie, et la meilleure, maintenue en réserve et mise en action trop tardivement, ne servira à rien.

Le corps du *génie*, composé de personnalités non moins brillantes que les officiers d'artillerie, était resté fidèle, lui aussi, à des méthodes et à des conceptions surannées, et la médiocrité de nos forteresses, beaucoup trop nombreuses et ne répondant plus aux progrès du canon, nous imposerait une grande sévérité à son égard, s'il n'avait quelque excuse dans les réductions de crédits imposées par le Corps législatif.

De quelque côté que l'on se tourne, mêmes lacunes, même défaut de préparation, même méconnaissance des réalités, même ignorance des doctrines, même oubli de l'expérience des vingt années de guerre de la Révolution et du premier Empire. Les « services » n'y échappent pas, ni l'*Intendance*, organe devenu purement administratif, plus préoccupé de contrôler que de pourvoir, qui prétend à l'indépendance à l'égard du commandement et qui sera le plus souvent impuissant à faire vivre la troupe, ni le *Service de Santé*, insuffisant par le nombre et trop soumis à une administration formaliste.



MITRAILLEUSE DU CAMP DE SAINT-MAUR

Parmi les manifestations du timide essai de réformes provoqué par la victoire prussienne de 1866, il faut noter ici les *Observations sur l'instruction sommaire pour les combats*, publiées en 1867. Ce document, dont certaines parties sont loin d'être sans valeur, et qui avait au moins le mérite de proposer une doctrine de combat à une armée qui en était dépourvue, mettait en lumière la prépondérance du feu. Malheureusement, beaucoup trop timide dans les conclusions qu'il en tirait quant à la valeur des formations, cet ouvrage exagérait les conséquences du fait nouveau en posant ce principe : « Avec les armes nouvelles, l'avantage appartient à la défensive. » Prise trop à la lettre, une telle affirmation ne pouvait manquer d'inciter les chefs de tout grade à l'immobilité et à la passivité ; elle leur inspira une foi absolue dans la valeur des positions : on le verra à Cadenbronn et à Saint-Privat. Il est assez curieux de constater que ces *Observations* sont presque contemporaines d'une brochure « sur la manière de combattre les Français », où le prince Frédéric-Charles exaltait et donnait en exemple à l'armée prussienne notre « furia » et notre ardeur offensive. Cette coïncidence est frappante.

Nous n'avons pas à faire ici le tableau de l'armée prussienne. Il nous montrerait sur tous les points la même complète opposition entre les deux organismes qui vont se mesurer : mode de recrutement assurant à nos ennemis un effectif immédiat de 480 000 hommes susceptible d'être élevé à un million par l'afflux des réservistes, minutieuse préparation de la mobilisation et de la concentration, lente formation d'un état-major qui, par un travail intellectuel assidu, s'est donné une doctrine de guerre, esprit d'offensive facilitant la solidarité entre les chefs comme entre les différentes armes, culte de l'initiative poussé, à tous les degrés de la hiérarchie, jusqu'à l'indiscipline, tactique d'artillerie visant l'emploi en masse, tels seraient quelques-uns des traits de ce tableau. Ils expliquent par avance notre défaite.

Et cependant, en dépit de si graves erreurs et lacunes, cette armée française si décriée depuis, possédait des éléments de solidité qui ne se retrouveront plus. Les corps de troupe d'infanterie et de cavalerie présentaient une cohésion incomparable. L'avancement par corps développait chez les officiers la solidarité et le point d'honneur d'une façon qui ne peut même plus être conçue aujourd'hui.

LES PLANS DE Entre les plans de campagne des deux adversaires, le con-
CAMPAGNE traste est frappant.

D'un côté, une idée simple : concentration de trois armées prêtes soit à menacer notre flanc et nos communications si nous prenons l'offensive, soit à se porter en avant, à la rencontre de la principale armée adverse qu'elles espèrent trouver sur le

chemin de la capitale. De l'autre, des projets mal précisés et contradictoires : défensive sur des lignes successives dont la première sera marquée par les positions de Wissembourg et de Fröschwiller en Alsace, de Cadenbronn en Lorraine (c'était le plan de Frossard ; on le verra appliquer à Fröschwiller et à Forbach) ; — offensive d'une armée de Lorraine en direction de Sarrebruck, retenant l'attention de l'ennemi, pendant qu'une armée d'Alsace se porte vers Stuttgart et Nuremberg au-devant des armées autrichienne et italienne supposées alliées (ce plan, dit-on, avait son origine dans les conseils de l'archiduc Albert, rapportés de Vienne quelques semaines auparavant par le général Lebrun) ; — passage du Rhin à Maxau pour séparer les confédérations du Nord et du Sud...

Ainsi conçu et élaboré, ce plan avait pour effet une mauvaise répartition de nos forces : après avoir préparé depuis 1867 la constitution d'une armée de Lorraine, d'une armée d'Alsace et d'une armée de réserve, destinées respectivement aux maréchaux Bazaine, de Mac-Mahon et Canrobert, l'empereur, trop docile aux suggestions de l'archiduc Albert, et sous le médiocre prétexte d'économiser des officiers d'état-major, ou peut-être parce qu'on en manquait, décida brusquement qu'il n'y aurait qu'une seule armée, dite armée du Rhin, placée sous ses ordres directs, et comprenant 7 corps d'armée, la Garde, une réserve de cavalerie et une réserve d'artillerie. De là des modifications de la dernière heure dans l'organisation générale, un alourdissement du commandement supérieur, et un



OFFICIER ET SOLDAT D'INFANTERIE DE LIGNE
(D'après A. de Neuville).

dispositif sans souplesse, aussi peu favorable à la défensive qu'à l'offensive. Il faudra, dès le 6 août, revenir à la première organisation, tout en laissant à Bazaine et à Mac-Mahon le commandement de leur corps d'armée.

L'INVASION.

L'ARMÉE DE METZ Les conséquences de ces erreurs allaient vite apparaître. Commencée le 15 juillet à la déclaration de guerre, la concentration, menée de concert avec la mobilisation, n'était pas terminée à la fin du mois. Le fétichisme des positions, la mauvaise organisation du commandement, le défaut de discipline intellectuelle, l'égoïsme de certains chefs, leur incapacité à ordonner le mouvement de leurs unités annihilaient, le 6 août, à Forbach d'une part, à Fröschwiller d'autre part, une opiniâtreté et un héroïsme dont certaines manifestations, telles que les attaques du 1^{er} tirailleurs, la défense du Bienwald par le 3^e zouaves et les charges des cuirassiers de la division Bonnemains sont à jamais célèbres et montrent ce qu'on aurait pu obtenir de ces troupes du second Empire. A l'armée du prince royal de Prusse en Alsace comme aux armées du général Steinmetz et du prince Frédéric-Charles en Lorraine, les généraux allemands avaient montré, tout au début du moins, un sens de l'offensive et de la camaraderie de combat qui avait corrigé ce que pouvaient avoir de dangereux leurs excès d'initiative.

Dès le soir du 6 août, par cette double défaite, l'Alsace était perdue, les passages des Vosges ouverts, la Lorraine envahie, et l'armée n'avait plus la même confiance dans son invincibilité et dans la valeur de son commandement. Paris, qui, naguère, retentissait des cris : A Berlin ! à Berlin ! fut bouleversé par ces nouvelles. Cette désillusion brutale emporta le ministère. Elle allait même agir sur la direction des opérations.

Le maréchal Lebœuf, rendu responsable des événements, dut résigner ses fonctions de major général. L'empereur lui-même crut devoir abandonner le commandement en chef en faveur du seul homme qui, à Paris comme à l'armée, paraissait capable de rétablir les affaires : le maréchal Bazaine.

Le désarroi de l'opinion publique ne pouvait qu'accentuer les hésitations d'un commandement désemparé. Tour à tour, on envisagea une attaque dans le flanc droit de l'ennemi vers Saint-Avold, l'abandon immédiat de la Lorraine et la concentration de toutes les forces au camp de Châlons, puis, sous l'influence de l'impératrice régente, la concentration sur le Nied des corps de Lorraine et l'organisation d'une seconde armée sous les murs de Paris, puis, de nouveau, la retraite sur Châlons, peut-être mais très vaguement une offensive de l'armée de Lorraine, enfin, le

13 août, et définitivement (si la décision d'un Bazaine pouvait être définitive), la retraite sur la rive gauche de la Moselle.

Cependant, les trois armées allemandes continuaient leur marche en avant, non pas certes du mouvement continu et puissamment organisé que nous ont vanté les panégyristes de Moltke, mais avec une lenteur et une prudence que n'imposait nullement la situation. Le 14 août, tandis que Bazaine, avec une maladresse telle que certains, ne pouvant la croire involontaire, y ont vu un calcul machia-



LES TURCOS A FRÖSCHWILLER

vélique, organise le passage de la Moselle sans le concours de son état-major, l'initiative d'un commandant de brigade allemand accroche à Borny notre corps d'arrière-garde. En dépit de l'esprit de solidarité des chefs allemands, cette offensive intempestive eût pu leur être fatale si Bazaine avait su prendre une décision et si le beau mouvement qui avait poussé le général de Ladmirault avec son 4^e corps au secours des troupes attaquées ne s'était figé soudain sur une position jugée avantageuse. De part et d'autre ce combat indécis fut interprété comme une victoire, mais, tandis que l'ardeur offensive de nos ennemis s'en trouvait exaltée, l'heureux effet moral de ce succès ne pouvait résister chez nous au spectacle du désordre d'une si belle armée piétinant sur une route unique lamentablement encombrée.

Dès le surlendemain, elle est accrochée de nouveau, cette fois sur son flanc

gauche, de Rezonville à Mars-la-Tour. L'attaque allemande du 16 août pouvait être un dernier sourire de la fortune, car, des quinze corps d'armée allemands, deux seulement se présentaient à la bataille. Ils n'auraient pas échappé à un écrasement complet si les théories défensives n'avaient de nouveau brisé l'élan de nos corps d'armée et surtout si Bazaine ne s'était obstiné à maintenir derrière sa gauche non menacée deux corps d'armée entiers, sous prétexte de garder ses communications avec une place qu'il prétendait vouloir quitter. Au lieu d'enlever la victoire, nous nous bornions à conserver le terrain.

La route de Verdun, que Napoléon III avait prise le matin, se croyant suivi par le reste de l'armée, nous était coupée. Restait la route de Briey. Mais, dans la nuit, sous un faux prétexte de ravitaillement, Bazaine repliait son armée sous Metz. Il s'y établissait face à l'ouest sur la position d'Amanvilliers. Les armées allemandes, pivotant autour de leur droite, non sans des hésitations et des tâtonnements que leur historique officiel essaya longtemps de nous dissimuler, l'y attaquèrent le 18. Les mêmes causes qui nous avaient paralysés l'avant-veille nous empêchèrent, sinon de remporter une victoire devenue déjà difficile, du moins d'exploiter les graves échecs locaux qui avaient fait douter nos adversaires de leur succès. Bazaine garda ses réserves inemployées derrière sa gauche et laissa écraser à droite, à Saint-Privat, le corps incomplet de Canrobert, dont la retraite, après une résistance opiniâtre, entraîna celle des autres corps. De nouveau, Bazaine ramena l'armée dans Metz. Elle y fut aussitôt investie.

Quelles considérations avaient inspiré la conduite du maréchal? Sans doute son apathie naturelle et le sentiment plus ou moins conscient de son incapacité à diriger les mouvements d'une armée, auxquels s'ajouteront plus tard, quand la Révolution aura éclaté à Paris, des combinaisons politiques obscures, même pour celui qui les concevait, et la folle ambition de jouer, grâce à une armée intacte, un grand rôle, en rétablissant à la fois l'ordre et peut-être la dynastie.

Du point de vue stratégique, l'idée du maintien à Metz de forces importantes destinées à immobiliser le gros des forces allemandes, pour gagner le temps nécessaire à la constitution de nouvelles armées, est défendable. Mais il eût fallu que ce fût là vraiment une manœuvre appuyée par une préparation méthodique des approvisionnements, et non pas seulement la conséquence involontaire de la passivité et de l'inertie. Il eût fallu que cette armée, par une activité incessante et grâce à l'appui de la forteresse, paralysât des forces supérieures aux siennes. Il eût fallu surtout que son chef fût un homme loyal, un vrai patriote, et ne cherchât pas à tromper ses subordonnés et le pays sur ses intentions réelles. Au lieu de cela, on

allait voir l'armée de Metz se consumer dans une inaction déprimante ou dans des combats sans but, aussi sanglants qu'inutiles, tandis que, trompée par les mensonges de Bazaine, une autre armée paierait de sa destruction l'aide qu'elle essayera de lui apporter.

Le 27 octobre, après une agonie de deux mois dans des camps transformés en lacs de boue et en charniers, une capitulation, rendue inévitable par la famine, livrera aux Allemands 173 000 hommes, 1 500 canons, et 56 drapeaux, que le double jeu de Bazaine, prolongeant jusqu'à la fin ses louches combinaisons, aura perdus.

SEDAN Cette capitulation achèvera la ruine des armées impériales, commencée, deux mois auparavant, par une autre capitulation, celle de l'empereur lui-même à Sedan.

Après Fröschwiller, les tronçons épars des 1^{er}, 5^e et 7^e corps avaient été dirigés sur le camp de Châlons : ceux du 1^{er} corps épuisés matériellement et moralement par leur défaite, par de longues marches et des bivouacs sous la pluie, par le manque de distributions ; les éléments du 5^e corps, qui ne se sont pas battus, ayant perdu toute confiance dans leur chef ; ceux du 7^e déjà ébranlés par une retraite trop rapide et un long transport en chemin de fer. Ces troupes avaient été rejointes à Châlons par un 12^e corps de nouvelle formation, dont deux divisions étaient excellentes, mais dont la troisième, formée de bataillons de marche mal encadrés, était si médiocre que son premier chef avait renoncé à son commandement.

Pourquoi cette concentration au camp de Châlons, qui, en dehors des ressources insignifiantes de ses baraquements et de ses magasins, ne présentait aucun intérêt ? Il est curieux de constater à cette occasion quelle peut être, sur des esprits dépourvus d'une véritable culture militaire, l'influence des considérations les plus médiocres, et comme de tels esprits sont à la merci des contingences. Supposons que le grand camp d'instruction du second Empire eût été à Mailly, par exemple, au lieu de Châlons : toute la suite de la guerre en eût été sans doute modifiée.

Quoi qu'il en soit, ainsi arrêtée à mi-distance entre Paris et Metz, l'armée de Châlons s'était trouvée tiraillée entre ces deux pôles d'attraction. Son chef, le maréchal de Mac-Mahon, admirable soldat sur le champ de bataille mais scrupuleux et hésitant quand il n'était pas dans l'action, inclinait personnellement, par une conception très juste de la situation militaire, à se porter vers Paris, d'où cette armée, renforcée de nouvelles formations auxquelles elle aurait servi de noyau et fourni des cadres, aurait pu livrer bataille aux armées allemandes affaiblies par leur marche à travers le pays. Mais les pressantes sollicitations de

l'impératrice, les injonctions même du ministre de la Guerre, le général Cousin-Montauban, comte de Palikao, esprit naturellement aventureux et soucieux, comme la régente, d'une opinion publique qui n'eût pas compris qu'on ne secourût pas Bazaine, le poussaient à marcher vers Metz. Un haut sentiment de camaraderie militaire, trompé par les dépêches ambiguës de Bazaine laissant croire à la reprise de son mouvement, agissait dans le même sens. L'empereur, épuisé par une douloureuse maladie, loin de prendre ses responsabilités, ne faisait que compliquer les hésitations de son lieutenant.

Tirailé entre ces influences contradictoires, qui lui semblaient imposer des devoirs contraires, celui-ci avait tergiversé. Ses tergiversations lui avaient fait perdre le temps qui eût été nécessaire pour gagner soit Metz soit Paris sans être accroché par les armées allemandes. Sa marche avait été ralentie encore par des erreurs graves dans la préparation du ravitaillement, par la mauvaise organisation des colonnes, par un fâcheux emploi de la cavalerie qui, au lieu de couvrir l'armée sur sa droite et de lui assurer, par le renseignement, sa liberté d'action, avait marché tout entière du côté opposé à l'ennemi. Faute d'un dispositif de sûreté, les corps de droite avaient été arrêtés par des incidents insignifiants ; l'un d'eux s'était même laissé complètement surprendre à Beaumont le 30 août. Une pluie continue avait rendu plus pénibles ces marches et ces contremarches et aggravé une indiscipline dont ces corps avaient donné des preuves dès la première étape.

L'armée de Châlons, remontant sans cesse vers le nord pour échapper à l'étreinte menaçante, s'était ainsi trouvée concentrée, le 31 août, autour de Sedan, où son chef, mal renseigné, espérait lui assurer un repos de deux jours. Dès le lendemain, les 3^e et 4^e armées allemandes, averties de ces mouvements grâce surtout aux indiscretions de la presse française, l'y avaient attaquée.

Blessé à la première heure, Mac-Mahon cède le commandement au général Ducrot, qui donne aussitôt l'ordre de battre en retraite sur Mézières. Mais le général de Wimpfen, arrivé de la veille, produit une lettre de commandement éventuel et, partisan de la percée vers l'est, ramène les troupes sur leurs positions. Pendant que ces mouvements contraires achèvent d'abattre l'énergie morale d'une grande partie des troupes, les armées allemandes, sans être empêchées ni même retardées, complètent l'encerclement en rejoignant au nord de Sedan leurs ailes opposées, dépassant ainsi les espérances de leur haut commandement. Malgré les prodiges de valeur de l'infanterie de marine à Bazeilles et des cavaliers de la division Margueritte conduits par le général de Galliffet, toute résistance devient rapidement impossible. L'armée reflue en désordre dans Sedan, où elle est



BATAILLE DE SEDAN. — LE RAVIN DE GIVONNE LE MATIN DU 3 SEPTEMBRE 1870.

poursuivie par les projectiles allemands. L'empereur fait alors arborer le drapeau blanc et donne l'ordre de capituler. Avec 560 canons, c'étaient 83 000 hommes valides, plus 14 000 blessés qui allaient être transportés en Allemagne.

Ainsi avaient disparu les armées impériales, victimes à la fois de la présomption des uns et des illusions des autres, présomption et illusions qui avaient détourné le pays des sacrifices nécessaires, l'armée et surtout ses chefs du lent et patient travail de préparation.

LES ARMÉES DE LA DÉ-
FENSE NATIONALE Le désastre de Sedan entraîne la chute de l'Empire. Les mêmes hommes qui avaient naguère prôné le désarmement se trouvaient ainsi portés au pouvoir en pleine guerre.

Réparer le désastre et sauver au moins l'honneur étaient les conditions mêmes de l'avènement du nouveau gouvernement. Ses membres puisèrent dans cette situation autant que dans la tradition révolutionnaire l'énergie nécessaire pour constituer de nouvelles armées et continuer la lutte. Le gouvernement de la Défense nationale était de composition exclusivement parisienne. On crut devoir la justifier par des principes stratégiques : « C'est sur Paris, disait-on, que marche à cette heure l'armée envahissante ; c'est dans Paris que se concentrent les espérances de la patrie ». Il était donc naturel que les chefs du gouvernement fussent les hommes choisis par la population parisienne et que la défense de la capitale devînt le but essentiel des opérations. Que ce sophisme déguisât des considérations politiques, qu'il s'inspirât des circonstances ou qu'il traduisît la conviction de la plupart des hommes du Gouvernement au sujet des conditions dans lesquelles la guerre pouvait se poursuivre, il allait peser lourdement sur la direction des opérations militaires.

Paris disposait de deux corps d'armée actifs composés (à l'exception d'une brigade active) de régiments de marche manquant d'esprit de corps, de marins chargés d'assurer la garnison et le service de l'artillerie des forts, de la gendarmerie, des gardes de Paris et, enfin, des agents de police, soit au total 75 à 80 000 hommes de l'armée active, plus 115 000 gardes mobiles sans instruction, dont l'encadrement, médiocre dès l'origine, le devint plus encore quand le Gouvernement eut décidé de soumettre les cadres à l'élection, et une cohue de 300 000 gardes nationaux, dont on tira peu à peu quelques régiments, de valeur très variable suivant les quartiers où ils étaient recrutés. A la tête de ces forces se trouvaient des hommes de réelle valeur : Trochu, à la fois gouverneur de Paris et chef du Gouvernement, et dont il a été question déjà, — Ducrot, soldat ardent, qui, après avoir prévu et annoncé la guerre

comme gouverneur de Strasbourg et avoir brillamment combattu à Frœschwiller et à Sedan, s'était évadé lors de la capitulation, — le sage et prudent Vinoy, à qui on devait la conservation du 13^e corps d'armée...

L'importance même de ces forces fait mieux comprendre l'erreur commise en maintenant à Paris le siège du Gouvernement. Dès le 19 septembre, l'investissement commençait et Paris était séparé de la province. Les éléments actifs, les cadres notamment, que comprenait l'armée de Paris, allaient se trouver paralysés dans un siège où leurs qualités de bravoure seraient presque inutilisées, tandis qu'ils auraient été si précieux au dehors comme noyaux de nouvelles formations. Rien n'est plus caractéristique et plus pitoyable à ce point de vue que le maintien dans la capitale de 36 escadrons actifs, soit près de deux divisions de cavalerie. La délivrance de l'armée et du gouvernement assiégés allait devenir le but unique — et bien connu de l'ennemi — des opérations militaires, au détriment d'autres projets dont la réalisation eût été plus fructueuse. Lier le sort du gouvernement, et par conséquent du pays, au sort d'une place, c'était limiter d'avance la résistance nationale à la durée des approvisionnements. La leçon de cette erreur allait être assez frappante pour ne pas être oubliée en 1914.

Une fois décidé le maintien à Paris du siège du pouvoir, il avait paru



MOBILE (D'après A. d. Neuville).

impossible, cependant, de laisser la province sans direction. Des tentatives fédéralistes s'esquissaient dans quelques villes : on décida, un peu tardivement, l'envoi à Tours d'une délégation du Gouvernement. L'amiral Fourichon y représentait la direction de la Marine et de la Guerre, aidé par une minime partie des bureaux du ministère de la Guerre. Il devait, si possible, organiser une armée de secours au sud de la Loire. C'était une tâche qui, à beaucoup, paraissait irréalisable car il n'y avait plus rien, ni unités organisées, ni cadres, en dehors de quelques régiments d'Algérie (encore certains les estimaient-ils indispensables à la tranquillité de notre colonie) et de 6 batteries. A la stupéfaction de l'ennemi et même de l'Europe, la Délégation allait, de ce néant, tirer 11 corps d'armée, mettre en ligne 600 000 hommes et 1 400 canons.

Création étonnante, que nos ennemis eux-mêmes, par la plume du général von der Goltz, ont admirée. L'honneur en revient surtout à Gambetta, qui, sorti de Paris par ballon, prit au début d'octobre la tête de la Délégation jusque-là assez inerte, et à son adjoint, son « délégué » au ministère de la Guerre, de Freycinet. Avocat, ignorant des questions militaires, Gambetta réussit, à force d'intelligence, d'activité et surtout d'énergie, à suppléer aux lacunes de sa préparation ; il fut vraiment le « Carnot de cette seconde partie de la guerre » (G. Hanotaux). Ingénieur des mines, Charles de Freycinet portait « la double empreinte de l'esprit polytechnicien, audace idéaliste dans la conception, discipline réaliste dans l'exécution » ; il mit au service de la défense nationale sa faculté d'assimilation, sa puissance de travail, et surtout un amour trop rare de l'initiative et des responsabilités.

Ne leur marchandons pas notre admiration. Mais n'oublions pas leurs collaborateurs militaires ou civils, qu'ils eurent, d'ailleurs, le mérite d'encourager, d'animer, parfois même de découvrir : soldats comme l'énergique et tenace Chanzy, l'organisateur général Lefort, l'héroïque et mystique Sonis, le prudent Faidherbe, qui s'est formé au Sénégal, Thoumas, réorganisateur de l'artillerie, marins comme Jauréguiberry et Jaurès, ingénieurs de l'État et des chemins de fer. Ne dissimulons pas non plus leurs erreurs : agitation parfois brouillonne, qui n'est que l'exagération de leur activité, mépris trop absolu des compétences et des règles traditionnelles, qui est la rançon de leur initiative, autoritarisme excessif, confiance injustifiée accordée à des aventuriers. Gardons-nous surtout, en nous trompant sur les résultats obtenus par ces armées improvisées, de laisser croire que l'enthousiasme et la volonté suffisent pour improviser de véritables armées. Les armées de la Défense nationale étonnèrent et parfois même inquiétèrent nos ennemis ; elles sauvèrent l'honneur ; elles inspirèrent au pays sa foi dans la pos-

sibilité d'une revanche. Mais ce fut au prix d'un énorme gaspillage d'efforts, qui, mieux et plus tôt employés, eussent pu obtenir de tout autres résultats.

A l'origine des erreurs qui furent commises alors, il y eut un grave malentendu sur lequel il faut insister parce qu'une leçon s'en dégage, leçon toujours actuelle. Habités à l'armée de métier, la plupart des chefs militaires ne concevaient pas qu'une autre forme d'armée fût possible, qu'on pût, en quelques semaines, faire des soldats d'un type spécial, et que ces troupes nouvelles fussent capables de tenir en rase campagne devant l'ennemi. Trochu lui-même, le soldat cher aux hommes politiques, ne considérait-il pas la prolongation de la lutte comme une « héroïque folie » ? Habités de leur côté, par leur origine et par leur formation politicienne, à déclamer contre les militaires, la plupart des civils portés au premier rang par les événements méprisaient les généraux, manquaient de confiance dans leur intelligence et même dans leur dévouement ; si, en raison d'habitudes invétérées, ils ne croyaient pas pouvoir se passer d'eux, au moins tendaient-ils à se substituer à eux pour tout ce qui concernait la conception, en même temps qu'ils les surveillaient et les morigénaient quand il s'agissait de l'exécution avec une insistance qui contribuait à les paralyser davantage. Ce malentendu fut général. Il inspira au délégué à la Guerre ces ordres impératifs, ces intrusions dans le domaine de l'exécution qui conduisirent à l'échec sanglant de Beaune-la-Rolande et découragèrent un Bourbaki ; on le retrouve dans la plupart des chefs-lieux de département, où les préfets et les « comités de défense nationale », laissant de côté les généraux qui, théoriquement, président ces comités, donnaient à leurs efforts, sous la pression d'une opinion publique mal dirigée, les buts les plus fantaisistes, qu'il s'agît d'organisation ou d'opérations. C'est donc à juste titre qu'on a qualifié la période des débuts du Gouvernement de la Défense nationale en province de « défensive anarchique » (E. Lamy).

Mais peu à peu ce chaos prit forme. Il y eut des régiments de marche, formés au moyen des ressources des dépôts, des réservistes, de la classe 1870, — des régiments de mobiles, qui, constitués notamment par les jeunes gens dispensés du service, comprenaient une élite, mais dont l'instruction et l'entraînement n'eurent pas le temps de se mettre au point, et dont le courage même se lassa quand la fatigue fut trop forte, — des régiments de garde nationale mobilisée, ou, comme on disait plus brièvement, de mobilisés, formés par les célibataires et veufs sans enfants de vingt à quarante ans, « les vieux garçons », mal armés, plus mal encadrés encore, qui ne rendirent que peu de services quand ils n'aggravèrent pas le désordre, — enfin des corps volontaires ou corps francs, aussi divers de

valeur et d'organisation que de tenue et dont certains poussèrent la fantaisie jusqu'aux plus extrêmes limites ; confus mélange : anciens zouaves pontificaux, comparables aux meilleures troupes, qui, sous le nom de « volontaires de l'Ouest », allaient s'illustrer en se sacrifiant à Loigny ; les légions d'Alsace et de Lorraine ; étrangers plus bruyants que nombreux (leur nombre ne dépassa pas 3 000) ; francs-tireurs répartis en plus de 400 corps, le tout formant comme le *caput mortuum* de vingt ans de campagnes d'opinion contre la discipline et l'organisation militaires.

Pour pouvoir encadrer ces infinies et diverses formations, la délégation dut suspendre les règles normales de l'avancement, distribuer des grades pour la durée de la guerre, créer, à l'exemple des États-Unis du Nord, une armée auxiliaire où figuraient, avec le grade de général ou de colonel, des marins, des volontaires comme Cathelineau, Charette, Keller, Lipovski, des étrangers comme Garibaldi. Que, parmi ces nouveaux officiers, tous ne fussent pas des héros ni même des chefs, cela était inévitable ; il faut reconnaître que, dans l'ensemble, les choix furent heureux.

Mais l'insuffisance de l'armement et le vide des magasins, conséquence des réductions de crédits imposées depuis dix ans par la Chambre des députés et acceptées par l'empereur affaibli, plaçaient les généraux dans la nécessité de conduire au feu des troupes mal armées, mal habillées et encore plus mal équipées, tandis que l'absence de harnais arrêtait le développement indispensable de l'artillerie. L'arrivée tardive d'Amérique d'armes en mauvais état, laissés-pour-compte de la guerre de Sécession, coûta fort cher sans grand profit.

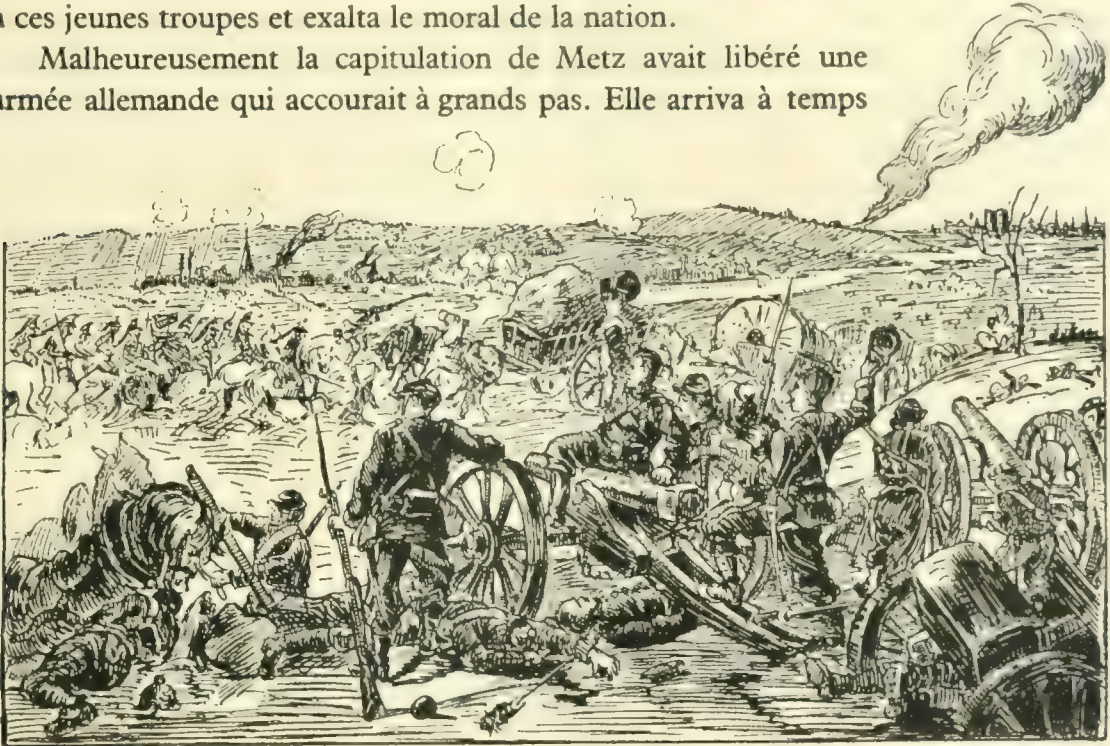
LES OPÉRATIONS AUTOUR D'ORLÉANS

Tel avait été l'effort de la délégation, qu'à la fin d'octobre il parut possible de lancer contre l'envahisseur les deux premiers corps d'armée dont on disposait. Ces 70 000 hommes, qui constituaient l'armée de la Loire, étaient établis au camp de Salbris où le général d'Aurelles de Paladines, « avec une fermeté de main et une vigilance qui ont honoré sa carrière, commençait à ramener dans l'armée l'ordre et la discipline qui avaient disparu » (1). Deux plans furent envisagés, entre lesquels on balancera jusqu'au dernier jour : la marche directe sur Paris, une expédition dans l'est de la France visant les communications ennemies. Le désir d'obtenir rapidement un résultat, avant la capitulation de Metz, qu'on sentait imminente, et surtout la pensée du gouvernement assiégé firent adopter le premier plan.

(1) FREYCINET, *La Guerre en province*.

Les 15^e et 16^e corps marchèrent sur Orléans, où s'étaient établis les Bavaois. Le 9 novembre, ils bousculaient à Coulmiers les 22 000 hommes de von der Thann. Des maladresses de conception et d'exécution empêchèrent le complet enveloppement que permettait notre supériorité numérique. C'était néanmoins un succès, le plus grand que nous ayons remporté dans cette guerre. Il faisait honneur à ces jeunes troupes et exalta le moral de la nation.

Malheureusement la capitulation de Metz avait libéré une armée allemande qui accourait à grands pas. Elle arriva à temps



VICTOIRE DE COULMIERS

pour arrêter l'armée de la Loire qui, accrue de trois corps d'armée, dirigeait de nouvelles opérations sur Paris, — sur « Paris qui a faim et qui nous réclame », disaient les télégrammes comminatoires de Gambetta et de son délégué. En vain les généraux, peu confiants dans la solidité de leurs troupes, alléguèrent-ils les rigueurs de la saison, qui s'annonçait comme particulièrement froide, et la nécessité de compléter l'habillement et l'équipement autant que l'instruction. Le 28 novembre, deux corps d'armée chargés d'une diversion échouaient devant Beaune-la-Rolande. Le 30, à la nouvelle d'un projet de sortie de l'armée de Paris, toute l'armée de la Loire était portée au-devant de Ducrot : les sacrifices héroïques des soldats de Sonis à Loigny ne pouvaient racheter les insuffisances d'une direction stratégique qui disséminait sur plus de vingt lieues les efforts de cinq corps d'armée.

Cette offensive n'eut d'autre résultat que de provoquer une riposte des Allemands, qui réoccupèrent Orléans, séparant en trois tronçons la malheureuse armée française, et, par leur avance menaçante, obligeant la délégation à se transporter de Tours à Bordeaux.

LES OPÉRATIONS DANS L'OUEST L'armée du général d'Aurelles de Paladines se trouvant ainsi dissoute, la délégation ne crut pas devoir la reconstituer et conserver son commandement à un chef qui, avec de belles qualités d'organisateur, avait montré son inaptitude à s'adapter à la situation. Des débris de cette armée, elle en constitua deux, qui furent confiées, la première à Bourbaki, recommandé chaudement par Trochu, la seconde à Chanzy.

Agé de quarante-sept ans, général de brigade à la mobilisation, connu dans l'armée pour les beaux résultats obtenus en Algérie et en Syrie comme administrateur et comme diplomate, Chanzy allait incarner les espérances de la patrie. « Il ne connaissait pas, a-t-on dit, le désastre de la veille, et ne croyait pas au revers du lendemain » (Chuquet). Par son énergie indomptable, il allait, quoique obligé de reculer sans cesse devant la force de nos ennemis, maintenir dans le pays la foi en sa valeur antique et inspirer à nos adversaires le respect sinon la crainte de qualités peut-être endormies mais toujours susceptibles de se réveiller. Dans la défaite même, il prépara le relèvement.

Pourtant l'histoire de cette 2^e armée de la Loire n'est qu'une suite de reculs ; de la ligne de Beaugency-Cravant, Chanzy se replia sur le Loir, puis sur les plateaux à l'ouest du Mans, puis dans la direction de Laval. Mais ces reculs successifs avaient été interrompus, d'abord, du 7 au 10 décembre, par une résistance de quatre jours qui avait troublé les Allemands et obligé le prince Frédéric-Charles à regrouper ses forces contre cet unique adversaire, puis, les 14 et 15 décembre, par une nouvelle résistance, non moins imprévue, dans la région de Vendôme, du 22 décembre au 9 janvier par l'envoi de colonnes mobiles dont les efforts insuffisamment coordonnés et souvent trop audacieux n'eurent que de médiocres résultats matériels mais tinrent haut le moral et donnèrent au gros de l'armée l'impression si nécessaire d'une certaine sécurité, enfin, les 10 et 11 janvier, par la rude bataille du Mans, qui, après avoir, le soir du premier jour, mis en danger le 3^e corps allemand, s'achevait en défaite le deuxième jour, à la suite d'une panique de mobilisés bretons aussi mal armés que peu encadrés. Après chaque combat, Chanzy avait réussi à échapper à l'enveloppement et à effectuer librement sa retraite, toujours aussi décidé à l'offensive et à la marche sur Paris.



BATAILLE DE SAINT-QUENTIN. — FAIDHERBE AU MOULIN DE TOUT-VENT

L'ARMÉE DE BOURBAKI Cette marche sur Paris, que rêvait Chanzy, et dont le succès eût été, dans tous les cas, bien improbable, n'eût été possible que si toutes les forces y avaient été consacrées.

Or, tout d'abord, Bourbaki n'avait pas cru que son armée fût capable d'y collaborer. Puis, quand celle-ci se fut ressaisie, un autre projet, conçu par M. de Freycinet, s'était opposé à celui de Chanzy.

Ce plan consistait à réunir l'armée de Bourbaki aux corps qui, sous les ordres de Garibaldi et de l'ex-capitaine Cremer, menaient la campagne en Bourgogne contre le corps badois de Werder chargé de couvrir dans l'est les communications allemandes. Ces corps n'avaient pas obtenu le succès que leur supériorité numérique eût dû leur assurer : la situation fausse de Garibaldi à l'égard du gouvernement et du général français en était en partie responsable. Renforcée par eux, l'armée de Bourbaki devait s'emparer facilement de Dijon, rallierait la garnison de Besançon, marcherait sur Belfort, en ferait lever le siège et présenterait alors une masse de 110 000 hommes capable de couper les communications dans l'est, et, par sa seule présence, de faire lever le siège de toutes les places du nord, sinon même d'entreprendre une action combinée avec les forces opérant dans le nord.

A la fois compliqué et hardi, ce plan, à l'élaboration duquel l'imagination avait présidé plus qu'un sens exact des possibilités, exigeait, en tous cas, une grande rapidité d'exécution. L'emploi des chemins de fer s'imposait ; or, notre inexpérience en matière de transports militaires allait se traduire par des lenteurs, des encombrements, des « embouteillages », que l'hiver, ce terrible hiver de 1870-71, l'un des plus rigoureux du siècle, devait rendre plus pénibles pour les troupes. Le long mouvement de flanc à exécuter supposait une forte couverture face au gros des forces allemandes : on y songea, mais cette mission fut confiée aux troupes de Garibaldi, sans cohésion, sans unité de commandement et placées en dehors de l'autorité du général en chef. Enfin ce dernier, s'il acceptait en soldat discipliné la mission qu'on lui confiait, manquait complètement de cette confiance dans ses soldats, condition indispensable du succès d'une entreprise aussi audacieuse.

Aussi son armée ne sut-elle pas, malgré son succès de Villersexel, empêcher Werder de s'établir sur une position défensive à l'est de la Lisaine, où, après trois jours de rudes combats auxquels on a donné le nom de bataille d'Héricourt, combats coupés de bivouacs dans la neige par une température de — 16°, elle ne put le forcer. Au soir du 17 janvier, Bourbaki, qui, quinze ans plus tôt (il le reconnaissait tristement), n'eût pas hésité à risquer, en recommençant l'attaque, d'emporter le succès, se résigna à la retraite.

Pendant ce temps, un grave danger menaçait ses arrières. Constituée avec rapidité, une nouvelle armée allemande accourait à marches forcées. Pour échapper à cette menace, la malheureuse armée française, épuisée de fatigue, privée de tout ravitaillement, de plus en plus resserrée contre la frontière suisse jusqu'à ne plus disposer que d'une seule route, dut exécuter, par des chemins de montagne couverts de verglas et de neige, une des marches les plus pénibles que l'histoire ait enregistrées. Ce véritable martyr de quinze jours allait se terminer par l'internement en Suisse de pitoyables débris incapables de combattre.

Le brillant soldat d'Inkermann n'avait pas eu le courage d'assister au désastre jusqu'au bout : d'un coup de revolver, il avait cherché à mettre fin à ses jours.

L ES OPÉRATIONS DANS LE NORD Après de pareils événements, que pouvaient être les efforts limités d'un Faidherbe? Nommé au commandement de nos forces du nord au lendemain du combat très honorable livré par le général Farre à Villers-Bretonneux, cet ancien gouverneur du Sénégal, de santé délicate, qui, par sa silhouette et ses lunettes de professeur, son mépris du bruit, du brillant et de la parade, sa méthode, son sens de la prévision, tranche si nettement sur la foule des généraux de son temps, sut, non seulement mettre sur pied une armée qui compta jusqu'à quarante mille hommes, mais l'entraîner et la porter en avant à trois reprises, obtenir des demi-succès à Pont-Noyelles le 23 décembre et à Bapaume le 2 janvier, et, après la défaite, coûteuse pour les Allemands, subie le 19 janvier à Saint-Quentin, échapper à la poursuite et à la désorganisation.

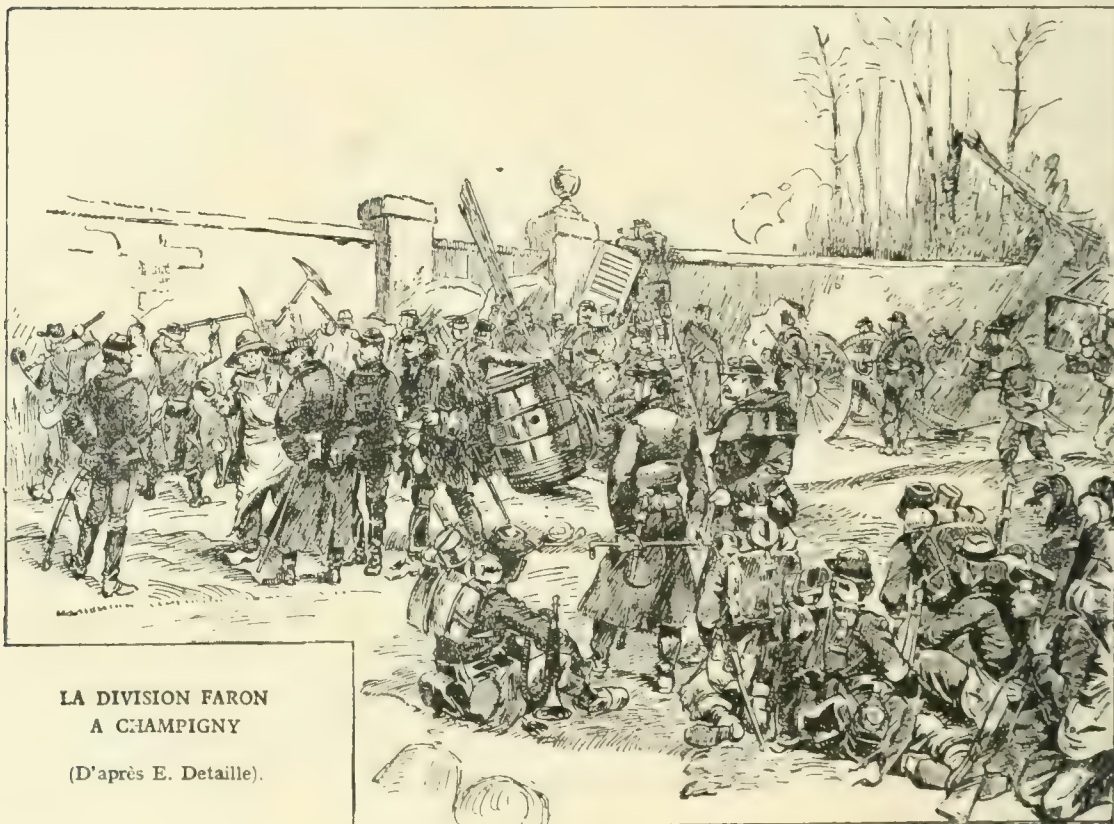
Il en fut de la campagne de Faidherbe comme de celle de Chanzy, — comme de la défense de Belfort par le colonel Denfert-Rochereau ; — il devait en résulter une reprise de confiance dans les vertus traditionnelles du pays avec l'espoir d'une renaissance ; mais elles ne pouvaient empêcher ni même retarder la catastrophe.

L E SIÈGE DE PARIS C'était sous les murs de Paris qu'en raison de la tyrannie d'une centralisation vieille de plus de deux siècles, devait se décider le sort du pays.

Dans la tragédie de 1870, la défense de Paris ne constitue pas seulement un épisode : elle est, à elle seule, un drame émouvant. Ce Paris, qui se dit la capitale, non seulement de la France mais du monde entier, et qui soudain se sent isolé du reste de l'univers par ceux qu'il appelle les barbares, réduit à guetter impatiemment l'arrivée des pigeons voyageurs, seul lien fragile qui le relie à l'extérieur, — ce

Paris qui regorge d'hommes, et qui cependant ne parvient pas à se dégager de l'étreinte d'une armée qu'il devine très inférieure en nombre, — ce Paris, ville d'abondance et de luxe menacée par la faim, — ce Paris qui se croyait inviolable, et que l'Allemand enserre, — Paris s'énervé, s'émue, s'affole, sans consentir jamais à laisser abattre son courage et sa fierté.

Nous avons dit plus haut l'importance des forces qu'on avait commises la faute



LA DIVISION FARON
A CHAMPIGNY

(D'après E. Detaille).

d'y laisser enfermer. Ces forces s'essayèrent d'abord dans de petites opérations, qu'il faut bien, pour leur donner un nom, qualifier de « reconnaissances offensives », quoique le but n'en soit en général ni très net ni très offensif. La fin de septembre et le mois d'octobre y furent employés. A des nuances près, toutes, celles qui conduisirent à Chevilly le 30 septembre, à Bagneux le 13 octobre, à la Malmaison le 21, au Bourget le 28, présentent les mêmes caractères : annoncées et organisées dans des conditions qui excluent la surprise, elles repoussent les avant-postes ennemis, puis se heurtent à la véritable ligne de résistance, haies, murs de parcs



LE GÉNÉRAL CHANZY
Buste en terre cuite de A. CROISY (1870)
(Musée de l'Armée).

et villages, tranchées ; des renforts arrivent aux Allemands, et la retraite est alors inévitable.

L'échec de la dernière de ces opérations, coïncidant avec la nouvelle de la capitulation de Metz, provoque, le 31 octobre, dans la ville assiégée, une émeute, réprimée à grand'peine. Désormais, il faut compter avec l'opinion publique. Une autre phase de la défense commence, celle des « grandes sorties ». Il y en eut deux, non compris la tentative qui avorta au Bourget le 19 décembre. La première, dirigée vers le sud-est sous prétexte de donner la main à l'armée de la Loire, en dépit de l'opposition des chefs militaires qui préconisaient l'action vers le nord-ouest, à leurs yeux plus facile, aboutit, du 30 novembre au 2 décembre, à la bataille de Villiers-Champigny : elle présenta, sur une plus grande échelle, les mêmes caractères que les opérations des mois précédents. La seconde, « sortie en masse » ou « torrentielle », dont une population surexcitée attendait des merveilles, fut une cohue : elle se heurta impuissante, le 19 janvier, au solide barrage organisé par les Allemands sur la ligne Montretout-Buzenval.

La pénurie alimentaire qu'allait suivre la famine rendait la capitulation inévitable. Celle-ci fut à la fois la condition et la conséquence de l'armistice signé le 28 janvier.



LE GÉNÉRAL LUCROT

L A FIN DE LA GUERRE. LA COMMUNE

Imposé par les événements de Paris, l'armistice n'eût pas dû engager la France. La délégation devait-elle approuver et accepter les maladresses de Jules Favre, honnête homme naïf qui s'était laissé jouer par Bismarck, et qui, en ne notifiant pas à l'armée de l'Est qu'elle était seule exclue de cet armistice, était responsable de son suprême désastre ? Gambetta ne le pensait pas. Soutenu par les meilleurs de nos généraux,

il eût voulu continuer la guerre. Mais, on l'a dit, « pour agir, la France a besoin d'espérer et elle a besoin d'être gouvernée. L'espoir manquait et l'autorité était discutée » (1). L'opinion du pays, dans son ensemble, se prononça pour la paix.

Le 21 février, Thiers entamait avec Bismarck des négociations qui aboutirent à la cession de la Lorraine et de l'Alsace, moins Belfort, à la promesse d'une indemnité de guerre de cinq milliards et à l'acceptation de l'occupation d'une partie du territoire jusqu'au paiement complet de cette somme énorme. L'armée allemande devait occuper un quartier de Paris en attendant la ratification des préliminaires de la paix ; mais l'Assemblée nationale procéda si rapidement à cette ratification que Paris évita la honte du défilé triomphal rêvé par le nouvel empereur d'Allemagne et subit seulement l'affront de l'entrée presque discrète d'un détachement qui se retira dès le lendemain. Une pire tristesse lui était malheureusement réservée : la guerre civile.

Ce n'est pas ici le lieu d'analyser les causes complexes de l'insurrection qui éclata à Paris le 18 mars 1871 et y proclama le gouvernement de la Commune. Notons seulement les plus honorables de ces raisons, qui sont aussi les seules qui relèvent de l'histoire militaire : surexcitation consécutive à un siège de cinq mois dont les souffrances avaient été vaillamment supportées, déception d'une population entretenue jusqu'au dernier jour par des mots trop sonores dans la certitude de la victoire, humiliation ressentie à l'entrée des Prussiens dans la capitale, défiance contre les mesures tendant à enlever à la garde nationale, inemployée, un armement qui lui avait été laissé par une maladresse qui, chez Bismarck, sentait bien son machiavélisme et provoqua les remords de Jules Favre.

Vieux routier des révolutions, Thiers transporta son gouvernement et ses troupes à Versailles. Il voulait vaincre. Un second siège commença. Les prisonniers rapatriés renforcèrent l'armée assiégeante, placée sous les ordres du maréchal de Mac-Mahon, et les Prussiens, encore campés à proximité de la capitale, assistèrent, ironiques, à un nouveau bombardement de Paris.

Peu s'en fallut qu'ils n'eussent la joie de contempler la destruction complète que peut-être ils avaient espérée. Après deux mois de siège, les forts d'Issy et de Vanves étant tombés, l'armée entra dans Paris le 21 mai. Une avance peut-être trop prudente laissa à la Commune le temps de prendre des résolutions désespérées : organisation de barricades, massacres d'otages, incendie volontaire des Tui-

(1) G. HANOTAUX, *Histoire de la France contemporaine*.

MISE EN ÉTAT DE DÉFENSE
DU CHATEAU DE LADOMCHAMP

(Près Metz).

(D'après le tableau d'Alphonse de Neuville).

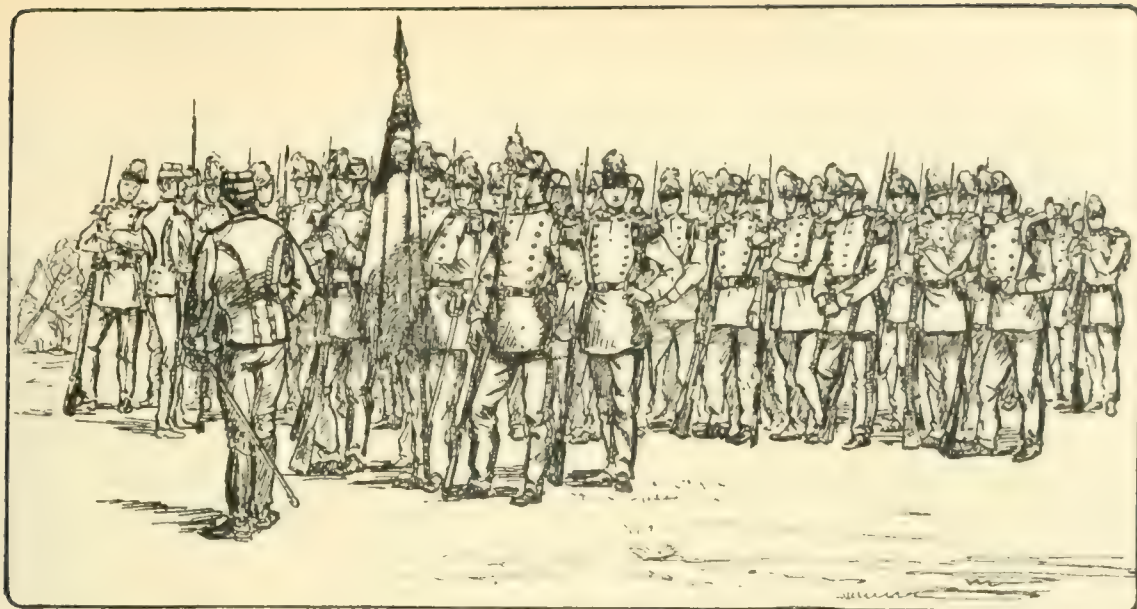


leries, de la Cour des Comptes, de l'Hôtel de Ville, d'une partie de la ville. Il fallut une semaine de guerre de rues pour se rendre maître de Paris.

CONCLUSION A l'origine de notre désastre militaire comme des misères et des horreurs de l'insurrection, les mêmes causes profondes se retrouvent : légèreté chez les uns, verbalisme chez les autres, fâcheux défauts qu'il faut malheureusement considérer comme héréditaires puisque César les signalait déjà chez nos ancêtres dix-neuf siècles plus tôt.

L'amour de la patrie, la fierté nationale, l'intelligence, vertus non moins traditionnelles de notre race, allaient, après quarante ans d'un travail silencieux, et en dépit des erreurs de la politique, nous assurer la plus glorieuse des revanches.





SIXIÈME PARTIE

DE LA DÉFAITE A LA VICTOIRE

CHAPITRE PREMIER

LA RENAISSANCE DE L'ARMÉE. — L'APOGÉE. — LA CRISE (1872-1911)

Les lois militaires. — L'organisation de la frontière. — Les règlements. — Les grandes manœuvres. — Gambetta et Miribel. — L'idée de la revanche. — Nouvelles lois militaires. — Freycinet et l'état-major de l'armée. — L'antimilitarisme. — L'affaire Dreyfus. — La loi de deux ans. — Budget militaire. — Le grand malaise de l'armée. — La marine.



A volonté de redressement s'affirma en France dès le lendemain de ces grands désastres.

Une année s'était à peine écoulée et l'armée ennemie n'avait pas encore libéré notre territoire, que, « sous son pied » même, était votée la loi qui posait le principe du service militaire obligatoire. Un an plus tard, le 24 juillet 1873, l'Assemblée nationale réglait la nouvelle organisation du territoire, base de la mobilisation éventuelle ; le

16 septembre 1873, les dernières localités occupées par l'ennemi étaient évacuées ; le 28 mai et le 17 juillet 1874, l'Assemblée accordait les crédits nécessaires à l'organisation défensive de la frontière. Le 13 mars 1875, elle fixait les cadres, les effectifs, tout le détail de la constitution de la nouvelle armée.

Moins de quatre ans avaient suffi pour créer, sur les ruines de l'ancienne organisation, une nouvelle armée, toute différente. L'Allemagne, étonnée et inquiète, songea à bouleverser ces fondations avant que l'édifice ne fût consolidé ; elle en fut empêchée par l'habile fermeté de M. Thiers et aussi par l'Europe qui s'était enfin ressaisie et qui, non moins surprise, admirait notre effort. Après plus de cinquante ans écoulés, après la plus formidable des guerres, non seulement la force militaire de la France repose sur les mêmes fondations, mais l'édifice lui-même subsiste, modifié seulement dans son aménagement intérieur et dans ses détails.

Cet effort répondait à la volonté du pays tout entier, sans distinction d'opinions ou de partis. Profondément divisé sur toutes les questions, il était unanime dans son ardent désir de se donner au plus tôt l'armure et l'épée, seules capables de lui éviter le retour de la honte que prolongeait l'occupation allemande.

Ce fut l'honneur de l'Assemblée nationale de comprendre ce besoin et d'y répondre. Éluë en dehors de la politique, elle sut rester fidèle à l'idée de salut national qui avait inspiré ses électeurs. Sans doute les questions militaires étant celles qui la divisaient le moins, elle avait naturellement tendance, pour retarder les difficultés irritantes, à traiter d'abord ces questions. Sans doute aussi aucune assemblée parlementaire ne compta un pareil nombre d'officiers généraux qualifiés, puisqu'on y trouvait notamment un Chanzy, un Faidherbe, un Trochu, un Ducrot, les généraux Billot, Martin des Pallières et vingt autres, sans oublier l'actif rapporteur de la Commission de réorganisation de l'armée, le général Veye-Chareton ; mais nous savons que ce n'est pas un mince mérite que de s'incliner devant les compétences. L'Assemblée nationale eut ce bon sens, si rare qu'on est tenté de le qualifier d'abnégation : elle sut faire confiance à la Commission de réorganisation de l'armée dont firent partie tous ces officiers. En outre, pendant cette période de relèvement militaire, le pouvoir exécutif fut confié à deux hommes capables de comprendre l'importance de la tâche primordiale qui leur incombait. Le premier, M. Thiers, n'avait jamais cessé de se passionner pour ces questions. Son successeur, le maréchal de Mac-Mahon, restait, aux yeux de tous, le soldat sans peur et sans reproche.

Libres de choisir le ministre de la Guerre hors du Parlement, ils appelèrent l'un et l'autre à cet emploi des généraux qui avaient toute leur confiance et qui

remplirent vis-à-vis d'eux, en fait, les fonctions de chef d'état-major. Forts de la confiance et même parfois de la collaboration du chef du gouvernement, maintenus dans leur emploi à travers les changements de cabinets, les généraux de Cissey et du Barail purent se donner sans arrière-pensée à leur tâche.

Enfin il serait injuste de ne pas reconnaître, quoique leur travail ait été discret et silencieux, la part que prirent à cette rapide refonte de notre organisme militaire certains officiers d'état-major tels que le commandant Vanson et les collaborateurs de cette *Revue militaire de l'étranger*, créée dès octobre 1871, et dont l'influence fut considérable. Ce rôle important des officiers d'état-major au lendemain de la guerre suffit à en appeler du discrédit injuste où l'opinion les avait tenus.

LES LOIS MILITAIRES De toutes les lois militaires, celle qui provoqua le plus de discussions fut, comme toujours, la loi de recrutement.

L'armée active, telle que l'avait faite la loi Niel, s'était révélée insuffisante. Les souvenirs de la Commune avaient condamné la garde nationale, dont la dissolution avait été votée le 24 août 1871. Quelle serait désormais la forme du service militaire en temps de paix ?

Sur le principe de l'obligation du service militaire personnel, sans remplacement, l'accord était facile. L'exemple de la Prusse était trop éloquent ! L'opposition même de Thiers dut céder devant l'unanimité de l'Assemblée, écho fidèle de l'unanimité du pays. Mais, dans l'application, deux conceptions se heurtèrent une fois de plus : les milices et l'armée de métier, le nombre et la qualité, « les gros bataillons » et « l'instruction militaire ». Ce serait toutefois trop simplifier la question que de représenter la solution à laquelle on aboutit comme un simple compromis entre ces deux idées extrêmes. Des considérations de fait intervinrent : situation financière limitant les dépenses militaires, situation politique surtout, obligeant à la fois à ne pas inquiéter l'Allemagne et à avoir cependant au plus tôt une armée prête à toute éventualité. Plus puissante que les théories et les systèmes, la notion de l'utile et du possible dominait la loi du 27 juillet 1872.

Cette loi fixait la durée totale du service à vingt ans, dont cinq ans dans l'armée active, quatre ans dans la réserve de l'armée active, le reste dans l'armée territoriale et sa réserve. Étaient seuls dispensés les inaptes, les soutiens indispensables de famille, les étudiants ecclésiastiques et les candidats à l'enseignement public. Le contingent était divisé en deux portions, égales en principe et déterminées par le tirage au sort, dont l'une devait accomplir effectivement cinq ans de service et dont l'autre, envoyée en congé illimité après une année d'instruction, constituait la dis-

ponibilité. Les jeunes gens titulaires de certains grades universitaires ou candidats à ces diplômes pouvaient, moyennant versement d'une somme de 1 500 francs destinée à exonérer l'État de ses frais d'équipement et d'entretien, contracter un

engagement d'un an. Ils devaient fournir les cadres de complément, dont l'absence s'était naguère fait cruellement sentir.

L'inégalité des charges entre les deux portions du contingent et, plus encore, l'institution des volontaires d'un an ou, comme on les appela, des engagés conditionnels, qui parut une prime à la fortune, heurtèrent les sentiments égalitaires si puissants en France. De ce fait, cette loi de 1872, qui d'ailleurs paraissait aussi lourde pour les appelés de la première portion que pour le budget, ne pouvait manquer de devenir rapidement impopulaire.

Elle n'en a pas moins donné à la France l'armure solide à l'abri de laquelle nous avons reconstitué nos forces, et, si l'on se rappelle qu'elle fut votée alors que Bismarck cherchait tous les prétextes pour prolonger l'occupation et pour maintenir chez nous le sentiment de la défaite, on l'admira comme un acte de courage et comme un acte de foi dans le patriotisme de la nation.

La loi du 27 juillet 1872 assurait à l'armée active un effectif théorique de 1 500 000 hommes environ, qui, après déduction des non-valeurs

et des hommes non instruits, pouvait nous donner une armée de campagne de 1 100 000 hommes ; l'armée territoriale possédait un effectif de 1 200 000 hommes.

C'était plus du double de ce que nous avions en 1870. Mais plus que l'effectif total, ce qui importe au moment d'une guerre — l'expérience récente l'avait assez montré — c'est la facilité de mobilisation. La *loi d'organisation de l'armée* du 24 juillet 1873 était dominée par ce souci d'obtenir dans le plus bref délai, par une simple augmentation d'effectifs, le passage du pied de paix au pied de guerre.



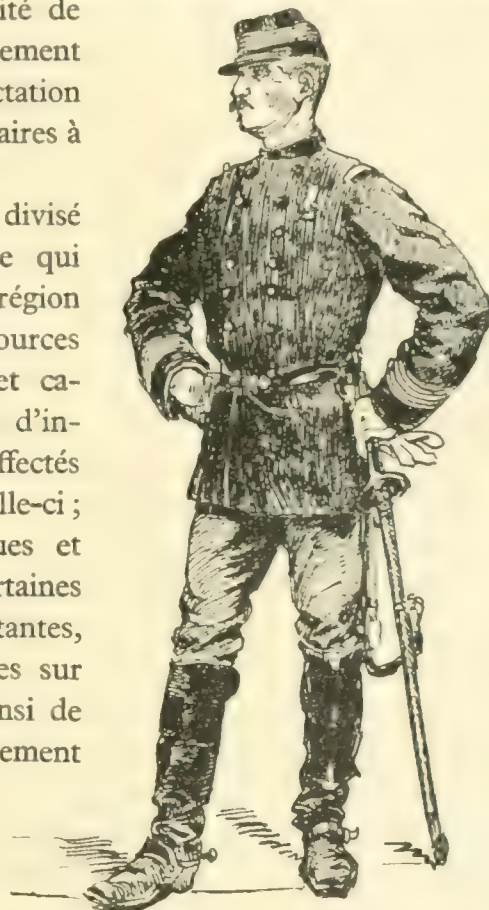
INFANTERIE : TENUE DE CAMPAGNE
(1880)

A cet effet, en dépit de l'opposition de Thiers, qui eût voulu maintenir les divisions militaires telles qu'elles existaient à la fin de l'Empire, elle remettait en honneur les principes posés par l'ordonnance du 17 août 1788 : division du territoire en régions correspondant à une grande unité de composition fixe, permanence du stationnement dans cette région de cette grande unité, affectation à la même unité des ressources locales nécessaires à sa mobilisation.

Le territoire national était désormais divisé en dix-huit régions (non compris l'Algérie qui en constituait une dix-neuvième) ; chaque région en huit subdivisions possédant des ressources de recrutement sensiblement équivalentes et capables d'alimenter au minimum un régiment d'infanterie. Les réservistes d'une région sont affectés en principe à un corps stationné dans celle-ci ; toutefois, pour des raisons surtout politiques et pour atténuer l'esprit provincial dont certaines manifestations récentes avaient paru inquiétantes, les recrues sont, en temps de paix, réparties sur l'ensemble du territoire ; la loi combinait ainsi de façon très heureuse le système de recrutement national et le système régional. Le commandant de région est en même temps commandant de corps d'armée ; il a sous ses ordres le territoire et les troupes — forces de l'armée active, de la réserve et de l'armée territoriale, — ainsi que tous les services et les établissements militaires qui sont exclusivement affectés à ces forces. La loi prévoit la réquisition des chevaux et voitures, opération dont la préparation incombe au commandant de corps d'armée.

Le corps d'armée comprend deux divisions d'infanterie, une brigade d'artillerie, un bataillon du génie, un escadron du train des équipages. Il est l'organisme le plus important ayant en temps de paix une existence réelle.

Cette organisation subsistera jusqu'à nos jours sans modifications essentielles. On a pu lui reprocher de ne pas faire assez large la place des réserves, mais 1914



CHEF DE BATAILLON DE CHASSEURS A PIED
(D'après Ed. Detaille).

a montré sa souplesse et sa solidité. La difficulté que nous éprouvons aujourd'hui à lui en substituer une autre est une éclatante preuve de sa valeur.

Malgré l'absence d'un état-major général, il n'avait pas fallu plus de deux ans pour la préparation, l'étude et le vote de cette loi qui bouleversait toutes nos habitudes militaires. Trois mois suffirent à sa mise en vigueur. Le général du Barail mena cavalièrement l'opération : il rédigea lui-même les décrets d'application avec la collaboration de quelques officiers choisis, sans attendre le vote des crédits nécessaires à la constitution des nouvelles unités et sans se laisser arrêter par les objections et par les lenteurs calculées de ses bureaux.

La *loi des cadres* du 13 mars 1875 acheva, du point de vue législatif, l'œuvre de réorganisation. Elle maintenait le principe de la permanence des cadres, déterminait l'effectif de ceux-ci de telle façon qu'ils pussent encadrer à la mobilisation un effectif double de celui du temps de paix et prévoyait la constitution d'un cadre d'officiers de réserve destiné à compléter le cadre actif.

Les détails les plus discutés concernaient la conservation des bataillons de chasseurs, le maintien du rattachement à l'artillerie des deux régiments de pontonniers et surtout la réduction à quatre des six compagnies du bataillon d'infanterie. Cette mesure avait pour conséquence la suppression de 1 200 emplois de capitaine ; pour éviter de se priver des services d'un tel nombre d'officiers expérimentés, on portait de trois à quatre le nombre des bataillons du régiment, ce qui allait servir de prétexte à une nouvelle manœuvre d'intimidation de Bismarck.

L'armée active devait comprendre désormais : dans l'infanterie, 144 régiments à 4 bataillons de 4 compagnies, 30 bataillons de chasseurs, 4 régiments de zouaves, 3 régiments de tirailleurs, un régiment étranger, 3 bataillons d'infanterie légère ; dans la cavalerie, 77 régiments y compris les 7 régiments d'Afrique ; dans l'artillerie, 38 régiments à 13 batteries, 2 régiments de pontonniers, 57 compagnies du train d'artillerie ; dans le génie, 4 régiments à 5 bataillons.

Ces trois lois essentielles furent complétées par toute une série de lois et de décrets : organisation de l'état-major général, qui, chargé de la préparation à la guerre, ne laissait aux bureaux du ministre que la besogne administrative ; loi sur le rengagement des sous-officiers, destinée à atténuer la réaction trop brutale marquée par la loi de recrutement contre l'armée du second Empire ; décrets sur la réorganisation du service d'état-major, l'institution d'une École supérieure de guerre, la constitution d'un Conseil supérieur de la guerre, etc.

Quand l'Assemblée nationale se sépara, elle avait refait une armée. Ce sera son très grand honneur devant l'histoire.

L'ORGANISATION DE LA FRONTIÈRE Elle avait travaillé aussi à nous refaire une frontière, en ce sens qu'elle sut s'attacher à réaliser les conclusions du Comité de défense et accorder les énormes crédits nécessaires qui furent demandés.

Le principal artisan de cette frontière fortifiée fut le général Séré de Rivières, directeur du génie au ministère de la Guerre.

Ce fut lui qui inspira le projet du Comité de défense, ce sont les idées qu'il développa dans son rapport qui dirigèrent les travaux. Pour protéger la concentration de nos forces, il utilisait le sillon Moselle-Meuse ; les deux voies principales d'invasion y étaient barrées par les places fortes de Verdun et de Toul. Puis il canalisait d'avance l'invasion éventuelle en réunissant ces deux places par une série de forts établis sur les Hauts de Meuse ; l'ensemble constituait un rideau défensif infranchissable que l'ennemi devrait contourner soit par le nord, soit par le sud. Au nord, il ne disposait que d'une zone d'une trentaine de kilomètres entre Verdun et la frontière belge. Au sud, ses possibilités d'action seraient endiguées par la création d'un autre rideau défensif s'appuyant au nord à la place forte d'Épinal, barrant les débouchés des Vosges au moyen des forts établis dans la région de la Haute-Moselle, et se reliant au sud à la place de Belfort dont le rôle serait de fermer la trouée entre les Vosges et la frontière suisse. Ce rideau défensif assurerait en outre la couverture de forces destinées à agir dans le flanc d'une armée ennemie qui utiliserait la trouée Toul-Épinal. En cas d'échec sur cette ligne, l'ennemi qui aurait tourné au nord la barrière fortifiée Verdun-Toul serait arrêté par la place de deuxième ligne de Reims ; celui qui l'aurait tournée au sud serait de même arrêté, ou tout au moins verrait-il ses communications menacées par la place de Langres. Enfin la capitale serait entourée d'une ceinture d'ouvrages, à telle distance que l'investissement complet en devînt impossible et qu'une armée battue pût se refaire dans le vaste camp retranché ainsi constitué.

Modifiée dans son détail, pendant les années qui suivirent, pour tenir compte des progrès de notre organisation militaire et surtout des progrès de l'artillerie, vivement critiquée à la veille de 1914 au nom des théories offensives, la conception du général Séré de Rivières devait avoir une influence décisive sur la forme de la Grande Guerre en incitant les stratèges allemands à un mouvement débordant par la Belgique. Ne fût-ce que par le respect qu'elle inspira à nos ennemis, son œuvre, après avoir sans doute longtemps retardé la guerre, a protégé notre mobilisation et notre concentration. Ici encore, la difficulté que nous éprouvons à la remplacer nous rend plus justes à l'égard de cette œuvre et nous inspire plus

d'admiration pour ceux qui l'entreprirent moins de trois ans après la signature du traité de Francfort.

Considérons encore que tout en travaillant pour l'avenir, il avait fallu liquider le passé, procéder à la révision des grades trop généreusement accordés au cours des hostilités, enquêter sur les responsabilités encourues avant et pendant la guerre, instruire le procès des capitulations. Celui du maréchal Bazaine fut suivi avec passion par l'opinion publique. Après une instruction judiciaire de quinze mois et deux mois de débats publics dirigés par le duc d'Aumale, le conseil de guerre condamna le maréchal coupable, non d'avoir trahi, mais de ne pas avoir fait tout son devoir de chef devant l'ennemi, à la peine de mort, qui, à la demande des juges, fut commuée en vingt ans de détention.

L'armée eût pu trouver dans ces faits des causes de désunion et de dissension. Elle en avait d'autres dans les discussions politiques qui précédèrent l'établissement de la République. Qu'elle ne s'y soit pas abandonnée, qu'elle soit restée unie, qu'elle ne se soit pas laissé détourner de son effort de renaissance, rien ne prouve mieux non seulement la profondeur des sentiments patriotiques, mais la haute valeur morale des vaincus de 1870. Une longue suite d'erreurs intellectuelles les avait conduits à la défaite ; moralement ils étaient restés dignes du glorieux passé de la France.

Du point de vue militaire et sous quelque angle qu'on l'étudie, cette période de 1872 à 1875 nous apparaît donc comme extraordinairement active et féconde.

Les vingt années qui s'écoulèrent de 1875 à 1896 nous offrent le même spectacle. Entre la nation et les cadres de l'armée un accord tacite s'est établi, les gouvernements ne demandant pas compte aux officiers de leurs sentiments intimes, ceux-ci, de leur côté, faisant abstraction de leurs préférences politiques et servant loyalement la patrie sans se préoccuper de la forme du gouvernement et de ses tendances politiques ou religieuses. Aussi cette armée devient-elle bientôt le plus puissant instrument de guerre, et le respect qu'elle inspire contribue-t-il à rendre à la France le rang que lui avaient fait perdre momentanément ses désastres.

ACHÈVEMENT DES LOIS MILITAIRES

Une série de lois et de décrets achèvent la mise au point de l'édifice si hâtivement reconstruit. Les plus importantes de ces mesures législatives sont les lois sur l'organisation de l'état-major et sur l'administration de l'armée.

Il n'est pas dans l'armée d'organisme plus délicat que l'état-major, cet indispensable complément du commandement, dont on ne peut sans danger accroître ou

réduire à l'extrême l'influence. On a vu comment la personnalité géniale de Napoléon, la réaction politique de la Restauration et les mœurs militaires du gouverne-



OFFICIER DE HUSSARDS (D'après une peinture d'A. de Neuville).

ment de Louis-Philippe et du second Empire avaient annihilé et faussé cet organisme. Sous prétexte d'éviter les abus du favoritisme, qui eût permis à certains officiers, désignés d'après leurs seules relations, d'occuper les emplois d'état-major lorsque ceux-ci seraient intéressants et fructueux, et de les fuir quand ces fonctions n'imposeraient plus qu'un travail ardu, monotone et sans profit, on avait fait de

l'état-major un corps fermé, où les officiers entraient dès leur sortie des écoles militaires et dont la porte était ensuite rigoureusement close sur eux. Mais ce corps fermé étouffait et s'étiolait. Isolé de la troupe, il avait perdu à la fois le contact des réalités et la confiance de l'armée. Nos désastres, qu'on imputait à tort à cet état-major resté presque étranger à la direction des troupes, avaient mis en évidence ces causes de paralysie. De toute nécessité, il fallait ouvrir le corps à tous les officiers d'élite, quels qu'aient été leurs débuts dans la carrière ; il fallait n'y admettre que des officiers déjà mûris et éprouvés ; il fallait leur donner le moyen et, au besoin, leur imposer l'obligation de reprendre contact, dans chaque grade, avec la troupe et avec les difficultés du commandement. C'est ce que réalisa la loi promulguée le 10 mars 1880 après six années de discussion : elle supprimait le corps d'état-major, confiait le service à des officiers de toutes armes d'une certaine ancienneté ayant obtenu un brevet spécial après avoir suivi les cours de l'École supérieure de Guerre ou subi un examen équivalent, et prévoyait l'alternance du service dans l'état-major et dans les corps de troupe.

Sans attendre cette loi, le général de Cissey avait, dès 1876, avec la collaboration et sous l'impulsion du général Castelnau, créé des « Cours spéciaux d'enseignement militaire supérieur », qui, après avoir porté le nom « d'École Militaire supérieure », recevaient de la loi sur l'état-major le nom définitif d'École supérieure de Guerre. Cette école allait devenir bientôt un puissant foyer intellectuel dont les officiers brevetés porteraient le rayonnement dans toute l'armée.

La loi sur l'administration, promulguée le 16 mars 1882, avait provoqué des discussions plus longues encore. Par ses innovations, elle heurtait en effet des habitudes et des traditions. Elle subordonnait l'administration au commandement, qui jusque-là avait été déchargé de ce souci administratif ; elle accordait l'autonomie au Service de santé, créait un Corps de contrôle, distinct des services administratifs et relevant directement du ministre. Direction, gestion et contrôle devenaient distincts. Enfin, par la subordination des directeurs des services aux commandants de corps d'armée, un grand progrès était accompli, théoriquement tout au moins, dans la voie de la décentralisation.

LES RÈGLEMENTS Parallèlement à l'œuvre législative qui devait donner à l'armée sa forme nouvelle, se poursuivait l'œuvre de refonte des règlements, destinée à lui insuffler un esprit nouveau.

Rédigé sous l'influence immédiate de la guerre, le règlement d'infanterie de 1875, à l'inverse du règlement de 1869, affirmait la prépondérance du feu. Il posait le

principe de la nécessité de l'ordre dispersé pour le combat ; les mouvements à rangs serrés n'étaient plus admis que pour la parade, et les formations massées exclues quand elles n'étaient pas abritées ; le combat était transféré sur la ligne des tirailleurs qui cessait d'être simplement un organe de prise de contact. Le règlement échelonnait les bataillons de première ligne sur une profondeur de mille mètres ; il divisait le combat en trois actes : l'approche, le combat par le feu, l'assaut, qui est mené par la ligne de tirailleurs quand celle-ci a pris la supériorité du feu. C'était une œuvre remarquable, imprégnée de la réalité vécue, que les règlements ultérieurs devaient malheureusement déformer.

Le Règlement de cavalerie de 1876 fut l'œuvre propre du général du Barail. Il lui suffisait d'introduire dans les manœuvres cette notion de « l'hypothèse » dont on avait tant ri naguère, pour substituer à la rigidité de formations et d'évolutions minutieusement cataloguées une souplesse tenant compte de l'imprévu multiforme du combat. Le règlement engendra cet « esprit cavalier » dont l'exagération poussa nos escadrons à méconnaître la puissance du feu, mais qui se traduisit par un mépris du formalisme et par un ardent désir d'action. L'armée tout entière devait en être imprégnée.

La réaction ne s'affirmait pas moins dans les procédés d'instruction : on exécutait en 1874 les premières manœuvres en pleins champs, division contre division ; en 1876, les réservistes, convoqués pour la première fois l'année précédente, prenaient part à des exercices qui opposaient Ducrot et Bourbaki, et le maréchal de Mac-Mahon allait y assister, inaugurant ainsi une tradition à laquelle resteront fidèles tous les présidents de la République, car, chaque année désormais, auront lieu ces réunions de troupes où il semble que l'armée convoque le pays à venir juger ses efforts.

Parmi les hommes qui travaillèrent alors à entretenir cette impulsion, il en est un qui doit être mis hors de pair : le général de Miribel. Chef d'état-major du ministre de novembre 1877 à janvier 1879, puis pendant les deux mois du court ministère Gambetta, ce chef à l'esprit clair et au cœur chaud, soutenu par la confiance unanime de ses camarades et de ses chefs, commença à mettre sur pied cet important organe : l'état-major général. Il restait malheureusement « l'état-major du ministre », sujet par conséquent à toutes les fluctuations ministérielles. Miribel, enlevé à sa tâche par la chute de Mac-Mahon, puis par celle de Gambetta, ne pourra l'achever qu'en 1890, lorsque Freycinet aura définitivement constitué l'état-major de l'armée.

L'IDÉE DE LA REVANCHE On ne peut nier que la pensée de restaurer le territoire national, entretenue par les défiances de Bismarck, par ses tentatives répétées d'intimidation, par les rigueurs du régime imposé à l'Alsace-Lor-



OFFICIER DE DRAGONS : TENUE DE CAMPAGNE (1880)

(D'après une aquarelle d'A. de Neuville).

raine, ait hanté de plus en plus les esprits au fur et à mesure que la France sentait renaître ses forces et voyait son armée se reconstituer. Hostile à toute idée d'offensive, l'opinion publique française voulait que l'armée fût prête, dès que l'Alle-

magne en donnerait le signal, non seulement à se défendre mais à effacer la honte de la défaite. Cette pensée provoquait en 1882 la fondation par Déroulède de la Ligue des Patriotes, dont la devise était : *France quand même*, 1870-18... Elle inspirait aussi l'opposition systématique d'une fraction du parti radical, et notamment de Clemenceau, à toute entreprise coloniale susceptible de détourner notre attention et nos forces de la frontière de l'est. C'est elle qui, comme dans la période précédente, réalisait la trêve des partis chaque fois que l'armée était en jeu.

La pensée de la revanche parut un moment s'incarner dans un homme. Le singulier phénomène politique qu'on appela le *boulangisme* eut sans doute d'autres causes : lassitude des discussions vaines, médiocrité du personnel politique, espoir d'ébranler la République chez les uns, et, chez les autres, désillusion sur la lenteur réformatrice d'un régime dont on avait trop attendu. Mais la pensée d'une lutte prochaine fut le lien qui unit les partisans du général au cheval noir ; seule elle explique la confiance aveuglément accordée à un homme qui paraît avoir été un médiocre et un faible. Il avait suffi qu'il portât élégamment son uniforme et relevât la tête, qu'il rétablît les tambours maladroitement supprimés par un de ses prédécesseurs, qu'il acquît la confiance des soldats en s'occupant de leur bien-être, qu'il osât, pour répondre aux provocations allemandes, demander l'augmentation des crédits militaires et renforcer les garnisons de la frontière, pour qu'une popularité que rien, d'ailleurs, ne justifiait parût faire du général Boulanger l'arbitre de nos destinées.

Lorsque cette fièvre du boulangisme fut tombée, le souci de la sécurité nationale et de l'équilibre européen firent la popularité de l'alliance franco-russe.

NOUVELLES LOIS MILITAIRES Sous ces diverses influences, travail obstiné de son corps d'officiers, unanimité de l'opinion publique, confiance du Gouvernement et du Parlement, maladroites de l'Allemagne (dont l'affaire Schnœbelé, arrestation arbitraire d'un commissaire de police français attiré par des policiers allemands dans un guet-apens, fut la plus caractéristique), poussée d'enthousiasme du boulangisme et de l'alliance russe, l'armée n'avait cessé de progresser.

Le train d'artillerie avait été supprimé en 1883 et les cadres ainsi rendus disponibles employés à la constitution de dix-huit bataillons d'artillerie de forteresse ; en 1887, on avait créé treize nouveaux régiments de cavalerie et constitué une sixième division de cavalerie ; la suppression des quatrièmes bataillons avait permis la formation de dix-huit régiments d'infanterie ; en 1888, le renouvellement de la Triple-Alliance et l'attitude de l'Italie avaient provoqué la constitution de douze

batteries de montagne et la transformation de douze bataillons de chasseurs en bataillons alpins.

En 1889 avait été votée une nouvelle loi de recrutement ; mais cette loi avait, à la vérité, une origine plus politique que militaire. L'opposition de la majeure partie de l'opinion militaire l'avait même tenue en suspens pendant plus de douze ans. Plutôt qu'un renforcement ou une amélioration de l'armée active, elle visait, dans l'esprit de ses promoteurs, à l'atténuation de l'inégalité des charges militaires entre les deux portions du contingent. Elle ne réalisa pas cependant cette égalité absolue : si la majorité du contingent devait être désormais incorporée pour trois ans, un certain nombre de « dispensés », soutiens de famille, aînés d'orphelins, fils de veuve, frères d'un militaire, membres de l'enseignement, futurs ministres des cultes, étudiants, ouvriers d'art, n'accompliraient qu'un an de service. Les principes affirmés au cours de la discussion de cette loi exigeaient la suppression de ce privilège ; à peine votée, la loi sera donc attaquée par ceux mêmes qui en avaient lancé l'idée.

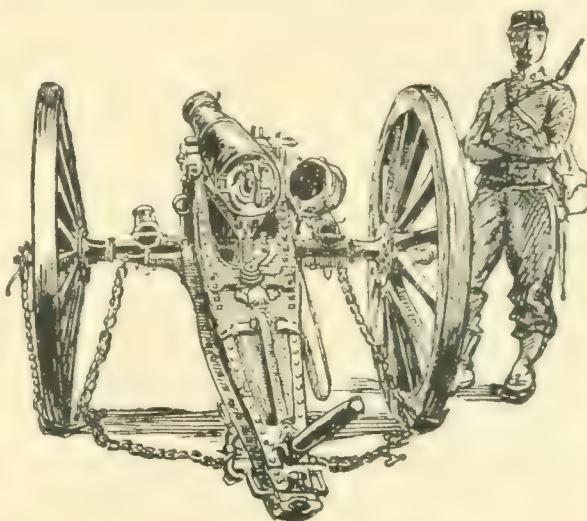
La loi du 15 juillet 1889 devait cependant avoir d'heureux effets : elle contenait certaines dispositions favorables au rengagement des sous-officiers, considérés comme l'armature des petites unités, et surtout, en augmentant à la fois l'effectif annuel des réservistes instruits ainsi que la durée du service dans la réserve de l'armée active, portée à sept ans, elle devait conduire à une utilisation plus complète et plus rationnelle des réserves. L'évolution fut encore accentuée, sous l'influence de M. de Freycinet, par des lois de 1892 et de 1893 qui portèrent à dix ans la durée du service dans la réserve, et augmentèrent l'effectif des cadres destinés à ces réserves accrues.

On put alors, après avoir expérimenté des régiments mixtes, composés d'un bataillon actif et de deux bataillons de territoriale, créer, en nombre égal aux régiments actifs, des régiments de réserve ou régiments bis, ayant, dès le temps de paix, une existence réelle. La constitution de grandes unités de réserve — dont l'organisation en temps de guerre était prévue depuis 1875 par nos plans de mobilisation — pouvait désormais être envisagée ouvertement.

Mentionnons enfin, pour achever le tableau des mesures d'organisation prises au cours de cette période, l'essai malheureux de préparation militaire de la jeunesse qui, faute d'avoir su limiter son objet, se traduisit par l'organisation un peu vaine des « bataillons scolaires », et la loi de 1894, qui supprima les régiments d'artillerie-pontonnières, en utilisa les ressources pour l'augmentation du nombre des batteries et confia au génie la construction des ponts

L'ARMEMENT Presque toutes ces mesures visaient à l'accroissement des effectifs de l'armée mobilisée. Grâce aux progrès de l'armement, la puissance croissait en même temps que le nombre.

Après le fusil Gras, adopté en 1874, qui substituait à la cartouche en papier une cartouche métallique, notre infanterie recevait en 1886 un fusil, dit fusil Lebel, utilisant une poudre récemment découverte par l'ingénieur Vieille, *la poudre sans fumée*, et un mécanisme, dit mécanisme à répétition, qui permettait de tirer sept cartouches sans recharger l'arme. La nouvelle poudre donnait une trajectoire plus tendue et augmentait par conséquent la profondeur des zones dangereuses. La cartouche, du calibre de 8 millimètres, ne pesait que 15 grammes, tandis que la cartouche de 11 millimètres du fusil Gras en pesait 25 ; l'approvisionnement individuel pouvait donc être porté à 120 cartouches. Enfin, le mécanisme à répétition doublait la vitesse du tir, qui peut atteindre désormais 14 à 20 coups par minute ; mais ce mécanisme, conjugué avec un magasin très allongé placé dans le fût du fusil, se démodera très vite et sera bientôt reconnu inférieur au système à chargeurs qu'adopteront la plupart des puissances. Le feu d'infanterie acquérait cependant, grâce à cette arme, une très grande puissance, en même temps que la disparition de la fumée transformait l'aspect du champ de bataille et les conditions du combat.



CANON DE CAMPAGNE DE 80

Non moins considérables étaient les progrès de l'artillerie. On avait d'abord, pour faire vite, adopté en 1873 le système étudié avant la guerre par le capitaine de Reffye, canons de 5 et de 7 en bronze, mais se chargeant par la culasse et acquérant de ce fait une vitesse de tir supérieure. En 1875, avait été adoptée notre première pièce en acier, un canon du calibre de 95 millimètres, dû au colonel de Lahitolle, utilisant une poudre progressive qui permet une plus grande vitesse initiale et, par conséquent, assure une portée et une précision supérieures. Ce système était remplacé en 1878 par celui du colonel de Bange, comportant des canons de campagne de 80 et de 90, plus minutieusement étudiés, d'une portée et d'une précision

supérieures encore, et des canons de siège et de place de 120 et de 155 millimètres.

Vers 1879-1880, l'adoption de l'obus à balles muni de la fusée à double effet amenait le perfectionnement des méthodes de tir, en même temps que la fragmentation systématique de l'obus augmentait la puissance meurtrière de celui-ci. Enfin, vers 1885, cette puissance meurtrière était décuplée par l'invention et par l'adaptation aux obus de la mélinite, poudre brisante d'une force destructive inconnue jusqu'alors.

Cet accroissement de puissance de l'artillerie provoquait dans la fortification une révolution comparable seulement à celle qu'avait provoquée l'invention de la poudre. L'obus à mitraille rendait intenables les parapets des forts ; l'obus à mélinite détruisait complètement la fortification faite de terrassements et de maçonneries. Les expériences faites sur un des ouvrages construits en 1874 au sud de Laon, le fort de la Malmaison, furent convaincantes et eurent un retentissement considérable dans le monde entier. Complétées par les expériences effectuées à Bourges et au camp de Châlons, elles aboutirent à une transformation complète de nos fortifications. Les énormes batteries de canons à ciel ouvert qu'étaient les forts de l'organisation Séré de Rivières durent disperser leur artillerie dans les intervalles des forts, et ceux-ci, ramenés au rôle de points d'appui de la ligne de protection de cette artillerie, durent être renforcés par l'emploi du béton de ciment. D'autres solutions plus neuves, proposées notamment par le commandant Mougin et par le commandant Laurent, et comportant la construction de cuirassements, furent écartées comme trop coûteuses ; l'avenir devait y ramener peu à peu.

FREYCINET ET L'ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE

A tous ces progrès, à l'intensité du mouvement d'idées qu'on perçoit alors dans l'armée et dont nous esquisserons plus loin le tableau, on sent que la France possède enfin l'organe animateur qui avait manqué à l'armée du second Empire : un État-Major général. Pourtant, nous l'avons dit, celui-ci avait encore une tare, capable de le paralyser : état-major du ministre, il participait de la fragilité des ministères ; or, le ministère de la Guerre changea quatorze fois de titulaire de 1876 à 1888. Tour à tour, on y vit les généraux Berthaut, de Rochebouët, Borel, l'ancien chef d'état-major de Bourbaki, Gresley, Farre, Campenon, qui y revint à trois reprises, Billot, l'ancien commandant du 18^e corps pendant la campagne de la Loire, Thibaudin, Lewal, le réformateur des hautes études militaires, Boulanger, Ferron, Logerot, un des chefs heureux de l'expédition de Tunisie. Une telle instabilité ne permettait aucune continuité de vues. Ce fut M. de Freycinet, le premier des ministres civils de

la Guerre, celui aussi qui occupa le plus longtemps ce poste d'une manière continue, puisqu'il fut ministre de 1888 à 1893, qui eut le mérite de donner à cet organe moteur l'indépendance et la stabilité indispensables en en faisant l'État-Major de l'Armée.

La direction de l'État-Major revenait de droit à celui qui, dès 1877, avait préconisé la réforme et que toute l'armée désignait comme son cerveau : le général de Miribel.

De cette collaboration entre Freycinet et Miribel devaient naître les initiatives et les réformes les plus heureuses, les unes publiquement affirmées comme la reconstitution du Conseil supérieur de la Guerre, organe consultatif dont le ministre prend la présidence et le généralissime désigné, le général Saussier, la vice-présidence, et l'institution des manœuvres d'armée, dont les premières, exécutées en 1893, firent sur tous les spectateurs, français et étrangers, une forte impression, — les autres plus discrètes mais non moins importantes, comme la mise au point du plan de réquisition des chemins de fer et du plan de transport en cas de mobilisation.

Conscients de ces progrès, le pays et l'armée perdaient leur « mentalité de vaincus » et reprenaient confiance en eux. Même la réaction était plutôt exagérée, comme nous le verrons en étudiant plus loin l'évolution des règlements.

Les observateurs étrangers ne s'y trompaient pas : le vieux Moltke, doutant de nous abattre désormais d'un seul coup, remaniait ses plans et travaillait à consolider la Triple-Alliance, tandis que le tsar Alexandre III, après de longues hésitations, signait, en mars 1894, le traité d'alliance qu'avaient préparé le voyage de l'escadre française à Cronstadt en 1891, le projet de convention porté à Saint-Petersbourg en août 1892 par le général de Boisdeffre, homme de confiance et futur continuateur de Miribel, et la visite de l'escadre russe à Toulon en octobre 1893.

La revue passée au camp de Châlons le 9 octobre 1896 par Félix Faure et par le tsar Nicolas II manifesta de façon écla-



SAPEUR DU GÉNIE

D'après une aquarelle de M. L. B. (1890).

tante à la fois la renaissance de notre armée et les heureux effets diplomatiques de cette renaissance. Tous ceux qui y prirent part en eurent la sensation joyeuse : que la guerre éclatât le lendemain, la victoire ne faisait aucun doute ! Cette armée approchait de la perfection : jamais elle n'avait été plus digne de sa mission et de la confiance du pays !

Jamais pourtant elle n'avait été plus menacée dans ses assises les plus profondes.

Une crise sans précédent allait ébranler l'édifice si hardiment reconstruit. Comme une réplique aux applaudissements qui avaient salué l'apothéose du camp de Châlons, l'antimilitarisme apparut.

L'ANTIMILITARISME L'affaire Dreyfus en fut le prétexte accidentel. Mais le mal eut des causes bien plus anciennes et bien plus profondes — et peut-être faut-il le considérer comme une maladie endémique du tempérament national. Le Français, prêt à tous les sacrifices quand le devoir est évident, répugne à aliéner sa liberté ; il déteste la contrainte et redoute même la discipline. L'armée représente précisément cette contrainte et cette discipline. De là, l'opposition constatée en tous temps à l'obligation du service militaire. Toutefois, depuis la guerre de 1870, cette opposition latente n'osait pas s'affirmer publiquement sans s'entourer de toutes sortes d'atténuations et de précautions oratoires. Trois faits lui donnèrent libre carrière : le boulangisme, la loi de recrutement de 1889, les progrès du socialisme.

En mêlant l'armée aux luttes politiques, en menaçant de faire d'elle par « l'appel au soldat » l'arbitre des partis, le boulangisme l'avait fait descendre de sa situation privilégiée, supérieure à toute discussion. Les adversaires du boulangisme et quelques-uns de ses partisans déçus en voulaient à l'armée, les uns des craintes qu'ils avaient éprouvées, les autres de leurs déceptions.

La loi de 1889 aggrava le malentendu, sema des germes de désaccord entre l'armée et une partie de la nation, importante par son influence : la grande bourgeoisie et les intellectuels. Ce fut l'époque des romans sur la vie de caserne : l'esthétique naturaliste alors régnante s'accommodait particulièrement de tels sujets.

Le socialisme enfin, tout au moins dans ses formes extrêmes, ne peut pas ne pas détester un organisme si contraire à ses conceptions et capable de s'opposer à toute tentative de transformation violente de la société. Si cet organisme se renforce au moment où le socialisme prend lui-même un grand développement, celui-ci doit nécessairement s'efforcer de le diminuer — ou de l'accaparer.

L'AFFAIRE DREYFUS

L'affaire Dreyfus fut le point de convergence de ces rancunes et de ces animosités.

En décembre 1894, un officier de l'Etat-Major de l'Armée, le capitaine Alfred Dreyfus, avait été inculpé de trahison, traduit en conseil de guerre et condamné à la déportation. Quoique grave, l'affaire avait fait relativement peu de bruit.

L'instruction judiciaire des affaires de trahison est toujours extrêmement délicate à raison de la nature des preuves, dont la publication peut, en « brûlant » un agent secret, tarir une source de renseignements précieuse pour la défense nationale, ou, en mettant en cause une personnalité étrangère, provoquer des incidents diplomatiques. Dans le cas particulier, où la principale pièce à conviction était une lettre trouvée à l'ambassade d'Allemagne et annonçant l'envoi de documents livrés, le fameux « bordereau », la difficulté était au maximum. Les officiers chargés de cette affaire, peu versés dans les questions juridiques, multiplièrent les maladresses et les inobservations des règles légales. La plus grave de ces irrégularités, celle qui devait soulever le plus de polémiques et provoquer les plus graves difficultés, fut la communication aux juges d'un dossier secret à l'insu de l'inculpé et de son avocat.

Dès le lendemain de la condamnation, la famille du condamné s'efforça d'établir la preuve de l'injustice d'une condamnation attribuée à l'antisémitisme. D'autre part, vers la fin de 1896, un officier supérieur du 2^e bureau de l'Etat-Major de l'Armée, le lieutenant-colonel Picquart, crut découvrir cette preuve, en attribuant le bordereau à un autre officier, le commandant Esterhazy. Vers le milieu de 1897, une demande de révision du procès ayant été rejetée, une campagne d'opinion commença en faveur de Dreyfus, à laquelle certains crurent habile de répondre par une campagne en sens contraire. L'avenir aura peine à s'imaginer et plus encore à comprendre l'acuité de cette lutte. Le pays tout entier en fut déchiré ; elle empoisonna la vie politique, non seulement jusqu'à la cassation du jugement en 1906, mais bien après. Nous n'avons pas à en raconter ici les épisodes. Ce qui nous importe, du point de vue de l'histoire militaire de la nation, ce sont ses répercussions sur l'armée et sur les sentiments du pays à l'égard de l'armée.

Aux préjugés contre l'ordre militaire, aux rancunes sourdes, à l'opposition latente, l'affaire Dreyfus fournit non seulement un aliment nouveau, mais un alibi. On osa affirmer des sentiments dissimulés jusque-là. En dépit même peut-être de la volonté de ses promoteurs, l'« Affaire » prit rapidement le caractère d'une campagne contre l'armée. Il s'agissait pour les uns de changer l'esprit d'un organe considéré comme réactionnaire et rebelle au progrès, pour les autres de supprimer même cet organe qu'ils disaient un obstacle absolu au progrès.

LA LOI DE DEUX ANS Cet état d'esprit se traduisit notamment par les modifications apportées à la loi de recrutement. En 1901, un sénateur qui se disait lui-même « très ignorant des choses de l'armée », mais qui était l'interprète de la majorité du Parlement, proposait la réduction de la durée du service militaire. Cette réforme était réalisée par la loi du 21 mars 1905, qui ramenait cette durée à deux années, en supprimant toute dispense : les jeunes gens mêmes classés dans le service auxiliaire étaient effectivement incorporés. Les arguments proprement militaires n'avaient joué qu'un rôle médiocre dans la discussion : le but visé était de réaliser l'égalité des charges militaires et surtout d'en réduire le poids.

Cette réforme pouvait être, comme certains de ses défenseurs l'avaient proclamé, et comme semblait l'indiquer l'heureuse institution des élèves-officiers de réserve accomplissant leur quatrième semestre de service en qualité de sous-lieutenants, un progrès dans le sens de l'organisation de l'armée-école et de la nation armée. Il n'en fut rien, et ce qui prouva que cet argument en faveur de la loi n'avait été qu'un argument de façade, ce fut la réduction, réalisée par la loi de 1908, des périodes d'instruction, ramenées d'un total de soixante-dix jours à quarante-neuf.

Ainsi, non seulement l'effectif de l'armée active était considérablement diminué, malgré l'incorporation des hommes du service auxiliaire et en dépit des avantages accordés aux engagés et rengagés, avantages qui, dans un pays aussi peu militariste que la France, n'auront jamais grand succès, mais la solidité de l'armée mobilisée n'était pas moins menacée par l'affaiblissement de l'instruction des réserves.

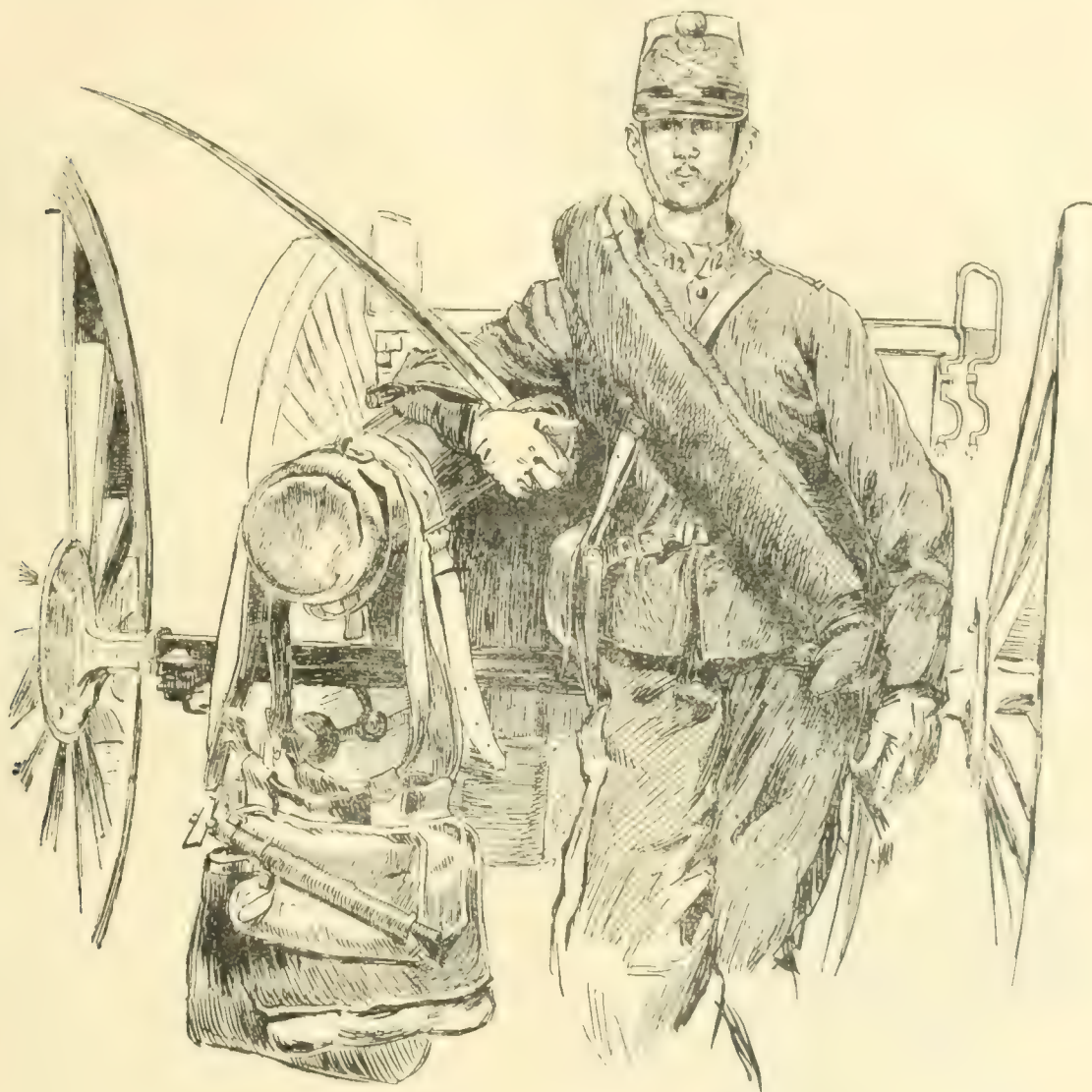
Le Gouvernement s'était borné à suivre l'impulsion de la majorité. Il ne sut pas ou ne voulut pas davantage s'opposer à la réduction des dépenses militaires.

Au total, nos dépenses de guerre, qui, dans la période de 1872 à 1895, avaient été égales à celles de l'Allemagne, ne représentent plus que les deux tiers de celles-ci pour la période de 1896 à 1912.

LE GRAND MALAISE
DE L'ARMÉE Plus grave encore fut le dommage moral. L'affaire Dreyfus elle-même n'avait que troublé l'armée ; il en fut tout autrement de la politique née de l'Affaire.

Un ministre de la Guerre, le général André, ministre de juin 1900 à novembre 1904, crut pouvoir utiliser, pour noter et classer les officiers, des renseignements recueillis par un organe occulte : les « fiches ». Un régime de délation et de suspicion s'établit, qui empoisonna l'atmosphère morale des garnisons et des régiments. Le mal s'aggrava quand on crut constater que le ministre se laissait guider,

dans le choix des officiers généraux et des chefs de corps, moins par la considération des mérites militaires que par un esprit de coterie.



ARTILLEUR. — ARTILLERIE DE CAMPAGNE
(D'après un dessin d'Ed. Detaille).

Sous l'empire de ces préoccupations extra-militaires, il arriva que, dans un grand nombre de régiments, sauf, d'une façon générale, dans les corps d'armée de la frontière, les questions d'instruction et de préparation à la guerre passèrent au second plan. Une idée admirable, idée qui n'était pas nouvelle, car il serait facile

de démontrer par des exemples qu'elle avait inspiré la conduite de plus d'un chef, même avant la Révolution, mais qu'avait exposée brillamment le capitaine Lyautey dans un article fameux de la *Revue des Deux Mondes*, celle du « Rôle social de l'officier », fut exploitée et déformée par des chefs moins soucieux de la comprendre que de flatter les tendances pacifistes à la mode. La préparation du soldat à ses fonctions de citoyen, voire même au métier qu'il exercera dans la vie civile, parut être, dans certains corps, le but principal des années de service militaire.

Loin de ramener à l'armée les sympathies de ceux qui l'attaquaient, ces prétendues innovations, conférences morales, cours professionnels, conférences agri-

coles, coopératives, etc., contribuèrent au progrès de l'antimilitarisme. D'une part, les officiers qui en étaient chargés, mal préparés à ces travaux extra-militaires, ne surent pas toujours éviter l'insuffisance ou le ridicule ; d'autre part, par un raisonnement simpliste, les partisans de la réduction indéfinie du service militaire en tirèrent argument en faveur de leur thèse, et en conclurent que le temps de service était encore trop long, puisque l'instruction proprement militaire ne suffisait pas à le remplir.

Il faut signaler enfin, parmi les causes du malaise moral de l'armée, la multiplication des conflits sociaux dans cette période troublée. Ils amenèrent le gouvernement à utiliser de plus en plus fréquemment la troupe pour le maintien de l'ordre. Dans certaines régions industrielles, telles que le Nord de la France, il arriva que certaines unités passèrent la



CLAIRON DE CHASSEURS ALPINS (1896)

(D'après une aquarelle d'Ed. Detaille).

moitié de l'année à ce service d'ordre dans les grèves. Néfaste pour l'instruction,

cet emploi de la troupe ne l'était pas moins pour la popularité de l'armée, qu'il opposait aux masses populaires.

Sous ces influences diverses, hostilité avouée d'une partie de l'opinion bourgeoise et populaire, méfiance du Gouvernement, faiblesse du commandement, incertitude sur les directions à suivre, un profond découragement qui, à la longue, eût pu détendre tout ressort, se répandit dans les cadres.

Matériellement et moralement, la politique avait affaibli l'armée et compromis l'œuvre du quart de siècle précédent. Il fallut bien le reconnaître en 1905, lors de l'affaire de Tanger : ni le ministre, ni le Parlement ne jugèrent le pays capable de soutenir la guerre, qu'eût justifiée alors « une humiliation sans précédent ».

La leçon pourtant ne porta pas : pendant quelques années encore, la politique allait continuer, quoique moins ouvertement, son œuvre destructrice.

L A MARINE Moins mêlée à la vie nationale, la marine subit, elle aussi, plus indirectement toutefois, l'influence fâcheuse de la politique.

Le second Empire avait légué à la troisième République une flotte de premier ordre, transformée par les inventions ou adaptations ingénieuses de Dupuy de Lôme, supérieure à celle de toutes les puissances, l'Angleterre exceptée, capable même d'inquiéter cette dernière.

Nous y trouvons, par exemple, 28 cuirassés de haute mer de plus de 3 000 tonnes, c'est-à-dire presque autant que l'Allemagne, l'Italie, la Russie, l'Autriche, l'Espagne et la Turquie en réunissaient ensemble. Cette flotte n'avait pas souffert de la guerre, non qu'elle fût restée inemployée, car elle nous avait assuré le libre usage de la mer, mais parce que la flotte allemande, trop inférieure en nombre, avait évité le combat.

Au lendemain de notre défaite, l'attention du public, comme celle du Gouvernement, accaparée par la reconstitution de nos forces de terre, se détournait de nos forces de mer, dont la supériorité paraissait bien établie et était jugée, d'ailleurs, à la lumière des événements de 1870, d'utilité secondaire. Le ministre de la Marine lui-même déclarait à l'Assemblée nationale que « la marine devait se sacrifier sur l'autel de la patrie ».

C'était oublier qu'une marine qui ne progresse pas est une marine qui déchoit. D'une part, en effet, le développement des marines concurrentes modifie les positions relatives des forces adverses ; d'autre part, les progrès continus de la science et de l'industrie ont tôt fait de démoder le matériel qui ne s'adapte pas à ces progrès. Or, la période qui commence en 1870 allait précisément être celle de la naissance

ou du développement formidable de puissantes marines de guerre, et la France, qui jusque-là ne se préoccupait que de la flotte anglaise, avait désormais à compter avec celles de l'Allemagne, de l'Italie, de l'Autriche et de la Russie, — sans parler de celles du Japon et des États-Unis.

En même temps, si la technique ne subissait pas une révolution comparable à celle produite, dans la période précédente, par le remplacement de la navigation à voile par la navigation à vapeur, l'invention des canons rayés et des obus, l'apparition des cuirassements, les progrès furent néanmoins considérables et se succédèrent très rapidement. Il fallait, en 1873, renoncer définitivement aux navires en bois ; le perfectionnement des appareils moteurs, chaudières et turbines, et surtout l'utilisation du pétrole permettaient d'atteindre une vitesse presque double ; l'accroissement de la puissance était plus considérable encore grâce à l'adoption des canons en acier, puis des poudres colloïdales, de la douille métallique, condition de l'artillerie à tir rapide, enfin d'obus en acier spécial d'une force de pénétration supérieure ; même des armes nouvelles apparaissaient : la torpille automobile, le sous-marin, l'avion...

Fallait-il cuirasser complètement les navires, au risque d'accroître au delà de toute limite leur tonnage et leur prix de revient, ou réduire le cuirassement, au risque de les rendre plus vulnérables, mais en augmentant le nombre et le calibre de leurs pièces d'artillerie ? Ne pouvait-on se borner à protéger leurs œuvres vives ? Devait-on installer les grosses pièces d'artillerie dans des tourelles cuirassées ? Même était-il sage de s'obstiner à construire ces forts flottants si coûteux, qu'un obus heureux ou une torpille suffirait à anéantir en quelques secondes ?... Telles étaient quelques-unes des questions que posaient ces progrès techniques, tout au moins jusqu'à ce que l'invention d'aciers spéciaux eût permis de généraliser le cuirassement sans dépasser des déplacements inadmissibles...

Ces questions n'étaient pas encore résolues quand la recherche de la vitesse amena à construire un nouveau type de bâtiments : les croiseurs-cuirassés. Ces bâtiments, plus légers, plus rapides, moins coûteux, capables d'échapper par la vitesse à des adversaires plus puissants, n'allaient-ils pas ravir aux cuirassés l'empire des mers ?... Bientôt même certains esprits hardis se demandèrent, devant l'amélioration continue de la torpille, si celle-ci, ce « microbe », n'aurait pas raison des « mastodontes »... Ce fut ensuite au tour des sous-marins d'hériter de cet engouement, lorsque les travaux des ingénieurs français, notamment de M. Laubeuf, eurent mis au point cette invention française.

Si ces discussions étaient restées localisées aux milieux compétents, si elles

avaient seulement mis aux prises les marins de la « jeune école » et ceux de l'ancienne, elles auraient été un utile élément de progrès. Mais, en passant dans les cercles politiques, privées du soutien d'une opinion publique instruite des questions maritimes et y portant un intérêt réel, elles ne servirent qu'à approvisionner d'arguments les partis adverses, et furent tour à tour une cause de gaspillage et de paralysie. « La foi au torpilleur » parut à certaines heures une condition et une forme du « loyalisme républicain », de même que « la persistance à croire des escadres de combat nécessaires » parut longtemps associée aux « tendances réactionnaires en matière gouvernementale » (Tramond) !

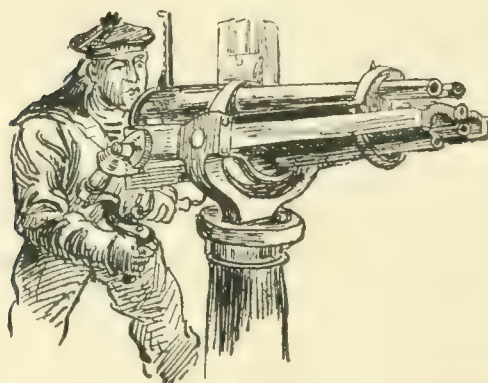
L'instabilité des ministres de la Marine (on en compta jusqu'à quatorze en onze ans), l'incompétence notoire de quelques-uns d'entre eux, l'illusion, toujours chère aux parlementaires, d'une marine défensive et d'une marine au rabais, empêchèrent presque toujours notre flotte de tirer à temps bénéfice de ces discussions d'idées si brillamment menées par nos marins. A trois reprises, en 1897 au moment de Fachoda, en 1905 lors de l'alerte de Tanger, en 1907 après la catastrophe du cuirassé *Iéna*, on dut constater que notre marine n'était pas en état de faire face aux éventualités possibles.

En vain, après le rapport remarquable de M. Étienne Lamy sur le budget de 1879, où des suggestions si justes étaient mêlées à tant d'idées fausses, des réformes avaient été apportées à l'administration ; en vain avait été créé, en 1897, ce foyer d'idées qu'est l'École supérieure de Marine ; en vain nos marins et nos ingénieurs se montraient, par leur activité intellectuelle et par leur sens traditionnel du devoir, dignes des meilleurs de leurs devanciers. Il avait fallu attendre 1901 pour obtenir le premier programme complet de constructions navales, et ce programme, à peine voté, avait été arrêté par l'arrivée d'un nouveau ministre. Pendant ce temps, l'Allemagne, nouvelle venue sur les océans, nous y devançait. Quand vinrent des ministres plus soucieux de donner à la France « la flotte de sa politique », de sa politique européenne, de sa politique coloniale et de sa politique mondiale, l'effort financier qui eût été nécessaire dépassait sans doute les possibilités de la France.

Nous aurons en 1914 une flotte bien commandée et bien entraînée, animée de la foi dans la nécessité du combat, groupée à cet effet en une armée navale unique. Mais cette flotte n'alignera que 4 « dreadnoughts » et 15 cuirassés plus anciens en face des 16 dreadnoughts, des 4 croiseurs de bataille et des 24 cuirassés anciens de l'Allemagne, et, par son tonnage total, elle sera passée au quatrième rang, après l'Angleterre, l'Allemagne et les États-Unis, très loin de la première bien entendu,

et même déjà loin de la seconde avec nos 640 000 tonnes contre les 920 000 de notre ennemie.

Parce que la continuité de vues avait manqué, et aussi parce qu'une opinion publique insuffisamment instruite et dirigée n'avait pas su prendre conscience de cette condition essentielle de la grandeur française, la France avait perdu son rang parmi les grandes puissances navales et l'indépendance de son action.





CHAPITRE II

LES EXPÉDITIONS COLONIALES

L'armée coloniale. — Tunisie et Sud-Algérien. — Tonkin. — L'Afrique noire. — Madagascar. — La conquête du Maroc.



Il fut aussi la continuité de vues et le soutien d'une opinion publique bien assise qui manquèrent d'abord à la constitution de notre empire colonial.

Un autre volume de cette histoire dira sous quelles influences, parmi quelles contradictions, à travers quels obstacles se développa l'idée coloniale ; comment, après dix années de recueillement, la France, à l'appel de Jules Ferry et de ses continuateurs, fut peu à peu amenée à planter son drapeau sur divers points du globe ; comment sa politique évolua, et, d'européenne qu'elle était presque uniquement jusque-là, devint une politique mondiale.

L'armée devait être la première à bénéficier de cette évolution. Perpétuellement tendue vers un but lointain, qu'elle avait le devoir de prévoir mais qu'il lui était interdit de désirer, la guerre avec l'Allemagne, elle eût pu se lasser ou se décourager. Les opérations coloniales, en donnant à son activité des buts plus immédiats, allaient entretenir en elle le feu sacré avec la foi en son utilité. Elles allaient être pour ses

cadres la meilleure école d'initiative et d'énergie. Elles allaient contribuer à la préserver de la politique et à maintenir l'esprit militaire. Elles allaient mettre en lumière et sortir du rang des chefs qui figureront parmi les meilleurs généraux de la Grande Guerre. Elles allaient lui fournir l'occasion d'accomplir, pendant ces années de paix, la plus glorieuse épopée.

L'ARMÉE COLONIALE Cette armée était pourtant mal préparée à cette guerre d'une forme très particulière, menée par delà les mers, sous les latitudes et les climats les plus divers. En dehors des troupes d'Afrique, elle n'avait que très peu de formations et de cadres spécialisés. Ces troupes coloniales se réduisaient, en 1870, à l'infanterie de marine, réorganisée en 1869 et comprenant quatre régiments, et au corps « d'artillerie de la marine et des colonies », l'un et l'autre relevant du ministre de la Marine. Ces régiments, aux traditions aussi anciennes que glorieuses, étaient plutôt des groupements administratifs de compagnies et de batteries (140 compagnies au total pour l'infanterie, 28 batteries pour l'artillerie) réparties dans les ports et dans les colonies. Ils étaient absolument incapables de faire face aux besoins d'une véritable expédition coloniale.

Dès qu'une entreprise lointaine de quelque importance s'imposait, c'est aux troupes de la métropole qu'elle devait être confiée. Il fallut vingt années de discussions pour nous donner, avec la loi du 7 juillet 1900, une véritable armée coloniale se suffisant à elle-même, dotée de son statut propre, et dont les rapports avec l'armée métropolitaine fussent nettement établis.

Troupes destinées à agir à terre, susceptibles, en cas de guerre européenne, d'être utilisées à côté de l'armée métropolitaine, obligées de recourir à celle-ci pour la constitution de leurs approvisionnements, pour leur matériel, pour leur recrutement, pour leur instruction, les troupes coloniales étaient enlevées au ministère de la Marine et rattachées à la Guerre. Elles conservaient néanmoins une certaine autonomie, en ce sens que leurs états-majors et la plupart de leurs services étaient rigoureusement spécialisés et que le passage des officiers de l'armée métropolitaine dans l'armée coloniale, ou réciproquement, était limité par des règles précises. Elles devaient se recruter par engagements et rengagements, aucun homme du contingent métropolitain en dehors des engagés volontaires ne pouvant être envoyé aux colonies sans son consentement. La légion étrangère, les bataillons d'infanterie légère d'Afrique et les régiments de tirailleurs algériens, sans être compris dans les troupes coloniales, pouvaient être appelés à coopérer au service colonial.

Le nombre des régiments d'infanterie, augmenté de quatre en 1890, était maintenant de douze, non compris de nombreuses formations européennes ou indigènes créées dans la plupart des colonies pour les besoins de la conquête ou de l'occupation : tirailleurs sénégalais, malgaches, indochinois, etc... ; celui des régiments d'artillerie était de deux, non compris les groupes formés des détachements d'artillerie en service aux colonies.

TUNISIE ET SUD-ALGÉRIEN

La première des expéditions coloniales de la troisième République, la conquête de la Tunisie, fut l'œuvre de l'armée métropolitaine. Elle s'exécuta presque sans coup férir.

C'est que, par une exception presque unique dans notre histoire coloniale, elle ne fut pas le résultat d'une improvisation hâtive : elle fut voulue par le gouvernement, longuement préparée, et, du premier coup, on y employa tout ce qu'il fallait.

Demandée depuis longtemps par notre consul, négociée avec l'Angleterre après le Congrès de Berlin, étudiée dès 1879 par le ministre de la Guerre, rendue nécessaire en 1881 par l'éventualité d'une action italienne, motivée par les incursions des Kroumirs à travers notre frontière, l'expédition se réduisit à une marche militaire avec quelques escarmouches. Un corps d'une trentaine de mille hommes, aux ordres du général Forgemol de Bostquénard, pacifia la zone frontière tandis que le général Bréart, débarquant à Bizerte en avril, marchait sur Tunis ; le 13 mai, il imposait au bey la signature du traité du Bardo qui établissait notre protectorat.

C'est alors que commencèrent les hésitations. Jules Ferry, qui avait eu le courage de forcer la décision des Chambres, crut devoir tenir compte de la proximité des élections ; en vue de désarmer les partis anticoloniaux on se résolut à rappeler la moitié du corps expéditionnaire. A ce moment, l'insurrection éclata dans le sud, où nos troupes n'avaient pas paru, et se propagea rapidement vers le nord. Il fallut organiser une nouvelle expédition avec des effectifs plus élevés, cinquante mille hommes qui furent prélevés sur quatre-vingt-quatre régiments de France, dans chacun desquels, afin de ne pas troubler la mobilisation,



GÉNÉRAL VINCENDON
D'après Ed. Lortie

on dut créer un bataillon de marche. Conduite par un chef énergique, le général Saussier, cette nouvelle expédition amenait en quelques jours l'occupation de la ville sainte de Kairouan et la cessation de la résistance, cependant que, dans le Sud oranais, une série de colonnes, qui mirent en lumière le général de Négrier, réprimaient le soulèvement des Ouled-Sidi-Cheick et de Bou-Amama.

Malheureusement la fièvre typhoïde avait sérieusement éprouvé les jeunes soldats envoyés de France en Tunisie. Ces pertes émurent à juste titre l'opinion publique dont les préjugés anticoloniaux, en dépit d'un succès rapide et complet, furent à peine ébranlés.

Mais, les nécessités l'emportant toujours sur les conceptions erronées, la répression de l'insurrection devait amener notre pénétration dans le Sahara.

Tandis que le Mzab était annexé et que le forage de puits artésiens redonnait la vie à l'oued Rhir, nos troupes furent poussées progressivement jusqu'à Ouargla et El-Goléa (1891). Sur la frontière marocaine nous occupions de même Aïn-Sefra et les abords de Figuig.

La rangée des oasis du Touat et de la Saoura, sur les confins du Maroc, était un refuge pour les bandits algériens et un centre de propagande antifranaïse. Le gouvernement chérifien, sur les conseils d'agents étrangers, tendait à affirmer sa souveraineté sur cette région. Il fallut faire les frais d'une expédition coûteuse (1899-1902), qui, après la prise d'In-Salah et quelques combats sérieux, amena la soumission du Tidikelt et du Gourara.

L'occupation de ces territoires fut réalisée économiquement par la création des compagnies sahariennes. Sauf de faibles cadres français, ces unités sont composées d'indigènes (Chambaa pour la plupart). Montées sur des méharis et vivant à la mode du pays, elles ont la mobilité nécessaire pour faire la police du désert.

En même temps le chemin de fer était poussé jusqu'à Colomb-Béchar, à sept cent cinquante kilomètres de la côte. C'était la première amorce du transsaharien.

La domination française s'asseyait ainsi peu à peu sur l'Afrique mineure.

TONKIN L'impopularité des expéditions coloniales paralysa de même longtemps notre action en Extrême-Orient. Ce n'est que par une série de coûteuses improvisations et en forçant en quelque sorte la volonté du pays que le cabinet Jules Ferry jeta les fondements de notre grande colonie d'Indochine.

Le voyage d'exploration de Doudart de Lagrée avait montré en 1868 l'importance du Song-Coï ou Fleuve rouge comme voie de pénétration en Chine. Quand,



AU TONKIN (1885) (D'après A. de Neuville).

en 1873, les opérations du négociant Jean Dupuis, qui utilisait cette voie fluviale, amenèrent des difficultés avec les mandarins chinois, le gouverneur de Cochinchine y envoya un des explorateurs de 1868, le lieutenant de vaisseau Francis Garnier, avec 7 officiers, 175 marins et 2 canonnières. Celui-ci jugea de l'intérêt de la France de prendre parti pour Dupuis. Sa petite troupe fit des merveilles : en quinze jours, elle conquérait tout le delta ; Hanoï, défendue par 7 000 hommes, était prise d'assaut par cette poignée de Français. Mais, Francis Garnier ayant été tué sous les murs d'Hanoï dans une sortie contre des bandes chinoises hostiles, les Pavillons Noirs, nous évacuâmes le Tonkin en 1874.

Imputée à faiblesse, notre attitude conciliante n'avait eu pour effet que d'aggraver l'hostilité du gouvernement annamite et de la Chine, sa suzeraine. En 1882, nous avons dû envoyer à Hanoï le capitaine de frégate Rivière pour faire respecter les droits de nos nationaux ; ses instructions peuvent se résumer ainsi : « Évitez les coups de fusil. » En dépit de cette consigne, Rivière, avec ses 600 hommes, avait dû, renouvelant les exploits de Francis Garnier, s'emparer d'Hanoï et soumettre le delta. Puis, comme Garnier, il avait été tué dans un combat livré près d'Hanoï contre les Pavillons Noirs (avril 1883). Par sa mort, ce marin dilettante allait entraîner le gouvernement : « La question du Tonkin, comme il l'écrivait quinze jours avant de tomber au champ d'honneur, était bien forcée de marcher. »

Le gouvernement dirigea sur les côtes d'Annam une division navale aux ordres de l'amiral Courbet. Celui-ci eut tôt fait d'imposer par la force un traité de protectorat à la cour de Hué ; mais, au Tonkin, les affaires ne marchèrent pas aussi facilement. Bon gré, mal gré, nous nous trouvâmes engagés dans une guerre contre la Chine, qui, refusant de reconnaître le traité de Hué, soutenait les Pavillons Noirs, secrètement d'abord, ouvertement ensuite. Ce fut l'ère des tergiversations, que les partis qui refusaient les crédits appelaient ironiquement l'ère des petits paquets (1883-1884). Tandis qu'un corps expéditionnaire, porté progressivement de 2500 hommes à 9000 puis à 16 000, dégageait Hanoï, s'emparait de Sontai, de Bac-Ninh, d'Hong-Hoa, de Tuyen-Kouan, l'amiral Courbet conseillait de porter en Chine même des coups décisifs. Lorsqu'il reçut l'ordre d'agir, les deux principales escadres chinoises avaient pu se mettre à l'abri : il ne put que détruire, dans une opération d'une grande hardiesse sur la rivière Min, l'escadre de Fou-Tchéou, puis débarquer au nord de Formose pour prendre possession des mines de charbon.

Pendant ce temps, deux armées chinoises se concentraient aux abords du Tonkin. L'une, venant de Yun-Nam, attaquait Tuyen-Kouan, où une garnison de 600 hommes,

aux ordres de l'héroïque Dominé, soutint pendant l'hiver 1884-85 un siège épique qui rendit célèbre le sergent du génie Bobillot. L'autre, venant du Quang-Si, avait envahi la province de Lang-Son et progressait lentement vers le delta. Le gros du corps expéditionnaire marcha d'abord contre celle-ci à la fin de 1884.

Les opérations à terre étaient dirigées par le général Brière de Lisle, bon organisateur, dont le général de Négrier était l'épée. Une marche hardie, coupée de combats bien conduits, refoula les Chinois au delà de la Porte de Chine, faisant tomber Lang-Son entre nos mains.

Pendant que le gros de nos forces allait à marches forcées dégager Tuyen-Kouan en danger, Négrier, laissé en couverture face au Quang-Si, s'y vit assailli par toute l'armée de cette province qui avait été refoulée sans être anéantie. Une blessure l'ayant mis hors de combat, le commandement tomba dans des mains insuffisamment préparées à le recevoir : Lang-Son fut évacué dans des conditions pénibles et nos troupes ramenées sur leur base de départ (mars 1885).



LE TORPILLEUR « 46 » COULE LE TRANSPORT « FOU-PO »
(Fou-Té-tou).

Cet incident faillit avoir les pires conséquences : peu s'en fallut qu'à Paris l'opposition anti-coloniale ne profitât de cet incident malheureux pour imposer l'abandon du Tonkin.

Heureusement, pendant ces opérations qui, pour le gouvernement de Pékin, n'avaient qu'un intérêt secondaire, l'amiral Courbet, avec sa haute intelligence, avait trouvé le point sensible. Le blocus de l'entrée du golfe de Petchili empêchait l'arrivée du riz dans toute la région nord de l'empire et décidait la Chine à renoncer à sa suzeraineté sur l'Annam. Jules Ferry avait conclu, avant de tomber du ministère, le traité qui reconnaissait notre protectorat sur l'Annam et le Tonkin. Notre grande colonie d'Indochine était fondée, mais jusqu'à la dernière minute c'était malgré une puissante opposition que ce premier résultat avait pu être obtenu.

Après quelques mois d'une lutte très dure en Annam et au Tonkin, la période

de conquête put être considérée comme close. Restait à pacifier, à organiser et à limiter la nouvelle colonie, malgré la résistance acharnée des bandes chinoises et des rebelles annamites. Cette tâche particulièrement ingrate, qui dura une dizaine d'années, devait mettre en lumière les brillantes qualités de chefs militaires parmi lesquels on pouvait déjà remarquer, à côté du général Servières et du général Pennequin, le colonel Galliéni. Facilitée par une habile entente avec la Chine, elle devait se couronner, en 1898, par le traité conclu par le ministère Méline, traité qui donnait à l'Indochine la magnifique frontière s'étendant de la mer jusqu'au Mékong et qui assure à la France les plus sérieuses garanties.

L'AFRIQUE NOIRE La France avait fait à l'amiral Courbet, mort de fatigue dans les mers de Chine, des funérailles triomphales. Elle n'était cependant pas convaincue encore. Pour l'amener à croire à son rôle colonial, il faudra les campagnes d'opinion persévérantes de ceux qui avaient été les collaborateurs et les amis de Jules Ferry, et, au premier rang d'entre eux, de M. Étienne, le premier sous-secrétaire d'État aux Colonies, et de M. Gabriel Hanotaux, qui, comme ministre des Affaires étrangères, donna un si puissant appui aux entreprises coloniales et les fit entrer dans un vaste cadre de réalisations diplomatiques. Il faudra surtout le succès de la geste épique accomplie en Afrique par nos officiers, nouveaux conquistadors, qui, en trente ans, allaient nous donner le plus vaste empire que la France ait jamais possédé, et, en même temps, ouvrir un continent à la civilisation.

On ne peut malheureusement qu'esquisser ici les grandes lignes de cette magnifique épopée. Le précurseur, l'initiateur, celui qui montra la route, ce fut ce Faidherbe à qui les événements n'ont sans doute pas permis, en 1870, de donner toute sa mesure. Gouverneur du Sénégal presque sans interruption de 1854 à 1865, il avait eu à lutter contre les Maures, puis contre les noirs soulevés par le prophète musulman El-Hadj-Omar, et avait fondé Dakar, future capitale de notre Afrique occidentale. Faidherbe avait indiqué le but, expérimenté la méthode, créé les moyens.

Le but, c'était d'ouvrir la voie à notre commerce et à notre influence vers le Soudan et le bassin du Niger, régions dépeuplées par la tyrannie esclavagiste mais jadis florissantes. La méthode, c'était la protection des populations indigènes contre les exactions des marchands d'esclaves et des tyrans locaux, souvent étrangers au pays, puis l'adaptation progressive des noirs à la civilisation compatible avec leurs mœurs et leur développement intellectuel. Le moyen, c'était « la force noire elle-

même », les contingents levés par engagements volontaires dans une population naturellement disciplinée et qu'il suffira d'encadrer par des blancs.

Rarement la puissance d'une idée juste a été plus frappante qu'ici. Reprise par des chefs dressés à la même école, celle de la grande tradition française d'un Dupleix et d'un Desaix, fécondée par l'héroïsme de nos soldats et de nos explorateurs, elle triomphera des difficultés accumulées par la nature, de l'hostilité des nations rivales ou jalouses, des hésitations de nos gouvernants.

Le colonel Brière de Lisle, dont nous avons dit déjà les grandes qualités d'organisateur, nommé gouverneur du Sénégal en 1876, donna suite aux projets de Faidherbe. Chaque année, des colonnes remontent vers le Niger. Successivement, de 1881 à 1893, Borgnis-Desbordes, Frey, Galliéni, Archinard, suivis de très loin par la voie ferrée, se lancent avec quelques centaines d'hommes, tirailleurs sénégalais pour la plupart, contre les empires noirs établis par les chefs remarquables qu'étaient Mahmadou Lamine, Ahmadou, fils d'El-Hadj-Omar, et Samory, enlèvent d'assaut leurs « tatas », libèrent les populations terrifiées, refoulent leurs oppresseurs, ce pendant que d'autres officiers, le colonel Monteil de Kayes à Tripoli, le capitaine Binger dans la boucle du Niger, dans la Côte d'Ivoire et dans le pays de Kong, reconnaissent, en de hardies et patientes explorations, les futures voies de pénétration.



SAVORGNAN DE BRAZZA
D'après un portrait de l'époque.

En décembre 1893, la flottille du Niger atteignait Tombouctou. L'un de ses officiers, l'enseigne de vaisseau Aube, ayant été massacré par les Touaregs, le colonel Bonnier dirigeait sur cette ville deux colonnes, dont l'une, qu'il commandait, était également massacrée, mais dont l'autre occupait Tombouctou. Le chef de cette dernière colonne se trouvait être, presque par hasard, un chef de bataillon du génie alors employé aux travaux du chemin de fer. Son nom, appelé à la plus haute gloire, entrait pour la première fois dans l'histoire : il s'appelait le commandant Joffre.

Cette même année, une expédition habilement préparée par la Marine et confiée au général Dodds, qui, cette fois, disposait de tous les moyens nécessaires,

quoiqu'il n'eût sous ses ordres que des tirailleurs sénégalais et des légionnaires, mettait à la raison un autre de nos adversaires noirs, le roi du Dahomey, Behanzin.

Plus au sud, vers l'Équateur, sur la rive droite du Congo, une œuvre analogue était accomplie, avec des moyens plus faibles encore, par un jeune officier de marine d'origine italienne naturalisé français, Savorgnan de Brazza, qui, de 1880 à 1885, avait créé notre colonie du Congo.

Un moment, vers 1893, le Gouvernement, comme effrayé de ces succès militaires qui l'entraînaient, essaya d'y mettre un frein. Mais la nomination d'un gou-



COMBAT DU COMMANDANT GALLIÉNI DANS LES RUINES DE GAO

verneur civil du Soudan, la réduction des crédits et les instructions les plus lénitives ne pouvaient avoir raison de la force d'expansion contenue dans l'idée de Faidherbe. On revint bientôt aux méthodes qui avaient fait leurs preuves. Encouragées par l'esprit nouveau qui animait enfin les conseils du gouvernement — et dont la carte fameuse de M. Gabriel Hanotaux est la preuve — les opérations militaires prirent alors un caractère décisif.

Tandis que le colonel de Trentinian réorganisait le Soudan, le colonel Audéoud, en 1898, enlevait avec 1 200 hommes Sikasso, que défendaient 10 000 Sofas bien armés. Quelques mois plus tard, un jeune capitaine, qui semblait porter la victoire avec lui, le capitaine Gouraud, fonçait sur le camp de Samory avec 200 tirailleurs,

et ce détachement, « sans un coup de fusil, par son audace et ses adroites dispositions » (Mangin), capturait vivant notre vieil ennemi.

Presque à la même date se dénouait sur le Nil un drame qui, pour se terminer moins heureusement, n'était pas moins glorieux pour notre armée coloniale. En 1896, reprenant un projet qui se rattachait à la conception générale africaine, un jeune officier que ses explorations antérieures avaient fait connaître pour sa ténacité et pour son influence sur les indigènes,

le capitaine Marchand, avait obtenu du cabinet Bourgeois la mission de chercher les voies rattachant notre colonie du Congo à l'Abysinie et de planter notre drapeau sur le Haut Nil reconnu *res nullius* par les négociateurs

anglais. Il n'emmenait, pour cette traversée de l'Afrique, que 200 hommes dont 9 officiers, parmi lesquels nous devons citer au moins l'ami très cher qui devait écrire cette histoire, le futur général Mangin. Partie de Brazzaville en janvier 1897, la mission Marchand remontait l'Oubangui, plaçait sous notre protectorat les petits royaumes noirs de la région, et, après une marche des plus difficiles à travers les trois cents kilomètres de marais du Bahr El-Ghazal, atteignait le 10 juillet 1898 le Haut Nil à Fachoda. Quelques semaines plus tard, une expédition anglaise y parvenait à son tour en remontant le Nil et déniait à Marchand le droit d'y maintenir le drapeau français. Le conflit était un de



TIRAILLEUR SÉNÉGALAIS (1900)



TIRAILLEUR SÉNÉGALAIS (1890)

ceux que l'épopée africaine avait déjà vus naître. Il coïncidait avec les négociations qui aboutissaient en ce moment même à la grande convention du 14 juin 1898

signée par M. Hanotaux et par laquelle l'Angleterre reconnaissait à la France toute l'Afrique du Nord-Ouest englobant le Congo et le lac Tchad jusqu'à la Méditerranée. L'incident de Fachoda eût été réglé sans doute dans le même esprit si le cabinet Méline, qui avait mené à bonne fin la première partie des négociations, avait pu les achever. Il n'en fut pas ainsi. Pendant quelques mois, les deux nations s'affrontèrent ; mais l'Angleterre affirmait sa volonté de guerre en cas de résistance. L'enjeu se réduisait à la possession des marais du Bahr-El-Ghazal. Cela valait-il un conflit armé ? On céda.

Au moins nous pouvions, grâce à la convention de juin 1898, nous établir sur le Tchad et y réaliser l'union « entre les trois Afriques françaises » (Mangin). Le lieutenant de vaisseau Mizon l'avait essayé jadis en partant du Niger. Il s'était heurté au puissant sultan esclavagiste Rabah. En 1899, le lieutenant de vaisseau Bretonnet était massacré par ce même Rabah, comme l'avait été précédemment l'explorateur Crampel. Enfin, en 1901, trois colonnes convergentes, la mission Foureau-Lamy, venue d'Algérie à travers le Sahara, la mission Voulet-Chanoine, devenue la mission Joalland-Meynier après un drame mystérieux et terrible, partie du Soudan, la mission Gentil, partie du Congo, se rejoignaient au Tchad, y livraient à Koussouri, sous les ordres du commandant Lamy, une bataille au cours de laquelle Rabah était tué et ses forces dispersées.

Il ne restait plus qu'à nous imposer aux Touaregs d'une part, aux Senoussis d'autre part. Ce sera l'œuvre d'un Largeau, d'un Moll, qui y trouvera la mort, d'un Pein, d'un Laperrine et de vingt autres, dans les dix années qui suivront.

L'œuvre est aujourd'hui achevée : l'immense empire africain ne connaît plus que les pacifiques conquêtes du rail ou de l'automobile. Cette œuvre est de celles qui provoqueront non seulement l'admiration mais l'étonnement des générations futures par la disproportion entre la médiocrité des moyens et l'énormité des résultats. On ne saurait proclamer trop haut qu'entreprise et soutenue par quelques personnalités résolues et clairvoyantes, elle est dans son admirable réalisation le fruit du courage et de la persévérance de nos officiers.

MADAGASCAR

La conquête de Madagascar fut réalisée en 1895. L'expédition que les Chambres votèrent après un débat soutenu par M. Hanotaux, ministre des Affaires étrangères (1), complétait le cycle et, selon la tradition laissée par Richelieu, réintégrait la politique française dans l'océan Indien.

(1) V. G. HANOTAUX, *L'Affaire de Madagascar*, Flammarion, in-12.

Au lieu d'adopter un système souple de groupes mixtes tirés en majorité des troupes indigènes, le ministère de la Guerre crut devoir constituer une division du type classique comprenant deux brigades, l'une coloniale, l'autre métropolitaine. Dans les rangs de celle-ci le 200^e d'infanterie, le 40^e chasseurs à pied, des unités d'artillerie et du génie composées d'hommes venant de tous les corps de France fournirent un lourd tribut au paludisme. Au lieu d'un convoi léger d'animaux de bât, on crut préférable d'adopter des voitures métalliques exigeant la construction d'une route.

Quoique confiée à un chef énergique, le général Duchesne, l'expédition ne tarda pas à souffrir de ces erreurs : lenteurs et difficultés de débarquement du matériel, retards dus à l'établissement de la route, mortalité très forte, qui atteindra, pour la campagne, près de 50 pour 100 des troupes venues d'Europe.

Les Hovas ne nous opposèrent qu'une résistance insignifiante. Il s'en fallut de peu néanmoins que les puissants alliés sur lesquels ils comptaient, « le général la Fièvre » et « le général la Forêt », nous obligeassent à rebrousser chemin. Le corps expéditionnaire, dont l'avant-garde avait commencé à débarquer le 1^{er} mars, était encore, au milieu de septembre, à deux cents kilomètres de Tananarive. S'il continuait à marcher à l'allure de la construction de la route, la saison des chaleurs et des pluies ne tarderait pas à l'arrêter. Mais, dans ce cas, le gouvernement et l'opinion publique consentiraient-ils à une seconde campagne ?

Le général Duchesne prit une décision énergique : laissant sur place tout son convoi, il constitua une « colonne volante » de 4 000 combattants, 12 canons et 3 000 mulets avec 22 jours de vivres, et se lança sur Tananarive, non sans avoir interdit qu'on lui transmitt, pendant sa marche, aucune communication venant de France, tant il craignait le contre-ordre qui l'eût arrêté en cours de route. Le 29 septembre il était devant Tananarive. Quelques obus heureux en décidèrent la capitulation. Les pertes, trop considérables, résultèrent surtout de la maladie et du climat. Il n'y eut que 14 tués.

Trompé par la facilité de la conquête, le nouveau ministère crut pouvoir nommer immédiatement un gouverneur civil. Six mois après, ce gouverneur, sans prestige et inapte à l'emploi de la force, était aux prises avec une insurrection redoutable. Le cabinet Méline eut le courage de revenir sur les décisions du précédent gouvernement : il décréta l'annexion pure et simple de la grande île africaine et envoya comme gouverneur le général Galliéni. Fort de son expérience du Soudan et du Tonkin, le général allait, en moins d'un an, par l'application des mêmes principes, la « politique des races » et la « tache d'huile », pacifier définitivement

vement le nord et le centre de Madagascar, dont le colonel Lyautey, nommé commandant du Sud, acheva la pacification de 1900 à 1902.

LA CONQUÊTE DU MAROC La sécurité et le développement de nos possessions nord-africaines rendaient depuis longtemps inévitable l'établissement de notre influence au Maroc.

Certains hommes politiques, et sans doute aussi une partie du Gouvernement, se berçaient de l'illusion d'une « pénétration pacifique ». C'était ne pas connaître la mentalité musulmane. Notre autorité ne pouvait s'établir que par la force. Ici encore, nos soldats avaient à conquérir avant de pacifier.

Il est trop tôt pour conter l'histoire d'une conquête qui s'achève progressivement. Du moins devons-nous en indiquer sommairement les grandes lignes et marquer la part des premiers ouvriers.

Occupé par des tribus en partie soumises au sultan, en partie indépendantes, le « bled maghzen » et le « bled siba », le Maroc exigera deux séries d'opérations destinées, les unes à faire reconnaître notre protectorat par le sultan, les autres à imposer notre autorité et celle du sultan aux tribus dissidentes. Les principales villes et, d'une façon générale, le « bled maghzen » étant situés à l'ouest du Maroc, il ne pouvait être question d'entamer notre action en partant de la frontière algérienne comme unique base : les opérations se dérouleront donc à la fois dans le Maroc oriental et dans le Maroc occidental, et les deux théâtres ne seront réunis qu'en mai 1914. Enfin l'état social de l'empire chérifien étant différent dans le nord, où l'on trouve une poussière de tribus sans lien permanent, et dans le sud, où s'est établie une sorte de féodalité partageant l'autorité entre quelques grands caïds, ces « Seigneurs de l'Atlas » dont J. et J. Tharaud nous ont donné une peinture saisissante, la politique, qui, dans une guerre coloniale, tient une place aussi importante que les opérations militaires proprement dites, devra s'adapter à cette diversité.

L'instrument de cette politique est le *Service des renseignements*, descendant de ces bureaux arabes dont nous avons dit précédemment la naissance et les services éminents. Chaque fois que le commandement des troupes aux échelons subordonnés et le Service des renseignements surent marcher la main dans la main, la conquête et la pacification en furent puissamment aidées.

De 1903 à 1907, tandis que le général Lyautey travaille à renforcer notre autorité dans le Sud Oranais, nous essayons d'établir notre influence au Maroc par des moyens purement diplomatiques et politiques. On sait comment cette action sert

de prétexte à une manifestation belliqueuse de l'empereur d'Allemagne et motiva la réunion de la conférence d'Algésiras, où furent réglés, du point de vue européen, nos droits sur le Maroc.

L'assassinat d'un docteur établi à Marrakech et le massacre de neuf ouvriers européens employés aux travaux du port de Casablanca provoquèrent en 1907 les débuts de l'action militaire. A l'est, nous occupons Oudjda ; à l'ouest le général



CHIEFS ARABES VENANT DEMANDER L'AMAN (MAROC, 1913).

Drude débarque à Casablanca, mais, n'ayant que des forces insuffisantes et des instructions imprécises, il doit se borner à dégager les abords immédiats de la ville.

Au commencement de 1908 le général d'Amade arrive avec des renforts importants et une plus grande liberté d'allure. Par une série d'actions rapides et imprévues et par une politique avisée, il soumet les tribus soulevées, refoule les mehallas de Mouley-Hafid et, en moins d'une année, assure d'une façon remarquable la pacification de la Chaouïa.

Pendant deux ans cette province jouira d'une sécurité parfaite et, en 1911, lorsque les événements de Fez nécessiteront la marche victorieuse sur cette capitale, elle offrira aux troupes du général Moinier, comme en 1912 à celles du général

Lyautey, une base inébranlable fournissant approvisionnements, moyens de transports et même combattants.

On verra dans une autre partie de cet ouvrage les événements qui provoquèrent la mission à Fez de M. Regnault, notre ministre à Tanger, l'institution de notre protectorat sur le Maroc. Les émeutes sanglantes de Fez en furent la conséquence.

Nommé Commissaire résident général de France au Maroc en avril 1912, le général Lyautey trouve, en débarquant, une situation des plus critiques. Si la Chaouïa et la banlieue de Rabat restent calmes et pacifiées, c'est, partout ailleurs, le désordre et l'anarchie. Une dissidence furieuse et sans cesse renforcée, provoquée par la sédition des troupes chérifiennes, secoue l'intérieur. La ligne d'étapes de Fez, jalonnée par des postes très en l'air et sans action lointaine, n'offre qu'un mince couloir de sécurité qui se rétrécit chaque jour davantage ; à Fez même, autour d'un Maghzen impuissant et hostile, nos troupes résistent péniblement à l'assaut des tribus berbères fanatisées qui enserrent la ville. Le 24 mai, le lendemain même de l'arrivée à Fez du résident général, l'investissement est à ce point resserré que des balles atteignent le Quartier général.

Dans une pareille situation, il n'y a rien à attendre de la politique qui ne trouverait du reste aucun point d'appui. Il faut frapper vite et fort pour donner de l'air à la ville et rétablir le prestige de nos armes. Le 1^{er} juin, une action énergiquement conduite par le colonel Gouraud inflige une sanglante leçon aux forces assiégeantes et dégage les abords immédiats de Fez. L'horizon ainsi élargi, le général Lyautey peut, dès le 10 juin, exposer au gouvernement les grandes lignes d'un programme d'ensemble se résumant comme suit : « Se limiter jusqu'à nouvel ordre aux régions occupées (comprenant : la Chaouïa et ses abords, la zone de Rabat-Fez limitée au nord à la frontière espagnole et, au sud, au pays Zaïan) mais en assurer d'une façon absolue la sécurité et l'organisation politique, sociale et économique. Neutraliser par tous les moyens possibles toutes les autres régions extérieures. »

La réalisation de ce programme est poussée activement par des chefs de région investis à la fois de pouvoirs militaires, politiques et administratifs et agissant en complète indépendance dans le cadre des directives tracées par le général Lyautey. Dans la région de Fez, le général Gouraud recherche et disloque tous les groupements hostiles par des opérations de plus en plus lointaines. Même action dans la région de Meknès où le général Dalbiez parvient à établir sa couverture très au sud de la ville et à restaurer l'autorité locale et celle du Maghzen. Dans les régions extérieures, où il ne peut être question d'intervenir militairement, la neutralisation est recherchée par l'appui donné aux grands caïds locaux (El Glaoui à Marrakech,

Anflous à Mogador), et par la création d'une sorte de glacis politique où des intérêts solidaires soigneusement entretenus offrent des garanties suffisantes de paix.

Mais il faut compter avec les renversements subits de situation politique provoqués par de puissantes ambitions extérieures et avec la turbulence des tribus berbères que ne saurait calmer l'avènement du nouveau sultan Mouley-Youssef. Des à-coups se produisent avant la fin de 1912 qui nécessitent, contrairement aux vues du général Lyautey, des interventions militaires dans les zones dites extérieures. Dans le sud du Maroc, un prétendant, El-Hiba, fils de notre vieil adversaire saharien Ma-El-Aïnin, soulève le Sous, franchit le Grand Atlas et s'empare de Marrakech, que ne peuvent défendre les grands caïds inféodés à notre cause. Une action de force s'impose. Elle est confiée au colonel Mangin qui, à marches forcées, s'élance vers Marrakech où il pénètre le 7 septembre après avoir écrasé, dans la plaine de Sidi-Bou-Othman, les bandes d'El-Hiba. Aux confins de la Chaouïa et de la région de Rabat, les tribus anarchiques du Tadla et des Zaërs ne cessent d'inquiéter nos lignes de communications. D'octobre à décembre, les opérations du général Blondlat et du colonel Gueydon de Dives parviennent à consolider notre front dans ces directions dangereuses. Enfin, dernier à-coup, dans la région de Mogador la félonie du caïd Anflous met en péril nos faibles forces de couverture. Le général Franchet d'Esperey, qui exerce le commandement en chef en l'absence du résident général, organise rapidement les colonnes de secours et parvient à dégager les forces françaises assiégées dans Dar-El-Cadi et à pacifier la région sud de Mogador. Cette opération met un terme à la campagne de 1912. Comme on le voit, notre action militaire, au cours de cette année, a été surtout dictée par un souci de sécurité. Pas de plan de campagne établi longtemps à l'avance, mais des offensives vigoureuses commandées par les opportunités sans cesse changeantes de la politique dans les zones extérieures.

Avec l'année 1913 va s'ouvrir une campagne de consolidation dans les limites de notre occupation jalonnée par la crête nord du Grand Atlas (front sud), la limite ouest du Tadla (front Chaouïa) et la limite Zaïan (front lignes d'étapes). Sur le front sud, le général Brulard, par une habile politique, renforce l'autorité et le prestige des caïds qui assurent, par leurs propres moyens, la sécurité sur le Grand Atlas et font échec dans le Sous aux menées d'El-Hiba (occupation d'Agadir). Sur le front Chaouïa, devant le danger que fait courir à notre occupation le voisinage du foyer de dissidence du Tadla, le colonel Mangin entreprend une série d'actions offensives marquées par de rudes combats, qui font éprouver à l'adversaire la vigueur de nos coups et amènent l'occupation de la région com-

prise entre l'Oum-Er-Rebia et l'oued Grou. Sur le front lignes d'étapes, le général Blondlat achève la pénétration politique des Zaërs et des Zemmours, tribus berbères fixées à la lisière des plaines du Maroc occidental, cependant que le colonel Henrys dégage, de mars à juin, la région sud de Meknès un instant menacée par la rébellion des Beni-Mtir. Au Maroc occidental enfin, les troupes du général Alix qui, en 1912, ont obtenu l'autorisation de franchir la Moulouya, élargissent la tête de pont créée sur la rive gauche de cette rivière et s'avancent profondément dans le couloir de Taza, préparant ainsi la future liaison.

De tels succès assurent, dans les derniers mois de 1913, la pacification complète des territoires ramenés dans l'obédience du Maghzen. Mais tous les dangers ne sont pas écartés, car des foyers de trouble subsistent, inviolés et menaçants, sur les confins de notre occupation. C'est d'abord la région de Taza, dressée comme un mur entre les deux champs de notre activité militaire, puis le bloc Zaïan établi en courtine sur les lisières du Moyen et du Grand Atlas, et tout entier dans la main de notre plus farouche ennemi, Moha-ou-Hammou. Le premier foyer est supprimé par la jonction des colonnes d'Algérie (général Baumgarten) et du Maroc (général Gouraud) réalisée à Taza, le 17 mai 1914, après de durs combats livrés pour briser la résistance des Tsouls. Immédiatement après, le bloc Zaïan est entamé par trois colonnes concentriques coordonnées par le général Henrys. Après avoir bousculé les contingents de Moha-ou-Hammou, elles opèrent leur jonction à Khénifra, en plein cœur du pays Zaïan.

La guerre d'Europe, déclarée le 2 août 1914, devait surprendre le gros des forces du Maroc aventuré loin de ses bases et en train de consolider les résultats acquis dans le couloir de Taza d'une part et sur la courtine des Zaïans d'autre part. Cette déclaration de guerre, selon le mot du général Lyautey, arrivait trois mois trop tard ou trois mois trop tôt. Trois mois trop tard parce que son éventualité nous eût empêchés d'entreprendre au printemps de 1914 des actions d'une aussi grande portée et nous eût maintenus dans les limites d'une occupation restreinte. Trois mois trop tôt parce que le programme entamé ne pouvait avoir de réalisation complète avant l'entrée de l'hiver. Mais l'Allemagne nous imposait sa guerre à son heure et cette heure était pour nous celle des pires difficultés.

Chacun comprend alors que le Maroc est un des enjeux de la grande partie qui va se jouer, mais aussi que son sort se décidera en Lorraine ; il importe, en conséquence, que nos forces de la métropole aient, dès le premier choc, leur puissance maximum. Le dilemme n'en est pas moins angoissant pour notre résident général qui reçoit l'ordre de renvoyer dans la métropole la majeure partie de ses

forces et de réduire l'occupation « aux principaux ports de la côte et, si possible, à la ligne de communications Khénifra-Meknès-Fez-Oudjda », en évacuant « tous les postes et marches avancés » et en ramenant à la côte les étrangers et les Français de l'intérieur.

Retraiter dans les conditions fixées par ces instructions alors que nos forces sont accrochées sur des fronts extrêmes, n'est-ce point courir le risque d'un soulèvement immédiat, et n'y a-t-il pas lieu de craindre que nos bataillons, pris dans ce remous, n'aient les plus grandes peines à se frayer un chemin jusqu'à la côte ? D'autre part, comment tenir à l'intérieur, avec des forces extrêmement réduites, dans le moment même où l'ennemi redouble d'agressivité sous la poussée d'influences extérieures ? Cependant le général Lyautey n'hésite pas. Il gardera « jusqu'au bout le



EN SENTINELLE SUR LA ROUTE DE TAZA (JANVIER 1914)

Maroc à la France, non seulement comme possession, comme gage acquis, mais comme réservoir de ressources de toutes sortes pour la métropole » et, pour ce faire, il décide, « non pas de se mettre à la côte en évacuant l'intérieur, mais, au contraire, d'évacuer la côte, de vider tout l'intérieur en poussant toutes les disponibilités à l'avant pour maintenir intacte l'armure extérieure ».

Cette conception hardie sauve le Maroc. Trente-sept bataillons, six batteries, une brigade de cavalerie, effort supérieur au maximum demandé, sont embarqués

en un mois pour la métropole. Il ne reste plus au général Lyautey que vingt-huit bataillons, renforcés seulement d'un appoint d'unités territoriales, pour mener et gagner cette bataille de la Grande Guerre qu'on a appelée à juste titre « la bataille du Maroc ». Bataille défensive certes, devant l'audace accrue des forces dissidentes que mènent des agitateurs indigènes à la solde de l'ennemi et que conduisent souvent des agents allemands. Mais bataille offensive aussi et de conquête nouvelle, pour en imposer à l'adversaire, sauver la face et ruiner les espérances que la propagande allemande met dans une révolte soudoyée du Maroc.

Dès la fin de 1914 l'ensemble des fronts est apaisé par les énergiques interventions du général Henrys qui a pris le commandement des fronts proprement actifs : (opérations du couloir de Fez en septembre, rétablissement en novembre de la situation à Khénifra après le grave échec du colonel Laverdure à El-Heri) et par l'habile et souple politique du colonel, depuis général de Lamothe à Marrakech qui, pendant toute la guerre, saura tenir le sud avec d'insignifiants moyens militaires et opposer aux agitations d'El-Hiba, dans le Sous, le plastron des grands caïds.

En 1915, 1916, 1917 et 1918, l'activité militaire se concentrera sur le front nord où la dissidence de la zone espagnole facilite les intrigues allemandes et sur le front du Moyen Atlas. Dans le nord, de brillantes opérations conduites par le colonel Aubert mettront définitivement fin aux agressions d'Abd-El-Malek, adversaire suscité, en zone espagnole, par les Allemands. Plus au sud, le couloir de Taza se trouvera dégagé par un investissement plus serré du bloc Beni-Ouarain, cependant qu'en juin 1917, sur le front berbère, le colonel Poëymirau percera « la besace » entre le bloc Beni-Ouarain et le bloc Zaïan, pénétrera en Haute-Moulouya et établira une communication directe par le col de Tarzeft entre Meknès et Boudenis.

A l'armistice, le but suprême tracé par le général Lyautey, « garder jusqu'au bout le Maroc à la France, » sera atteint. Ce sera même un Maroc agrandi et plus prospère que jamais que la France apportera comme gage à la Conférence de la paix. Certes, la tâche n'y est point finie. La dissidence tient encore ferme sur les sommets du Moyen Atlas et le front nord reste plein de menaces. Mais tous les espoirs ne sont-ils point permis avec les puissants moyens, libérés par la victoire, que le pays consacre désormais à la pacification définitive ?



CHAPITRE III

L'ÉVOLUTION DES IDÉES ET DU MATÉRIEL

L'École supérieure de Guerre. — Historiens et écrivains militaires. — Les transformations du matériel. — L'évolution des idées.



ÉTAIT-IL pas à craindre que l'armée eût payé d'un affaiblissement réel les bénéfices retirés par le pays de ces entreprises coloniales? Cette grande œuvre l'avait-elle détournée de sa tâche primordiale, la préparation de la défense nationale; ses cadres avaient-ils négligé le souci de leur développement intellectuel?

Il n'en fut heureusement rien. En même temps que le goût de l'action, le goût de l'étude se développait dans l'armée, l'un et l'autre la sauvant du découragement qu'aurait pu lui inspirer la diminution de l'esprit militaire dans la nation. Peu à peu disparurent les vieux types d'officiers « traîneurs de sabres » et « piliers de cercle ou de café » imaginés par les caricaturistes. Un nouveau type se forma. Rien n'est plus caractéristique, à ce point de vue, que le développement pris avant la guerre par certaines bibliothèques de garnison, et que la floraison des revues militaires.

**L'ÉCOLE SUPÉRIEURE
DE GUERRE**

Plus frappante encore est la progression du nombre des candidats qui se présenteront chaque année au concours, de plus en plus difficile, pour l'admission à l'École de Guerre : inférieur à 200 jusqu'en 1886, ce nombre montait bientôt au chiffre considérable de 690 qu'il atteignait en 1899 ; la crise morale dont nous avons parlé le ramenait aux environs de 500 ; mais le chiffre de 690 était dépassé en 1909.

Le prestige de l'École de Guerre avait en effet grandi à proportion des services rendus et de son influence sur le développement intellectuel de l'armée. Les débuts en furent marqués par quelques tâtonnements : c'était une usine qui devait fabriquer elle-même ses outils ; mais son enseignement reçut enfin une direction nette et vigoureuse tout d'abord du général Lewal, un des conférenciers de 1869, qui avait réagi contre le caractère trop théorique des programmes, les avait orientés dans un sens pratique, et avait donné la première place au cours de tactique appliquée, puis et surtout du commandant Maillard. Celui-ci inaugura la méthode qui dirigera désormais l'enseignement, non seulement à l'École, mais dans toute l'armée, méthode basée sur l'étude critique des faits de guerre et la résolution de cas concrets ; par sa conviction ardente, par son bon sens et par sa logique impeccable, il fit une impression profonde. Après lui, il faut citer le général Bonnal : de 1887 à 1902, il orienta l'enseignement de l'École ; ce que Maillard avait fait dans le domaine de la tactique, il chercha à le faire dans celui de la stratégie ; si son œuvre historique manque parfois de solidité, si les principes qu'il a cru pouvoir en tirer sont discutables, il garde néanmoins le mérite d'avoir donné une vive impulsion aux études historiques, et, d'une façon générale, aux hautes études militaires.

En même temps que lui et après lui, nous voyons apparaître à l'École une élite de professeurs, parmi lesquels, à côté d'un Langlois, d'un Bourdériat, quelques-uns de ceux qui seront les commandants d'armée de la grande guerre : de Langle de Cary, Lanrezac, de Maud'huy, Dubois, Maistre, Debeney, Guillaumat, Buat, et, au premier rang d'entre eux, les futurs maréchaux Foch, Pétain et Fayolle. Profitant de l'impulsion donnée par Bonnal, mais plus soumis aux faits, plus indépendants à l'égard des formules, plus soucieux d'inculquer, au lieu d'une doctrine, une méthode de raisonnement et de travail, ils ne se bornaient pas à développer chez les futurs officiers d'état-major cette souplesse d'esprit dont nous verrons l'utilité en 1914 ; par leurs travaux personnels, par les discussions qu'ils provoquaient et que leurs élèves prolongeaient dans les diverses garnisons, ils entretenaient dans toute l'armée un actif mouvement d'idées.

Enfin, en 1909, l'École de Guerre donnait naissance au Centre des Hautes études militaires. Destiné à développer les connaissances stratégiques, il eut les plus heureux effets, sinon sur les idées, du moins sur l'activité intellectuelle des cadres supérieurs.

HISTORIENS ET ÉCRIVAINS MILITAIRES

La fonction crée l'organe. Cette activité intellectuelle accrue obligeait à multiplier les instruments de travail. De là, notamment, le développement donné, à partir de 1900, à la Section historique et à la *Revue d'Histoire* de l'État-Major de l'Armée. L'une et l'autre manquèrent d'un plan, ou plutôt d'une méthode de travail; leur rendement ne fut peut-être pas proportionné aux efforts, mais les documents mis au jour fournirent une base solide et vraiment scientifique aux études reposant sur l'histoire militaire.

Il eût été d'autant plus injuste de ne pas les mentionner dans cette esquisse de l'activité intellectuelle de notre armée, que c'est à des officiers de cette Section historique qu'avait été offert d'abord l'honneur d'écrire la présente *Histoire militaire de la Nation française*. La guerre a fait mieux apprécier la très haute valeur de l'œuvre du premier d'entre eux, le général Jean Colin : sa science encyclopédique a projeté des lumières sur toutes les parties de notre histoire militaire, et tout particulièrement sur notre dix-huitième siècle injustement oublié ou méprisé; mieux que personne il a analysé les méthodes de guerre napoléoniennes; il a, mieux que personne, vu et montré l'influence prépondérante de l'armement sur les *Transformations de la guerre*; le livre qu'il a écrit sous ce titre mérite de rester classique.

Il faudrait, si la place n'était pas limitée, citer dix autres écrivains militaires appartenant à l'armée, dont les ouvrages témoignèrent du haut niveau intellectuel de nos officiers et provoquèrent, en faveur de ceux-ci, un heureux retour de l'opinion.



LE GÉNÉRAL LANGLOIS

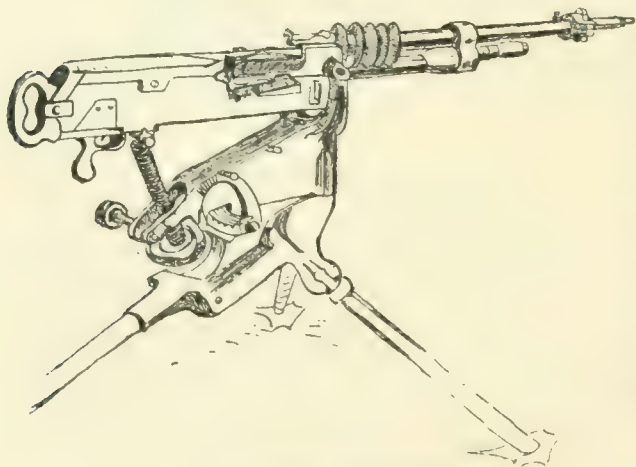
LES TRANSFORMATIONS DU MATÉRIEL

Avant d'en venir aux résultats pratiques que préparèrent ces beaux travaux, nous devons exposer les importantes transformations que subissaient le matériel et l'armement.

Les principales, qui devaient apporter dans la tactique un bouleversement dont on ne s'apercevra vraiment qu'au cours de la Grande Guerre, furent le canon à tir rapide, la mitrailleuse et l'aviation.

Le matériel de Bange, complété par la fusée à double effet, l'obus à mi-raille et l'obus allongé à mélinite, avait donné à notre artillerie une incontestable supériorité. Mais, bientôt, l'Allemagne et, peu à peu, les autres puissances militaires rétablirent l'équilibre, malgré l'adoption par la France, en 1890, d'un matériel d'artillerie lourde de campagne à tir courbe, 120 et 155 courts système Baquet, caractérisé par la liaison élastique du canon et de l'affût. Il fut de nouveau rompu en notre faveur « avec l'apparition d'un matériel aussi déconcertant par les perfectionnements qu'il réalise dans la partie matérielle de l'arme que par l'étendue du bond en avant qu'il détermine dans les idées relatives à son service et à son emploi » (Paloque).

Le canon de 75, dit modèle 1897 en raison de la date de son adoption définitive, date en réalité de 1893. Il était le résultat des travaux de divers techniciens, et surtout des capitaines Deport et Sainte-Claire Deville. Une somme de trente millions,



MITRAILLEUSE FRANÇAISE

adroitement obtenue du Parlement par le général Mercier, sous prétexte de « réparations au matériel d'artillerie », avait permis d'en commencer la fabrication sans éveiller l'attention ; une manœuvre financière analogue, exécutée avec beaucoup plus de décision encore par le gouvernement de M. Méline, en permit l'achèvement et la mise en service.

Il était la première réalisation d'un canon à tir rapide, c'est-à-dire susceptible de tirer une

vingtaine de coups par minute, au lieu de trois ou quatre comme dans le système de Bange. L'entrée en action de l'artillerie pouvait désormais être presque instantanée, et, le mode de pointage n'exigeant plus que le servant vît l'objectif,

les grands défilements devenaient possibles, assurant aux batteries une protection que complétait l'adoption d'un bouclier.

La supériorité que nous assurait cette pièce était telle qu'elle détourna malheureusement notre attention de certaines lacunes de notre armement et notamment de l'insuffisance de notre artillerie lourde. Nos techniciens nous dotèrent bien de canons 155 court à tir rapide, le 155 CTR système Rimailho, adopté en 1904, et le 155 C système Filloux, adopté en 1913 ; mais la construction n'en fut pas poussée avec une suffisante activité. De même un 105 tirant à douze kilomètres, adopté en 1913, ne sera pas encore construit quand éclatera la guerre.

L'adoption, en 1898, d'une balle bi-ogivale en laiton, plus légère, susceptible de recevoir une plus grande vitesse initiale et se comportant mieux dans l'air, avait assuré au fusil de l'infanterie, pendant quelques années, une réelle supériorité, sans constituer toutefois une transformation essentielle.

La révolution décisive, dans l'armement de cette arme, fut due à la mitrailleuse. Les guerres du Transvaal et de Mandchourie avaient démontré sa valeur. Mais les mauvais souvenirs laissés par les pseudo-mitrailleuses de 1870, simples « canons à balles », la vogue de théories offensives mal comprises et le souci constant de réduire les dépenses du budget de la Guerre firent que la nouvelle arme ne fut distribuée aux troupes qu'avec parcimonie.

A l'origine de notre aviation militaire, nous retrouvons encore M. de Freycinet : dès 1891, il sut comprendre l'importance des travaux de l'ingénieur Ader et subventionna celui-ci. Ader échoua ; mais, au lendemain du jour où il devait abandonner ses essais, les idées de ce précurseur triomphaient grâce aux travaux et aux expériences du capitaine Ferber, à l'impulsion donnée par notre ministère de la Guerre aux tentatives des Américains Wright. 1909 est pour l'aviation l'année décisive, celle où le plus lourd que l'air fait définitivement ses preuves. C'est en cette année même que naît notre aviation militaire. Pour la première fois, des avions prennent l'air au cours des grandes manœuvres. Deux ans après, le nombre des pilotes et des types d'appareils est devenu assez grand pour que des escadrilles, et non plus seulement des avions isolés, participent aux exercices d'ensemble.

La France, qui avait eu un rôle prépondérant dans l'invention, avait ainsi pris les devants dans l'utilisation militaire. Mais une erreur nous coûta cher : l'avion fut en général regardé presque exclusivement comme un instrument d'exploration stratégique ; les autres emplois de l'aviation, observation du tir et bombardement, furent bien entrevus, mais certaines méfiances empê-

chèrent de les mettre au point : bien peu d'esprits soupçonnaient en 1914 le surcroît de puissance que la collaboration de cette arme nouvelle allait donner à l'artillerie.

Les progrès rapides du plus lourd que l'air avaient eu pour effet de faire abandonner l'aérostat et le ballon dirigeable. Pourtant, grâce surtout aux travaux du colonel Renard, la France avait d'abord pris l'avance : un premier voyage aérien avait eu lieu dès 1884. Mais, dès que les succès de l'aviation se furent affirmés, les essais de dirigeables, uniquement orientés en France vers le type souple ou semi-rigide (tandis que l'Allemagne marquait sa préférence pour le type rigide) manquèrent d'entrain. Quant aux ballons captifs, ils paraissaient condamnés, sauf dans les places fortes.

Pour être complet, il faudrait parler aussi de l'automobile. Mais on était loin de prévoir, avant la guerre, ses possibilités : on n'admettait son emploi que pour le ravitaillement en viande fraîche, pour le ravitaillement des divisions de cavalerie et pour le transport des petites unités d'infanterie affectées exceptionnellement à ces divisions.

L'ÉVOLUTION DES IDÉES Si à l'histoire militaire, à la technique, nous ajoutons l'étude des guerres qui se déroulèrent entre 1870 et 1914 en diverses parties du monde, guerre russo-turque, guerre anglo-boer, guerre russo-japonaise, guerre des Balkans, nous aurons indiqué les trois sources principales des nouvelles études et des nouvelles réalisations.

Le *Règlement de 1875*, œuvre dans l'ensemble très remarquable, maintenait encore, nous l'avons vu, dans les évolutions un formalisme exagéré ; cependant ses formations et sa conception générale du combat s'inspiraient déjà franchement de l'importance du feu. Les rédacteurs des règlements ultérieurs crurent devoir accentuer le caractère offensif du combat.

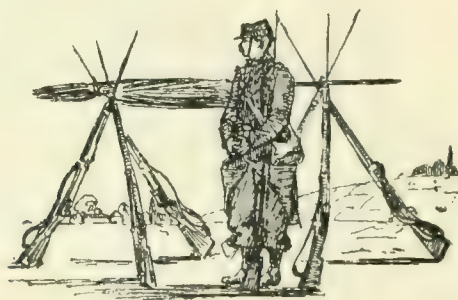
L'usage de terrains de manœuvre ridicules et l'influence des écoles de tir n'en accentuèrent pas moins le caractère rigide et mécanique des évolutions, des formations de combat et des feux. Il fallut la brillante intervention du général de Négrier, qui reprochait aux « doctrinaires » et aux « professeurs » de s'appuyer exclusivement sur l'analyse de certaines campagnes napoléoniennes, pour amener l'infanterie à une conception plus saine de l'importance des feux et des difficultés des prises de contact (*Règlement de 1904*). L'emploi de l'artillerie, l'aide qu'elle doit donner à l'infanterie, la composition des batteries, fit ensuite les frais des discussions. L'épreuve de la guerre devait sérieusement ébranler certaines affir-



LES GRANDES MANŒUVRES : ÉTAT-MAJOR D'UN GÉNÉRAL DE DIVISION

mations du règlement de manœuvres de 1910 et surtout du règlement de 1913 sur le service en campagne. Confiance en soi, volonté de vaincre, étaient les principes très accusés de ces théories. Elles furent concrétisées par les deux conférences que le colonel de Grandmaison donna en 1911 en présence des plus hautes autorités militaires sur la « Notion de sûreté » et « l'Engagement des grandes unités ». Ces conférences eurent un retentissement énorme. Comme il arrive généralement, ce furent surtout les formules les plus osées qu'on en retint.

Le cadre de cet ouvrage ne nous permet pas de plus grands développements sur la manière dont nos cadres s'efforcèrent entre les deux guerres de se préparer à leur tâche. Ils se trompèrent parfois dans les conclusions auxquelles ils aboutirent, mais la somme des vérités l'emporta sur celle des erreurs et surtout l'esprit resta souple et le cœur ardent.





CHAPITRE IV

LE SURSAUT

(1911-1914)

Le haut commandement. — Loi des cadres et loi de recrutement. — Le rétablissement du moral.



DEUX sentiments contraires ne cessent, tout au long de l'histoire, de se disputer l'âme française : l'un, fait de confiance en l'humanité, de « douceur de vivre », d'idéalisme, l'autre de fierté nationale, de volonté de durer, de réalisme. Périodiquement, celui-ci s'endort. La manifestation de Guillaume II à Tanger en 1905 n'avait provoqué qu'une « alerte » ; le bruit en avait été étouffé par nos disputes politiques. Le « coup d'Agadir » en 1911, éclatant dans un ciel plus dégagé, causa une réaction plus profonde et plus durable. N'avait-on pas donné depuis quinze ans assez de preuves d'un esprit pacifique ? Toute la nation se redressa. « Nous en avons assez ! », tel fut le cri presque unanime. Dès cette heure, on eut la sensation de l'inévitable. Les volontés qui s'étaient abandonnées se tendirent. Un esprit nouveau anima les milieux politiques. La même volonté de paix, le même calme dirigèrent notre diplomatie pendant les trois années, si chargées de complications et de périls, qui nous séparaient de la guerre ; mais le souci de la défense nationale cessa désormais d'être absent des conseils du gouvernement, étranger aux combinaisons des partis.

1^{er} juillet 1911 : arrivée de la *Panther* devant Agadir ; — 28 juillet 1911 : décret donnant au futur commandant en chef, avec le titre de chef d'état-major général, action sur l'état-major et sur la préparation à la guerre. Sans doute n'y a-t-il pas entre les deux faits relation de cause à effet ; mais la coïncidence est symbolique entre la provocation allemande et la première des décisions qui, au lieu de préoccupations politiques, replace l'idée de guerre à l'origine des mesures d'organisation militaire.

Quelle que soit sa nuance politique, le ministre désormais s'efforce visiblement d'être, non pas tant le chef politique de l'armée, soucieux avant tout d'orienter celle-ci dans le sens des opinions de la majorité parlementaire, comme avaient été certains des ministres précédents, que l'homme de la fonction désignée par son nom. Tour à tour, MM. Messimy en 1911 et 1914, Millerand en 1912 et 1913, Étienne en 1913, Noulens en 1914, travaillent à réparer les erreurs des quinze dernières années. Leur œuvre a porté surtout sur la réorganisation du haut commandement, sur le renforcement de l'armée active, sur le rétablissement du moral.

L E HAUT COMMANDEMENT Les discussions soulevées par les conférences du colonel de Grandmaison avaient montré une profonde divergence de vues entre le généralissime désigné et l'officier qui, comme chef du 3^e bureau, devait être un de ses principaux auxiliaires. Quelque opinion qu'on ait sur les idées de l'un et de l'autre, il est incontestable qu'une situation aussi paradoxale était inadmissible. Le décret du 28 juillet 1911 y mettait fin. Désormais, le futur commandant en chef ne resterait plus étranger à l'instruction des troupes et à la préparation des opérations. Restait à lui donner action sur le personnel, car le choix des instruments est le premier devoir de l'ouvrier et la condition de la réussite. Ce fut l'objet d'un nouveau décret rendu en 1912. La réforme avait été complétée par un changement de personnes : le général Joffre fut désigné comme chef d'état-major général.

« Le général Joffre, a dit le ministre qui l'avait désigné, est une forte, puissante et haute personnalité. C'est une intelligence, lente peut-être, mais lumineuse. Il a d'immenses facultés de travail ; il a une précision rigoureuse dans les renseignements et dans les conclusions qu'il apporte. Il a un souci du détail que certains trouvent excessif, mais qui, dans la guerre moderne, a une grande importance. Enfin et surtout, il a de la décision, décision pas très rapide, mais à laquelle il tient, et il possède un sang-froid imperturbable. » L'avenir devait montrer l'exactitude de ce portrait.

A force de donner au général Joffre le titre justifié de « vainqueur de la Marne », on en est venu à ne plus voir que cette victoire et à oublier la part très importante qu'il a eue dans la préparation à la guerre. Il convient de lui rendre ici pleine justice. Il fut, de 1911 à 1914, le conseiller très écouté, sinon l'inspirateur des divers ministres de la Guerre. Il sut imprimer une direction commune et continue aux travaux du Conseil supérieur de la Guerre et de l'État-Major de l'Armée. Il apporta tous ses soins à la composition de ces états-majors d'armée dont nous dirons plus loin le rôle dans la victoire. Il poussa activement leur instruction en des exercices et en des voyages de cadres où furent spécialement étudiés les problèmes de ravitaillement et les transports par voie ferrée. Les mutations effectuées dans le commandement des corps d'armée et des divisions ayant pris part aux grandes manœuvres de 1913 donnent une idée de ce qu'il eût voulu faire pour corriger certains choix discutables ; mais il ne put alors qu'amorcer la besogne ingrate qu'il devra accomplir dès les premiers mois de la guerre.

L OI DES CADRES ET LOI DE RECRUTEMENT De telles réformes ne s'accomplissent pas sans agitation et sans émotion. L'état de nos mœurs politiques ne les eût pas permises si le sentiment du danger allemand n'eût fait passer au second plan toute autre considération quand il s'agissait de l'armée.

Plus directe encore et plus immédiate fut l'action de ce sentiment dans le domaine législatif. La conception nouvelle de la nation armée avait depuis longtemps fait éclater les cadres trop étroits établis par la loi de 1875 pour une armée dans laquelle les réserves ne tenaient qu'une place en somme assez faible. Pourtant un projet de loi des cadres, déposé depuis 1907, ne réussissait pas à sortir des cartons des commissions. En 1909, on en avait disjoint la partie relative à l'artillerie, et vingt-quatre régiments nouveaux avaient été créés. L'intérêt qui s'attachait aux questions d'aviation fit aboutir en mars 1912 la loi des cadres de l'aéronautique : cette arme devait comprendre un personnel navigant, des compagnies et des sections d'aéronautique, enfin des établissements. Ce fut ensuite le tour de la télégraphie militaire, dont le développement justifiait la création d'un régiment spécial. Puis, en décembre 1912, après une discussion de cinq jours, au cours de laquelle Jaurès exposa sa conception de *l'Armée nouvelle* et des milices, M. Millerand, vigilant et ferme, fit voter la loi des cadres de l'infanterie. Grâce au groupement en régiments des quatrièmes bataillons que certains régiments détachaient dans les places fortes et à une meilleure utilisation de notre recrutement nord-africain, l'infanterie était portée par cette loi à 173 régiments à trois bataillons, 31 bataillons de chasseurs, 4 régiments

de zouaves à nombre variable de bataillons, 12 régiments de tirailleurs indigènes également extensibles suivant les ressources, 5 bataillons d'infanterie légère d'Afrique et des régiments étrangers en nombre variable. Mais la principale amélioration apportée par la loi nouvelle n'était pas là : elle consistait en une augmentation sensible des cadres et notamment du nombre des sous-officiers, parmi lesquels la proportion des rengagés pouvait atteindre les trois quarts : cette augmentation était destinée en réalité, non pas à « étoffer » les unités actives, mais à assurer un meilleur encadrement des unités de réserve ; elle permettra en 1914, après le fléchissement au début de ces unités de réserve dont la préparation et l'encadrement étaient insuffisants, le redressement qui les replacera rapidement au même rang que les régiments actifs.

Quant à la cavalerie, elle reçut en mars 1913 son nouveau statut qui la portait à 12 régiments de cuirassiers, 32 de dragons, 23 de chasseurs, 14 de hussards, 6 de chasseurs d'Afrique et 4 de spahis, et qui l'endivisionnait presque complètement, à l'exception d'un régiment de cavalerie légère par corps d'armée. Le nombre des divisions de cavalerie allait être ainsi de dix au lieu de huit.

Au cours de la discussion de cette dernière loi, plusieurs orateurs avaient signalé la situation difficile où le service de deux ans plaçait la cavalerie pour ses effectifs et pour son instruction, et le ministre avait dû reconnaître comme probable la nécessité de revenir, pour cette arme, au service de trois ans. L'augmentation des effectifs allemands obligea bientôt à envisager un retour en arrière plus général. En mars 1911, une première loi allemande avait prévu un accroissement de 15 000 hommes ; en mai 1912, nouvel accroissement de 37 000 hommes ; en octobre, la loi de 1911, qui ne devait avoir son plein effet qu'à la fin de 1916, était mise en exécution ; en janvier 1913, même mesure pour la loi de 1912 ; en même temps, était déposé un nouveau projet prévoyant une augmentation nouvelle de 143 000 hommes. En face de nos 532 000 hommes, l'Allemagne allait avoir 876 000 hommes. Ce qui paraissait plus grave encore, c'est que ces diverses lois avaient eu pour effet de renforcer considérablement de toutes manières, en nombre, en cadres et en matériel, les unités stationnées sur les deux frontières de l'Allemagne. Une attaque brusquée semblait être le but auquel elles tendaient. Pour rétablir l'équilibre rompu et disposer en tout temps des forces nécessaires à l'arrêt d'une telle attaque, il parut indispensable de proposer aux Chambres le service de trois ans. M. Étienne d'abord, puis surtout M. Barthou eurent le courage de défendre et de faire aboutir ce projet.

La loi promulguée le 7 août, après plusieurs mois de discussions passionnées, maintenait les principes posés par la loi précédente quant à l'obligation personnelle

et égale pour tous du service militaire, mais portait de vingt-cinq à vingt-huit ans la durée totale de ce service, et à trois celle du service actif. Pour bénéficier immédiatement de l'augmentation des effectifs sans donner à la loi un effet rétroactif, l'incorporation devait avoir lieu désormais à vingt ans ; les classes 1912 et 1913 furent donc appelées presque simultanément en octobre et en novembre.

En même temps, un crédit extraordinaire de 500 millions avait été voté pour la mise au point de notre outillage militaire. On déploya une activité extraordinaire et presque fébrile. Des casernes s'élevèrent dans les garnisons frontières. Un nouveau corps d'armée, le 21^e, fut créé dans les Vosges, et toutes les divisions de couverture remaniées. Néanmoins, malgré cette activité, les mesures votées ne pouvaient avoir leur plein effet avant 1916, et beaucoup plus tard seulement pour l'artillerie ; même elles plaçaient momentanément l'armée dans une situation difficile, puisqu'il fallait à la fois mettre en place une organisation nouvelle, et faire face, avec des cadres insuffisants, à la lourde tâche de l'instruction de deux classes de recrues. Rien ne prouve mieux, s'il était besoin de cette preuve, que la France n'avait nul intérêt à la guerre qui éclata en 1914.

Il faut noter enfin que, parallèlement aux effectifs métropolitains, s'accroissaient les effectifs de notre armée indigène. Un décret de 1912 stipulait que le recrutement des indigènes musulmans de l'Algérie s'opérerait par engagements volontaires, par rengagements, et, dans la mesure où ces deux modes de recrutement seraient insuffisants, par des appels spéciaux portant sur une assez faible portion du contingent et donnant droit aux mêmes avantages pécuniaires que les engagements.

Un système analogue, appliqué aux troupes noires de notre Afrique occidentale, devait permettre de développer l'expérience tentée depuis quelques années en vue de la création de bataillons noirs, et amorcer l'organisation de cette « force noire » dont le général Mangin s'était fait l'apôtre.

Plus long et plus difficile était le rétablissement du moral ébranlé par tant d'années de campagnes antimilitaristes. Ce fut le grand mérite de M. Millerand de sentir l'urgence et l'importance de cette tâche, de l'entreprendre avec courage, de la poursuivre avec obstination.

Il serait, d'ailleurs, injuste de n'accorder qu'à lui seul le mérite d'avoir vu le mal et appliqué les remèdes. L'honneur de ce redressement doit être partagé avec son prédécesseur et son successeur, avec les Chambres et avec le pays.

Quant au résultat, nous le constaterons le 2 août 1914.





LE MARECHAL JOFFRE
Portrait d'après l'Illustration.



HISTOIRE MILITAIRE ET NAVALE

DE LA

NATION FRANÇAISE

LA GRANDE GUERRE

1914-1918

PAR

GABRIEL HANOTAUX

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE



LA GRANDE GUERRE

CHAPITRE PREMIER

LA FRANCE ÉTAIT-ELLE PRÊTE? ⁽¹⁾

Le moral du pays. — Les effectifs. — L'armement. — Commandement et encadrement. — Instruction et idées tactiques. — Plans de mobilisation et de concentration. — Le plan XVII.



LE 28 juin 1914, l'archiduc héritier d'Autriche était assassiné par deux sujets austro-hongrois d'origine bosniaque. Depuis trois ans, la guerre apparaissait comme inévitable aux observateurs attentifs. La France était-elle préparée à la conflagration mondiale que cet événement déclencha? Question qu'il faut aborder tout d'abord parce qu'elle domine l'histoire des quatre années de guerre dont il nous reste maintenant à faire le récit.

(1) Qu'il me soit permis de remercier, ici, M. le commandant Georges Lestien, dont le concours assidu m'a été des plus précieux, notamment en ce qui concerne la partie technique, l'organisation, l'armement, etc. G. H.

LE MORAL DU PAYS Que la France fût prête moralement à supporter l'épreuve de la guerre, même si on n'en soupçonnait pas la gravité et la durée, on en pouvait douter. La guerre, haïe par les uns comme destructive des richesses, du bien-être, de la vie, redoutée par les autres comme une menace contre les libertés publiques, n'allait-elle pas être le signal d'une révolte de certains partis avancés contre l'idée de patrie et contre l'obligation du devoir militaire?...

S'abandonner à ces craintes était méconnaître notre histoire. Le tocsin du 1^{er} août sonna, en même temps que la mobilisation matérielle du pays, « la mobilisation des forces secrètes » (M. Barrès). Les « diverses familles spirituelles de la France », hier dressées l'une contre l'autre, se trouvèrent soudain réunies dans un même sentiment que le président de la République baptisa, sur l'heure, du mot historique d'« union sacrée » : dans tout le pays, même indignation contre l'envahisseur, même résolution froide de lui résister quoi qu'il dût en coûter, même conviction de défendre la civilisation contre la barbarie. Au lieu des refrains guerriers, des cris : « A Berlin ! » de 1870, un silence à la fois viril et attristé, avec ces simples mots : « Il faut !... » Des mesures avaient été prévues pour mettre hors d'état de nuire un certain nombre d'individus que leurs relations, leurs antécédents ou leurs opinions rendaient suspects : la tenue morale du pays rendit ces mesures inutiles ; aucun désordre, aucun attentat ne se produisit.

Cette dignité d'attitude, cette résolution, cette unanimité, quatre années de la plus dure épreuve ne les ébranleront pas. La volonté du pays de défendre sa propre existence l'emporta sur les polémiques stériles et sur les passions d'un jour.

Moralement la France était prête. Mais vouloir ne suffit pas. Il faut pouvoir.

LES EFFECTIFS Notre population, inférieure à celle de l'Allemagne, ne nous permettait pas de mettre en ligne des effectifs égaux à ceux de nos ennemis. Par contre, notre système d'alliance et, en particulier, l'alliance avec la Russie considérée comme un réservoir inépuisable d'hommes, nous donnait le droit, sans qu'aucun calcul précis fût possible, tant l'avenir comportait d'inconnu, d'espérer que la balance ne pencherait pas à notre désavantage.

L'effort à faire était formidable. Il fallait mobiliser d'abord 3 700 000 hommes, dont 77 000 indigènes de l'Afrique du Nord et non compris nos contingents des autres colonies, soit près d'un dixième de notre population totale.

Cet effectif devait fournir 21 corps d'armée (dont un à 3 divisions), 3 divisions actives autonomes, 25 de réserve, 12 territoriales, 10 de cavalerie, 47 batteries d'artillerie lourde d'armée, des troupes de chemins de fer, 23 escadrilles d'avia-

tion, 5 dirigeables, 4 compagnies d'aérostiers, les garnisons des places fortes, etc.

Le corps d'armée normal comportait 2 divisions actives, comprenant chacune 2 brigades à 2 régiments de 3 bataillons et un régiment d'artillerie à 9 batteries, 2 régiments de réservistes à 2 bataillons, un régiment d'artillerie de corps à 12 batteries, un régiment de cavalerie à 6 escadrons dont un affecté à chaque division. La division de réserve comprenait 2 brigades d'infanterie à 3 régiments de 2 bataillons, 3 groupes de 3 batteries, 2 escadrons. La division de cavalerie comptait 3 brigades à 2 régiments, un groupe de 3 batteries et un groupe cycliste.

Au total, 1 643 bataillons, 596 escadrons, 1 527 batteries, 528 unités du génie.

Pouvait-on faire mieux?... On l'a dit souvent, et on a reproché aux auteurs du plan de mobilisation d'avoir laissé d'innombrables réservistes inutilisés dans les dépôts ; en formant de ceux-ci 25 divisions de réserve supplémentaires, on se serait assuré une supériorité numérique indiscutable dans les premières batailles ! Mais l'examen des chiffres montre que, déduction faite des 200 000 hommes employés à la garde des voies de communication, l'effectif total des dépôts était d'environ 680 000 hommes, soit du cinquième au quart de l'effectif mobilisé. Si l'on songe aux pertes qu'il fallait prévoir, ce chiffre ne paraîtra pas exagéré. D'autre part, des hommes ne font pas des unités ; il faut aussi des cadres. Puisque les cadres instruits suffisaient à peine, — on le constatera dès les premières semaines, — comment eût-on fait face à des besoins doubles ?

L'ARMEMENT S'il eût été difficile d'accroître le nombre des grandes unités, leur renforcement en matériel n'était qu'une question d'argent. Il a été dit plus haut pour quelles raisons et sous quelles influences cette question avait été résolue au détriment de l'armée. Il en résultait pour celle-ci, à certains points de vue, une trop réelle infériorité.

L'infanterie ne dispose que d'une section de mitrailleuses par bataillon ; encore la dotation des régiments de réserve en mitrailleuses n'est-elle pas entièrement réalisée ! Mais c'est surtout pour l'artillerie que l'infériorité est sensible. En face des 5 800 pièces d'artillerie légère et de 2 000 pièces d'artillerie lourde de l'ennemi, la France aligne moins de 4 000 pièces d'artillerie légère et un peu plus de 300 pièces d'artillerie lourde dont seulement une centaine de pièces d'un type récent (Rimailho). Par corps d'armée, elle n'oppose que 120 canons de 75, sans artillerie lourde, aux 144 canons ou obusiers légers et aux 16 pièces de gros calibre allemands. L'infériorité du nombre est en partie compensée par la valeur du canon de 75 ; mais, d'autre part, la portée de cette pièce la met en état d'infé-

riorité contre une artillerie lourde de portée supérieure, et la tension de sa trajectoire la rend peu apte au tir contre le personnel et le matériel défilés.

Il serait, d'autre part, injuste de ne pas tenir compte du très grand nombre de pièces lourdes d'ancien modèle et de canons de 80 et de 90 du système de Bange conservés dans nos places fortes et dans nos arsenaux. C'était un total de 11 000 bouches à feu. Une heure viendra où ces canons trop méprisés seront d'un grand secours.

Comme le canon de 75, les munitions sont excellentes. Bien étudiées et soigneusement fabriquées, elles sont, par la précision de leurs fusées, par le nombre de leurs éclats et par la puissance de l'explosif, d'une efficacité supérieure à celle des munitions allemandes de calibre correspondant. L'obus explosif notamment est impressionnant par ses effets, mais il n'entre que pour un quart dans les approvisionnements, sous prétexte qu'il est, théoriquement, moins efficace contre le personnel et que la conception que l'on avait alors de l'emploi de l'artillerie visait surtout à agir sur celui-ci.

Les approvisionnements en munitions paraissent aujourd'hui ridiculement faibles : par pièce de 75, 1 475 coups dont 1 275 entièrement prêts et 200 en éléments à monter à la mobilisation ; par pièce de 155 court,

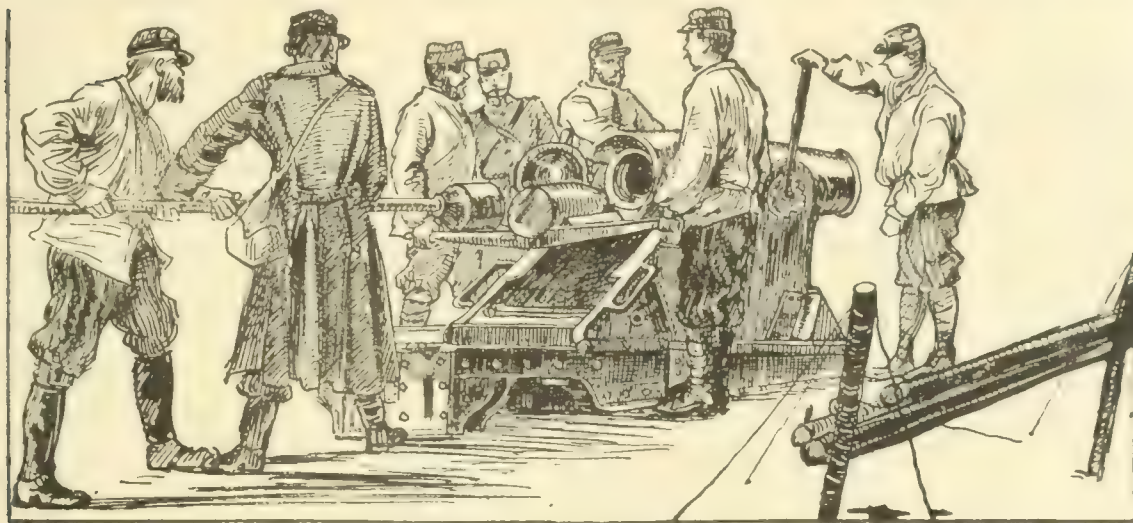


CHASSEUR ALPIN

1 100 coups ; par pièce de 120 court, 400 coups. Des discussions très longues et assez confuses engagées avant la guerre sur les quantités nécessaires, aucune conclusion nette ne s'était dégagée. D'une façon générale, la croyance à une guerre courte et à une guerre de mouvement faisait penser que les approvisionnements indiqués ci-dessus suffiraient. On s'était contenté de prévoir une fabrication journalière de 13 600 coups, correspondant à 3 coups et demi par pièce et par jour, fabrication confiée exclusivement aux établissements industriels outillés dès le temps de paix à cet effet.

Cette conception de la guerre future ne nous était pas particulière. Elle était la même chez nos ennemis : si leur artillerie lourde, à qui était attribué un rôle important, était approvisionnée à 1 800 coups environ par obusier de 15 et par canon de 10, leur canon de 77 ne disposait que de 1 300 coups et leur obusier de 105 que de 900. Quant aux fabrications, il semble qu'elles ne devaient donner primitivement que moins d'un coup par pièce et par jour pour le canon de 77. A tout prendre, le matériel d'artillerie français était plutôt insuffisant qu'inférieur.

Si, des canons et des munitions, nous passons aux moyens de commandement, l'insuffisance est encore plus frappante. La batterie n'a que 500 mètres de fil télé-



MANŒUVRE D'UN MORTIER DE 155

phonique, le régiment 1 500. Dans le régiment d'infanterie, on ne dispose que de 3 ateliers téléphoniques et de 6 kilomètres de fil.

Mêmes lacunes dans l'outillage défensif des fantassins, réduit à un outil pour deux hommes, dans l'équipement collectif des unités, qui attendent encore qu'on choisisse entre les modèles de cuisine roulante à l'étude, dans les équipages régimentaires, etc. Dans tous les services, une économie excessive, une conception trop rigide de la guerre et une sorte de scepticisme pacifiste ont donné lieu à la même disproportion entre les moyens et les besoins qui vont apparaître.

COMMANDEMENT ET ENCADREMENT

Le commandement subissait, lui aussi, quelque répercussion d'un si fâcheux état d'esprit. Combien d'officiers étaient arrivés au grade de général avec une activité physique amoindrie ; com-

bien parmi eux se laissaient dominer par la préoccupation « d'éviter des histoires » ; combien avaient perdu le goût de l'initiative et des responsabilités, voire même le sens des réalités ! Deux commandants d'armée, sept commandants de corps d'armée, quatre commandants de division de cavalerie, dans certaines grandes unités à la fois le commandant de corps d'armée et ses deux divisionnaires, tel devait être, sans descendre au-dessous du grade de général de division, le nombre de chefs relevés de leur commandement avant la fin de septembre 1914 : la douloureuse opération dut se prolonger au cours des mois suivants.

De toutes les erreurs, la plus grave avait été commise dans l'encadrement des divisions de réserve : alors que ces unités auraient dû avoir les chefs les plus jeunes, les plus énergiques et les plus actifs, elles étaient trop souvent confiées à des hommes âgés, proches de leur retraite, qui avaient regardé comme une sinécure ou comme une déchéance leurs nouvelles fonctions.

Il n'y a pas lieu d'exagérer cependant : une quantité d'excellents officiers s'étaient formés dans les campagnes d'outre-mer ou dans les travaux intellectuels ; héritiers de la grande tradition française, ceux-là étaient les gardiens du feu sacré. Aussi le général en chef ne sera-t-il jamais embarrassé. Doit-il, au lendemain de Charleroi, enlever au 3^e corps d'armée ses deux divisionnaires, les corps voisins lui offrent aussitôt, pour les remplacer, un Pétain et un Mangin, d'origine et de formation différentes, mais également préparés à cette tâche : leur nomination simultanée dans ces circonstances a toute la valeur d'un symbole.

Aux échelons inférieurs, la situation était meilleure. Exception faite de quelques officiers supérieurs trop âgés, nos cadres présentaient, dans toutes les armes, un heureux mélange d'expérience rassise et de jeune ardeur, l'une et l'autre dominées par un haut sentiment du devoir resté inébranlé. Le seul reproche qu'on eût pu leur faire était de les voir pousser trop loin le dévouement au drapeau et le mépris de la mort. Ces braves gens payeront très cher un excès de bravoure ; mais il est des sacrifices féconds...

Un cadre de capitaines et de lieutenants de réserve d'excellent esprit complétait le cadre actif. Leur instruction tactique avait été quelque peu négligée ; il leur faudra acquérir les notions et l'expérience qui leur manquaient ; mais ils se formeront avec cette rapidité d'adaptation propre au soldat français. Ce seront ces officiers qui, après les grandes hécatombes des premières batailles, commanderont les compagnies et même des bataillons ; plus tard il sera presque impossible de les distinguer des officiers de l'active. Dans l'artillerie, en particulier, ils répondront à l'énorme accroissement nécessité par la forme imprévue de la guerre.

I NSTRUCTION ET
IDÉES TACTIQUES

La valeur de l'instruction variait suivant les armes et les corps. Les moyens manquaient. Les camps et les champs de tir étaient insuffisants en nombre et en étendue, les allocations annuelles en munitions trop faibles. Mais certains chefs avaient su parer à cette insuffisance à force d'ingéniosité et d'activité. D'une façon générale, on peut admettre que l'instruction avait été plus poussée dans les corps d'armée de la frontière.

Toutes réserves faites sur les principes tactiques qui avaient dirigé l'instruction en vue du combat, l'infanterie était bien entraînée à la marche si elle tirait médiocrement ; elle était peu ou mal dressée à l'exécution des travaux de fortification de campagne ; sa préparation avait été gênée, en 1914, par la nécessité où l'on s'était trouvé de former simultanément deux classes. La cavalerie ignorait le combat à pied et ne savait pas tirer ; mais elle avait acquis, par une pratique assidue du combat à cheval et de l'équitation en terrain varié, une confiance justifiée dans sa supériorité sur la cavalerie allemande ; ses jeunes cadres, avec un allant extraordinaire, deviendront pour l'infanterie, à partir de 1915, une féconde pépinière de chefs de section. L'artillerie souffrait d'une crise de recrutement ; ses effectifs avaient été augmentés au moment même où de nombreux officiers la quittaient pour s'orienter vers des carrières plus lucratives ; mais ses écoles l'avaient dotée de méthodes de tir excellentes, simples et rapides comme son matériel et elle retrouvera, au jour de la mobilisation, dans ses officiers de réserve, anciens élèves de l'École polytechnique et de l'École centrale, des cadres de tout premier ordre. Le génie, arme consciencieuse, avait conservé ses traditions de travail silencieux et minutieux : il était prêt à s'adapter aux besognes diverses que la guerre allait lui imposer.

Toutes ces qualités étaient-elles cimentées par une doctrine sûre ? La question demande à être examinée de près.

Le décret portant règlement sur la conduite des grandes unités, signé le 28 octobre 1913, était le document essentiel, d'où dérivaien t tous les autres règlements. Codifiant les théories professées par le colonel de Grandmaison, il proclamait que l'offensive était la condition de la victoire ; la seule loi que « l'armée française revenue à ses traditions » admît « pour la conduite des opérations » était « de prendre et de conserver l'initiative », de pousser « la bataille, une fois engagée..., à fond, sans arrière-pensée, jusqu'à l'extrême limite de ses forces », de ne jamais hésiter, « pour enchaîner la victoire, à lancer au feu ses derniers bataillons ». Ces méthodes dérivent de vérités incontestables qui dominent tout l'art de la guerre. Le décret protestait avec raison contre la théorie de l'inviolabilité des fronts : on devait

s'en indigner en 1915 et en 1916, mais les ruptures victorieuses de 1918 ont mis depuis une sourdine à ces indignations. Si le décret ne traitait pas expressément de la défensive, il ne l'excluait pas. Bref, animé d'une ardeur entraînante, il n'était nullement le bréviaire de folie offensive imaginé par certains critiques ; les rédacteurs des règlements d'après guerre pourront y puiser sans scrupule. Ceci dit, l'erreur la plus grave fut de transposer à tous les échelons les principes posés par un document d'ordre général.

L'infanterie ne voulut avoir d'autre règle que celle qui était valable pour le général en chef : attaquer. Et attaquer, pour elle, c'était, le plus tôt possible, mettre baïonnette au canon et joindre l'ennemi dans une lutte corps à corps. La faute n'était pas imputable aux règlements ; car, d'une part, celui du 20 avril 1914, dérivé de la « Conduite des grandes unités », n'avait pu encore être appliqué, et, d'autre part, le précédent, celui de 1904, faisait, nous l'avons dit, une part très large aux effets du feu moderne. Le grand tort des apôtres de l'offensive avait été de manquer de mesure : « Allons jusqu'à l'excès, avaient-ils dit, il sera toujours temps d'en rabattre ». L'infanterie ira si bien « jusqu'à l'excès » qu'on verra des régiments partir à l'assaut, drapeau déployé et d'un seul élan, à plus de mille mètres d'un ennemi en position.

Erreur analogue dans la cavalerie ; mais ici les règlements, reflets de « l'esprit cavalier », étaient plus directement responsables. D'après le décret sur la « Conduite des grandes unités », la cavalerie est le plus sûr moyen de renseignement du chef ; l'exploration est donc sa mission essentielle et elle a pour condition « l'ascendant sur la cavalerie ennemie » et, par conséquent, dans la plupart des cas, elle doit mettre celle-ci hors de cause. Une fois ce résultat obtenu, la cavalerie est appelée, malgré les perfectionnements des armes à feu, à jouer un rôle important dans la bataille elle-même. Son « mode d'action principal », qu'il s'agisse de l'exploration ou de la bataille, est « l'attaque à cheval à l'arme blanche qui, seule, donne des résultats rapides et décisifs ».

Dans l'artillerie, une semblable unité de doctrine n'était pas réalisée. En réaction contre les théories antérieures, qui affirmaient la nécessité d'une lutte d'artillerie et d'une préparation préalables, la doctrine officielle, dans son désir d'aider au maximum l'infanterie, n'admettait la lutte contre l'artillerie adverse que dans le cas où celle-ci s'opposait immédiatement à l'action de l'infanterie amie ; elle niait l'efficacité d'une préparation antérieure à l'attaque d'infanterie : « L'artillerie ne prépare plus les attaques, elle les appuie. » Bien entendu, il ne s'agissait là que du canon de 75, la plupart des artilleurs étant sceptiques à l'égard de l'artillerie lourde.

Dans ses exercices, l'artillerie visait surtout à une entrée en action rapide ; sous prétexte de se rapprocher des conditions du champ de bataille, où l'ennemi n'est pas visible, on avait généralement renoncé, dans les écoles à feu, aux panneaux objectifs ; le feu était ouvert sur des objectifs fictifs imaginés et déplacés par le chef, ce qui, tout en donnant une grande souplesse aux commandants de batteries, avait fait perdre le souci d'une préparation et d'un ajustage minutieux des tirs. Certains artilleurs, avec le général Fayolle, restaient partisans de l'action en masse et de la concentration des feux ; d'autres affirmaient la nécessité d'une meilleure coordination dans le corps d'armée, d'une liaison étroite avec l'infanterie aux échelons inférieurs, d'une artillerie plus puissante et plus capable d'agir au loin.

En résumé, l'exagération ou la déformation de principes excellents avaient orienté l'instruction de toutes les armes vers une forme de guerre qui ne répondait pas exactement aux circonstances qui allaient se révéler, surtout au début de la campagne. Il faut certes regretter que les prévisions pour la forme de la lutte n'aient pas été plus exactes ; mais, outre que l'erreur ne fut pas particulière à l'armée française et qu'elle fut aussi celle de l'ennemi, mieux vaut, puisqu'elle était sans doute inévitable, qu'elle se soit produite dans ce sens ; en sens inverse, le mal eût été irréparable : il eût conduit à la paralysie et à la défaite.

PLAN S DE MOBILISATION ET DE CONCENTRATION

Une armée moderne n'est pas prête à agir sur un ordre soudain. Sa force d'exécution dépend de mesures prévues longtemps d'avance, c'est-à-dire des plans de mobilisation, de transport et de concentration. Ces plans sont eux-mêmes fonction de la situation extérieure, de la politique intérieure, de la préparation militaire, des idées stratégiques à la mode, enfin des renseignements qu'on possède sur l'armée adverse ; en France, ils n'avaient cessé d'évoluer depuis 1870 avec ces divers facteurs.

A l'origine, de 1875 à 1887 (plans I à VII), les plans avaient été, par la force des choses, nettement défensifs ; toutefois notre zone de concentration, d'abord très éloignée de la frontière, s'en était rapprochée de plus en plus, au fur et à mesure de l'achèvement de nos organisations fortifiées du nord-est et de notre réseau ferré.

A partir de 1887, le plan devient offensif ; ce caractère s'accroîtra encore après la conclusion de l'alliance russe. Le plan XI prévoit même, si l'Italie reste dans la Triple-Alliance, une offensive d'ailleurs limitée dans la péninsule, à l'effet de retenir de ce côté la majeure partie des troupes italiennes. Il organisait un dispositif faisant face au nord et non à l'est, en vue de prendre en flanc les troupes ennemies marchant sur Paris. Le plan XIII, en 1895, prévoit une offensive principale

en Lorraine, couverte à droite par une offensive sur Sarrebourg. Le plan XIV, mis au point en 1898, s'inspirait des idées du général Bonnal sur l'avant-garde générale : il maintenait en Algérie le 19^e corps, mais, en revanche, il accentuait les prélèvements opérés par le plan précédent sur les troupes de la frontière des Alpes, où l'on renonçait à l'offensive. Les plans XV et XV *bis*, de 1903 et 1907, visaient à plus de souplesse, sans y réussir d'ailleurs, et se préoccupaient pour la première fois de la violation éventuelle de la neutralité belge, violation que l'on prévoit, mais réduite à la rive gauche du couloir Sambre-Meuse. Le plan XVI, adopté en 1908, échelonnait nos forces de façon plus heureuse que les précédents : il comportait trois armées de première ligne, deux armées d'aile et de très fortes réserves (de cinq à huit corps d'armées, suivant les circonstances, et quatre groupes de divisions de réserve) maintenues assez loin du front en vue de mouvements stratégiques à effectuer par voie ferrée.

En 1898, à la fois parce que la loi de trois ans avait eu pour effet de diminuer la valeur des troupes de réserve, et parce qu'on ne réussissait pas à organiser le commandement et les services de ces formations — car on oublie trop souvent qu'une utilisation intense des réserves nécessite de gros approvisionnements de matériel et des cadres nombreux — les corps d'armée de réserve furent supprimés, et les divisions de réserve, au lieu d'être employées en première ligne, se concentraient en arrière des formations actives, de façon à parfaire en toute tranquillité leur préparation et leur cohésion. En 1911 avait été proposé un plan reposant sur des principes nouveaux : toutes les formations de réserve auraient été fusionnées avec les formations actives ; chaque régiment de réserve aurait été accolé au régiment actif correspondant pour former une demi-brigade ; la brigade aurait compris quatre régiments, la division huit. Établis le long de la frontière, les corps d'armée ainsi renforcés à l'effectif de 70000 hommes auraient pu garnir tout le front jusqu'à la mer du Nord, prêts à faire face aux forces allemandes envahissant la Belgique. Le Conseil supérieur de la Guerre avait, à l'unanimité, repoussé ce projet, qui aboutissait à un dispositif rigide, peu favorable à la manœuvre. Ce rejet avait été le point de départ des changements dans le haut commandement signalés précédemment et de la désignation du général Joffre comme généralissime éventuel.

L E PLAN XVII

En 1913, le nouveau généralissime avait fait établir le plan connu sous le nom de plan XVII ; c'est celui qui sera appliqué en août 1914. Ce plan escomptait l'augmentation des effectifs de paix et le renfor-

cement des corps de couverture, résultant du rétablissement du service de trois ans ; il tenait compte de l'amélioration de nos rapports avec l'Italie qui permettait de ne laisser sur la frontière des Alpes aucune grande unité active, de l'appui de la flotte anglaise qui nous donnait la possibilité de transporter sans risques en Europe nos troupes d'Afrique. Il était imprégné des idées d'offensive *a priori* prônées par le colonel de Grandmaison. Mais c'était surtout la mise en œuvre de ce que l'on peut appeler la politique militaire des voies ferrées, à laquelle le haut commandement et les états-majors s'étaient entraînés peu à peu.

La mobilisation, complètement distincte de la concentration, s'effectuait en deux échelons pour les unités de couverture, le premier échelon prêt à être enlevé de la troisième à la huitième heure, le second du deuxième au quatrième jour. Les autres corps d'armée actifs pouvaient partir du quatrième au neuvième jour.

Les transports comprenaient des transports de mobilisation, s'exécutant simultanément avec les transports de couverture, et des transports de concentration. Ceux-ci étaient effectués par dix lignes indé-



OFFICIERS FRANÇAIS LISANT LA CARTE
(Croquis fait à Berry-au-Bac, 1914)

pendantes, reliées par des transversales permettant les variantes éventuelles, chacune de ces lignes étant affectée au transport d'un ou de deux corps d'armée. L'arrivée dans la zone de concentration était fixée au quatrième jour pour le gros de la cavalerie, du cinquième au sixième jour pour les divisions appelées à renforcer la couverture, du neuvième au dixième pour les éléments combattants des corps d'armée, du onzième au treizième pour les divisions de réserve, du seizième au dix-septième pour les troupes d'Afrique. Le plan de transport arrêtait le trajet

de chaque élément jusqu'à une gare régulatrice ; la suite du mouvement devait être réglée par une commission régulatrice siégeant à cette gare. Une telle organisation des transports, fruit de plus de vingt années de travail, était un chef-d'œuvre de prévision, de précision et de souplesse. Grâce à elle, près de 4 300 trains de concentration se succédèrent en treize jours sur les lignes ferrées (indépendamment des trains assurant la constitution des approvisionnements des places fortes et d'un certain nombre de trains du service normal) sans qu'il se produisît plus de quatre accidents, et les transports s'achevèrent exactement au jour et à l'heure fixés.

La couverture qui, dans les plans précédents, ne comprenait que trois secteurs correspondant aux 6^e, 20^e et 7^e corps d'armée, avait été considérablement renforcée par l'attribution d'un secteur au 2^e corps, par la création d'un 21^e corps introduit entre les 20^e et 7^e et par l'augmentation des effectifs de paix des corps de la frontière. Un corps de cavalerie, rassemblé dans la région de Mézières, était tenu prêt à entrer en Belgique en cas de violation de la neutralité belge par l'Allemagne.

Le plan de concentration proprement dit était l'œuvre propre du général Joffre : il était lié à sa conception du plan d'opérations, avait été établi sous sa responsabilité personnelle et n'avait été communiqué qu'à titre de renseignement au Conseil supérieur de la Guerre.

Le groupe des armées du nord-est, dont le quartier général serait à Vitry-le-François, comprendrait cinq armées, un corps de cavalerie de trois divisions et diverses formations à la disposition du général en chef : La 1^{re} armée, forte de cinq corps d'armée et deux divisions de cavalerie, dont deux corps d'armée et deux divisions de cavalerie en couverture dans la trouée de Belfort et dans les Vosges, était concentrée autour d'Épinal. La 2^e, de même effectif mais ayant en outre un groupe de divisions de réserve, couverte à la frontière de Lorraine par un corps d'armée et une division de cavalerie, était concentrée entre Moselle et Meuse, au nord-est de Neufchâteau. La 3^e, composée de trois corps d'armée, d'une division de cavalerie et d'un groupe de trois divisions de réserve, couverte en Woëvre par un corps d'armée et une division de cavalerie, était rassemblée sur la Meuse au nord de Verdun. La 4^e, avec trois corps d'armée et une division de cavalerie, était en deuxième ligne dans la région nord-est de Saint-Dizier. La 5^e, comprenant cinq corps d'armée, une division de cavalerie et deux divisions de réserve, dont un corps d'armée et une division de cavalerie en couverture en Woëvre septentrionale, était concentrée dans la région de Reims.

Les commandants désignés de ces armées étaient les généraux Dubail, de Cas-

telnaux, Ruffey, de Langle de Cary et Lanrezac, tous combattants de la guerre de 1870, tous officiers brevetés ayant occupé dans les états-majors ou à l'École de Guerre des postes éminents et y ayant acquis la confiance de l'armée.

A la gauche de ce dispositif se trouvait le corps de trois divisions de cavalerie aux ordres du général Sordet en couverture dans la région de Mézières.

Enfin, le général en chef disposait de deux divisions d'Afrique et éventuellement d'une division alpine, susceptibles d'être transportées vers Mézières, ainsi que de deux groupes de trois divisions de réserve rassemblées à Vesoul et à Sissonne.

L'intention du général Joffre était « de se porter toutes forces réunies à l'attaque des armées allemandes ». Deux actions principales étaient prévues. A droite, les 1^{re} et 2^e armées devaient déboucher, l'une de la tête de pont de Nancy, l'autre de la Meurthe, et marcher en direction générale de Sarrebrück, leur droite suivant la crête des Vosges et leur extrême droite, après avoir au préalable conquis la haute Alsace, « appuyant au Rhin le dispositif général ». A gauche, la 5^e armée et le corps de cavalerie agiraient contre l'aile droite des forces ennemies soit en direction de l'est et de Thionville, soit en direction du nord-est et du Luxembourg belge si les forces ennemies pénétraient en Belgique. La 3^e armée, prenant appui sur les Hauts de Meuse, assurerait la liaison entre ces deux actions principales. La 4^e était prête à s'engager au nord ou au sud de Verdun, à l'appui de la 2^e, ou entre les 3^e et 5^e. Le 1^{er} groupe de divisions de réserve, à l'aile droite, pouvait prolonger ou renforcer la 1^{re} armée ; la 4^e, à l'aile gauche, restait disponible et susceptible d'apporter son concours à l'une ou l'autre des armées de gauche.

Ce plan a été violemment attaqué. On lui a reproché à la fois d'être trop rigide et trop imprécis, de déployer prématurément la majeure partie des corps d'armée avant de connaître d'une façon sûre la direction à donner aux attaques, de ne pas fixer nettement le but de ces attaques. C'est que, dans l'esprit du général Joffre, le dispositif réalisé est un dispositif d'attente plutôt qu'un dispositif d'attaque ; mais, sous l'influence des théories offensives et dans son désir de prendre l'initiative de l'action, le rédacteur avait réduit au minimum la partie de ce dispositif susceptible de modifications. Son plan était un compromis entre les nécessités et les théories. Il prévoyait certes des réserves, trois corps actifs, trois divisions actives et un groupe de divisions de réserve, mais ces divisions n'étaient pas disposées en vue de la manœuvre. On lui a reproché de ne pas faire suffisamment état des unités de réserve : mais ces unités étaient-elles vraiment capables de tenir leur place en première ligne dès le premier jour ? On a dit encore, et non sans raison, que le plan de concentration dispersait les efforts en prévoyant deux attaques

dotées chacune de la moitié des forces. Peut-être eût-il été possible, en effet, d'affecter plus de divisions à l'offensive éventuelle de gauche en renonçant à celle de droite, dont les résultats étaient incertains, et en se plaçant, de ce côté, sur la défensive ; mais en vue d'éventualités problématiques, il est toujours difficile de choisir, et la préoccupation d'une manœuvre allemande par la Belgique demandait qu'on y parât. Impossible de tout prévoir à la guerre. Avant de se prononcer définitivement, il faut avoir lu, en quelque sorte, dans les yeux de l'ennemi. Enfin, comme nous le verrons, le maintien de forces puissantes à l'Est était d'une importance capitale.

Connaissions-nous exactement l'importance des forces que les Allemands nous opposeraient ? Il semble bien que, en dépit des coups portés au Service des renseignements au lendemain de l'affaire Dreyfus, notre 2^e bureau n'ait pas ignoré l'existence et l'emploi en première ligne des corps d'armée de réserve allemands ; sans doute le préjugé contre les formations de réserve empêcha-t-il d'accorder foi entière à certains de ces renseignements ou d'en tirer toutes les conséquences. Un dispositif plus étendu vers le nord-ouest eût exigé qu'on mît en ligne un plus grand nombre de divisions et qu'on réduisît d'autant les réserves. Faut-il ajouter qu'il répugnait à une sage entente de la neutralité d'établir des forces considérables face à la frontière belge ; si une telle mesure eût été prise, elle eût risqué d'être mal interprétée en Belgique et en Angleterre.

Pour juger ce plan impartialement, il y a lieu de ne pas perdre de vue l'inconnue belge et l'inconnue anglaise. Cette indécision étant du ressort de la diplomatie, elle était à peu près inévitable en l'état de l'opinion dans ces deux pays. Certaines publications donnaient à penser que l'armée belge, en cas de violation du territoire, comptait simplement se retirer sous Anvers. Quant au gouvernement britannique, il avait accepté que les deux états-majors s'entendissent sur les conditions de débarquement et de transports éventuels d'un corps expéditionnaire : rien n'était moins certain cependant que l'intervention militaire de la Grande-Bretagne, et en tout cas, il était probable que celle-ci ne consentirait jamais à subordonner ses troupes à un chef français.

En résumé, la préparation morale, œuvre lente et réfléchie d'un passé lourd d'expériences, était excellente ; la préparation matérielle présentait de graves lacunes ; la préparation technique avait souffert de certaines théories outrancières. L'ensemble laissait à l'armée française les éléments d'une prompte mise au point.



CHAPITRE II

LA GUERRE DE MOUVEMENT

Tension politique et couverture. — Les Allemands en Belgique. — Déploiement stratégique. — La bataille des Frontières. — La retraite. — La victoire de la Marne. — Poursuite et stabilisation. — La « course à la mer ». — Vue d'ensemble sur la première phase de la guerre.



L'ULTIMATUM autrichien ouvrit, le 23 juillet 1914, la période de tension politique. Les armements secrets de l'Allemagne étaient, en fait, commencés depuis deux jours au moins. A partir du 25, les mesures de précautions et les mesures préparatoires à la mobilisation et à la concentration se succédèrent de jour en jour, et parfois d'heure en heure, avec, en général, un retard de quelques heures en France, puisque la France ne voulait pas la guerre.

Dans la nuit du 30 au 31, les premiers mouvements des troupes de couverture s'effectuaient. Le 1^{er} août, le président de la République signait le décret de mobilisation et le ministre de la Guerre expédiait le télégramme qui allait donner le branle aux tocsins de France. Dans tous les états-majors, dans toutes les mairies, dans les bureaux de tous les services, on décachète les plis chargés de mystère que

depuis tant d'années on considérait avec une émotion nuancée de quelque scepticisme. Le premier jour de la mobilisation était fixé au 2 août 1914.

Durant cette « semaine tragique », les âmes françaises s'étaient peu à peu haussées jusqu'à l'acceptation des plus grands sacrifices. La France, résolue à donner la mesure de sa volonté de paix, n'avait pas craint, au risque de livrer des positions essentielles à une soudaine invasion, et, en tous cas, d'affaiblir, en le bouleversant, un dispositif minutieusement étudié, de maintenir à dix kilomètres de la frontière tous les éléments de la couverture. Ce fut seulement dans l'après-midi du 2 août que la liberté fut rendue aux armées de pénétrer dans la zone réservée. Ce scrupule, pour ne pas dire cette imprudence, aurait pu coûter cher ; elle eut certainement de graves conséquences. Les détachements ennemis purent prendre l'avance sur certains points importants dans l'est et pénétrer assez profondément sur le territoire français.

Le 5 août, ordre est donné à la 1^{re} armée (général Dubail) d'exécuter avec une partie de ses forces l'attaque prévue en Haute-Alsace par le plan de concentration. Le 7^e corps d'armée (général Bonneau) et la 8^e division de cavalerie, débouchant partie par les Vosges, partie par la trouée de Belfort, devaient atteindre d'abord le front Thann-Mulhouse, puis marcher d'une part sur le Rhin dont ils détruisaient les ponts, d'autre part sur Colmar. Le but de cette opération était de retenir en Alsace les forces allemandes tentant de déboucher des Vosges et de favoriser le soulèvement des populations alsaciennes.

Conduit avec quelque hésitation, le détachement s'empare d'Altkirch le 7 août et de Mulhouse le 8 ; mais, attaqué le 9, il est refoulé sur les avancées de la place de Belfort, où une armée d'Alsace est formée sous les ordres du général Pau en vue de reprendre l'opération manquée.

On a dit que c'était un coup d'épée dans l'eau. Jugement bien superficiel. En maintenant l'avance ainsi obtenue jusqu'à la fin de la guerre, la frontière des Vosges devenait, à droite, un inébranlable pivot. En outre, l'influence morale de cette entrée rapide en Alsace, dont on ne connut pas d'abord les détails fâcheux, fut considérable. « Déroulède, nous sommes à Mulhouse ! » criait Barrès dans *l'Echo de Paris*, et de Mun : « Après quarante-quatre ans de deuil et d'attente douloureuse, voici donc que se lève pour nos frères de là-bas l'aurore de la délivrance, pour nous le jour sacré de la revanche ! » Le sens offensif de l'armée et surtout le moral du pays en furent grandement exaltés.

LES ALLEMANDS
EN BELGIQUE Cependant l'exécution du plan de guerre allemand s'était « déclenchée » avec une régularité et une brutalité impressionnantes.

Œuvre de von Schlieffen, remanié par von Moltke, que certaines audaces de son prédécesseur effrayaient, ce plan comportait la défensive face à la Russie et l'offensive en masse contre la France. L'offensive contre la France était confiée à trente-quatre corps d'armée ou soixante-huit divisions, dont quarante-cinq actives et vingt-trois de réserve, vingt-deux brigades de landwehr et dix divisions de cavalerie. Ce total d'un million et demi d'hommes était articulé en sept armées ; les cinq premières de ces armées, réunissant plus des deux tiers des forces, devaient effectuer un vaste mouvement de conversion autour de la position Metz-Thionville, déferler à travers la Belgique et rechercher l'enveloppement, jusqu'à la Seine Inférieure, de la gauche de toutes les forces françaises ; et celles-ci étaient menacées, d'autre part, par le formidable groupement de deux autres armées maintenues en Lorraine annexée pour former la « tenaille », en cas de succès de la grande manœuvre. Le désir d'éviter notre frontière fortifiée et de créer la surprise de l'attaque contre le flanc découvert l'avait emporté sur le respect des traités solennels garantissant la neutralité belge. C'était plus qu'un crime, selon le mot attribué à Talleyrand, c'était une faute, puisque cette violation du droit devait avoir pour conséquence l'intervention anglaise. Le crime étant sans excuse, la faute ne pouvait être compensée que par une victoire rapide et complète ; celle-ci ayant manqué, la défaite de la Marne devait être la résultante logique d'une telle erreur. Le plan allemand remanié portait l'empreinte du délire des grandeurs qui caractérisa le règne de Guillaume II.

Nous n'avons pas à dire ici comment l'armée belge répondit à l'appel de son admirable roi, comment échoua l'attaque brusquée de Liège, quelle fut la résistance de cette place, et comment l'armée belge fut contrainte de se replier sous Anvers alors qu'elle eût eu avantage peut-être à rechercher immédiatement l'union immédiate avec les forces françaises.

Le corps de cavalerie Sordet a reçu, le 5 août, quand la Belgique envahie a fait appel aux puissances garantes de sa neutralité, l'ordre d'entrer en Belgique. Il commence alors ce raid de dix jours, longue et fatigante randonnée à la recherche de la cavalerie ennemie qui se dérobe adroitement derrière des rideaux de feu tendus par ses cyclistes et par les avant-gardes des corps d'armée. Au cours de ces opérations, la cavalerie française a fourni d'excellents renseignements sur la composition des colonnes allemandes ; elle a acquis la certitude de sa supériorité morale.

Mais ces premiers efforts l'ont épuisée et lui ont inspiré des doutes sur sa propre aptitude à ce combat par le feu qui se découvre comme devant être la forme nouvelle de la guerre.

Pas plus que l'armée belge, la cavalerie Sordet n'avait pu retarder le mouvement de la formidable machine de guerre allemande. Tous ceux qui, en Belgique d'abord, puis plus tard en France, après la bataille des Frontières, ont été témoins de cette marche en ont gardé une impression de terreur. Ce bruit régulier des bottes allemandes martelant pendant des jours et des nuits les pavés des villes,



AVANT-POSTES BELGES SUR LA ROUTE DE TERMONDE (1914)

interrompu seulement par le cahot et le tremblement des colonnes d'artillerie et d'équipages, est resté dans leur souvenir. Il semblait que rien ne pourrait résister à la poussée automatique d'une armée, dont tous les détails, matériel, tenue des régiments, condition des chevaux, nombre des canons et des mitrailleuses, attestaient une préparation savante et minutieuse. Grandes invasions barbares supérieurement organisées, elles sont évoquées, d'ailleurs, de façon plus terrifiante encore, par les actes de cruauté qu'on n'eût plus cru possibles après des siècles de civilisation : otages fusillés sans jugement et sans motif, villes et villages incendiés, populations décimées avec d'infinis raffinements...

**DÉPLOIEMENT
STRATÉGIQUE**

Le Grand Quartier Général français avait attendu, pour se prononcer sur ce fait si grave de la violation de la neutralité belge et sur ses conséquences stratégiques, d'avoir des preuves décisives. Si, dès le 2 août, aux premiers indices de l'entrée en Belgique, le général Joffre, jouant de la variante prévue pour le débarquement de la 4^e armée, a prescrit de concentrer celle-ci à l'ouest de l'Argonne, en arrière de l'intervalle entre les 3^e et 5^e armées, si, dès le 8 août, éclairé par l'attaque de Liège, il a prescrit le resserrement de la 5^e armée sur sa gauche et l'entrée en ligne de la 4^e, ce n'est que quelques jours plus tard, et grâce surtout aux demandes réitérées du général Lanrezac, qu'il prendra ses dispositions en vue de parer au débordement de notre gauche : mouvement du 1^{er} corps sur Dinant, modification de la répartition des forces à notre gauche et mouvement de la 5^e armée vers la région entre Sambre et Meuse. En effet tous les renseignements sur la marche des armées allemandes et l'image qu'il s'en fait sont faussés par une erreur : le Grand Quartier Général ne croit pas à l'emploi immédiat en première ligne des corps de réserve allemands. De là, sa lenteur à admettre l'extension de l'aile droite allemande, puis sa conviction que cette aile droite n'a pas pu être constituée sans un affaiblissement exagéré du centre, conviction qui allait décider de la forme de sa propre offensive.

Les ordres définitifs pour celle-ci firent l'objet d'une série d'instructions s'échelonnant entre le 8 et le 18 août. Les premières confirmaient la direction d'attaque prévue pour nos deux armées de droite. L'offensive de ces armées, visant les communications des forces ennemies, devait s'exécuter méthodiquement et en deux temps, la 1^{re} (Dubail), flanquée par la droite de la 2^e (Castelnau), rejetant d'abord l'ennemi au nord de Sarrebourg, puis s'établissant sur la défensive pendant que la 2^e attaquerait alors à son tour à l'ouest des Étangs. Fixée au 14 août, elle serait soutenue à droite par celle de la nouvelle armée constituée en Alsace et renforcée. Quant aux armées de gauche, le général Joffre les avait ordonnées en deux groupements : la 3^e armée (Ruffey), couverte face à Metz sur les Hauts de Meuse par ses divisions de réserve et par celle de la place de Verdun (dont l'ensemble formera le 19 août une nouvelle armée dite armée de Lorraine sous le général Maunoury), et la 4^e (Langle de Cary), renforcée de quatre divisions de la 5^e armée, attaqueront en direction de Longwy et de Neufchâteau pour rompre vers le centre le dispositif ennemi ; à gauche, la 5^e (Lanrezac), où deux divisions d'Afrique, un groupe de divisions de réserve et un corps d'armée transporté du front de Lorraine remplaceront les divisions passées à la 4^e, agiront contre l'aile droite allemande, soit sur Meuse-Sambre, soit sur

Namur et Givet selon les circonstances ; dans les deux cas, la 5^e armée sera en liaison, à l'extrême gauche, avec le corps expéditionnaire anglais, dont les quatre divisions, mises en mouvement à partir du 9 août, se concentraient dans la région Avesnes Le Cateau.

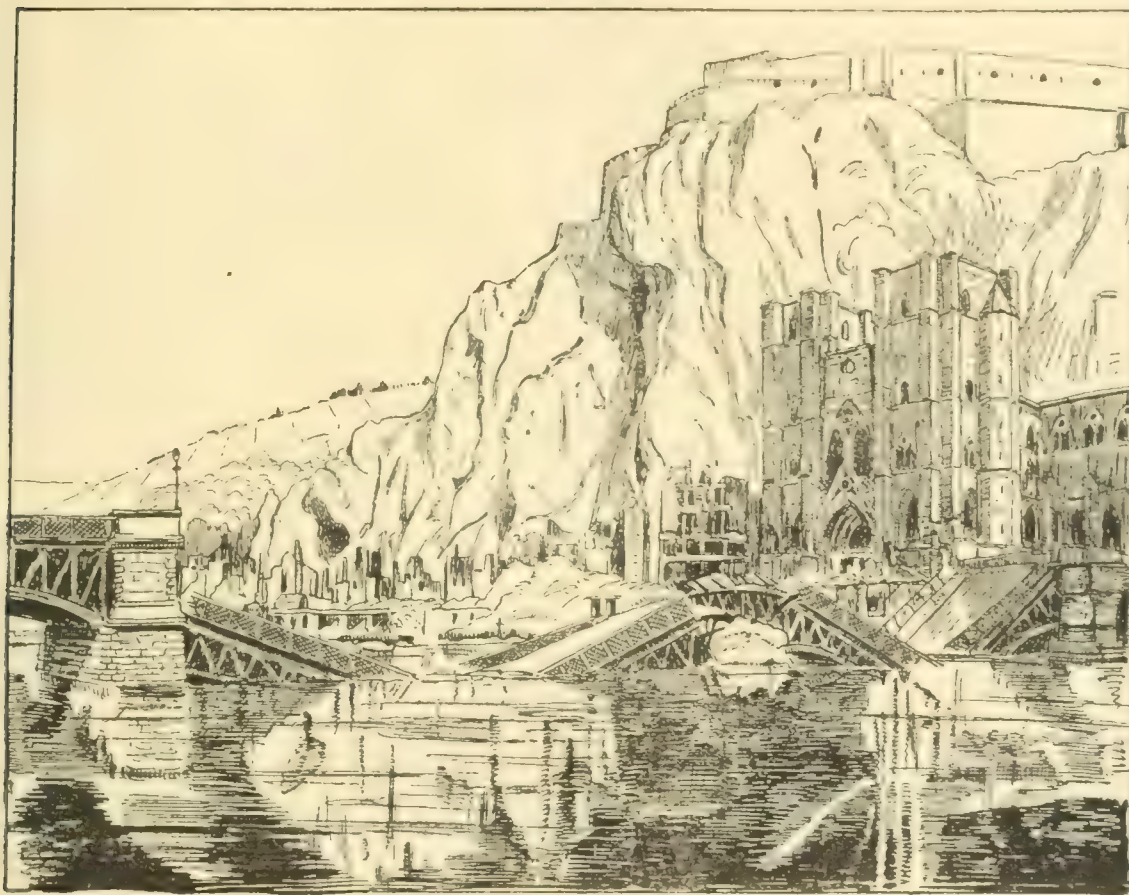
L'attaque centrale des 3^e et 4^e armées, devant déboucher dans un terrain boisé et coupé, peu favorable à une offensive rapide, ne pouvait réussir que dans l'hypothèse d'une énorme supériorité de moyens ; or, les armées françaises tomberont sur les 4^e et 5^e armées allemandes représentant une force sensiblement supérieure. Tout à fait à gauche, les instructions du général en chef vont opposer au bloc de trois armées allemandes, comptant quinze corps d'armée, deux armées indépendantes l'une de l'autre, d'effectifs plus faibles, et qui auront à peine le temps de s'établir sur le terrain.

Dans ces conditions, l'offensive était exposée à un grave échec. Cependant elle présentait un incontestable avantage : elle saisissait l'initiative ; elle barrait, d'un coup net, la grande poussée allemande ; elle permettait à nos forces de prendre les positions nouvelles résultant du plan ennemi maintenant dévoilé. Il est facile d'exagérer les suites négatives d'une attaque manquée, sans tenir compte des résultats positifs obtenus pour l'avenir par ce premier et vigoureux coup dans le flanc de l'ennemi qui en restera, pour toute la suite de sa manœuvre, grandement ébranlé.

L A BATAILLE DES FRONTIÈRES La bataille qui va résulter des décisions du général en chef est un drame en trois actes distincts dans le temps comme dans l'espace : la bataille de Sarrebourg-Morhange, la bataille des Ardennes et enfin la bataille de la Sambre, — l'ensemble constituant ce que nous avons nommé la « bataille des Frontières ».

Commencée le 14 août, l'offensive des 1^{re} et 2^e armées, réduites respectivement à quatre et trois corps d'armée par suite de la formation de l'armée d'Alsace et du retrait de deux corps placés en réserve, repousse d'abord lentement la couverture allemande jusqu'à la ligne Sarrebourg-Dieuze, qui est atteinte le 19. Mais elle subit le lendemain une contre-offensive de la 6^e armée allemande débouchant du nord et de la 7^e débouchant des Vosges. Nos troupes, aux prises pour la première fois avec les tirs répétés d'une artillerie lourde assez peu meurtrière en fait, mais impressionnante et dont elles ne soupçonnaient pas la portée, sont ébranlées par cette surprise, et reculent, à la 2^e armée d'abord, puis à la 1^{re}. Heureusement, l'ennemi, quoique au moins égal en forces, a subi, de son côté, de fortes pertes et il ne poursuit que mollement. Nos deux armées, rapidement reprises en mains,

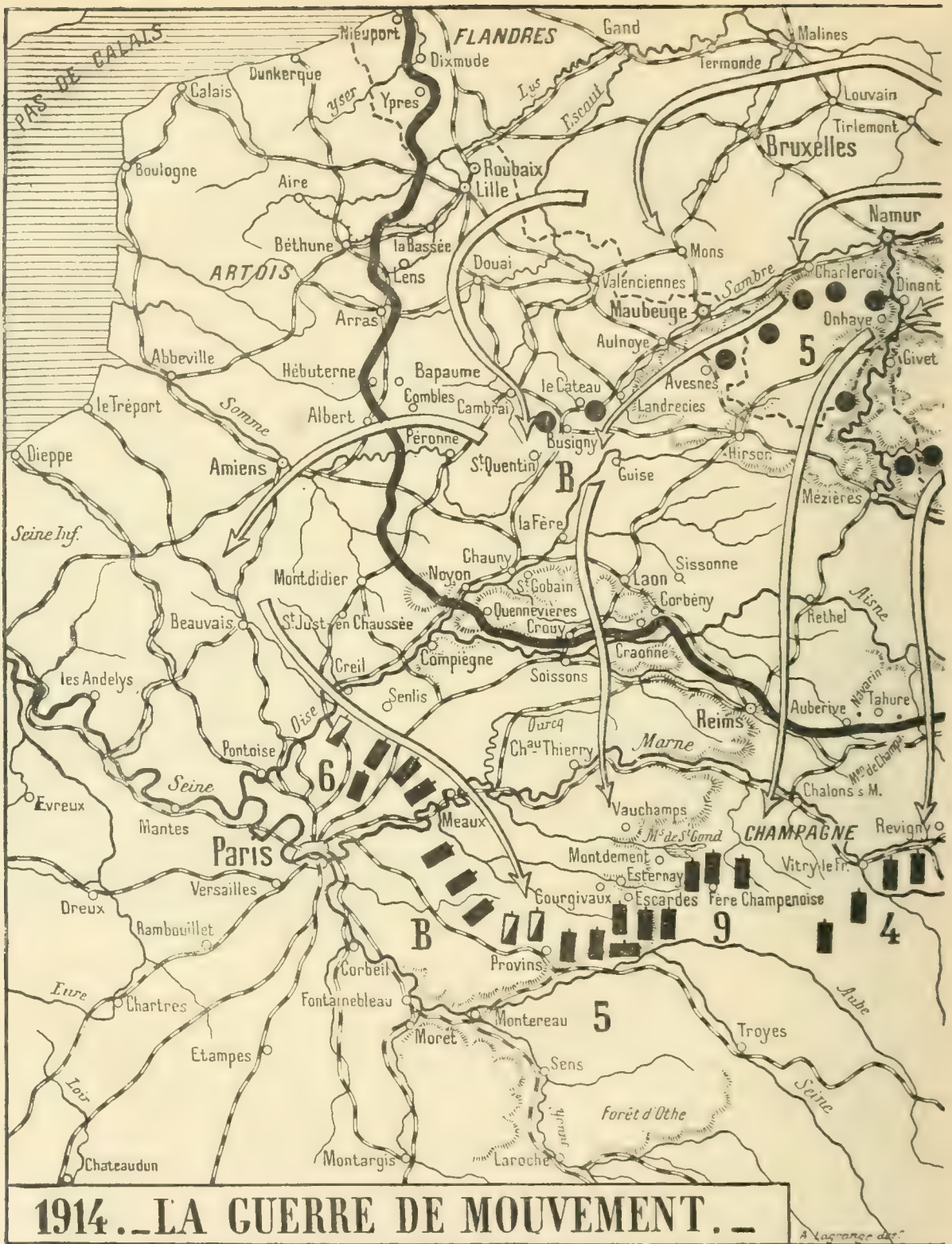
s'établissent en équerre, l'une (général de Castelnau) sur les hauteurs du Grand Couronné de Nancy et de Saffais-Belchamp, l'autre (général Dubail) de Senones à la forêt de Charmes par le col de la Chipotte, face au nord. On ne peut donc dire que cette offensive ait complètement échoué, puisque, si elle n'a pu atteindre

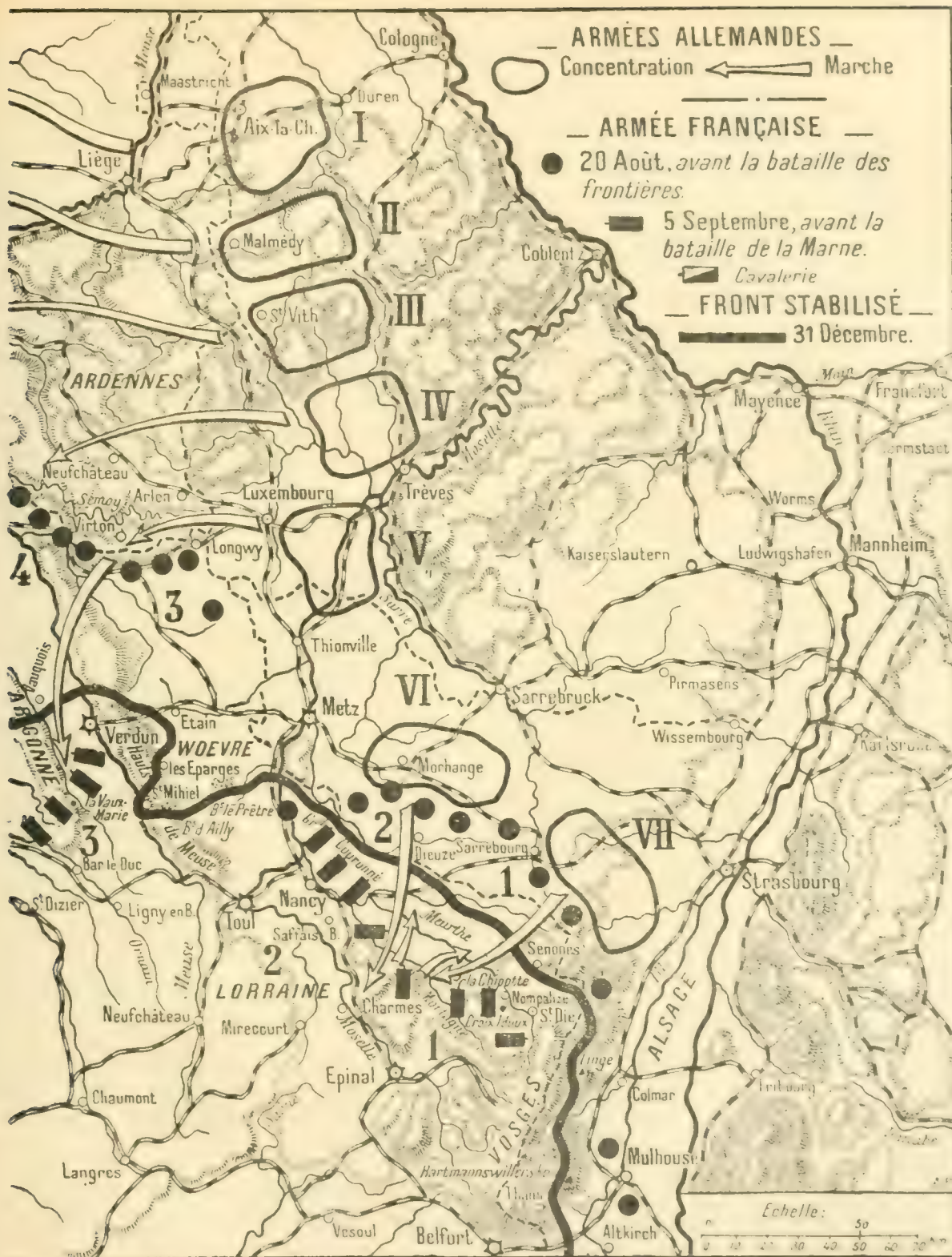


DINANT APRÈS LES COMBATS D'AOUT 1914

un objectif d'ailleurs de peu d'intérêt dans l'état nouveau des choses, elle a retenu devant elle des forces considérables ; même elle a attiré, par suite de l'aveuglement du haut commandement ennemi, six divisions d'ersatz dont la présence à l'aile droite allemande eût pu, aux jours de la Marne, changer la face des choses.

Pendant ce temps, l'armée d'Alsace (général Pau) s'était reportée en avant, un peu trop lentement peut-être ; elle avait atteint Mulhouse par sa droite et les abords immédiats de Colmar par sa gauche. Mais l'arrêt des 1^{re} et 2^e armées rendait inutile la poursuite de cette avance en direction du Rhin. D'autre part, les événements





survenus à notre gauche y appelaient d'urgence des renforts. L'armée d'Alsace ne tardera pas à être disloquée pour les fournir.

Au centre, l'importance de l'échec se mesure au but que s'était assigné l'offensive. Celle-ci escomptait la rupture du centre ennemi. Elle aboutit à une série de combats de rencontre de divisions ou de corps d'armée (on en a compté jusqu'à douze), presque indépendants les uns des autres, dans un terrain très couvert et très compartimenté, où le brouillard accrut encore les difficultés des liaisons. Ici aussi, les formations françaises furent surprises par l'artillerie lourde allemande et, plus encore, par l'action des mitrailleuses, dont les effets, dans ces combats à courte portée, furent terribles. Surtout elles souffrirent de graves défauts d'instruction, négligence ou mépris du service de sûreté, liaison insuffisante entre infanterie et artillerie, entre cavalerie et infanterie, mépris du feu. Le mouvement commencé le 21 était arrêté dès le lendemain ; il se transformait, le 24, à la 4^e armée, en une retraite, qu'un ordre du général en chef étendit à la 3^e armée en dépit du succès remporté le 25 août, sur la droite de cette armée, à Etain, par l'armée de Lorraine (général Maunoury) contre l'aile sud du prince impérial allemand. La 4^e armée devait se rétablir sur la Meuse, la 3^e sur les Hauts de Meuse.

Cette défaite, car c'en était une du point de vue tactique comme du point de vue stratégique, n'était cependant pas, non plus, sans contre-partie : la surprise avait été non moins grande pour les Allemands ; ils ne s'attendaient pas à une bataille dans cette zone boisée ; la belle ordonnance de leur marche en fut troublée, leurs 4^e et 5^e armées immobilisées, et peut-être la gauche de la 3^e empêchée de porter, sur la droite de l'armée Lanrezac, des coups qui auraient pu être décisifs.

La 5^e armée française, ou du moins une fraction importante de celle-ci, avait dû, à partir du 16 août, exécuter une difficile marche de flanc qu'on a désignée sous le nom de « marche en crabe » et qui devait l'amener le 20 août dans la région d'entre Sambre et Meuse. Trois de ses corps prenaient position face au nord, tandis que l'armée était couverte à droite, sur la Meuse, par le 1^{er} corps (général Franchet d'Esperey). Le 21 août, le général en chef donne l'ordre d'attaquer ; mais le général Lanrezac se soucie peu de franchir la Sambre et de s'aventurer, en face d'un ennemi qu'il estime très supérieur en nombre, dans le dédale de corons et d'usines du Borinage ; il obtient de retarder son offensive jusqu'au 23 : il aura pu alors, à sa droite, recouvrer la disponibilité de son meilleur corps, le 1^{er}, relevé par une division de réserve et, à sa gauche, les Anglais se seront portés à la hauteur de sa ligne de front. En attendant, il prescrit à ses corps d'armée de rester sur la défensive.

Malgré cet ordre, quand l'ennemi apparaît, dans la soirée de ce jour, les avant-gardes des 3^e (général Sauret) et 10^e corps (général Defforges) ne peuvent se tenir de se lancer en avant. Le 22 août se livre une série de combats décousus, qui montrent dans les troupes toujours la même fougue maladroite, toujours la même inaptitude au combat défensif. Le 23, le général Lanrezac croit pouvoir, un peu tard, exécuter son plan : son 1^{er} corps, relevé et bien en mains, doit attaquer le flanc gauche de la 2^e armée allemande de von Bülow. Tout est prêt pour cette entrée en action soudaine, lorsqu'un incident un peu secondaire détourne son attention : on apprend que la 3^e armée allemande de von Hausen, dont l'existence était contestée, bousculant la division de réserve qui avait relevé le 1^{er} corps, passe la Meuse ; on craint une action sur nos arrières. Le commandant du 1^{er} corps (Franchet d'Esperey) pousse en hâte de ce côté le général Mangin avec ce qu'il a à sa portée, deux bataillons et deux régiments de cavalerie, dispose face à droite une de ses divisions, et se porte lui-même vers Onhay, que le général Mangin reprend à la baïonnette. La situation était rétablie mais la menace d'encerclement persistait ; la 4^e armée reculait ; l'armée von Hausen pouvait reprendre ses attaques, tandis que les Anglais seraient pris à partie par la masse de l'aile droite allemande, constituée par la 1^{re} armée de von Klück. Dans la soirée du 23, le général Lanrezac, dont l'armée s'est épuisée dans des combats fragmentaires, prescrivait une retraite qui la tirait du péril.

Le 24, les armées françaises reculaient partout ; mais, contrairement à ce que s'imaginaient nos ennemis, cette retraite n'avait rien de désordonné ; elle était voulue et cohérente. Le général Joffre, reconnaissant l'échec de son plan initial, prenait en main la situation créée par la bataille des Frontières avec cette netteté de décision et cette force d'âme qui le caractérisent.

Nous nous sommes étendus assez longuement sur cette bataille, parce qu'elle est la moins connue, la plus déformée peut-être par les polémiques. Issue d'une décision soudaine et qui se subordonnait jusqu'à un certain point à l'initiative allemande, elle avait mis en lumière certaines faiblesses, les lacunes de l'instruction tactique des troupes et, en particulier, de l'artillerie, l'insuffisante aptitude de quelques-uns des généraux à la rude épreuve intellectuelle et morale qu'est la guerre.

Chez un peuple aussi sensible, aussi mobile que le peuple français, un tel échec n'était-il pas irrémédiable ? L'armée n'allait-elle pas crier à la trahison, le pays s'abandonner au découragement ? Et, d'autre part, les causes qui avaient produit la défaite n'allaient-elles pas continuer à agir, avec une force encore accrue du

fait des pertes subies et de la déception qui, de l'armée, pouvait gagner le pays ?
Il n'en fut rien.

LA RETRAITE Le général Joffre eut le haut mérite, qui restera, devant l'histoire, un de ses titres de gloire, de « croire à la France », et il eut aussi le coup d'œil nécessaire pour choisir d'emblée « le point d'appui de son rétablissement », comme il disait lui-même. Dès le lendemain de la défaite, il préparait et annonçait hardiment une manœuvre nouvelle.

L'instruction lancée le 25 août prévoyait la constitution à gauche d'une « masse capable de reprendre l'offensive, pendant que les autres armées contiendront, le temps nécessaire, les efforts de l'ennemi ». Ce groupement de forces, destiné à répondre « au débordement par le débordement », serait constitué par la 5^e armée, l'armée anglaise, le corps de cavalerie, deux divisions du camp retranché de Paris et des forces amenées de nos armées de l'est, prélevées notamment sur l'armée d'Alsace dissoute. C'était le commencement de ces « rocadés » par voie ferrée dont le général Joffre avait deviné l'importance avant la guerre, qu'il avait fait spécialement étudier dans ses exercices de cadres et qui vont être l'une des caractéristiques de la stratégie nouvelle.

Une telle manœuvre supposait que les armées françaises de droite pourraient se fixer dans la zone des forteresses de l'est. Précisément, la journée du 25 août marquait à droite la fin victorieuse d'une double bataille dont on ne saurait trop souligner l'importance par rapport à l'ensemble : la bataille de la Mortagne et de la trouée de Charmes. Dans leur conviction d'avoir obtenu, du premier coup, une victoire décisive, les armées allemandes de gauche avaient, sans se soucier de la situation réelle des 1^{re} et 2^e armées françaises, poussé en direction de la trouée de Charmes avec l'espoir de réaliser de ce côté l'enveloppement général prévu par Schlieffen et que visaient, à l'ouest, les armées von Klück et von Bülow. Mais, prétendant exécuter la grande manœuvre en tenaille, elles s'étaient, sans s'en douter, enfoncées dans une tenaille. L'armée Dubail avait reculé pied à pied devant elles, et, quand elles avaient été suffisamment engagées, le général de Castelnau les avait attaquées dans leur flanc droit. Surprises et fortement malmenées, elles s'étaient repliées à leur tour en toute hâte. Le plan trop ambitieux d'enveloppement par la gauche avait échoué devant l'énergie et la belle ordonnance de la manœuvre française dans l'est.

La solidité du pivot à l'est était une des conditions essentielles de la manœuvre de reprise prescrite par le général Joffre : il l'avait obtenue du premier coup.

Maintenant, il fallait pourvoir au choix du lieu et aux dispositions de la grande bataille qui devait orienter à nouveau le sort de la guerre.

La manœuvre en retraite a été considérée dans tous les temps comme la plus difficile de toutes. Et, cette fois, les difficultés s'étaient accumulées. C'était plus de trente divisions, sans compter les divisions de cavalerie, dont il fallait régler et coordonner les mouvements de repli. Il fallait aussi tenir compte de la liaison à garder avec l'armée anglaise : problème particulièrement ardu, car, outre que cette armée avait une formation et un tempérament différents des nôtres, outre que les instructions de son gouvernement lui reconnaissaient une indépendance complète à l'égard du commandement français, elle se plaignait d'avoir été mal engagée, de n'avoir pas été soutenue par l'armée Lanrezac et, en fait, elle avait subi des pertes sévères, le 23 août à Mons, le 25 à Landrecies, le 26 au Cateau. Enfin, c'était à travers l'une des plus riches régions de France qu'on reculait : il n'était pas un combattant dont le cœur ne se serrât à voir ces richesses abandonnées et surtout à côtoyer le long des routes ces pitoyables colonnes d'émigrants fuyant devant la barbarie allemande, et qu'il fallait, parfois, parquer hors des routes pour permettre le défilé des troupes et des convois !...

Si la retraite exécutée dans ces conditions ne tourna pas à la catastrophe, nous le devons à l'endurance extraordinaire du soldat, à la valeur et à l'activité des états-majors, à la netteté des vues et à l'énergie du haut commandement. Les étapes se succédaient, épuisantes, coupées seulement d'arrêts irréguliers de durée imprévue bien incompatibles avec une organisation quelconque du ravitaillement et du repos ; cependant, les vivres arrivèrent, les renforts vinrent combler les vides, les nominations pourvurent aux vacances créées par l'hécatombe des premiers combats ; personne n'avait perdu la tête ; dans le désordre, on voyait poindre l'ordre.

La confiance dans le haut commandement aurait dû être ébranlée ; elle se rétablit quand on vit le général en chef prendre les mesures les plus énergiques concernant le personnel. Rien que dans le haut commandement, le général Ruffey était remplacé le 30 août par le général Sarrail, le général Lanrezac le 3 septembre par le général Franchet d'Esperey. Donc, le haut commandement *commandait*. Le général en chef, les états-majors, tout en réorganisant complètement l'armée, faisaient annoncer une prochaine volte-face et *maintenaient* ainsi très haut le moral de la troupe. Ces douze jours de la retraite la plus pénible ne firent qu'aviver le désir de réparer ce que la plupart des corps, convaincus de ne pas avoir été battus, considéraient comme une injustice du sort.

Le général Joffre avait espéré pouvoir arrêter sa gauche sur la Somme, d'où la nouvelle armée, confiée au général Maunoury, aurait débouché dans le flanc des armées allemandes. La dislocation complète de son dispositif d'aile gauche et le repli des Anglais au sud de l'Oise l'en empêchent. Il faut d'abord rétablir la liaison entre la 5^e armée et la 4^e, qui a appuyé vers sa droite pour contre-attaquer



INFANTRIE FRANÇAISE EN POSITION D'ATTENTE (1914)

les Allemands au passage de la Meuse : c'est l'objet de la création d'un détachement d'armée, dont le chef sera le général Foch (jusque-là commandant du 20^e corps) et qui, à la veille de la Marne, deviendra la 9^e armée. Il faut aussi soutenir les Anglais, rétablir chez eux la confiance et alléger la pression qui risque de désorganiser la 6^e armée du général Maunoury avant même qu'elle ne soit complètement formée : c'est l'objet de la bataille livrée le 29 août au sud de Guise par la 5^e armée.

Cette bataille de Guise est l'une des plus émouvantes de la guerre : menée sur deux fronts obliques, partie face au nord, partie face à l'est, à la fois défensive et offensive, avec des alternatives d'avance, de recul et de reprise victorieuse, elle se termina par une attaque générale qu'entraîna l'entrée en ligne, soigneusement préparée et hardiment exécutée, du 1^{er} corps d'armée (général Franchet d'Esperey). Non seulement elle fut un beau succès tactique, mais elle troubla définitivement le dispositif et la marche de l'aile droite ennemie. Elle eut une importance considérable sur la « concentration vers le centre *et à l'est de Paris* », qui fut imposée dès lors, à la manœuvre allemande et qui la fit tomber en quelque sorte dans le piège que la contre-manœuvre française lui tendait sur la Marne.

Cette victoire, qui eût pu sauver le massif de Saint-Gobain et protéger les abords de Paris, ne suffit pas, malheureusement, à redresser la décision de repli du commandement anglais. La retraite générale dut continuer. Bientôt même, il parut impossible d'arrêter le mouvement au nord de la latitude de Paris. Par une décision qu'approuvèrent tous les hommes réfléchis, parce qu'elle indiquait la volonté de pousser la guerre jusqu'au bout, le gouvernement quittait la capitale, y laissant tous les pouvoirs au général Galliéni. Celui-ci était résolu à défendre la capitale avec la garnison augmentée de la 6^e armée placée sous ses ordres.

C'était, maintenant, la ligne Seine-Aube-Ornain que le général en chef envisageait comme limite extrême du recul de nos armées. Libérées alors de la pression ennemie et ressoudées, solidement reliées à droite au barrage fortifié Verdun-Toul, à gauche au camp retranché de Paris, elles dessinaient une sorte de vaste poche réalisant contre l'ennemi le dispositif enveloppant qu'il recherchait lui-même.

Les fautes du commandement allemand allaient permettre au général Joffre de s'arrêter avant d'avoir porté aussi loin le recul prévu. Le « miracle de la Marne » commençait.

LA MARNE Les succès des premières batailles avaient grisé l'empereur Guillaume, ses généraux, ses soldats. Pour tous, il ne s'agissait plus que de « poursuivre une armée hors d'état de tenir tête ». C'est pourquoi on croyait pouvoir, sans danger, retirer du théâtre d'opérations six corps d'armée (1) pour les transporter contre la Russie. Mais, peu à peu, la vraie situation apparaît à Moltke : décontenancé après la bataille de Guise, il commence à comprendre que l'immense extension du front de ses armées l'expose aux contre-attaques des Alliés, et il en

(1) Deux seulement furent mis en route.

revient à l'idée primitive d'un enveloppement à la Schlieffen quoique plus restreint : son aile droite, d'abord orientée vers le sud-ouest, fait face au sud et oblique à l'est en vue de couper de Paris les armées françaises ; elle sera couverte face à la capitale par l'armée von Klück. Mais voilà que celui-ci, poussé par son tempérament ardent et peut-être par le souvenir, glorifié l'année précédente, des succès de Blücher en 1813 et 1814, a déjà foncé vers le sud et même vers le sud-est, à une

étape en avant de son voisin Bülow, ainsi complètement découvert du côté de Paris.

Cette situation trop aventurée, le haut commandement français va l'exploiter.

Le 1^{er} septembre il a, grâce à l'intervention personnelle du président de la République et au concours de lord Kitchener, obtenu la promesse du maintien de la collaboration britannique. Toutefois, il ne croit pas pouvoir ordonner encore le demi-tour ; il entend mettre auparavant toutes les chances de son côté. Il attend que soient terminés les transports de forces ordonnés de la droite vers la gauche et que les renforts soient en place dans tous les corps d'armée. C'est seulement dans la soirée du 4, quand les nouvelles de la 3^e armée ont montré celle-ci solidement liée à Verdun, quand il a obtenu la certitude du



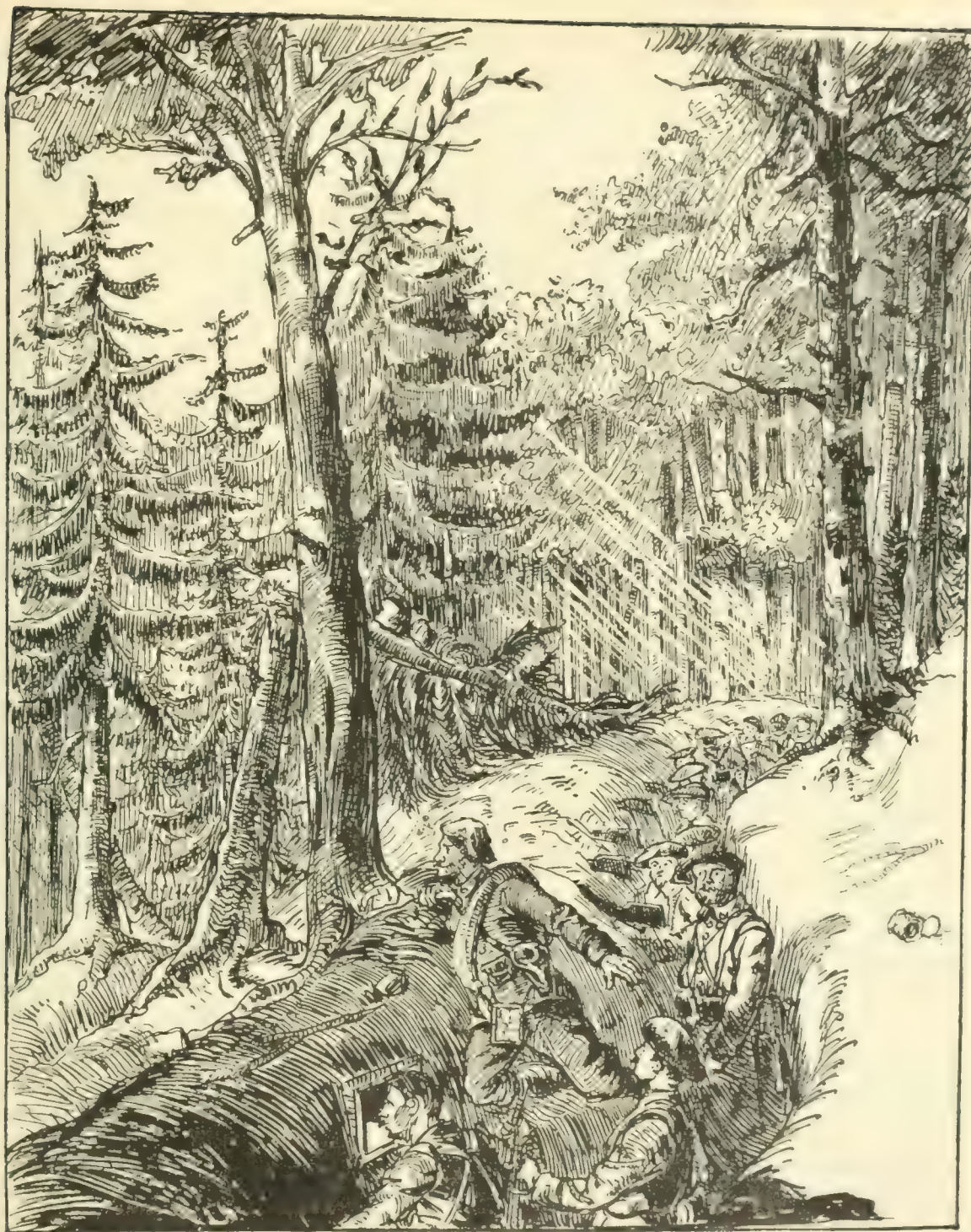
GALLIÉNI (Bois d'A. Lepère).

concours effectif de nos Alliés, et surtout quand le général Franchet d'Esperey lui a affirmé que son armée était en état de reprendre l'offensive, que le général Joffre, certain maintenant d'une solide liaison dans l'action concordante de toutes les armées, donne l'ordre d'offensive attendu depuis la veille par le général Gallieni ; car celui-ci a entrevu, de son côté, les perspectives favorables que lui ouvre l'avance inconsidérée de la droite allemande et déjà il a pris ses dispositions pour passer à l'attaque.

La grande bataille qui va s'engager comportera, à l'aile droite, c'est-à-dire à l'est, une attaque de la 3^e armée (général Sarrail) en direction du nord-ouest



LE MARÉCHAL FOCH
Portrait d'après J.-F. BOUCHOR.
(Musée de l'Armée.)



CHASSEURS ALPINS DANS UNE TRANCHÉE DES VOUGES (1914)

contre le flanc de la 5^e armée allemande, — au centre, une bataille défensive livrée face au nord par les 4^e (de Langle) et 9^e armées (Foch), — à l'aile gauche, une puissante action concentrique de l'armée Maunoury, de l'armée britannique et de la 5^e armée (Franchet d'Esperey) contre l'armée allemande de von Klück. C'est une masse de cinquante-six divisions d'infanterie et de neuf divisions de cavalerie qui s'en prend à quarante-quatre divisions d'infanterie et sept divisions de cavalerie. Entré en campagne avec une infériorité numérique absolue, le haut commandement français a su saisir le moment où les circonstances réalisaient cette condition essentielle de toute victoire : être le plus fort sur le point décisif. La supériorité est même considérable à l'aile gauche, où vingt-quatre divisions ont affaire à une dizaine seulement. Un tel avantage n'a pu être obtenu, il est vrai, qu'au prix d'un risque très grave : l'extrême faiblesse du centre. Ce risque, le général Joffre l'accepte avec une rare fermeté d'âme : il a pris ses précautions pour y pourvoir à bref délai en empruntant les réserves nécessaires à ses armées de l'est dès qu'elles auront accompli leur tâche. En attendant il a confiance dans l'énergie des chefs et dans la valeur des soldats.

La bataille, engagée le 5 par l'entrée en action un peu prématurée de l'armée Maunoury, que le général Galliéri a disposée face à l'est, ne devait commencer que le 6 au matin pour l'ensemble des autres armées. Elle allait durer quatre jours — et même cinq à notre droite — journées de rudes combats, dont on n'eût pas cru capables des troupes épuisées par la plus pénible des retraites. Nous n'en pouvons retracer, ici, tous les épisodes (1) : les combats de l'armée Maunoury sur l'Ourcq ; le raid de la division de cavalerie Cornulier-Lucinière sur les arrières de l'armée von Klück ; Escardes et Courgivaux, où le général Mangin combat en première ligne ; Esternay dont l'enlèvement par le 1^{er} corps (général Deligny) consacre la dislocation du dispositif allemand ; le 10^e corps (général Defforges) donné par le général Franchet d'Esperey au général Foch ; l'action du 1^{er} corps à l'est de Vauchamp dans le flanc des colonnes allemandes attaquant l'armée Foch ; la résistance de la division marocaine du général Humbert sur les hauteurs de Mondement et à l'ouest des marais de Saint-Gond ; les ordres d'attaque incessamment renouvelés par lesquels le général Foch maintient au feu devant Fère-Champenoise des troupes à bout de forces ; la rocade de la division Grossetti, manifestation symbolique de la volonté offensive du général Foch ; la lutte acharnée de l'armée de Langle de Cary autour de Vitry-le-François ; l'attaque

(1) Voir Gabriel HANOTAUX, *La Bataille de la Marne*, Plon, 2 vol. in-8°.

du 15^e corps (général Espinasse) sur Revigny à l'appui de l'armée voisine ébranlée ; l'entêtement judicieux du général Sarrail à garder la liaison effective avec Verdun ; la puissante action d'artillerie menée par le 6^e corps (général Verraux) contre l'armée du prince impérial ; les combats, avec les si puissants effets de l'artillerie du général Herr, dans la région de la Vaux-Marie : autant d'événements glorieux, menés avec un entrain, un brio extraordinaires et qui contribuent tous à la victoire.

Dès le 8, von Klück, obligé de se retourner contre l'armée de Paris, écorne le front allemand ; et, le 9 au matin, Bülow, menacé sur son flanc par l'avance de la 5^e armée française dans la brèche ouverte par la volte-face de von Klück, se considère comme vaincu ; au cours de la journée, les deux armées allemandes de droite ont l'ordre de se replier ; une suprême attaque menée par les trois armées de gauche dans la nuit du 9 au 10 n'aura d'autre effet que de faciliter la retraite générale ordonnée le 10 par von Moltke.

A cette date la bataille de la Marne s'achevait « en une victoire incontestable » : non seulement les espérances de succès immédiat sur lesquelles était bâti le plan stratégique allemand s'étaient écroulées, mais la machine colossale était disloquée ; elle ne pouvait prolonger la lutte engagée sans se compromettre définitivement.

Si rapide et si complet avait été le renversement des situations respectives que, pendant longtemps, il parut incompréhensible à l'opinion. On criait « au miracle ». Une conception non moins simpliste fit de la bataille de la Marne une « victoire de soldats » : il avait suffi que le général Joffre prononçât l'ordre de demi-tour, et la *furia francese* aurait fait le reste ! La réalité est autrement complexe. A cette grande victoire, il y eut des causes qu'on pourrait appeler négatives : fatigue des troupes allemandes surmenées, insuffisance des prévisions relatives aux pertes et des mesures prises pour l'arrivée des renforts, méconnaissance des ressources cachées du tempérament français, erreur du haut commandement allemand qui, à la veille de la bataille, retire du front plusieurs corps d'armée, faiblesse et inertie de ce haut commandement qui, resté trop loin de la bataille, se borne à entériner les décisions de ses subordonnés ou délègue ses pouvoirs à un officier d'état-major sans autorité... Mais la victoire eut aussi des causes positives. La bravoure du soldat français en fut une, et aussi la perfection de notre canon de 75.

Ceci dit, la victoire fut surtout l'œuvre du commandement : œuvres des commandants d'armée dont les initiatives s'exercèrent toujours dans le sens des intentions du général en chef et qu'animait un esprit de camaraderie sans égal dans toute l'histoire militaire, œuvre surtout du général en chef qui, après avoir accepté les conséquences de son échec initial avec une force d'âme peu commune, sut

remettre en état son armée et maintenir le moral du soldat jusqu'à lui faire désirer la bataille, qui, sans « emballement », sut peser les circonstances et prendre sa décision à l'heure la plus favorable, qui conçut une manœuvre simple, donna des ordres sans ambiguïté et qui, suivant attentivement tous les incidents de la bataille, ne cessa de tenir bien en main tous ses subordonnés.

La victoire de la Marne est le triomphe de la volonté d'un commandement qui commande sur l'inertie d'un commandement qui abdique, de la discipline des chefs en second réalisant au mieux les conceptions du général en chef, de la camaraderie de combat des officiers français de tous grades comparée à la morgue corporative des officiers allemands, de l'abnégation et du courage de ces soldats français qui, après quinze jours de retraite, se reportent en avant et combattent comme des troupes fraîches, — fait sans précédent dans les annales militaires, a dit von Klück, et « que les écoles de guerre n'enseignent pas ». Ainsi la victoire de la Marne vient de l'ascendant d'une civilisation sur l'autre : c'est la victoire de la latinité claire, souple, harmonieuse sur le germanisme orgueilleux et brutal.

POURSUITE ET STABILISATION

Si brillante qu'eût été cette victoire, elle n'était pas, elle ne pouvait être ni complète ni définitive : la fatigue des troupes était trop grande, les réserves trop insuffisantes pour qu'on put l'exploiter à fond. Peut-être aussi, des deux formes d'exploitation possibles que j'ai dénommées l'une « la bataille pour les communications » et l'autre « la bataille pour l'articulation », visant la première l'action sur les arrières allemands par la gauche, la seconde l'élargissement de la brèche entre les armées von Klück et von Bülow, le Grand Quartier Général, faute sans doute d'avoir discerné à temps l'importance de cette brèche, ne poursuivit-il pas assez nettement cette manœuvre, qui eût été peut-être la plus fructueuse ! Le mouvement débordant prescrit à la 6^e armée ne fut exécuté qu'avec une certaine timidité et n'eut pas l'envergure qu'il eût fallu lui donner sur la rive droite de l'Oise, tandis que, dans la brèche, on ne lança qu'une cavalerie fatiguée et un groupe de divisions de réserve. En vain, le 18^e corps (général de Maudhuy), qui enlevait Corbeny et Craonne, s'efforçait-il d'aider les Anglais à franchir l'Aisne. Les solides positions sur lesquelles les Allemands s'étaient arrêtés au nord de cette rivière sont bientôt renforcées par les corps libérés à Anvers et à Maubeuge et par l'armée d'Alsace : elles restèrent inébranlées. La guerre de tranchées allait commencer.

A l'aile droite française cependant, de violents combats n'ont pas cessé de se livrer. Sur la Mortagne et dans les Vosges, aux attaques de la 7^e armée allemande

répondent les attaques de l'armée Dubail, que son chef a l'heureuse idée de faire soutenir par une partie de l'artillerie de la place d'Épinal organisée en unités de campagne. C'est au cours de ces combats que, grâce à l'utilisation d'un des ballons de cette place amené sur le front, s'exécuta un tir d'artillerie efficace qui fut, sans doute, le premier réglage français effectué par observatoire aérien. Ces combats de la Mortagne, du col de la Chipotte, de Saint-Dié, de Nompatelize, de la Croix-Idoux furent des plus sanglants. L'héroïsme des troupes et l'énergie du chef, qui,



REPRISE DE FRESNES-EN-WOËVRE (OCTOBRE 1914).

sans interrompre ses attaques et sans jamais protester, libérait les unités que le général en chef lui reprenait pour sa grande manœuvre — le 21^e corps, puis la 6^e division de cavalerie, puis le 13^e corps, que suivirent le 8^e et le 14^e, — furent récompensés, le 11 septembre, par le repli allemand dans la région de Saint-Dié. C'était un nouveau et décisif succès pour la stabilité de notre « pivot » à droite.

Devant les hauteurs du Grand-Couronné, l'armée Castelnau avait brisé de même les attaques que devait terminer, selon l'espoir du Grand Quartier Général allemand, une entrée triomphale de l'empereur Guillaume à Nancy. Comme sur la Marne, l'intelligente camaraderie de combat des chefs français leur avait donné la victoire. Le résultat obtenu de ce côté se suffisait à lui-même ; la tenaille allemande de gauche était brisée. Le commandement allemand renonçait au fameux plan d'en-

veloppement. On n'entendrait plus parler, de ce côté-ci de Schlieffen, pas plus que de Moltke qui disparaissait à jamais.

Cependant l'Allemagne ne désespérait pas. L'effort de ses armées était ramassé vers le centre. La manœuvre d'enveloppement devenait une manœuvre de rupture. On visait, maintenant, le front fortifié Verdun-Toul et l'encerclement de Verdun. Une contre-attaque en Woëvre de la gauche de la 1^{re} armée, qui s'était étendue jusqu'à la Meuse après l'enlèvement de la 2^e armée transportée à notre aile gauche, y para, à partir du 20 septembre, sans réussir toutefois à empêcher les Allemands de prendre pied à Saint-Mihiel et d'y dessiner dans le front français la fameuse « hernie », qui ne sera réduite que quatre ans plus tard.

La crise des munitions, dont nous parlerons plus loin, et de nouveaux prélèvements de forces au profit de la gauche allaient, d'ailleurs, à partir du 25 septembre, immobiliser toute la partie droite du front français.

L A " COURSE A LA MER " A cette date du 25 septembre a commencé, en effet, depuis plusieurs jours, à notre aile gauche, la manœuvre à laquelle on a donné le nom de « course à la mer », appellation très juste géographiquement, mais qui ferait supposer à tort que cette manœuvre ait été voulue par les deux adversaires, quand elle fut seulement l'aboutissement d'une double tentative simultanée de débordement de l'aile adverse.

De part et d'autre on s'en tenait, sur l'ouest, à la manœuvre de flanc, ce qui, pour les Allemands, était, d'ailleurs, un retour au plan original de von Schlieffen, « saboté » par son successeur.

A cet allongement de la bataille de la Marne vers le nord les Allemands emploieront au total cinquante divisions d'infanterie et quatre corps de cavalerie ; du côté allié, le front de septembre sera progressivement prolongé par trente-six divisions d'infanterie et cinq divisions de cavalerie françaises, huit divisions d'infanterie et trois divisions de cavalerie britanniques, six divisions d'infanterie et deux divisions de cavalerie belges. On se retrouvera donc encore, ici, à égalité. Pourtant les Allemands ont deux avantages : la densité et la disposition du réseau ferré belge et l'unité de commandement. Les Alliés compenseront ces désavantages, le premier par la bonne organisation du service des chemins de fer et par le dévouement du personnel militaire et technique chargé de ce service, le second en réalisant sur cette partie du front, grâce à une délégation donnée au général Foch, une sorte d'unité consentie, sans être déclarée, dans le commandement franco-anglais.

On peut distinguer dans cette manœuvre deux phases.

La première dure jusqu'aux premiers jours d'octobre : le front français s'étend progressivement de l'Oise jusqu'au canal de l'Aire à la Bassée. Nous y voyons d'abord les corps d'armée retirés des diverses parties du front s'établir à cheval sur la Somme aux ordres du général de Castelnau qui a été appelé de l'est, et y endiguer la poussée allemande : c'est la première bataille de la Somme. Puis, du 2 au 7 octobre, le général de Maud'huy, nommé commandant d'une subdivision d'armée qui prendra plus tard le nom de 10^e armée, livre autour d'Arras une bataille aux péripéties dramatiques : sa gauche est menacée des pires dangers ; l'énergie des chefs, galvanisée, à partir du 5 octobre, par l'arrivée du général Foch, nommé adjoint du général en chef et délégué pour coordonner les actions des armées du nord, l'attitude agressive qu'ils imposent à leurs troupes en dépit de l'épuisement de celles-ci, leur permettent d'atteindre sans accident le moment où la fatigue des deux armées rétablit entre elles un équilibre qui est, pour les Alliés, l'équivalent d'une victoire.

La seconde phase de cette manœuvre est une bataille extrêmement confuse à laquelle on a donné le nom expressif de « mêlée des Flandres » (L. Madelin). Elle a, du côté allemand, la forme d'une poussée brutale vers Calais et vers les côtes du détroit, d'où l'Angleterre sera directement menacée, et cette poussée a pour instrument principal une masse de quatre corps d'armée frais, secrètement organisés en Allemagne. Le choix de cet objectif présentait, pour les adversaires de l'Allemagne, un réel avantage : il consolidait leur union. De ce fait, l'armée anglaise cessait « d'être un corps expéditionnaire envoyé par courtoisie à l'aide d'un allié en danger : c'était la vieille Angleterre que les troupes britanniques avaient à défendre dans les plaines d'Artois et des Flandres » (J.-M. Bourget). Cet objectif



LE MARÉCHAL FRENCH

adopté posait cependant le grave problème qui domine toute cette guerre, celui de la coopération d'armées au tempérament divers, exécutant les instructions différentes et parfois opposées de leurs gouvernements respectifs. Les discussions relatives au transport des unités anglaises à l'extrême aile gauche et celle que provoqua le sauvetage de l'armée belge firent apparaître l'importance de ce problème. Les péripéties de la double bataille qui suivit, bataille de l'Yser et bataille d'Ypres, montrèrent de façon encore plus frappante la nécessité du commandement unique. A défaut d'une solution nette du problème, le prestige personnel du délégué du général en chef français maintint heureusement l'union ; Foch sut diriger dans le même sens l'activité de ce front qu'on a pu ainsi dépeindre : « ... On y voit se battre côte à côte et parfois enchevêtrés des « gens des communes » flamandes et wallonnes et des marins de Bretagne, des zouaves au falzar rouge et des Écossais

aux jambes nues, des braves fantassins de toutes nos provinces et des Hindous basanés sous l'énorme turban kaki, les riflemen de Londres et nos Sénégalais ; on y voit des goums marocains battre les dunes, tandis que les monitors des deux flottes prolongent jusqu'à la mer du Nord le front de combat... » (L. Madelin).

Il y eut, dans cette double bataille, des heures particulièrement tragiques, telles que celles de la nuit du 26 ou 27 octobre, où, après une attaque particulièrement brutale, on se décida à ouvrir les écluses de Nieuport et à étendre ainsi une large inondation entre la digue de l'Yser et le remblai de la voie ferrée Nieuport-Dixmude : par là, les forces franco-belges furent délivrées de la pression écrasante de leurs adversaires ;



LE « POILU » (1915)

— il y eut cette autre nuit tragique du 30 au 31 octobre, où le général Foch

vint offrir au maréchal French, dont la ligne avait fléchi au sud-est d'Ypres, l'appui de sa dernière réserve, la 32^e division française ; — il y eut, enfin, cette nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre, où, la ligne anglaise semblant de nouveau irrémédiablement rompue, et le commandement anglais ayant donné un ordre de retraite dont l'exécution aurait découvert le flanc d'un de nos corps au nord d'Ypres, le général Foch eut avec le maréchal French un bref entretien que celui-ci conclut en contresignant, pour exécution, la note du général français affirmant l'obligation de tenir sur place.

Vers le 15 novembre, la ligne des Alliés, appuyée à la mer vers Nieuport, longeant l'Yser jusqu'à Dixmude, dessinant à l'est d'Ypres une excroissance en forme de demi-cercle et se dirigeant ensuite sur Arras, s'immobilisait en laissant aux Allemands la riche région industrielle de Lille-Douai-Valenciennes.

Le danger avait été tel que les Alliés devaient considérer ce résultat comme un succès. De même que, sur la Marne, la solidarité des chefs français et leur discipline aux ordres du général Joffre avaient tout sauvé, de même dans les Flandres, — sans parler de l'héroïsme des troupes parmi lesquelles se distinguèrent spécialement les fusiliers-marins de l'amiral Ronarch', la 42^e division d'infanterie du général Grossetti, le 9^e corps du général Dubois, — les Alliés furent soutenus par la solidarité et la coordination des efforts franco-britanniques. Grâce à cette solidarité et grâce à l'attitude offensive maintenue envers et contre tout, on gagnait cette deuxième « bataille d'arrêt » au moment où les victoires russes de Pologne allaient pour longtemps détourner vers l'est les efforts des ennemis.



LE GÉNÉRAL DE CASTELNAU

VUE D'ENSEMBLE Si l'on réfléchit aux ambitions et aux moyens de la stratégie allemande, c'était par une seconde victoire alliée que se soldait le bilan de ces trois premiers mois de campagne. Mais de quel prix la France ne payait-elle pas de tels succès ?

Dix départements envahis, parmi lesquels les plus riches, les ressources industrielles les plus précieuses en possession des ennemis et se retournant contre elle, le plus pur sang de France à jamais perdu, les cadres décimés et disloqués, des centaines de milliers de morts, parmi lesquels, pour ne citer que quelques-uns, de glorieux et irremplaçables jeunes hommes, un Péguy, un Psichari...

Tel était le prix de la victoire, telles étaient les suites des lacunes de la préparation. Sans doute, la force de nos adversaires était telle qu'il ne pouvait être question de les abattre d'un seul coup et dès le premier jour. Mais nul doute aussi qu'une meilleure préparation diplomatique et militaire aurait réduit les difficultés et le prix du coup d'arrêt et aurait sans doute fixé la guerre soit sur la frontière, soit tout au moins au nord du massif de Saint-Gobain.

Car ces victoires elles-mêmes, si belles qu'elles fussent, étaient loin d'amener la fin de la guerre ! Quatre années encore — alors qu'au début les prévisions les plus pessimistes n'évaluaient la durée possible de la lutte qu'à quelques mois au plus — allaient être nécessaires pour achever l'œuvre commencée à la Marne et pour rompre définitivement le front de l'ennemi. Ce front venait, en effet, de se « stabiliser ».





CHAPITRE III

LE FRONT STABILISÉ

Stabilisation et tranchée continue. — La crise des munitions. — Les offensives de 1915. — L'expédition des Dardanelles. — Débuts de l'armée d'Orient. — Verdun. — La Somme. — La seconde victoire de Verdun. — Le général Nivelle commandant en chef. — Le repli allemand. — L'offensive d'avril 1917. — La crise du moral. — Les attaques à objectif limité. — L'aide aux Alliés. — Le front d'Orient. — La marine.



ETTE stabilisation des fronts est un phénomène que personne, à de très rares exceptions près, n'avait prévu, dont personne, en tout cas, n'avait prévu la durée. Pourquoi ?

Inutile, maintenant, de s'attarder à réfuter une opinion qui eut cours un moment et qui proclamait la supériorité indiscutable du haut commandement allemand. La « guerre de tranchées », disait-on, avait été prévue, préparée, organisée, voulue par lui dès le temps de paix, alors que nous étions uniquement possédés par la folie offensive !... Falkenhayn a décliné lui-même les compliments de ses admirateurs bénévoles. « Le haut commandement, écrit-il, était bien convaincu des inconvénients que comportait le passage à la

guerre de position ; cette attitude ne fut adoptée que comme un moindre mal. Avancer, on ne le pouvait pas, parce qu'on manquait de forces et de matériel. Reculer, on ne le voulait pas, parce que les bénéfices qu'on eût obtenus en économisant des troupes, grâce à un raccourcissement du front, n'étaient pas en rapport avec les inconvénients certains qui en fussent résultés... » Ajoutons l'observation, beaucoup plus nette encore, de Bernhardt : « L'enterrement dans les tranchées sera,



LA PATROUILLE NOCTURNE (1916)

pour nous, la perte de la guerre... ». L'arrêt des opérations proprement dites eut, comme causes, l'échec de la grande offensive allemande et le commun épuisement.

Peu à peu ces conditions devaient se transformer. A l'équilibre relatif de la fin de 1914 sur le front de France devait succéder en 1915, tant par suite de la décision du haut commandement allemand de porter son effort sur le front russe que par suite de l'entrée en ligne de nouvelles divisions anglaises, la supériorité de plus en plus accentuée des forces alliées. N'eût-on pas pu, alors, remporter des succès décisifs ou, du moins, tenter de libérer le territoire envahi ?

La difficulté vint du fait que, pendant cette sorte de trêve de la fatigue qui suivit les grandes opérations de l'été et de l'automne 1914, les fantassins, au



OCCUPATION D'UN ENTONNOIR (CHAMPAGNE, HIVER 1915)

contact tout le long du front qui s'étend de la mer du Nord aux Vosges, avaient creusé une ligne continue de tranchées, protégées par un obstacle de peu d'importance en apparence, mais dont la destruction allait poser à l'artillerie le plus ardu des problèmes : un réseau de fil de fer barbelé. Derrière cette ligne, les moyens de défense et de protection s'étaient multipliés peu à peu, jusqu'à la transformer, de part et d'autre, en une véritable « muraille de Chine », qu'aucune troupe — si « brave » et si « énergiquement commandée » qu'elle fût et en dépit de l'audacieuse affirmation des règlements d'avant-guerre, — ne pouvait briser sans l'appui de moyens matériels de destruction supérieurs aux moyens de défense.

LA CRISE DES MUNITIONS Cette supériorité des moyens matériels d'attaque faisait défaut aux deux adversaires. En France comme en Allemagne, on n'avait envisagé et préparé qu'une guerre courte. Or deux mois avaient suffi pour consommer la presque totalité des munitions d'artillerie. Contre ces réseaux de fil de fer, qu'il eût fallu renverser sur un large front pour reprendre la guerre dite « de mouvement », la seule où la supériorité numérique actuelle des Alliés fût utilisable, on était démuni.

Avant la guerre, après de longues discussions sur l'importance des approvisionnements nécessaires, ils avaient été fixés au chiffre théorique de 1 700 coups par pièce, dont 1 300 en cartouches montées et 400 en éléments à monter avant le soixantième jour. Encore ces chiffres étaient-ils loin d'être atteints lors de l'entrée en campagne, puisque l'artillerie française ne disposait alors que de 1 390 coups par pièce, dont 1 190 en cartouches montées — ce qui, d'ailleurs, représentait déjà un sensible progrès, les approvisionnements étant tombés antérieurement au-dessous de 700 coups par pièce. Et voici que la guerre se prolonge, voici que la consommation en munitions dépasse infiniment toutes les prévisions. La première bataille de l'Aisne n'était pas terminée que la situation était apparue inquiétante. « Si une consommation semblable continue, avait dû télégraphier aux armées le général en chef à la date du 24 septembre 1914, nous n'aurons plus de munitions dans quinze jours. » Bientôt même, il dut rationner ses armées à un nombre infime d'obus. Le général Joffre, — le croirait-on ? — ne considérait pas au-dessous de son rôle de tenir lui-même la comptabilité de ses munitions d'artillerie ! « Seul, celui qui a eu à recevoir les plaintes émouvantes des troupes sur cette situation », a écrit, d'autre part, Falkenhayn, son partenaire, « alors qu'il fallait compter presque chaque coup de canon..., celui-là seul peut juger les difficultés qu'il fallut surmonter ».

L ES OFFENSIVES
DE 1915

Cependant, le haut commandement français n'avait rien perdu de cet esprit offensif qui avait inspiré ses premières opérations. Il chercha d'abord la rupture du front par manœuvre ou par force, soit par des offensives locales, celles de Soissons-Crouy (janvier 1915), de l'Hartmannswillerkopf, du Bois le Prêtre, du Linge, des Éparges, etc., soit par de puissants efforts sur des lignes entières : attaques d'armée en Champagne au mois de décembre 1914, puis au mois de février 1915, en Woëvre au mois d'avril,



ARTILLERIE ALPINE DANS LES VOSGES (HIVER 1915)

et en Artois les 9 mai et 16 juin, attaques d'armées combinées en Champagne et en Artois le 25 septembre 1915.

Parce que ces diverses attaques ne réussirent pas ou que, tout au moins, les résultats immédiats ne furent pas décisifs, on a été, en général, très sévère pour ces opérations. Volontiers, on les engloberait, avec les opérations d'août 1914, dans une même condamnation qui atteindrait le principe même de l'offensive. Verdict non moins sommaire.

Les offensives locales se proposaient un but particulier, tout en répondant à un plan général. Ce but particulier, c'était l'amélioration d'une situation spéciale difficile comme à Soissons, c'était l'enlèvement d'un observatoire indispensable comme à l'Hartmannswillerkopf et à Vauquois, c'était la conquête d'un point dont la possession paraissait nécessaire pour les opérations ultérieures comme au bois

d'Ailly, au Linge, aux Éparges, c'était une diversion comme à Quennevières et à Hébuterne. Le but général, c'était, d'une part, d'enlever à l'ennemi sa liberté d'action et de fixer ses réserves, d'autre part, de retenir une partie de ses forces sur le front français dans un but de stratégie générale, afin de venir en aide aux Russes et enfin de « maintenir l'ascendant moral ». Toutes ces raisons ont leur valeur, mais l'usure était réciproque.

Tout compte fait, il semble qu'on ne saurait sans injustice faire un crime aux chefs de 1915 d'avoir tenté, un peu prématurément, ce qui devait réussir en 1918.

Quant aux attaques d'armée elles eurent réellement pour but la « percée » : il s'agissait de transporter la bataille au delà des tranchées, en rase campagne, là où les attaquants pensaient pouvoir utiliser tous leurs avantages.

Il faut toutefois faire une exception pour l'offensive en Woëvre d'avril 1915. Menée par trois corps d'armée, elle n'est qu'une offensive locale au front plus étendu. Elle visait un objectif précis : la « réduction » de la « hernie de Saint-Mihiel », qui n'était pas seulement une gêne pour les transports, mais qui restreignait notre champ d'action stratégique. L'opération échoua pour la même raison qui rendit si coûteuses et si vaines la plupart des offensives locales : insuffisantes ressources en artillerie.

La vraie « percée », celle que visaient les autres offensives de 1915, devait être logiquement cherchée à l'ouest de la Meuse, dans une zone relativement pauvre en voies ferrées, où une avance quelque peu profonde eût séparé le réseau des voies de communication de l'ennemi en deux tronçons reliés seulement par les voies de rocade de la région rhénane. Les bases de départ s'imposaient également : on ne pouvait les chercher ailleurs que sur les deux faces du saillant de Saint-Gobain, saillant que dessinait le front de part et d'autre de l'Oise : sur la face sud en vue de rejeter l'ennemi dans les Ardennes, sur la face ouest pour dégager ces nœuds importants de voies ferrées : Busigny, Valenciennes, Aulnoye.

Mais la percée était-elle possible ? Une première expérience tentée en Champagne en décembre 1914 et janvier 1915, interrompue par les intempéries, ne parut pas concluante. On la reprit un mois plus tard, en février, dans le même secteur, sur un front de six à huit kilomètres. Le succès ne fut pas plus décisif. Pourtant, à plusieurs reprises, en dépit des difficultés de toute nature et de la défectuosité des procédés d'attaque, les assaillants avaient eu « la brusque impression que la percée était faite ». Le mot est d'un parlementaire, Abel Ferry, qui servait dans l'état-major d'un des corps d'armée d'attaque : il reflète l'opinion des exécutants ; les milieux politiques, dont l'influence sur les opérations n'a pas été étudiée jusqu'ici,

paraissaient la partager. Le haut commandement commençait à voir les choses autrement, à la lumière de l'expérience. Un mémoire du général en chef au ministre disait : « L'ennemi a beau jeu de faire tête avec toutes les réserves sur un unique champ de bataille. » Il s'écoulera malheureusement un long temps avant qu'on ne tire toutes les conséquences de la vérité entrevue.



BARRICADE DEVANT CARENCY

On se borna d'abord à élargir la largeur de la brèche, avec l'espoir que l'ennemi aurait plus de peine à l'aveugler. L'attaque du 9 mai en Artois, quoique rétrécie par la nécessité de parer à l'agression par gaz asphyxiants lancée par les Allemands sur le saillant d'Ypres le 23 avril, fut effectuée simultanément par la 1^{re} armée britannique et par la 10^e armée française, que commandait le général d'Urbal, sur un front total de trente kilomètres. La seule 10^e armée avait onze divisions en première ligne. Les Britanniques échouèrent ; du côté français, un corps d'armée enlève sur toute sa profondeur le système des retranchements ennemis. Cette fois, c'était vraiment « la percée. » Les tirailleurs et les légionnaires de la division marocaine, les

alpins de la 77^e division avaient devant eux la plaine de Douai, libre de tout réseau de fils de fer, vide de tout autre ennemi que quelques convois affolés fuyant en désordre. Mais on n'eut pas, à tous les échelons, la foi admirable du combattant. Les réserves destinées à l'exploitation avaient été maintenues trop loin. Quand, après une marche lente de douze kilomètres à travers un terrain coupé de tranchées, de réseaux et des innombrables « boyaux » qui sillonnaient les arrières du front, ces réserves rejoindront les assaillants épuisés par leur effort, il sera trop tard : l'ennemi aura rétabli un système de feux, amené ses propres réserves ; les possibilités d'exploitation se seront évanouies. Aurait-on pu, d'ailleurs, aller très loin?... Peut-être ! C'eût été quelque chose, dans cette riche plaine de Lens, que de refouler l'ennemi de dix, quinze, vingt kilomètres... Il faudra retenir cette leçon quand nous en viendrons aux espoirs exagérés de 1917.

Quoi qu'il en soit, on se confirmait dans la croyance à la possibilité de la percée. Et cette opinion était renforcée par les événements survenus sur le front oriental, où les Allemands avaient fait brèche dans le front russe de Galicie, entre Gorlice et Tarnow, et amené l'écroulement de la moitié du front russe.

Ce fut une bataille du même type que le général Joffre prépara pour septembre 1915. La percée devait être recherchée à la fois en Artois par le groupe d'armées du Nord (Foch), agissant en liaison avec la 1^{re} armée britannique, et en Champagne par le groupe d'armées du centre chargé de l'action principale (Castelnau-Pétain-De Langle de Cary) ; de nombreuses réserves étaient tenues prêtes pour l'exploitation stratégique ; celle-ci eût consisté en une poussée ininterrompue sur les communications adverses, facilitée par ce fait que l'ennemi paraissait tout entier à son offensive victorieuse du front russo-polonais et qu'il n'avait sur le front occidental, à la date du 1^{er} septembre, que six divisions en réserve. Cette fois, on a bien tenu compte, semble-t-il, des leçons de la guerre, et tous les atouts sont dans le jeu des assaillants. De fait, peu s'en faut que la partie engagée ne soit gagnée : le 25 septembre, jour de l'attaque, à midi, la situation créée par l'offensive sur le front de la 3^e armée allemande, en Champagne (Auberive, Navarin, Tahure, Maisons-de-Champagne), parut telle au chef de cette armée, von Einem, qu'il envisagea l'ordre de retraite, et le donna peut-être ; seules, paraît-il, les instances du chef d'état-major de l'armée voisine le firent surseoir à cette décision.

L'attaque française n'avait pu réussir, en raison à la fois d'un excès d'ardeur et d'un excès de prudence. D'une part, certaines unités s'étaient ruées en avant sans se préoccuper des liaisons avec l'artillerie. D'autre part, en vue d'éviter les pertes,

on avait cru devoir multiplier en arrière du front d'attaque des boyaux longs de plusieurs kilomètres ; or, la poussée des réserves vers l'avant à travers ces longs boyaux amena un engorgement qui, en certains points, alla jusqu'à la paralysie totale. Et, chose plus grave, l'établissement de ces boyaux, et l'aménagement du terrain ayant exigé plusieurs semaines de travaux et ayant même retardé de dix jours l'attaque primitivement fixée au 15 septembre, l'ennemi, à partir des premiers jours d'août, avait pu voir les préparatifs d'attaque se dessiner sur le terrain et il avait senti la menace d'autant plus aisément que la connaissance de ces prépa-



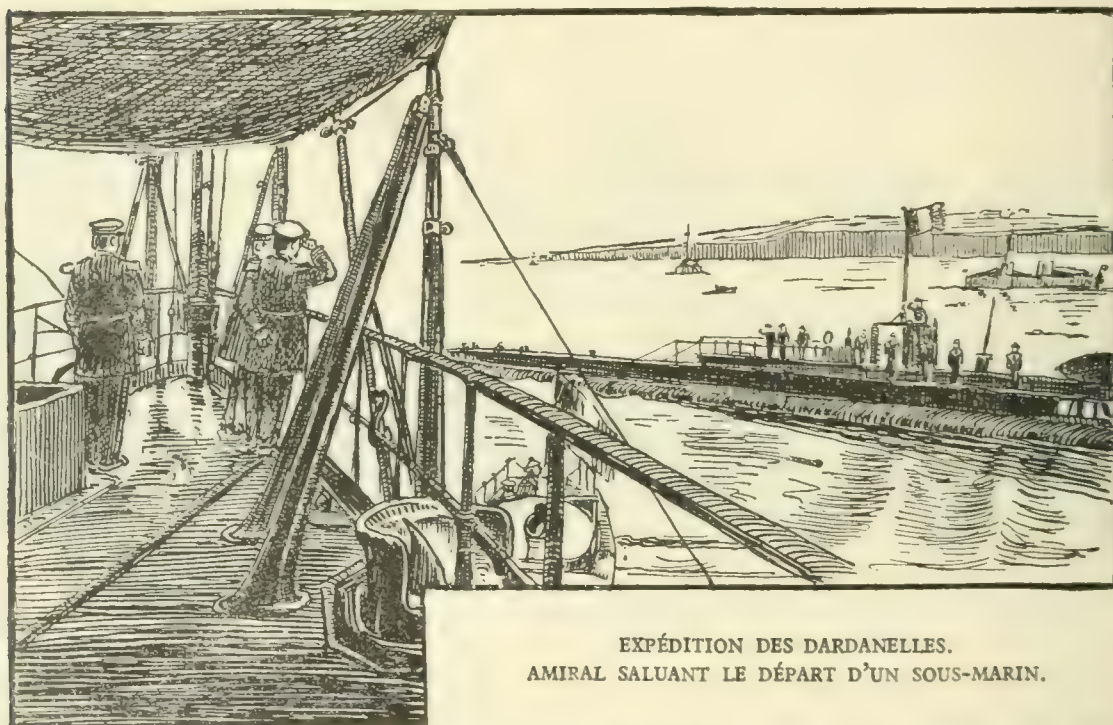
LE PLATEAU DE NOTRE-DAME-DE-LORETTE ET L'ÉGLISE D'ABLAÏN-SAINT-NAZAIRE
VUS DES PREMIÈRES LIGNES FRANÇAISES

ratifs était confirmée par l'indiscrétion du pays tout entier. Ayant construit une seconde position, distante de cinq à six kilomètres de la première et établie à contre-pente, hors de portée de notre artillerie de campagne et de nos observatoires, il avait eu, en outre, le temps de ramener des forces du front oriental. Grâce à la valeur de la préparation d'artillerie et à la vigueur de l'attaque, on fit en Artois 3 000 prisonniers et en Champagne 25 000. C'était un succès, mais combien incomplet et combien éloigné des espoirs conçus ! Après avoir tenu compte des enseignements de la première année de guerre, on en avait négligé un qui est de toutes les guerres : la nécessité de la surprise !...

Eût-elle été plus complète, la victoire n'eût pas conduit les Alliés bien loin : à cette date du 25 septembre, la défaite des Russes laissait aux Allemands toute latitude pour ramener en Occident les forces nécessaires pour la défense et pour

l'attaque : on allait le voir à Verdun !... Il en eût été tout autrement si les opérations des deux fronts, au lieu d'être successives et indépendantes, avaient été rigoureusement liées. Non moins que le sens de la surprise, le sens de l'action commune avait encore manqué.

L'EXPÉDITION DES DARDANELLES Le défaut d'un plan d'ensemble et l'absence d'unité de commandement ne furent pas moins préjudiciables aux Alliés sur un autre point où s'engageait la guerre : en Orient.



EXPÉDITION DES DARDANELLES.
AMIRAL SALUANT LE DÉPART D'UN SOUS-MARIN.

Si, faute d'un matériel suffisant, on ne pouvait utiliser en France tous les moyens dont on disposait, n'était-il pas logique de les employer ailleurs ? Certains esprits l'avaient pensé dès le lendemain de la Marne. Dans le haut commandement ces vues se faisaient jour : le général Franchet d'Esperey avait, dès la fin de 1914, établi un projet qui désignait les Balkans comme terrain de cette manœuvre. La presse signalait également l'intérêt d'une telle opération. En juillet 1915, *la Revue hebdomadaire* publiait ces lignes : « Mon impression personnelle est que le point qu'il faut viser, c'est Sofia » (1). On ne prêta pas une attention suffisante à

(1) G. HANOTAUX, *Revue hebdomadaire* des 17 juillet et 27 novembre 1915 : *La durée de la guerre et l'opinion*.

ces indications, que des maladresses diplomatiques rendaient, il est vrai, momentanément au moins, d'une exécution difficile.

Pourtant une demande de diversion des Russes décida l'Angleterre à tenter une opération contre Constantinople. L'idée en était heureuse. Constantinople et les Dardanelles aux mains des Alliés, c'était la liaison assurée entre les deux principaux théâtres d'opérations, liaison aussi précieuse du point de vue économique que du point de vue militaire ; on réparait ainsi, dans une certaine mesure, la faute colossale commise par la diplomatie qui avait laissé la Turquie et la Bulgarie se jeter dans les bras de l'Allemagne. On les séparait militairement de leur puissant allié.



L'ENTRÉE DES DARDANELLES

La Turquie, coupée de l'Allemagne, était contrainte à la neutralité, la Bulgarie également ; la Roumanie et la Grèce étaient maintenues dans notre orbite, les empires centraux bloqués, la guerre raccourcie dans des proportions incalculables. Mais l'affaire se présenta mal. Les Anglais ne surent pas lier partie. Faute d'un organisme directeur, le projet resta un projet anglais, sinon le projet d'un seul ministre anglais, et il s'ensuivit, après de longs retards, une étude et des moyens insuffisants pour une si grande entreprise.

Une attaque des forts des détroits, à laquelle coopérait une petite escadre française de quatre cuirassés et six torpilleurs, eut lieu les 19 et 25 février et fut interrompue par le mauvais temps. Une tentative de forçement n'aboutit qu'à la destruction de plusieurs cuirassés alliés. La nécessité d'une action simultanée des forces de terre apparut évidente. Un corps expéditionnaire, dont firent d'abord

partie deux brigades françaises aux ordres du général d'Amade, débarqua le 25 avril à l'extrémité de la presqu'île de Gallipoli, mais, en dépit d'un brillant et sanglant effort, dut, au bout de quelques jours, s'immobiliser. Ici aussi, une pénible guerre de tranchées s'installa, plus pénible même que celle du front de France, en raison des conditions climatiques et de l'étroitesse de la zone exposée sur tous les points aux coups de l'artillerie turque.

Le renforcement de notre corps expéditionnaire par une deuxième division, le remplacement du général d'Amade par le général Gouraud, puis, quand celui-ci eut été grièvement blessé, par le général Bailloud, les attaques menées de mai à août, avec le plus grand courage, en liaison avec le corps anglais, renforcé lui aussi, ne pouvaient corriger entièrement les erreurs du plan original.

En décembre, après avoir un moment songé à étendre ce front par une expédition sur la côte d'Asie, on crut devoir renoncer à chercher un succès dans cette direction. La poussée allemande contre la Serbie et la défection de la Bulgarie imposaient de nouvelles décisions. Une division française fut d'abord retirée pour être transportée à Salonique ; puis, en janvier 1915, le corps expéditionnaire, réalisant seulement alors la surprise par ce départ soudain, se réembarquait sans être troublé. Nous avons perdu dans cette aventure, qui, par certains côtés, rappelle celle de Crimée, 27 000 tués ou blessés, et les Anglais près de six fois autant. La valeur d'une idée juste était mise en question parce qu'on avait manqué de coup d'œil, d'ampleur et d'énergie dans une première tentative de réalisation.

DÉBUTS DE L'ARMÉE D'ORIENT

Les hésitations des gouvernements et des illusions persistantes avaient gravement compromis dans les Balkans une situation qui, prise à l'origine, en maintenant les contacts avec la Russie, eût pu décider d'une heureuse et rapide issue de la guerre. On s'en rendit compte brusquement en septembre 1915, quand la Bulgarie eut mobilisé. A l'inverse de nos alliés anglais, le gouvernement français prit, cette fois, une décision. M. Delcassé ayant quitté le ministère, on put adopter l'un des plans proposés dès 1914 : il s'agissait d'envoyer à Salonique, seul port d'Orient favorable à un débarquement important, une des divisions des Dardanelles. Avec une division britannique c'était le noyau de ces armées alliées d'Orient qui devaient devenir l'un des principaux instruments de la victoire finale. Ce premier contingent commença à débarquer à Salonique le 5 octobre ; il fut suivi par deux divisions venues de France.

Mais que de temps perdu ! Quand le général Sarrail, nommé au commandement de cette nouvelle armée, porta en avant les premières divisions débar-

quées en vue d'aider les Serbes, ceux-ci, écrasés sous la double pression des masses austro-allemande et bulgare, en étaient réduits à ce terrible exode à travers les montagnes de l'Albanie vers les ports de l'Adriatique, exode dont les épisodes furent si émouvants.

Le premier mouvement de l'armée française d'Orient en direction de la Cerna et de Strumitza eut du moins pour effet d'accrocher une partie très importante des forces bulgares. Au début de décembre, la diversion n'ayant malheureusement plus d'objet immédiat et la faiblesse du détachement l'exposant à l'enveloppement, le général Sarrail décida de le replier sur Salonique et d'organiser un camp retranché autour de cette ville.

La création de ce camp fut l'un des plus singuliers paradoxes de cette guerre. Établi en territoire neutre, voire même sur le territoire d'un prince à demi hostile, autour d'une des cités les plus commerçantes et les plus animées de l'Orient, sans profondeur et sans arrières, relié à la France par une ligne de communications exposée aux torpillages des sous-marins et dont on ne diminuera les dangers qu'en réduisant la durée du trajet par l'emploi des lignes ferrées italiennes, séparé d'abord de l'ennemi par une large étendue de zone neutre, il abrite des contingents de tous les peuples alliés ; les races les plus diverses y sont représentées dans un étrange pêle-mêle d'intérêts et de dévouements ; les chefs militaires y font de la diplomatie ; la diplomatie y contrecarre ou y inspire les opérations militaires ; l'intrigue s'y déploie sous toutes ses formes ; le luxe et le plaisir côtoient les plus atroces souffrances (car des conditions hygiéniques lamentables y répandent la fièvre et le paludisme). Nulle part, le soldat français ne se sentira plus dépaycé. Heureusement, il renonce à comprendre. Résigné d'avance à toutes les formes du devoir, il attend patiemment et prépare l'heure de la victoire...

L A GUERRE DE En France, la guerre a pris la forme qu'on aurait cru la
TRANCHÉES plus incompatible avec le tempérament national : l'immobilité dans la tranchée, l'enfouissement dans des abris de plus en plus profonds. Est-il besoin de la dépeindre après tant de livres de guerre, ceux de Benjamin, de Dorgelès, de Genevoix, de Lintier, de Gaudy, d'Andrieu, de cent autres qui ont dit l'oppression de cette vie de termites, sans autre horizon qu'une paroi de sable ou de boue, la fatigue des relèves interminables dans la nuit, la brutalité sanglante des « coups de main », l'écrasement sous les bombardements d'obus de tous calibres, la mort qui frappe soudain au détour d'un boyau ou devant le créneau d'un poste

de guet, tout ce que représente la formule monotone des « communiqués » aux jours vides d'événements : « Rien à signaler sur l'ensemble du front !... »

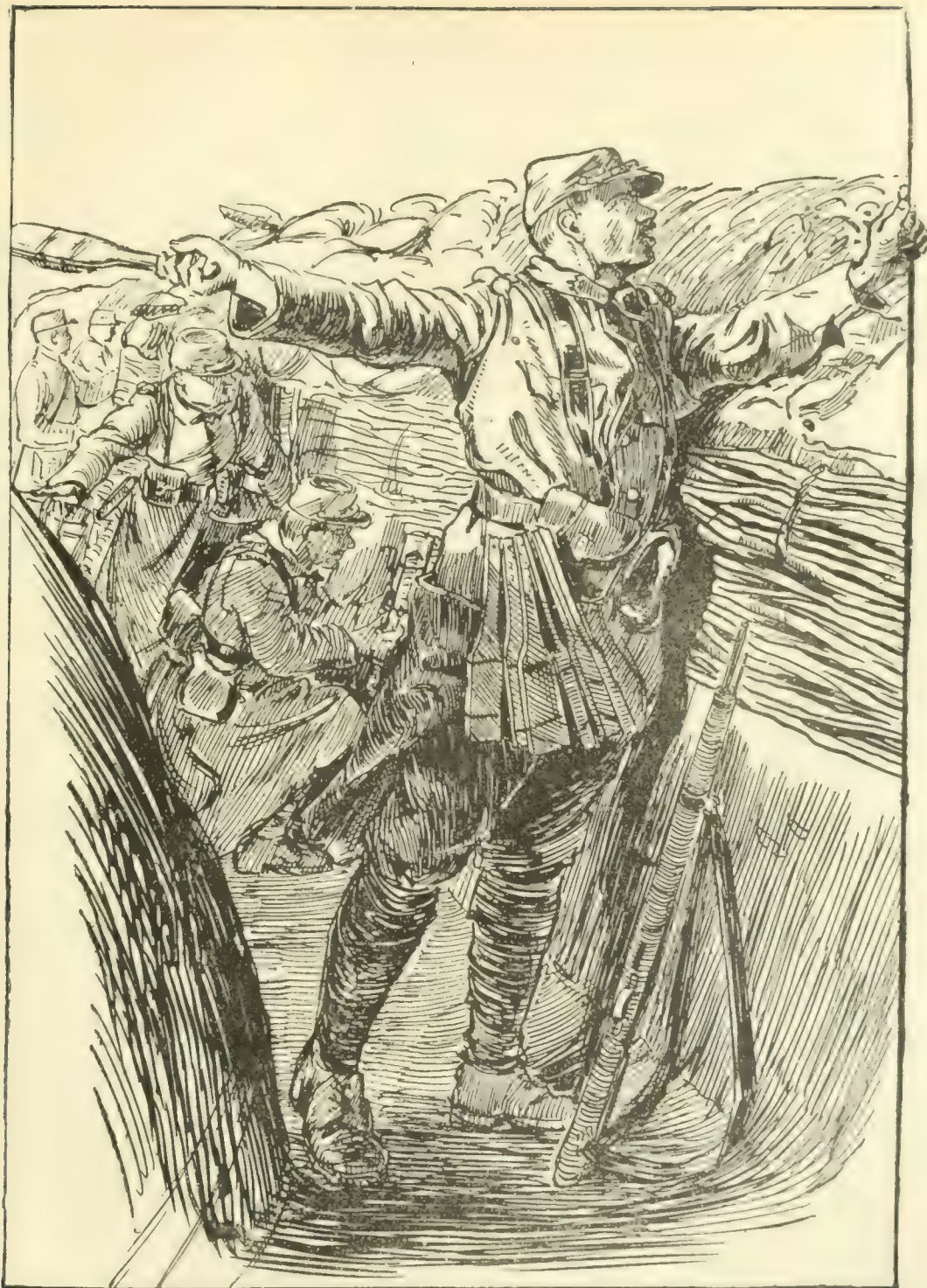
VERDUN Ainsi s'acheva l'année 1915. L'Entente n'avait pas su s'organiser pour cette deuxième année de guerre. Nous avons vu ce qu'il lui en avait coûté. L'année 1916 parut s'ouvrir sous de meilleurs auspices. N'avait-on pas trouvé une formule heureuse : « L'unité d'action sur l'unité de front?... »

Mieux qu'une formule, une conférence interalliée, tenue à Chantilly en décembre, avait, pour la première fois, arrêté un plan d'action qui comportait une offensive franco-anglaise dont la date était approximativement fixée au 1^{er} juillet.

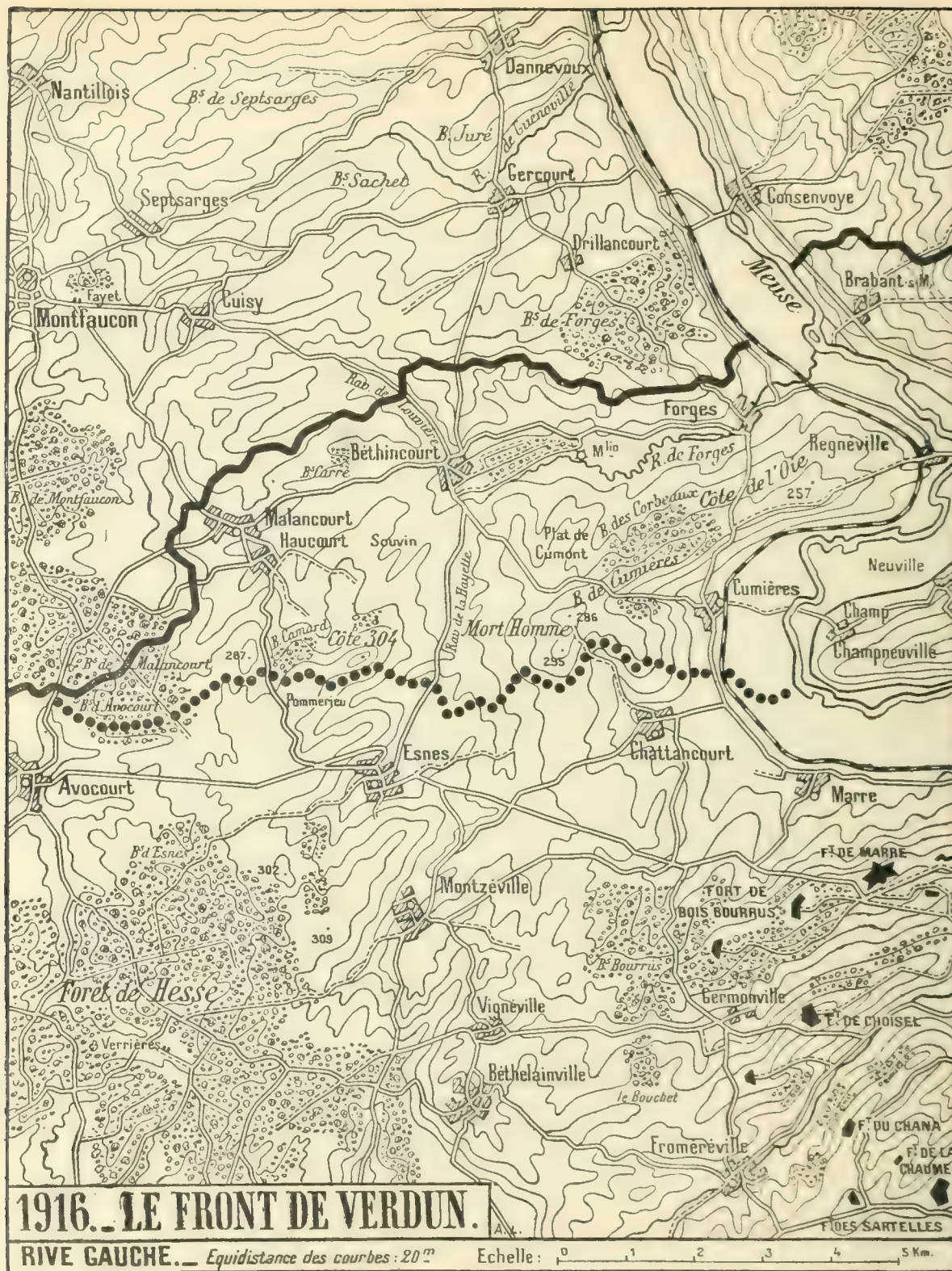
Mais les Allemands la devancèrent. Le 21 février, après quelques diversions qui réussirent à disperser notre attention, ils attaquaient au nord de Verdun.

Le nouveau commandant en chef des armées allemandes, Falkenhayn, avait considéré le saillant de Verdun comme l'objectif le plus favorable, du point de vue stratégique comme du point de vue tactique. Stratégiquement, ce front était, du côté français, mal relié avec les arrières, tandis que, du côté allemand, de nombreuses voies ferrées permettaient de concentrer rapidement les moyens d'attaque ; la place de Verdun avait pour les Français une importance morale exceptionnelle : si elle tombait, l'effet serait tel qu'il équivaldrait à une défaite décisive pour la France, considérée « comme arrivée très près de la limite de son effort militaire » (Falkenhayn). Tactiquement, c'était l'un de ces fronts depuis longtemps « passifs » où les effectifs et la main-d'œuvre avaient été réduits au minimum et où les organisations étaient les moins solides. Un décret de 1915, mal interprété, avait diminué la force de résistance des places fortes et la défense de Verdun en avait souffert.

L'offensive allemande se prépare dans le plus grand secret et, le 21 février, après dix heures d'un bombardement d'une violence inouïe, qui nivelait les tranchées, bousculait le paysage, coupait toutes les communications, trois corps d'armée de l'armée du prince impérial allemand attaquaient un front de six kilomètres tenu par deux divisions. Quatre millions d'obus tombaient sur elles en rafale. Ce fut merveille qu'elles ne fussent pas écrasées et submergées. Leur résistance héroïque, la défense du bois des Caures par les chasseurs du colonel Driant, imposent aux assaillants une progression si lente qu'elle laisse aux renforts le temps d'arriver. A la date du 26 février, sur le front attaqué, la défense avait dû reculer de six à sept kilomètres, même l'ennemi était entré par surprise dans le fort de Douaumont inoccupé, il avait fallu, par prudence, replier jusqu'au pied des Côtes de Meuse les lignes de Woëvre ; mais les Allemands n'avaient pas pris Verdun.



LES GRENADEIERS : LANCEMENT D'UN PÉTARD MONTÉ SUR RAQUETTE (1915)



Le général Joffre, avec une décision digne du vainqueur de la Marne, avait accepté la bataille, interdit le repli sur la rive gauche de la Meuse et poussé sur Verdun tous les renforts dont il pouvait disposer. Surtout, il avait organisé le commandement, d'abord en déléguant sur place le général de Castelnau, son adjoint depuis quelques mois, puis en confiant ce front au général Pétain. Les défenseurs, sentant une volonté ferme et créatrice d'ordre, reprenaient courage ; les arrières s'organisaient, et déjà commençait à rouler sur la route de Bar-le-Duc à Verdun, — la « voie sacrée », — cette file de camions qui, pendant des mois et des mois, sans aucune interruption, alimentera ce front en défenseurs et en munitions. Car la bataille va durer des mois et des mois, sous les yeux du monde angoissé, pour qui le mot de « Verdun » deviendra bientôt synonyme d'acharnement et d'obstination héroïque.

La tentative d'attaque brusquée ayant échoué, les Allemands, au début de mars, étendent leur front d'attaque à la rive gauche de la Meuse, visant à couper maintenant les communications de Verdun avec la capitale ; la croupe du Morthomme est leur principal objectif. A droite ils tentent de s'élargir jusqu'au delà du fort de Vaux. Leurs succès sont insignifiants. Au début d'avril, une nouvelle attaque générale, visant à refouler la défense sur les forts de deuxième ligne, ne leur livre que le sommet du Morthomme. « Courage ! peut écrire le général Pétain au soir de cette rude attaque. On les aura ! » Effectivement, une série de contre-attaques, — dont l'une, menée par le général Mangin, réussit même à reprendre pied momentanément sur le fort de Douaumont, — brise définitivement l'élan des ennemis. Le général Nivelle, qui a succédé comme commandant de l'armée de Verdun au général Pétain, nommé au commandement du groupe d'armées du Centre, y joint cette volonté d'allant et d'offensive qui lui est propre.

Les Allemands, pressentant la contre-offensive de large envergure qui se prépare, tentent d'user l'armée française ; elle fond dans l'ouragan de fer et de feu, qui, presque sans trêve, s'abat sur toute la zone de bataille devenue une sorte de « paysage lunaire » où il n'y a plus ni tranchées, ni boyaux, mais des trous d'obus presque jointifs et incessamment bouleversés. Le haut commandement a imaginé un système de relèves, justement comparé à une gigantesque « noria » qui ramène les unités au repos avant que la limite des forces soit atteinte et les reconstitue de toutes manières avant que l'usure soit irréparable ; il les remplace par des unités fraîches, répartissant ainsi les pertes sur toutes les unités françaises et donnant à tous la conviction d'un ascendant qui s'accroît.

En juin, la poussée allemande se fait plus violente. Elle a pour objectif les

hauteurs de Souville, d'où l'artillerie tiendra sous son feu à vues directes les ponts de la Meuse et interdira le repli du matériel accumulé sur la rive droite. Le fort de Vaux est enlevé le 7 juin. Le village de Fleury, où il ne reste plus pierre sur pierre, est pris le 22. Est-ce la catastrophe ?

Le général Joffre ne s'était laissé émouvoir ni par la responsabilité qu'il encourait, ni par les sollicitations ayant pour but soit d'employer à Verdun les troupes qu'il destinait à l'offensive sur un autre front, soit de hâter celle-ci. A la date primitivement prévue, le 24 juin, la préparation d'attaque, magistrale diversion préparée de longue main, commence sur la Somme. Aussitôt, l'étreinte allemande se desserre. Il y aura encore quelques attaques de détail en juillet ; mais l'ennemi s'est décidé dès lors à renoncer à son objectif ambitieux. La manœuvre stratégique d'ensemble domine, au moment décisif, la brutale offensive locale.

La première bataille de Verdun, la plus grande bataille défensive qui eût jamais été menée, puisqu'elle avait duré plus de quatre mois sans réelle interruption et que 70 divisions environ y avaient été employées, était terminée. Elle avait coûté à l'armée française 275 000 hommes, dont 53 000 tués. En dépit d'un recul de quelques kilomètres, c'était une victoire, une grande victoire, plus glorieuse que la plus brillante offensive. L'Allemagne elle-même en reconnaîtra l'importance et le monde entier s'inclinera. De ce jour, les plus sceptiques et les plus prévenus reconnaîtront l'incomparable valeur du soldat français. Plus même que la Marne, elle témoignera pour nous devant l'avenir.

L A SOMME Le haut commandement français est resté fidèle aux engagements de la conférence de décembre, et, malgré un choc aussi terrible que celui de Verdun, il a lancé, à la date prévue, l'attaque décidée sept mois auparavant. De cette énergie statique, il va être récompensé.

Verdun, cependant, avait eu une certaine répercussion sur la préparation de cette offensive. Les trois armées, les 39 divisions, les 1 700 pièces lourdes, agissant sur un front de 50 kilomètres, prévues par le plan initial, ont été progressivement réduites à une seule armée de 18 divisions attaquant, appuyée par 600 pièces lourdes, sur un front de 12 kilomètres. Mais les grandes lignes du plan ne sont pas changées : il s'agissait toujours de rompre le dispositif ennemi, après une lutte d'usure menée sur un front aussi large que possible, par toutes les forces franco-anglaises disponibles. Pour lier plus solidement l'action des deux alliés, l'attaque devait avoir lieu à la limite des deux armées, dans la région de la Somme ; le but final était de « porter une masse de manœuvre sur le faisceau des

lignes de communications que jalonnent Cambrai, le Cateau, Maubeuge ». C'était donc la reprise de la grande bataille sur les « communications de l'ennemi » qui se poursuivait obstinément depuis le début. Joffre est le « persévérant ».

L'étendue du front n'était ni la seule ni la principale nouveauté du plan : c'est surtout par la forme des attaques que la bataille de la Somme devait différer des précédentes. Elle devait être caractérisée par la *méthode* : préparation d'artillerie



UN DÉPÔT DE TORPILLES (VERDUN, 1916)

minutieuse supprimant tout obstacle avant le départ de l'infanterie, puis progression de celle-ci jusqu'à la limite d'action de l'artillerie, organisation du terrain conquis, poussée en avant de l'artillerie, relève de l'infanterie, s'il était nécessaire, et nouvelle préparation d'artillerie... Cette méthode avait le grave inconvénient d'exclure la surprise ; elle supposait que des circonstances atmosphériques défavorables ne troubleraient pas la continuité des efforts.

Préparé par un bombardement de sept jours, le succès de l'attaque du 1^{er} juillet fut considérable. Le soir, les trois corps d'armée français avaient enlevé sur tout le front la première position ennemie. Leurs progrès continuèrent les jours suivants : même on dépassa sur certains points les objectifs. La méthode adoptée ne

permettait pas d'exploiter cet imprévu ; néanmoins, au 10 juillet, les gains s'étendaient sur une profondeur de six à sept kilomètres au sud de la Somme, de deux au nord ; on avait pris 12 000 hommes et 80 canons.

Au nord, l'armée britannique n'avait malheureusement pas obtenu le même succès : la grande bravoure des jeunes divisions lancées pour la première fois dans la bataille n'avait pu contre-balancer leur inexpérience ; leurs pertes avaient été très lourdes ; l'avance, nulle à gauche, leur avait permis à peine, au centre et à droite, de s'arracher à la position de départ. Avant de pousser plus loin, il fallait donc élargir les brèches et s'aligner. On s'y efforça dans une série d'attaques à front plus étroit, qui occupèrent le mois de juillet. Gênés par la brume et par la pluie, mal liés les uns aux autres, ces combats augmentèrent le nombre des prisonniers allemands sans améliorer sensiblement la situation des Alliés.

La forme même qu'avait prise le nouveau front par rapport à la ligne de séparation des deux armées amenait la divergence des efforts. Pour supprimer cet inconvénient, le général Joffre décida une réorganisation du commandement : au sud de la Somme, une armée, aux ordres du général Micheler, devait continuer la poussée en direction de l'est, l'armée Fayolle, au nord de la Somme, ayant toujours comme mission principale d'appuyer les Anglais. En même temps, Joffre décidait le général Douglas Haig à préparer, malgré l'usure de ses troupes, une nouvelle offensive générale, qu'appelaient, en quelque sorte, l'avance victorieuse des Russes en Galicie, l'offensive italienne sur le Carso, l'imminence de l'intervention roumaine et les projets offensifs des armées alliées d'Orient. Fidèles aux résolutions de décembre 1915, les Alliés coordonnaient de mieux en mieux leurs efforts.

Le mois d'août fut employé à la préparation de cette offensive d'ensemble et à des actions de détail destinées à entretenir l'usure ennemie autant qu'à rectifier les bases de départ. La nouvelle attaque fut lancée le 3 septembre, sur un front de vingt-deux kilomètres, depuis l'Ancre jusqu'à la Somme. Le succès fut analogue à celui du 1^{er} juillet. Le 4 septembre, l'armée Micheler attaquait à son tour dans la partie sud de son secteur, surprenait l'ennemi qui ne croyait pas les Alliés capables de ce double effort simultané, et entamait fortement la première position ennemie. Les jours suivants, les Anglais complétaient leur succès à leur gauche. Le 12, vers la jonction des deux armées, les troupes françaises enlevaient complètement les deux positions allemandes : à Bouchavesne, une brèche était ouverte ; mais, comme en 1915, les réserves, gênées par leur marche à travers ce champ d'entonnoirs, ne purent tenter d'exploiter ce succès que le lendemain, c'est-à-dire alors que l'ennemi s'était déjà rétabli. Le 15, les Anglais, utilisant leurs « tanks »

pour la première fois, avançaient, grâce à cette surprise, de deux kilomètres sur une largeur de dix. Le 17, nouvelle avance de notre 10^e armée.

Martelé, bousculé sans répit, l'ennemi était à la merci d'un accident. Ludendorff l'a écrit depuis : « Tout tenait sur le tranchant du couteau. » On le sentait bien de l'autre côté, et qu'il suffisait de poursuivre la bataille suivant le même rythme ! Mais la mauvaise saison approchait ; la pluie ne cessait pas ; le terrain calcaire, labouré par l'artillerie, n'était plus, à certains jours, qu'une immense mare de boue gluante. Les difficultés vont sans cesse en augmentant. Il y aura encore de beaux faits d'armes, comme la prise de Comblès le 25 septembre, celle de Sailly-Saillais le 18 octobre ; mais le temps des avances larges et profondes est passé. A la fin d'octobre, la bataille de la Somme était arrêtée surtout par l'hiver.

Elle n'avait pas rompu le front ennemi ; elle n'avait conduit les Alliés ni à Bapaume ni à Péronne, ni *a fortiori* sur le nœud des communications, son but lointain ; elle avait toutefois réalisé les intentions essentielles de la coalition : ressaisir l'initiative des opérations, dégager Verdun, faire plier le front ennemi, user les forces adverses. Les Allemands avaient perdu près de 350 000 tués ou blessés, 85 000 prisonniers et 300 canons. Ludendorff a dit lui-même l'inquiétude qui régnait au Grand Quartier général à l'automne de 1916 ; l'aveu n'était pas nécessaire : le repli allemand du printemps de 1917 va rendre le résultat patent aux yeux de l'univers. Après l'épreuve de Verdun, la bataille de la Somme eût été le premier acte de la victoire définitive, si on l'eût développée dans ses conséquences.

LA SECONDE VICTOIRE DE VERDUN

C'est à Verdun encore que ces puissantes conséquences stratégiques allaient d'abord s'affirmer de la façon la plus éclatante.

Dès le milieu de juillet, la réduction des effectifs, conséquence immédiate de la bataille de la Somme, avait amené le général Pétain à remanier et à simplifier les secteurs de commandement. Moins dispersées et mieux liées, les ripostes aux attaques allemandes avaient obtenu un succès plus complet, notamment dans le secteur du général Mangin. Ces succès et la fatigue constatée dans le camp adverse firent concevoir la possibilité d'opérations plus vastes et plus fructueuses.

Le 24 octobre, le groupement du général Mangin, attaquant avec trois divisions sur un front de sept kilomètres, s'enfonçait dans les lignes adverses à une profondeur de près de trois kilomètres et reprenait, presque sans coup férir, le fort de Douaumont, puis, huit jours après, le fort de Vaux. « En quelques heures d'un assaut magnifique », disait l'ordre du jour du général Nivelle, l'armée de Verdun

a « enlevé d'un seul coup à son puissant ennemi le terrain hérissé d'obstacles... qu'il avait mis huit mois à arracher, par lambeaux, au prix d'efforts acharnés et de sacrifices considérables ». On avait cueilli plus de 6 000 prisonniers.



AU CRÉNEAU (1916)

Le 15 décembre, le général Mangin, à la tête de quatre divisions, occupait toutes les positions allemandes du front nord de Verdun et reprenait les positions d'avant l'attaque de février. En plus, 12 000 prisonniers. Au lendemain de fallacieuses propositions de paix, cette victoire faisait plus d'impression encore

que la précédente. A ces « hypocrites avances », déclarait à ses soldats le général Mangin, en qui revivait la flamme des généraux de la Révolution, « la France a répondu par la gueule de vos canons et la pointe de vos baïonnettes. Vous avez été les bons ambassadeurs de la République ».

Et, fait à noter, les sacrifices en hommes avaient été relativement faibles : résultat remarquable dû à l'esprit résolument optimiste du chef, à une préparation minutieuse, avare du sang des hommes, à une connaissance parfaite du terrain, à de longues répétitions étudiées à l'arrière, à l'entraînement des cadres et d'une artillerie en possession de procédés de tir supérieurs, le tout soutenu par le moral magnifique de troupes confiantes en leur chef. Une grande victoire était la récompense de ces belles méthodes ; on y vit la consécration d'une formule qui allait, pourtant, trouver encore son revers au printemps de 1917.

L E GÉNÉRAL NIVELLE COM-
MANDANT EN CHEF

La prétendue « formule » de Verdun s'oppose soudain à la « formule » de la Somme, et, dans certains milieux politiques influents, on s'en fait une arme contre le général Joffre, vainqueur de Verdun et vainqueur de la Somme. La situation générale, notamment la situation économique, exigeait une fin rapide de la guerre. L'offensive en coup de vent pouvait seule brusquer la victoire. Un nom a surgi, celui du général Nivelle. Au lieu de laisser le général Joffre reprendre le 20 février, comme il en avait le dessein arrêté, la bataille de la Somme pour tomber sur les arrières de Ludendorff exécutant son grand repli et l'achever d'un coup bien asséné, on lui enlève le haut commandement ; il est nommé « conseiller technique » du gouvernement ; puis, non sans hésitation, on l'élève au grade de maréchal de France. Le général Nivelle le remplace dans le haut commandement. Quant au général Foch, enlevé, lui aussi, à son groupe d'armées, on le charge d'étudier les grands problèmes de la coopération interalliée. La première conséquence de ce changement de personnes fut la modification du plan arrêté pour l'année 1917. Une conférence interalliée, tenue à Chantilly en novembre, avait en effet décidé que toutes les armées de la coalition seraient prêtes à entreprendre des offensives d'ensemble dès la première quinzaine de février ; en exécution de ces décisions, le général Joffre avait aussitôt établi le plan d'une attaque franco-anglaise s'étendant de la Scarpe à l'Oise, que suivraient à quelques semaines d'intervalle, sur le front britannique, une attaque dans les Flandres, et, en même temps, une offensive menée en Champagne par le groupe d'armées du Centre en vue d'exploiter ou d'achever la rupture. La bataille de la Somme élargie se combinait ainsi avec le système de poussées successives qui devait décider de la victoire en 1918.

Le nouveau général en chef, dont l'avancement rapide était justifié par la brillante conduite du colonel d'artillerie de 1914 et par les succès du commandant de corps d'armée et du commandant d'armée de 1916, profitait du mécontentement latent que la longueur de la guerre avait fait naître contre ses prédécesseurs. Puisqu'il fallait réussir vite, on donnait la première place au système de la vitesse. Au plan de Joffre, jugé trop lent et trop méthodique, on en substituait un nouveau qui devait libérer d'un seul coup le sol de France. A une offensive franco-britannique fixant les disponibilités ennemies se substituait une large offensive visant à la rupture du front entre Reims et Soissons ; cette brèche serait aussitôt élargie par une exploitation latérale ; vingt-quatre ou quarante-huit heures après la rupture obtenue, une armée de manœuvre serait lancée dans la brèche en direction de Guise, tandis que les Belges attaqueraient dans la région de Dixmude et les Anglais en direction de Courtrai. Démonstration, rupture et exploitation se succéderaient sans interruption.

L E REPLI Ce changement de plan impliquait « l'équipement offensif »
ALLEMAND d'un nouveau secteur du front, et, par conséquent, le recul de la date de l'attaque qui, progressivement, fut reportée au mois d'avril.

Or, le 17 février, les Allemands amorçaient, devant le front britannique, ce grand mouvement de repli, qui consacrait le résultat de la bataille de la Somme. Hindenburg, nommé à la fin d'août 1916 au commandement suprême, et son quartier-maître général Ludendorff n'avaient pas tardé à se rendre compte, non seulement de l'impossibilité d'obtenir, dans la situation actuelle, un résultat décisif sur le théâtre d'opérations de l'ouest, mais du danger auquel les exposerait une nouvelle bataille d'usure. Pour éviter celle-ci et pour se procurer des disponibilités, ils avaient décidé en décembre de raccourcir leur front, après avoir au préalable organisé à l'arrière, à l'aide de la main-d'œuvre exigée (contrairement aux lois de la guerre) de la population des pays français, une position fortifiée extrêmement solide. Le repli sur cette position, à laquelle on donna le nom de « position Hindenburg », commença en février et se continua jusqu'au 17 mars. Il fut accompagné d'une dévastation systématique qui s'étendit jusqu'aux chaumières, aux cultures maraîchères, aux arbres fruitiers, et dont la sauvagerie, soulevant une réprobation universelle, fouetta le moral du pays. Si l'on eût pris l'armée allemande en flagrant délit de retraite, à la date de février, *comme l'avait décidé le maréchal Joffre*, c'eût été pour elle le désastre.

Dès les premiers indices de repli, le général Franchet d'Esperey, commandant le

groupe d'armées du Nord, avait proposé de sauter sur l'ennemi. Mais le général en chef, ne voulant pas admettre que celui-ci pût abandonner volontairement les avantages qu'il était en droit d'attendre de sa présence à Noyon, à quatre-vingts kilomètres de Paris, n'autorisa pas l'attaque. L'armée allemande se replia donc à son heure, prenant son temps, sans être gênée, suivi seulement pas à pas et non sans quelque hésitation tout d'abord par des troupes déshabituées depuis plus de deux ans de l'action hors des tranchées. Néanmoins, et malgré les destructions de tout ordre opérées par les Allemands dans la zone évacuée, le contact était repris dès le 22 mars avec les arrières de la position allemande.

L'OFFENSIVE Un grave problème se posait alors pour le général en chef :
D'AVRIL 1917 son plan était-il encore exécutable, maintenant que, sur toute une partie du front d'attaque, l'équipement offensif était à recommencer ?

Le général Nivelle se refusa à chercher une nouvelle combinaison. Il se borna à restreindre le front d'attaque des Anglais (qui, pour cette offensive, acceptaient ses directives) à la région d'Arras, où le nouveau front se soudait à l'ancien, et celui du groupe d'armées du Nord à la portion de la ligne Hindenburg située dans la région de Saint-Quentin, à étendre au contraire le front d'attaque sud, à droite et à gauche jusqu'au delà de Laffaux et jusqu'au delà des Monts de Champagne. L'offensive sur la position du Chemin des Dames, que le plan du général Joffre cherchait à faire tomber par débordement, devenait ainsi la maîtresse pièce du plan du général Nivelle. Une telle opération n'était pas impossible *a priori*, nous le verrons en 1918 ; mais il eût fallu agir par surprise et avec des moyens très supérieurs à ceux de l'adversaire. Or l'ennemi était mis sur ses gardes dès le milieu de février par de multiples indiscretions, par le désarroi général résultant, sur le terrain même, de la transformation des plans ; d'autre part, le mauvais temps, en retardant à la fois les travaux d'organisation des arrières et les réglages d'artillerie et en prolongeant la période de préparation, lui permettait de se renforcer.

Deux faits nouveaux se produisaient, cependant, qui modifiaient du tout au tout la situation générale : la révolution russe en mars libérait une partie des effectifs allemands ; par contre, les États-Unis, en avril, entraient dans la guerre

Tous ces éléments provoquaient de violents remous d'opinion. Tandis qu'une grande partie de la troupe, dont le moral avait été exalté, ainsi qu'il convient à la veille d'une telle offensive, manifestait une foi absolue dans la réussite de l'attaque, d'autres exécutants, parmi lesquels quelques-uns des généraux les plus direc-

tement intéressés, se rendaient compte des difficultés locales et ne dissimulaient pas leurs inquiétudes.

Les ministres de la Guerre se succédaient : l'amiral Lacaze, intérimaire, le général Lyautey, M. Painlevé. Au début d'avril, celui-ci réunit une sorte de Conseil de guerre où devaient être confrontés les avis du commandant en chef et des commandants de groupes d'armées. Après cette réunion, il fut décidé que, si le premier choc échouait, l'offensive serait aussitôt arrêtée.

Au moment où se tenait à Compiègne cette réunion, la préparation d'artillerie était déjà commencée. Trois jours après, le 9 avril, l'armée britannique enlevait la crête de Vimy ; le 12, le groupe d'armées du Nord, qui avait subi des prélèvements importants au profit des armées voisines, essayait vainement d'entamer à Saint-Quentin, avec des moyens devenus insuffisants, la ligne Hindenburg ; enfin, le 16, retardée plusieurs jours par le temps pluvieux, la grande offensive du groupe d'armées de réserve, commandé par le général Micheler, se déclenchait de Laffaux jusqu'à Reims, prolongée le lendemain par le groupe d'armées du centre (général Pétain).

Sur presque tout le front, la première position fut enlevée dans le premier élan, tant à la 6^e armée (Mangin) qu'à la 5^e (Mazel). Mais, au delà de cette position, plus ou moins rapidement, les assaillants étaient arrêtés et parfois même pris à revers par les feux de mitrailleuses sorties d'abris restés intacts. Les chars d'assaut, dont on se servait pour la première fois, et qui devaient, dans un secteur important, parer à l'insuffisance de la préparation d'artillerie sur les deuxième et troisième positions, débouchant sur un espace trop étroit, y étaient détruits en majorité par l'artillerie ennemie avant même d'avoir pu être employés. Plus sensible à la 6^e armée, devant laquelle les Allemands devaient abandonner le lendemain les avancées du Chemin des Dames, le succès de cette attaque, moins coûteuse qu'on ne l'a dit, ne répondait pas, cependant, aux espérances du général Nivelle. Faute de moyens matériels appropriés, faute de surprise, faute surtout d'avoir été précédée des actions d'usure prévues par le plan primitif du général Joffre, la rupture brusque n'avait pas été réalisée.

Cela n'était pas fait pour surprendre. Fallait-il néanmoins insister et persévérer, comme l'eût voulu le général Mangin ? Ou bien arrêter l'opération pour la reprendre ultérieurement sur de nouvelles bases, comme on semblait l'avoir décidé à Compiègne ? On n'adopta franchement ni l'une ni l'autre de ces manières d'agir pour diverses raisons qui se ramènent toutes à l'erreur initiale et la bataille se transforma, peu à peu, en une lutte d'usure. Cependant elle obtint encore des succès significatifs.

Après que la 4^e armée (général Anthoine) se fut emparée, dans son assaut du 17 avril, de la crête des Monts de Champagne, la 10^e armée (général Duchêne), précédemment destinée à l'exploitation, entre en ligne entre les 6^e et 5^e armées : du 30 avril au 5 mai, malgré de nouvelles discussions entre le gouvernement et les commandants en chef français et anglais, qui rendent évidentes les hésitations et les incertitudes, les quatre armées reprennent leurs attaques : elles enlèvent, non sans de fortes pertes, d'importantes positions, telles que celles de Laffaux et de Craonne ; l'ensemble de la situation n'en est pas modifié.

Durant tout l'été, la lutte se prolongera sur le front du Chemin des Dames, analogue par sa continuité et par sa violence à celle qui s'est livrée l'année précédente à Verdun et sur la Somme, mais plus localisée en largeur comme en profondeur. En cinq mois, il y eut dans ce secteur plus de soixante combats, dont plusieurs entraînant l'emploi de deux ou trois divisions et les Allemands durent y faire passer deux fois plus de divisions qu'à Verdun dans le même temps. Si l'on songe aux difficultés du terrain, aux « creutes » qui offrent aux ennemis des abris presque indestructibles, à la raideur des pentes, aux fonds marécageux qui les précèdent et où s'accumulent les gaz dont l'emploi par l'artillerie se généralise alors, si l'on réfléchit à l'étroitesse du plateau, parfois réduit à une simple arête, sur lequel se concentrent les bombardements, si l'on voit les deux adversaires se disputant avec acharnement une avance de cinquante ou cent mètres pour obtenir des « vues » sur les arrières, on se rendra compte de l'héroïsme qui fut dépensé dans ces combats et des chances qu'eût pu présenter, au début, une offensive mieux concertée. L'ennemi, on l'a su depuis, avait préparé l'évacuation de Laon. Cette lutte obstinée démontra, dans son ensemble, combien est injuste l'opinion qui représente le Français comme capable seulement d'un effort brillant et de courte durée ; sa ténacité fut ici supérieure à la ténacité allemande.

L A CRISE DU MORAL

Le mérite du soldat ne se mesura pas seulement aux difficultés matérielles, mais plus encore aux épreuves morales.

Depuis longtemps, on peut dire à dater de la crise du haut commandement en décembre, une sourde inquiétude, un travail « défaitiste » des plus dangereux attaquait la solidité de la discipline et la volonté de vaincre. Un des maîtres de la plus pure tradition morale, le général Humbert, écrivait à ses fils, le 14 décembre : « Nous traversons une crise grave. Je crains qu'elle ne mène à l'anarchie. » Cette disposition nouvelle était la suite de la campagne engagée dans le *Bonnet rouge* et autres organes influencés par la propagande allemande. Un certain fléchissement,

plutôt apparent que réel, du ressort national s'en était suivi et il avait altéré, par endroits, l'esprit de l'armée au cours de l'hiver. En pleine offensive d'avril, il s'aggrava soudainement. Dès le soir du 16 avril, la légende d'une défaite prenant pour texte une exagération démesurée du chiffre des pertes, naît dans les hôpitaux, se colporte et gagne avec une rapidité extraordinaire le pays tout entier. Mangin est traité de « boucher », d'« assassin », de « massacreur », lui qui s'était toujours appliqué à ménager par des mesures attentives le sang du soldat. Cette « manœuvre morale » gagne les coulisses de la politique. Les conclusions officielles de la commission d'enquête (Brugère, Foch, Gouraud) sur les conditions dans lesquelles a eu lieu l'offensive de l'Aisne constatent que « l'action du général en chef a été troublée, contrariée par les interventions parlementaires ». Cependant, des influences restées mystérieuses s'emploient à répandre cet état d'esprit, de l'arrière jusqu'à l'armée. Vers la fin de mai, une propagande insidieuse se glisse dans les familles, dans les gares, dans les dépôts, partout où l'on peut atteindre le soldat. De singuliers mouvements se produisent dans les troupes de relève, notamment dans la région de Soissons et de Reims ; localisés à certaines unités, ils n'en sont pas moins inquiétants : troupes qui, sans jamais molester leurs officiers, refusent de monter aux tranchées ; mauvaises têtes proclamant que la guerre a assez duré ; fanfarons faisant le geste de marcher sur Paris. Le haut commandement est, à son tour, pris d'inquiétude. Il sentait autour de lui ce sourd et insaisissable travail qui pouvait faire crouler, d'un seul coup, le résultat de tant d'efforts.

C'est en ces circonstances que les hautes qualités militaires du nouveau commandant en chef, le général Pétain, secondé par son chef d'état-major, le général Debeney, donnent leur mesure : fermeté, douceur, connaissance admirable du soldat, psychologie attentive et pénétrante. Il voit tout, descend jusqu'aux moindres détails, parle et agit dans la juste mesure. Il sait en quelques semaines, avec un minimum de sanctions, mais par d'adroits remèdes appliqués aux points douloureux, et surtout en faisant appel au bon sens et au bon cœur de tous, rétablir le moral de l'armée.

Pour n'avoir pas été remportée directement contre les Allemands, ce n'en était pas moins une victoire, puisqu'elle en permettait d'autres, et sans doute est-ce l'une des importantes de la guerre tant pour le présent que pour l'avenir.

LES ATTAQUES A
OBJECTIF LIMITÉ

L'action du général Pétain sur la forme des opérations ne fut pas moins efficace.

Puisque la Russie s'effondrait, laissant aux empires centraux la possibilité

de ramener le gros de leurs forces sur le front de France et d'enlever aux Alliés la supériorité numérique, l'espoir d'un succès décisif s'éloignait. Il se rapprochera seulement lorsque l'afflux des divisions américaines aura fait pencher la balance en sens inverse.

Au moins, les forces alliées sur le front de France pourraient-elles, en attendant, et tout en « équipant » les plus vastes secteurs possibles, asséner des coups violents grâce à la concentration de puissants moyens d'artillerie : on enlèverait ainsi, presque à coup sûr, certaines zones de terrain, dont la possession améliorerait sensiblement l'ensemble du front. L'infanterie reprendrait par ce moyen

confiance en elle-même et l'ennemi supporterait des pertes lourdes, sans autre dépense, chez ses adversaires, que celle du matériel et des munitions.

Tel fut notamment le but de l'attaque menée du 20 au 25 août au nord de Verdun, qui réoccupa le Morthomme ainsi que les fameuses cotes 304 et 344 et qui enleva 10 000 prisonniers, et de la bataille de la Malmaison, sur le front du Chemin des Dames, livrée du 23 au 26 octobre. Les six divisions qui prenaient part à celle-ci, appuyées par huit divisions en seconde ligne, attaquaient sur un front moyen de 1 700 mètres. Sur ce front d'attaque de 11 kilomètres, on comptait une pièce d'artillerie de tranchée par 25 mètres, une pièce de 75 par 16 mètres, et,



LE MARÉCHAL PÉTAIN

en y ajoutant l'artillerie lourde, près d'un canon par 6 mètres. L'équipement du front avait comporté la réfection de 170 kilomètres de routes. La préparation d'artillerie avait duré six jours ; elle avait transformé le terrain en un de ces « paysages lunaires », où, dit un témoin, « on n'aperçoit rien qui ne soit trou, bord de trou, fond de trou » (Marcel Prévost). La consommation de munitions du 16 au

25 octobre avait été de 2 millions de coups de 75, de 500 000 coups d'artillerie lourde courte et de 300 000 coups d'artillerie lourde longue. On a calculé qu'elle avait coûté 600 millions de francs. L'armée française avait occupé d'un seul bond tous ses objectifs, y compris le vieux fort de la Malmaison, qui donna son nom à cette victoire. Le Chemin des Dames, si ardemment défendu pendant des mois par les Allemands, était abandonné par eux sans autre combat, dans la nuit du 1^{er} novembre, avec tout le terrain au sud de l'Ailette.

C'était bien le type des opérations voulues par le général Pétain pour cette période de la guerre. Son succès était dû à la minutie de la préparation et à la vigueur de l'exécution, mais aussi à la puissance des moyens mis en œuvre. Toutefois, en raison même de l'énormité de ces moyens, une telle formule de bataille eût-elle été applicable en vue d'une victoire générale et définitive ?

L' AIDE AUX ALLIÉS Dans ce but, il était de plus en plus nécessaire d'arriver à l'unité des efforts entre les Alliés et, par conséquent, à l'unité de commandement. Les Anglais avaient consenti, spécialement pour l'offensive d'avril, à se placer sous les ordres du général Nivelle ; cette subordination provisoire n'avait pas été sans provoquer certaines difficultés et certains froissements. L'une des préoccupations du nouveau général en chef fut de dissiper tout malentendu.

La participation d'une armée française de six divisions (général Anthoine) aux opérations que les Britanniques exécutèrent au cours de l'été et de l'automne dans la région d'Ypres, affirma nettement cette volonté de collaboration sans arrière-pensée. Menée dans un terrain extrêmement difficile, d'après une formule assez semblable à celle de la Malmaison, elle exigea un très gros effort de préparation qui, prolongé pendant trois mois dans des conditions atmosphériques défavorables, imposa aux troupes de rudes fatigues. Si l'opération n'obtint pas complètement le résultat visé, c'est-à-dire la délivrance de la côte belge, du moins causa-t-elle aux Allemands des pertes telles, dit Ludendorff, « que l'armée n'en avait pas encore subies », et qu'elle les empêcha de prendre sur aucun point l'offensive. Dans l'assaut initial du 31 juillet comme dans les attaques ultérieures du 16 août et de la période du 20 septembre au 30 octobre, la 1^{re} armée française avait largement apporté les concours que ses alliés lui avaient demandé. Le terrain conquis et les prisonniers faits, au moins égaux en nombre, toutes proportions gardées, aux gains britanniques, avaient démontré la valeur de nos méthodes et la sincérité de notre camaraderie de combat.

Quelques semaines plus tard, un corps d'armée français était tenu prêt à

aider à l'exploitation d'une attaque britannique exécutée par surprise en direction de Cambrai. Le résultat de cette attaque rendit inutile son intervention ; mais la rapidité et la discrétion qui avaient présidé au transport firent la meilleure impression.

Non moins franche et non moins loyale fut l'aide apportée à l'Italie. Dès le mois de janvier 1917, le général Foch avait prévu et montré le danger d'une offensive austro-allemande sur le front italien. Les études entreprises par les grands états-majors français et britannique en vue de la parade à opposer à une telle attaque prévue avaient été poussées avec plus d'activité encore, quand, en mai 1917, le général Foch avait été nommé chef d'état-major général. Aussi, quand, le 25 octobre, une armée italienne eut été anéantie à Caporetto, put-on annoncer à la fois la nouvelle du désastre et l'arrivée en Italie des divisions françaises de renfort, tant avait été poussée à la perfection la préparation de ce transport. Six divisions françaises, que suivirent plus tard un même nombre de divisions anglaises, gagnèrent cette plaine du Pô, où les noms des cantonnements étaient de vieux noms de victoires. D'abord concentrées à Brescia, elles allèrent ensuite occuper un secteur sur le Piave ; elles devaient y rester jusqu'en 1918. L'épisode le plus marquant de leur séjour fut l'enlèvement du mont Tomba, exécuté en une demi-heure et sans pertes par une division de chasseurs.

Ces diverses interventions, outre qu'elles répandaient l'autorité des méthodes et des initiatives françaises, préparaient la voie à une meilleure entente et à une collaboration plus intime des états-majors alliés. A défaut du commandement unique, qu'imposera seulement la gravité des événements du printemps 1918, cette collaboration se traduisit, à la fin de 1917, par la création du Conseil supérieur de guerre interallié, organe d'études qui devait en principe orienter les décisions des gouvernements.

L E FRONT D'ORIENT Que l'unité de commandement ne soit pas une panacée, que même elle puisse être un leurre sans un accord préalable des volontés alliées et surtout sans une volonté ferme dirigeant le commandement unique, c'est ce que prouve jusqu'à l'évidence la faiblesse des résultats obtenus dans la première période en Orient.

Nous avons vu, à la fin de 1915, la petite armée d'Orient concentrée autour de Salonique et dans la péninsule de Chalcidique. Menacée sur ses arrières par l'attitude douteuse du gouvernement grec inféodé aux influences allemandes, mais renforcée au printemps de 1916 par la valeureuse et malheureuse armée serbe qu'une



LES GÉNÉRAUX PÉTAIN ET FAYOLLE ÉCOUTANT LE RAPPORT D'UN OFFICIER

mission française avait réorganisée dans l'île de Corfou, puis par des contingents anglais, italiens, russes, et même par des volontaires grecs, elle avait alors poussé ses éléments avancés à une cinquantaine de kilomètres jusqu'à une ligne marquée par l'embouchure de la Struma, les lacs de Doiran et d'Ostrovo. Le général Sarrail avait été reconnu comme commandant en chef des armées alliées d'Orient qui avaient atteint un effectif voisin de 300 000 combattants. Ayant assuré sa situation en créant autour de Salonique une vaste tête de pont, il se prépara à passer à l'offensive pour soutenir l'entrée en guerre de la Roumanie.

La nécessité de prendre ses sûretés soit diplomatiques, soit même militaires du côté d'Athènes, l'ayant retardé, les Bulgares saisissent l'initiative des opérations. Ils cherchent à faire tomber Salonique en l'encerclant par les deux ailes. Leur gauche, grâce à la collusion de l'état-major grec, s'avance facilement dans la vallée de la Struma, refoulant nos éléments légers sur la rive droite de la rivière — mais c'est leur droite qui doit prononcer l'effort principal sur l'axe Florina-Vodena.

Leurs progrès sont rapidement enrayés par une vigoureuse contre-attaque serbe, appuyée à gauche par les troupes françaises groupées en armée française d'Orient sous les ordres du général Cordonnier et renforcées de contingents russes et italiens.

Dans le courant des mois de septembre, octobre et novembre, à la suite d'engagements assez confus qui mettent en lumière l'ardeur combattive des Serbes, les troupes françaises, à l'aile marchante des Alliés, enlèvent successivement Florina et Monastir. La mauvaise saison aggrave l'épuisement causé par trois mois de luttes ininterrompues et arrête les progrès des Alliés.

Le général en chef doit se résigner à la stabilisation. Elle lui permet du reste d'avoir les effectifs disponibles pour clore la « tragédie en Grec moderne » qui se déroula à Athènes de décembre 1916 à juillet 1917.

Il était évident que rien ne pourrait être entrepris aussi longtemps que les arrières ne seraient pas sûrement garantis contre l'hostilité plus ou moins déguisée du gouvernement hellénique. Il fallut plus de six mois, perdus en vaines discussions et en combinaisons opposant les uns aux autres diplomates, marins et militaires des divers pays, avant que fût prise, après des tentatives malheureuses, dont l'une, particulièrement tragique (l'amiral Dartige sur le *Zappeion*), coûta la vie à une centaine de nos marins, la seule décision capable d'assurer cette sécurité.

Au printemps de 1917 une tentative française dans la boucle de la Cerna, exécutée de concert avec des attaques anglo-serbes, ne donna que de faibles résultats.

L'activité de nos troupes était grandement entravée par les ravages du palu-

disme et le régime des permissions qui, nécessaire pour le maintien du moral, réduisait les effectifs d'une façon alarmante.

Il faut bien reconnaître, qu'à l'exception de M. Briand et de quelques hommes politiques et publicistes clairvoyants et qui rencontrèrent, dans la presse et dans les Chambres, une opposition déclarée, le front de Salonique était peu apprécié en Occident.

Cependant, avec les moyens limités qui lui restaient, le général Sarrail put développer son action vers l'ouest. Pour mettre fin aux intrigues germano-constantiniennes, il avait été amené, dans le courant de 1916, à occuper le district de Korytza sur les confins albanais, se liant ainsi aux Italiens qui avaient débarqué à Valona et à Santi-Quaranta sur l'Adriatique. En août 1917, une vigoureuse attaque d'éléments de l'armée française d'Orient, maintenant commandée par le général Grossetti, l'amena sur la rive occidentale du lac d'Okrida, prenant pied en Albanie par l'occupation de Pogradée et donnant ainsi l'occasion aux troupes albanaises d'Essad-Pacha de montrer si réellement elles avaient une certaine valeur. Le flanc gauche de l'armée assaillante était désormais assuré, étant en liaison avec les forces italiennes.

Pendant deux ans, par suite du manque d'entente de leurs gouvernements, les armées alliées d'Orient, trop faibles pour les vastes desseins qui avaient motivé leur constitution, trop fortes pour les tâches médiocres et l'immobilité que les circonstances leur imposaient, ne firent que peu de chose pour atteindre le but que le bon sens leur avait assigné : Sofia.

L A MARINE Comme celui de l'armée d'Orient, le rôle de la marine française, pendant ces trois années d'attente, fut plus pénible que retentissant. Il exigea d'elle, cependant, un effort continu, tenace, souvent épuisant et toujours périlleux. Si, en raison de sa monotonie même, quelques lignes suffisent à l'exposer, il serait profondément injuste de mesurer l'importance de cet effort à la longueur du récit. Protection du transport des troupes d'Algérie et du corps expéditionnaire britannique, blocus des Dardanelles, où se sont réfugiés les croiseurs allemands *Gæben* et *Breslau*, et qu'une insigne maladresse, tant navale que diplomatique, a laissé échapper, participation aux opérations des forces navales anglaises sur les côtes de Syrie et d'Égypte, surveillance de la flotte autrichienne, transport de l'armée serbe à Corfou et à Salonique, ravitaillement de l'armée d'Orient dont la ligne de communications maritimes est menacée à partir du milieu de 1915 par la présence et l'activité des sous-marins allemands en

Méditerranée, blocus des côtes de Grèce, telles sont les formes principales de sa besogne si importante et trop peu connue. Quelques brillants faits d'armes se détachent : la lutte héroïque du contre-torpilleur *Mousquet* contre le croiseur *Emden* dans les mers de Chine en octobre 1914, les tentatives audacieuses des sous-marins *Cugnot* dans les bouches de Cattaro et *Curie* dans le port de Pola en décembre 1914, et surtout la participation à la tentative de forçement des Dardanelles en mars 1915, qui nous coûta un cuirassé coulé et deux autres gravement endommagés.

A partir du printemps 1917, l'importance du rôle de la marine française et de l'effort qui lui est demandé s'accroissent encore en raison de ces deux faits simultanés : l'aggravation de la guerre sous-marine et l'intervention des États-Unis. De nouveaux procédés de lutte contre les sous-marins allemands ont dû être imaginés, lignes de filets doublant l'action des champs de mines, appareils d'écoute sous-marine, hydravions recherchant, grâce à la transparence de l'eau pour la vision verticale, et attaquant à la bombe les sous-marins en plongée, et surtout création d'escadrilles de patrouilleurs, constituées par des chalutiers et de petits bâtiments de commerce sommairement armés (1). Cette participation de la flotte commerciale à la guerre navale marquait un retour singulier aux formes de lutte navale des dix-septième et dix-huitième siècles. La protection des transports de matériel, d'approvisionnements de tout ordre, et bientôt de l'armée américaine rendit encore plus frappant ce retour vers le passé. Après avoir essayé du système des routes patrouillées, ce fut au système des convois escortés, éclairés et accompagnés par des escadrilles de navires de guerre, de patrouilleurs armés et d'hydravions, que, sous la haute direction de l'amiral Lacaze, ministre de la Marine, les forces navales françaises eurent recours pour éloigner la menace de ces nouveaux corsaires : les sous-marins. Comme au temps de Louis XIV et de Louis XVI, les ports de l'océan guettèrent anxieusement les longues files de bâtiments venant du large et se réjouirent quand un chasseur heureux ramenait en rentrant un corsaire prisonnier.

Parallèlement à ceux de l'armée de terre, les longs efforts de notre armée de mer obtiendront en 1918 leur couronnement et leur récompense.

(1) Voir le captivant ouvrage de Paul CHACK, *Sur les bancs de Flandre*.





CHAPITRE IV

L'ÉVOLUTION DU MATÉRIEL, DE LA TACTIQUE ET DE L'ORGANISATION

*Comment la guerre se transforme. — Les moyens d'attaque — Les moyens de défense.
— Les moyens de liaison et d'observation. — Les moyens de transport. — L'évo-
lution des idées et des méthodes. — Écoles et camps d'instruction. — Transformation
de l'organisation. — Le service de santé. — La tenue.*



L'HIVER de 1917-1918 fut, sur tous les fronts, une période de recueil-
lement et de préparation. C'est la dernière de ces trêves relatives
nées de la fatigue, des pertes, de l'épuisement des stocks de muni-
tions, qui scandèrent le rythme de cette longue épopée militaire.
De part et d'autre, la machine de guerre est remise au point une
dernière fois en vue de la campagne qu'on pressent décisive. Qu'est-elle devenue
au cours de ces trois années ?

Lorsque, à cette période, une des nombreuses missions étrangères qui visitaient
les armées demandait à se rendre compte des deux termes de l'évolution qui s'accom-
plissait, on lui donnait le spectacle suivant : deux troupes étaient alignées, repré-
sentant l'une un bataillon de 1914, l'autre un bataillon de 1917, la première, masse

imposante de quatre compagnies identiques de plus de deux cents hommes chacune, la seconde, groupement hétérogène de trois maigres compagnies composées elles-mêmes de groupes disparates encadrant quelques machines. Ordre était donné aux deux bataillons d'ouvrir le feu avec le maximum d'intensité. Aussitôt l'impression changeait : devant la première, on devinait une nappe de balles dont la densité, d'abord très forte, diminuait dès que la fatigue ralentissait les mouvements des tireurs ; devant la seconde, c'était l'enfer : la même nappe de balles s'étendait devant elle, aussi dense que devant la première, mais entretenue à une densité uniforme et comme soutenue par le débit régulier de machines sans nerfs, tandis que des nuages d'explosions créaient en avant d'elle un double barrage de fer, de fumée et de feu. Combien faible alors apparaissait le bataillon de 1914 ; combien plus terrifiant le bataillon de 1917 !

Ce tableau synthétisait bien la transformation subie par l'armée, mais il n'en présentait qu'un des multiples aspects, car l'évolution avait été aussi complète dans tous les domaines.

LES CAUSES DE L'ÉVOLUTION

A ce progrès, accompli en moins de trois années, une seule cause : le développement de la puissance du feu. C'est cette puissance du feu, à peine soupçonnée jusque-là par les observateurs attentifs des faits de guerre du début du siècle, qui arrête les deux adversaires à grande



FUSILIER MITRAILLEUR SE PORTANT A L'ATTAQUE

distance l'un de l'autre, qui retarde et complique la prise de contact, qui ralentit la progression des troupes et prolonge la durée des combats, qui donne à de faibles unités la faculté de durer, qui incite à établir des défenses accessoires destinées à maintenir l'assaillant devant ses armes ; c'est la recherche de cette puissance du feu qui impose une manœuvre subordonnée à des moyens mécaniques, qui suggère l'invention d'armes nouvelles en vue soit de dominer le feu adverse, soit d'atteindre l'adversaire dans les tranchées et dans les abris qu'il s'est creusé, soit de détruire les défenses accessoires dont il

s'est protégé. A son tour, la complication de cet armement impose des modi-



LE GÉNÉRAL MAUNOURY

Portrait d'après J.-F. Borchner

Musée de la Légion d'Honneur

fications à une organisation devenue trop lourde. Groupement, tactique, stratégie, organisation, tenue, psychologie même du combattant sont dominés par ces faits, et la forme de la guerre en est modifiée du tout au tout.

Les autres facteurs de l'évolution de l'art de la guerre, énormité des masses mises en mouvement par les nations armées, transformation des moyens de communications et de transmissions, tout concourt à dérouter les doctrines éprouvées de la stratégie classique.

LES MOYENS D'ATTAQUE On fut frappé, dès la première bataille, de la précision implacable du tir des mitrailleuses. Pour augmenter le nombre de ces armes, en attendant qu'on ait pu en organiser la fabrication, on retira des places fortes des mitrailleuses Hotchkiss, qui allaient conquérir la faveur de l'infanterie au point de supplanter la mitrailleuse réglementaire dite de Saint-Étienne. Dès que le nombre des armes le permit, une compagnie de mitrailleuses vint renforcer dans chaque brigade les compagnies régimentaires ; tous les bataillons furent dotés de leur compagnie de mitrailleuses en même temps qu'on supprimait les compagnies de régiment et de brigade. De six mitrailleuses par régiment en 1914, on passe au chiffre de 24 (et même de 36 en y comprenant les armes en réserve).

Pourquoi ne pas aller plus loin dans cette voie ? La solution idéale n'était-elle pas de doter chaque homme d'une mitrailleuse ? Les recherches entreprises dans ce sens à partir de 1915 avaient abouti à l'invention d'un fusil automatique modèle 1917, dont la fabrication en série causa des déboires et qui, pour cette raison, ne fut pas utilisé, mais surtout à l'adoption d'un fusil mitrailleur, du poids de 9 kilogrammes, utilisant un chargeur de 20 cartouches et pouvant atteindre une vitesse de tir maximum de 140 coups par minute. Plus légère que la mitrailleuse allemande et offrant l'avantage de pouvoir être tirée en marchant, cette arme ne donnait pas la solution de l'armement individuel puisqu'elle supposait au moins un second servant pour le transport des chargeurs ; elle eut pourtant sa part dans les succès de l'offensive de la Somme. Le nombre des fusils mitrailleurs fut, à partir de 1917, de douze par compagnie.

Quant aux fusils, dont le nombre diminuait en proportion de l'accroissement de celui des armes automatiques, ils recevaient une légère modification, par suite du remplacement du magasin placé dans le fût par un chargeur de cinq cartouches ; en même temps la longueur de son canon se trouvait en fait raccourcie, un certain nombre de fantassins par compagnie étant dotés de la carabine ou du mousqueton en remplacement du fusil.

Dès le début de la guerre de tranchées, les adversaires immobilisés à courte distance s'ingénierent à s'atteindre l'un l'autre sans se découvrir. Ils recoururent à la forme primitive de l'arme de jet, au projectile lancé à la main ou au moyen d'une fronde. Ce furent d'abord d'informes projectiles, faits de récipients quelconques munis de détonateurs. L'ingéniosité des inventeurs les perfectionna et les multiplia



COMBAT A LA GRENADE

en une infinité de types, dont le plus efficace et le plus simple, qui peu à peu fit disparaître les autres, fut la grenade — la vieille grenade des « grenadiers ». Lancée à la main, soit comme engin défensif donnant de multiples éclats, soit comme engin offensif produisant un effet surtout moral, soit comme engin incendiaire ou fumigène, elle devint l'arme terrible du combat rapproché. Lancée par le fusil à partir de 1917 au moyen d'une sorte de tromblon fixé à l'extrémité du canon (grenade et tromblon Viven-Bessières), elle permettait à l'infanterie de créer à cent ou deux cents mètres d'elle un véritable barrage de feu.

L'infanterie développait aussi sa propre artillerie, qu'elle possédait déjà depuis l'adoption, en 1915, d'un canon de 37 destiné à la lutte contre les mitrailleuses au cours de la progression. Très précis et assez léger pour être porté à bras par deux hommes, il lui manquait, pour être un bon canon d'infanterie, un projectile plus puissant et une trajectoire moins tendue. La recherche d'un véritable canon d'accompagnement se poursuivra jusqu'à la fin de la guerre sans aboutir à une solution satisfaisante. Deux mortiers mis en service à la fin de 1917 n'étaient en réalité que de l'artillerie de tranchée un peu plus mobile.

Cette artillerie de tranchée était née de la proximité des deux lignes de et de la quasi-impossibilité de frapper l'une sans atteindre l'autre. Aux « minenwerfer » allemands, on opposa d'abord les vieux mortiers lisses de bronze de nos

places fortes, puis, en septembre 1915, des mortiers de 58 millimètres et de 240 se chargeant par la bouche et tirant, à faible vitesse initiale, des projectiles empennés qui, après avoir cheminé lentement dans l'air, allaient s'abattre lourdement dans les réseaux de fil de fer et dans les tranchées adverses. Le matériel de 58 fut remplacé en 1917 par un matériel de 150 T, susceptible de lancer, à la vitesse de 4 coups par minute, une bombe de 17 kilogrammes portant à près de 2 000 mètres.

Dans l'artillerie, la transformation fut marquée, non pas par l'invention de matériels nouveaux, mais par la multiplication et par un emploi plus judicieux et plus intense des moyens existants. Le 75, qui ne tirait guère tout d'abord au delà de 5 000 mètres, porte de plus en plus loin, jusqu'à atteindre 11 kilomètres lorsqu'on aura adopté l'obus à fausse ogive. La proportion des obus explosifs, d'un effet moral plus puissant, d'une efficacité plus sûre contre une infanterie abritée, s'accroît jusqu'à comprendre la totalité des approvisionnements. La consommation de munitions s'élève à des chiffres insoupçonnés. Pour parer à l'insuffisance de l'artillerie lourde, on sort des places le vieux et solide matériel de Bange, on amène sur le front des canons de côte et de marine qui nous donnent une artillerie lourde à grande puissance. Avec les batteries de 105, dont la fabrication était commencée à la mobilisation et qui firent leurs débuts à la bataille de l'Yser, c'est cette artillerie lourde improvisée qui est utilisée en septembre 1915 et même à Verdun. Les canons de 155 C. T. R., mis en fabrication au cours de la guerre, n'apparaissent sur la Somme qu'après l'attaque du 1^{er} juillet, mais se multiplient assez rapidement, surtout à la fin de 1917, en même temps que les canons longs modernes, de telle façon que le nombre des pièces d'artillerie lourde en service, qui était de 300 en août 1914, dépassera 5 000 en 1918. Certains de ces canons lourds atteignent le calibre de 400. Enfin l'emploi des tracteurs automobiles accroît sensiblement la mobilité stratégique d'une partie de ce matériel.

En avril 1915 était apparue la principale et terrible nouveauté : *l'arme chimique*. Une émission de gaz toxiques surprit deux de nos divisions au nord d'Ypres. Elle fut considérée avec raison comme un acte de trahison et souleva l'indignation du monde entier. Toutefois, ce procédé d'emploi des gaz ne donna au cours de la guerre, une fois la première surprise passée, que d'assez médiocres résultats. En particulier, notre armée, où pourtant avaient été créées quelques unités spécialisées dans ce genre d'attaque, y répugna toujours. Au contraire, l'usage des obus toxiques, dont les Allemands prirent également l'initiative au cours des combats de l'Argonne

en juin 1915, se généralisa bientôt de part et d'autre. Sous des formes variées, gaz sternutatoires, lacrymogènes, asphyxiants, vésicants, ou à proprement parler toxiques, ces gaz devinrent un des moyens les plus employés pour atteindre l'infanterie derrière ses défenses accessoires ou dans les abris les plus solides et les plus profonds, et surtout pour réaliser une préparation d'attaque plus rapide. Le plus employé de ces produits fut l'ypérite, qui, à l'état gazeux, a une action pulmonaire plus ou moins retardée, et qui, à l'état de particules liquides extrêmement fines, conserve pendant un temps assez long une action vésicante sur les muqueuses et sur les parties les plus fines de la peau. Les Allemands, mieux préparés à le produire par le développement de leur industrie chimique, l'avaient utilisé dès le milieu de 1917. Nos chimistes ne réussirent à le fabriquer qu'au début de 1918 ; leurs efforts auront pour résultat de faire passer la fabrication mensuelle de 240 kilogrammes en mars à 510 tonnes en octobre. Au total, le chiffre des obus spéciaux expédiés aux armées pendant la guerre atteindra en France 11 millions pour l'artillerie de 75 et 3 millions pour l'artillerie lourde.

Le 15 septembre 1916, les Anglais avaient, un peu prématurément semble-t-il, lancé dans la bataille un engin nouveau, destiné lui aussi à atteindre l'ennemi au delà de la plupart des obstacles, soit en détruisant ceux-ci, soit en les franchissant : c'était le tank, combinaison heureuse du moteur, de la chenille et de la cuirasse, mobilité, souplesse et relative invulnérabilité ; tel le vieux char de guerre, le nouvel engin était capable de transporter par tous les terrains, à travers le réseau de défenses de l'ennemi et jusque dans ses lignes, des canons et des mitrailleuses. Cette entrée en action du tank ne fit que précéder — au risque de compromettre l'effet de surprise qu'on en attendait — celle d'un engin français analogue, en construction depuis plusieurs mois et dû en grande partie à l'esprit d'invention du colonel Estienne, les chars dits Schneider et Saint-Chamond, du nom des usines qui les fabriquaient. Ces chars, pesant respectivement quatorze et vingt-quatre tonnes, chargeaient un équipage de six ou huit hommes servant un canon et des mitrailleuses.

Ils firent leurs débuts à l'offensive d'avril 1917, débuts malheureux, dont l'insuccès était dû surtout à des maladresses d'emploi. Mais, tandis que cet échec confirmait les Allemands dans leur scepticisme à l'égard du nouvel engin de guerre, on cherchait en France à corriger les erreurs commises. L'offensive de la Malmaison justifia cette confiance, confiance qui croîtra encore lorsque, au début de 1918, on disposera d'un char plus léger, œuvre du même général Estienne,

le char Renault, ne pesant que six à sept tonnes, plus rapide, plus maniable, de fabrication moins coûteuse, et n'exigeant qu'un équipage de deux hommes servant un canon de 37 ou une mitrailleuse. Fabriqués en série, jusqu'à atteindre le chiffre de deux mille au moment de l'armistice, ces chars légers seront employés pour la première fois en juillet 1918. Par leur effet matériel et moral sur l'ennemi autant que par la confiance qu'ils inspirèrent aux fantassins, ces chars, qualifiés assez inexactement *artillerie d'assaut*, compteront parmi les meilleurs instruments de la victoire.

Le réseau de fil de fer, autant que l'augmentation de portée de l'artillerie, avait en grande partie causé le développement de l'arme volante. Les renseignements que la cavalerie, arrêtée par ces obstacles, ne peut plus fournir, l'observation des tirs désormais interdite aux observateurs terrestres, c'est l'aéronautique qui les assurera : le ballon d'abord, ce ballon captif si méprisé naguère, qui sort des places à partir de la fin d'août, — puis l'instrument de forme bizarre, auquel nos soldats donneront le nom expressif de « saucisse », imité du drachen allemand, jusqu'à ce que soit adopté le dispositif empenné que les Allemands imiteront à leur tour, puis et surtout l'avion. Celui-ci est doté à la fin de 1914 de la télégraphie sans fil, qui permet la liaison avec l'artillerie et l'envoi immédiat des observations.

En 1915, l'aviation de bombardement fait ses débuts par les grandes expéditions dirigées sur Ludwigshafen et Carlsruhe en réponse aux pointes poussées sur Paris et Nancy par les « taubes ». Ces expéditions montrent la nécessité de la création d'une aviation de chasse plus rapide et plus souple, bientôt dotée d'une mitrailleuse fixe tirant à travers l'hélice, grâce à un dispositif qui rend le tir synchrone des mouvements de celle-ci, invention française qui nous est trop tôt enlevée. La nouvelle arme se trouve ainsi constituée avec ses trois subdivisions : aviation d'observation, aviation de bombardement et aviation de chasse.

Les exploits des aviateurs, seuls combattants qui, dans la forme nouvelle qu'a prise la guerre, aient en toutes les circonstances la sensation de l'action individuelle chère au tempérament français, leur valent une popularité qui égale certains d'entre eux, un Pégoud, un Garros, un Fonck, un Guynemer surtout, et bien d'autres, aux plus beaux héros de la légende. Cette popularité, qui facilite leur recrutement, excite en même temps l'esprit d'invention des constructeurs. Aussi les progrès de cette nouvelle « arme » sont-ils des plus rapides. A peine un type d'appareil est-il mis en service qu'il est démodé et remplacé par un autre. D'une centaine de chevaux vapeur en 1914, la puissance des moteurs s'élève progressivement jusqu'à 300

en 1918 ; la vitesse passe en même temps de 120 à près de 200 kilomètres, le « plafond » s'élève de 2 500 à 6 000 mètres, tandis que le temps nécessaire pour atteindre une hauteur double se réduira de plus de moitié.

Bien entendu, la progression du nombre des avions suivait les progrès du matériel : de 158 avions en service au 1^{er} août 1914, ce nombre, qui n'était encore que de 320 au 1^{er} janvier 1915, atteignait 783 au 1^{er} janvier 1916, 1 430 au 1^{er} janvier 1917, 3 000 au 1^{er} janvier 1918 ; il sera de 3 600 à l'armistice.

LES MOYENS DE DÉFENSE Les moyens de défense s'étaient développés parallèlement aux moyens d'attaque : c'est la loi éternelle qui domine et résume l'histoire militaire. Mais on eût bien étonné les plus hardis prophètes de la stabilisation des fronts si on leur eût dit le nombre de rouleaux de fil de fer, de sacs à terre et de rondins qu'exigeraient les organisations défensives établies de part et d'autre. C'est pourtant par ces moyens en apparence rudimentaires qu'on réussit à lutter contre les armes à feu incessamment perfectionnées ou multipliées. Des réseaux de fil de fer, dont la profondeur atteignait dans certains secteurs une centaine de mètres, réseaux faits d'abord de simple fil de fer lisse, puis d'éléments ployés fabriqués à l'arrière qu'il suffisait d'étirer et de fixer, puis de fil de fer barbelé attaché à des poteaux, constituèrent en avant des tranchées une défense dont la destruction fut longtemps pour l'artillerie un problème presque insoluble. Derrière ce réseau, qui prit bientôt un aspect continu de la mer du Nord jusqu'à la frontière suisse, fut creusée une tranchée non moins continue, que doublèrent d'autres tranchées destinées à abriter soutiens et réserves, puis d'autres encore destinées à tromper l'ennemi sur les organisations réellement occupées, et que relièrent à l'arrière d'innombrables boyaux : rien ici qu'on ne connût depuis des siècles et que n'eussent pratiqué jadis et les Romains de Jules César et les sapeurs de Vauban. La seule nouveauté fut l'emploi du béton ; encore cet emploi, assez familier à nos ennemis, fut-il assez rare chez nous, où l'on s'accommodait mieux, sous l'effet d'une certaine paresse, de l'emploi du sac à terre.

Enfin la multiplication et la puissance des canons à tir courbe amenèrent à creuser des abris de plus en plus profonds, dont le type le plus fréquent, du côté français, fut l'abri en galerie de mine, presque complètement boisé, d'une profondeur totale de huit mètres environ, pourvu de deux entrées et susceptible de recevoir une demi-section. Diverses tentatives pour améliorer et moderniser les procédés de forage de ces abris n'eurent qu'un succès médiocre, tandis que les

ennemis faisaient appel à toutes les ressources de l'industrie moderne pour les construire et pour en augmenter le confort.

L'ingéniosité et l'esprit d'invention de la race se retrouvèrent dans le « camouflage », art de dissimuler les organisations du champ de bataille aux



DANS LA TRANCHÉE : SOUS LA PLUIE...

observations terrestres et aériennes. Nos plus grands artistes, à commencer par Forain, ne dédaignèrent pas d'apporter leurs conseils et leur collaboration effective à ces travaux, compléments indispensables des travaux de fortification : donner par exemple à un observatoire l'aspect d'une carcasse de cheval mort abandonnée dans la plaine ou peindre sur une toile, à la manière d'un décor de théâtre, une route déserte derrière laquelle défilaient, sur la véritable route, colonnes et convois.

En somme, la technique et la science modernes ne furent ici que d'un faible secours : des légionnaires romains ou des pirates chinois transportés dans nos tran-

chées se fussent adaptés instantanément à ce travail de défense. On tenta bien d'appeler à l'aide la métallurgie, en lui demandant des blindages à la fois légers et capables de résister à la force de pénétration des projectiles modernes : des boucliers furent mis en essai, qui auraient encore accentué ce retour en arrière que dessinait l'usage des grenades et des chars de combat ; mais, sauf pour le casque, ces divers essais ne donnèrent aucun résultat.

La science eut sa revanche quand apparurent les gaz toxiques. A la hâte, il fallut mobiliser les laboratoires pour trouver les substances aptes à neutraliser les effets de ces gaz, et même ceux des produits encore inconnus qui pouvaient apparaître brusquement. De là, ces masques, d'abord réduits à une simple compresse humide, puis de plus en plus compliqués, qui, à la fin de la guerre, donnaient, à certaines heures, aux combattants un aspect si étrange et la silhouette de Martiens sortis tout vivants de quelque roman de Jules Verne.

L ES MOYENS DE LIAISON ET D'OBSERVATION

Le véritable triomphe de la science, ce fut le perfectionnement et la mise au point de ce qu'on peut appeler les organes sensoriels et le système nerveux de l'armée.

Conçus et préparés en vue d'une campagne courte, où le corps à corps entre les adversaires ne serait qu'intermittent, ces organes étaient nettement insuffisants dans une guerre où le contact entre les partis allait se prolonger sans interruption pendant des années.

Comme les artistes devenus directeurs d'ateliers de camouflage, comme les littérateurs devenus rédacteurs du *Bulletin des Armées de la République* ou de tracts destinés à la propagande française à l'étranger, les savants français se mirent au service de la patrie. Dans toutes les branches de la physique, optique, acoustique, électricité, leur collaboration, orientée vers les buts militaires à atteindre, produisit des merveilles, et c'est ainsi que la guerre, qu'on pouvait croire uniquement œuvre de mort, donna lieu à des progrès scientifiques de la plus haute portée.

Nous avons dit quelle était, en 1914, la dotation des unités en matériel téléphonique. En 1916, le téléphone avait été développé jusqu'à l'abus : en secteur, les commandants de compagnie eux-mêmes avaient leur appareil ; des centaines et des milliers de kilomètres de fils sillonnaient les arrières du front ; quant aux dotations permanentes des unités, elles étaient passées, pour le groupe d'artillerie de 1 500 mètres à 8 kilomètres, pour le régiment d'infanterie de 6 à 30 kilomètres.

Plus hésitants que les Allemands, nous n'avions guère utilisé en 1914 les quelques postes de télégraphie sans fil que nous possédions. Des perfectionnements inces-

sants, accomplis sous l'impulsion du général Ferrié, permirent, à la fin de 1914, d'installer la T. S. F. à bord des avions en vue de la liaison avec l'artillerie ; puis, en 1916, de réaliser pratiquement, à l'aide d'appareils portatifs, la télégraphie par le sol (T. P. S.), qui donnait à l'extrême-avant le mode de liaison le plus sûr ; enfin, en 1918, de différencier les multiples communications simultanées. Tous les postes de commandement jusqu'au bataillon et au groupe seront alors dotés de moyens de transmission sans fil.

Toute une organisation, dotée de microphones perfectionnés, fut mise en place dans les postes de l'avant pour surprendre les communications ennemies.

Un problème plus compliqué, dont la solution fait honneur à la science française, fut le repérage par le son des batteries ennemies. Ce fut un autre savant militaire, actuellement membre, comme le général Ferrié, de l'Académie des sciences, le général Bourgeois, chef du Service géographique de l'armée, qui prit la direction de ces études, et fut chargé de mettre sur pied les sections de repérage par le son (S. R. S.).

Le Service géographique, simple organe de distribution à l'origine, était devenu, sous l'impulsion de ce chef éminent et en partie sur son initiative, un établissement scientifique et industriel de première importance. Pour l'industrie de l'optique, la France était, au début, tributaire de l'Allemagne : il fallut monter presque de toutes pièces la fabrication des jumelles et notamment des lunettes binoculaires dont furent pourvus les nouveaux organes d'observation créés sous le nom de Sections de repérage par observation terrestre (S. R. O. T.) ; la production de ces jumelles, inexistante en 1914, dépassera en 1918 le chiffre incroyable de 950 000 unités, et l'industrie française fournira tous les Alliés, Angleterre, Italie et États-Unis compris. Ce fut encore le Service géographique qui dut créer et diriger le Service météorologique que réclamaient à la fois l'aéronautique et l'artillerie : il s'agissait non seulement de signaler et de prévoir le temps et la direction des vents, mais encore de fournir aux batteries d'artillerie, pour les tirs très précis devenus nécessaires, les données de tir résultant des circonstances atmosphériques.

Toutes ces observations, de plus en plus minutieuses, auxquelles venaient s'ajouter celles qu'on obtenait par la « restitution » et par l'interprétation des photographies prises en avion, tous ces calculs rigoureux auraient été inutiles et impossibles si nous n'avions pas disposé d'une carte plus détaillée que notre carte au 80 000^e. Conçue et exécutée en vue d'une guerre de mouvement, cette carte ne pouvait suffire à la préparation des tirs d'artillerie d'une guerre de position qui se rapprochait de la guerre de siège : le Service géographique dut en

conséquence établir et éditer, pour l'ensemble du front, des plans directeurs au 20 000^e et au 10 000^e, analogues à ceux qui existaient pour les environs des places fortes en prévision des opérations de siège. Ces plans exigeaient une mise à jour constante, mise à jour qui, à certaines périodes, notamment à Verdun et sur la Somme, obligea à modifier et à rééditer la même feuille à cinq ou six jours d'intervalle. Il fallut, en conséquence, créer, dans chaque armée, un groupe de canevas de tir, dans chaque corps d'armée et dans chaque division, une section topographique (S. T. C. A. et S. T. D. I.), qui furent chargés de cette besogne et de la diffusion rapide des plans directeurs.

Grâce à ces progrès scientifiques et à ces organisations industrielles, dont il n'est possible d'indiquer ici que les traits généraux, le commandement put, en dépit des ouragans de fer et de feu qui balayaient les champs de bataille, garder le contact avec les unités engagées et leur communiquer ses ordres avec précision et rapidité.

LES MOYENS DE TRANSPORT Les chemins de fer avaient atteint avant la guerre un tel degré de développement qu'on ne pouvait attendre d'eux aucun progrès essentiel ni au point de vue technique ni au point de vue des procédés d'exploitation. La nouveauté fut ici l'intensité de leur emploi, tant pour les transports de troupes en cours d'opérations que pour les ravitaillements de tout ordre.

La concentration n'était pas encore terminée quand la décision avait été prise de porter deux corps d'armée du front de Lorraine à l'aile gauche de la grande armée. L'éventualité avait été prévue ; son exécution n'en était pas moins délicate, car ce transport, qui constituait une véritable expérience, coupait des courants en pleine activité (1). L'opération réussit parfaitement ; elle convertit les plus sceptiques. Aussi devait-elle être suivie de mainte autre, la longue durée des batailles modernes assurant les délais nécessaires au mouvement et à l'intervention de grandes unités amenées des points les plus éloignés du front. Ces transports par voie ferrée allaient pénétrer toute la stratégie nouvelle et le commandement allemand l'imita sans retard du commandement français.

Du 15 septembre au 20 novembre 1914, 2 169 trains vinrent garnir et alimenter le front des Flandres. En 1918, du 20 au 29 mars, 1 476 trains de troupes combattantes seront mis en mouvement pour parer à la première attaque allemande, la

(1) LE HÉNAFF et BORNECQUE, *les Chemins de fer français et la guerre*.

densité du transport atteignant 172 trains par vingt-quatre heures ; au 30 avril, ce nombre de trains atteindra 3 600, et de cette date à l'armistice, 11 700 convois se succéderont. Il a été calculé que, y compris la période de concentration, les chemins de fer français transportèrent 1 392 grandes unités, représentant environ 100 000 trains.

On retrouve la même disproportion entre les prévisions et la réalité en ce qui concerne les ravitaillements (évalués avant la guerre à un tonnage journalier de 70 à 140 tonnes par division, suivant la nature des opérations, et qui atteindront en 1918, pour un effectif moindre, 1 000 tonnes, soit 2 trains de 50 wagons) et les évacuations sanitaires (qui portèrent sur plus de 3 millions d'hommes et dont les conditions de confort durent être considérablement améliorées) (1).

Imagine-t-on les efforts de tout ordre qu'il fallut accomplir pour faire face à de tels besoins : efforts d'organisation, efforts de construction même, car, si bien outillés que fussent nos réseaux du Nord et de l'Est, mutilés par l'invasion, ils étaient incapables d'un trafic accru dans ces proportions : il fallut, non seulement réparer les destructions effectuées dans les premières semaines, mais doubler certaines voies, en construire d'autres, comme on fit trop tardivement au cours de la bataille de Verdun, multiplier les « stockages », créer des gares, etc.

Une telle adaptation, — on pourrait presque dire de tels tours de force — n'aurait pas été possible sans le dévouement absolu du personnel technique de tous les échelons, depuis les directeurs et ingénieurs en chef des compagnies jusqu'aux moindres cheminots, et sans l'activité, sans l'esprit d'initiative, sans le sens de l'organisation que déployèrent les officiers affectés au Service des chemins de fer, au premier rang desquels il faut au moins citer ceux dont la forte personnalité s'affirma dans les fonctions de directeur des chemins de fer ou de directeur de l'arrière, et notamment le général Gassouin et le général Payot.

Les chemins de fer devaient trouver, dans l'automobile, un adjuvant, sinon imprévu, du moins méconnu, d'un rendement moindre mais beaucoup plus souple.

En août 1914, l'État ne possédait que 170 automobiles militaires ; la réquisition devait lui donner, au bout de quelques semaines, 2 500 voitures de tourisme, 8 000 autobus et 6 000 camions. Mais ces véhicules devaient être, en grande partie, affectés au transport de la viande et du matériel.

La pittoresque odyssee des taxis parisiens, qui amenèrent sur l'Ourcq, dans la nuit du 7 au 8 septembre, une partie de la 7^e division, frappa les imaginations ; ce ne

(1) Cf. A. MARCHAND, *les Chemins de fer de l'Est et la guerre de 1914-18*.

fut pas, d'ailleurs, le seul transport de troupes effectué par les mêmes moyens au cours de la bataille de la Marne : les 4^e, 5^e et 9^e armées notamment utilisèrent les autos pour le mouvement de plusieurs régiments. Les péripéties dramatiques de la course à la mer furent l'occasion d'autres transports analogues. Ceux-ci se multiplièrent encore en 1915, et une « doctrine » s'établit, qui devait triompher à Verdun, imaginée par les deux hommes qui, avec un grade modeste, se sont succédé à la tête du service automobile : le commandant Girard et le capitaine Doumenc.

Le matériel même se perfectionna : on construisit des voitures sanitaires automobiles, des camions-tracteurs, des camions aménagés pour le transport des pièces d'artillerie. En 1917, un certain nombre de régiments d'artillerie remplacèrent la traction hippomobile par la traction automobile.

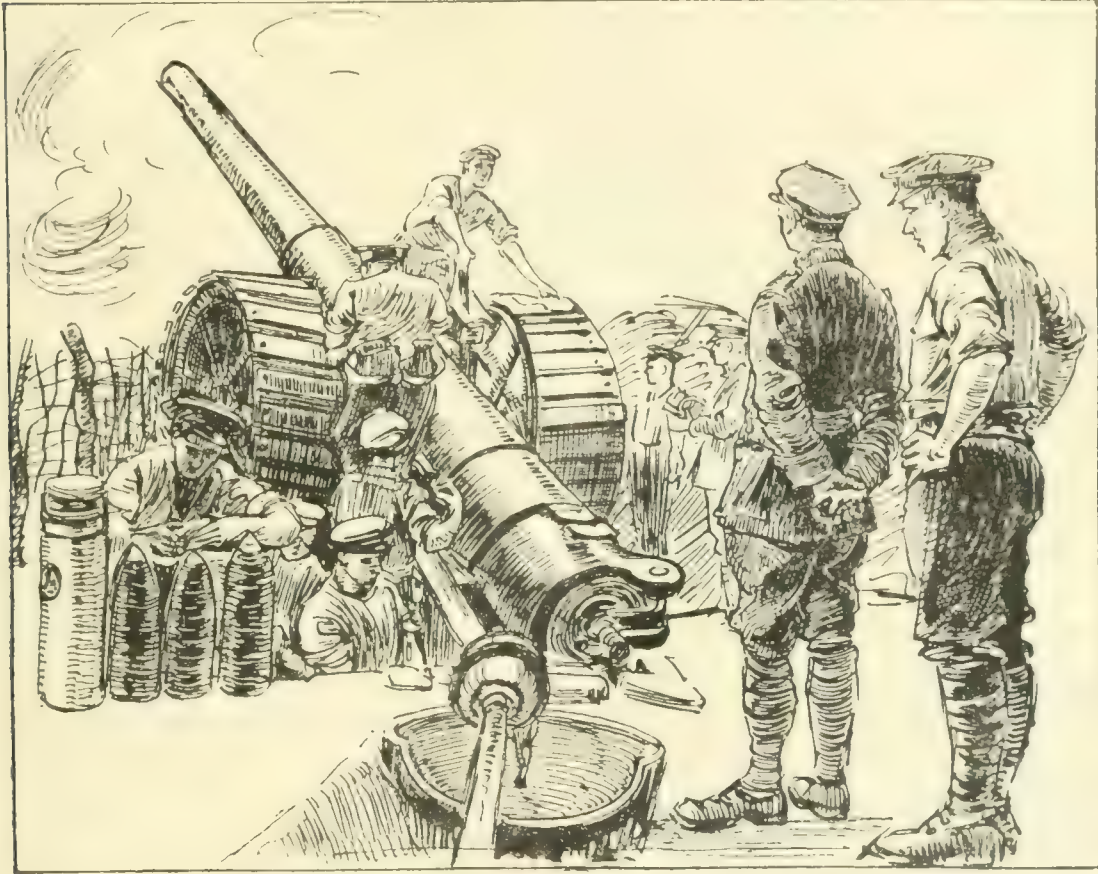
Sur le front français, 92 000 véhicules automobiles seront en service en novembre 1918, et le nombre des conducteurs s'élèvera à 115 000, répartis en 1 400 sections avec 2 500 officiers. Sans parler des blessés, ces véhicules seront capables de transporter, comme ils feront dans le seul mois de juillet, près d'un million d'hommes et plus d'un million de tonnes de matériel.

L'ÉVOLUTION DES IDÉES ET DES MÉTHODES

Comme le matériel, la stratégie et la tactique ne cessèrent d'évoluer tout au long de la guerre. Un volume suffirait à peine pour analyser les détails et indiquer les nuances de cette évolution. Nous nous bornerons à en rappeler quelques lignes directrices.

En ce qui concerne la direction même des opérations, nous avons vu d'abord, en 1914, chacun des deux adversaires chercher à abattre l'autre d'un seul coup qui le mette hors de combat ; ce résultat brutal n'est pas obtenu : on essaye de gagner l'aile adverse. En 1915, le front ennemi s'étant fixé et fortifié, on tente de le disloquer par la « trouée », mais les réserves ennemies arrivent toujours à temps pour « boucher le trou ». Sans se décourager, le haut commandement vise à atteindre l'effet cherché en élargissant le front d'attaque : faute de coordination des efforts alliés, les Allemands disposent toujours d'assez de réserves, en les déplaçant au besoin d'un front vers l'autre. Cette constatation conduit à la notion d'usure préalable des réserves ennemies : en 1916, c'est cette bataille d'usure que les Allemands nous livrent à Verdun ; l'offensive de la Somme en juillet appartient au même type. Nous avons montré comment les beaux succès obtenus à Verdun à la fin de 1916 par une poussée, rapide jusqu'au delà, des organisations ennemies font naître l'espoir d'obtenir le même résultat avec manœuvre sur un plus large front. L'échec de l'offensive d'avril ramène à la stratégie d'usure et d'attente. Nous

verrons, en 1918, Ludendorff tenter la rupture en attaque massive ; le succès initial est considérable, mais il n'est pas exploité par pression sur les lèvres des larges brèches qu'il réussit à ouvrir ; l'armée allemande est incapable de redoubler ses coups assez vite pour que les armées françaises n'aient pas le temps de se ressaisir



ARTILLERIE LOURDE ANGLAISE SUR LE FRONT DE LA SOMME

entre deux attaques successives. Le commandement français reprendra l'initiative des opérations en agissant sur les flancs des « poches » que les poussées ennemies auront produites, puis, par des attaques portées dans des directions bien choisies et se succédant à très bref intervalle sur des parties assez éloignées les unes des autres, il usera les réserves de l'ennemi, paralysera celui-ci et finira par le mettre dans l'alternative de risquer la rupture et l'effondrement total ou de s'avouer vaincu.

La forme des attaques n'avait pas moins varié que leur but et que les idées qui les dirigeaient. Quand les deux adversaires se furent établis l'un et l'autre

dans de minces lignes de tranchées séparées seulement par un réseau de fil de fer, il sembla que tout le problème de l'attaque se réduisait à l'assaut. C'est la préparation de cet assaut que visaient presque uniquement les « instructions sur l'emploi des petites unités d'infanterie », rédigées par le Grand Quartier Général, et les « plans d'emploi » qui avaient remplacé les ordres d'attaque : organisation de « vagues d'assaut » qui, se succédant, se pressant, se remplaçant, doivent submerger d'un seul élan les organisations ennemies, création de « places d'armes » où s'établissent ces vagues d'assaut avant « l'heure H », préparation d'un système de boyaux assurant l'arrivée des renforts et des ravitaillements et l'évacuation des blessés. En 1918, la tactique des attaques, dont les procédés se sont modifiés à diverses reprises, s'assouplira : d'une part, les obus spéciaux, les chars d'assaut et de nouvelles méthodes de tir basées, non plus sur le réglage, mais sur une préparation scientifique du tir, en raccourcissant considérablement la durée des préparations d'artillerie, réintroduisaient dans la guerre la surprise ; d'autre part, de nouveaux moyens de liaison plus perfectionnés, radio-télégraphie, fusées, avion d'infanterie, donnaient à l'infanterie la possibilité d'arrêter momentanément le barrage, puis de le faire repartir quand se trouve réglé l'incident qui avait motivé cet arrêt. Même, dans des cas de plus en plus nombreux, le système des barrages roulants est remplacé par celui des « concentrations successives » exécutées « à la demande » de l'infanterie sur les objectifs qui arrêtent la marche de celle-ci. Enfin, à partir du moment où le front est moins rigoureusement inscrit sur le terrain et où il devient impossible de prévoir dans le détail tous les incidents, chaque unité d'infanterie est jumelée avec une unité d'artillerie agissant sur ses indications. Le cycle se trouve ainsi fermé. Grâce au progrès du matériel et à quatre années d'expérience, les idées tactiques entrevues avant la guerre et qu'on n'avait su d'abord mettre en œuvre se trouvaient enfin réalisées.

Dans la défensive, aux « points d'appui » fermés d'avant guerre et du début de la guerre, s'était substituée rapidement une ligne continue couverte par un réseau également continu. D'abord ligne unique, où s'entassaient les défenseurs hantés par la crainte de perdre la moindre parcelle de terrain, elle est doublée ensuite par une ligne de soutien ; puis d'autres sont dessinées plus en arrière : à la notion de ligne s'est substituée la notion de position. Une position de défense est alors constituée par un quadrillage de boyaux et de « parallèles » — notons cette réapparition du vieux mot, caractéristique de la guerre de siège ! — les uns et les autres en forme de ligne brisée pour éviter les tirs d'enfilade et faciliter le flanquement par les mitrailleuses. Le commandement a, non sans peine, obtenu la

« décongestion » des premières lignes et l'organisation de la défense en profondeur. Le triomphe de la méthode peu à peu perfectionnée d'organisation du terrain et de défense sera, nous le verrons, la victoire remportée en Champagne par l'armée Gouraud le 15 juillet 1918. Mais, sauf dans ce cas, la fortification joue un rôle décroissant au cours de la dernière année de la guerre, soit parce que le temps manque par suite de la succession rapide des coups, soit parce que les moyens font défaut, en raison de la diminution croissante de la proportion d'infanterie.

Ces modifications des procédés d'attaque et de défense avaient naturellement leurs répercussions sur la tactique des différentes armes. Ce sera seulement en 1918 que, grâce à l'accroissement du nombre des canons et à la vitesse de tir de certains d'entre eux, à l'emploi de la radio-télégraphie, à l'utilisation des obus spéciaux, bref au perfectionnement continu du matériel, que se trouvera réalisée une méthode rationnelle ménageant et aidant l'infanterie sans une dépense exagérée de projectiles : dans la défensive, échelonnement en profondeur, concentrations massives, qu'il s'agisse de détruire des batteries adverses ou de parer à des menaces locales d'attaque, contre-préparations offensives (C. P. O.), s'il s'agit de briser dans l'œuf une attaque ; dans l'offensive, ouverture du feu instantanée sans réglage préalable, préparations très courtes visant à la neutralisation plutôt qu'à la destruction, accompagnement de l'attaque, soit sous forme d'un barrage roulant, soit sous forme de concentrations successives, déplacements rapides prévus à l'avance, décentrali-



ARTILLERIE LOURDE SUR VOIE FERRÉE

sation en groupements articulés mis momentanément à la disposition des petites unités d'infanterie, brigades, régiments ou même bataillons...

Bien entendu, pour l'aviation, c'est un ensemble tactique qu'il avait fallu improviser : l'aviation d'observation avait dû imaginer tout un système de panneaux et de feux de bengale destinés à lui faire connaître les emplacements de l'infanterie et des batteries avec lesquelles elle travaille. L'aviation de bombardement, à la fin de 1915, devant les progrès de l'aviation de chasse, avait dû renoncer presque complètement au bombardement de jour et se consacrer à l'action de nuit dirigée contre les centres industriels. Cependant, à partir de 1918, elle est en état d'intervenir dans la bataille à toute heure et en masse, — de même que l'aviation de chasse. En 1918, la réunion des escadrilles de bombardement de jour et d'une partie de l'aviation de chasse en une « division aérienne » amorcera les opérations combinées qui seront sans doute l'une des formes de la guerre aérienne de l'avenir.

La tactique de l'aviation avait engendré celle de la défense contre aéronefs (D. C. A.). L'aviation étant inapte aux bombardements de jour et visant surtout les grandes villes, c'est surtout par l'emploi combiné des barrages fixes (filets retenus par des ballons fixes), des barrages d'artillerie et des projecteurs que la lutte s'organise ; mais elle exige la solution du problème difficile du tir contre un objectif aérien mobile ; la guerre s'achèvera sans qu'on ait trouvé, en dépit de l'ingéniosité de certains chercheurs, une solution satisfaisante.

ÉCOLES ET CAMPS D'INSTRUCTION Une des particularités les plus imprévues de la guerre fut le développement prodigieux des écoles. Jadis, la guerre était toute d'application. L'instruction cessait au jour de la mobilisation, sauf pour les dépôts chargés de préparer les renforts ; maintenant elle se prolonge durant toute la période des hostilités ; elle devient plus intense même qu'en temps de paix, jusqu'à paraître parfois poussée à l'excès, et elle est dirigée, dans la zone des armées, non d'après des idées théoriques, mais sous la leçon des événements.

La bataille des Frontières avait révélé les lacunes ; les erreurs constatées lors de l'offensive de septembre 1915 servirent de décisif avertissement. Dès l'automne, de vastes camps d'instruction, où des divisions et même des corps d'armée pouvaient cantonner, tirer et manœuvrer, furent choisis dans la zone de chacun des trois groupes d'armées, plus nombreux au Groupe d'armées de l'Est, alors moins directement intéressé par les opérations actives et devenu, surtout en 1916, un grand organe d'instruction : dans les camps de Gondrecourt, de Saffais, d'Arches et

de Villersexel, sept divisions pouvaient simultanément se refaire, incorporer leurs renforts et reprendre leur instruction. Les armées eurent leurs écoles de commandants de compagnie et de chefs de section, leurs écoles de mitrailleurs, de grenadiers, etc. Les divisions elles-mêmes transformèrent en centres d'instruction les petits dépôts disposés entre l'intérieur et le front.

Les écoles militaires se rouvrirent largement et multiplièrent les promotions. Pour parer à la pénurie croissante des officiers d'état-major, le Grand Quartier Général organisa trois centres d'instruction, bientôt fondus en un seul, confié au Groupe d'armées de l'Est. En 1916, une véritable école d'état-major fut instituée et les cours s'y développèrent sans cesse jusqu'à la fin de la guerre.

Enfin, au Grand Quartier Général, avait été créée une section d'instruction, chargée à la fois de la rédaction des règlements et de la surveillance générale de l'enseignement.

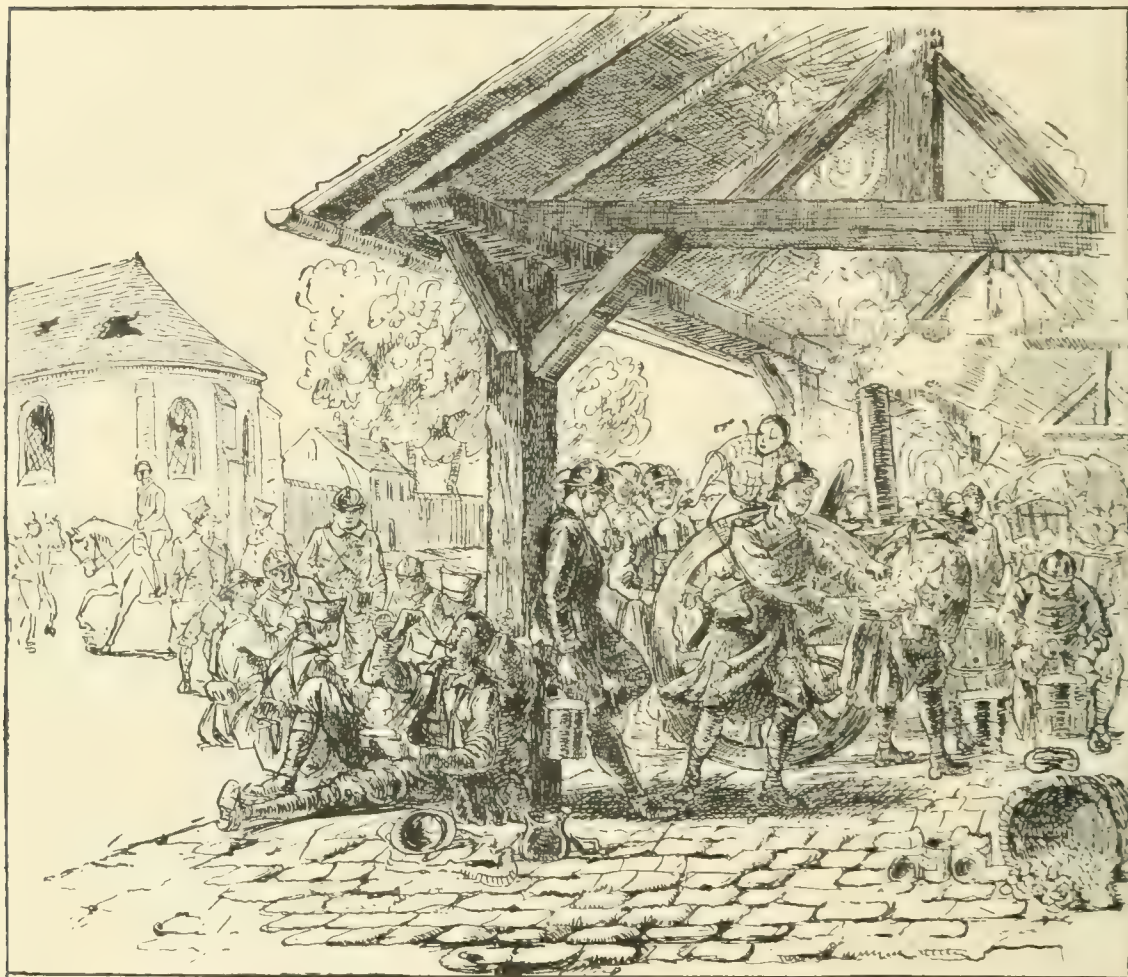
Cette organisation de l'instruction en temps de guerre caractérise la transformation éminemment scientifique et intellectuelle, qui fut celle de l'armée française pendant la grande guerre. Ainsi qu'il arriva dans tous les temps, la guerre mit en œuvre, non seulement toute l'énergie, mais toute l'intelligence nationale.

TRANSFORMATION DE L'ORGANISATION

Il y eut transposition intellectuelle ; il y eut aussi différenciation des organes. Le fantassin de jadis, apte à toutes les besognes des « gens de pied », n'était-il pas devenu mitrailleur, grenadier, fusilier, voltigeur (on avait proposé, pour compléter la série de ces noms historiques, celui de « mousquetaire » pour les hommes armés du fusil mitrailleur), téléphoniste, pionnier, etc. ? Les calibres des canons ne s'étaient-ils pas multipliés à l'infini, depuis le canon de 37 jusqu'au canon monstre de 520 qui, comme beaucoup de créations intéressantes, n'eut pas à quitter, avant la fin de la guerre, le champ de tir d'expériences, et chaque calibre ne comportait-il pas lui-même différents types d'obus, de fusées et de gargousses ? L'arme du génie, jadis composée uniquement d'unités de sapeurs mineurs, n'avait-elle pas engendré de multiples catégories d'unités, compagnies de monteurs de baraques, de puisatiers, d'électriciens, etc., d'une composition spéciale et d'un outillage différent ?...

Mais l'armée elle-même, où l'instrument doit être simple pour pouvoir fonctionner dans toutes les circonstances et quel que soit l'ouvrier, ne va-t-elle pas se trouver alourdie par une telle complication ? Pour parer à ce risque, on recourut à l'allégement de toutes les unités. Spécialisation et allégement, ainsi se caractérise l'ensemble de l'évolution.

Au lieu de quatre escouades identiques, la section d'infanterie de 1918 comprend deux escouades de grenadiers voltigeurs et deux de fusiliers tireurs. La compagnie, outre les quatre sections de combat de jadis, a un « groupe de commande-



CUISINE ROULANTE (D'après un croquis de guerre).

ment » avec ses signaleurs, ses observateurs, ses pionniers, ses coureurs, et un groupe de train de combat, car elle a, maintenant, au moins une voiture, sa cuisine roulante ; cependant, son effectif, qu'on admettait jadis pouvoir atteindre deux cent cinquante hommes, est, au grand maximum, de cent quatre-vingt-quatorze. Le bataillon, au lieu de quatre compagnies identiques, a trois compagnies de fusiliers et une de mitrailleuses. Le régiment est toujours composé de trois bataillons identiques

auxquels s'ajoute une section d'engins d'accompagnement ; mais son effectif en hommes est réduit d'un sixième au moins, tandis que le nombre de ses chevaux a doublé.

Malgré cette réduction des effectifs, nous savons que la puissance de ces unités s'est plutôt accrue, grâce aux armes automatiques. C'est ce qui a permis de développer le nombre des divisions d'infanterie sans augmenter l'effectif total de cette arme. Par suite de la forme prise par la guerre et de la nécessité où se trouve le commandement de puiser sans cesse ses réserves dans ses corps combattants, il ne lui est nullement indifférent de disposer d'un grand nombre d'unités plus faibles lui assurant un jeu plus souple dans le maniement de ces réserves. On avait donc ramené toutes les divisions, les anciennes divisions actives comme les anciennes divisions de réserve, entre lesquelles les différences s'étaient effacées après quelques mois de guerre, à un type identique comprenant trois régiments d'infanterie (ou trois groupes de bataillons de chasseurs) ; la brigade avait disparu et avait été remplacée par un nouvel organe, le commandement de l'infanterie divisionnaire (I. D.). On avait pu ainsi, tout en créant de nouveaux régiments, augmenter considérablement le nombre des divisions. A la fin de 1917, on en comptait cent dix-huit ; malgré l'épuisement des dépôts, le nombre n'en descendra jamais au-dessous de cent cinq.

L'infanterie diminuée permet l'accroissement si désirable de l'artillerie. Mais cet avantage avait pour contre-partie un grave inconvénient : dépouillée de ses réserves intérieures, la division à trois régiments « flambait » littéralement dans la bataille lorsque celle-ci était un peu chaude ; elle devait être relevée après un temps très court.

En ce qui concerne l'artillerie, des transformations pour ainsi dire journalières s'étaient produites au cours de la guerre : rappelons seulement, comme décisive, la constitution finale d'une réserve générale d'artillerie, organe d'action du général en chef, comprenant d'abord les matériels à grande portée et à grande puissance, puis un certain nombre d'unités d'artillerie lourde ou légère, en majeure partie à traction automobile.

Des innovations non moins importantes avaient bouleversé les autres armes. Au cours de l'année 1917, dans la cavalerie, le combat à pied étant reconnu un mode d'action normal, la constitution de l'escadron fut progressivement remaniée : sa nouvelle articulation fut telle qu'il pût mettre à pied des unités de combat analogues à celles de l'infanterie, deux pelotons pouvant former une section, deux escadrons une compagnie, et la division un régiment à trois bataillons. Les régiments de cuirassiers à pied furent alors retirés aux divisions ; groupés par trois, ils constituèrent

deux divisions de cuirassiers à pied, qui s'illustrèrent notamment à Laffaux et au Plémont.

Le génie, moins directement intéressé par l'accroissement de la puissance du feu, n'avait pas eu à modifier la constitution de ses unités ; mais, quoiqu'il eût laissé à l'infanterie la plupart des travaux défensifs pour se consacrer presque exclusivement aux communications, il avait dû tripler ses effectifs par suite de l'affectation d'une seconde compagnie à chaque division et de la constitution de nombreuses unités de spécialistes.

Par suite de ces diverses modifications, la division d'infanterie aura, en 1918, la composition suivante : une infanterie divisionnaire à trois régiments d'infanterie, un centre d'instruction divisionnaire, et, dans certains cas, un des anciens bataillons territoriaux, dénommé maintenant bataillon de pionniers, une artillerie divisionnaire de trois groupes de 75 et d'un groupe de 155 court, une cavalerie divisionnaire, comprenant un ou deux escadrons, un génie divisionnaire de deux compagnies de sapeurs, une aéronautique constituée par un ballon et une escadrille, des services considérablement renforcés.

Ainsi constituée, la division acquiert une indépendance qu'elle ne possédait pas en 1914 et une autonomie imposée par les fréquents mouvements de relève et les transports stratégiques. Elle devient l'unité de transport et d'engagement.

Le corps d'armée avait subi l'évolution inverse : allégé au profit de la division, il tendait à n'être plus qu'un organe de coordination et d'encadrement, et il était doté à cet effet de moyens de commandement le rendant susceptible d'absorber un nombre variable de divisions.

Pour coordonner l'action des divisions de cavalerie agissant sur un même théâtre d'opérations, le corps de cavalerie avait été créé ; son rôle et sa constitution tendirent sans cesse à se rapprocher de ceux du corps d'armée.

Enfin, le général en chef ne pouvant commander directement les nombreuses armées que l'étendue du front avait conduit à créer, un nouvel échelon de commandement était apparu : le groupe d'armées. Son rôle précis ne fut malheureusement jamais bien défini : trop puissant aux yeux de certains, en réalité presque démunie de tout moyen d'action, cet échelon indispensable prêta à de nombreuses critiques ; il n'en rendit pas moins les plus grands services. Il introduisit tout en haut de l'échelle, en communication constante avec le haut commandement, un élément capital : l'autorité personnelle.

Telles étaient les modifications principales qu'avaient apportées dans l'organisation l'importance et la complexité croissantes de la technique. Le sens général

de ces modifications nous est donné par un tableau statistique, dont les chiffres dispensent de tout commentaire ; il présente à diverses époques le pourcentage des combattants des différentes armes :

	Mai 1915.	Juillet 1916.	Octobre 1917.	Avril 1918.	Juillet 1918.	Octobre 1918.
Infanterie.....	71,8	66,7	60,4	56,9	54,6	50,4
Cavalerie.....	4,8	4,2	3,7	3,4	3,6	4
Artillerie.....	18,1	22,3	27,7	30,7	32,4	35,7
Génie.....	4,9	5,6	6,4	6,6	6,7	6,9
Aéronautique.....	0,4	1,2	1,8	2,4	2,7	3

L E SERVICE DE SANTÉ De tous les services, celui qui subit au cours de la guerre le plus de modifications fut le Service de santé.

L'apparition d'engins vulnérants nouveaux ou d'action plus intensive, causant des lésions profondément infectées et souvent multiples, mille autres circonstances et, au premier rang, les progrès scientifiques dont on trouvera l'exposé dans l'*Histoire des Sciences*, amenèrent la transformation radicale de ce service. Les améliorations réalisées portèrent surtout sur l'organisation générale et sur les méthodes, principalement dans l'ordre de la thérapeutique chirurgicale.

En ce qui concerne l'organisation, le fait prédominant fut la collaboration plus intime du commandement et du Service de santé, grâce à laquelle celui-ci put acquérir plus de souplesse et en même temps recevoir des indications plus justes et plus complètes lui permettant de se préparer d'avance aux tâches croissantes qui lui incombaient. D'autre part, l'autorité technique des directeurs du service fut renforcée par la désignation de chirurgiens et de médecins consultants placés en permanence auprès d'eux comme collaborateurs directs.

Mais ce fut surtout dans le domaine de la technique thérapeutique que l'évolution fut considérable. Après les évacuations intensives des premières semaines, dues pour une part à la forme même des opérations mais aussi à une conception née de l'expérience des guerres passées, qui affirmait la prédominance des blessures par balles sur les blessures par éclats d'obus et qui, en conséquence, réduisait le rôle chirurgical des échelons avancés, il fallut, en présence de la fréquence des blessures multiples, profondes et infectées résultant de l'intensité des tirs d'artillerie, reconnaître la nécessité des opérations rapides. A partir de ce moment, le chirurgien va au blessé ; les formations chirurgicales se développent sur le front ; on voit naître ces grands hôpitaux d'évacuation, véritables cliniques modernes à grand rendement, précieuses dans une guerre de stabilisation, mais impraticables en cas

de reprise du mouvement. Heureusement, peu à peu, la clinique de la bactériologie ayant démontré que l'infection pouvait être prévenue par l'incision des plaies, transformées ainsi en plaies saines, l'effort se porta de nouveau sur l'intensification des évacuations. Ce furent alors des évacuations techniques mieux réglées, précédées d'un triage serré, à destination de centres spécialisés et largement outillés, situés à des distances repérées en heures et non plus en kilomètres. On augmenta les dotations en moyens automobiles, on mit en marche des trains express réservés aux blessés non opérés ; on créa de grands centres assez loin du front pour qu'ils ne subissent pas le contre-coup de la bataille, assez près pour qu'ils pussent être abordés dans les limites de temps compatibles avec la lutte contre l'infection.

Du point de vue médical, les principales caractéristiques des progrès réalisés furent la mise en œuvre systématique des données de l'hygiène et de l'épidémiologie, le développement des laboratoires, la pratique intensive des vaccinations préventives. Ces mesures eurent pour conséquence l'amélioration de l'état sanitaire et la disparition presque totale des grandes épidémies, et surtout de la fièvre typhoïde, fléaux des guerres antérieures. La maladie fit ainsi sept fois moins de victimes que le feu, alors que les campagnes d'autrefois avaient toujours donné une large prédominance à la maladie.

La complexité de plus en plus grande de l'acte technique devait entraîner une répartition plus judicieuse du personnel. Les formations de traitement, chaque jour plus spécialisées, reçurent dans toute la mesure du possible des techniciens préparés, chirurgiens, médecins, spécialistes consultants, équipes chirurgicales mobiles, équipes médicales, etc.

Il faut signaler encore l'effort considérable réalisé dans l'ordre matériel : 120 000 lits aux armées, 572 000 sur le territoire, 34 ambulances chirurgicales lourdes conçues et créées de toutes pièces, 183 camions de stérilisation et de radiologie, 919 postes de radiologie... Ces quelques chiffres suffisent pour donner une idée de l'effort.

C'est ainsi que, rejetant délibérément toute formule dogmatique et tout schéma, variant ses procédés suivant les événements et suivant les données techniques, le Service de santé sut concilier des conditions souvent contradictoires et rester à la fois souple et scientifique.

Il ne serait pas satisfait lui-même si cet exposé, si court soit-il, laissait en oubli, comme l'une des plus nobles parties de l'histoire de la guerre, le magnifique élan avec lequel les populations civiles se portèrent au soin des blessés et des malades. Non seulement les trois Croix-Rouges furent admirables et surent préparer à l'arrière les immenses services de toute nature qui sauvèrent une partie considérable

des hommes frappés, mais la population entière et de nombreuses formations étrangères contribuèrent à ce bienfait. Les services rendus par la Suisse, par l'Amérique (fondations Hoover, Rockefeller, Clearing House, Comité France-Amérique) sont inappréciables. Un élément de charité et de solidarité se développa ainsi, qui apparaîtra sans doute, un jour, non seulement comme l'un des plus forts battements du cœur national mais comme une des premières pulsations du *cœur international*.

L A COLLABORATION DU PAYS

De toutes les collaborations qui furent apportées à l'armée française pour atteindre le but qui se déroba pendant quatre années, la plus puissante, la plus persévérante, la plus efficace fut celle du pays lui-même. Il se mobilisa tout entier spontanément. La France ne voulut pas périr et elle fit ce qu'il fallait pour cela. Jamais peut-être, au cours de sa longue histoire, elle ne s'était trouvée en présence d'un tel péril ; et jamais elle ne fut plus absolument à la hauteur de toutes ses tâches.

Car la guerre ne se fait pas seulement à coups de canon, elle ne verse pas seulement le sang, elle ne déchire pas seulement les chairs et ne fait pas souffrir seulement les corps : la pire des misères est aux âmes. Les âmes prirent leur parti de souffrir ; les cœurs s'enrôlèrent et la personne française tout entière, les dents serrées, se jeta dans la lutte. On a signalé quelques défaillances : à supposer que la suspicion patriotique ne les ait pas exagérées, que sont-elles à comparer avec l'ampleur et la fermeté du total dévouement ?

Rien ne fut refusé à l'État, seul chef de guerre et seul maître de la paix ; et ce don de tous et de chacun à l'être collectif fut complet, volontaire. Nulle contrainte. Quand il fallut fermer les sources de la richesse privée, recourir aux « moratoires », refuser à la famille sa propre épargne, rationner le pain, imposer le silence, déca-cheter les lettres et ouvrir les foyers à l'étranger allié, quand on vint réquisitionner jusque dans le moindre village les ressources amassées par la prévoyance des siècles, quand on réclama, des pays accablés par la présence des deux armées adverses, la soumission à des règles qui sous la forme de l'état de siège étaient une véritable servitude, on accepta, on se soumit : un élan naturel allait au-devant du sacrifice.

Les hommes ont quitté le foyer, de dix-huit ans à cinquante ans et au delà : les femmes, les enfants, les vieillards sont restés. *Ils tiennent*. Dans les champs ils labourent, ensemencent, récoltent. Tout est fait comme si l'homme qui se bat ordonnait et surveillait lui-même. Il n'y a pas une pensée qui ne soit dirigée vers l'*avant*, pas un produit de choix qui ne parte sous forme de colis postal, pas une épargne qui ne prenne le même chemin. Les hôpitaux, les ambulances, les cliniques

recevaient en foule les infirmières volontaires auxquelles un sacrifice sans bornes apprenait le métier douloureux, refoulant la pudeur et la pitié. Pas un soldat, pas un prisonnier qui n'ait trouvé une « marraine » veillant de loin sur lui, inconnu hirsute dont on idéalisait la cause et le visage ; pas une forme de dévouement et d'héroïsme qui ne se soit manifestée, la plus méritoire étant la plus humble, la plus timide, la plus méconnue. Les familles se soutenaient les unes les autres. Ceux qui avaient déjà perdu des leurs séchaient leurs larmes pour consoler ceux qui recevaient, à leur tour, la terrible nouvelle. La mort frappait indistinctement dans tous les rangs et les rangs se serraient en silence ; quand on recevait le plus affreux des messages avec ce mot fatidique : *disparu*, il n'est pas de précautions que ne prît le cœur pour annoncer le malheur en laissant subsister l'espérance.

L'histoire, pour être complète et pour être vraie, doit recueillir quelque trace de ces mouvements de l'âme nationale, car ils forment la véritable et solide trame de la vie des peuples. Nous l'avons dit dans l'*Introduction* du présent ouvrage, « l'Histoire est des mœurs » ; oui, et « l'histoire est des âmes ». Comment un peuple peut-il survivre, sans idéal, comment pourrait-il vaincre sans le cœur ?

Le pays tout entier se donna. Il fit l'admiration du monde, et, ainsi, il entraîna le monde dans sa cause. La France s'est sentie alors, plus que jamais, nécessaire et *unique* parmi les peuples ; elle s'est retrouvée *une* en se battant pour recouvrer son *unité*. Cette guerre fut éminemment, en effet, celle de l'unité française : l'unité du territoire et des frontières certes, mais par-dessus tout l'unité du sentiment, celle que la voix du chef avait baptisée du premier jour : *l'union sacrée*.

L A MOBILISATION DE LA PENSÉE Pour que le tableau de la France civile pendant la grande guerre ne soit pas trop incomplet, il est nécessaire de rappeler comment se mobilisa, en même temps, d'une façon extraordinaire et presque unique, ce qu'il y a de plus haut, peut-être, après le sacrifice du soldat : l'effort de la pensée.

L'intelligence répondit à l'appel des armes, et elle saisit les siennes. Tout ce qui est *elle*, sa raison, son jugement, sa décision — et les raisons que la raison ne connaît pas, — tout cela l'emporta, l'arracha à son indocilité coutumière et la fixa à son rang de bataille. Ainsi prise, elle tint jusqu'à la dernière minute et elle eût tenu jusqu'au dernier souffle, s'il eût fallu succomber avec la patrie. Le temps n'était plus où les Français se désintéressaient de Rosbach ! Tous Welsches ! Que serait la pensée française, si à l'étroit maintenant en Europe et dans le vaste monde, si elle ne se perpétuait *nationalement* ? C'est la civilisation de l'extrême cap

européen, toute ramassée sur elle-même, qui se berce au rythme des vers de Corneille, qui retentit à l'écho d'une pensée de Pascal, qui achève l'esquisse, tracée par Descartes, de « l'homme généreux ». Comment une pensée ainsi *civilisée*, une civilisation ainsi *pensée* ne soutiendraient-elles pas, toutes deux ensemble, à bout de bras, et jusqu'à en périr, ce vase d'élection qu'est la patrie ?

La chose se fit naturellement. Il serait aussi difficile de calculer ce mouvement que de décomposer l'être même de la France.

La presse, qui reçoit du pays l'opinion et qui la lui retourne sans cesse, comme le flux et le reflux de la mer, soutint sans défaillance, aux pires journées, la confiance ; non une confiance passive et de commande, mais une confiance de collaboration et d'action. Non oublieuse de certaines imprudences qui, en 1870, avaient si dangereusement introduit l'ennemi, elle s'imposa la plus difficile des contraintes pour elle : la loi du silence. Elle sut se taire ; elle sut parler — stratégiquement. La consigne du « communiqué » fut obéie avec une loyauté inébranlable et une souplesse adaptée. Les tentatives pour la surprendre ne manquèrent pas. La censure elle-même commit parfois, en certaines mains, d'étranges erreurs. La propagande ennemie frappait à toutes les frontières, à toutes les portes, se glissait par toutes les fissures. L'inquiétude des familles, l'alarme des poltrons, les propos incongrus des bavards, la lassitude des âmes faibles réclamaient, sans cesse, quelque autre chose que cette éternelle promesse, toujours déçue, de la victoire. Les journaux étrangers, les tracts, les paquets sortis d'on ne savait où, parfois des valises diplomatiques, se retrouvaient, on ne savait comment, dans les cafés, dans les gares, dans les cercles, dans les bureaux de rédaction : et ces informations, toujours les dernières et les plus sûres, mettaient habilement en cause le devoir professionnel. Comment refuser la nouvelle ? Mais le « professionnel » soupçonneux riait de l'œil et se séparait du « cher camarade » qui en savait si long.

La résolution de ne pas fléchir fut telle que, dans ce pays où tout est mesure, le sens de la mesure manqua parfois : quelle hâte à incriminer le « bourrage de crâne » ! Mais les crânes voulaient être bourrés ; les cerveaux étaient heureux de ne croire que ce qu'il était bon qu'ils crussent.

Ces chefs de l'armée civile s'appelaient Barrès, de Mun, Clemenceau, Lavisser. Des hommes de tant d'esprit, des sceptiques, des ironistes comme Capus, de Flers, Henry Lavedan, Maurice Donnay, trouvaient très spirituel d'être émus et respectueux. Les plus grands sortirent de leur tour d'ivoire. On entendit Anatole France qui, depuis, ... Loti, Paul Bourget, Richepin, Henri de Régnier, Henry Bataille. Edmond Rostand donna l'essor au *Vol de la Marseillaise*. Bédier, Madelin, Henry

Bordeaux, Joseph Reinach, André Hallays, Marcel Prévost, Henry Bidou, Le Goffic, Charles Maurras, Paul Adam suivirent les opérations militaires et politiques, s'élèverent avec les aviateurs, répandirent la leçon des états-majors, saluèrent l'Alsace aux bras ouverts, accueillirent les alliés qui accouraient, les poings fermés. Les mêmes ou d'autres, toutes les gloires, travaillèrent à décharner l'affreux squelette des intellectuels allemands, arrachèrent au mensonge ennemi la vérité sur la Marne, sur Verdun, sur les horreurs de Belgique, sur l'intrigue des paix séparées. Les bourreaux allemands furent confondus par la patiente citation des carnets de soldats.

Il faut renoncer à tout dire : Brioux et Valléry-Radot prenant par la main les aveugles ; Mgr Chapon, Mgr Baudrillart engageant la « campagne catholique » auprès des catholiques du monde. Et comment laisser hors de l'histoire cette admirable propagande orale de la chaire, celle que mena, jusque dans les moindres églises de village, le clergé français ayant à sa tête ce saint illuminé, le cardinal Amette, l'archevêque de la Reims flagellée, le cardinal Luçon, l'évêque de Jeanne d'Arc, Mgr Touchet ? Protestants, juifs, tous parlaient aux frères du dehors le langage qui convenait.

La France d'esprit universel enleva, par la simple vue de ses plaies et de toutes ses noblesses renouvelées, l'adhésion émouvante de l'univers. Et cette propagande si persuasive fut la si bien accueillie que les neutres, les assistants, d'abord défiants, silencieux, furent peu à peu conquis et s'enrôlèrent à leur tour. Il y a une littérature étrangère de la guerre qui témoignera devant l'histoire pour la France. Larreta, Ferrero (qui poussa le premier cri italien à la nouvelle de la Marne : « Notre victoire ! »), d'Annunzio, Ugo Ojetti ; tous les alliés : d'abord, les grands Belges, Verhæren, Maeterlinck, l'éloquent Destrées ; les Anglais indomptables, Kipling, fidèle à la France par amour de la vieille Angleterre, Edmond Gosse, Ph. Gibbs ; et, au delà de l'Océan, Roosevelt, Robert Bacon, Fuller, Coudert, Butler, Guthrie ; et les Suisses : colonel Feyler, Louis Dumur, Godet ; et, les bras tendus vers la France, nos grands Alsaciens : Wetterlé, Hansi, le docteur Bucher.

Un jour viendra où, de ces œuvres, on tirera une anthologie sans pareille consacrée à la confraternité des peuples et d'un peuple. La graine du sacrifice français germera et rendra vie et fleur aux amitiés françaises, rappelant au monde ce que la France a été pour lui et ce qu'il fut pour elle.

Autour du gouvernement et du parlement qui ne fléchirent pas, la nation, attentive à la parole des chefs civils et des grand orateurs : Poincaré, Viviani, Clemenceau, Deschanel, Millerand, Briand, Ribot, Painlevé, la nation française se

ranima sans cesse à sa flamme intérieure le long de ces quatre longues et mortelles années. Les chefs militaires se sentirent soutenus, confirmés, surtout aux mauvaises heures, — discutés seulement dans la victoire. Malgré tout, et en dépit de leurs services, ils se sentirent toujours au plus près de l'âme de la nation, si bien qu'à la fin et l'ennemi balayé, par un miracle unique peut-être dans l'histoire, tous passèrent à cheval, sous l'Arc de Triomphe, soulevés par les mains tendues du peuple et qu'aucun d'eux, même le plus fier et le plus silencieux, ne connut ni l'ostracisme, ni l'exil.

LA TENUE

Il faut revenir à l'armée elle-même. L'exposé trop succinct de son développement et des transformations ne rend que d'une façon bien incomplète les grandes complies. Pour parler aux yeux, sent livre remédiera à l'insuffisance compare entre elles les différentes *Histoire militaire* : au lieu de ces belle ordonnance du début, c'est champ de bataille », où l'œil isolés, sauf dans le court modu départ de la vague d'asgalop des chevaux, le tourdes prestigieux et multiples ritable « uniforme » au sens pement qui est devenu

L'esthétique du changé que l'esthétique premiers combats discussions d'avant-militaires : le rouge, le devant une couleur ditionnelle de nos vieux la victoire usés », joli-L'adresse des tireurs raître galons, décorateur même de l'équiss'atténua. Bientôt, il n'y eut plus d'autre distinction entre les armes que de



MASQUES FRANÇAIS ET ALLEMAND CONTRE LES GAZ

choses qui furent ac-
l'illustration du pré-
des paroles. Que l'on
parties de la présente
unités compactes en
maintenant le « vide du
ne discerne que des
ment qui suit l'heure
saut ; — au lieu du

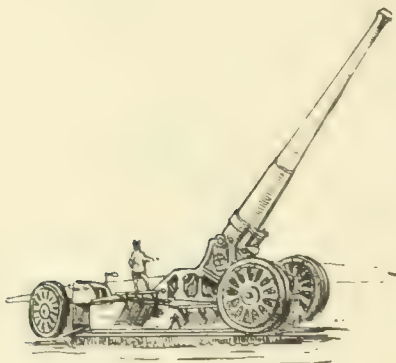
billon des autos ; — au lieu
costumes militaires, un vé-
strict du mot, et un équi-
tout un attirail...

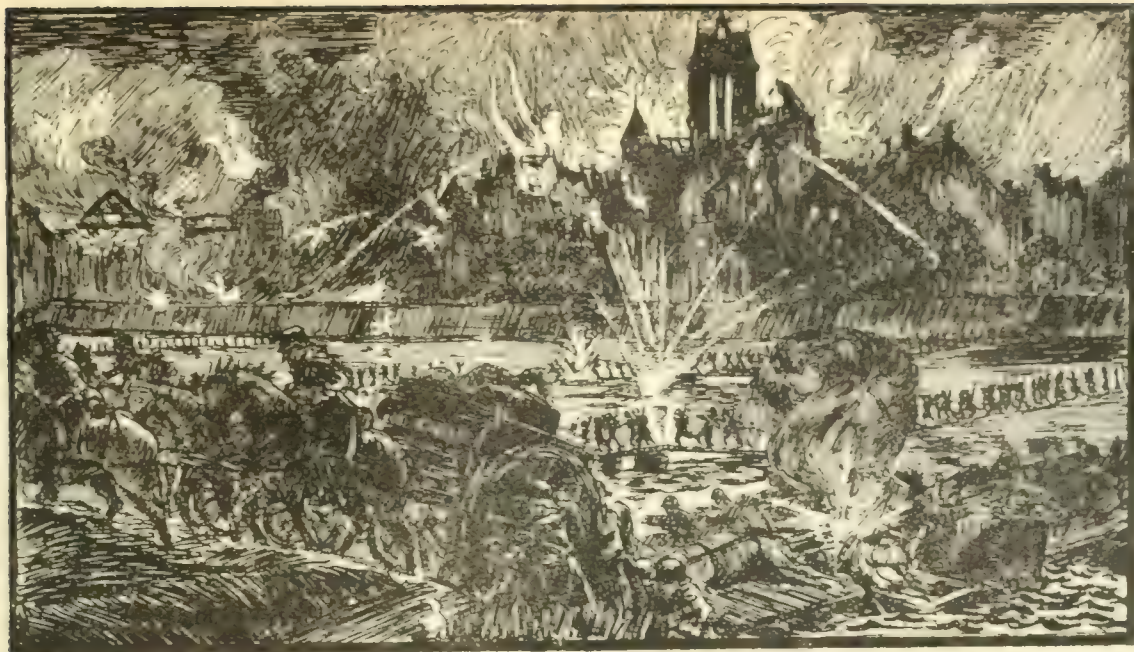
combattant n'a pas moins
des batailles. Les pertes des
avaient mis fin aux longues

guerre sur la couleur des tenues
bleu foncé, le noir se sont effacés
neutre, le bleu pâle, couleur tra-
uniformes, « les habits bleus, par
ment baptisé « bleu horizon ». allemands obligea à faire dispa-
tions, boutons de métal. La cou-
pement, devenue le cuir fauve,

minces passepoils. Pour sauver l'esprit de corps on imagine, après la croix de guerre, les fourragères, transcription visible des citations collectives.

La fréquence des blessures au crâne par éclat d'obus a suggéré la mise en service, dès la fin de 1914, d'une calotte métallique. Perfectionnée peu à peu, elle devient, en 1915, ce casque bombé en acier, à double visière, sans pointe ni cimier, merveille de simplicité et de goût qui restera dans l'histoire le trait caractéristique du vainqueur de la Grande Guerre. Rencontre heureuse et trop rare de l'utilité et de l'élégance. La fine silhouette casquée, alourdie en tenue d'assaut par les bidons d'eau, les musettes à vivres et les sacs de grenades, n'allait pas tarder à se transformer, quand l'emploi des gaz de combat imposera des masques en forme de groin, en une sorte de figure monstrueuse, évocatrice de l'horreur des guerres futures.





CHAPITRE V

LA VICTOIRE

L'hiver 1917-1918. — L'attaque allemande. — Le commandement unique. — La bataille des monts de Flandre. — La deuxième offensive allemande. — La dernière offensive allemande. — La contre-offensive. — L'offensive victorieuse. — Armée française d'Orient. — La dernière bataille. — L'armistice.



HEURE était venue où l'instrument ainsi forgé et trempé allait subir l'épreuve définitive.

A une armée allemande que la révolution bolcheviste va délivrer de toute préoccupation quant au front oriental, qui va imposer en mars les traités de Brest-Litovsk et de Bucarest, qui, par l'intermédiaire de ses chefs, Hindenburg et Ludendorff, dirige en fait la politique de son gouvernement, et qui va rameuter sur nous la majeure partie de ses 240 divisions, que peut opposer la coalition ? Une armée belge de 12 divisions qui ne s'est jamais remise complètement du coup terrible reçu aux premiers jours de la guerre ; une armée britannique de 60 divisions, dont les pertes totales pour la seule année 1917 n'ont pas été inférieures à 600 000 hommes ; enfin l'armée française, forte de

100 divisions sur le front de France. Dans cette armée, le moral doit être considéré comme rétabli, mais certains éléments de désordre le menacent toujours ; et les effectifs, réduits à la fois par les pertes et par le renvoi à l'intérieur des ouvriers indispensables aux fabrications de guerre, seront difficilement maintenus à leur niveau. Ajoutons deux faibles divisions portugaises... Sur les autres théâtres d'opérations, Palestine et Mésopotamie exceptées, l'infériorité des armées de l'Entente par rapport à celles des Empires centraux, moins sensible sans doute, est cependant réelle.

Une telle infériorité est alarmante, mais, dans une certaine mesure, d'autres éléments la compensent : c'est, d'abord, la timide ébauche d'unité de commandement que représente le Conseil de guerre interallié ; c'est l'énergie du gouvernement constitué en novembre par M. Clemenceau, qui, ministre de la Guerre, résumera toute sa politique par ces mots : « Je fais la guerre ! » C'est enfin l'arrivée de l'armée américaine, que d'innombrables transports déversent sur le continent avec un débit mensuel qui atteindra 250 000 hommes ; on ne sait encore ce que donnera cette jeune armée, mais son aspect et son ardeur inspirent confiance.

L'HIVER 1917-18 Une seule attitude à adopter en présence de cette situation : celle de l'expectative. Le général Pétain obtient une répartition plus équitable des armées britannique et française sur le front ; il diminue méthodiquement la densité des troupes en ligne. Cette réduction était l'un des objets essentiels de ses « directives ». Il inaugure la conception d'une bataille défensive sur « un champ de bataille d'armée » prévu à une distance telle que les réserves puissent arriver à temps pour arrêter l'élan de l'ennemi déjà dissocié. Ce système entraîne une réduction considérable des effectifs en première ligne, et éventuellement l'abandon de certains points, si précieux qu'ils paraissent et quelque émotion que suscite un tel abandon. Le général Foch eût préféré constituer une réserve générale. Après échange de vues avec le maréchal Haig, on adopta une autre méthode de relève entre les armées. Généralisant le principe inauguré par Joffre de puiser les réserves dans les corps combattants, on décide qu'une armée attaquée pourra compter sur la relève de ses voisines ou des troupes amenées à cet effet. Une sorte d'articulation très souple de tout le front fut la conséquence de cette décision. Des plans de transport sont établis. A ces plans il ne manquait plus, pour qu'ils fussent exécutés, que l'autorité du chef unique vainement réclamé, sous peine de catastrophe, par le général Foch.

L'ATTAQUE ALLEMANDE Le 21 mars 1918 à 4 heures, un bombardement formidable avertit sans hésitation possible du commencement de l'offensive attendue depuis janvier. C'est sur l'armée britannique que l'orage éclate. A 9 heures, trois armées allemandes, fortes de 75 divisions, réserves comprises, attaquent, depuis la Sensée jusqu'à l'Oise, un front de 70 kilomètres, tenu par moins de 30 divisions anglaises. Ludendorff a choisi ce secteur en raison des facilités



INFANTERIE ALLEMANDE CASQUÉE ET MASQUÉE (AOÛT 1917) (D'après F. Flameng).

tactiques qu'il présente, de la moindre solidité des positions adverses dans cette région où elles remontent seulement au repli de 1917, des avantages de l'exploitation en direction d'Amiens, dont la prise interdirait les communications par voie ferrée entre les deux armées alliées, et surtout parce que le point de jonction entre deux alliés est souvent un point faible. Ses calculs n'ont été que trop justes. Les Anglais exagérant, sans l'avouer, leur confiance dans la rapidité de notre intervention, n'ont disposé que peu de réserves derrière leur droite. Ils sont surpris par une attaque dont les préparatifs ont été habilement dissimulés ; leur armée de droite est, dès le soir du premier jour, complètement enfoncée et disloquée.

Sans même attendre l'appel du maréchal Haig et sans tenir compte du délai convenu pour l'intervention éventuelle de nos réserves, le général Pétain a alerté aussitôt l'état-major de la 3^e armée et un corps d'armée, puis, dès que la situation est connue dans toute sa gravité, toutes ses disponibilités. On assista alors à un spectacle qui devait se renouveler à plusieurs reprises au cours de l'année : en quelques heures, des dizaines de milliers de camions se mobilisèrent, chargèrent les éléments à pied des divisions au repos, et, sur les principales routes de l'arrière du front outillées et régies à la manière de voies ferrées par des commissions régulatrices automobiles, ces unités se précipitèrent vers la brèche, tandis que les éléments montés de ces divisions suivaient à distance et que les chemins de fer transportaient d'autres divisions. Ce n'est pas seulement une armée, comme il était prévu, c'est un groupe d'armées aux ordres du général Fayolle, avec deux armées, la 3^e, du général Humbert, et la 1^{re}, du général Debeney, qui intervient pour faire barrage. Dès le 23, un corps de cavalerie, une division de cuirassiers à pied, trois divisions de cavalerie, onze divisions d'infanterie, sans parler de nombreux régiments d'artillerie de la réserve générale, étaient en mouvement vers la région entre Somme et Oise. Le général en chef français, à l'appel de son camarade anglais, avait décidé de prendre ce front à sa charge. Au 26 mars, dix-sept divisions d'infanterie et quatre divisions de cavalerie étaient engagées, prolongeant et débordant sans cesse notre gauche vers le nord-ouest. Au 5 avril, il y aura au nord de l'Oise quatre états-majors d'armée, quatorze états-majors de corps d'armée, deux états-majors de corps de cavalerie, quarante-cinq divisions d'infanterie, six divisions de cavalerie, soit près de la moitié de l'ensemble des forces françaises.

Quelle est la mission donnée à ces masses combattantes ? Devront-elles couvrir avant tout la route de Paris au risque de perdre le contact avec l'armée anglaise rejetée vers la Manche, ou devront-elles garder ce contact, quitte à ne barrer qu'insuffisamment la route de la capitale ? Un chef unique eût pu en décider. Heureusement, les combattants ne se le demandent pas. Qu'ils soient jetés dans la bataille, au nord de Noyon, bataillon par bataillon, au fur et à mesure de l'arrivée des camions, roulant à bras leurs mitrailleuses faute d'équipages, et appuyés presque uniquement par l'artillerie anglaise, comme il arrive aux divisions de l'armée Humbert, qui fondent au feu, — ou qu'ils aient le loisir de choisir leurs positions en vue de la meilleure utilisation de leurs moyens de feu, comme le font les unités de l'armée Debeney dans la région de Montdidier, ils ne veulent connaître qu'un mot d'ordre : arrêter l'ennemi qui avance, là où il avance, et rétablir devant lui une barrière continue.



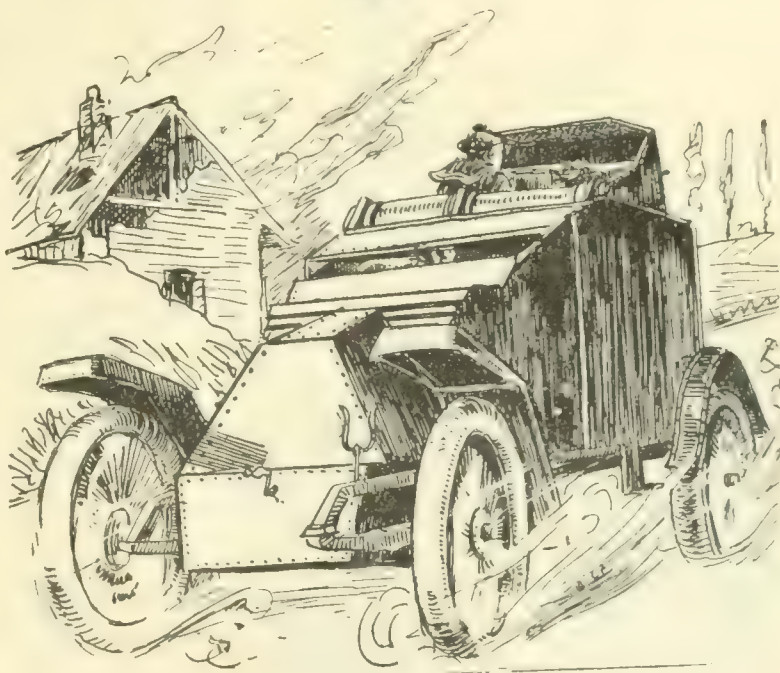
VERDUN INCENDIÉ 1916
D'après une gouache de FRANÇOIS FLAMENG.

Le 26, à l'est de Noyon, le 28 entre Noyon et Montdidier, le 29 au nord de Montdidier, la ruée ennemie est endiguée.

LE COMMANDEMENT UNIQUE

Les chefs alliés n'ont pas perdu de vue, un instant, leur devoir de solidarité.

Douglas Haig n'hésite plus ; il réclame, dans ces jours critiques, l'institution d'un commandement unique supérieur aux commandants en chef français et britannique. Le 26 mars, les représentants des deux gouvernements se mettaient d'accord pour charger le général Foch de « coordonner l'action des armées alliées sur le front occidental, par entente avec les commandants en chef de ces armées ». La formule était ambiguë et pouvait donner lieu à bien des difficultés d'application. Le 3 avril, elle sera modifiée : la mission de coordination deviendra la direction stratégique des opérations. Le 14 avril, après une autre attaque allemande, la seule solution franche et logique s'impose : le général Foch devient le commandant en chef des armées alliées en France, et, le 2 mai, le front italien passe également sous sa dépendance stratégique.



AUTO BLINDÉE

LA BATAILLE DES MONTS DE FLANDRE

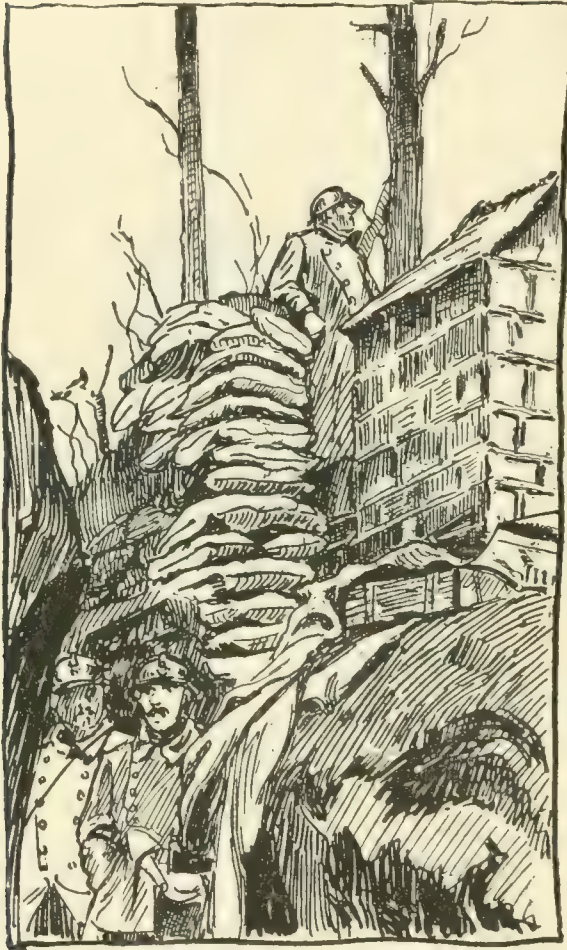
Le nouveau généralissime interdit d'abandonner désormais un pouce de terrain ; ceci fait, il prescrit la constitution, par prélèvement sur les fronts non attaqués, de ces réserves de manœuvre qu'il avait vainement demandées naguère. Elles sont destinées, non pas

tant à répondre aux attaques ennemies qu'à reprendre au plus tôt l'offensive.

Mais l'ennemi la devance. Le 5 avril, la bataille, qui s'éteint sur le front de l'Oise, passe à l'ouest de Montdidier et de Moreuil, à une quinzaine de kilomètres d'Amiens, et rejoint le front anglais sur la Somme au sud d'Albert. Elle se rallume trois jours

plus tard dans les Flandres où Ludendorff pèse de tout son poids sur l'armée britannique.

Neuf divisions attaquent le 9 avril sur quinze kilomètres, du canal de la Bassée aux abords d'Armentières, et enfoncent le front, en partie tenu par les divisions portugaises ; le 10, la bataille s'étend jusqu'au nord d'Ypres ; bientôt une poche se forme, dont le fond dépasse Bailleul ; le 16 elle atteint presque ces monts de Flandre dont la possession par les Allemands serait si dangereuse pour la conservation de la région des Flandres, et, par conséquent, des ports de la mer du Nord... Mais quelle n'est pas la surprise des Allemands ! Ici encore, ils se heurtent aux troupes françaises ! La hardiesse du général Foch et du général Pétain à constituer leurs masses de manœuvre, en dépit des périls et menaces pressentis sur le front français, a permis cette arrivée rapide de ces renforts. Un détachement d'armée a été constitué aux ordres du général de Mitry et



UN GUETTEUR (MONT-RENAUD, AVRIL 1918)

(D'après F. Flameng).

subordonné au commandement anglais : outre le corps de cavalerie accouru à marches forcées, il comprendra jusqu'à dix divisions. Aussi quand, le 25 avril, le prince héritier de Bavière tente un effort qu'il espère décisif, l'armée française l'arrête encore. Il enlève le mont Kemmel, extrémité orientale des monts, mais son succès se borne là. Dans ce secteur aussi, le haut commandement allemand doit abandonner, à la fin d'avril, son idée d'offensive à grande envergure. Des

actions locales, parfois coûteuses, s'y livreront encore durant les mois de mai et juin, comme sur le front de Picardie ; une fois de plus, la solidarité de l'Entente a triomphé de la force allemande. Le commandement unique a conquis de haute lutte l'autorité.

**L A DEUXIÈME OFFENSIVE
ALLEMANDE**

Mais à quel prix ce résultat a-t-il été obtenu !... En un mois, l'armée britannique a perdu près de 300 000 hommes ; l'armée française, moins éprouvée, a dû étendre son front de 120 kilomètres ; elle tient maintenant près des quatre cinquièmes du front occidental, et c'est une bien faible atténuation de ses charges que l'introduction, dans certains secteurs passifs, de divisions anglaises fatiguées ; enfin, le moral des deux pays, quelle que soit l'énergie des deux gouvernements, est atteint. Le fléchissement que n'a pas produit le canon à grande portée — la fameuse « Bertha » — qui, depuis le 25 mars, tire sur Paris à intervalles réguliers, menace en raison de ces brusques déchirures du front à travers lesquelles l'ennemi peut se précipiter sur la capitale.

Ludendorff se décide à tenter l'opération décisive. Le secteur compris entre l'Oise et Reims lui paraît le plus favorable. La densité des effectifs y est extrêmement faible : les Français ayant une confiance exagérée dans la valeur de la position du Chemin des Dames, leur cohésion y est diminuée par la présence de divisions britanniques éprouvées ; une avance, même relativement minime, atteindrait des objectifs tels que Compiègne, Soissons, Reims, vieilles cités qui, par leur histoire, tiennent de si près au cœur de la France... Toutes les forces disponibles accourront pour les défendre. L'armée allemande pourra alors, tandis que ces damnés Français seront retenus ailleurs, reprendre ses attaques dans les Flandres, atteindre enfin les côtes, réduire l'Angleterre à l'impuissance et imposer la paix.

Le raisonnement était impeccable, si l'Allemagne eût disposé de ressources indéfinies en hommes et en matériel. Mais là est précisément son point faible : gênée par le blocus, elle ne peut que difficilement tenir ses fabrications à hauteur des besoins, et ses disponibilités en hommes, qui, avant l'offensive de mars, se réduisaient à la classe 1919 et à quelque cent mille récupérés, sont d'ores et déjà fortement entamées. Elle ne peut mener simultanément plusieurs batailles, et pour en préparer une nouvelle elle doit attendre que la précédente soit bien éteinte. Ces délais entre les offensives vont sauver les Alliés : ils leur permettront de réparer leurs pertes, et ils donneront à la jeune armée américaine le temps d'arriver et de se former.

Reste que l'objectif de Ludendorff est des plus heureusement choisi : fidèle à son double dessein d'étayer solidement les Alliés et de prendre au plus tôt l'offen-

sive qui écartera la menace suspendue sur Amiens et sa voie ferrée, le général Foch a maintenu le gros des réserves françaises au nord-ouest de l'Oise, en dépit des demandes justifiées du général Pétain, plus sensible aux indices d'une attaque prochaine sur son propre front. Par leur faible densité, les unités qui tiennent ces pre-



LE PONT D'ŒUILLY. FRONT DU CHEMIN DES DAMES (1918)

(D'après un croquis original).

mières positions, étirées sur une largeur de huit, dix, même treize kilomètres par division, peuvent tout au plus être considérées comme des troupes de couverture.

Le 27 mai, après moins de trois heures d'une préparation d'artillerie caractérisée par un emploi massif d'obus toxiques, la 6^e armée, général Duchesne, est attaquée sur soixante kilomètres, depuis Leuilly, au nord de Soissons, jusqu'à Brimont, au nord de Reims. Quoique prévenues depuis quelques heures, que peuvent, contre des forces quintuples, les six malheureuses divisions étalées sur ce vaste territoire? En moins de quatre heures, elles sont enfoncées, en dépit d'héroïques résistances locales, tant les trois divisions françaises qui tiennent le Chemin des

1918..L'OFFENSIVE ALLEMANDE BLOQUÉE

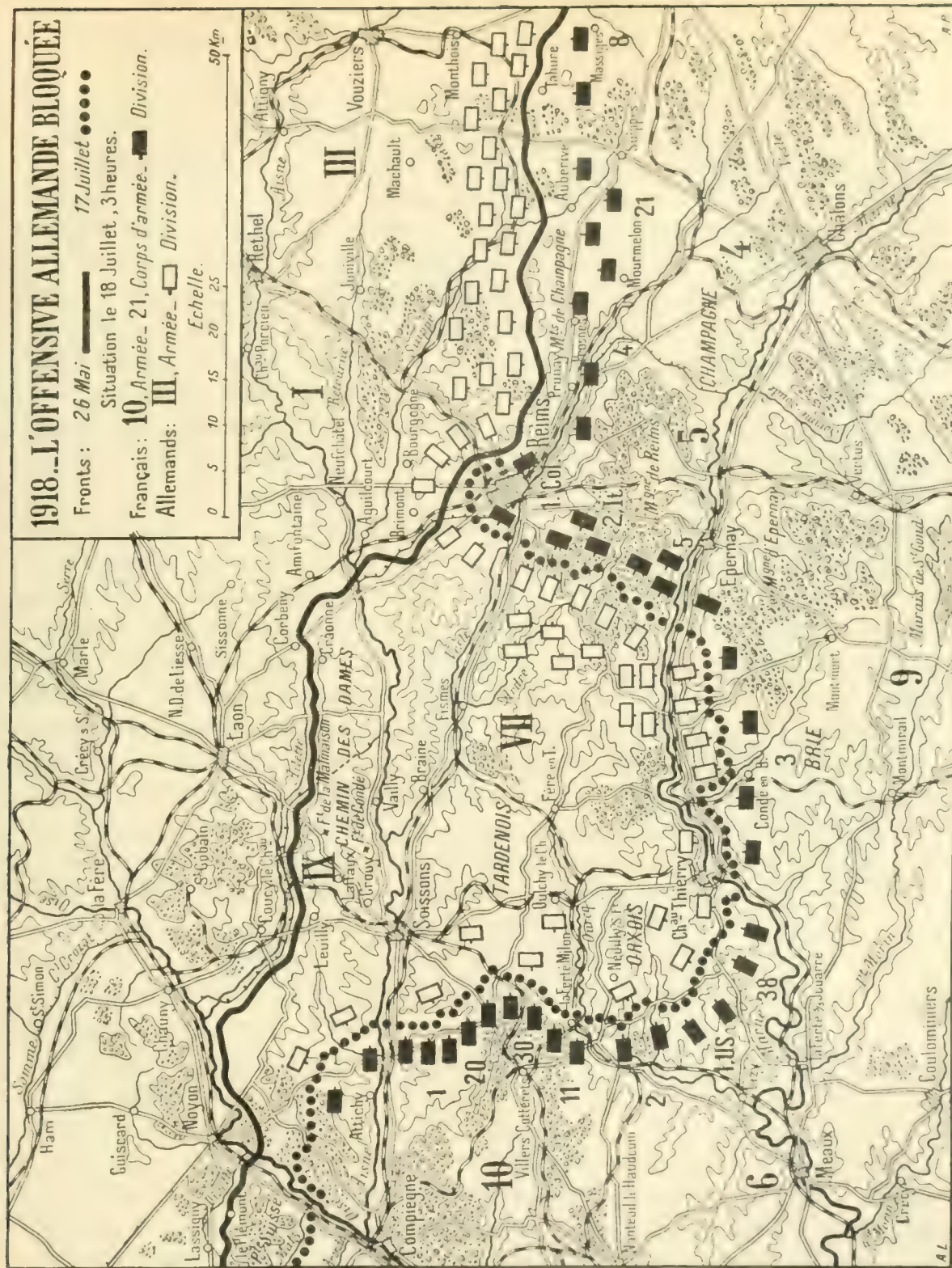
Fronts : 26 Mai — 17 Juillet ●●●●●

Situation le 18 Juillet, 3 heures.

Français : 10, Armée, 21, Corps d'armée, — Division.

Allemands : III, Armée, — Division.

Echelle. 0 5 10 15 20 25 50 Km



Dames, que les trois divisions britanniques établies sur l'Aisne à l'est de cette position et dont l'écrasement découvrira toute la rive nord de cette rivière. Les quelques divisions réservées placées au sud de l'Aisne, par une mauvaise interprétation de leurs ordres, franchissent la rivière et sont submergées à leur tour en quelques heures. Les assaillants dévalent vers l'Aisne, dont les ponts restés intacts, par suite de malentendus, sont en leur possession avant midi. Ils s'engouffrent dans la trouée. Le soir même, ils sont sur la Vesle, à plus de quinze kilomètres de leur ligne de départ. Grisé par son succès, le commandement allemand perd de vue son plan initial : il ne s'agit plus seulement de fixer les réserves françaises : c'est la revanche de la Marne ! On poussera sur cette rivière, et même en direction de Paris — sans considérer l'insuffisance des moyens par rapport à ces visées ambitieuses et sans essayer d'élargir la trouée. Le 29 mai, on atteint Soissons et on dépasse l'Ourcq, Fère-en-Tardenois ; le 30, on atteint la Marne ; le 31, on s'étend tout le long de cette rivière depuis Dormans jusqu'à Château-Thierry.

A Paris et dans toute la France, la stupeur a été profonde : cette fois, ce ne sont pas les Anglais seuls qui ont cédé, mais les Français ! Qui va venir au secours de ceux-ci?... Les Allemands auraient-ils donc trouvé une formule infaillible de victoire?... Mais si l'émotion est grande dans le pays, le commandement français garde tout son sang-froid. « Comme à la fin de mars, la course à la bataille recommence, les unités rentrent en ligne dès leurs débarquements, sans attendre d'être regroupées et sans être orientées sur la situation : le reflux s'oppose au flux, et la digue cherche à se dresser sur les plateaux du Tardenois » (Laure). Le 30 mai, tout en prévoyant le pire, le général Pétain lance un de ces ordres du jour qui rappellent les heures critiques de Verdun : « Debout, les héros de la Marne ! » Le 31, une tentative de contre-attaque générale ne semble réussir que sur le front d'une division. Ce geste a suffi néanmoins : la poussée allemande, déjà fatiguée, se ralentit ; le 3 juin, elle expire au pied des digues reconstituées sur la Marne au sud, à la lisière de la forêt de Villers-Cotterets à l'est, sans avoir ébranlé ces môles que constituent la « Petite Suisse » à l'ouest, Reims et la Montagne de Reims à l'est.

Le 9 juin, c'est à emporter le premier de ces môles que vise une attaque allemande, préparée hâtivement et facilement décelée, en direction de Compiègne. Ici encore, les instructions du général Pétain n'ont pas été rigoureusement suivies : la première position est encore trop encombrée. Du moins, la seconde est-elle tenue. Malgré une belle résistance des cuirassiers à pied sur le Plémont, la progression ennemie qui, dans ce terrain très accidenté, prend une forme particulièrement redoutée de nos fantassins, « l'infiltration », atteint huit kilomètres

au centre du secteur d'attaque. Elle continue, le lendemain, jusqu'au ruisseau de l'Aronde, à sept kilomètres de Compiègne et d'Estrées-Saint-Denis.

Mais un coup d'arrêt se prépare, dans des conditions si audacieuses qu'un seul homme peut-être est capable d'en assumer la responsabilité : le général Mangin. Cinq divisions, réunies à la hâte, alignées vaille que vaille pendant la nuit et appuyées par un groupement de chars, débouchent sans préparation et en plein jour, le 11, à 11 heures, dans le flanc droit de l'attaque allemande. Le gain de terrain est presque insignifiant, deux ou trois kilomètres à peine ; mais un coup moral a été porté, qui sera aussi vivement ressenti dans les deux camps : la contre-attaque du Matz a rompu le charme et a retourné la manœuvre ; c'est le commandement français désormais qui a l'initiative. Sur ce front, l'ennemi ne poussera pas plus loin. En vain essayera-t-il le lendemain de reprendre ses attaques entre l'Aisne et la forêt de Villers-Cotterets ; un autre coup d'arrêt aura raison de lui.

L'offensive allemande montée avec un tel soin et qui, un instant, a paru victorieuse n'aboutit qu'à dessiner une poche profonde aux flancs très vulnérables.

L A DERNIÈRE OFFENSIVE ALLEMANDE La direction suprême des armées allemandes se rend-elle compte du retournement qui se dessine vers ce milieu de juin ? En tout cas, la situation générale, — fatigue de l'allié autrichien, aggravation de la crise économique, crise des effectifs, — fait à Ludendorff

une obligation de jouer au plus tôt son va-tout, de livrer l'offensive finale, « l'assaut pour la paix ». Le plan général sera le même qu'en mai : attirer les réserves françaises, par une attaque de part et d'autre de Reims qui, en élargissant la poche de



LE GÉNÉRAL MANGIN

la Marne, en supprimera le danger, puis transporter aussitôt l'artillerie dans les Flandres et y porter le coup décisif à l'armée anglaise. Mais, en laissant une fois encore un délai de plusieurs semaines à ses adversaires, Ludendorff leur donne le temps, non plus seulement de reconstituer leurs forces, mais d'amener en ligne les divisions américaines déjà instruites, de réorganiser leur dispositif et le commandement de leurs armées, de s'orienter vers une défensive plus manœuvrière, et surtout il permet au généralissime de convaincre tous ses subordonnés de la possibilité de reprendre l'offensive.

Par l'audace de sa contre-attaque du 11 juin comme par sa situation sur le flanc de la poche de Château-Thierry, le général Mangin est tout désigné pour prendre en main la première de ces offensives que, depuis des mois, médite le général Foch. Dès la fin de juin, Mangin la prépare avec une patience et une méthode qui surprennent ceux qui ne connaissent que sa légende. Les Allemands y seront les premiers trompés ; la conquête, effectuée au début de juillet dans une série d'opérations de détail, des bases de départ de la future offensive, ne leur inspire aucune méfiance. Ils poursuivent l'exécution de leur plan.

Dès le 30 juin, quelques précautions qu'ils aient prises pour les dissimuler, les observateurs français discernent nettement les préparatifs de l'offensive de Champagne. Le commandement français ne s'en laisse pas émouvoir : les instructions données au groupe d'armées du centre, qui va recevoir le choc, ne comportent aucune ambiguïté, et, d'autre part, l'attaque de l'armée Mangin, élargie par une action simultanée des deux autres armées établies autour de la poche, constituera la meilleure parade à l'offensive ennemie. Bataille défensive et contre-offensive sont prévues dans les moindres détails. La surprise ne se produira plus.

Ou plutôt, c'est l'ennemi qui sera surpris. Le 14 juillet à minuit, on voyait soudain l'horizon s'éclairer vers l'est d'une immense lueur. Le canon tonnait. Ce ne pouvait être que le déclenchement de la fameuse attaque allemande !... Erreur ! : ce n'était pas la canonnade ennemie qu'on entendait, mais la contre-préparation offensive, hardiment ordonnée par le général Gouraud sur des renseignements précis qu'un coup de main venait de procurer. Sa décision prévenait d'une demi-heure la préparation ennemie.

L'attaque allemande n'en part pas moins à l'heure prévue sur un front de quatre-vingt-dix kilomètres. Une nouvelle surprise l'attend : la première position française est évacuée ; seuls, quelques groupes y ont été maintenus, avec mission de renseigner par leurs signaux sur l'avance allemande, et de dissocier celle-ci par le feu, mission de sacrifice qui sera accomplie d'une façon admirable. La prépara-

tion allemande est donc tombée dans la vide. Et c'est notre artillerie qui écrase à coup sûr et « ypérite » les assaillants, même après qu'ils ont franchi nos lignes.

Devant l'armée Gouraud, les bataillons d'assaut qui mènent l'attaque s'approchent néanmoins de notre deuxième position ; canonnés, mitraillés, disloqués, écrasés, ils refluent bientôt, jetant la confusion dans les unités d'exploitation qui les suivent. Et leur objectif est Châlons ! Sous les tirs de notre artillerie, cette masse en désordre tourbillonne et regagne confusément ses positions de départ. Cependant, plus à l'ouest, sur la Montagne de Reims, où le dispositif de défense n'avait pu être pris avec la même netteté, l'attaque réussit à enfoncer les lignes françaises et celles d'un corps italien, dont la présence récente sur notre front affirme la solidarité interalliée. Plus à l'ouest encore, la Marne a été franchie par surprise sur une largeur de près de vingt kilomètres.

En dépit de ce succès de l'aile droite de l'attaque, il n'y eut personne, dans le haut commandement allemand comme dans les cinquante divisions rassemblées pour cet assaut, qui n'eût la sensation de l'échec. Arrêtée par ordre dès le lendemain devant notre 4^e armée, l'offensive l'était le surlendemain par notre résistance de part et d'autre de la Marne. Les unités qui avaient franchi la rivière n'auront qu'à la repasser en toute hâte quatre jours plus tard.

L A CONTRE- OFFENSIVE

Les succès momentanés obtenus par les Allemands sur la Marne avaient pu préoccuper un moment le général en chef français, inquiet pour la conservation de Reims, de même que les préparatifs allemands dans le Nord troublaient le maréchal Haig. Mais le généralissime, dont le regard dominait et dépassait ces contingences, avait maintenu les décisions antérieures, l'offensive du général Mangin en direction de Soissons comme l'envoi des renforts britanniques en zone française. Sa confiance et sa clairvoyance eurent leur récompense le 18 juillet.

Ce jour-là, à 4 heures 35, sous les trajectoires de leurs canons, mais sans aucune préparation d'artillerie, appuyées par 321 chars légers, les 10 divisions de première ligne du général Mangin, parmi lesquelles deux divisions américaines, se portaient en avant depuis l'Aisne jusqu'à l'Ourcq en passant par la lisière est de la forêt de Villers-Cotterets, et réussissaient ainsi à surprendre l'ennemi. « Les premières lignes, bousculées en un clin d'œil, rapporte le général Mangin, découvrirent les batteries qui furent enlevées. » Au soir du 18, l'avance atteignait sur certains points 8 kilomètres ; la 10^e armée avait fait 10 000 prisonniers et pris 200 canons. Partie une heure et demie plus tard, avec les seules forces en secteur, l'armée

Degoutte, à la droite de la précédente, obtenait un succès analogue, enfonçait les lignes ennemies sur 18 kilomètres et ramassait 2 000 prisonniers et 50 canons.

L'espoir changeait de camp, le combat changeait d'âme.

Les progrès continuent les jours suivants ; les Allemands abandonnent Château-Thierry et la rive gauche de la Marne, puis, après de nouveaux combats, ils évacuent toute la poche du Tardenois. A la date du 4 août, l'armée allemande en recul se sera rétablie sur l'Aisne et sur la Vesle.

Les principaux effets de l'attaque du 27 mai étaient effacés ; l'effet moral était retourné. La France entière acclamait le nom de Mangin. L'armée allemande était réduite à la défensive.

L'OFFENSIVE VICTORIEUSE Pour nous, qui connaissons maintenant sa situation réelle, l'usure militaire et économique des Empires centraux en face des ressources des armées de l'Entente et ce qu'on peut appeler la « balance des forces », le sort de cette armée ne fait plus aucun doute. C'est la gloire du maréchal Foch — il recevra ce titre le 7 août — d'avoir agi, comme si la prescience était pour lui la certitude.

Un mémoire fameux établi par lui et lu aux commandants des armées alliées dans une conférence tenue le 24 juillet à son quartier général dessine à l'avance les grandes lignes des événements que nous devons maintenant raconter. Après avoir établi que « tous les renseignements concordent pour nous montrer un ennemi réduit à n'avoir plus que deux armées : une armée d'occupation sacrifiée, sans effectifs, maintenue longtemps sur le front, et, derrière cette façade rigide, une armée de choc « déjà fortement entamée », après avoir analysé « le retournement en notre faveur » du facteur matériel et du facteur moral, le généralissime conclut : « Les armées alliées arrivent donc au tournant de la route : en pleine bataille elles viennent de prendre l'initiative des opérations ; leur force leur permet de la conserver ; les principes de la guerre leur commandent de le faire.

« Le moment est venu de quitter l'attitude générale défensive imposée jusqu'ici par l'infériorité numérique et de passer à l'offensive. ... Cette offensive ... visera des résultats utiles : 1^o au développement ultérieur des opérations ; 2^o à la vie économique du pays. Ces actions doivent pouvoir être exécutées dans des conditions de rapidité qui permettent de frapper sur l'ennemi des coups répétés. »

Elles auront pour objet le dégagement : de la voie ferrée Paris-Avrécourt dans la région de la Marne. (« C'est le résultat minimum à obtenir de l'offensive actuelle ») ;

de la voie ferrée Paris-Amiens « par une action combinée des armées britannique et française » ; de la voie ferrée Paris-Avrincourt dans la région de Commercy par la réduction du saillant de Saint-Mihiel, « opération à entreprendre par les armées américaines, dès qu'elles disposeront des moyens nécessaires » ; de la région des mines du Nord ; de la région de Dunkerque et Calais.

A quelques détails près, n'est-ce pas le résumé anticipé des opérations pendant les quatre mois qui vont suivre ?

Pourtant, entre le programme et la réalité, on aperçoit une différence essentielle : ces offensives ne viseront pas à « rechercher une décision » ; même un document annexé au Mémoire prévoit expressément la campagne de 1919, soit que le généralissime se défende lui-même contre des espoirs exagérés, soit qu'il craigne de les éveiller chez ses subordonnés. Mais une place est tout de même laissée à cet imprévu heureux qu'on ne veut pas préciser : « Jusqu'où nous conduiront, dans l'espace et dans le temps, les différentes opérations envisagées ci-dessus, c'est ce qu'il est impossible de prévoir dès maintenant. » Dans l'hypothèse d'un succès rapide, on envisage, pour la fin de l'été ou pour l'automne, une offensive d'importance, de nature à augmenter nos avantages et à ne pas laisser de répit à l'ennemi. » Rien de plus. Mais cela suffit.

Ce Mémoire est d'une importance capitale : il montre comment se différencie la stratégie d'un Foch de celle d'un Ludendorff, nous dirions volontiers la stratégie française de la stratégie allemande. L'audace des conceptions, tempérée par la prudence des prévisions, s'oppose à la brutale conduite et à la chevauchée désespérée du « grand risqueur ». On verra bientôt apparaître d'autres traits du génie militaire de Foch : l'élargissement progressif du champ de bataille et la convergence des actions redoublées et répétées.

On a donné aux opérations qui vont se succéder des noms distincts : bataille de Picardie, bataille d'Amiens-Montdidier, bataille de Champagne, bataille du Cambrésis, bataille de la Serre, etc. Le Mémoire prouve que ces distinctions n'ont qu'une portée analytique et chronologique. Il n'y a plus, en réalité, jusqu'à la fin de la guerre, qu'une seule bataille, « la bataille de France ».

Mais il est évident qu'une telle bataille, qui se prolongera presque sans trêve pendant plus de trois mois et sur des fronts de plus en plus vastes, ne peut être menée comme la bataille de Ludendorff. « Fondé, comme on l'a dit, sur l'emploi exclusif d'une troupe d'élite, le système allemand est fatalement borné dans ses résultats. » Le système français exige au contraire la collaboration franche, égale et complète de toutes les forces de la coalition, et, dans chaque armée, l'utilisation

maximum de toutes les unités sans distinction : il est essentiellement à base de confiance, confiance dans la solidité et dans la valeur égales de toutes les unités françaises, confiance mutuelle entre les Alliés. Cette bataille, en effet, si elle est française par sa conception et par sa direction, est, dans l'exécution, une bataille internationale.



COMBAT DANS UNE SAPE (AISNE, 1918)

guerre, enlève tour à tour, par une série d'attaques adroitement combinées, Moreuil et Montdidier, et ouvre la porte à la 3^e armée qui entre en action le 10, franchit le Matz et commence par l'ouest le débordement de la Petite Suisse. Le jour du 8 août était vraiment, suivant l'aveu de Ludendorff, « un jour de deuil pour l'armée allemande ; il marquait le déclin de sa puissance militaire ».

Le 17 août, l'action, volontairement ralentie sur ce front, s'élargissait à droite par les attaques de l'armée Mangin. Variant chaque jour ses procédés, enlevant

Elle débute le 9 août par l'attaque d'une armée anglaise et de la 1^{re} armée française aux ordres du général en chef anglais. Pour les Anglais, qui partent à l'assaut sans préparation d'artillerie, c'est le pendant de notre bataille du 18 juillet : elle leur vaut 13 000 prisonniers, 3 à 400 canons et une profondeur de terrain d'une dizaine de kilomètres sur une largeur de dix-huit, et surtout elle efface le souvenir des journées douloureuses de mars et avril. De son côté, le général Debeney, déployant un sens de la manœuvre jamais égalé dans cette forme de la

un jour la zone avancée, qu'à l'imitation de notre 4^e armée les Allemands se proposent d'abandonner, attaquant seulement le lendemain soir la position réellement occupée et surprenant par cette attaque tardive un ennemi pourtant averti, reprenant l'attaque au point du jour, poussant sans désemparer un ennemi ébranlé, Mangin borde l'Oise le 21 août. Découverte sur sa gauche, l'armée qui tient la Petite Suisse se replie sur la Divette. Ce même jour, une autre armée anglaise attaque en direction de Bapaume. Tantôt entraînant notre 1^{re} armée, tantôt épaulés par elle, nos alliés poussent sur la position Hindenburg, y pénètrent même en obligeant ainsi l'ennemi à entamer le 2 septembre un vaste mouvement de repli sur ses lignes de 1917.

Le 12 septembre, c'est l'armée américaine qui, aidée par les conseils de nos états-majors, par notre artillerie et par un de nos corps d'armée, jette treize de ses divisions sur les deux faces du saillant de Saint-Mihiel, et en deux jours le nettoie.

Chacune de ces batailles se traduit par 10 000, 12 000, 15 000 prisonniers.

Le maréchal Foch sait maintenant et il ose dire « jusqu'où nous conduiront » les offensives qu'il a ordonnées. Il peut donner ses ordres pour la grande attaque concentrique de toutes les armées de l'Entente, attaque qui doit mener les Alliés jusqu'à la Meuse et acculer les Allemands à l'Ardenne.

Le 26 septembre commence cet assaut concentrique par une attaque franco-américaine entre Meuse et Suippe, de part et d'autre de l'Argonne, en direction de Mézières ; le lendemain, deux armées britanniques partent en direction de Cambrai ; le 28, une armée franco-anglo-belge, aux ordres du roi Albert, enlève la crête des Flandres de Dixmude jusqu'à la Lys ; le 29, la 1^{re} armée française et sa voisine britannique, qui depuis un mois ne cessent de presser l'ennemi, crèvent la position Siegfried de part et d'autre de Saint-Quentin, pendant qu'au nord de l'Aisne l'armée Mangin pousse en direction de Laon.

Ce n'est pas encore l'hallali, car l'attaque principale des Franco-Américains en Champagne n'a pas produit tout ce qu'on en attendait ; mais la bête est bien frappée à mort.

Elle n'a plus d'hommes ; ses bataillons, dit Ludendorff, sont réduits à 240 hommes, et, pour les maintenir à ce chiffre, il est nécessaire de dissoudre 22 divisions. Elle ne peut plus remplacer son matériel d'artillerie : en un mois, 13 pour 100 de ses canons ont été détruits. Elle n'a plus de grandes unités en réserve pour ses relèves. Elle n'aura bientôt plus les voies ferrées indispensables à ses manœuvres et à son ravitaillement. Mais voici qu'un événement décisif se produit en Orient,

qui bouscule la coalition des Empires centraux. Pour la première fois depuis 1809, une armée française se met en marche sur Vienne.

A RMÉE FRANÇAISE
D'ORIENT

A la fin de 1917, le général Guillaumat, nommé au commandement en chef des armées alliées en Orient, avait obtenu pour l'armée française des renforts importants en personnel et en matériel et fait placer à sa tête le général Henrys.

Il consolide d'abord l'organisation défensive du front depuis la mer Égée jusqu'aux montagnes d'Albanie en liaison avec les forces italiennes basées sur Valona. Le gouvernement de M. Vénizelos, avec l'aide d'une mission militaire française, développant peu à peu l'armée hellénique, lui permet d'envisager une offensive limitée dans la vallée du Vardar. Deux divisions helléniques, appuyées par des contingents d'artillerie et d'infanterie français y préludent au mois de mai par un important succès local au Skra-di-Legen. Peu après, le général Guillaumat appelé aux fonctions de gouverneur militaire de Paris, la capitale étant menacée par les offensives répétées des Allemands, a pour remplaçant le général Franchet d'Esperey.

Le nouveau commandant en chef avait fait plusieurs voyages d'études dans les Balkans ; depuis longtemps il était convaincu de l'importance de ce théâtre d'opérations. Il arrivait à un moment favorable. Le départ pour le front occidental de la plus grande partie des contingents allemands n'avait pas été compensé par le retour de Roumanie des troupes bulgares au moral affaibli. Le haut commandement ennemi ne disposait pas de réserves stratégiques et la nature compartimentée du terrain ne permettait pas dans le sens latéral une intervention rapide de ses nombreuses réserves fatiguées. On pouvait atteindre rapidement la seule artère vitale qui alimentât le front adverse. D'après ces considérations un plan d'opérations à intention décisive est soumis au Conseil interallié de Versailles et adopté au début de septembre 1918.

La bataille initiale, qui prit le nom du Dobropole, fut livrée en haute montagne entre 1 500 et 2 200 mètres. Le front d'engagement, qui atteignait une soixantaine de kilomètres, était tenu par des forces grecques, serbes et françaises, mais le front de rupture, réduit à une dizaine de kilomètres, était confié à une armée serbe dont faisaient partie intégrante deux divisions françaises appuyées par 355 pièces de canon, le tout sous les ordres du prince héritier de Serbie, ayant comme chef d'état-major le voïvode. Après une courte préparation la première position est enlevée le 15 septembre 1918 et les armées franco-serbes s'enfoncent comme un coin dans les lignes germano-bulgares. Au lieu de progresser en doigt de gant, elles avançaient



appuyées par deux attaques latérales franco-grecques qui, ouvrant les lèvres de la plaie, rendent inefficaces toutes les contre-attaques.

Pour compléter la dislocation stratégique et fixer les réserves ennemies, à droite l'armée helléno-britannique du général Milne prend l'offensive tandis qu'à gauche l'armée d'Orient du général Henrys, renforcée du contingent italien du général Monbelli, dégageant enfin Monastir, enlève Prilep et ouvre la porte de la Serbie.

La cavalerie française trouve alors à s'employer : soutenue à grande distance par deux divisions d'infanterie, marchant sans trêve par des chemins de montagne, elle enlève par surprise Uskup sur les derrières de la 11^e armée allemande, amenant la capitulation de 90 000 hommes en rase campagne (29 septembre).

Dès le 26 septembre, le gouvernement bulgare était entré en pourparlers avec le général en chef et le 29 septembre un armistice signé à Salonique avait ouvert aux armées alliées des horizons indéfinis.

Une division française se joint au gros des troupes britanniques pour marcher sur Constantinople (les Turcs capitulent le 30 octobre). En même temps, trois divisions françaises, traversant la Bulgarie, gagnent le Danube, se rendent maîtresses de sa navigation et le 10 novembre, exécutant aux environs de Giurgevo le passage de vive force du fleuve, tendent la main à l'armée roumaine de nouveau mobilisée.

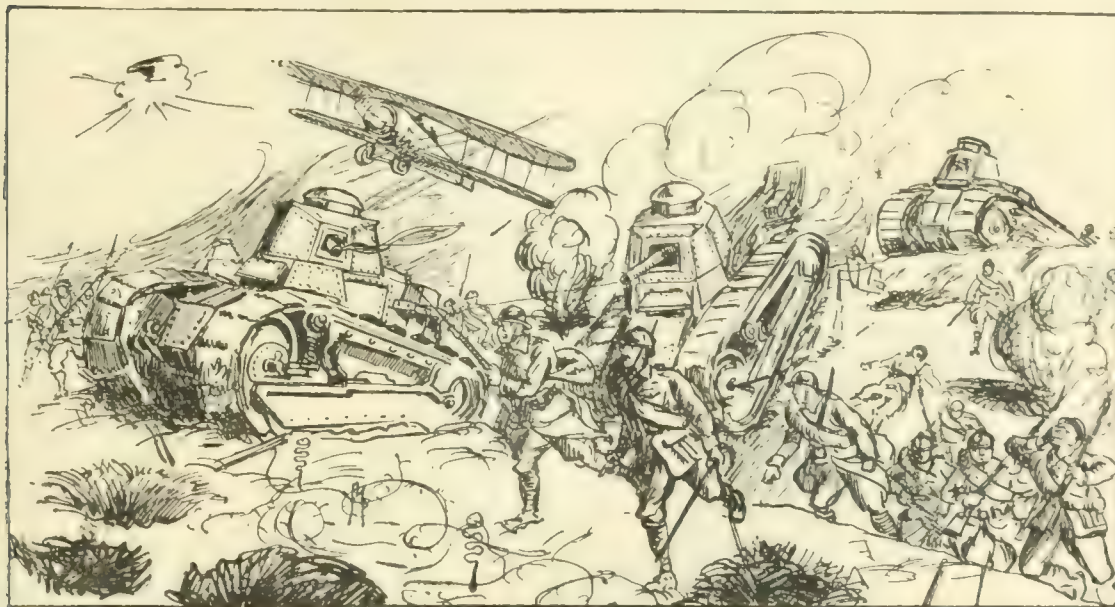
Le gros de l'armée française d'Orient avait continué sa marche vers le nord ; car c'est là l'objectif principal : libérer la Serbie, envahir la Hongrie pour disloquer la double monarchie et prendre à revers les divers fronts germaniques.

Les Austro-Allemands s'efforcent de servir la parade. Une dizaine de divisions sont appelées de la Piave, d'Ukraine, de Crimée et même d'Alsace. Avec les débris de la 11^e armée, les forces austro-hongroises du front sud, les troupes d'occupation de Roumanie, elles doivent constituer un nouveau groupe d'armées (Mackensen), chargé de barrer la route aux Alliés. Ceux-ci ne leur en laissent pas le temps. Les Serbes volent à la libération de leur patrie et, dès le 1^{er} novembre, après une série de combats victorieux, ils entrent à Belgrade puis se répandent dans toutes les contrées peuplées par leurs frères de race. L'armée française d'Orient les appuie à droite, franchit le Danube entre Semendria et Widin et n'est arrêtée que par l'armistice du 11 novembre au nord de Szegedin.

Un des membres de cette armée (1) a décrit cette marche épique couvrant 500 kilomètres en moins de deux mois, délivrant la Macédoine et la Serbie, l'Albanie et le Monténégro, la Bosnie, l'Herzégovine, la Croatie avec la Roumanie et la Tran-

(1) C. PHOTIADÈS, *la Victoire des Alliés en Orient*.

sylvanie, envahissant la Hongrie. Pour soupçonner seulement ce qu'une telle rapidité implique d'allant et d'endurance il faut connaître les Balkans, le manque de voies ferrées et de routes, leur dénuement et leur détresse, la désolation de déserts montueux. Les soldats français avançaient avec des ravitaillements insuffisants, sans vin et souvent sans pain, cheminant au mois de novembre sous les rafales d'une pluie glaciale ou les tourbillons de la neige précoce, n'ayant parfois pour vêtement que les vieux effets de toile kaki qu'ils portaient aux premiers jours de la campagne. Ils voyaient, au bout de leur peine, la rentrée victorieuse en France



LES CHARS RENAULT EN ACTION (FÈRE-EN-TARDENOIS, JUILLET 1918)

à travers l'Allemagne vaincue. Ils avaient le sens magnifique de la grande manœuvre d'enveloppement qui allait les rendre maîtres de la victoire.

LA DERNIÈRE BATAILLE Le sort de la guerre est, en effet, fixé désormais. Il n'y a plus qu'à entretenir la poussée continue des armées de l'Entente. L'infanterie, il est vrai, est à bout de forces ; les effectifs fondent et descendent dans certaines divisions à 2 500 hommes. Mais le moral est exalté au plus haut point ; la troupe a acquis, dans ces combats de tous les jours, une souplesse manœuvrière qu'elle n'avait jamais eue ; et puis, le front total se rétrécit de jour en jour, quoique le front d'attaque soit maintenant presque continu. Ni

le maréchal Foch ni le général Pétain n'admettent que la réorganisation des unités soit une raison de ralentir les opérations.

Le 10 octobre, le généralissime relance la bataille dans trois directions qu'il peut maintenant dire « convergentes ». Le 14, le groupe d'armées du roi Albert attaque en direction de Gand et de Bruges ; le 16, les Allemands commencent l'évacuation de la région Lille-Douai ; le 18, les Belges occupent Ostende, et les Anglais Lille ; le 20, ceux-ci atteignent le canal de l'Oise à la Sambre, tandis qu'en Champagne, le général Gouraud a franchi l'Aisne à Vouziers.

L'ennemi essaye de faire tête sur ces positions qu'il a baptisées, comme pour les rendre plus sacrées et plus redoutables, de noms tirés de sa vieille mythologie germanique : Wotan, Siegfried, Kriemhilde, Brunehilde... D'un geste sûr, le généralissime a désigné l'objectif, cette voie ferrée Valenciennes-Hirson, Mézières-Longuyon, au delà de laquelle les Allemands n'ont plus d'autre voie de rocade que les lignes de la vallée du Rhin. Ils pourront tenter de se rétablir sur la Meuse ; mais qu'une attaque vigoureuse les bouscule en Lorraine, où ils n'ont qu'un minimum de forces et où ils ne peuvent en amener d'autres faute de chemins de fer, et ce sera la catastrophe ; le gros des armées allemandes est incapable de regagner le Rhin et même de se ravitailler. Le général Pétain a, depuis plusieurs semaines, envisagé ce projet d'attaque en Lorraine ; dès que le maréchal Foch lui prescrit de le mettre à exécution, les mesures préparatoires sont prises, et c'est encore au général Mangin qu'est réservé l'honneur de porter le coup suprême.

Les autres armées continuent leurs attaques. Quoique, depuis un mois, l'Allemagne négocie en vue de la paix, il s'en faut que ses soldats lâchent prise sans combattre : le mur qu'ils nous opposent croule, mais ce qui reste tient : jamais les formations alliées n'ont trouvé devant elles une telle proportion de mitrailleuses, et de mitrailleuses servies avec plus d'acharnement. Aussi, ce ne sont pas les derniers succès qui seront les plus faciles pour les combattants ; peu de faits d'armes sont comparables, par exemple, au forçement du canal de la Sambre à l'Oise par la 1^{re} armée dans la journée du 4 novembre.

Mais que représentent ces résistances locales ? L'impulsion donnée à l'ensemble par le généralissime est irrésistible. La stratégie est ici la grande triomphatrice.

Le 5 novembre, deux jours après que la victoire italienne de Vittoria-Veneto a forcé l'Autriche à capituler, toutes les armées allemandes entament la retraite. Enfin, c'est la poursuite ! En dépit des difficultés du ravitaillement qu'assurent seuls, à l'exclusion de la voie ferrée détruite, les convois non employés à la concentration des forces de Lorraine, nos armées avancent à grands pas vers la frontière. Mau-

beuge, Vervins, Mézières, Sedan sont réoccupés. Quelques jours encore, et ce sera, pour les armées allemandes, le suprême désastre ! L'attaque de Lorraine est fixée au 14 novembre.

L'ARMISTICE Les Allemands l'ont compris : pour eux, c'est la fin. Depuis le 7 novembre, leurs plénipotentiaires sont dans nos lignes et implorent un armistice.

Sûrs du succès comme nous l'étions alors, devions-nous le leur accorder ?... Les événements qui se sont déroulés depuis ont donné une gravité particulière à cette question. Elle n'avait pas alors le même aspect qu'aujourd'hui. En acceptant les conditions rigoureuses fixées par cet armistice, remise en gage de la rive gauche et des places du Rhin, reddition des prisonniers, abandon de la plus grande partie de l'armement et du matériel, l'Allemagne capitulait. Que pouvait ajouter une ultime victoire à cette capitulation, la plus complète qu'aucune armée, qu'aucun peuple eût jamais signée ?...

Le maréchal Foch, représentant d'une coalition, n'ignorait pas, d'ailleurs, que de profondes divergences sur les conditions à imposer à l'Allemagne séparaient les Alliés et que le gouvernement anglais, notamment, avait hâte d'en finir. Sans doute, comme le conseil en fut donné alors, il eût été plus sûr, pour obtenir l'exécution de l'armistice et du traité qui devait s'en suivre, de s'assurer d'autres gages et sous une autre forme (1). La crise intérieure de l'Allemagne et la chute de la dynastie parurent peut-être aussi aux cabinets alliés une issue décisive. Quoi qu'il en soit, le maréchal, maître de l'heure, jugea inutile de provoquer, pour un résultat problématique, une nouvelle effusion de sang et il consentit à l'armistice. L'épée, déjà à demi tirée en Lorraine, rentra dans le fourreau ; les hostilités cessèrent le 11 novembre à 11 heures.

Le dernier geste français de la Grande Guerre avait été un geste d'humanité.

(1) V. G. HANOTAUX, *le Traité de Versailles*, Plon, 1919, in-8°, p. 147.



CONCLUSION

La leçon qui se dégage peu à peu de la Grande Guerre de 1914-1918, — suite de tant d'autres guerres, — c'est que la guerre d'agression ne paye pas et, qu'avec les moyens modernes, elle est sans profit comme elle est sans excuses. En Allemagne même, les historiens d'après guerre commencent à se placer à ce point de vue pour juger Guillaume II et son grand état-major. On les considère désormais comme des hommes qui n'ont pas compris. Rien de plus absurde, en effet, que l'entreprise de destruction qu'ils avaient conçue ; ils n'ont pas compris que la victoire même était douteuse et sans bénéfices équivalant aux sacrifices.

Bismarck voyait plus juste. Avec son sens extraordinaire des réalités, il disait : « Il ne s'agit pas d'être le plus fort en cas de guerre, mais de rendre la guerre impossible... » Impossible de la part des autres, bien entendu, car sa politique à lui, Bismarck, avait été d'abord nettement agressive, — tout en disant qu'il ne se fût pas risqué s'il eût eu le sentiment que ses adversaires étaient plus forts que lui, et ce n'est qu'après avoir lu dans les yeux de Moltke qu'il se décida. Mais, après et une fois le but atteint, l'œuvre accomplie, le ministre ambitieux, le *junker* sans pitié se retourna et son nouveau système fut bien réellement la paix, — la paix du triomphe, de la satisfaction et du *statu quo*.

Le reste de sa vie s'employa à la maintenir. Il mettait en garde son jeune empereur contre les tentations de la « vanité » et de la « politique mondiale » ; il l'avertissait, le prémunissait surtout contre les calculs de ses propres alliés : « L'Allemagne, écrivait-il, commettrait une grande folie *si elle se mêlait des affaires d'Orient...* Nous ne devons pas nous laisser forcer la main ni par l'impatience, ni *par quelque complaisance consentie aux dépens du pays*, ni par un sentiment quelconque de *vanité*, ni *par des provocations d'amis*, etc. » Il avait prévu que le prochain danger de guerre viendrait des Balkans et des ambitions, des « provocations » autrichiennes ; il conseillait expressément de ne pas se laisser entraîner par elles. Tant il est vrai que sa politique était devenue pacifique en tant que conservatrice de sa

CONCLUSION

propre victoire. Elle se contentait de procéder par combinaisons diplomatiques, prudence sournoise et parfois machiavélique, puissante intimidation.

La politique de guerre (pour parler comme Jomini) devient, en effet, de plus en plus liée et subordonnée à la politique générale, puisqu'elle met en mouvement la collectivité tout entière ; courant le risque suprême, elle ne peut plus être qu'une ressource désespérée, *ultima ratio*. Une forte paix saura toujours éviter la guerre, si tout travaille bien dans le même sens : politique proprement dite, économie politique, équilibre social, courage national, tout ce qui peut donner aux autres le sentiment qu'ils auraient affaire, le cas échéant, à un organisme solide et auquel « il ne faut pas se frotter ». En deux mots, *un bon état de paix*, capable de se transformer rapidement en *un bon état de guerre*, telle est la solution la plus sage, la plus avantageuse pour les peuples qui veulent durer et écarter d'eux les dangers auxquels tout corps social est exposé du fait des autres. Cette bonne tenue du corps national appartient à l'ordre civil au moins autant qu'à l'ordre militaire : les deux doivent aller du même pas vers un but unique, et c'est leur attelage qui constitue, dans chaque nation, le véritable potentiel de guerre.

Tous les moyens de maintenir la paix qu'a imaginés le droit international, — traités d'arbitrage, Société des Nations, Cour de justice, etc., — peuvent amortir, retarder, éluder un choc menaçant entre les peuples ; mais ils ne présentent pas de garanties absolument efficaces contre certaines passions effrénées qui s'emparent parfois, soudainement, aussi bien des nations que des individus. Des terres riches, un climat doux, un habitat agréable, des ports bien situés, des débouchés avantageux ont tenté de tous temps les pays à populations surabondantes. Il y a bien des caprices, des colères, des virevoltes, des jalousies, des coups de tête, de l'imprévu dans les relations entre les États. Il faut s'attendre à tout. La vie n'est pas un repos. C'est à ces aléas redoutables qu'une sage prévoyance est tenue de penser sans cesse, et, s'ils se produisent, il faut leur opposer la fermeté, le sang-froid, la résolution, mais aussi cette sorte d'intimidation qui résulte d'une bonne et forte préparation. Sinon, le convoiteux est tenté de courir sa chance.

Revenons à l'empereur Guillaume. Par suite de quelle illusion, par suite de quel faux calcul a-t-il été entraîné à se jeter, lui, son empire et le monde dans le plus affreux cataclysme ? D'après son propre aveu, il a considéré la victoire comme certaine « parce que, disait-il, personne ne peut mobiliser aussi vite que nous ». Ce qui le décidait, c'était donc un calcul, une appréciation de l'ordre militaire. S'il eût

su, d'une science certaine, que la France, la Russie et l'Angleterre (dont le retard à se prononcer a causé tant de mal) *mobiliseraient aussi vite que lui*, certainement, il ne se fût pas engagé. C'est donc en pesant les chances des parties que ces hommes dangereux discutent en eux-mêmes leurs diaboliques résolutions. Le bandit, au coin d'une rue, s'arrête si l'étincelle du revolver brille au poing du passant. Et ne s'ensuit-il pas que les sacrifices acceptés d'avance par les peuples sont les moyens les plus sûrs et les moins onéreux d'échapper à la guerre, et si, malheureusement, elle éclate, de lui assurer le couronnement de la victoire ? Car enfin, si on est obligé de se battre, il faut vaincre.

S'il y a une nouveauté dans le récit qui vient d'être fait de la dernière guerre, c'est le tableau de toute une nation en armes. Le peuple a senti qu'il avait le devoir de se mobiliser lui-même, corps et âme, tout entier. Nécessité de salut !

Eh bien ! dans les préparations militaires de demain, il en sera de même, et plus encore. Les lois nouvelles visent, d'ores et déjà, la mobilisation préalable de toutes les disponibilités en personnel et en matériel ; elles prévoient une formidable organisation des frontières, une énorme et rapide mobilisation des réserves ; elles présentent aux Chambres le devis annuel d'une mise en état colossale et peut-être accablante. Il est même permis de se demander si une telle exigence ne dépasse pas les limites des forces humaines même collectives, et si, par un tel fardeau, la guerre ne se trouvera pas *bloquée* et dans l'impuissance de se lever sous le harnois. L'excès du mal aurait ainsi obtenu son plus beau triomphe. On verra bien !

En attendant, il n'est pas douteux que cette alerte absolue et permanente étant entrée dans les modalités d'une défensive normale pour tous les peuples, ceux-ci ayant à la subir, n'ont, pour en alléger l'insupportable accablement, d'autre procédure que de le répartir sur une longue période d'avant guerre, conduisant sans trêve ni recul à une pleine et complète préparation.

Il est de toute évidence que si la France de 1880 n'avait pas élevé d'avance l'ensemble des fortifications du général Séré de Rivières, elles n'eussent pas brisé la manœuvre de Schlieffen dès le début des hostilités ; il est de toute évidence que si le cabinet Méline n'avait pas pris sur lui de commander en silence le canon de 75, la guerre eût été perdue dès les premières batailles ; par contre, si l'artillerie lourde eût été construite à temps, la guerre de tranchées ou ne se fût pas établie ou ne se fût pas prolongée quatre années avec les sacrifices immenses en hommes, en argent, en catastrophes universelles causés par cette durée imprévue. Inutile d'insister !

CONCLUSION

La préparation d'avant guerre peut donc *gagner la guerre*, d'abord de la façon la plus décisive : en l'épargnant ; et si elle éclate, elle la rend moins longue, moins dure, et lui prépare une issue victorieuse. La préparation est une prime d'assurance payée à la destinée, mais qui *rend* : les peuples ont intérêt à l'acquitter consciencieusement et allégrement.

Qui dit préparation dit entraînement.

Le premier entraînement est celui de la nation elle-même dans toutes ses classes, dans ses âges divers, même dans ses deux sexes. Tout le monde doit savoir exactement ce qu'il a à faire dès le jour de l'ouverture des hostilités, ne serait-ce que se servir du masque contre les gaz asphyxiants.

Mais le véritable entraînement, l'entraînement viril par excellence, c'est la mise sur pied de l'armée : une armée forte, pleine, compacte, bien munie, bien outillée, rapidement mobilisable et sachant d'avance ce qu'on attend d'elle.

Pour y parvenir, il y a les lois militaires. Mais elles ne sont rien si elles ne sont pas exactement appliquées, en particulier dans leurs dispositions essentielles, les appels, l'instruction militaire, la constitution des cadres, le commandement.

Insistons sur le commandement, car c'est de lui finalement que tout dépend.

La guerre moderne devient si compliquée et si technique qu'un seul homme, fût-ce un génie exceptionnel, ne peut suffire à tout voir, tout faire, tout diriger. Le temps des Condé et même des Napoléon est passé. Plus de grand chef sans grand état-major. Ces notions de simple bon sens ont pris toute leur valeur au cours de la dernière guerre ; elles se sont dégagées de l'exigence des situations et des faits.

Or, pour avoir un bon haut commandement, travaillant efficacement à mettre tout en état et chacun à sa place, une autre nécessité s'impose : il faut lui assurer les ressources dont il a besoin et lui faire confiance. Solidarité civile et militaire à la fois dans l'opinion et dans l'armée, — partout : car tout est lié.

La qualité de la préparation en temps de paix et l'utilisation des forces en temps de guerre dépendent du soin que le peuple aura mis à choisir les hommes de commandement, et, le choix une fois fait, à se reposer sur eux.

Que, dans certains moments de l'histoire, le pouvoir militaire ait pu devenir un danger, c'est possible. Il faut ajouter, cependant, qu'il s'est rencontré des dictateurs civils, — fût-ce à Moscou, — et qu'ils n'ont pas eu de peine à saisir le tour de main. Nul peuple, nulle génération ne sont démunis d'ambitieux, de violents, ni de scélérats. Les hommes habitués à suivre la consigne du devoir, les hommes de discipline sont encore peut-être les plus rassurants, surtout s'ils sentent qu'on leur apporte le respect et l'honneur.

Telles sont les règles fondamentales de la sécurité nationale : elles se dégagent de la leçon de toute l'histoire militaire et des vastes études que ces lignes achèvent.

Il n'est pas inutile de les consigner ici dans une sorte de formulaire qui se trouve n'être, en somme, qu'une règle de haute civilisation et de large humanité :

- Préparation pendant la paix ;
- Entraînement pendant la paix ;
- Sacrifices pendant la paix ;
- Vigilance ;
- Prévoyance ;
- Discipline ;
- Choix du haut commandement ;
- Confiance mutuelle des chefs au pays et du pays aux chefs ;
- Décision énergique, l'heure venue, si l'heure sonne jamais.

Que ces neuf commandements de la guerre dans l'avant-guerre s'imposent à la mémoire et à la volonté des peuples ! Tout peuple qui s'y conformera sera, sans aucun doute, à l'abri des entreprises hostiles et des affreuses destructions que menacent d'être les guerres futures. Et ce serait la fin et le dernier mot de cette noble, mais si douloureuse histoire : l'*Histoire militaire*.





TABLE DES ILLUSTRATIONS

HORS TEXTE EN COULEURS

PAR MADAME CAMILLE HANOTAUX

	Les pages
I. — LE GÉNÉRAL MANGIN, portrait d'après J.-F. Bouchor, musée de l'Armée.....	1
II. — LAZARE CARNOT, président du Directoire exécutif, an IV, d'après Boilly.....	64
III. — BATAILLE DE ZURICH, 26 août 1799, d'après une esquisse anonyme du musée de l'Armée..	112
IV. — LE MARÉCHAL FRANCHET D'ESPEREY, portrait d'après J.-F. Bouchor, musée de l'Armée..	128
V. — BONAPARTE, d'après le tableau de Gros, musée du Louvre.....	144
VI. — BATAILLE D'AUSTERLITZ, 2 décembre 1805. Tableau de Swebach. Collection M. Brouwet.	192
VII. — PREMIÈRE ATTAQUE DE CONSTANTINE, novembre 1836. Tableau de Siméon Fort, musée de Versailles.....	304
VIII. — LE MARÉCHAL BUGEAUD, portrait par Lafon, musée de l'Armée.....	320
IX. — PRISE DE LA TOUR DE SOLFÉRINO, d'après un dessin en noir de Gustave Doré.....	368
X. — LE GÉNÉRAL CHANZY, buste en terre cuite de A. Croisy (1878), musée de l'Armée.....	432
XI. — LE MARÉCHAL JOFFRE, portrait d'après <i>l'Illustration</i>	496
XII. — LE MARÉCHAL FOCH, portrait d'après J.-F. Bouchor, musée de l'Armée.....	528
XIII. — LE GÉNÉRAL MAUNOURY, portrait d'après J.-F. Bouchor, musée de la Légion d'honneur.	576
XIV. — VERDUN INCENDIÉ (1916), d'après F. Flameng.....	608

ILLUSTRATIONS EN NOIR

PAR M. GABRIEL HANOTAUX FILS

DE LA CONSTITUANTE AU DIRECTOIRE

	Pages.
BATAILLE DE JEMMAPES, troisième assaut des redoutes autrichiennes, frontispice.....	3
VOLONTAIRE DE 1792, d'après Raffet.....	5
DUMOURIEZ, d'après une peinture du temps.....	7
FANTASSIN, d'après Charlet.....	10
OFFICIER D'INFANTERIE, d'après Charlet.....	11
DUMOURIEZ S'EMPARÉ DES REDOUTES DE CUESMES (JEMMAPES).....	13
CONVENTIONNEL AUX ARMÉES, d'après Adam.....	18
AUX AVANT-POSTES (1796), d'après Raffet.....	23
DRAPEAU D'UNE DEMI-BRIGADE (1793).....	25
PORTE-ÉTENDARD DES HUSSARDS DE CHAMPORANT (1793), d'après C. Vernet.....	27
CHEF D'UNE DEMI-BRIGADE, d'après Charlet.....	29
CASQUE D'INFANTERIE (1795), cul-de-lampe.....	32
L'ARMÉE FRANÇAISE ENTRE EN BELGIQUE, frontispice.....	33
FANTASSIN COIFFÉ DU CASQUE A CHENILLE, d'après C. Vernet.....	36
CHEF D'UNE DEMI-BRIGADE, d'après Charlet.....	37
UN ÉTAT-MAJOR SOUS LA RÉVOLUTION, d'après Raffet.....	41
ARTILLERIE AUTRICHIENNE, d'après Duplessis-Berteaux.....	45
INFANTERIE AUTRICHIENNE, d'après Duplessis-Berteaux.....	49
ARMES ET DRAPEAUX DE LA RÉVOLUTION, cul-de-lampe.....	54
PRISE DE LA FLOTTE HOLLANDAISE PAR LES HUSSARDS DE PICHEGRU, frontispice.....	55
PIÈCE EN BATTERIE.....	57
HOCHÉ, d'après une étude attribuée à Gros.....	60
CHASSEUR A CHEVAL, cul-de-lampe d'après Adam.....	63
HALTE DE HUSSARDS, d'après Swobach, dessin inédit du musée de l'Armée, frontispice.....	65
FLEURUS.....	67
HUSSARD DE CHAMPORANT (1796), d'après C. Vernet, cul-de-lampe.....	72
CARNOT A WATTIGNIES, frontispice.....	73
ARTILLERIE A CHEVAL, d'après un dessin de Duplessis-Berteaux.....	77
KLÉBER, d'après un croquis de Dutertre.....	79
FÊTE DE LA FÉDÉRATION — ENTRÉE DES FRANÇAIS A AMSTERDAM, d'après une gravure de l'époque..	81
GÉNÉRAL SOUS LA RÉVOLUTION, d'après Charlet, cul-de-lampe.....	82

DU DIRECTOIRE A LA GUERRE DE 1914

PREMIÈRE PARTIE

BONAPARTE AU SIÈGE DE TOULON, d'après une gravure populaire de l'époque, frontispice.....	85
GARDE CONSULAIRE, d'après Raffet.....	87
BONAPARTE A BRIENNE, d'après Charlet.....	89
BATAILLE DE SAINT-GEORGES, PRÈS MANTOUE (29 FRUCTIDOR AN IV), d'après Carle Vernet.....	93
JOUBERT A RIVOLI, d'après le tableau de Debay.....	95

TABLE DES ILLUSTRATIONS

MARCEAU, d'après une gravure de l'époque.....	97
D'ELBÉE.....	101
RÉVOLTE DE PAVIE, d'après Carle Vernet.....	103
HUSSARD CONTRE MAMELOUK, d'après Carle Vernet.....	107
COMBAT DES PYRAMIDES, d'après Carle Vernet.....	109
HUSSARD DE CHAMBORANT, d'après une lithographie de Carle Vernet, cul-de-lampe.....	112
LE BATAILLON CARRÉ, frontispice.....	113
ENTRÉE DES FRANÇAIS A NAPLES, d'après Bellangé.....	116
UNIFORMES DE CAVALERIE FRANÇAISE (1804), cul-de-lampe.....	119

DEUXIÈME PARTIE

PASSAGE DU GRAND SAINT-BERNARD, frontispice.....	121
MORT DE LA TOUR D'Auvergne, d'après une aquarelle du musée de l'Armée.....	127
MOREAU, d'après un dessin de Gros.....	131
LE CAMP DE BOULOGNE, d'après une lithographie du musée de l'Armée.....	133
PÉRIGNON, BERTHIER, AUGEREAU, BRUNE, NEY, KELLERMANN, LEFEBVRE, MASSÉNA, JOURDAN, MORTIER.....	136
SOULT, DUROC, JUNOT, OUDINOT, RAPP, BERTRAND, LANNES, MURAT, DROUOT, MAISON.....	137
OFFICIERS DE DRAGONS, DE CHASSEURS A CHEVAL ET DE GUIDES.....	143
PIÈCE DE MARINE, BATTERIE D'ENTREPONT (1800).....	146
NAPOLEON HARANGUANT LES TROUPES DE SA GARDE AVANT SON ENTRÉE A VIENNE, d'après le tableau de Gautherot (1801).....	149
MORT DU PRINCE LOUIS DE PRUSSE AU COMBAT DE SAALFELD.....	153
CARABINIER DE LA GARDE IMPÉRIALE, d'après la statue de l'Arc de Triomphe du Carrousel.....	156
SAPEUR DE LA GARDE IMPÉRIALE, d'après la statue de l'Arc de triomphe du Carrousel.....	157
LA SOUPE, d'après Raffet.....	158
NAPOLEON AU BIVOUAC, d'après Raffet.....	159
L'ENTREVUE DE TILSITT, d'après une lithographie de Madon.....	161
COMBAT DE RIPOLL (1809), d'après une lithographie d'Engelmann.....	163
COMBAT DE SOMO-SIERRA, d'après le tableau d'Horace Vernet.....	166
COMBAT D'AMSTETTEN : le lieutenant Lauriston fait prisonnier un colonel de uhlans autrichiens, d'après le tableau d'Horace Vernet.....	169
NAPOLEON BLESSÉ A RATISBONNE, d'après une gravure de Madon.....	173
SABRES ET ÉPÉES. CASQUE DE CUIRASSIER, cul-de-lampe.....	176
NAPOLEON AU TOMBEAU DU GRAND FRÉDÉRIC, d'après une gravure de l'époque, frontispice.....	177
GENDARME D'ÉLITE DE LA GARDE IMPÉRIALE.....	179
EXELMANS A VERTINGEN, d'après une lithographie.....	181
OFFICIER DE LA GARDE, TENUE DE ROUTE, d'après une lithographie de Charlet.....	185
HUSSARD (1812), d'après Carle Vernet.....	189
ARMES D'ÉQUIPEMENT ET TAMBOUR D'INFANTERIE DE LIGNE, cul-de-lampe.....	190
NAPOLEON AU BIVOUAC LA VEILLE DE WAGRAM, d'après le tableau de Rœlne, musée de Versailles, frontispice.....	191
LE GÉNÉRAL BARON LEJEUNE, d'après une peinture exécutée par lui-même, musée de Toulouse.....	193
OFFICIER DE LANCIERS POLONAIS, d'après une aquarelle de l'époque.....	195
L'EXERCICE DES RECRUES, d'après une lithographie de Raffet.....	197
LE TYPHUS A MAYENCE, d'après Raffet.....	201
TRAIN DES ÉQUIPAGES, OFFICIERS, SOLDATS ET CONDUCTEURS.....	203
ÉQUIPEMENTS ET ARMES D'INFANTERIE (1807), cul-de-lampe.....	204
CONVOI DE PRISONNIERS ESCORTÉS PAR LES GUIDES, d'après une lithographie de Bellangé, frontispice.....	205
DRAGON DE LA COMPAGNIE D'ÉLITE, d'après Charlet.....	206
GRENADIER DE LA VIEILLE GARDE, d'après Charlet.....	210
CHEVAU-LÉGERS POLONAIS EN ÉCLATREURS, d'après Raffet.....	211
PORTE-AIGLE DE LA GARDE IMPÉRIALE (GRENADIERS), d'après Charlet.....	215
AUX ENVIRONS DE SMORGONI (3 DÉCEMBRE 1812).....	217

HISTOIRE MILITAIRE ET NAVALE DE LA NATION FRANÇAISE

	Pages
L'INFANTERIE POLONAISE, 1813, d'après une lithographie de Raffet.....	221
HUSSARD ET COSAQUE, d'après une lithographie de Carle Vernet.....	226
L'EMBUSCADE. CAMPAGNE DE FRANCE, d'après Bellangé.....	228
LE RETOUR DE L'ILE D'ELBE, d'après Bellangé.....	231
LA BATAILLE DE LIGNY.....	234
LE CHATEAU D'HOUGOUMONT.....	237
MONUMENT DE L'ARMÉE FRANÇAISE A WATERLOO, d'après la sculpture de G.-L. Gérôme, cul-de-lampe	239

TROISIÈME PARTIE

GARDE DU CORPS DU COMTE D'ARTOIS, d'après une gouache de Carle Vernet, musée de Versailles, frontispice.....	241
FANTASSIN DE LA RESTAURATION, d'après Raffet.....	242
GRENADIER DE LA GARDE ROYALE (tenue de service).....	243
GRENADIER DE LA GARDE ROYALE (tenue de campagne).....	243
PRISE DU TROCADÉRO, d'après le tableau de P. Delaroche.....	249
ARTILLERIE A CHEVAL DE LA GARDE ROYALE, d'après Carle Vernet.....	250
OFFICIER DE HUSSARDS, d'après Charlet.....	253
LE MARAUDEUR, d'après Zix, cul-de-lampe.....	254
LOGEMENT DES TIRAILLEURS DU 19 ^e LÉGER, SIÈGE D'ANVERS (1832), d'après Raffet, frontispice.....	255
LANCIER DU 5 ^e RÉGIMENT, d'après une aquarelle du duc de Nemours.....	257
FANTASSIN DU 38 ^e DE LIGNE, d'après une aquarelle du duc de Nemours.....	259
OFFICIER HOLLANDAIS, SIÈGE D'ANVERS, d'après Charlet.....	263
CHASSEUR A PIED.....	267
HUSSARDS (1828), d'après Charlet.....	269
SOUS-OFFICIER DE DRAGONS (1840), d'après Charlet.....	271
OFFICIER D'INFANTERIE (1840), d'après Charlet.....	272
DRAGON, d'après Raffet.....	276

QUATRIÈME PARTIE

BOMBARDEMENT D'ALGER, frontispice.....	277
LE MARÉCHAL DE BOURMONT.....	280
BATAILLE DE STAOUËLI.....	282
EXPLOSION DE LA POUDRIÈRE DU FORT L'EMPEREUR, d'après le tableau d'Horace Vernet.....	285
ARMES ET ÉQUIPEMENTS DE CHASSEURS D'AFRIQUE ET D'ARABES, cul-de-lampe.....	286
LE DUC D'ORLÉANS EN ALGÉRIE, d'après une lithographie d'Adam, frontispice.....	287
SPAHIS (1843), d'après Raffet.....	289
ABD-EL-KADER, d'après une lithographie.....	297
FANTASSIN RÉGULIER D'ABD-EL-KADER.....	300
MAZAGRAN, d'après Philippoteaux.....	301
CHANGARNIER ET LE 2 ^e LÉGER PENDANT LA RETRAITE DE CONSTANTINE, d'après Philippoteaux.....	307
LES ZOUAVES DANS LES RUES DE CONSTANTINE.....	311
CAVALIER RÉGULIER D'ABD-EL-KADER, cul-de-lampe.....	313
LA PRISE DE LA SMALAH, frontispice.....	315
LAMORICIÈRE	322
DÉFENSE DU MARABOUT DE SIDI-BRAHIM.....	325
LE DUC D'ORLÉANS ET LE DUC D'AUMALE, d'après le tableau de Philippoteaux.....	327
MARCHE D'UNE COLONNE EN KABYLIE, d'après Raffet.....	329
ARABE DU SUD.....	330

TABLE DES ILLUSTRATIONS

CINQUIÈME PARTIE

GARDE DE TRANCHÉE, SIÈGE DE ROME, d'après Raffet, frontispice.....	333
DÉPART DE CIVITA-VECCHIA POUR ROME, d'après Raffet.....	335
NAPOLEON III, d'après Gustave Doré.....	337
ARTILLERIE MONTÉE (1850), d'après Adam.....	341
HUSSARDS AU CAMP, d'après une gravure de l'époque.....	343
INFANTERIE DE LIGNE EN CRIMÉE.....	345
LE MARÉCHAL DE SAINT-ARNAUD.....	346
DRAGON, d'après Raffet.....	348
BATAILLE DE L'ALMA, d'après Pils, musée de Versailles.....	351
VOLTIGEUR EN CRIMÉE.....	354
PRISE DU MAMELON VERT PAR LA LÉGION ÉTRANGÈRE (5 JUIN 1854), d'après une lithographie.....	356-357
LE MARÉCHAL PÉLISSIER.....	361
LA PRISE DE MALAKOF, d'après Horace Vernet.....	365
ÉCLAIREURS D'AVANT-GARDE (ITALIE, 1859), d'après A. de Neuville.....	371
CHASSEUR A PIED, GARDE IMPÉRIALE.....	372
LES GRENADIERS DE LA GARDE A MAGENTA, d'après Gustave Doré.....	375
LES TURCOS A TURBIGO (1859), d'après Gustave Doré.....	377
SOLFÉRINO, d'après Gustave Doré.....	381
BATTERIE DU FORT NORD DE TAKOU APRÈS L'ATTAQUE.....	384
LE CAMP DE LA TEJERIA (1862), d'après un croquis du colonel Darras.....	388
APRÈS LE COMBAT DE BOREGO (14 JUIN 1862), d'après un dessin de P. Jazet.....	392
CHASSEUR D'AFRIQUE ET LANCEROS MEXICAIN, cul-de-lampe.....	400
LA REVUE DE LA GARDE A LONGCHAMP (1867), frontispice.....	401
LE MARÉCHAL NIEL.....	402
LE COLONEL ARDANT DU PICQ.....	407
LE MARÉCHAL DE MAC-MAHON.....	410
LE MARÉCHAL CANROBERT, d'après Horace Vernet.....	411
LE MÉCANISME DU CHASSEPOT.....	412
MITRAILLEUSE DU CAMP DE SAINT-MAUR.....	413
OFFICIER ET SOLDAT D'INFANTERIE DE LIGNE, d'après A. de Neuville.....	415
LES TURCOS A FRÖESCHWILLER.....	417
BATAILLE DE SEDAN. LE RAVIN DE GIVONNE LE MATIN DU 3 SEPTEMBRE 1870, d'après le croquis d'un correspondant de guerre.....	421
MOBILE, d'après A. de Neuville.....	423
VICTOIRE DE COULMIERS.....	427
BATAILLE DE SAINT-QUENTIN, FAIDHERBE AU MOULIN DE TOUT-VENT.....	429
LA DIVISION FARON A CHAMPIGNY, d'après Ed. Detaille.....	432
LE GÉNÉRAL DUCROT.....	433
MISE EN ÉTAT DE DÉFENSE DU CHATEAU DE LADONCHAMP PRÈS METZ, d'après le tableau d'Alphonse de Neuville.....	435
LE LION DE BELFORT, cul-de-lampe.....	436

SIXIÈME PARTIE

LE DRAPEAU DE SAINT-CYR, frontispice.....	437
INFANTERIE TENUE DE CAMPAGNE (1880).....	440
CHEF DE BATAILLON DE CHASSEURS A PIED, d'après Ed. Detaille.....	441
OFFICIER DE HUSSARDS, d'après A. de Neuville.....	445
OFFICIER DE DRAGONS, TENUE DE CAMPAGNE (1880), d'après une aquarelle d'A. de Neuville.....	448
CANON DE CAMPAGNE DE 80.....	451
SAPEUR DU GÉNIE, d'après une aquarelle d'Ed. Detaille.....	453
ARTILLEUR. ARTILLERIE DE CAMPAGNE, d'après un dessin d'Ed. Detaille.....	457
CLAIRON DE CHASSEURS ALPINS, 1896, d'après une aquarelle d'Ed. Detaille.....	458

HISTOIRE MILITAIRE ET NAVALE DE LA NATION FRANÇAISE

	Pages.
CANON-REVOLVER DE MARINE, cul-de-lampe.....	462
LE PORT DE BIZERTE EN 1881, d'après Ed. Dtaille, frontispice.....	463
GÉNÉRAL VINCENDON, d'après un dessin d'Ed. Detaille.....	465
AU TONKIN (1885), d'après Alphonse de Neuville.....	467
LE TORPILLEUR « 46 » COULE LE TRANSPORT « FOU PO » (Fou-Tchéou).....	469
SAVORGNAN DE BRAZZA, d'après un portrait de l'époque.....	471
COMBAT DU COMMANDANT GALLIÉNI DANS LES RUINES DE GAO.....	472
TIRAILLEUR SÉNÉGALAIS (1890).....	473
TIRAILLEUR SÉNÉGALAIS (1900).....	473
CHEFS ARABES VENANT DEMANDER L'AMAN (MAROC 1913).....	477
EN SENTINELLE SUR LA ROUTE DE TAZA (JANVIER 1914).....	481
LE CZAR INSPECTE NOTRE CANON DE « 75 », frontispice.....	483
LE GÉNÉRAL LANGLOIS.....	485
MITRAILLEUSE FRANÇAISE.....	486
LES GRANDES MANŒUVRES : ÉTAT-MAJOR D'UN GÉNÉRAL DE DIVISION.....	489
LA GARDE DU DRAPEAU, cul-de-lampe.....	490
LES RETRAITES MILITAIRES (printemps 1914), frontispice.....	491
FANTASSIN (1914), cul-de-lampe.....	496

LA GRANDE GUERRE 1914-1918

LES PREMIERS CAVALIERS FRANÇAIS ENTRENT EN BELGIQUE (AOÛT 1914), frontispice.....	499
CHASSEUR ALPIN.....	502
MANŒUVRE D'UN MORTIER DE 155.....	503
OFFICIERS FRANÇAIS LISANT LA CARTE, croquis fait à Berry-au-Bac (1914).....	509
LA RETRAITE DE CHARLEROI (AOÛT-SEPTEMBRE 1914), frontispice.....	513
AVANT-POSTE BELGE SUR LA ROUTE DE TERMONDE (1914).....	516
DINANT APRÈS LES COMBATS D'AOÛT 1914.....	519
INFANTERIE FRANÇAISE EN POSITION D'ATTENTE.....	526
GALLIÉNI, bois d'Auguste Lepère.....	528
CHASSEURS ALPINS DANS UNE TRANCHÉE DES VOSGES (1914).....	529
REPRISE DE FRESNES-EN-WOËVRE (OCTOBRE 1914).....	533
LE MARÉCHAL FRENCH.....	535
LE POILU (1915).....	536
LE GÉNÉRAL DE CASTELNAU.....	537
FANTASSIN (1915), cul-de-lampe.....	538
LA RELÈVE PAR TEMPS DE NEIGE (ARGONNE 1916), frontispice.....	539
LA PATROUILLE NOCTURNE (1916).....	540
OCCUPATION D'UN ENTONNOIR, CHAMPAGNE (HIVER 1915).....	541
ARTILLERIE ALPINE DANS LES VOSGES (HIVER 1915).....	543
BARRICADE DEVANT CARENCY.....	545
LE PLATEAU DE NOTRE-DAME DE LORETTE ET L'ÉGLISE D'ABLAIN-SAINT-NAZAIRE, vu des premières lignes françaises.....	547
EXPÉDITION DES DARDANELLES. AMIRAL SALUANT LE DÉPART D'UN SOUS-MARIN.....	548
L'ENTRÉE DES DARDANELLES.....	549
LES GRENADIERS : LANCEMENT D'UN PÉTARD MONTÉ SUR RAQUETTE (1915).....	553
UN DÉPÔT DE TORPILLES (VERDUN 1916).....	558
AU CRÉNEAU (1916).....	561
LE MARÉCHAL PÉTAINE.....	568
LES GÉNÉRAUX PÉTAINE ET FAYOLLE ÉCOUTANT LE RAPPORT D'UN OFFICIER.....	571
LA « VOIE SACRÉE », TRANSPORTS AUTOMOBILES PENDANT LA BATAILLE DE VERDUN, frontispice.....	575
FUSILIER MITRAILLEUR SE PORTANT À L'ATTAQUE.....	576

TABLE DES ILLUSTRATIONS

	Pages.
COMBAT A LA GRENADE.....	578
DANS LA TRANCHÉE, SOUS LA PLUIE.....	583
ARTILLERIE LOURDE ANGLAISE SUR LE FRONT DE LA SOMME.....	589
ARTILLERIE LOURDE SUR VOIE FERRÉE.....	591
LA CUISINE ROULANTE, d'après un croquis de guerre.....	594
MASQUES FRANÇAIS ET ALLEMANDS CONTRE LES GAZ	603
CANON DE 220 LONG, cul-de-lampe	604
LES ALLEMANDS REPASSENT LA MARNE A DORMANS, d'après le tableau de F. Flameng, frontispice..	605
INFANTERIE ALLEMANDE CASQUÉE ET MASQUÉE (AOÛT 1917), d'après Fr. Flameng.....	607
AUTO BLINDÉE.....	609
UN GUETTEUR. MONT-RENAUD (AVRIL 1918), d'après F. Flameng.....	610
LE PONT D'ŒUILLY (FRONT DU CHEMIN DES DAMES, 1918), d'après un croquis original	612
LE GÉNÉRAL MANGIN.....	615
COMBAT DANS UNE SAPE (AISNE, 1918).....	620
LES CHARS RENAULT EN ACTION (FÈRE-EN-TARDENOIS, JUILLET 1918)	625
UN PASSAGE DIFFICILE, d'après une maquette de R. Berton, cul-de-lampe.....	629
ÉQUIPEMENT DE FANTASSIN (1918), cul-de-lampe de la conclusion.....	634
DANS LES TRANCHÉES, SIÈGE DE PARIS 1870, frontispice de la table des gravures.....	635
ARMES, TAMBOUR ET CLAIRON (1852-1860).....	641
MITRAILLEUSE (1870), cul-de-lampe.....	642
PASSAGE DE TROUPE (1855), d'après une lithographie d'Adam, frontispice de la table des matières.	643
CUL-DE-LAMPE	646



CARTES

	Pages.
CAMPAGNES D'ITALIE (1796, 1797, 1800).....	123
CAMPAGNE D'ALLEMAGNE (1805).....	148
AUSTERLITZ.....	151
WAGRAM.....	171
LA CAMPAGNE DE FRANCE.....	224
WATERLOO.....	235
1914. LA GUERRE DE MOUVEMENT.....	520-521
1916. LE FRONT DE VERDUN.....	554-555
1918. L'OFFENSIVE ALLEMANDE BLOQUÉE.....	613
1918. L'ARMÉE D'ORIENT.....	623
1918. LA MANŒUVRE DE FOCH. VERS L'ENVELOPPEMENT.....	626-627

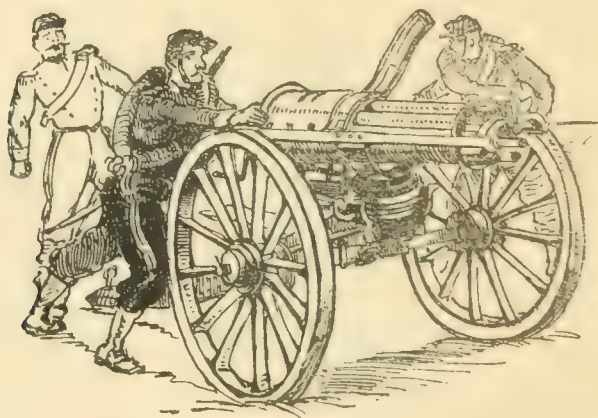




TABLE DES MATIÈRES

HISTOIRE MILITAIRE ET NAVALE

SECOND VOLUME

DE LA CONSTITUANTE AU DIRECTOIRE

PAR LE GÉNÉRAL MANGIN

	Pages.
Chapitre premier. — LES ARMÉES FRANÇAISES EN BELGIQUE (1792-1793).....	3
<i>Dumouriez. — Jemmapes. — Les débuts de la campagne de 1793. — Dumouriez et la Belgique. — Nerwinden. — La fin de Dumouriez.</i>	
Chap. II. — LA DÉFENSE DES FRONTIÈRES.....	33
<i>Le plan des Alliés. — Dampierre et Lamarche. — Condé, Valenciennes. — Bouchotte et Custine. — Le camp de César. — Houchard. — Campagne de Flandre. — Jourdan.</i>	
Chap. III. — LA DÉFENSE DE LA FRONTIÈRE D'ALSACE (MARS 1793-FÉVRIER 1794).....	55
<i>Les revers (mai-octobre 1793). — L'Alsace délivrée (novembre 1793-janvier 1794).</i>	
Chap. IV. — LA CONQUÊTE DES FRONTIÈRES NATIONALES (1794-1795).....	65
<i>La deuxième conquête de la Belgique (avril-juillet 1794). — Fleurus. — La Roer. — Mayence.</i>	
Chap. V. — LA CONVENTION ET LA GUERRE : CARNOT.....	73
<i>Le Comité de Salut public. — Carnot. Son œuvre. Sa tactique. — Les généraux.</i>	

DU DIRECTOIRE A 1914

PAR LE MARÉCHAL FRANCHET D'ESPEREY

PREMIÈRE PARTIE

LES ARMÉES DU DIRECTOIRE

	Pages.
Chapitre premier. — BONAPARTE.....	85
<i>Situation matérielle et morale des armées. — Bonaparte. Formation, débuts militaires. — Antécédents de l'armée d'Italie. — Premières victoires. — La campagne de 1796 en Allemagne. — Armée du Rhin et armée d'Italie. — Campagne de 1797. Leoben. — Hoche. — L'armée et la politique du Directoire. — La marine pendant la Révolution. — L'expédition d'Égypte.</i>	
Chap. II. — LA GUERRE CONTRE LA SECONDE COALITION.....	113
<i>La conscription. — Championnet à Naples. — Premiers revers. — Novi et Zurich. — Brumaire.</i>	

DEUXIÈME PARTIE

LES ARMÉES DU CONSULAT ET DE L'EMPIRE

Chapitre premier. — LES GUERRES VICTORIEUSES.....	121
<i>Campagne de Marengo. — Hohenlinden. — L'opposition militaire au Consulat. — Moreau. — Colonics et Marine. — La Grande Armée, les maréchaux, les cadres, les soldats. — La guerre contre l'Angleterre. — Ulm et Austerlitz. — Campagne de Prusse. — Campagne de Pologne. — La terre contre la mer. — Guerre d'Espagne. — Landshut, Essling et Wagram.</i>	
Chap. II. — LE SYSTÈME DE GUERRE NAPOLÉONIEN.....	177
<i>Les principes. — L'application des principes. — La méthode de commandement.</i>	
Chap. III. — ÉTATS-MAJORS ET SERVICES DES ARMÉES IMPÉRIALES.....	191
<i>L'État-major. — Le recrutement. — Subsistances. — Solde. — Service de santé. — Transports.</i>	
Chap. IV. — LES GUERRES MALHEUREUSES.....	205
<i>Napoléon. — Les illusions de 1810. — La guerre d'Espagne. — Vers la rupture de l'alliance russe. — La campagne de Russie. — 1813. — La campagne de France. — La première Restauration. — Le retour de l'Empereur. — La dernière campagne.</i>	

TROISIÈME PARTIE

L'ARMÉE SOUS LA MONARCHIE PARLEMENTAIRE

Chapitre premier. — LA RESTAURATION.....	241
<i>La dissolution de l'armée impériale. — Les légions départementales. — La restauration militaire. — La loi Gouvion Saint-Cyr. — La guerre d'Espagne. — Les vétérans. — La loi du 8 juin 1824. — L'armée en 1830. — Les cadres de l'armée. — La marine de la Restauration.</i>	
Chap. II. — LA MONARCHIE DE JUILLET.....	255
<i>L'armée et la révolution de Juillet. — La garde nationale. — La loi Soult de 1832. — La loi sur l'avancement. — Administration centrale et état-major général. — Armement et tactique. — Création des chasseurs à pied. — L'armée après 1840. — La vie militaire. — La marine. — L'armée de la monarchie parlementaire. — Officiers français à l'étranger.</i>	

TABLE DES MATIÈRES

QUATRIÈME PARTIE LA CONQUÊTE DE L'ALGÉRIE

	Pages.
Chapitre premier. — LA PRISE D'ALGER.	277
<i>Les projets d'expédition. — L'organisation. — Le commandement. — Embarquement et débarquement. — La marche sur Alger. — Prise d'Alger.</i>	
Chap. II. — L'OCCUPATION RESTREINTE.	287
<i>Erreurs fondamentales. — Le passage du général Clausel. — Le général Berthezène. — Le bureau arabe. — L'obstruction parlementaire. — Le premier gouverneur général. — Abd-el-Kader chef de guerre. — L'émir chef politique. — L'affront de la Macta. — Bugeaud et la victoire de Sikak. — Le désastre de Constantine. — L'illusion pacifique et le traité de la Tafna. — Paix à l'Est, guerre à l'Ouest. — De quelques erreurs militaires.</i>	
Chap. III. — LA CONQUÊTE.	315
<i>Bugeaud et ses principes. — Occupation du Tell. — Lamoricière. — Prise de la Smalah. — France et Maroc. — Isly et Mogador. — L'hallali d'Abd-el-Kader. — Conquête de la petite Kabylie. — Occupation de la grande Kabylie. — Conquête du Sud algérien.</i>	

CINQUIÈME PARTIE L'ARMÉE DU SECOND EMPIRE

Chapitre premier. — CRIMÉE, ITALIE, MEXIQUE.	333
<i>L'armée sous la seconde République. — Expédition de Rome. — L'Empereur et l'armée. — L'organisation des forces de terre. — Guerre d'Orient. — Les Alliés à Varna. — Échec devant Sébastopol. — Contre-offensive russe. — Balaklava et Inkermann. — La guerre de tranchées. — Mort de Nicolas I^{er}. — Napoléon III et Pélissier. — Bataille de Traktir. — Chute de Sébastopol. — Cessation des hostilités. — La guerre d'Italie. — Offensive autrichienne. — Offensive franco-sarde. — Palestro, Magenta, Melegnano et Solferino. — Armistice de Villafranca. — Les expéditions lointaines. — La guerre du Mexique.</i>	
Chap. II. — L'ÉPREUVE (1867-1872).	401
<i>L'armée en 1867. — La loi Niel. — Faiblesse de l'armée impériale. — La guerre. Mobilisation et concentration. — Le commandement — L'État-major et les différentes armes. — Les plans de campagne. — L'invasion. — L'armée de Metz. — Sedan. — Les armées de la Défense nationale. — Les opérations dans l'Ouest. — L'armée de Bourbaki. — Les opérations dans le Nord. — Le siège de Paris. — La fin de la guerre. — La Commune. — Conclusion.</i>	

SIXIÈME PARTIE DE LA DÉFAITE A LA VICTOIRE

Chapitre premier. — LA RENAISSANCE DE L'ARMÉE. — L'APOGÉE. — LA CRISE (1872-1911).	437
<i>Les lois militaires. — L'organisation de la frontière. — Les règlements. — Les grandes manœuvres. — Gambetta et Miribel. — L'idée de la revanche. — Nouvelles lois militaires. — Freycinet et l'état-major de l'armée. — L'antimilitarisme. — L'affaire Dreyfus. — La loi de deux ans. — Budget militaire. — Le grand malaise de l'armée. — La marine.</i>	
Chap. II. — LES EXPÉDITIONS COLONIALES.	463
<i>L'armée coloniale. — Tunisie et Sud-Algérien. — Tonkin. — L'Afrique noire. — Madagascar. — La conquête du Maroc.</i>	
Chap. III. — L'ÉVOLUTION DES IDÉES ET DU MATÉRIEL.	483
<i>L'École supérieure de Guerre. — Historiens et écrivains militaires. — Les transformations du matériel. — L'évolution des idées.</i>	
Chap. IV. — LE SURSAUT.	491
<i>Le haut commandement. — Loi des cadres et loi de recrutement. — Le rétablissement du moral.</i>	

LA GRANDE GUERRE. — 1914-1918

PAR GABRIEL HANOTAUX

de l'Académie française

	Pages.
Chapitre premier. — LA FRANCE ÉTAIT-ELLE PRÊTE?.....	499
<i>Le moral du pays. — Les effectifs. — L'armement. — Commandement et encadrement. — Instruction et idées tactiques. — Plans de mobilisation et de concentration. — Le plan XVII.</i>	
Chap. II. — LA GUERRE DE MOUVEMENT.....	513
<i>Tension politique et couverture. — Les Allemands en Belgique. — Déploiement stratégique. — La bataille des Frontières. — La retraite. — La victoire de la Marne. — Poursuite et stabilisation. — La « course à la mer ». — Vue d'ensemble sur la première phase de la guerre.</i>	
Chap. III. — LE FRONT STABILISÉ.....	539
<i>Stabilisation et tranchée continue. — La crise des munitions. — Les offensives de 1915. — L'expédition des Dardanelles. — Débuts de l'armée d'Orient. — Verdun. — La Somme. — La seconde victoire de Verdun. — Le général Nivelle commandant en chef. — Le repli allemand. — L'offensive d'avril 1917. — La crise du moral. — Les attaques à objectif limité. — L'aide aux Alliés. — Le front d'Orient. — La marine.</i>	
Chap. IV. — L'ÉVOLUTION DU MATÉRIEL, DE LA TACTIQUE ET DE L'ORGANISATION.....	575
<i>Comment la guerre se transforme. — Les moyens d'attaque. — Les moyens de défense. — Les moyens de liaison et d'observation. — Les moyens de transport. — L'évolution des idées et des méthodes. — Écoles et camps d'instruction. — Transformation de l'organisation. — Le service de santé. — La collaboration du pays. — La mobilisation de la pensée. — La tenue.</i>	
Chap. V. — LA VICTOIRE.....	605
<i>L'hiver 1917-1918. — L'attaque allemande. — Le commandement unique. — La bataille des monts de Flandre. — La deuxième offensive allemande. — La dernière offensive allemande. — La contre-offensive. — L'offensive victorieuse. — Armée française d'Orient. — La dernière bataille. — L'armistice.</i>	
CONCLUSION	630
TABLE DES ILLUSTRATIONS.....	635
CARTES	642
TABLE DES MATIÈRES	643



PARIS
TYPOGRAPHIE PLON

8, rue Garancière

1927

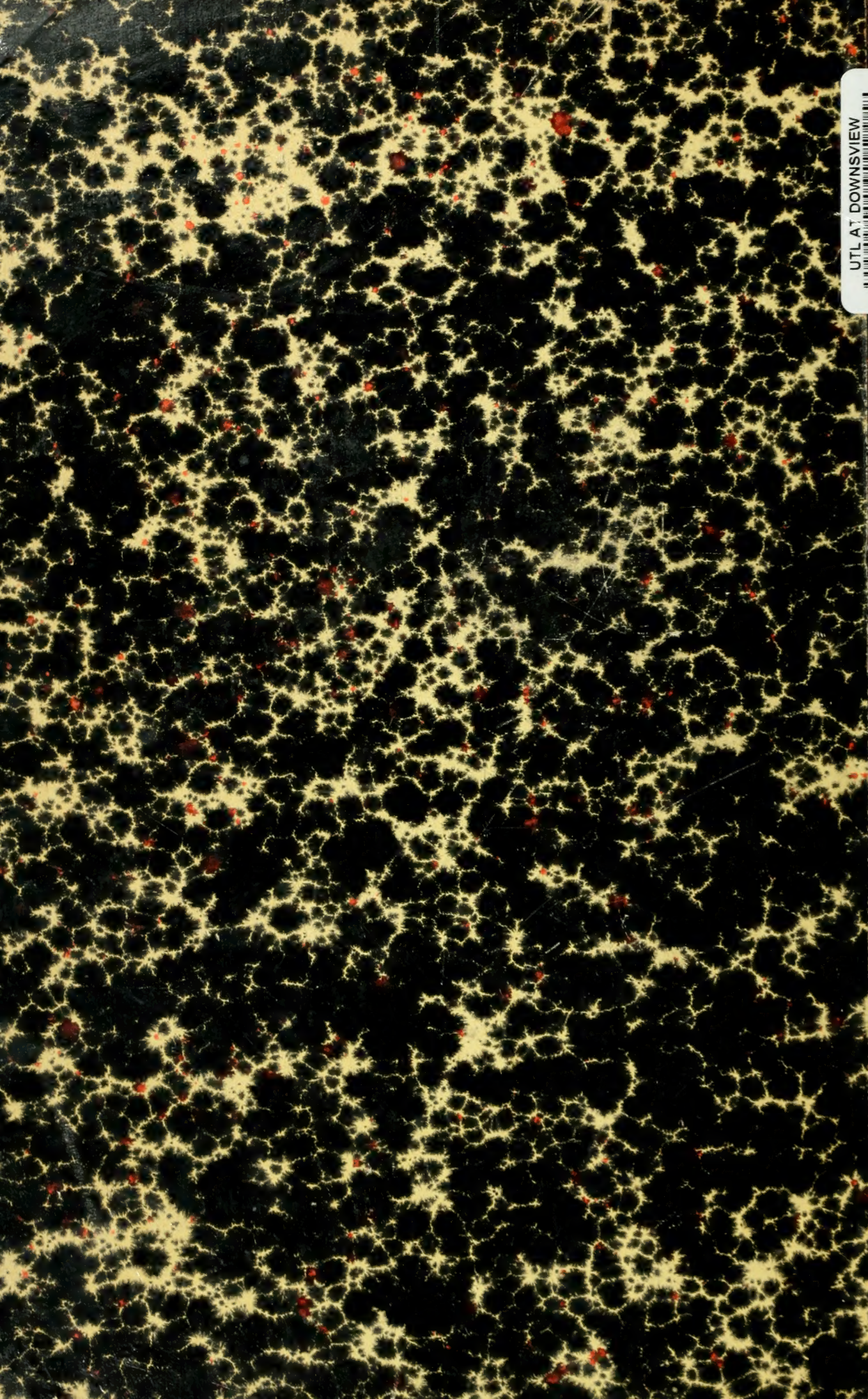


DC
38
H3
t.8

Hanotaux, Gabriel
Histoire de la nation
française

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY



UTL AT DOWNSVIEW



D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 14 01 16 07 054 0